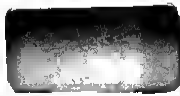
DE L'ITALIE DANS SES RAPPORTS AVEC LA LIBERTÉ ET LA CIVILISATION...



DE L'ITALIE

DANS SES RAPPORTS

AVEC

LA LIBERTE ET LA CIVILISATION MODERNE

PAR

M. ANDRÉ LOUIS MAZZIM

Et cognoscetis veritatem et veritas liberabit vos.
(Joan. VIII. 32.)

TOME II

2

PARIS. AMYOT, RUE DE LA PAIX

1847

DE L'ITALIE

DANS SES RAPPORTS

AVEC

LA LIBERTÉ ET LA CIVILISATION

MODERNE

DEUXIÈME PARTIE

(SUITE.)

DE L'ITALIE

DANS SES RAPPORTS

AVEC

LA LIBERTÉ ET LA CIVILISATION MODERNE.

IIe PARTIE : CHAPITRE IV.

L'AUTRICHE. — SA DOMINATION EN ITALIE. — SON RÔLE DANS LA POLITIQUE DE L'EUROPE.

Depuis la révolution française de 1789, la politique de l'Europe est séparée en deux camps ennemis, diamétralement opposés l'un à l'autre. D'une part sont les souverains et les gouvernements absolus, de l'autre les gouvernements constitutionnels et les républiques. Chez les uns, le droit souverain, le droit politique est fondé sur une base purement historique, comme par exemple à Rome et à Vienne, en Italie et en Autriche; chez les autres, le droit des princes et des peuples, le droit de souveraineté, le droit du gouvernement proprement dit, est constitué sur une base essentiellement logique, plus puissante que tous les titres exclusivement historiques de la royauté, que tous les priviléges séculiers d'une ou de plusieurs classes, comme cela se voit de nos jours sous des formes diverses et à différents degrés en

Angleterre, en France, en Belgique, en Suisse et dans tous les autres États de l'Europe libérale[1].

Depuis la révolution française, la politique de l'Europe a été bouleversée de fond en comble. De grandes luttes, de longues agitations religieuses et philosophiques avaient déjà préparé le terrain où la guerre des faits et des intérêts devait éclater plus tard. Mais la révolution française fut le foyer, le centre de cette lutte, de cette action subversive et rénovatrice que depuis le christianisme, la société européenne couvait dans son sein.

[1] La liberté constitutionnelle et démocratique existait en Angleterre et dans l'Amérique du Nord avant la révolution française, mais, ni la charte anglaise, ni la constitution fédérative des États-Unis n'étaient, à proprement parler, l'expression logique, générale, absolue d'un principe.

La liberté aristocratique en Angleterre était un fait local et historique ; la démocratie des États-Unis, un résultat purement économique et mécanique des conditions particulières et exceptionnelles de ces peuples nouveaux, sans racines et sans traditions dans l'histoire et dans la civilisation de l'Europe. On pourrait donc dire que la liberté anglaise en général est un fait historique, et la liberté américaine un fait économique, tous les deux circonscrits le plus souvent dans le cercle exclusif et relatif des intérêts finis et matériels de la vie des peuples modernes. L'Angleterre et le monde américain n'ont représenté et ne représenteront jamais l'esprit, la pensée de la liberté moderne proprement dite. Ces deux peuples ne seront jamais la formule vivante de la théorie, de l'idée organisatrice et absolue de la civilisation européenne. Ils seront, jusqu'à ce que leur mission spéciale et nationale ait fait son temps, l'expression purement extérieure et pratique du mouvement progressif et civilisateur, l'expression la plus importante des forces économiques et instrumentales des sociétés modernes ; mais ces deux peuples, grands et puissants du reste, ne pourront jamais représenter autre chose que l'activité et la prépondérance économique et mécanique du mouvement européen.

L'explosion fut terrible et soudaine, comme l'éruption d'un volcan. L'esprit européen se révoltait contre l'Europe du passé. La pensée, la conscience libre et éclairée de l'humanité moderne s'insurgeait contre les priviléges et les usurpations injustes et matérielles de l'histoire.

L'esprit de l'homme, fort de sa liberté intellectuelle et morale, alloit revendiquer ainsi les droits de l'action réelle et pratique, les droits de son indépendance extérieure et civile, de sa liberté politique et sociale

La révolution fut donc la conséquence pratique, le résultat visible et extérieur d'une lutte intérieure et purement morale que l'esprit européen depuis le christianisme n'avoit pu réaliser encore sous une forme générale et complètement populaire. Car les conflits, les combats politiques du moyen âge et des temps modernes avant 1789, n'avaient jamais eu ce caractère de générosité, de popularité qui distingue entre tous les mouvements européens, la révolution française. Cette immense catastrophe vint briser entièrement l'Europe catholique et féodale, ainsi que le christianisme et les invasions des peuples germains avaient renversé l'antique édifice du monde romain et de la société païenne tout entière.

Ceux qui supposent qu'on aurait pu par exemple enchaîner ou arrêter la révolution française dans ses premiers moments, connaissent bien mal selon moi les causes, les lois qui nécessitent dans l'histoire des mouvements analogues à ceux qui s'opèrent à cer-

taines époques par des causes et des lois analogues dans le domaine de la nature.

Un temps viendra sans doute, bien éloigné du présent, où les révolutions et les guerres politiques seront rendues à peu près impossibles par les transformations progressives de la civilisation chrétienne, des sociétés civilisées. C'est alors seulement que l'intervention de la force physique ne sera plus nécessaire pour amener le monde historique et social à des conditions plus avancées et plus progressives dans la voie de ses perfectionnements absolus.

Mais dans le siècle où nous sommes, malgré les progrès incontestables de l'industrie, de la science et de la pensée générale en Europe, je suis fort loin de croire à la possibilité de concilier les intérêts les plus opposés, de résoudre les questions les plus difficiles et les plus compliquées de la situation actuelle, sans avoir recours, plus ou moins directement dans certains cas, à l'intervention de la force.

L'idée des révolutions pacifiques est une généreuse utopie de certains philosophes et diplomates de notre temps, qui n'aura pas plus de succès que les autres utopies diplomatiques de l'équilibre et du concert européen. Il n'y a, il ne peut y avoir en philosophie comme en politique, d'autre véritable puissance que celle qui a sa source dans les principes. Et les principes ne se gouvernent pas aussi facilement que les intérêts. La diplomatie, la science des cabinets, très-propre à diriger la manifestation libre et spontanée d'un principe général sur le terrain pratique des faits, est absolument impuissante à contenir

ou à arrêter l'explosion, la marche de ce principe même à travers la réalité et la vie de l'histoire.

On aurait pu, je suppose, mieux diriger en 1789 les idées, les forces de la révolution; mais il aurait été impossible de les disperser, de les anéantir; c'était plus fort que tous les cabinets, que toutes les diplomaties de l'Europe et du monde. La révolution devait donc s'accomplir par la terreur et par le sang de l'Europe entière. Toutes les puissances de l'Europe devaient échouer devant le peuple français seul, abandonné à ses propres forces, sans ressources financières, sans appui à l'étranger, sans aucun de ces éléments qui faisaient alors la force et la puissance des grands États européens.

Les monarques du droit divin n'eurent même pas la force ni le courage d'empêcher l'immolation de Louis XVI et le supplice d'une fille des Césars, d'une princesse du Saint-Empire romain. La révolution fut plus forte que les diplomaties et les armées absolutistes; le peuple français fut plus puissant que tous les rois, que tous les peuples coalisés contre lui.

Pour croire qu'une révolution puisse se faire de nos jours par des moyens pacifiques, c'est-à-dire à l'aide de l'opinion de la presse et de la publicité, il faudrait admettre qu'il n'y a plus autre chose à faire en Europe que combattre de vieilles opinions et de mortes croyances. Prétendre que les privilèges aristocratiques et féodaux, que les intérêts tyranniques de quelques castes, que les monopoles iniques et oppresseurs, qui s'exercent encore au détriment du plus grand nombre, puissent cesser ou disparaître tôt

ou tard, par la propagande des idées, par l'influence toute pacifique, toute morale de la civilisation et du progrès, c'est vouloir que le monde reste, pendant des siècles encore, tel qu'il est, tel que nous le voyons aujourd'hui. La cause de la démocratie, la cause de la liberté et de l'égalité des nations européennes ne peut pas encore se dispenser, malheureusement, de l'emploi de la force physique, de la guerre et des insurrections armées.

Les souverains et les diplomates ne font jamais de révolutions au profit des masses. Mais, tant que les peuples en auront besoin, les peuples sauront en faire, en dépit de tous les artifices des cours, de toute l'habileté diplomatique des cabinets conservateurs ou absolutistes.

Ainsi, la meilleure politique à suivre, pour un gouvernement forcément stationnaire ou rétrograde, ce n'est certainement pas de favoriser les progrès populaires, mais d'agir de telle sorte que le peuple puisse participer le moins possible aux idées et aux opinions progressives du siècle, en accordant, en même temps, satisfaction complète aux intérêts matériels, en favorisant ce bien-être individuel et exclusif, qui a le plus souvent son point d'appui dans l'ignorance et dans la dégradation morale des masses.

C'est de cette manière, en effet, que l'Autriche travaille depuis longtemps à exercer une influence d'inertie intellectuelle et de compression politique, sur les populations qui font partie de son empire, et sur les tendances générales de la politique et de la civilisation de l'Europe.

Google

L'idée capitale, la pensée suprême de la politique du prince de Metternich, depuis le congrès de Vienne, et les stipulations de la Sainte-Alliance, est d'opposer à la France révolutionnaire et démocratique, l'Europe aristocratique et absolutiste. L'Autriche, d'accord en cela avec la Russie, qui est la puissance la plus contre-révolutionnaire, et en même temps la moins conservatrice du monde, et qui n'a certainement rien à gagner à la conservation de l'empire autrichien, s'est proposé de soutenir en Europe, contre l'esprit novateur et les institutions libérales, le principe de la légitimité et du droit divin, et de combattre ainsi les droits contraires du principe logique et démocratique de la souveraineté et du pouvoir. Par là l'Autriche s'obstine à ne pas vouloir reconnaître, en politique, les droits populaires de l'intelligence et du travail, indépendamment des droits aristocratiques et traditionnels de la naissance, de la propriété et du capital; elle nie par là, la base logique du droit en général, qui est une dérivation du principe chrétien, et n'admet d'autre fondement au droit politique des peuples, que le principe historique, qui exclut l'intervention de la puissance logique, de la valeur purement morale des individus, dans la constitution juridique du droit même.

Il est donc évident que l'idée capitale du système autrichien, que son dogme politique, qui est encore, en grande partie, une tradition du Saint-Empire, n'est, après tout, qu'une dérivation logique et historique de l'idée catholique, des doctrines et de l'autorité du pape et de l'Église. Rome et Vienne sont en

effet les deux grandes forces politiques que résument aujourd'hui même l'idée et le droit du moyen âge, les deux grands représentants historiques d'un monde immobile, qui, ayant atteint le terme absolu de ses développements et de ses destinées, ne peut se transformer, ni progresser, sans périr à jamais. L'exclusion du principe logique et moral, comme principe constituant le droit dans sa virtualité pure et générale, n'est autre chose à mon sens que ce même principe d'autorité, par lequel l'Église rejette et condamne la liberté de la pensée et la liberté de conscience, principe qui, au lieu d'être appliqué aux droits intérieurs de la conscience et de la pensée, s'exerce sur les droits extérieurs et positifs de la vie civile et politique.

L'empereur d'Autriche représente donc, dans la politique, ce que le pape représente dans l'ordre moral des idées et des croyances. Le pape ne reconnaît d'autre vérité que la tradition et la doctrine de l'Église, d'autre pouvoir spirituel que celui de son autorité infaillible et absolue; l'empereur aussi, ne reconnaît comme droit légitime, que celui qui résulte de la tradition extérieure de l'histoire, qui découle, non du droit pur considéré dans son essence logique et spirituelle, mais du fait de la force, de la possession matérielle, de la puissance des anciens rois et maîtres des hommes. Le droit impérial se borne à envisager le droit civil et politique uniquement dans sa forme, dans son extériorité matérielle; l'Église également ne voit l'esprit, l'idée, l'absolu, l'infini, que dans la forme individuelle,

sensible, particulière, en dehors des conditions essentielles et indéterminées de l'idée abstraite, générale et infinie.

Et de même que l'Église nie la valeur subjective de l'homme, comme expression logique et historique de l'infini dans le fini, de même l'Empire nie la valeur de l'intelligence de la pensée, de l'industrie, de la science, comme élements et principes constituant le droit politique, le droit souverain, dans le gouvernement et dans l'histoire. L'Église combat le progrès logique de l'esprit humain; l'Empire, le progrès civil et politique. L'Église n'admet pas que l'homme individuel puisse, par les lumières de l'esprit, par les forces de la pensée, déterminer en soi-même, relativement à son existence limitée, le principe divin, la raison absolue, et par là se rendre moralement indépendant de toute autorité religieuse et sacerdotale. L'Empire, de son côté, refuse à l'intelligence humaine, à l'homme individuel, une valeur absolue et infinie, indépendamment des influences accidentelles et contingentes de l'histoire; il n'admet pas, par conséquent, que les peuples se rendant moralement libres par la civilisation, la pensée, le travail et la science, puissent acquérir le droit de se gouverner par eux-mêmes, soit dans les rapports purement spirituels avec leur conscience, soit dans les rapports extérieurs, civils, politiques et sociaux, avec leurs semblables.

Je pourrais pousser plus loin encore, si je le voulais, ce parallèle entre les doctrines de l'Église ca-

tholique et les dogmes politiques de l'Empire, qui quoique affaiblis et déconsidérés de nos jours devant l'opinion et les forces progressives de l'Europe moderne, n'en sont pas pour cela moins forts et moins puissants, si on les envisage comme expression historique des droits et des prétentions de l'empire autrichien et de son influence dans le mouvement des idées et des intérêts généraux de la civilisation européenne.

Politiquement parlant, je le sais, les prétentions de l'Empire n'ont plus, depuis les traités de Westphalie, aucune valeur réelle dans le système général du droit public européen. La réforme a brisé la première la base historique de l'empire allemand. Quelques publicistes allemands appartenant à l'école historique, ont beau parler encore de l'Autriche, de l'Empire comme expression historique et politique de l'unité allemande; mais tout le monde sait que, de nos jours, on n'a plus besoin de l'idée, de l'autorité de l'Empire pour soutenir l'unité germanique. Ce qui fait et fera dans l'avenir la force et l'unité des peuples germaniques, c'est l'unité des principes, des idées, et des intérêts; c'est la pensée de ce peuple, c'est son rôle dans la civilisation de l'Europe moderne qui attribue une valeur et une prépondérance légitimes à la nationalité allemande. Ce ne sont pas par conséquent les traditions purement historiques, ni le droit impérial qui créent et légitiment la prépondérance germanique dans l'histoire moderne; c'est le principe de la liberté de conscience, c'est le protestantisme et la liberté philosophique, d'où dé-

rivent, à proprement parler, la force, l'autorité suprême de l'esprit moderne, des peuples européens, qui a fait de la nation allemande une des trois grandes puissances civilisatrices des temps modernes. Là et non ailleurs est pour l'Allemagne sa vraie prépondérance légitime, son principe d'unité, son droit réel et incontestable, son avenir politique et social tout entier.

Le Saint-Empire, comme on sait, a été sapé par la base, par Luther et Frédéric le Grand; plus tard les réformes de Marie-Thérèse et de Joseph II, et enfin la révolution française et Napoléon ont porté les derniers coups à un édifice déjà ébranlé et en ruine. Aujourd'hui que le principe des nationalités respectives de chaque peuple est une des forces vivantes et progressives de la politique européenne, l'empire allemand n'a plus aucun prestige, aucune force réelle. Cependant il n'a pas renoncé en droit à ses anciennes prétentions, mais en fait, il voit lui-même l'impossibilité de les faire valoir. En Italie, par exemple, l'Autriche croit encore pouvoir légitimer ses droits de conquête ou justifier l'usurpation, par le vieux fantôme du Saint-Empire. Il n'est pas étonnant, du reste, que l'Autriche parle encore du Saint-Empire, lorsque Rome et les papes citent toujours, à l'appui de leurs droits et de leurs priviléges, saint Pierre, Charlemagne et Grégoire VII!

Le catholicisme, qui a fondé l'Église et la papauté sur une idée purement historique et traditionnelle, a inventé le droit divin qui légitime à ses yeux aussi bien la tiare des successeurs de saint Pierre que la

couronne des héritiers de Charlemagne. Le droit divin est donc le seule et unique base de la papauté et de l'Empire; mais comme le droit divin ne fait plus partie du droit public européen, il s'ensuit que les droits essentiels, les principes constitutifs de la papauté et du trône des Césars, ne peuvent plus avoir, à l'heure qu'il est, aucune prépondérance active et réelle dans les idées et les pouvoirs dominants de l'Europe moderne. D'un côté, le protestantisme, la philosophie, l'émancipation de l'esprit humain, l'opinion publique des peuples modernes; de l'autre, le droit révolutionnaire, l'esprit français, la souveraineté nationale des peuples, ont placé la société européenne sur des bases nouvelles indépendantes de tout droit historique, de toutes les idées, de toutes les institutions et de toutes les autorités traditionnelles de l'antiquité et du moyen âge.

C'est ainsi que l'Église, le papauté et l'Empire se tiennent et se lient par des rapports mutuels indissolubles. C'est ainsi que l'Empire pourra peut-être subsister matériellement et politiquement en Europe, tant que la papauté et l'Église seront debout dans le monde; mais aussi il est indubitable qu'aussitôt qu'on voudra toucher à l'Empire ou à l'Église, la constitution historique de l'un et de l'autre tombera immédiatement en ruine. L'Empire, en effet, est l'appui matériel, politique de la papauté, ainsi que la papauté qui représente le principe du droit divin dans son essence la plus pure et la plus absolue, est l'appui moral et logique du droit im-

perial. Si l'Église et la pape n'existaient plus, les droits de l'Empire perdraient aussitôt leur principe constituant, leur prétendue valeur légitime. Car tout droit repose nécessairement sur une idée, sur un principe. Le fait par lui-même ne constitue l'essence d'aucun droit; il n'est que l'exercice pratique, la détermination extérieure d'un principe général et absolu, qui a sa valeur réelle, son être absolu en soi, indépendamment de toute détermination particulière et positive.

Or, la papauté subsiste parce que son droit, bien qu'affaibli, retréci, contesté en politique, n'est pas encore complétement usé. De même, l'Empire subsiste et subsistera jusqu'au jour où le principe de la souveraineté nationale des peuples et les droits de la démocratie moderne, amèneront une transformation nouvelle dans le droit public de l'Europe, et rendront nécessaire un remaniement général de la carte politique du monde.

Voilà expliqué en peu de mots par quels liens intimes et indissolubles l'Autriche est unie aux destinées de la papauté et de l'Église, et comment la problème historique et politique de l'Italie est en quelque sorte enchaîné au problème historique et politique de l'empire autrichien.

L'histoire des faits extérieurs, du mouvement politique et diplomatique de l'Europe moderne, est insuffisante à nous donner la clef des destinées spéciales et de la mission générale des différents États européens. Pour résoudre les questions vitales qui intéressent non-seulement le présent, mais l'avenir

des peuples modernes, il faut remonter aux principes, aux idées qui les distinguent, qui les caractérisent, qui leur attribuent une action, une influence plus ou moins grande dans les idées et dans les intérêts généraux de la civilisation et de l'histoire.

Toutes les subtilités dialectiques des politiques et des philosophes, toute l'habileté et la finesse diplomatique, tous les incidents matériels de l'histoire ne peuvent aboutir, au point de vue de la science, qu'à des résultats stériles et insignifiants.

Le rôle des individualités et l'influence des faits particuliers de l'histoire, résument, il est bien vrai, le mouvement mécanique et instrumental de la vie des sociétés et des peuples, mais les idées et les principes peuvent seuls nous fournir l'intelligence, l'explication logique et démonstrative des causes, la conscience générale et absolue de la valeur infinie, des rapports rationnels de tout ce que nous voyons se manifester dans l'ordre fini et particulier de l'histoire, sous une forme purement extérieure et relative, phénoménale et empirique.

Ainsi, je ne m'arrêterai que rarement sur les incidents politiques et diplomatiques de l'histoire. Je tâcherai, au contraire, de saisir dans leur ensemble cette réunion de faits qui peuvent se traduire et se formuler par des idées complexes et générales, par des événements d'une portée et d'une valeur également générale et absolue.

En parlant de la domination autrichienne en Italie, il faut tenir compte avant tout des principes et des

intérêts opposés qui divisent en deux parties contradictoires et radicalement inconciliables, les gouvernements et les peuples de l'Europe. Il ne faut pas non plus perdre de vue les idées fondamentales que j'ai exposées dans les chapitres précédents, relativement à cette lutte logique et morale qui se manifeste extérieurement dans les conditions historiques, politiques et sociales des États européens.

C'est un fait incontestable que l'expérience visible des événements rend tous les jours plus évident encore, que ce que nous appelons le progrès, la civilisation, procède dans sa marche logique et historique par un mouvement graduel et non interrompu du simple au composé, de l'un au multiple, et que plus tard ce mouvement change et se déplace, pour revenir du composé au simple, du multiple à l'unité.

Aujourd'hui nous sommes arrivés à une des périodes les plus éclatantes du mouvement composé et multiple. Les forces de la civilisation européenne sont extrêmement compliquées. Toutefois, de cette excessive complication de l'époque actuelle, surgira dans un temps que nous ne pouvons pas déterminer encore, une œuvre beaucoup plus simple, beaucoup plus homogène, beaucoup plus harmonique que celle qui est maintenant devant nos yeux.

Le premier fait qui nous frappe en considérant l'histoire générale du monde, c'est que les deux pôles opposés du mouvement historique de l'humanité marquent et expriment l'unité la plus simple, la plus harmonique. D'abord c'est l'unité élémentaire de la particularité, du fini, c'est le germe de

l'esprit, de la pensée, du mouvement, de la vie de la société et de l'histoire. Ensuite le particularité s'étend, les germes se développent, les formes se séparent, l'unité primitive disparaît pour faire place à plusieurs particularités détachées, séparées, se combattant, s'excluant sans cesse. C'est l'époque des familles, des castes, c'est la société asiatique, c'est le monde oriental.

Une grande révolution s'opère dans les formes subjectives, intérieures de la pensée humaine. La conscience individuelle de l'homme manifeste des tendances, des forces morales nouvelles. L'individualité s'élève du sein de la famille et des castes, et réclame au nom de l'intelligence et de la beauté extérieure de l'homme sa place dans l'ordre particulier de la liberté et du pouvoir. C'est la période des démocraties de la Grèce.

Or, plus de familles, plus de castes isolées; il y a des cités, il y a des peuples, mais des cités et des peuples particuliers. Rome surgit et pousse à ses dernières limites le principe de la particularité, du privilége historique. Rome en effet voulait seule imposer sa loi au monde. Elle seule se croyait digne d'être libre, d'être la reine de l'univers soumis au joug de ses droits et de sa force.

Jamais le monde n'a vu tant de grandeur, de génie, de puissance réunis dans un seul peuple, dans une période particulière de l'histoire universelle. Mais aussi quelle épouvantable tyrannie, quel privilége odieux et barbare se cachait sous les formes colossales, sous la magnificence civile de la Rome

d'Auguste! Comment l'empire romain, qui ne subsistait qu'au prix de la barbarie et de la servitude des autres peuples du monde, aurait-il pu vivre plus longtemps encore? Qui aurait pu le changer, le réformer sans le détruire?

C'est que l'idée, le principe constitutif de l'empire romain était un droit matériel et fini; c'était l'individualisme, c'était la force, déguisés sous des priviléges matériels et historiques qu'on n'aurait pu jamais réformer par des idées, et que la force, l'individualisme seuls pouvaient anéantir à jamais.

Le principe régénérateur, l'esprit nouveau, la vérité générale et absolue, vint alors sous une forme finie et individuelle, s'emparer de l'âme et de la pensée du monde. Le christianisme créa les conditions abstraites, générales et infinies de la subjectivité, de l'esprit fini, de l'homme individuel. Une fois qu'on eut dit que tous les hommes étaient égaux et frères en esprit, le règne de la force individuelle, de la particularité, des priviléges de famille, de caste, de nation, furent généralement anéantis en principe. Mais le Christ sentait qu'il n'aurait pu toucher directement à l'ordre civil, que d'ailleurs il n'était nullement nécessaire, ni juste, ni utile d'attaquer les faits avant d'avoir renouvelé l'esprit, l'idée, l'ordre intérieur, l'ordre moral, spirituel de l'humanité tout entière. L'Évangile fut donc, en dehors de l'histoire, l'expression abstraite la plus logique, la plus générale de la raison humaine, comme manifestation graduellement identique dans l'histoire, de l'esprit infini, de la raison absolue, de Dieu même.

Ainsi le Christ sentant que l'idée générale, infinie et absolue était plus forte et plus puissante que tous les efforts individuels, particuliers, matériels du monde, il annonça, qu'aussitôt que le monde serait devenu réellement chrétien, toutes les injustices, tous les priviléges, toutes les tyrannies s'écrouleraient en un instant, par cette même raison qui les avait fait subsister jusqu'alors.

Ce furent les peuples germains, les barbares du Nord, qui vinrent hâter, par la force matérielle, le mouvement moral de l'esprit chrétien. Les Germains furent l'instrument historique le plus direct de l'Évangile. C'est ainsi que ce peuple était destiné à devenir, douze siècles plus tard, l'arme, le pouvoir le plus redoutable contre tout ce qui n'était pas chrétien, contre tout ce qui était tradition païenne, débris du monde romain, obstacle matériel à la propagation, à la réalisation historique, politique et sociale de la liberté et de la fraternité chrétiennes.

Quand Luther parut, quand le protestantisme vint attaquer directement l'autorité du pape et de l'Église, les puissances séculières de l'Allemagne se divisèrent en deux camps ennemis. L'Autriche comprit aussitôt que la cause de la papauté et celle de l'Empire était la même; que Luther était aussi bien l'ennemi de l'autorité absolue du pape, que de l'autorité absolue de César. C'est principalement par ces motifs que l'Autriche, que les empereurs prirent la défense de l'Église, des idées et des droits catholiques, en combattant la Réforme.

Après la guerre mémorable, célèbre en Allemagne

Google

et en Europe sous le nom de guerre de trente ans, la cause de la Réforme resta victorieuse. L'autorité du Saint-Empire avait reçu de rudes atteintes. L'unité germanique étant brisée, l'influence, l'autorité du Cesar, de l'empereur, amoindries, ou du moins contre-balancées en Europe, les peuples protestants de l'Allemagne virent dans la Réforme le réveil de leur idée caractéristique et nationale, le principe fondamental de leur puissance, de leur avenir dans l'histoire.

Le principe de l'unité germanique, de l'unité historique et purement extérieure de l'Allemagne, personnifiée dans le Saint-Empire, disparaissait ainsi sous l'influence et l'action d'un principe purement logique et moral, du principe de la liberté de la pensée, du droit de libre examen et de la valeur infinie de l'homme individuel, de la raison subjective. L'esprit humain venait donc de découvrir une nouvelle force, une nouvelle idée, et avec elle un nouveau droit, un nouveau principe historique et civil diametralement opposés aux principes et aux droits du Saint-Empire.

Par ce fait le principe de l'unité, de la nationalité germanique, trouvait un nouveau point d'appui logique, en dehors des traditions, des privileges, de l'idée et du droit purement historique du Saint-Empire, représenté par l'Autriche. Le principe du pouvoir et de l'ordre n'était plus dans l'autorité d'un nom, d'une caste, mais dans la pensée libre de chaque individu. Le droit impérial et féodal était remplacé, du moins en théorie,

par les droits de la patrie commune, par les sentiments et les intérêts généraux de la nation.

Le nord de l'Allemagne devint le foyer du mouvement de réaction et de progrès, du mouvement protestant. La lutte entre la vieille et la nouvelle Allemagne, entre les États protestants et les États catholiques, eut lieu au nom d'un principe purement religieux. Mais le protestantisme n'était pas seulement une religion, dans le sens traditionnel du mot, dans le sens catholique. C'était un grand principe logique, une force libre et rationnelle, tendant à détruire toutes les formes particulières et exclusives, toutes les divisions empiriques et barbares de la science antique et des doctrines du moyen âge, afin de réaliser le règne de l'esprit et de la pensée dans l'histoire, indépendamment des formes spéciales et contradictoires de la science et de la doctrine du passé. C'était, en un mot, la manifestation religieuse du principe absolu de la pensée, comme principe et objet général, absolu de toute doctrine, de toute science. C'était enfin la première phase du mouvement dialectique, de l'esprit humain marchant à la recherche de l'essence générale et absolue de toute religion, de toute doctrine, de toute science, afin de découvrir le lien identique entre toutes les divisions, toutes les limitations, toutes les contradictions de l'idée et de l'action, de la pensée et du droit.

D'après ce que je viens d'indiquer, il sera aisé de comprendre, je suppose, sur quelles bases faibles et chancelantes repose, depuis près d'un siècle, l'unité

Google

et la force de l'empire allemand. Il est impossible de se laisser abuser par de vaines apparences de vie et de puissance. La base logique et historique de l'empire de Charles-Quint a été fortement ébranlée par les deux plus grands événements de l'Europe moderne, par la Réforme et la révolution française. Depuis, le mouvement libre et général de la pensée, de la science et de la civilisation européennes, a amené pacifiquement, progressivement des modifications importantes dans les intérêts populaires et dans l'opinion publique des nations civilisées. Luther, le protestantisme, le principe de la liberté d'examen et de conscience, ont été par conséquent la source logique d'un bouleversement général de la pensée et de la politique modernes. L'Allemagne et l'Angleterre doivent à la liberté religieuse les éléments fondamentaux et caractéristiques de leur puissance et de leur grandeur nationale, de leur prépondérance intellectuelle et politique, sur les destinées générales de la liberté et de la civilisation européenne. Cela explique, en partie, comment le principe des nationalités en général, réside, non-seulement dans les distinctions et dans la valeur ethnographiques des races, mais, dans les traits distinctifs de la pensée caractéristique de chaque peuple, et que ce n'est pas seulement l'élément naturel et extérieur qui fait la force et la grandeur d'un peuple, mais l'élément logique, son idée, la puissance caractéristique de son intelligence et de son esprit, dans le mouvement graduel et progressif de l'histoire. La réforme religieuse en Allemagne, si-

gnale d'abord le réveil de la pensée germanique, et détermina en même temps les conditions générales de sa mission nationale dans les luttes historiques des temps modernes.

Avant la Réforme, il y avait un empire germanique; mais il n'y avait ni un peuple, ni une nation allemande. Ce qui constitue, par conséquent, le principe des nationalités c'est, je le répète, la pensée caractéristique d'un peuple déterminé, comme force prépondérante dans les destinées générales de la civilisation et de l'histoire.

Or, ce même principe, qui, au temps de Luther, éveilla, dans les peuples germaniques, le sentiment, la conscience de leur force et de leur unité nationale, de leur mission intellectuelle et politique dans l'histoire et dans la civilisation modernes, ce même principe qui créa à la fois le génie, la langue, la littérature et l'unité morale et nationale du peuple allemand, apporta en même temps un coup mortel à la véritable grandeur, à la véritable puissance du l'Empire.

C'est ainsi que la Réforme venait de développer un ordre de forces nouvelles, en contradiction directe avec la vieille autorité et unité germanique. Car l'unité de l'empire allemand reposait beaucoup plus sur l'unité religieuse, sur l'unité catholique, que sur le droit historique, sur le droit impérial dont les empereurs germains prétendaient être investis, comme étant les successeurs légitimes et traditionnels, les héritiers directs de la puissance et de la majesté des Césars. Le droit impérial, tout considéré,

n'avait donc d'autre base que la tradition, que l'autorité purement historique d'un fait séculaire, qui avait été, pendant le moyen âge, le principe barbare du droit matériel, de l'ordre extérieur de la société théocratique et féodale.

L'Église, la papauté n'opposèrent en effet aucune résistance réelle aux droits et aux prétentions de l'Empire. L'Église ne protesta jamais contre le principe fondamental du droit historique, qui formait la base du droit public de l'Europe au moyen âge. Tout au contraire, l'Église approuva, sanctionna et déclara sacré et inviolable, dans l'ordre des pouvoirs publics, le principe historique du droit païen. La souveraineté temporelle des papes n'eut jamais d'autre droit que celui qui découlait directement des droits et des pouvoirs de la société païenne. Le droit moral, le droit spirituel des papes, l'autorité morale de l'Église, ne pouvant pas, à cause de la barbarie des temps, combattre ni modifier l'essence fondamentale du droit païen et barbare, s'allia strictement à l'ordre général des idées et des principes qui constituaient la base historique et politique de la souveraineté temporelle du droit féodal et impérial. Les luttes entre les papes et les empereurs d'Allemagne n'eurent d'autre effet que celui de combattre et de limiter un principe par un autre principe de la même nature; on voulait contenir, soumettre le despotisme impérial et féodal par l'absolutisme théocratique et papal, en invoquant contre la suprématie temporelle des empereurs, le principe du droit divin, c'est-à-dire un principe

traditionnel, qui reposait à peu près sur les mêmes fondements que le droit historique des empereurs. Car si le Christ avait donné à Pierre les clefs du pouvoir moral et spirituel sur la terre, il avait respecté et reconnu aussi, dans l'autorité de César, le principe légitime, le droit imprescriptible du pouvoir temporel; le principe sur lequel reposait l'autorité morale et politique des papes, était un droit purement traditionnel et historique, qui, à dire vrai, n'était pas plus divin que le droit pareillement traditionnel et historique des empereurs. Enfin, la base des deux principes des droits opposés, était la tradition; ce n'était pas un principe libre et réellement moral, mais un fait historique, un fait extérieur, qui ne trouvait aucune justification légitime dans ce qui constitue essentiellement le principe moral du droit, je veux dire dans la conviction éclairée et libre de la conscience de ceux qui devaient s'y soumettre.

C'est ainsi que le principe constitutif de la papauté et de l'empire, le droit de l'Église et le droit des empereurs, découlaient d'une même source historique et traditionnelle, et allaient se confondre avec le droit despotique de la force, avec le droit privé et purement civil des sociétés païennes. Ce droit bâtard, ce droit historique, qui a uni par des liens si intimes la papauté et l'Empire vers la fin du moyen âge, s'appelait et s'appelle encore le droit divin.

Or, le droit divin n'est autre chose que le droit païen, ayant son principe, sa raison d'être dans le fait purement historique de la transmission tra-

ditionnelle et héréditaire de la souveraineté et de la force, dans une famille, ou dans une minorité aristocratique, qui se croient investies, par droit de naissance et de caste privilégiée, de l'autorité exclusive du commandement et du pouvoir. Car Jésus-Christ n'a légué à Pierre d'autre pouvoir, d'autre droit que celui qui résulte de l'apostolat évangélique. L'Église ne tient des apôtres que la faculté, le droit de prêcher, d'enseigner la parole du Seigneur, de dominer, par des moyens purement moraux et spirituels, les âmes et les consciences. Tout ce qui concerne l'exercice extérieur et matériel du pouvoir, l'Église et les papes l'ont acquis et l'exercent par suite des concessions et des donations qui leur ont été faites par les empereurs germains et les autres princes et seigneurs féodaux convertis à la foi catholique.

Oui, la souveraineté temporelle des papes n'émana d'aucun autre droit que de celui des empereurs et des autres souverains de la chrétienté. Dans les temps barbares, l'Église a prêté son appui spirituel au pouvoir temporel, en s'appuyant, elle aussi de son côté, sur la force et la puissance des souverains et des rois, dans un but de moralité et d'ordre public, eu égard aux conditions matérielles et barbares de la société où le pouvoir de l'Église et de la monarchie chrétienne prit naissance.

Le seul véritable droit divin que je ne conteste ni à l'Église ni aux papes, est donc celui de l'apostolat évangélique, celui d'instruire, de moraliser, de civiliser les peuples barbares et de faire triompher, en

présence des usurpations de la force, du despotisme impérial et de la tyrannie féodale, le droit de la valeur morale de tous les hommes, les principes de la charité, de l'égalité, de la fraternité chrétiennes. Voilà en quoi consiste la véritable grandeur, le véritable droit divin de l'Église. Tout le reste n'a d'autre valeur, d'autre puissance que celle qui résulte des nécessités logiques et historiques des temps et des développements et transformations graduelles et successives des peuples dans l'histoire.

Les développements effectifs et sociaux du christianisme, les progrès de la pensée et de la civilisation des peuples ont peu à peu sapé par la base le vieil édifice de la légitimité et du droit historique. La révolution française, après que la Réforme eut détruit le principe du droit divin, de l'autorité purement matérielle et historique dans l'ordre intérieur de la foi religieuse, brisa violemment les liens civils et sociaux de ce même droit, de cette même autorité païenne et barbare, qui retenait forcément les peuples chrétiens, les intelligences libres et éclairées, sous le joug de l'absolutisme théocratique et féodal, et éleva sur les ruines de tous les droits historiques, de tous les pouvoirs absolus, la souveraineté morale et libre de la pensée, de la raison, de la volonté des peuples civilisés. La révolution a été, par ce fait, le résultat historique du principe chrétien, qui, après avoir lutté, pendant plusieurs siècles, dans le monde intérieur des idées et des croyances, après avoir délivré, par de longs combats, la pensée humaine de toutes les chaînes in-

tellectuelles et morales de la servitude et de la barbarie, est venu à une époque déterminée, lorsque les développements partiels de la pensée et de l'action, de la raison et de l'expérience, avaient donné au monde la certitude réelle de ses droits et de ses progrès, incarner dans l'ordre effectif des sociétés civiles, dans la réalité historique et politique des peuples, le principe spirituel et tout-puissant de la pensée, la force morale et régénératrice du droit pur, la souveraineté populaire de la liberté, de l'égalité, de la sociabilité évangéliques.

La révolution française a marqué ainsi, dans les destinées générales de la civilisation et de l'histoire, une ère nouvelle, qui doit uniquement par la force libre et progressive de la pensée, transformer graduellement, non-seulement l'ordre intérieur et purement moral des opinions et des croyances, mais bouleverser aussi peu à peu l'ordre fondamental du droit public et du droit privé de la société européenne. Cette œuvre révolutionnaire et transformatrice ne peut avoir lieu qu'à l'aide du temps, c'est-à-dire par les développements nouveaux qui se succéderont infailliblement dans la marche progressive des forces intellectuelles et des forces actives de notre siècle.

Il est indubitable que le principe révolutionnaire qui a fait sa première et plus violente explosion en France vers la fin du dernier siècle, s'étend chaque jour davantage dans toute l'Europe, et que par un mouvement plus régulier, par des luttes plus pacifiques mais non moins efficaces et non moins des-

Digitized by Google

tructives, le principe révolutionnaire marche pas à pas à la conquête intellectuelle et politique du monde.

Je ne m'arrêterai pas à démontrer ici comment j'entends que les éléments subversifs et destructifs de l'époque actuelle sont l'instrument logique et providentiel de l'édifice moral et historique des temps nouveaux. Il est toutefois certain que ce qu'on a appelé jusqu'à nos jours en politique et en morale des principes et des droits, n'est le plus souvent qu'un ordre de faits historiques, individuels et particuliers sans aucune signification réellement morale, sans aucun caractère de généralité, sans aucune des conditions essentielles qui attribuent aux actes intérieurs et extérieurs de l'esprit et de la conscience une valeur infinie et absolue. Ces faits particuliers et individuels ont, il est vrai, représenté dans l'ordre historique de la particularité, du fini, dans les croyances, dans les institutions, dans les lois, dans les mœurs des peuples divers, ce que les véritables principes représenteront un jour dans l'ordre général et populaire de la pensée et de l'action de la société universelle. Car les conditions logiques et morales du monde intérieur étant nécessairement exprimées et représentées par le monde extérieur, par le monde civil, politique et social, il s'ensuit que le principe et le fait, l'idée et l'action se correspondent et se déterminent réciproquement.

Ainsi lorsque par exemple nous voyons que le droit féodal n'a été un droit et par conséquent un principe que par rapport aux conditions particulières déterminées des temps barbares qui le rendaient

momentanément indispensable et légitime; quand nous voyons la royauté pure n'être un droit et un principe qu'en raison de l'état trop peu civilisé des peuples qui s'y étaient volontairement soumis, et des conditions vicieuses d'un autre pouvoir qu'il fallait détruire par des moyens tyranniques et révolutionnaires, comment peut-on douter que les droits et les principes ne deviennent réellement justes et moraux que par leur accord avec les faits, avec les conditions logiques et les conditions politiques des peuples et des époques qui les contiennent et les résument?

Je veux donc dire par là que tout principe correspond exactement à un fait, à une action; qu'il y a identité entre ces deux forces, l'une intérieure, l'autre extérieure, qui sont l'expression complète des mouvements logiques et historiques des sociétés, des civilisations particulières dans le temps et dans l'espace.

Il y a sans nul doute entre la logique, la morale et le droit un rapport immédiat qui les rend inséparables. Je dirai plus, le droit n'est que la logique et la morale en action, l'idée, le principe qui se détermine, extérieurement dans l'ordre civil, dans l'ordre politique, dans la société, dans l'histoire. Or, il est impossible de changer le droit privé et le droit public des peuples, sans bouleverser en même temps l'ordre religieux, l'ordre logique et moral tout entier. Il est impossible d'établir une séparation quelconque entre le droit et la pensée, entre les faits et les principes. On pourrait même dire qu'un principe n'est que l'idée générale et infinie d'un fait, et que le fait n'est que la détermination particulière et

fine de l'idée générale et indéterminée, dans laquelle réside l'essence, le caractère distinctif d'un principe.

Il y a de nos jours en Europe deux droits opposés, qui se combattent, deux ordres de principes qui se partagent l'empire des croyances et des opinions, et par là, l'influence et l'autorité légale de la souveraineté et du pouvoir. Nous voyons d'un côté, le principe d'autorité en matière d'opinions et de croyances correspondre au pouvoir absolu dans l'ordre civil et politique; de l'autre, c'est le principe de libre examen, la liberté de conscience, la liberté de la pensée qui se trouvent être directement en rapport avec la liberté plus ou moins grande, plus ou moins populaire de la vie politique, avec les garanties constitutionnelles, les institutions démocratiques des États libres.

Parmi les puissances du premier ordre qui représentent dans la politique de l'Europe les principes d'ordre, de hiérarchie, de paix et d'autorité, l'Autriche joue sans nul doute le premier rôle. Car je ne considère pas la Russie comme une puissance destinée à remplir un rôle important et original dans l'ordre des principes politiques et de la civilisation de l'Europe actuelle.

La place que la Russie peut occuper légitimement en Europe, c'est d'exercer une influence de limitation, de résistance vis-à-vis des débordements intempestifs de l'esprit libéral, des forces démocratiques, de l'action révolutionnaire et destructive des trois principaux peuples européens, l'Angleterre, l'Allemagne du nord et la France. Une autre place bien plus grande, bien plus importante, est

Google

encore réservée à la Russie sur les confins orientaux du continent européen, et sur le continent asiatique. C'est en effet sous ce double point de vue que la puissance légitime de l'autocratie moscovite, et son rôle dans la civilisation contemporaine, doivent être envisagés. Car la Russie ne pouvant représenter un principe logique de réorganisation politique, ni avoir dans les idées, dans les intérêts de la société européenne, une initiative progressive et originale, son pouvoir ne peut être, en face des idées et des intérêts généraux de l'Europe, qu'une force de résistance, qu'une force purement limitative. La Russie ne peut donc devenir une puissance réellement civilisée, véritablement européenne, qu'en participant, dans une mesure plus ou moins grande, aux trois grandes formes de civilisation exprimées et représentées par les trois grands peuples français, anglais et allemand, qui tous ensemble représentent la manifestation générale, le résumé logique et historique de toutes les sociétés particulières de l'antiquité, de la civilisation du moyen âge et de celle des temps modernes.

C'est ainsi que lorsqu'on vient me parler des prétentions du *panslavisme* comme d'un principe initiateur et organisateur d'une face nouvelle de la civilisation de l'Europe, je suis forcé de répondre que les panslavistes sont à mes yeux dans une grande illusion sur la valeur pratique de leurs doctrines. Vouloir de nos jours bâtir un principe de civilisation, de prépondérance intellectuelle et de suprématie politique, sur le principe des nationalités et des races, c'est méconnaître, à mon avis, les véritables principes, les

véritables caractères qui constituent la valeur, la puissance de la civilisation actuelle, les tendances et les résultats positifs de la politique européenne. Malgré moi je dois m'abstenir de m'étendre maintenant sur cet important sujet, mais j'y reviendrai peut-être dans un des chapitres suivants.

Pour nous rendre compte d'une façon parfaitement démonstrative du véritable rôle que l'Autriche a joué et joue encore aujourd hui dans la politique du monde, il ne faut pas oublier d'abord que, malgré les abus et les vices innombrables de tout système politique considéré dans ses résultats pratiques et particuliers, malgré l'action, l'influence de ces pouvoirs qui sont entraînés depuis longtemps par leur nature et leur position à soutenir et à défendre des principes et des intérêts directement hostiles au progrès immédiat de la liberté et de l'égalité dans l'ordre général des destinées européennes, il faut ne pas oublier, dis-je, que le mouvement et le développement graduel et progressif de la pensée et de la science, de la vérité et du droit dans la civilisation et dans l'histoire, ne peut s'effectuer que par la contradiction et la lutte des principes et des intérêts opposés. L'Autriche est justement la puissance continentale qui travaille le plus directement à maintenir et développer les conditions contradictoires de ce combat dans l'ordre des idées et des intérêts du monde moderne.

Quand on veut discuter avec supériorité et avec impartialité philosophique la place qu'un peuple, qu'un gouvernement, qu'un système politique quel-

conque occupe dans l'ordre général des peuples et de la politique de l'Europe, il faut avant tout savoir apprécier et juger sainement quels sont les antécédents historiques et politiques, quelles sont les conditions fondamentales de tout pouvoir, de tout système de gouvernement, et tâcher ensuite de déterminer avec précision pourquoi une nation, un État, une puissance se trouve logiquement et traditionnellement amenée à représenter, dans l'ensemble des forces et des puissances d'une époque, telle ou telle idée, tel ou tel principe, tel ou tel intérêt.

Il ne faut pas être pour cela indifférents ni sceptiques; il faut au contraire se garder de toute préoccupation hostile aux principes et aux idées générales, à un plan régulier et systématique d'opinions et de croyances. En politique surtout, il faut éviter de se placer au point de vue étroit et souvent faux des partis et des intérêts exclusifs. On doit même rejeter tout ce qui n'est pas assez logique, assez général, tout ce qui plie et succombe devant les nécessités passagères d'opinions individuelles et d'intérêts particuliers.

Très-souvent les partis politiques exagèrent la valeur de leurs prétentions et tombent dans de graves erreurs pour ne pas vouloir se détacher d'un intérêt, d'un point de vue trop personnel, trop exclusif. Le plus souvent encore, les passions, l'imagination, l'enthousiasme, excellents auxiliaires lorsqu'on les met au service d'une cause politique solidement établie sur des bases éminemment logiques, abandonnés à eux-mêmes, deviennent le plus

souvent des forces nuisibles au succès pratique de la raison et du droit. Ainsi gardons-nous bien de donner à nos sentiments, à nos opinions particulières une importance exclusive et trop absolue, car il est démontré par l'histoire générale des doctrines, des systèmes, des opinions, des croyances, et aussi de l'action publique des individus et des peuples, que la pensée et la réalité historique du monde sont encore bien éloignées des conditions absolues de la pensée et de l'histoire, et que la vérité et la raison n'ont pu trouver encore, sous les différentes formes de la théorie, de la science et de l'autorité politique des peuples civilisés, leur constitution définitive et absolue.

En effet, la vérité et la raison absolues ne peuvent être contenues et exprimées par aucune des forces spéculatives et politiques de notre époque. Des développements généraux très-avancés existent sans doute au milieu des conquêtes et des luttes de ce siècle qui attestent indubitablement des immenses progrès de la raison et de la vérité vers leur terme définitif et absolu; mais cependant nous sommes encore loin d'avoir atteint les limites possibles. Il y a plus, un des caractères essentiels de l'absolu en tout genre, c'est l'unité. Or, à part toutes les contestations purement spéculatives, tant que nous voyons une multiplicité de sectes, de partis, de doctrines, d'intérêts divers et opposés se partager le domaine de la vérité, de la raison et du droit, nous pouvons tenir pour certain que nous sommes encore bien éloignés de la constitution générale et

Google

absolue de la vérité, de la raison et du droit mêmes.

Mais s'il est juste et raisonnable d'admettre que toutes les fois qu'il y a multiplicité, division, il n'y a rien d'absolu, de parfaitement général dans aucune des forces et des manifestations particulières d'une vérité, d'un principe, il est juste et raisonnable aussi de reconnaître que dans l'ordre effectif et général de la réalité historique, les développements et les manifestations les plus générales et les plus progressives de la vérité absolue ne peuvent se rencontrer que dans les résultats multiples et complexes de la pensée et de l'action générale.

De même, dans l'ordre politique et social, cet équilibre, ce concert, cette balance générale de tous les principes, de tous les intérêts, de tous les pouvoirs, qui détermine et caractérise l'ordre régulier et progressif des institutions et du droit privé et public de l'Europe, n'est autre chose que le résultat d'un accord, d'une assimilation d'idées, de croyances, d'opinions et de forces particulières et très-souvent les unes opposées aux autres. L'action du progrès est justement de restreindre la particularité et la multiplicité, et d'amener graduellement le monde vers la généralité et l'unité, qui sont les caractères logiques essentiels de l'absolu. L'Europe est actuellement dans une situation telle, que les résultats du mouvement unitaire et dialectique au milieu de la lutte contradictoire la plus visible, ne peuvent plus être contestés par personne. C'est au caractère purement politique et diplomatique de cette lutte, que je crois nécessaire de m'arrêter maintenant, afin de détermi-

ner quel est le véritable rôle de l'Autriche dans la conflit et en même temps dans le concert général de la civilisation européenne. Je m'élève, comme on voit, à un point de vue tout à fait général; je ne puis par conséquent m'occuper des faits isolés et purement individuels. Mon but est de trouver dans les idées la clef politique, la solution historique de ces faits, de ces événements qui ont une valeur réellement logique, une signification générale et absolue.

Nous avons reconnu que l'Autriche, jusqu'à la réforme, jusqu'au traité de Westphalie et à la révolution française, a été un grand principe d'ordre, de paix, d'hiérarchie, ou pour mieux dire une puissante autorité despotique qui, d'accord avec la papauté et l'Eglise, pesait sur les peuples de l'Europe, par la force et le prestige de tous ces pouvoirs qui s'imposent par la raison matérielle de leur grandeur traditionnelle, par le fait séculier et purement historique de leur existence. Les peuples, je crois, s'étaient soumis à l'Empire par la même raison qu'ils s'étaient soumis à l'Église, c'est-à-dire par ignorance et par faiblesse.

Quand l'ordre ne trouve pas dans la liberté, dans la raison, dans les idées un point d'appui solide et inébranlable, il est juste et légitime qu'il pose ces fondements sur l'autorité aveugle et matérielle des faits. Mais quand la possession d'un droit n'est pas justifiée par la raison morale qui est l'élément essentiel et constitutif du droit même, qui en est le fondement juridique par excellence, il se peut que, par une transformation logique et politique des idées

et des intérêts civils des peuples, la possession de ce droit ne devienne autre chose qu'un fait matériel, sans aucune réalité logique, sans aucun véritable caractère de légitimité juridique, en un mot une pure usurpation. Ainsi, par exemple, quand les anciennes divisions de races conquérantes et de peuples conquis, de seigneurs et de plébéiens, subsistaient dans la plénitude de leur force; quand le droit et les institutions féodales composaient le droit privé et public des peuples basé sur le fait matériel de la possession, sur la servitude et l'abrutissement des masses, un titre, un nom, empereur ou pape, suzerain ou évêque, suffisait pour constituer un droit, un pouvoir, une idée. Et cela était même juste et légitime, eu égard à l'ignorance, à la barbarie relative des temps.

Par conséquent, quand je considère l'absolutisme théocratique, la dictature pontificale, le droit impérial, le despotisme féodal dans les limites purement historiques du moyen âge, je ne puis les condamner; je les excuse. Mais quand je me transporte au delà des barrières d'airain de l'histoire du moyen âge, et que je me trouve face à face avec des développements logiques et historiques qui ont transformé et renouvelé les conditions générales de l'esprit humain, son influence et son action sur les croyances, les besoins, les droits et les intérêts des peuples et des États modernes, il faut que je me place alors à un point de vue tout à fait différent. Ce que j'avais pu croire alors, et il l'était en effet, un principe d'ordre, de paix, de moralité, de civilisation, un principe positif de conservation et d'avenir,

plus tard ne m'apparaît plus que comme un principe, que comme une force de résistance et purement négative.

Assurément, le principe de liberté et d'égalité institué par la Réforme et par l'œuvre philosophique du XVIIIe siècle, n'était pas, à l'époque où il fut proclamé, un pouvoir, une force capable de diriger les peuples, de maintenir l'ordre, l'équilibre et l'autorité des pouvoirs. L'insurrection religieuse au XVIe siècle, et l'insurrection philosophique au XVIIIe, ne représentaient point des principes conservateurs et organisateurs, mais plutôt des forces réactionnaires et révolutionnaires qui auraient envahi l'Europe entière d'une manière violente et destructive de toute civilisation, si l'Autriche et la papauté, Rome et Vienne n'eussent été là, fortes de leur autorité et de leurs armes, pour contenir et limiter l'action dissolvante et désorganisatrice de l'incrédulité religieuse et de l'esprit libéral.

Les principes révolutionnaires, remarquons-le bien, ne peuvent devenir des principes d'ordre et de paix qu'après avoir changé radicalement la base logique et morale des idées et des croyances des masses. Car tout pouvoir, tout gouvernement, toute institution ne peut subsister qu'à condition de devenir, jusqu'à un certain point l'expression véritable des sentiments, des opinions et des intérêts généraux des peuples. Là où l'esprit de la révolution sera une œuvre de secte, de parti plus ou moins en dehors des instincts et des besoins populaires, la révolution sera nécessairement un élément de division,

de discorde et d'anarchie permanente. C'est pour cela que le vieil absolutisme monarchique et féodal, que le principe de l'autorité et de la force restera dans l'histoire un fait sinon utile du moins nécessaire, et par là jusqu'à un certain point légitime, jusqu'au jour où graduellement, progressivement, le mouvement lent et réellement organique des idées aura pénétré visiblement dans l'opinion et dans l'activité publique des masses.

Il y a dans l'histoire des époques de transition, des périodes où entre la pensée et l'action, entre les idées et les faits, il y a lutte, contradiction directe et permanente. C'est alors que, pour rendre effectif dans l'ordre pratique l'élement logique et moral de son action, l'esprit humain, dans cette première ivresse de son émancipation soudaine, sent le besoin irrésistible de briser par la force tous les obstacles qui s'opposent au mouvement subversif de la liberté. C'est alors que les révolutions éclatent avec la violence d'un fléau dévastateur; c'est alors que la contradiction entre la vieille barbarie et la nouvelle civilisation naissante apparaît et se manifeste dans toutes ses conséquences réelles et pratiques les plus extrêmes, et que, pour contenir et comprimer les excès des peuples révolutionnaires ivres de destruction et de sang, les pouvoirs et les peuples conservateurs et pacifiques, armés du droit immobile et matériel de l'autorité et du fait historique, deviennent nécessaires et providentiels malgré leur impuissance à concourir d'une manière positive et progressive au mouvement rénovateur et réorganisateur du monde.

En effet, la révolution française fut, dans ses excès, un événement disproportionné aux forces légitimes de ses principes et de ses droits. Voltaire et Diderot, Rousseau et d'Alembert, étaient bien loin, j'en suis sûr, de soupçonner dans leurs écrits Marat et Robespierre : Mirabeau lui-même, lorsque du haut de la tribune nationale il promulguait le Code populaire du droit et de l'ordre futurs, était bien loin de prévoir, j'en suis sûr, qu'il travaillait de ses propres mains à l'échafaud de Louis XVI !

Par conséquent, le rôle que l'Autriche joue depuis trois siècles dans la politique de l'Europe n'a pas été, ainsi que quelques écrivains superficiels l'ont affirmé, un rôle de pur hasard, l'effet plus ou moins immédiat des intérêts égoïstes et usurpateurs de quelques hommes, de quelques classes privilégiées, hostiles aux développements progressifs des intérêts généraux et populaires des nations modernes. Tous ceux qui font de la politique au jour le jour, hommes du pouvoir ou hommes d'opposition, libéraux ou absolutistes, préoccupés le plus souvent des résultats immédiats de leur œuvre, sont rarement capables d'apprécier à sa juste valeur la part qu'on doit faire au temps dans les grands résultats moraux et politiques de la civilisation et de l'histoire.

Les gouvernements et les partis, nous le voyons tous les jours, savent rarement attendre. Mais le temps, qui est le champ infini où l'idée, l'esprit construit à travers les siècles son œuvre impérissable, est plus fort que tous les gouvernements, que tous les partis. Le temps, qui est la manifestation générale et réelle de l'absolu,

ne tient compte des individus, de leurs passions, de leurs intérêts particuliers et relatifs, qu'en raison des résultats généraux et absolus de leur activité. Tant que les passions et les intérêts des individus et des peuples marchent d'accord avec les besoins généraux du temps, ces individus et ces peuples triomphent; c'est à eux que le pouvoir, la gloire, l'indépendance, la force sont du droit réservés. Mais aussitôt que le rapport entre l'absolu et le relatif, entre l'idée et l'homme, est détruit par les tendances privées et particulières de toute action individuelle ou locale, le rôle de certains individus, de certains peuples doit nécessairement se déplacer. Ceux qui avaient été jusqu'alors à la tête des idées, du pouvoir, tombent subitement dans un état de décadence politique et morale, dans une position subalterne vis-à-vis d'autres individus et d'autres peuples qui ne manquent jamais pour les remplacer, pour continuer, sous des noms nouveaux et sous des formes nouvelles, l'œuvre interrompue de l'idée et du temps.

Pour confirmer ces vérités, on n'a qu'à consulter sans préoccupations étroites et mesquines les annales de tous les peuples anciens et modernes.

Aujourd'hui, sans regarder trop loin dans l'avenir de l'Europe, il est aisé de se convaincre que l'Autriche a perdu, dans le mouvement prépondérant des grandes puissances, cette autorité, cette force, qui la plaçait avant le règne de Marie-Thérèse, avant 1789 et même plus tard, à l'époque mémorable de 1815, à la tête de la politique d'ordre, de conservation et de paix sur le continent européen. L'empire

autrichien est encore de nos jours, dans ses principes, dans sa constitution fondamentale, ce qu'il était au moyen âge avant la réforme. S'il a renoncé à beaucoup de droits et de privilèges, s'il a abdiqué forcément une grande partie de sa puissance, ne croyez pas pour cela que l'Autriche ait renoncé à ses prétentions, à ses principes. L'Empereur se croit avoir été, par la force de l'action révolutionnaire, par la politique libérale de l'Europe, injustement dépossédé de ses droits, de ses privilèges imprescriptibles. L'Autriche s'est soumise plusieurs fois devant une nécessité plus forte que sa puissance, mais elle n'a fait aucune concession volontaire, ni aucune renonciation formelle à ses droits et à ses principes.

J'ignore si l'Autriche croit encore à la possibilité de récupérer plus tard ses anciens droits méconnus et annulés de nos jours par le mouvement irrésistible des nouveaux principes et des nouveaux droits de l'Europe. Ce que je sais, c'est que l'Autriche ne cédera pas un pouce de terrain à ceux qui voudraient lui imposer des concessions et des réformes radicales dans les principes fondamentaux de sa constitution politique et de son système gouvernemental. Elle résistera, j'en suis certain, jusqu'à la dernière épreuve; et quand sa dernière heure viendra, l'empire autrichien s'écroulera comme tous les grands pouvoirs de l'antiquité et du moyen âge ont péri; comme Rome, comme Florence, comme Venise; il mourra d'inanition, ou vraiment il se laissera étrangler sans résistance, par quelque main barbare sur sa couche décrépite. Car l'Autriche,

l'empire autrichien, agglomération factice de plusieurs peuples divers, de plusieurs races opposées et ennemies, ne repose, vis-à-vis de l'Europe actuelle, sur aucun de ces principes qui font la force et la stabilité des autres grandes puissances.

Le seul véritable principe que l'empire autrichien représente encore, c'est tout considéré, le droit du moyen âge, le droit historique basé sur la possession matérielle, sur un fait ancien, droit que la Reforme, que la philosophie, que la révolution française ont enterré pour toujours dans les catacombes de l'Europe gothique et féodale. Non, assurément non, l'Europe moderne ne croit plus, ne respecte plus ce fantôme usé et vermoulu que l'Autriche invoque encore comme symbole de ses prétentions et de ses privilèges. Dès le jour qu'il y eut des gouvernements constitutionnels, des rois libéraux, des pouvoirs démocrates dans le monde, le sort de l'Autriche fut arrêté. La chute de l'empire allemand devint la conséquence logique et historique des idées et des intérêts progressifs de l'Europe libérale. Dès que le droit des peuples surgit des ruines de la féodalité et du despotisme monarchique, l'Autriche se trouva nécessairement dépossédée de son droit : car le droit de l'Empire, je le répète, ne reposa que sur une base despotique et féodale consacrée par l'autorité purement matérielle du temps et par un pouvoir religieux qui est aussi la consécration suprême, le principe logique de tous les despotismes, de toutes les tyrannies morales et politiques. C'est ainsi que les destinées de la puissance et de l'autorité des papes, et les destinées politiques de l'empire autri-

chien, sont, comme je crois l'avoir démontré, étroitement liées les unes aux autres par des liens indissolubles.

La décadence de la papauté n'a pas du reste attendu longtemps à voir déchoir, à son tour, la suprématie de l'Empire. Et, bien que de nos jours, celui-ci paraisse avoir une autorité et un pouvoir beaucoup plus solidement établis que l'autorité et le pouvoir temporel de l'Église et du pape, je suis intimement convaincu que le démembrement ou la chute de l'empire autrichien aura lieu bien avant la ruine de la souveraineté politique de la cour de Rome. Je suis même porté à croire que la chute de l'un entraînera peu à peu la perte de l'autre. On a beau déclamer à Rome contre l'Autriche, dans l'intérêt de l'indépendance de la papauté et de l'Italie; quant à moi, je considère ces bravades oratoires et académiques comme des pénitités de sacristie et des rodomontades de dons Quichottes politiques en robe ou en soutane : car je suis persuadé que tous ceux qui, à Rome même, comprennent pratiquement les conditions réelles et véritables du gouvernement pontifical, n'ignorent pas que la souveraineté temporelle du saint-siége ne pourrait, à aucune condition, se passer de l'appui de l'Autriche, et que là est sa seule force, sa seule garantie de conservation et de durée.

Si demain par hasard l'empire autrichien venait à s'écrouler, l'Europe entière serait instantanément bouleversée de fond en comble. Et l'Italie ne serait certainement pas la dernière à prendre les armes pour combattre dans les rangs des nations émanci-

pées, contre tous ces pouvoirs qui sont rebelles, depuis des siècles, à la régénération véritable de ses destinées morales et politiques.

Or, sans nous bercer de nouvelles illusions, soyons bien convaincus que l'Autriche est aussi nécessaire à la papauté que la papauté à l'Autriche. Et que toutes les fois que le cabinet de Vienne a pu, poussé par son mauvais génie, avoir des vues d'agrandissement en Italie aux dépens des États pontificaux, il n'a fait rien de bon, rien qui fût véritablement politique et digne de son habileté proverbiale ; car, je le répète encore, l'Autriche est la seule grande puissance réellement intéressée au maintien de l'autorité papale et à l'intégrité des États romains.

Il ne faut pas oublier non plus que si l'Autriche ne compte pour rien le pape comme pouvoir politique ; si l'Autriche n'ignore pas que la cour de Rome n'a aucune force matérielle pour résister aux attaques révolutionnaires des peuples, l'Autriche est cependant convaincue que le pape a encore un immense pouvoir moral sur l'opinion d'une grande partie des peuples catholiques, des peuples européens. Elle sait que les prêtres sont la milice la plus sûre et la plus active pour enchaîner les esprits et les consciences ; que Rome enfin est la puissance la plus anti-révolutionnaire, la plus propre, je dirai mieux, la seule propre à arrêter le plus longtemps possible l'envahissement des idées et des forces révolutionnaires dans les États absolutistes.

C'est dans ce but que l'Autriche travaille constamment à se captiver la faveur particulière du clergé,

et surtout la faveur des jésuites qui, avec leur finesse et leur sagacité habituelle, ont répondu de tout temps avec le plus vif empressement aux offres et aux avances de la diplomatie et de la police impériale. Les jésuites ont été de tout temps dans l'Église, la secte religieuse la plus envahissante, la plus absolutiste, le plus mondaine. Nés à l'époque où l'esprit révolutionnaire, par l'insurrection luthérienne contre l'autorité du pape, se faisait jour en Europe sous la forme de la liberté de conscience, les disciples de Loyola s'aperçurent bientôt que la cause de l'autorité individuelle et de la force était perdue pour toujours, et que le moyen âge venait de recevoir par Luther un coup mortel dont il n'aurait pu se redresser jamais.

Ce fut alors que les RR. Pères, plus habiles, plus rusés que leur fondateur, comprirent que ce qu'on ne pouvait plus exécuter par l'autorité de certains noms et de certains faits, par le prestige de certaines influences individuelles et par la force des armes, on aurait pu facilement l'accomplir par l'astuce, la fourberie et l'intrigue; que là où il devenait impossible d'imposer des croyances fondées sur la barbarie des mœurs ou sur l'ignorance des idées, il fallait avoir recours à la corruption pratique et aux subtilités sophistiques de la pensée et de la science.

C'est là ce que les jésuites ont toujours fait, ce qu'ils font encore au profit de leurs intérêts particuliers, et dans le but de perpétuer dans le monde le culte matériel des intérêts et des faits, contre le triomphe de la pensée et des lumières, contre les vrais principes d'ordre, de liberté, de science, qui sont la

base de la régénération morale et politique des peuples modernes, les puissances les plus hostiles à la barbarie, à l'oppression, au despotisme privé et public en général. Enfin c'est par là que les jésuites, entraînés par les vices essentiels de leur mission dans le monde, sont devenus logiquement, nécessairement, les faux apôtres du Christ devant les peuples libres et éclairés, et que, malgré leurs qualités et leurs talents individuels, ils sont condamnés à jouer aujourd'hui même en Europe un rôle aussi immoral, aussi fatal aux progrès du véritable christianisme, qu'à l'amélioration politique et sociale des intérêts temporels des peuples.

Les jésuites par conséquent doivent être considérés comme les ennemis de la pensée et du droit pur, comme les champions des privilèges barbares, des droits mensongers du passé, de l'obscurantisme et de l'abrutissement des peuples, dans un siècle où la foi aveugle et matérielle des catholiques ne peut plus s'imposer que par hypocrisie ou par calcul, dans un siècle où les développements de la pensée, de la science, ont montré que le but de la civilisation, que l'idée fondamentale de l'Évangile sont de pousser l'humanité par les progrès graduels de l'esprit dans le monde, à la réalisation effective de la vérité absolue, du droit pur, sous les formes extérieures de la liberté, de l'égalité politique et sociale la plus perfectionnée, la plus populaire.

Or, la véritable raison qui fait que les jésuites, auxiliaires du pouvoir absolu et du droit du plus rusé ou du plus fort, se maintiennent encore dans plu-

sieurs États de l'Europe, c'est d'abord par l'ignorance relative de quelques peuples, ensuite par l'appui des classes privilégiées, riches et égoïstes, et surtout par la protection spéciale du cabinet de Vienne, et de quelques autres gouvernements absolus.

Je ne discuterai pas davantage cette triste question. Quant à moi j'ai une conviction si profonde de la supériorité de ma cause sur celle de mes adversaires, j'ai une si grande confiance dans la liberté de la pensée et dans les germes d'avenir qui sont renfermés dans les institutions libres de notre époque, que, franchement parlant, je ne saurais assigner à l'influence réelle du jésuitisme en Europe un long avenir.

Les éléments intellectuels et politiques qui composent de nos jours l'édifice déjà fort ébranlé du vieux monde européen sont soumis tous ensemble aux mêmes principes, aux mêmes conditions d'existence et de durée. Tous les instruments directs ou indirects du pouvoir absolu, de la tyrannie morale et de la tyrannie politique, n'auront du pouvoir, de l'influence, de la force, que jusqu'à l'époque où l'absolutisme et le despotisme, sous toutes leurs faces, n'aient cessé de dominer les droits et les intérêts populaires de la civilisation européenne.

Tout ce qui est rétrograde, aussi bien que tout ce qui est progressif, est soumis aux lois d'un mouvement analogue. A mesure que le progrès s'accomplit d'un côté, nous voyons de l'autre la puissance des forces stationnaires, sans réalité et sans vie, déchoir à leur tour par un mouvement contraire mais parallèle. De même, a mesure que le développement

Google

de la pensée et des idées révolutionnaires iront s'incarner dans les croyances, dans les mœurs, dans les institutions des peuples, l'autorité des prêtres, le pouvoir des despotes et le joug de l'ancien droit, deviendront tous les jours moins respectés, moins importants dans l'ordre des principes et des faits des nations civilisées.

Toutefois, ce serait un crime de vouloir renverser violemment les anciens principes, les anciens pouvoirs, sans avoir préparé d'avance le terrain propre à faire fructifier les germes de l'ordre futur. C'est là le grande erreur de beaucoup de novateurs, de beaucoup de révolutionnaires du temps passé et du présent, de ne pas comprendre, que la force physique ne peut être que le pouvoir exécutif, que l'auxiliaire extrême du droit moral précédemment conçu et approuvé par l'opinion et la conscience des peuples qui veulent le rendre effectif.

Ainsi lorsqu'on dit que la souveraineté nationale réside dans la volonté générale des masses, on devrait dire plutôt qu'elle réside dans l'opinion publique des peuples. Un peuple ignorant, une nation non éclairée, peut bien avoir un beau jour sa volonté, mais probablement ce ne sera pas autre chose qu'une volonté aveugle et sans consistance.

Par conséquent les idées et les institutions avant les hommes; car les idées et les institutions sont les seules forces réellement dialectiques, réellement conciliatrices de toutes les divisions, de toutes les luttes et les contradictions des castes et des partis, entraînés trop souvent au delà de la raison et du droit,

par les séductions égoïstes de l'intérêt individuel, par des raisonnements sophistiques, par des passions aveugles ou exclusivement destructives.

D'après ces idées, il n'est pas difficile, ce me semble, de déterminer jusqu'à un certain point quelle est réellement aujourd'hui et quelle sera plus tard la destinée de l'Autriche à l'égard de l'Italie.

Je l'ai déja dit, et je le répéterai toujours, le problème politique de l'Italie est lié intimement au problème général de l'Europe.

Ce serait dépasser les bornes de mon sujet que de m'arrêter aux questions spéciales et pratiques de l'ordre économique et administratif des États. Les questions d'administration publique, de droit civil proprement dit, seront facilement resolues lorsqu'on aura pu trouver une solution démonstrative des problèmes généraux et essentiellement politiques, lorsqu'on aura posé les fondements logiques sur lesquels on doit bâtir plus tard l'édifice intellectuel et materiel des destinées historiques et sociales des peuples.

Les grands penseurs de notre temps ont toujours été d'accord pour proclamer que la veritable science historique et politique moderne ne consiste pas seulement dans l'étude pratique des faits individuels, dans les vicissitudes particulières des dynasties et des trônes, dans l'examen des relations diplomatiques des États, dans le mouvement dramatique des guerres, et le mécanisme administratif des gouvernements en general; mais plutôt dans l'etude approfondie des faits logiques, de ces principes speculatifs qui occasionnent

Digitized by Google

les mouvements, les transformations intérieures de la pensée, des croyances et des opinions des peuples, et ensuite les révolutions religieuses, politiques et sociales qui en sont la conséquence. En un mot, la science des faits, la science de la civilisation et de l'histoire réside essentiellement dans la science de la pensée. Les idées sont les faits véritablement réels; ce sont les forces éternellement vivantes qui développent et conservent l'esprit et la force de l'humanité et du monde.

Si on venait donc m'objecter par hasard, au nom de je ne sais quelles doctrines pratiques et positives, que cet écrit manque de fondements scientifiques et d'application pratique, que mes idées sont des généralités vagues et sans consistance, je pense que j'aurais bien le droit de répondre à tous ces prétendus hommes pratiques et positifs, à tous ces doctes critiques, à tous ces savants dédaigneux, que toute leur science, que toute leur érudition me paraît bien souvent peu digne de cette estime et de ce respect dont on l'entoure avec tant de pompe aujourd'hui; qu'en dehors des généralités et des idées il n'y a pas de science possible, et que tout notre progrès, toute notre science, toute notre civilisation actuelles, ne sont autre chose qu'une grande et vivante généralité.

Après tout le but de ce travail n'est pas de mendier des éloges de la part des hommes du passé, mais uniquement d'établir des fortes convictions et de trouver des sympathies dans les hommes de l'avenir.

C'est en Autriche surtout que la haute science, que les théories spéculatives de la pensée, rencon-

trent dans les hommes du pouvoir les adversaires les plus absurdes, les plus méprisables. Le vice radical du système autrichien, c'est cette guerre sotte et impie que le bureaucratie viennoise fait constamment à la pensée et à la science, et par conséquent à la civilisation et au progrès; c'est là ce qui a usé et corrompu peu à peu tous les ressorts politiques, toute la force, toute l'influence de l'Empire sur les destinées intellectuelles et politiques des États européens.

Les hommes d'État, les diplomates, ont beau dire et beau faire avec leurs maximes routinières, avec leur prétendue habileté et sagacité pratique; s'ils n'ont pas des idées et des principes, s'ils ne savent pas faire marcher d'accord le développement intellectuel et le développement matériel des peuples, ils finiront tôt ou tard par être ensevelis vivants, eux et leur système, dans le cercle immobile où ils végètent lentement depuis leur naissance.

On dit que M. de Metternich est le premier homme d'État, le premier diplomate de l'Europe. Le grand chancelier d'Autriche est, j'en conviens, un des hommes d'État qui a le mieux servi la cause de l'absolutisme et de l'obscurantisme, et qui, malgré cela, a rendu, sans s'en douter peut-être, quelques services à notre siècle. M. de Metternich a été l'instrument nécessaire aux destinées de l'Europe, tant que l'Europe a eu besoin des vieilles croyances et des anciens pouvoirs pour élaborer en dehors des révolutions et des guerres, les forces pacifiques de la science, du progrès et de la civilisation générale.

M. de Metternich, d'accord avec l'empereur Alexandre et les autres grandes puissances, travaillait sans doute à une œuvre éminemment progressive et civilisatrice lorsqu'il combattait le mouvement dissolvant et dévastateur de l'utopie armée de Bonaparte. Car remarquons-le bien, le système politique de Napoléon n'était pas seulement une œuvre injuste, mais une œuvre absurde et contraire au développement solide et réel des forces démocratiques des nations modernes. Napoléon, pour le répéter en passant, voulait, lui, le dernier venu des anciens temps, expression mixte et complexe du principe d'autorité et du principe de liberté, du passé et de l'avenir, refaire l'ordre politique et extérieur du monde sans changer d'avance les conditions générales de la pensée, sans révolutionner les croyances, les idées, les intérêts, les fondements logiques et matériels de la civilisation et de l'histoire.

Les grandes puissances coalisées vinrent accomplir alors négativement, une œuvre légitime et nécessaire. Elles arrêtèrent dans les plaines de Waterloo le principe désorganisateur, en combattant une phase épuisée du principe révolutionnaire, mais elles ne comprirent point, et c'est là où la politique des puissances coalisées contre Napoléon, contre la France, montra toute la faiblesse de ses principes, toute l'insuffisance de ses moyens, que si la révolution demandait d'être transformée et déplacée, il était absurde et impossible cependant de pouvoir la vaincre ou l'étouffer.

Les événements ont prouvé, ce me semble, la vé-

rité de ces paroles. La restauration, la Sainte-Alliance, les traités de Vienne, dans le court espace de trente ans, ont été emportés par l'esprit de progrès, par l'esprit révolutionnaire, par cette civilisation populaire et libérale que la Russie et l'Autriche, qu'Alexandre et Metternich se flattaient peut-être d'avoir anéantie complétement par l'autorité éphémère et caduque de leurs protocoles.

L'Empire, l'aristocratie légitimiste et féodale, et les cours absolutistes de l'Europe sentent à l'heure qu'il est la faiblesse morale de leur position. L'Autriche, la plus faible, parce que sa domination ne repose pas sur le principe des nationalités qui appartient dès la fin du dernier siècle à la Prusse, ni sur l'idée du Saint-Empire qui a été deux fois écrasée par Luther et Napoléon, l'Autriche, dans son unité factice sans homogénéité et sans vie, se trouve, depuis Joseph II, depuis que la maison d'Habsbourg s'est éteinte dans l'impératrice Marie-Thérèse, dans un état de conspiration permanente avec elle-même, avec la puissance et la grandeur de l'Empire.

On a cru, et un historien célèbre de mon pays l'a répété [1], que les réformes politiques et administratives de l'empereur Joseph II avaient été un progrès et avaient apporté des éléments nouveaux de stabilité, de durée pour l'avenir de l'Empire. Aujourd'hui M. de Metternich lui-même s'est aperçu que ce prétendu progrès n'était autre chose qu'un premier pas vers un

[1] Botta, *Storia d'Italia dal 1789 al 1814.*

régime bâtard, qui peu à peu a amené l'Autriche à cet état violent et précaire où elle se trouve maintenant.

Je ne m'arrêterai pas à discuter la situation intérieure. Mais la situation de l'empire autrichien au dehors, considéré d'abord vis-à-vis de l'ambition de la Prusse, des menées insidieuses et intéressées de la Russie, son implacable ennemie, et ensuite au dedans vis-à-vis de l'antipathie et de la fermentation révolutionnaire qui couve dans le sein des peuples soumis forcément à son empire, des peuples italiens, bohêmes, polonais, hongrois, moraves, est telle, que l'esprit le plus optimiste ne saurait certainement se faire aucune illusion sur le résultat plus ou moins prochain de son démembrement, de sa ruine.

Quand même M. de Metternich aurait le génie de Machiavel et de Napoléon réunis, il ne lui serait pas plus facile d'apporter remède à une situation aussi critique, aussi déplorable. M. de Metternich, et j'insiste à dessein sur cet homme d'État parce qu'il est la personnification vivante du système, parce qu'il résume en lui-même le passé et l'avenir de l'Empire, M. de Metternich est forcé maintenant de subir, malgré la finesse et la sagacité accoutumée de ses vues et de sa tactique, les conséquences de ses fautes et la fatalité de sa position.

A l'heure qu'il est, la politique autrichienne est enfermée dans un cercle de fer, d'où il lui est impossible de sortir, sous peine de se renier elle-même et de consommer en un jour la ruine de ce peu d'avenir qui lui reste encore. Car aussitôt qu'un pou-

voir, qu'un gouvernement quel qu'il soit prétend se conserver en dehors du mouvement progressif des idées et des intérêts de son temps, il se place nécessairement, par ce fait même, dans un état de guerre et de violence qui doit tôt ou tard l'entraîner, de résistance en résistance, à sa propre destruction.

En effet, c'est de la sorte que l'empire autrichien doit périr un jour.

Déjà, depuis quelque temps, des germes de dissolution se manifestent au dedans, à Vienne même, au centre de l'administration et du pouvoir. L'aristocratie politiquement annulée, non par l'influence d'institutions progressives, mais par l'impuissante décrépitude du principe qu'elle représente, l'aristocratie, réduite aujourd'hui en Autriche à n'être plus qu'un fantôme, un simulacre de sa grandeur passée, tous les emplois, toutes les charges de l'administration sont remplis à Vienne par des commis, par des hommes sans talent et sans nom, destinés à servir d'instrument passif à un système qui craint autant les principes et les forces du passé, que les idées et les institutions de l'avenir[1].

[1] Voy. *De l'Autriche et de son avenir*. Paris, 1843.

Ce petit livre que j'ai lu avec un vif plaisir et qui me paraît l'œuvre d'un homme profondément pénétré des dangers imminents qui menacent l'existence de l'empire autrichien, a, selon moi, le défaut de tous les livres écrits au point de vue d'un intérêt systématique et d'un ordre de principes peu progressifs. Il ne suffit pas d'avoir pu découvrir tous les vices, tous les abus qui déconsidèrent et affaiblissent l'autorité, la puissance d'un État, d'un gouvernement, vis-à-vis les besoins et les intérêts des peuples soumis à son empire, il faut aussi savoir tenir compte des idées et des principes que cet État, que ce gouvernement représente dans l'ordre général des États, des

En effet, vouloir relever l'aristocratie sur ces bases féodales, ce serait détruire l'œuvre de Joseph II et faire une révolution rétrospective et absurde, tandis que, si on favorisait les développements de la pensée et du libéralisme moderne, en relevant les classes moyennes et le peuple, dans le sens des institutions démocratiques, dans le sens des idées françaises, on tomberait, par un mouvement opposé, dans la révolution, et on finirait, d'une manière ou de l'autre, par briser l'immobilité mécanique du système, et par arriver inévitablement au démembrement de l'Empire, à la ruine de l'état de choses existant.

Cela est si clair pour ceux qui connaissent bien l'état présent de la politique intérieure de l'Autriche, que je crois inutile de m'y arrêter plus longtemps.

Quant à la politique extérieure, le problème est beaucoup plus compliqué, et je crois même qu'il serait fort difficile, à l'heure qu'il est, de pouvoir déterminer quand et comment l'Italie, la Pologne, la Bohême, la Hongrie et tous les autres peuples dénationalisés et asservis par l'Autriche, trouveront l'occasion propice à leur délivrance, à leur régénération effective.

Depuis 1815, l'Autriche, qui paraissait alors destinée à jouer un rôle important dans la civilisation de l'Europe et même au delà, au milieu des nou-

gouvernements de l'Europe. C'est ainsi que, ce livre, que je trouve excellent dans les détails, au point de vue de la question spéciale et pratique, considéré au point de vue des idées modernes et des intérêts généraux de l'Europe me paraît bien au-dessous du patriotisme et du talent de l'auteur.

veaux besoins et des intérêts nouveaux qui appelaient en Orient l'intervention émancipatrice des puissances chrétiennes, depuis lors l'Autriche, au lieu de s'associer aux forces progressives de l'époque, au lieu de prendre part, dans les limites de ses conditions naturelles et historiques, au mouvement général du siècle, a prétendu dans l'intérêt de sa propre conservation, pouvoir et devoir rester stationnaire au milieu de tous ceux qui marchaient autour d'elle, et opposer ainsi à la pente irrésistible de ce temps, une puissante et salutaire résistance. Des publicistes distingués, des hommes d'État éclairés, consciencieux, favorables même à la grandeur et à la puissance autrichienne, ont par leurs écrits, reproché très-souvent au cabinet de Vienne d'avoir, par ce système de *statu quo*, obstiné, absurde, illogique, ruineux, par cette position négative, rétrograde, hostile aux tendances de liberté sage et modérée qui se manifestent presque partout en Europe, détruit les bases essentielles de sa prépondérance à l'extérieur, de sa force, de sa stabilité au dedans, et préparé en outre ces germes de décomposition et de décadence qui mieux développés aujourd'hui, menacent sérieusement l'existence et l'avenir de l'Empire.

Je ne puis, je le répète, m'occuper maintenant des questions intérieures du gouvernement autrichien. Je ferai observer néanmoins, par rapport à l'influence de cette puissance au dehors et à sa part de prépondérance dans la politique générale de l'Europe, que d'après les principes et les conventions du traité de Vienne, d'après les actes additionnels signés plus

tard par les grandes puissances au congrès de Vérone, ces mêmes puissances signataires s'étaient engagées d'un commun accord, à défendre et à soutenir par tous les moyens possibles, contre les droits des peuples et la souveraineté des nations, les principes de la légitimité des trônes et les maximes absolutistes du droit divin. Tel a été, pendant et après la restauration, le programme politique de la Sainte-Alliance, programme que les grandes puissances, l'Autriche en tête, se sont promis et juré mutuellement pour la réalisation de leur œuvre. Le pape, de son côté, avait adhéré pleinement, entièrement à tous les traités du congrès de Vienne, et il avait promis, soit pour favoriser les intérêts temporels du saint-siège, soit en vue de l'obéissance passive des peuples envers leurs souverains, soit enfin dans un but d'ordre et de paix, d'appuyer de toute son influence, de toute son autorité et de celle du clergé en général, l'accomplissement des vœux et des desseins de la Sainte-Alliance.

Les tendances libérales des sociétés modernes, la propagande des idées démocratiques, les progrès de l'opinion publique, et plus tard la révolution française de 1830 changèrent complètement la situation politique de l'Europe. Les puissances absolutistes se trouvèrent alors dans une situation tout à fait exceptionnelle, complétement en dehors des nouvelles nécessités politiques qui surgissaient de tout côté et qui imposaient aux différents gouvernements sortis d'une révolution populaire, des besoins et des devoirs directement contraires aux principes et aux in-

térêts des puissances absolutistes mêmes. En effet, la révolution de 1830 vint frapper subitement les gouvernements absolus de l'Europe d'un coup mortel, dont ils n'ont pu et ne pourront jamais se relever. Je dirai même, sans crainte d'être démenti par les événements, que cette révolution, qui ébranla d'un bout à l'autre l'Europe entière, fut en partie la conséquence logique, inévitable, des conspirations antilibérales et des illégalités flagrantes du pouvoir absolu des souverains, contre les droits et les intérêts légitimes des peuples. Ce n'est pas seulement l'esprit révolutionnaire, c'est aussi la Sainte-Alliance qui, par ses menées ténébreuses, par ses excitations illibérales, entraîna le pouvoir de la restauration en France, à une chute inévitable : et si la branche aînée des Bourbons a été justement expulsée de son trône et de la France pour ne plus y rentrer probablement, il ne faut pas imputer ce fait uniquement à la nation française, ni aux manœuvres malfaisantes des partis, mais plutôt à l'influence des insinuations diplomatiques du cabinet de Vienne, aux mauvais conseils de la cour de Rome et du pouvoir alors tout-puissant de la faction jésuitique. La Sainte-Alliance, la politique de l'Autriche et le mauvais génie des RR. Pères, ont coûté à Charles X et à sa famille une des plus belles couronnes du monde. Sans ces influences corruptrices et dissolvantes, la France aurait marché graduellement peut-être dans la voie des progrès du siècle, à la conquête de toutes les libertés, sans avoir besoin de courir la chance d'une révolution et de subir un changement de dynastie. Oui, je le ré-

pète, c'est la résistance coupable, illégale des souverains et de leurs gouvernements, ce sont les fausses et tyranniques doctrines du droit divin et du pouvoir absolu, qui ont donné aux peuples le droit de la révolte, et fait crouler la base de l'autorité monarchique. La liberté, c'est un besoin légitime des peuples parvenus à l'âge viril de la civilisation d'une époque, c'est une forme nécessaire de l'histoire, une condition indispensable du pouvoir, dans certaines phases avancées de la vie des nations. Et c'est justement lorsque ce besoin se présente et se fait sentir d'une manière irrésistible au milieu d'un peuple quelconque, que ce besoin devient légitime; il devient alors une loi, une condition de progrès, une loi et une condition de toute existence sociale. Connaître par l'histoire, par le degré de civilisation auquel sont parvenus le sentiment national, l'esprit public, les intérêts intellectuels et matériels des peuples, c'est savoir gouverner, c'est savoir diriger sagement, dans la carrière de ses destinées naturelles, l'activité morale et politique d'une nation civilisée; tandis que vouloir au contraire, en opposition directe avec l'opinion publique, avec les nouveaux développements des sociétés, avec la force invincible du mouvement et du progrès, combattre les tendances générales d'une nation, d'une époque déterminée marchant vers son émancipation, vers son indépendance dans les sages limites de l'opportunité et du droit, c'est vouloir contraindre les peuples à végéter dans l'inertie, dans l'ignorance, dans la servitude; c'est méconnaître la loi, la force toute-puissante du temps,

c'est ruiner enfin l'œuvre auguste et mystérieuse de la Providence, et condamner irrévocablement à une perpétuelle barbarie l'existence sociale des peuples et de l'humanité tout entière.

Il faut donc en finir une fois pour toutes avec ces vieilles théories prêchées depuis longtemps par les gouvernements despotiques, sur la légitimité du droit divin et sur l'impeccabilité du pouvoir. Heureusement que l'impulsion générale du siècle a peu à peu emporté ces doctrines surannées bien loin de l'activité vivante des pouvoirs progressifs de notre époque. Il n'y a plus de nos jours en Europe qu'une seule puissance — qu'on se plaît à regarder encore comme puissance de premier ordre — qui, poussée sur une pente fatale, s'obstine à reléguer la pensée de son gouvernement, le système de son action politique au dedans et au dehors, dans une sphère d'action totalement étrangère aux tendances générales de la société moderne, aux sympathies et aux besoins nouveaux des peuples européens. C'est ainsi que l'Autriche perd peu à peu sa force, sa considération, sa véritable influence à l'extérieur; c'est ainsi qu'elle se voit réduite maintenant, malgré la constance de sa modération proverbiale à marcher dans une voie violente, destructive de toute force réelle, de tout pouvoir véritable, et à ne plus représenter sur la scène politique de l'Europe, que le fantôme caduc, impuissant d'une autorité décrépite, surannée, dont les autres puissances qui ont une prépondérance active, vivante dans les affaires du monde, tâchent depuis long-

temps de ménager les prétentions absurdes et les efforts désespérés.

Il est donc prouvé, je pense, que le vice radical du système politique de l'Autriche consiste dans l'absence complète de toute idée civilisatrice, de tout principe de mouvement et de progrès.

En vérité, je me suis demandé bien des fois comment est-il possible qu'un gouvernement qui a rendu dans maintes occasions de véritables services à la cause de la religion, de l'ordre et du droit des peuples, qui se trouve avoir à la tête des affaires publiques, des hommes d'État réputés généralement des hommes d'une sagacité pratique incomparable, s'obstine encore, en présence de l'Europe entière qui proteste par les idées et par le fait contre un ordre de choses devenu par la force du temps impuissant et funeste à ces mêmes intérêts qu'il prétend gouverner, à persister dans ce système d'inaction et d'apathie depuis longtemps condamné, au lieu d'entrer graduellement dans la voie des réformes et des institutions libérales, d'accord avec ces autres puissances si actives, si ambitieuses, si progressives, qui dirigent par des réformes opportunes, par une liberté plus ou moins tempérée, la marche des intérêts moraux et matériels de l'Europe et du monde.

Le rôle secondaire, le rôle trop peu important que l'Autriche paraît s'être résignée à accepter dans le mouvement intellectuel et matériel de ce siècle, trouve, sans aucun doute, son explication suffisante, sa justification politique dans la nature même de cette monarchie. Il n'y a pas, en effet, de nation autri-

chienne en Europe; il y a seulement une monarchie, un empire d'Autriche. Par conséquent le manque absolu de tout esprit national devient nécessairement une des causes fondamentales du mauvais système politique du gouvernement autrichien. Il faut bien le reconnaître aujourd'hui; ce qui fait la faiblesse, l'impuissance toujours croissante de l'Autriche comme pouvoir public, comme gouvernement, c'est de ne pas faire reposer sa force, sa vitalité, sa pensée rigoureusement politique, sur un sentiment, sur un principe de force, de grandeur nationale. Les éléments divers, les races opposées, les intérêts contradictoires qui composent l'empire d'Autriche, doivent nécessairement rendre impossible l'existence et le développement d'un sentiment commun universel de nationalité, de patriotisme. Dans un pays qui se trouve placé dans de semblables conditions d'existence, il est de toute nécessité qu'entre le gouvernement et les administrés, entre le pouvoir et le peuple, il ne puisse y avoir jamais aucune communauté de sentiments, de droits, d'intérêts. Voilà pourquoi le gouvernement est, en Autriche, essentiellement despotique, séparé des intérêts naturels, légitimes de ses sujets, et constamment en lutte avec les tendances opposées, avec les besoins divers, mobiles, variés de toutes ces populations étrangères l'une à l'autre, réunies par des liens forcés sous la dépendance plus ou moins directe d'un pouvoir central, en dehors des conditions et des forces légitimes qui constituent la véritable puissance, le véritable homogénéité des gouvernements et des peuples.

Digitized by Google

Il est donc évident qu'une monarchie absolue, qu'un empire quelconque ainsi composé de différents petits Etats étrangers l'un à l'autre, sans communauté d'origine, de langue, de mœurs, de tendances, poussés par un mouvement secret, instinctif, naturel, à se détacher tôt ou tard de cette union forcée, illégitime, ne peut pas, ne doit pas résister longtemps au fait inévitable de sa propre dissolution.

L'Autriche, à ce qu'il paraît, ne croit pas, n'a jamais cru ni au droit ni à la force intrinsèque, vitale des nationalités respectives des peuples. Elle ne tient pas compte non plus, d'après ses principes, de l'influence des races et des traditions nationales dans ce qu'on appelle, depuis la politique de Louis XIV, la conservation régulière de l'équilibre européen. Il paraît même que c'est une des grandes raisons de son gouvernement, de ne pas faire valoir, d'écarter même, le plus possible, de l'ordre dominant de la politique extérieure, le principe menaçant des droits nationaux.

Quoi qu'il en soit, les faits ont mis, depuis longtemps, ces tristes vérités en évidence.

Mais les révolutions qui ont agité l'Europe depuis soixante ans, ont presque fait disparaître de la scène politique du monde civilisé l'autorité prépondérante de la monarchie pure et des gouvernements absolus. L'élan nouveau de l'esprit humain, l'universalité de libre examen, la liberté de la presse et les développements extraordinaires de l'opinion publique qui en sont dérivés, ont changé l'aspect moral et maté-

riel de la société européenne, et créé, au centre même des nations civilisées, une autorité nouvelle, capable de résister avec toute l'énergie d'un pouvoir jeune et fort, aux envahissements égoïstes et tyranniques des anciennes puissances.

Ce nouveau pouvoir, cette nouvelle et irrésistible opposition, c'est le peuple; le peuple, dis-je, s'élevant par la liberté de conscience et par la liberté de la pensée jusqu'au plus haut pouvoir de l'État, jusqu'à la liberté politique, jusqu'à la souveraineté nationale, dans les limites raisonnables de la hiérarchie administrative et sociale, de l'autorité légitime et inviolable des lois.

En effet, cette lutte entre le pouvoir absolu et le besoin de liberté, entre la résistance usurpatrice de la force et le triomphe progressif des droits et des intérêts des peuples, c'est le fait capital, universel de notre époque, l'expression caractéristique de la société actuelle, l'élément fondamental de tous les progrès, de tous les intérêts futurs de l'Europe et du monde.

Mais l'Autriche, je le répète encore, est bien loin de vouloir reconnaître cette lutte, cette nécessité du mouvement et de progrès qui éclate visiblement dans la plupart des États de l'Europe. Je l'ai déjà dit, je le répéterai toujours, l'Autriche est, parmi les grandes puissances de l'Europe centrale, celle qui seule entre toutes, contraste visiblement avec les intérêts bien entendus, avec les développements progressifs de la civilisation européenne.

Je ne discuterai pas maintenant ce que l'Autriche,

Digitized by Google

dans un avenir plus ou moins éloigné, pourra apporter de son influence et de son pouvoir, dans ce vaste champ ouvert à toutes les activités de l'Europe, que l'Orient nous prépare. M. Balbo en Italie, et avant lui des publicistes et des hommes d'Etat de l'Allemagne et de la France, ont traité sous des points de vue différents la question orientale, en faisant connaître quel pouvait être un jour, à la chute depuis longtemps prédestinée de l'empire ottoman, le rôle nécessaire, la mission légitime de l'Autriche dans ce nouvel ordre de choses, quelles conséquences politiques pourraient en résulter pour l'Europe, quelle influence importante, décisive, la solution de la question d'Orient pourrait enfin avoir plus tard sur les destinées générales des peuples soumis actuellement au pouvoir, à la souveraineté de l'Autriche.

Sous quelque point de vue qu'on puisse considérer la dissolution probable de l'empire ottoman, il m'est impossible de pouvoir partager les opinions et les espérances qui ont amené l'écrivain piémontais que je viens de citer, aux conclusions d'ailleurs très-ingénieuses, contenues dans son dernier ouvrage sur l'Italie. La question d'Orient est une question trop vaste, trop compliquée pour que je puisse le traiter ici en quelques mots. Cependant je ne puis pas me dispenser d'indiquer en passant ce qui, par rapport à l'Autriche et à l'Italie, me semble être d'un intérêt incontestable et propre à démontrer par quels motifs je crois les idées et les espérances du publiciste italien, non-seulement peu fondées, mais aussi historiquement et politiquement inadmissibles.

Sans vouloir donc revenir de nouveau sur le livre des *Espérances*, ni traiter d'une manière détaillée la question orientale, je me bornerai à faire remarquer principalement que l'Autriche soit à Constantinople, soit en Syrie, soit sur le Danube, a, depuis longtemps, perdu effectivement cette influence réelle qu'elle exerça jadis par sa diplomatie habile, prévoyante, par la protection vraiment paternelle qu'elle accordait aux sujets catholiques de la Porte, et ensuite par son industrie et son commerce qu'elle vient d'abandonner depuis quelques années à la prépondérance presque exclusive de la Russie et de l'Angleterre. Le cabinet de Vienne, fidèle à sa politique apathique, inerte, à ce système en général ruineux, impuissant, sans énergie et sans avenir, s'est laissé entraîner, comme poussé par une impulsion fatale, à faire dans la question d'Orient, par peur du mouvement et du progrès, par cette manie, par ce préjugé, par cet entêtement aveugle de *statu quo*, des concessions, des sacrifices, des pertes immenses, irréparables, qui un jour peut-être, dans ce conflit terrible, inévitable, où la vie, la force, la civilisation de l'Europe viendront lutter ensemble pour la réorganisation future de tous les pouvoirs du monde sur les bords du Bosphore, porteront un coup fatal, décisif à la force et aux destinées de l'Empire.

L'Autriche a joué de tout temps dans la question d'Orient un rôle aussi funeste à ses propres intérêts, à sa propre puissance, qu'aux principes et aux intérêts de tous les autres États, de tous les autres peuples de l'Europe. La Russie seule a tout

gagné par cette politique de transaction, de temporisation que l'Autriche a su imposer à la France et à l'Angleterre dans les affaires d'Orient. Quant à moi, je pense que si, à différentes époques, et notamment, en 1840, l'Autriche ne se fût pas opposée de tout son pouvoir résistant, de toute sa force rétrograde, à la solution de la question orientale, à cette heure-ci l'Europe entière aurait un tout autre aspect. D'abord la France, poussée dans une voie plus large, plus libérale, plus conséquente avec ses précédents historiques, avec sa mission naturelle, tout en gardant sa juste prépondérance dans les affaires d'Orient, aurait pu probablement, par une alliance intime avec l'Autriche, paralyser les tendances absorbantes de la Prusse, et limiter dans une sphère plus étroite l'activité envahissante de la Russie et de l'Angleterre.

Un autre fait, qui n'est pas moins important à remarquer, c'est le mouvement nouveau qui aurait eu lieu dans toute l'Europe centrale, si l'Autriche avait pu, d'accord avec la France, se mettre à la tête du progrès et de l'ordre européen. C'est l'affranchissement des peuples asservis, c'est le rétablissement des nationalités légitimes, c'est l'indépendance de l'Italie et de la Pologne qui en seraient résultés. Car l'Autriche, étant et devant être jusqu'à sa dernière heure la clef de la politique continentale de l'Europe, il s'ensuit que liée intimement à la France et par conséquent victorieuse et puissante en Asie et en Europe, l'Autriche se serait trouvée en état de proclamer à la face du monde entier, qu'elle était et von-

lait rester pour toujours le soutien naturel, le défenseur puissant des droits et des intérêts de tous, des intérêts, des droits légitimes des princes, aussi bien que de la liberté juste et modérée des peuples. Marchant dans cette voie, la France et l'Autriche, fortes de l'opinion de l'Europe déjà favorable à la liberté et à l'indépendance des peuples, auraient pu, par leur intervention morale et matérielle, amener la Russie et la Prusse au rétablissement de la nationalité polonaise. Plus tard, l'Autriche renouvelée, fortifiée par la coopération de l'Allemagne libérale, intimement liée aux instincts et aux intérêts germaniques, en se mettant à la tête du mouvement intellectuel et positif de l'Allemagne entière, en donnant une juste satisfaction à tous les droits et à tous les principes, en conciliant tous les intérêts germaniques avec tous les intérêts européens, en s'appuyant ainsi sur une base plus solide, plus étendue, aurait pu modérer, contre-balancer par son esprit pratique, par ses habitudes d'ordre et de paix, les excès spéculatifs, les tendances et les traditions négatives et dissolvantes de la pensée allemande; elle aurait pu créer, développer la véritable unité germanique, basée, non-seulement sur l'union des intérêts matériels et de quelques éléments sociaux, non-seulement sur l'union douanière, sur la réciprocité des échanges industriels et commerciaux, mais bien plus que sur tout cela, l'unité de la Germanie future aurait été basée sur l'assimilation religieuse, intellectuelle, politique des races différentes, des forces et des tendances opposées.

C'est là le travail qui était imposé à l'Autriche par la civilisation, par l'histoire. C'est dans la fusion des races, des institutions, des intérêts, dans l'autorité religieuse et morale, dans l'esprit national, dans une sage liberté, dans la raison, dans le progrès, dans la justice, dans la vérité, que le gouvernement autrichien aurait dû puiser les éléments de sa stabilité, de sa puissance, de son avenir.

Car c'est en marchant avec leur siècle, avec les droits et les intérêts progressifs du monde, que les pouvoirs et les gouvernements se maintiennent, grandissent et prospèrent, pour la moralité, la grandeur, le bien-être des peuples. L'histoire est là pour démontrer ce fait universel, incontestable. Mais l'Autriche ne croit pas au droit, ne croit pas au bien, au milieu de cette civilisation chrétienne qu'elle méconnaît on remue à chaque instant par son œuvre égoïste, rétrograde, immorale. Oui, j'aime à le répéter, le but de l'Autriche, le but constant de tous ses efforts, c'est une œuvre absurde, chimérique, irréalisable : c'est vouloir éterniser le passé, arrêter l'histoire dans ses progrès, l'humanité dans ses transformations nécessaires, inévitables, dans sa marche continue, progressive, à travers la course éternelle des siècles et les destinées providentielles du monde. Voilà en quoi consiste, en quoi peut se résumer en dernier lieu, le rôle actuel de l'Autriche, la force et la faiblesse de sa politique dans le gouvernement, et dans la civilisation de son empire et de l'Europe en général.

Mais ce que l'Autriche, liée à une situation presque

fatale, n'a pu faire par le passé, il est encore plus difficile qu'elle veuille ou qu'elle puisse l'accomplir de nos jours ou dans un avenir plus ou moins éloigné. A l'heure qu'il est, cette puissance se montre trop vieille, trop rétrograde, pour seconder ou combattre le mouvement politique qui s'opère actuellement en Europe. Le siècle marche à pas de géant; le siècle cherche une nouvelle foi dans ses doutes, de nouvelles convictions, de nouvelles espérances dans le découragement, les perplexités, les chagrins de son existence. Et l'Autriche ne comprend pas le siècle, ni cette civilisation moderne, qui, dans tout ce qu'elle a réalisé de grand, de vrai, d'absolu relativement à la destinée sociale des peuples, ne peut ni périr, ni s'arrêter avant que la tâche providentielle de sa mission ne soit accomplie.

Le gouvernement et la politique de l'Autriche ont renié depuis bien longtemps tout ce qu'il y a de grandeur et d'importance dans les lumières et l'intelligence de notre époque, tout ce qu'il y a de liberté, de vertu, de justice, dans la science et la raison de l'Europe chrétienne. Car, il est bon de constater ce fait capital, l'Autriche, soit par les traités de 1815, soit, plus tard, dans toutes les grandes questions qui ont agité l'Europe et mis en péril la paix générale du monde après 1830, n'a fait qu'empêcher, tant qu'elle l'a pu, les gouvernements les plus progressifs de l'Europe de se tirer de cette ornière étroite où ils se trouvaient enfermés, pour aller se jeter dans des voies beaucoup plus larges et mieux en rapport avec l'agrandisse-

Google

ment de la vie politique de ce siècle et les développements nouveaux de la civilisation européenne.

Ainsi non-seulement l'influence importante et décisive du cabinet de Vienne a retardé pour longtemps le développement de certaines idées, de certaines institutions dans les pays soumis directement à sa domination et à son pouvoir, mais avec ce système étroit, absolu, arbitraire, ne trouvant le plus souvent sa justification que dans l'usurpation et dans la force, l'Autriche a pris aussi une grande part aux fautes, aux vices, aux abus qui ont de nos jours décrédité, rabaissé, rendu enfin suspect et hostile à la liberté, aux garanties politiques des sociétés modernes, le système monarchique, la légitime et souveraine puissance des rois et des princes. Oui, la monarchie autrichienne a rendu les plus mauvais services à la cause de la monarchie et de la royauté en général; elle a fait plus de tort à celle-ci qu'à la démocratie et à la liberté des peuples dont elle a pu se croire un instant l'obstacle le plus puissant, l'ennemi le plus redoutable. Et ceci est tellement vrai aujourd'hui, que l'Autriche, à part la Russie, étant la seule grande puissance directement hostile aux droits des nationalités et aux libertés publiques de l'Europe, elle est aussi celle qui a perdu le plus de véritable pouvoir, le plus d'influence active, efficace dans les intérêts communs, dans les destinées générales des différents États européens.

Après avoir essayé de déterminer le caractère essentiel, le rôle principal de l'Autriche dans la politique générale de l'Europe, passons à considérer

maintenant l'influence, de cette même puissance, dans l'ordre des tendances, des tentatives révolutionnaires, et de toutes les autres éventualités probables, qui, aidées par les circonstances, peuvent amener tôt ou tard une transformation radicale dans l'organisation politique actuelle de la péninsule italienne.

M. Balbo, comme je l'ai dit déjà, d'accord là-dessus avec les patriotes les plus modérés de notre temps, ne croit pas qu'on puisse reconquérir l'indépendance italienne, ni que les Italiens puissent, tels qu'ils sont maintenant, résister, par des insurrections partielles, locales, à l'ennemi commun, à l'étranger, et délivrer ainsi la patrie du plus grand danger qui le menace, sans que des nouveaux rapports intellectuels, sans que des nouvelles circonstances ne viennent rapprocher ensemble, sous l'influence d'un nouveau principe moral et politique, tous ces petits peuples, jusqu'ici divisés, discords, souvent ennemis, qui ont empêché de tout temps, au milieu même des événements les plus favorables, le développement d'une véritable opinion nationale, capable de réunir et de faire marcher ensemble toutes les populations de l'Italie, vers un but d'affranchissement et de liberté politique.

Plus encore, M. Balbo n'ayant aucune confiance dans les associations secrètes, ni dans les conspirations démocratiques, ni dans toutes ces tentatives révolutionnaires qui n'ont fait, jusqu'à présent autre chose, d'après cet écrivain, que rendre plus fréquente, plus acharnée, la résistance despotique du pouvoir, et donner à l'ennemi étranger de nouveaux

prétextes pour étendre et consolider sa domination matérielle, ne croyant pas possible par conséquent une révolution nationale en Italie, ne la croyant pas même ni nécessaire, ni opportune, ni utile, M. Balbo se prononce ouvertement contre toute tentative d'organisation démocratique, et contre toute insurrection populaire. Mais en revanche il se déclare franchement et sans détour partisan sincère d'une confédération monarchique dans laquelle le pouvoir absolu des souverains serait mitigé par un pouvoir consultatif placé directement autour du trône, et auquel on devrait confier l'administration des affaires publiques, le gouvernement de l'État proprement dit.

Il faut avouer cependant que le publiciste piémontais ne se fait aucune illusion sur les difficultés, sur les obstacles qui viendraient combattre et arrêter nécessairement la réalisation possible d'une confédération italienne. Pour lui, l'Autriche est le grand obstacle à l'effectuation de tout changement, de toute réforme véritablement politique, le nœud gordien de la question.

En effet, si l'Autriche croit avoir depuis les traités et les événements de 1815, d'après certaines règles d'équilibre européen, un droit absolu, illimité sur les princes de l'Italie, si elle a la prétention d'être le souverain de droit, seul capable de gouverner légitimement, de soutenir et défendre avec force et succès tous les intérêts des gouvernements italiens, si elle veut enfin, comme grande puissance continentale, pour ses intérêts généraux dans l'Europe et dans

le monde, avoir en Italie un pouvoir prépondérant, et dans les princes italiens des instruments dociles soumis à son influence, à sa volonté suprême, dans ce cas il est aisé de supposer, ce me semble, que l'Autriche ne voudra et ne pourra jamais consentir à abdiquer son droit, sa force, sa grandeur dans la péninsule, sans recevoir des compensations qu'elle ne trouverait nulle part, et qu'aucun événement européen ne pourrait jamais lui accorder.

Il faudrait donc, pour pouvoir réaliser l'idée d'une confédération des différents États de l'Italie, que les princes italiens pussent se rendre peu à peu réellement indépendants de l'influence prépondérante de l'Autriche; il faudrait qu'ils pussent eux-mêmes se mettre à la tête du mouvement national; qu'ils pussent préparer par des réformes, par des institutions progressives, de nouveaux élements intellectuels, de nouvelles forces politiques, capables d'opposer une résistance forte, active, intelligente, libérale, à l'envahissement barbare du despotisme autrichien. Car, vouloir se flatter que l'Autriche, mue par des sentiments d'équité, par des principes d'ordre et de véritable justice, puisse, dans l'état où elle se trouve maintenant vis-à-vis de l'Europe, renoncer pacifiquement, ou par voie de négociations diplomatiques à sa domination en Italie; vouloir se flatter que l'Autriche puisse tolérer que les souverains italiens s'accordent entre eux pour s'émanciper peu à peu de son pouvoir et de son influence, tant que les conditions générales de la politique européenne n'aient subi un remaniement total, c'est

Digitized by Google

vouloir se bercer, ce me semble, d'illusions et de chimères. Les principes de la morale politique ne sont pas les mêmes que ceux de la morale de l'Évangile. La politique se gouverne, avant tout, non par des principes et des droits purs et abstraits, mais par des principes et des droits qui n'ont de force, de réalité véritable que lorsqu'ils se trouvent en rapport avec les besoins et les intérêts prédominants de l'existence pratique et historique des peuples. Pour que l'Autriche pût donc se décider à abandonner ses possessions en Italie, à favoriser l'union et l'indépendance des États italiens, il serait nécessaire que, par un bouleversement révolutionnaire de l'Europe, ou par un nouveau congrès européen, elle consentît de rendre à tous les peuples qui font partie de l'Empire, mais qui ne sont pas de race germanique, leur nationalité et leur indépendance; en un mot, pour que cela fût possible, il faudrait que l'empire autrichien cessât d'exister. Dans l'état actuel des choses, la domination injuste et oppressive de l'Autriche sur tous les peuples étrangers assujettis à sa souveraineté, est un fait nécessaire, indispensable à ce qu'on appelle l'équilibre européen et l'ordre général du monde. Les possessions autrichiennes en Italie, remarquons-le bien, ne sont pas seulement nécessaires à maintenir la paix et l'ordre matériel dans la péninsule, mais aussi à l'existence, à la conservation, à l'avenir de l'Autriche comme puissance européenne. Si demain l'Italie, par une révolution de cour ou par une révolution populaire pouvait parvenir à chasser les Autrichiens de la Lom-

bardie, l'équilibre européen serait rompu, une guerre générale deviendrait peut-être aussitôt inévitable, et les principes d'ordre, de conservation, de paix qui forment le point d'appui des droits et des intérêts de tous les pouvoirs de l'Europe actuelle, courraient grand risque de devenir la proie de l'esprit révolutionnaire qui fermente sourdement dans le monde, et qui, une fois maître du terrain, se garderait bien de tomber de nouveau dans les mêmes illusions et dans les mêmes fautes des époques précédentes. Ainsi, il est prouvé que l'intégrité de l'empire autrichien, tel que l'ont fait les traités de Vienne, est un élément indispensable d'ordre et de paix pour l'Europe du présent et qu'il n'est pas possible de supposer raisonnablement que les puissances européennes qui connaissent combien de questions on soulèverait à troubler cet ordre même, veuillent s'exposer, dans l'intérêt particulier du peuple italien, à voir menacée leur propre existence. N'oublions donc pas que la question de l'indépendance de l'Italie, est une question de guerre générale, de révolution européenne; n'oublions pas, par rapport aux velléités libérales de quelques souverains italiens, qu'il est absurde de penser qu'ils puissent à l'heure qu'il est faire un pas dans la voie du progrès libéral, sans que toutes les puissances de l'Europe n'interviennent pour les arrêter. Vouloir par conséquent que les souverains qui règnent aujourd'hui despotiquement dans les États italiens, ouvrent d'eux-mêmes la porte à l'indépendance nationale de l'Italie par des réformes libérales et progressives, c'est vouloir ce qui est lo-

giquement, politiquement impossible. Même en s'arrêtant à cette hypothèse, il est aisé de prévoir que l'Autriche qui suit attentive et vigilante, tous les pas, tous les actes des gouvernements italiens, au premier soupçon qu'elle aurait des nouveaux plans politiques, des nouvelles tendances libérales de quelques-une parmi les principaux souverains de l'Italie, ne pouvant pas ou ne voulant pas agir directement, elle n'hésiterait pas un instant à jeter le trouble dans le pays, à exciter par ses agents secrets les peuples à la révolte et aux insurrections; et aussitôt que les princes, effrayés des résultats inattendus de leurs essais, reculeraient dans un tout autre système afin de protéger leur existence et défendre leurs plus chers intérêts, l'Autriche, s'adressant alors hautaine et menaçante à leur imprudence ou à leur faiblesse, viendrait inonder de ses troupes l'Italie entière, écrasant sous son poids brutal les effets de ses machinations perfides, accusant les souverains d'incapacité politique, de folle générosité, proclamant partout en Europe la nécessité d'un grand exemple, d'une grande punition; exagérant enfin avec ses artifices hypocrites, avec ses habitudes d'astuce et de mensonge, l'origine et les conséquences de la lutte, elle forcerait ce même gouvernement, ce même prince, qui le premier serait entré dans une nouvelle voie de régénération nationale, à devenir le vengeur aveugle, insensé de son propre crime, le suppôt de la barbarie étrangère, le bourreau de sa patrie et de son peuple. C'est ainsi que l'Autriche, ne pouvant dans un cas

semblable se servir du peuple italien pour égorger les partisans nobles, les chefs puissants du parti national, comme elle l'a fait dernièrement dans les provinces de la malheureuse et héroïque Pologne, elle se servirait de ce même gouvernement, de ces mêmes hommes qui s'étaient ouvertement prononcés favorables à la cause du peuple, pour en faire aux yeux de l'Italie, aux yeux de l'Europe entière, des traîtres, des meurtriers, des tyrans.

Je ne pousserai pas plus loin l'examen des conséquences générales de la politique autrichienne, si un fait pareil à celui que je viens de décrire pouvait se réaliser un jour. Tout ce que je voulais démontrer en m'appuyant sur les doctrines et les espérances de M. Balbo, c'est que le mouvement national, le mouvement d'indépendance italienne, ne peut venir, ni des princes, ni du pape, ni de l'Italie telle qu'elle est aujourd'hui, et moins encore de l'état actuel de l'Europe.

Pour aborder l'œuvre de la résurrection politique du peuple italien, il faut, ou tout attendre du mouvement lent et pacifique des idées, de la civilisation européenne, ou, il m'en coûte bien de le dire, tout changer, tout bouleverser, tout détruire par une révolution radicale. Car il ne s'agit pas seulement chez nous de réformes civiles, de questions d'administration, de législation, d'économie publique, ni de plus ou moins de liberté intérieure ; il s'agit de faire de plusieurs petits peuples un grand peuple, de plusieurs petits États, une nation, il s'agit d'une multitude de villes,

de provinces sans liens, sans harmonie, sans unité, n'ayant qu'une valeur locale, materielle, qu'une existence manquée, à peu près morte en présence de la vie générale du siècle, qu'on doit, par de nouveaux rapports d'activité et de puissance, rattacher à la vie nationale, au mouvement général de l'Europe, à la civilisation progressive du monde. Il ne suffit pas qu'un peuple, s'il veut compter pour quelque chose dans les destinées politiques et sociales d'une époque, soit dans son ensemble, dans son existence matérielle et individuelle, assez bien, assez heureusement réglé; il faut en même temps que ce peuple ait le sentiment de sa propre liberté, de sa propre valeur, de sa propre mission, dans l'activité morale et intellectuelle de la civilisation de son pays et de son siècle. L'Italie est aujourd'hui, vis-à-vis de l'Europe progressive et libérale, trop peu civilisée, trop en dehors de la tâche sublime qu'elle pourrait accomplir, si un autre développement que celui de la vie instinctive et traditionnelle, concentrée exclusivement dans les intérêts mesquins d'une existence d'emprunt, bâtarde, transitoire, sans progrès, sans grandeur, s'y fût manifesté depuis longtemps avec liberté, avec éclat.

On compte beaucoup, de nos jours, sur le principe des nationalités. Selon moi, ce principe repose sur une idée que je crois trop vieille, trop peu progressive pour provoquer la résurrection politique des peuples opprimés et esclaves. La civilisation actuelle, dans tout ce qu'elle a de plus jeune, de plus fort et de plus libéral, me paraît tendre à un

but tout à fait opposé à celui où le principe des nationalités pourrait amener tôt ou tard l'Europe.

Les caractères essentiels de la civilisation européenne, telle que nous la voyons actuellement, manifestent visiblement les tendances les plus prononcées vers l'assimilation et la fusion des éléments divers qui la composent. Sans parler de l'unité des croyances ou plutôt de l'indifférentisme religieux qui se prépare presque partout en Europe, sans tenir compte d'une certaine uniformité d'idées, d'institutions et de mœurs très-avancée déjà dans une grande partie du monde civilisé, sans répéter ce que j'ai déjà indiqué à l'égard de certaines forces absolues, que la pensée et la science, dans tous leurs rapports, ont développées de nos jours, en opposition avec les formes relatives et spéciales de la pensée et de la forme historique des sociétés en général, je suis porté à croire que les faits politiques les plus généraux de ce temps nous démontrent avec autant d'autorité que d'évidence, que les nationalités des peuples divers, dominées par les plus hautes conquêtes de la civilisation, de la science moderne, élargissent chaque jour davantage le cercle de leurs affinités et de leurs rapports. Jadis les peuples de même race, de même origine, parlant la même langue, étaient divisés par communes, par provinces, par petits États rivaux ou ennemis. Aujourd'hui, les communes, les provinces, les petits États, oubliant leurs anciennes divisions matérielles et barbares, sont ou veulent être des nations, des peuples, des grands États. On prévoit même la possibilité de réu-

nir l'Europe entière sous trois ou quatre grands empires; on parle en effet des empires slave, germanique et franco-romain, de confédération et d'unité italique, de la réunion du Portugal à l'Espagne, et de bien d'autres annexions et incorporations politiques, qui attestent indubitablement des tendances générales du monde vers une œuvre d'assimilation et d'unité inconnue jusqu'ici.

Or, à part les exagérations et les utopies des esprits rêveurs et peu pratiques, on peut affirmer sans crainte d'être démenti par les faits, que le principe des nationalités, fondé sur l'identité des races, suffirait déjà pour révolutionner et changer de fond en comble le droit public et la configuration politique de l'Europe.

Je crois cependant, je le répète, qu'une réorganisation européenne ne pourrait pas avoir logiquement, pour mobile principal, pour idée dirigeante, le principe des nationalités, qui est un principe trop étroit, trop exclusif, et qui lutte directement avec le principe essentiellement généralisateur et unificateur de la pensée, de la science et de la sociabilité moderne. Mais tout en m'arrêtant à l'hypothèse du principe des nationalités comme puissance révolutionnaire et populaire capable de réorganiser la carte politique et réformer le droit public de l'Europe, cette même hypothèse, dis-je, suffit pour arriver à la solution du problème autrichien. Car le jour où les peuples, poussés par une question spéciale quelconque de la politique européenne, pourront saisir une occasion pour prendre les armes et s'in-

surger au nom de leur nationalité, ou de leur race, un bouleversement général de l'Europe deviendra inévitable. Et quoique, je le répète encore, je ne puisse pas reconnaître dans le principe des races un principe d'avenir, ni dans le principe historique des nationalités, une idée rénovatrice, une force véritablement révolutionnaire, toutefois, je ne saurais nier que l'un ou l'autre de ces deux principes ne soit plus que suffisant pour provoquer des grands changements dans la politique de l'Europe et peut-être aussi une guerre entre les grandes puissances, et par là un remaniement complet du droit public et de la carte politique des États européens.

Les querelles diplomatiques, les luttes intestines qui agitent les différents cabinets et les divers États de l'Europe, font pressentir, aujourd'hui même, qu'une conflagration européenne deviendra tôt ou tard un fait inévitable. Le droit public de l'Europe, tel que les traités de Vienne l'avaient imposé aux peuples, vient d'être abrogé par les puissances mêmes qui en avaient stipulé les conditions principales, et à leur profit. L'Autriche, la Prusse et la Russie, en faisant disparaître, par la suppression de la république de Cracovie, le dernier simulacre de la nationalité polonaise, sans le consentement de la France, et de l'Angleterre ni des autres États signataires des traités de 1815, en foulant aux pieds les bases essentielles du droit diplomatique et du droit public européen, ont inauguré à la place de tous les droits possibles, le droit barbare de la force brute.

Tout considéré cependant, l'incorporation de l'État de Cracovie à l'Autriche est, selon moi, plutôt favorable que nuisible à la cause de la Pologne. Car, un fait de cette nature pourrait bien mettre l'Angleterre et la France dans la nécessité d'aller un jour ou l'autre au delà de vaines et banales protestations au profit de ce peuple héroïque, et le plus malheureux de tous les peuples chrétiens de la terre. La violation flagrante des traités de 1815 pourrait bien, malgré les dispositions véritables des cabinets des Tuileries et de Saint-James, entraîner la France et l'Angleterre à une intervention armée dans ces pays où la dictature usurpatrice de l'Autriche et des autres puissances absolutistes, paraît vouloir acquérir une prépondérance excessive et blessante pour les intérêts des États constitutionnels et libéraux, et troubler par là les conditions générales de la paix et de l'équilibre européen. Si cela venait à arriver, quoique je sois porté à croire tout le contraire pour le moment, l'Autriche s'exposerait indubitablement à provoquer, elle qui jusqu'ici a donné à entendre à l'Europe entière que l'ordre et la paix du monde n'avait de plus solide appui qu'elle-même, des mouvements révolutionnaires en Allemagne, en Pologne, en Italie, en Suisse, et peut-être aussi sur les bords du Danube et du Bosphore.

Telles sont les conséquences probables que la politique de l'Autriche pourrait amener, par un système de résistance et d'immobilité aussi absurde qu'impolitique, et pourtant le seul qui soit praticable dans la position fausse et dangereuse où l'Empire

se trouve depuis un siècle environ. Les circonstances ont été en effet directement hostiles aux principes et aux prétentions de l'Autriche. Malgré ses principes d'ordre, de légitimité, de justice et de paix, cette puissance s'est vue entraînée constamment à jouer, dans la politique de l Europe, un rôle usurpateur et révolutionnaire; partout où son influence s'est fait sentir, l'Autriche s'est vue forcée de combattre, au nom du droit et de la morale, la morale et le droit.

Cette contradiction s'explique, comme j'ai déjà eu lieu de le dire, par l'immobilité rétrograde de son autorité et de ses principes. Toutes les fois que l'Autriche a voulu étendre son pouvoir et son influence dans l'Europe moderne, elle n'a pu appuyer son droit que sur le droit de conquête, ou sur la mauvaise foi, et la trahison la plus perfide. Or, il est inutile de rappeler que l'ancien droit de conquête, qui n'est autre chose que le droit païen ou féodal, que le droit du plus fort, a été comme principe, supprimé depuis longtemps en Europe par le droit populaire et démocratique, par les progrès incontestables de la pensée et de la civilisation actuelle, et surtout par ce grand changement apporté dans les idées et les institutions publiques des peuples européens, par la révolution française et la propagande armée de Napoléon.

Ainsi, il est impossible qu'un État, qu'une puissance quelconque, puisse de nos jours se soutenir et avoir la prétention de légitimer, de rendre inviolables ses usurpations et ses conquêtes, en alléguant

des titres historiques ou matériels, qui ont perdu toute leur valeur en présence des progrès de la civilisation du siècle, des droits et des intérêts généraux de l'Europe libérale.

Depuis la révolution française, il serait impossible de le nier, les principes du droit privé et public, les intérêts internationaux, les alliances diplomatiques, les bases économiques de la puissance matérielle des États, ont subi une rénovation radicale. Les États constitutionnels, les peuples libres ont acquis dans cette nouvelle voie une juste prépondérance sur les États et les peuples non encore émancipés, tandis que les pays stationnaires ou rétrogrades, malgré leurs prétentions et leurs efforts, ont été condamnés à voir chaque jour leur pouvoir et leur crédit diminuer et s'affaiblir en raison directe de l'élévation et de la puissance des États progressifs.

Ce fait devait placer nécessairement l'Autriche dans une situation violente et contradictoire. Ne pouvant plus imposer son droit, son autorité, ses priviléges par ces mêmes moyens qui les avaient rendus justes et légitimes dans un temps de barbarie et d'ignorance, dans un temps où les idées et les peuples n'étaient rien, où le principe d'autorité, les priviléges de quelques classes et de quelques individus tyrannisaient les consciences, la pensée, les droits et les intérêts civils et politiques des peuples, l'Autriche ne voulant pas, ne pouvant pas réformer ses principes, ni les caractères essentiels de sa domination et de sa politique, sans abdiquer son pouvoir, sans se renier elle-même, a dû nécessai-

rement, forcément, afin de se maintenir, afin de défendre ses droits et ses intérêts, adopter un système qui, tout en ayant pour but de combattre les envahissements de l'illégalité et de la force, n'a fait autre chose que pratiquer et sanctionner les vices les plus monstrueux, les actes les plus barbares de la force même.

Voilà comment l'Autriche, tout en croyant sauver son pouvoir et sa prépondérance en Europe, tout en voulant être le pouvoir conservateur par excellence, le plus ferme soutien de la paix et de l'ordre, poussée par les conséquences logiques et historiques de ses principes et de sa position, est devenue un agent provocateur de désordre et d'anarchie, un instrument négatif et subversif de tout droit, de toute moralité, de toute civilisation véritables. L'Autriche n'a abouti, en dernier résultat, qu'à exercer forcément au dedans et au dehors l'influence la plus révolutionnaire, la plus propre à contribuer, par un mouvement contradictoire, à l'anéantissement total de sa puissance et à une rénovation générale des destinées politiques du monde.

Il est donc incontestable, même en se plaçant au point de vue strictement pratique, que les puissances, je ne dirai pas conservatrices, car pour les États révolutionnaires ce mot n'est qu'une imposture diplomatique et un mensonge moral, mais les puissances progressives et organisatrices, qui représentent en Europe les principes, les droits, les intérêts les plus vivants, les plus solidement établis, qui auront le plus de durée et d'avenir, sont aujourd'hui la France et l'An-

Digitized by Google

gleterre d'abord, et ensuite tous les autres États de second ordre qui participent dans une mesure plus ou moins grande aux idées et aux institutions libérales de ces deux grandes nations. Je suis même persuadé que tout le progrès politique et social, que toutes les conquêtes futures des peuples libres de l'Europe, devront marcher principalement sur les traces de l'Angleterre et de la France. Et quoique je reconnaisse que dans le domaine de la science spéculative de la pensée pure, l'Allemagne est le pays le plus original et le plus progressif, le pays qui un jour peut-être provoquera le premier la rénovation radicale des destinées intellectuelles et morales du monde, je suis convaincu cependant que l'activation pratique, que la formule politique et sociale de l'Europe régénérée, ne pourra sortir que des luttes économiques et des combats démocratiques des deux peuples anglais et français. C'est là une des raisons principales de l'état secondaire des autres peuples de l'Europe, et de l'immobilité forcée et pour ainsi dire fatale de l'Autriche et de ces autres pays soumis à l'influence dissolvante et rétrograde de sa politique. A l'heure qu'il est, l'avenir de l'Autriche n'est plus un mystère aux yeux des hommes d'État et des esprits progressifs et graves de l'Europe éclairée et libérale. Tout ce qui reste aujourd'hui à l'Empire d'autorité et de force est lié étroitement au système de transition et de transaction qui régit actuellement l'Europe entière. L'Autriche signa, sans le savoir, son arrêt de mort en 1815 au congrès de Vienne. Sans s'en apercevoir elle se mit alors, par ses actes, en guerre secrète

avec toutes les puissances et tous les peuples de l'Europe. Et cela est si vrai, que les peuples d'un côté, et les grandes puissances de l'autre ont mis depuis l'Autriche dans la nécessité de renier son œuvre, de déchirer par la trahison et par la ruse ces traités mêmes qui étaient le seul gage, la seule garantie de sa conservation, de son existence. Car l'empire autrichien, basé sur des principes de violence et d'usurpation, reposant sur un droit usé et décrépit, que l'Europe moderne ne reconnaît plus depuis longtemps, menacé constamment par le principe des nationalités et des races qui agite tous les peuples divers asservis barbarement à sa dictature dissolvante et anarchique, n'a depuis 1815 d'autres pouvoirs, d'autres droits que ceux qui lui sont garantis dans les traités de Vienne par les cinq grandes puissances arbitres et maîtresses, à cette époque, des destinées de l'Europe et du monde.

La suppression de l'État libre de Cracovie est donc le dernier acte d'un drame diplomatique, aussi féroce et sanguinaire qu'absurde, où l'Autriche a joué en même temps le rôle de bourreau et de victime. En effet la Prusse et la Russie, étant les deux ennemies naturelles de l'Autriche, n'ayant rien à perdre et tout à gagner au contraire, dans l'abaissement moral et dans la ruine politique du vieil empire autrichien, ont poussé forcément cette puissance à un acte qui finit de décréditer son autorité et son influence en Europe, et qui l'entraîne, malgré ses prétentions contraires, dans une voie franchement révolutionnaire et hostile aux intérêts immédiats de sa propre conservation.

Il est inutile de répéter ici que, dans le cas d'une conflagration européenne, la Russie compte sur cette occasion pour agrandir son influence en Europe et en Orient, tandis que la Prusse, se mettant à la tête de la nouvelle unité germanique, médite de reédifier un nouvel empire germanique sur les ruines féodales et catholiques du Saint-Empire.

J'ai peu de confiance, à dire vrai, dans la réalisation probable de ces plans gigantesques, car l'avenir de l'Europe n'appartient pas au despotisme, mais à la liberté. Ce qui est pourtant certain et positif, c'est que la Russie et la Prusse ont déja compté sur la mort prochaine de l'Autriche, et assistent depuis longtemps, avec une vigilance hypocritement dissimulée à toutes les phases de sa longue agonie. C'est ainsi, qu'indépendamment du principe des nationalités et des races qui entretient une grande fermentation parmi tous les peuples asservis, opprimés par l'Autriche, la Suisse, l'Italie et la Pologne sont les points de mire où la Russie et la Prusse tiennent les yeux fixés pour provoquer, à la première occasion qui se présentera, des embarras de nature à rendre une conflagration européenne inévitable.

Or, il paraît démontré que le démembrement de l'empire autrichien est un événement tôt ou tard inévitable, et que la destruction illégale des derniers débris de la nationalité polonaise, de la part des puissances protectrices, bien qu'elle soit faite apparemment dans l'intérêt particulier de l'Autriche, n'est qu'un piége tendu à la faiblesse et à l'état violent et anormal de cette puissance decrepite, dont l'exis-

tence est aussi contraire à l'ambition et à la puissance des tyrans qu'à la véritable liberté et à la véritable indépendance des peuples.

Aussi le droit public européen est, à l'heure qu'il est, entièrement anéanti. La puissance des armées et les intérêts conservateurs de notre époque, essentiellement industrielle et commerciale, sont devenus par conséquent les seuls principes, la seule garantie d'ordre et de paix pour l'Europe. C'est là justement ce qui empêche les cabinets des Tuileries et de Saint-James de faire quelque chose de plus qu'une protestation écrite contre l'acte de spoliation inique qui vient de s'accomplir sur les bords de la Vistule.

La Russie et la Prusse étaient sans doute persuadées d'avance que l'incorporation de Cracovie à l'Autriche, sans le concours de la France et de l'Angleterre, produirait une émotion pénible, et peut-être aussi une crise politique dans toute l'Europe; elles n'ignoraient pas non plus que cet acte aurait été un embarras sérieux pour le cabinet de Vienne. En même temps, la Russie et la Prusse avaient la certitude que l'Angleterre et la France seraient restées dans l'inaction, et que par ce fait elles auraient beaucoup perdu de nouveau dans l'opinion de l'Europe. Il y a plus; quand même les deux cabinets des Tuileries et de Saint-James auraient pu se mettre d'accord pour provoquer une intervention armée sur la Vistule, ou pour amener un remaniement général du droit public européen, les puissances du Nord savaient également que dans un

Google

cas pareil, ils seraient tombés dans des difficultés et des embarras très-graves, capables de troubler le développement régulier de ces intérêts conservateurs qui assurent pour le moment, le calme et la prospérité matérielle en France et en Angleterre, et aussi l'ordre et la paix dans cette partie de l'Europe, où la politique de ces deux puissances s'oppose constamment à l'ambition et aux projets de la Russie et de la Prusse.

N'oublions pas que depuis 1830 l'influence de la politique du gouvernement de Juillet en Europe, est le grand obstacle que la Russie et la Prusse voudraient abattre pour remanier la politique du monde à leur profit. Je ne discuterai pas maintenant le rôle du gouvernement du roi des Français vis-à-vis de la révolution de 1830. Mais si la France avait été plongée à cette époque dans une longue lutte au dedans, si au dehors elle avait eu à soutenir plus tard une guerre avec l'Europe absolutiste, dans ce cas, je pense que la France aurait pu courir le risque de rester épuisée par les luttes et les divisions intestines, et de devenir incapable ensuite de résister aux attaques des puissances ennemies qui se seraient coalisées de nouveau contre elle pour la détruire entièrement. Car je ne crois pas qu'à cette époque l'Europe libérale fût assez mûre pour une grande résistance, assez forte et assez unie pour venir en aide au peuple français. N'oublions pas non plus que la plupart des peuples de l'Europe, confondant toujours la domination directe de la France, avec la prépondérance de ses idées et de ses institutions, ont été jusqu'à ce jour

tres-peu disposés à se laisser diriger par elle. Or, si la France avait été vaincue, dans la lutte, la civilisation démocratique, le progrès libéral de ce siècle auraient été étouffés peut-être sous le poids brutal de l'autocratie moscovite, ou d'un nouveau moyen âge théocratique et féodal.

Je ne suis pas disposé à aduler ni les rois ni les peuples; mais je crois que la politique du roi Louis-Philippe, au détriment peut-être de la grandeur nationale de la France, a sauvé l'Europe de la guerre civile et de l'anarchie, et assuré ainsi à la révolution ses développements pacifiques, son influence pratique sur l'opinion éclairée des nations européennes. La politique de la France a été toujours hostile à la puissance et à l'avenir de l'Autriche, et notamment après 1830 la France a redoublé d'efforts pour empêcher l'Autriche d'étendre son crédit, sa prépondérance réelle et durable en Italie, en Suisse, en Allemagne, sur le Danube et en Orient, à une époque où l'opinion des peuples n'était pas assez forte pour lui résister et le rôle de cette puissance rétrograde non encore complétement démasqué. Aujourd'hui l'influence de l'Autriche a baissé énormément, soit en Allemagne, soit en Italie, soit en Suisse, soit sur le Danube, soit en Orient. Quand le moment d'une crise européenne arrivera, l'Autriche ne trouvera plus d'appui ni dans les cabinets ni dans les peuples. Le temps et l'opinion publique auront complétement triomphé de sa ruse et de ses menaces.

C'est ainsi que je suis porté à envisager ces seize années de paix européenne, plutôt comme favorables

Google

qu'hostiles à la cause du progrès et de la liberté en Italie et en Europe.

Assurément, depuis 1831 jusqu'à ces jours, l'opinion publique en Italie a pu s'éclairer sur les véritables forces, sur les véritables intérêts de la nation. Beaucoup d'antipathies, beaucoup de préjugés sont tombés. Une certaine lumière s'est répandue dans les esprits. Les souverains sont devenus presque tolérants et quelques-uns encouragent même un certain sentiment patriotique, trop vague et trop peu progressif sans doute, mais toujours très-utile et capable de produire des résultats, que princes et peuples sont bien loin de prévoir maintenant.

Il y a plus, une haine générale contre l'oppression étrangère pénètre peu à peu dans toutes les classes. Que ce sentiment soit souvent exploité par des classes privilégiées contre les véritables intérêts des peuples, contre les tendances progressives de la liberté et de la civilisation de l'Europe, peu importe pour le moment. L'Italie ne peut devenir un pays révolutionnaire dans le sens de 1793. L'Italie est un pays que les libéraux doivent ménager, si réellement ils ont le désir de l'améliorer, de le délivrer peu à peu de cette servitude intellectuelle et morale, qui est la cause fondamentale de toutes ses divisions, de toutes ses misères, de son oppression politique nationale et étrangère.

L'Italie a besoin de faire avant tout son éducation intellectuelle et sa révolution civile; elle doit se préparer à devenir, par la pensée, faute d'institutions, d'armes et de liberté politique, un élément de civi-

lisation et de progrès, dans la grande unité européenne. Car l'indépendance et la liberté politique de l'Italie ne peuvent venir que de l'Europe. Les réformes opérées par les souverains absolus, la grandeur morale d'un pape, les velléités libérales de quelques hommes du passé, entraînés souvent dans la lutte plutôt par ambition et par égoïsme, que par un profond amour, que par une profonde conviction de la liberté et du progrès, ne doivent pas séduire les esprits élevés, les patriotes sincères, ni peupler de folles illusions, de chimériques espérances, l'imagination ardente des populations italiennes.

Italiens! de toutes les classes, de tous les partis, modérez, au nom de la patrie et de la liberté, vos transports, votre enthousiasme noble et généreux! Un nouveau pontife vous a été envoyé, un pontife, un souverain, beaucoup plus grand que sa destinée. Mais par pitié, je le répète, ne vous bercez pas d'illusions puériles. La papauté ne peut briser les chaînes de la servitude sans se briser elle-même. La mission d'un pape, au XIXe siècle, ne sera jamais une mission politique. Un pape ne peut être de nos jours qu'un libérateur moral. Il peut unir vos cœurs, rapprocher vos intérêts, il ne pourra pas éclairer votre raison, délivrer votre pensée, changer votre mission, votre destinée dans l'histoire.

Un pape peut guider les pas d'un peuple aveugle vers tout ce qui est beau et grand sur la terre; mais ce n'est pas un pape qui pourra lui ouvrir les yeux pour qu'il marche seul et libre à l'accomplissement d'un libre et grand avenir.

C'est ainsi que, pour que l'Italie telle qu'elle est maintenant, puisse devenir réellement indépendante et libre, pour qu'elle puisse s'émanciper du despotisme intérieur, et de la domination étrangère, il faut que l'esprit du siècle, que l'esprit européen, ait emporté d'avance, dans un grand combat populaire entre la foi et la science, entre le civilisation et la barbarie, entre le passé et l'avenir, le pouvoir illogique, suranné, essentiellement rétrograde de la papauté et de l'Empire.

C'est à ces seules conditions, ainsi que j'aurai lieu de le démontrer plus spécialement dans le chapitre suivant, que l'Italie sera rattachée un jour, par la pensée et par la conscience de son indépendance intellectuelle, de sa liberté morale, à la liberté et à la civilisation de l'Europe, au mouvement progressif et régénérateur du monde.

CHAPITRE V.

NOUVEAU MOUVEMENT POLITIQUE EN ITALIE — LE ROI DE SARDAIGNE — PIE IX. — ILLUSIONS DE QUELQUES PARTIS.

J'ai essayé jusqu'à présent de faire connaître l'Église, la papauté dans leurs principes, dans leurs conditions historiques et fondamentales. Je crois avoir démontré que tout ce qu'elles ont fait, tout ce qu'elles ont dû faire pour et contre la liberté et la civilisation moderne, avait découlé nécessairement de la nature de leurs principes, des conditions historiques parmi lesquelles elles se sont trouvées, de l'influence, du but enfin qu'elles s'étaient proposé et qui devait les conduire inévitablement aux résultats que nous déplorons actuellement.

La nature du gouvernement temporel des papes se trouve, en effet, être aujourd'hui plus que jamais en contradiction avec les idées, les mœurs, les intérêts de notre époque, avec ces besoins intellectuels, ces institutions, ces garanties politiques, qui sont devenues incontestablement le pensée, la tendance, la passion de ce siècle. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que ce besoin de changement qui s'est développé depuis la révolution française dans une grande partie de l'Europe, ne s'est fait sentir en Italie qu'à un degré minime, que d'une façon tout à fait exceptionnelle. Les masses, le peuple, comme nous l'avons dit, n'ont jamais pris une part active, réelle au mouvement

libéral, au développement démocratique qui s'accomplit de nos jours. Des insurrections partielles, des tentatives révolutionnaires ont éclaté à plusieurs reprises dans quelques États de l'Italie. Ces mouvements, ces insurrections ont fait connaître qu'il y avait encore dans le peuple italien, et surtout dans les classes inférieures une grande énergie, une grande élévation de sentiments, mais qu'il n'y avait, qu'il ne pouvait y avoir l'intelligence, les lumières ni l'accord indispensables pour s'entendre, pour s'unir, pour concourir d'une manière grave et imposante par un mouvement national, par une explosion générale, par tous les moyens utiles et efficaces à l'indépendance, à la liberté commune.

Il y a certainement de nos jours une opinion libérale en Italie, une opinion qui a fait même depuis 1830 des progrès remarquables; mais des partis puissamment organisés, je le répète encore, il n'y en a point. L'association de la Jeune-Italie est de toutes les influences révolutionnaires celle qui jouit de la plus grande popularité, et qui tient dans ses mains le plus de moyens de succès; mais quoique cette association ait pu trouver beaucoup de partisans dans la péninsule, quoiqu'elle soit l'opinion politique la plus conforme aux penchants naturels de ce siècle, toutefois, je doute fort qu'elle puisse, avant une époque très-éloignée, rencontrer le concours moral et matériel qui lui est indispensable pour produire des résultats réellement satisfaisants. Il est sans doute très-facile de s'insurger, de faire verser du sang, de se faire plaindre et même

de se faire applaudir; il est facile, d'opérer des mouvements partiels, de faire éclater des soulèvements locaux, de s'emparer pour quelques jours d'une forteresse ou d'une ville. La difficulté, le but d'une insurrection en Italie, n'est pas là, selon moi; la difficulté capitale, le but sérieux, raisonnable, c'est de pouvoir mettre à exécution, sans exagérations romanesques, sans se livrer à des efforts téméraires, un plan d'insurrection générale; de soulever des populations entières capables de lutter, de résister aux armées étrangères, à ces soixante, à ces cent mille Autrichiens prêts au premier signal à tomber sur nous, à nous écraser brutalement sous le poids matériel de la force. Car, il ne faut jamais cesser de le répéter, le peuple italien, c'est-à-dire la majorité de nos populations, n'entend rien à nos conspirations, à nos insurrections, à nos émeutes, à nos plans de liberté ou d'indépendance, de république ou de monarchie constitutionnelle. Le plus grand nombre des Italiens n'ont point encore le sentiment, l'intelligence de la vie politique; je crois même qu'ils ont une grande répugnance instinctive à cette liberté prosaïque, mercantile, bourgeoise, représentée de nos jours par la liberté constitutionnelle, par la liberté anglaise et française. Le peuple italien, en effet, a trop de poésie, trop d'idéalité dans sa nature, dans son caractère, pour pouvoir se plier facilement à la politique bourgeoise et boutiquière de notre époque. Le peuple italien est un peuple trop religieux dans l'acception la plus étendue du mot, pour entrer spontanément sans de grands et pénibles efforts, dans cette voie d'indiffé-

rence ou de froid scepticisme que nous voyons dominer presque partout aujourd'hui l'âme et l'esprit de ces peuples qui sont en possession de l'indépendance de la pensée et d'une certaine liberté politique. Après tout, l'Italie, par son éducation, par ses traditions, par l'influence active et permanente du clergé, n'a pu s'habituer encore à associer, à lier ensemble ses sentiments, ses passions, ses croyances, et à les confondre avec ses opinions et ses idées. Elle méconnaît encore les rapports logiques qui unissent la foi à la raison, la religion à la politique, l'art à la science. L'Église a entretenu cette division, ce divorce déplorable. C'est là aussi une des grandes raisons qui empêchent que le peuple italien ne puisse par sa raison individuelle parvenir à se faire une idée claire et nette des rapports qui existent, qui doivent exister entre sa vie intérieure et son existence extérieure, entre sa personnalité morale, et sa personnalité politique et sociale; c'est là ce qui est, ce qui sera toujours, indépendamment d'autres questions, un très-grand obstacle au développement spontané d'une forte conviction, de fortes passions politiques, dans la masse des populations italiennes.

Or, à mon sens, la vie politique, l'esprit public, ne deviendront un fait populaire, une force nationale en Italie, que lorsqu'on aura pu, par de nouvelles influences intellectuelles et morales, changer radicalement la façon de penser, la méthode rationnelle du peuple, l'opinion générale du pays. Avant que cela n'arrive il y aura des coteries, des individus d'exception qui pourront, en s'élevant au-dessus des

conditions générales de leur pays, former l'espoir, et je dirai même, concevoir la probabilité d'une révolution populaire, démocratique en Italie, sans rechercher d'autre appui que l'appui de quelques hommes exaltés et mécontents; mais comme le fait l'a déjà prouvé bien des fois, une révolution véritable ne pourra s'accomplir qu'avec le concours spontané, unanime du plus grand nombre, ce qui est aujourd'hui moralement et matériellement impossible par suite de ces obstacles, de ces difficultés mêmes que je viens d'indiquer, et qui ne pourront disparaître que par l'action lente et progressive du temps ou par le choc violent d'une catastrophe européenne.

On a pu se convaincre par la dernière insurrection de la Romagne, que cette fraction du parti constitutionnel qui rédigea le manifeste adressé par les insurgés de Rimini à la cour de Rome, n'avait pas été, dans ses plans révolutionnaires, beaucoup plus heureuse que le parti extrême, que le parti républicain. Les patriotes de Rimini ont cependant compris peut-être mieux que les autres partis, une seule chose, je veux dire l'impossibilité de rien faire sans être soutenus par une grande nation; car en face de l'Autriche, avec les divisions, les vues partielles, étroites, les préjugés, les habitudes locales qui gouvernent partout les populations de l'Italie, il serait tout à fait absurde de vouloir compter aujourd'hui sur leur concours pour chasser l'ennemi. Je ne parlerai pas maintenant de ceux qui espèrent pouvoir expulser les Autrichiens de la péninsule par des journaux, par des livres corrigés, approuvés par l'inquisition de Rome

ou par la police sarde ou autrichienne, ni de ceux non plus qui font de la propagande pacifique, monarchique, papale du sentiment national. J approuve, moi le premier, tout ce qui peut servir à éclairer les esprits, à former l'opinion nationale, à réveiller par des idées patriotiques dans tous les cœurs italiens, l'antipathie et la haine contre toute usurpation, contre toute oppression étrangère. Je conçois que dans le désespoir d'accomplir aujourd'hui une révolution véritable, on ait pris le parti d'essayer de préparer la voie à l'avenir par des réformes légales et des idées pacifiques. Je comprends enfin tout ce qu'il peut y avoir d'opportunité, de prévoyance, de modération, de sagesse même à faire connaître aux princes d'Italie et même à la cour de Rome, que le plus sûr moyen d'éviter les révolutions, c'est de renoncer à l'absolutisme en embrassant une politique progressive conforme aux vœux et aux besoins du pays, aux idées et aux intérêts de l'époque; mais il m'est et il me sera toujours impossible de croire qu'on puisse faire germer sur le sol des vieilles traditions, des institutions décrépites, mortes de l'Italie impériale et papale du moyen âge, l'arbre jeune et vigoureux de la liberté et de la science moderne. Ceux qui le croient peuvent être, j'en conviens, des hommes de bonne foi, des patriotes sincères; ils ne sont, ils ne seront jamais des hommes politiques, des hommes capables de défendre la papauté, la monarchie menacées, pas plus que les nouveaux principes, que les intérêts futurs de la liberté et du peuple. L'Italie, à ce qu'il paraît, était destinée à avoir elle

aussi, à son tour, son libéralisme doctrinaire et conservateur. Des érudits, des littérateurs, des publicistes qui paraissent s'être voués à la recherche de la pierre philosophale en politique, travaillent depuis quelque temps, ainsi que je l'ai dit plus haut, à cette magnifique chimère; car, en vérité, je ne conçois rien d'aussi chimérique en fait de politique, qu'une doctrine qui prétend accorder ensemble le vieux avec le nouveau, qui prétend concilier et asseoir l'un à côté de l'autre dans un calme et une sécurité parfaite, l'absolutisme et la liberté, l'aristocratie et la démocratie, l'égalité et le privilége, l'autorité infaillible, absolue du pape et la liberté de conscience, d'examen, de discussion, avec toutes leurs conséquences politiques et sociales.

Je crois que si les hommes qui prêchent aujourd'hui ces théories contradictoires entrent un jour dans la pratique des affaires, ils acquerront bien vite la conviction qu'il n'est pas possible de les appliquer sans s'exposer à en subir les conséquences les plus inattendues. Ils tomberont alors nécessairement dans de graves embarras, car les peuples réclameront à grands cris les améliorations promises, et plus encore; et les anciens pouvoirs, les pouvoirs qui, établis sur des illégalités et des abus séculaires, n'auront cédé au progrès, aux réformes, qu'à la dernière extrémité du mal, s'apercevront trop tard, peut-être, qu'il n'est déjà plus possible de reculer, que la nation est là pour tirer d'elle-même quand l'heure sera venue, les conséquences du principe que les autres ont posé aveuglément,

sans avoir eu assez de force ni assez de courage pour en mesurer et en calculer la valeur et la portée.

C'est dans les livres de M. Gioberti et de M. Balbo qu'il faut chercher le programme politique de ce nouveau libéralisme doctrinaire et conservateur, ou, pour mieux dire, de ce néo-absolutisme historique et national qui paraît avoir rencontré beaucoup de partisans dans toute l'Italie et surtout à Rome et en Piémont. Or, si l'on médite les pages éloquentes de M. Gioberti, si l'on cherche à découvrir la pensée intime de M. Balbo, tout ce qu'on peut savoir, en s'arrêtant à la question d'actualité, à la question purement pratique, c'est que toute la politique de ces deux écrivains, se résume, en dernière analyse, dans l'expulsion de la domination autrichienne de la péninsule, et dans l'union fédérative des différents États et souverains de l'Italie sous la présidence du pape ou du roi Charles-Albert qui deviendrait, par la réunion de la Lombardie au Piémont, le premier et le plus puissant de tous les princes italiens. Pour atteindre ce but, il fallait d'abord que celui parmi les souverains d'Italie qui doit jouer le premier rôle dans les destinées nouvelles de la péninsule, qui doit tirer aussi les plus grands avantages de cette nouvelle situation politique, prît nécessairement l'initiative de toutes les réformes, de tous les changements réputés indispensables à obtenir un jour les résultats qu'on se propose. Cette lutte devait donc s'engager plutôt qu'ailleurs en Piémont, à Turin, à la cour même du roi de Sardaigne. Voyons maintenant jusqu'à quel point les faits ont

répondu à l'intention, à la pensée des deux publicistes dont je viens de parler. Il est inutile que je rappelle ici quels sont les antécédents politiques du roi Charles-Albert. Mon but n'est pas de récriminer sur le passé, ni de réveiller des sentiments de haine et de discorde dans l'âme du peuple italien. Toutefois, ce serait se bercer d'une grande illusion, que de vouloir prétendre à effacer de la mémoire de mes compatriotes les sombres et cruels souvenirs de 1821 et de 1833. Mais comme en dictant ces pages, ce n'est pas l'histoire de ces temps malheureux que j'écris, ainsi je crois pouvoir m'abstenir de tout jugement, sans désobéir à ma conscience, et sans trahir mon devoir.

Je me bornerai donc uniquement à dire que c'est par la cour de Turin que le premier pas a été fait, que la première impulsion a été donnée vers ce mouvement nouveau d'indépendance et d'union nationale. A vrai dire, il ne s'agit pas jusqu'à présent de choses fort graves; nous sommes encore bien loin de M. Gioberti et de M. Balbo. Cependant, une certaine réserve, une certaine froideur existe depuis quelques mois, à cause d'une question financière entre le cabinet de Turin et le cabinet de Vienne[1]; ajoutez à cela la protection que le roi Charles-Albert paraît accorder à des hommes politiques gravement compro-

[1] L'Autriche, pour se venger de certaines concessions douanières faites par la Sardaigne à la Suisse italienne, pour rendre aussi le dernier traité commercial entre la France et la Sardaigne impopulaire, a augmenté tout récemment les droits d'entrée sur les vins de Sardaigne qui seraient exportés dans les États autrichiens. L'Autriche

nie vis-à-vis de l'Autriche et des autres cours d'Italie; songez à l'accueil bienveillant qu'il a fait aux dernières publications de M. Gioberti, de M. Balbo et de M. le marquis d'Azeglio; aux invitations spontanées qu'il vient de faire à plusieurs patriotes italiens exilés, réfugiés en France ou ailleurs, d'aller demeurer en toute sécurité dans ses États, et vous aurez en main un nombre de faits qui pourront vous donner la preuve qu'un certain mouvement, qu'une certaine impulsion a été donnée à l'opinion nationale, par ce même prince qu'on avait tout le droit de regarder comme le plus hostile aux intérêts de la nationalité italienne, comme le moins propre à faire marcher le pays dans la voie du progrès et de l'esprit de ce siècle.

Après avoir énuméré des faits qui ont réellement une certaine signification politique, il faut que je m'arrête un instant sur un autre événement plus important encore, qui touche d'une manière plus directe, plus intime aux principes qui paraissent diriger maintenant la conduite, la pensée gouvernementale du roi de Sardaigne. Je veux parler des jésuites et de leur influence à la cour de Turin.

Me voyant obligé de m'expliquer franchement sur une affaire qui a fait beaucoup de bruit en Italie, je commencerai par dire que les révérends pères, depuis

voit d'un œil soupçonneux toute tendance du gouvernement sarde vers une certaine liberté commerciale. Mais il est à présumer que les vexations financières du cabinet de Vienne ne sont autre chose qu'un acte de colère et de représailles contre les prétentions nationales et les allures patriotiques du cabinet de Turin.

le restauration de leur ordre par Pie VII aux derniers jours de sa carrière orageuse, n'ont eu, sur aucun prince, sur aucun État de la chrétienté, une plus grande influence, un pouvoir plus étendu, plus réel, qu'ils n'avaient, il y a un an à peine, sur le roi Charles-Albert, sur la politique et sur le gouvernement du royaume de Sardaigne. Eh bien, depuis quelque temps, depuis un an à peine, je le répète, tout cela a changé. Les jésuites peuvent avoir encore des partisans, des défenseurs, de forts appuis, au sein même du conseil des ministres, mais ils ne dirigent point maintenant, à Turin, la pensée politique du roi; l'influence de leurs doctrines, qui s'était fait sentir constamment dans tous les actes, dans tous les événements de la politique sarde, a dû reculer devant une influence radicalement hostile à leurs principes, devant une idée de nationalité et de progrès. Ce qu'on faisait hier par de misérables moyens, par des voies souterraines, obscures, on le fait aujourd hui loyalement, à la face du soleil, je dirai même avec publicité, avec éclat. Cela, je le pense, doit paraître fort singulier au public et aux jésuites eux-mêmes. Car, j aime à le répéter, jamais monarque ne fut, en Italie, autant que le roi de Sardaigne, dévoué au jésuitisme; jamais aucun prince ne pratiqua mieux que lui les maximes morales et les principes politiques qui en sont la conséquence. Maintenant, je le répète, ce fait d'une importance immense n'existe plus; les révérends pères ont perdu, en grande partie, les faveurs et les bonnes grâces du plus fidèle, du plus soumis entre tous les souverains catholiques.

Google

Rien n'est plus certain, aux yeux de tous les hommes éclairés, que le dernier livre de M. Gioberti a été une des causes les plus directes du changement qui vient de se faire dans l'esprit du roi de Sardaigne [1]. M. Gioberti, en effet, a attaqué les jésuites d'une façon à laquelle les révérends pères ne s'attendaient nullement. Jusqu'à présent, on avait combattu le jésuitisme avec les armes du protestantisme et du jansénisme, ou avec une philosophie plus ou moins rationaliste, qui nécessairement devait paraître fort suspecte à tous les catholiques sincères, à tous les partisans dévoués de la monarchie et de l'Église. Mais voilà que M. Gioberti, adoptant une tactique nouvelle, attaque le jésuitisme avec les

[1] Voy. *Prolegomeni del Prim. mor. e civ. degli Ital.* Bruxelles, 1845. On attend avec une vive anxiété, en Italie, un nouvel écrit de M. Gioberti contre les jésuites. Je suis tout à fait pour M. Gioberti contre les jésuites et le jésuitisme, mais, à mon sens, combattre l'influence morale et politique des révérends pères, et soutenir en même temps le principe d'autorité en philosophie, et la suprématie de la papauté en politique, ce n'est pas faire preuve d'une logique bien solide et bien conséquente. Car, en a beau dire et répéter le contraire, le jésuitisme est né à Rome, sous les ailes de l'Église, il est l'expression la plus générale, la plus vraie, la plus complète de la fausse position où le catholicisme et la cour de Rome se trouvent depuis trois siècles, en face du protestantisme et du mouvement philosophique et libéral de l'Europe moderne. C'est par cette grande raison que je crois impossible de combattre avec fruit le jésuitisme sans avoir détruit d'avance le principe logique et politique qui en est le fondement. Les jésuites vivront, se soutiendront dans le monde, malgré la doctrine et l'éloquence de leurs adversaires jusqu'à l'époque où l'Église et la papauté auront perdu toute leur autorité, toute leur influence sur les sentiments, les idées, les intérêts des gouvernements et des peuples.

mêmes armes dont les révérends pères avaient fait usage jusqu'ici pour se défendre contre leurs plus puissants et leurs plus infatigables adversaires; il les attaque avec ce même principe de la suprématie catholique, de la suprématie papale, avec cette même théologie, avec cette même philosophie orthodoxe, avec ce même principe de l'autorité pontificale, dont les jésuites se disaient les seuls apôtres légitimes, les seuls champions véritables.

M. Gioberti s'est bien garde de répéter ce que plusieurs écrivains avaient dit et répété avant lui en combattant le jésuitisme, à savoir que la milice de saint Ignace, tout en faisant trop bien les affaires de l'Église et du pape, tendait sans cesse à s'emparer, par tous les moyens possibles bons ou mauvais, du gouvernement spirituel et temporel du monde.

M. Gioberti a trop de talent pour tomber, dans un siècle comme celui-ci, dans des déclamations, dans des exagérations pareilles. M. Gioberti a prouvé, au grand étonnement de tous, que les jésuites, au lieu de servir utilement le pape et l'Église, au lieu de combattre avec des armes formidables les hérésies vivantes et le schisme de ce siècle, travaillent aveuglément, sans aucune autorité sérieuse, sans aucun pouvoir réel et légitime, à l'affaiblissement de la papauté et de l'Église, à la destruction de tous les principes, de tous les pouvoirs qu'ils ont la prétention de soutenir et de défendre; qu'enfin au lieu de combattre, d'exterminer, par la science, les erreurs réellement dangereuses, les doctrines subversives de l'hétérodoxie moderne, les jésuites sont, par leur inferio-

rite scientifique, par leurs tendances rétrogrades et corrosives, les provocateurs les plus coupables des vices, des abus, des malheurs de l'Europe.

Le réquisitoire de M. Gioberti contre ceux que cet auteur appelle les *enfants dégénérés* de saint Ignace, est écrit avec le prestige de style, avec cette bile généreuse, avec cette éloquence passionnée, qui placent cet auteur tout à fait au premier rang parmi les plus célèbres écrivains de l'Italie contemporaine. J'ajouterai même, que si on veut parcourir et résumer toutes les grandes attaques dirigées contre les révérends pères, depuis Pascal jusqu'à nos jours, on ne trouvera rien qui soit, je ne dirai pas supérieur, mais comparable, à mon avis, aux pages chaleureuses et entraînantes du philosophe italien.

Nous comprendrions donc sans peine à quel point il est possible que cet écrit ait pu bouleverser la conscience et l'esprit du roi Charles-Albert.

Or, une question se présente naturellement, spontanément à l'esprit de tout homme éclairé et raisonnable; cette question, la voici :

Est-il possible de découvrir, de comprendre dans tout ce qui vient de se passer à la cour de Turin, quel est vraiment l'intérêt réel, le motif légitime, le but essentiel de ce changement de système?

Quand on connaît l'influence prédominante de l'Autriche sur le système politique de tous les gouvernements italiens, indépendamment de sa domination directe sur le royaume Lombardo-Vénitien, et des armées nombreuses prêtes au moindre signal à inonder la Péninsule, on est étonné de voir un des prin-

cipaux souverains de l'Italie, qui doit en grande partie son trône et son pouvoir à l'influence, ou pouvoir de l'Autriche, se montrer tout à coup rebelle à ces mêmes principes, à cette même autorité, qui ont fait jusqu'ici sa force et son droit. Assurément, il n'est pas permis de se dissimuler toutes les conséquences d'un fait de cette nature. On a beau dire que les souverains de l'Italie sont après tout indépendants; mais, je répondrai moi : qu'est-ce que c'est que de se dire indépendants en politique, quand par notre position, par nos antécédents, par notre faiblesse matérielle, nous nous voyons obligés d'être les humbles, les très-humbles serviteurs de cette puissance à laquelle nous devons malheureusement notre conservation, tous nos droits, tous nos priviléges, tout ce que nous sommes, tout ce que nous avons été jusqu'ici ? Où puisez-vous, je prends la liberté de le demander aux souverains de l'Italie, vos droits à la couronne, les prérogatives de votre pouvoir, l'étendue de votre autorité, la force de l'État, la base de votre gouvernement, la sécurité de votre trône ? A coup sûr, vous devez me répondre, que ce n'est pas dans votre pouvoir absolu, ni dans vos conseillers, ni dans vos armées, mais dans les conseils, dans le pouvoir, dans les armées de l'Autriche. Mais alors, où sont votre indépendance, la garantie de votre force, la liberté de votre action politique ? Pouvez-vous ne pas voir que vos armées, quand même seraient-elles doublement nombreuses de ce qu'elles sont actuellement, ne peuvent jamais faire valoir cette idée d'indépendance

que le système politique auquel vous êtes par la force des choses vendus âme et corps, vous a depuis longtemps interdite à jamais ?

Ainsi, avouons-le franchement; ce sont vos principes politiques, c'est le système de votre gouvernement, c'est la nature du pouvoir dont vous êtes investis, qui vous rendent nécessairement esclaves de l'Autriche d'abord, et ensuite de toutes les puissances qui dirigent les destinées de la politique générale de l'Europe et qui ont en main le sort de tous les souverains, de tous les États secondaires.

Nous nous sommes proposé, disent les néo-absolutistes piémontais, de changer de système, de nous faire les chefs d'une nouvelle politique, d'une nouvelle tendance nationale, d'ouvrir la voie par des réformes légales et pacifiques à l'indépendance, à l'union italienne. Mais sur quels moyens, sur quels éléments comptez-vous pour accomplir cette œuvre, qui est selon moi dans ce moment, l'œuvre la plus difficile, et en même temps la plus opposée à vos intérêts les plus précieux, à la nature de cette monarchie dont vous voulez assurément agrandir, consolider la base, au lieu de l'affaiblir par des mesures, par des concessions qui compromettraient peut-être son existence même, sans produire aucun de ces résultats qui pourraient seuls selon vous, légitimer votre œuvre et améliorer considérablement l'état du pays ?

Si votre succès dépendait des idées, de la volonté de quelques hommes, on pourrait alors sérieusement compter sur l'intelligence et sur le patriotisme de plusieurs d'entre eux. S'il s'agissait uniquement de

quelques réformes civiles, de quelques améliorations administratives, plus ou moins étendues, s'il s'agissait, par exemple, d'impôts, de droits privés, de libertés individuelles, il vous serait très-facile de réussir; personne ne vous contesterait votre entière indépendance, et l'Autriche même n'hésiterait pas à vous accorder, j'en suis certain, l'approbation la plus décisive.

Mais si, au contraire, en vous écartant de l'ordre purement civil, vous allez toucher à la politique proprement dite, à la nature, au caractère des pouvoirs établis, vous aurez, pour sûr, tous ces pouvoirs-là contre vous. Le cabinet de Vienne, le gouvernement pontifical, le clergé, le pape, tous les souverains absolutistes, tout ce qui constitue, tout ce qui représente en Italie et à l'étranger l'ordre établi, l'autorité traditionnelle, le *statu quo*, opposeront très-certainement la plus vive résistance à ce nouvel esprit de mouvement et de vie, que vous aurez su réveiller peut-être au milieu de l'immobilité, de l'inertie générale. Et lorsque tout ce monde-là se sera coalisé contre vous, vous aurez à lutter, alors plus particulièrement, avec les puissances étrangères, avec la diplomatie européenne tout entière. On tombera sur vous au nom de système de la paix, de l'équilibre européen que vous allez troubler, à cause de vos velléités de libéralisme importun; on vous effrayera avec le fantôme des révolutions; on vous dira que le républicanisme, le socialisme, le communisme sont à vos portes, prêts à parvenir jusqu'aux marches du trône pour vous écraser, pour vous engloutir tous dans un abîme

sans fond. Partout, on vous fera voir des conspirations, des complots : on vous montrera le mauvais génie démocratique, planant comme un oiseau de proie sur toutes les têtes couronnées de l'Europe, épiant le moment de pouvoir les livrer en pâture à la gueule béante de l'hydre révolutionnaire, qui suivant la classique métaphore du prince de Metternich, gronde et menace de tout côté.

Ainsi, il n'y a pas à compter là-dessus ; car il n'y a pas aujourd'hui un seul souverain, un seul gouvernement secondaire en Europe, qui puisse se dire réellement indépendant. Est-il absolutiste comme le sont tous les États de l'Italie et plusieurs de ceux de l'Allemagne? il sera nécessairement le vassal, le mineur soumis à la tutelle, à la prépondérance suprême, à l'arbitrage despotique de la Prusse, de la Russie ou de l'Autriche.

Est-il au contraire libéral, constitutionnel; jouit-il des institutions qui accordent à la nation le droit d'intervenir dans l'administration des affaires publiques? alors, non-seulement il dépendra du système de la grande politique, de certaines alliances, de certaines ententes plus ou moins cordiales; non-seulement il sera soumis au protectorat des grandes puissances libérales, mais il devra encore lutter constamment avec tous les pouvoirs publics du pays, avec les luttes sourdes des partis, avec la presse, avec toutes les ambitions, tous les intérêts qui sont en jeu dans toutes les monarchies représentatives, dans tous les États constitutionnels.

J'ai porté plus haut de l'Espagne, du Portugal,

de la Grèce. Pourriez-vous douter que ces États-là ne soient continuellement suspendus entre la révolte, l'anarchie qui les menace, et l'influence diplomatique, la prépondérance étrangère, qui profitant de cette situation precaire, incertaine, veut intervenir par son autorite, par sa puissance, afin de faire prévaloir cette politique qui convient mieux à ses desseins, à ses intérêts, à ses principes?

Cela admis comme fait, comme vérité incontestable, pourra-t-on se faire illusion au point de croire que le roi de Sardaigne, par quelques améliorations administratives, par des institutions purement civiles, soit en augmentant le nombre des chaires universitaires, des écoles populaires pour l'enseignement technique, soit, en donnant à la censure qui régit la presse une base plus large, plus tolérante, soit en encourageant les congrès scientifiques, l'industrie, le commerce, eu égard aux moyens dont il peut disposer et à la situation du pays, puisse metamorphoser les idées, l'opinion, les intérêts de ses sujets, et faire prevaloir réellement, activement, une politique toute différente à celle pratiquée jusqu'ici, une politique capable d'avoir une grande influence au dedans, d'agir par contre-coup sur la politique intérieure des autres États italiens, d'arriver, sinon à détruire, du moins à paralyser graduellement, progressivement, l'influence antinationale, antiliberale, destructive de tout mouvement intellectuel, de toute impulsion véritablement politique que l'Autriche, intimement liés à la cour de Rome, exerce depuis si longtemps

Digitized by Google

dans la direction générale des esprits et des affaires dans tous les États de l'Italie?

Comment peut-on ne pas être persuadé d'avance que la cour de Rome, que l'Autriche, indépendamment de leur influence, de leur autorité, dans le cas que le gouvernement sarde voulût franchir par ses innovations la sphère des intérêts matériels ou purement civils, n'engageraient pas aussi les autres puissances de l'Europe à intervenir dans les affaires du Piémont; comment ne pas croire que l'habileté diplomatique des grandes puissances ne réussît pas à convaincre un gouvernement faible, marchant dans une voie fausse et périlleuse, menacé continuellement par la propagande jésuitique, par la propagande autrichienne, par la propagande révolutionnaire, qu'il est de toute nécessité de revenir aux anciens principes, de reculer promptement dans une autre voie, d'ouvrir les yeux à ce qui est juste, raisonnable, possible, qu'il n'est pas permis de s'aventurer aveuglément à la poursuite d'une chimère, qu'il faut renoncer enfin à un dessein absurde, impraticable, dont il est encore temps de reconnaître les difficultés et les périls, mais qui envisagé dans ses dernières conséquences, n'aboutirait probablement qu'au renversement de la monarchie et de l'Église, qu'au triomphe de la révolution, de la démocratie dans les États italiens, et peut-être aussi à une crise, à une catastrophe fatale à l'ordre et à la paix de l'Europe ?

Pour tous les hommes éclairés, ces quelques pages seules me paraissent plus que suffisantes pour juger

la question. Mais il y a encore beaucoup à dire là-dessus. Il faut tâcher de se rendre compte de ce qu'il pourrait arriver, dans le cas où la Sardaigne, ou le cabinet de Turin, en se lançant franchement dans une véritable voie de rénovation politique, ne voudrait pas céder aux conseils, aux instances, aux menaces même de l'Autriche et de la diplomatie européenne.

Il suffit d'un premier regard pour se convaincre d'abord que dans cette hypothèse, la politique du gouvernement du roi Charles-Albert, isolée de celle de tous les autres gouvernements italiens, en rupture avec la cour de Rome et l'Autriche, devenue suspecte aux cours et aux cabinets étrangers, se verrait forcée de chercher un refuge, un point d'appui dans le sentiment national, dans le patriotisme du peuple, en un mot, dans les éléments révolutionnaires, que l'Italie couve depuis longtemps dans le foyer des associations secrètes et des conspirations à l'étranger.

Mais il n'est pas moins évident qu'aussitôt qu'un gouvernement, qu'un prince italien aurait besoin pour se soutenir, pour faire face aux difficultés de son règne, de faire appel aux conspirateurs, aux révolutionnaires, à toutes les menaces du libéralisme démocratique, qu'il aurait jusqu'alors combattu et repoussé comme son plus redoutable, son éternel ennemi, il est évident que, réduit à cette extrémité-là, il n'y aurait pas de prince, de gouvernement capable d'échapper aux désastreuses conséquences d'un parti tellement désespéré. Une monarchie quelconque arrivée à cette crise périlleuse, se trouverait nécessairement vaincue, et hors d'état de conserver ce

pouvoir qu'elle avait exercé jusque-là. La guerre civile, la guerre étrangère, ou la révolution partout triomphante, partout victorieuse, serait, dans une époque comme la nôtre, le résultat inévitable de la lutte que nous venons d'indiquer.

Je ne m'arrêterai pas longtemps sur cette hypothèse, qui est dépourvue de base et d'application politique. Il n'y a pas en Italie, ni en Europe un seul prince, un seul gouvernement absolu, qui soit privé de ce véritable esprit politique si nécessaire à l'intelligence de ses propres intérêts, à la conservation de sa force, de son pouvoir. Le temps, le progrès des idées, les conquêtes de la civilisation, apportent souvent des changements dans la façon de gouverner des États absolutistes; mais la règle fondamentale, les procédés secrets, la tactique du pouvoir ne viennent renier jamais leur caractère, leur but, leur mission inaliénable.

De même un gouvernement absolu ne commet jamais la faute de se livrer à ses ennemis, pour se soustraire à l'influence, à la tutelle de ses amis naturels et légitimes. Il n'y a qu'un faux calcul, qu'une ambition aveugle, insensée, ou pour mieux dire, une nécessité extrême, qui puissent entraîner un gouvernement despotique à transiger avec ses ennemis, à abdiquer une partie de son pouvoir en vue d'un intérêt national, d'un intérêt public qu'il pourrait ne pas vouloir reconnaître, sans s'exposer à aucun danger.

Or, il ne faut pas exagérer la portée, la valeur de ce qui se passe en Piémont, à la cour même du roi

Charles-Albert. Qu'il me soit permis d'exprimer librement, là-dessus, mon opinion tout entière. D'après les tristes événements de 1821, d'après tous les actes de son règne, je ne puis pas reconnaître que le roi Charles-Albert ait jamais manifesté aucun véritable penchant vers les idées libérales, aucune véritable sympathie vers les institutions populaires. Élevé à l'école de l'absolutisme militaire le plus outré, entouré des mœurs et des institutions aristocratiques, qui, aujourd'hui même, ont en Piémont un plus grand empire que partout ailleurs en Italie, le roi actuel s'est montré toujours par son esprit, par son caractère, par le rôle politique qu'il a joué au milieu des événements les plus graves de son règne, l'homme le plus profondément hostile aux nouvelles tendances, aux nouveaux intérêts de ce siècle.

Le Piémont, comme on l'a déjà dit bien des fois, est, entre tous les États italiens, celui où le mouvement général de la civilisation et des idées, à l'époque de la renaissance italienne, s'est fait le moins sentir. On pourroit même affirmer sans être démenti par l'histoire, que les annales du Piémont, soit par rapport aux conditions morales de l'intelligence, de la pensée, soit par rapport aux intérêts publics de la société civile, marquent un ordre d'institutions, un ordre de faits séparé en grande partie de l'ordre général des faits et des institutions qui caractérisent particulièrement les conditions morales et historiques des autres États de l'Italie. Nous voyons, par exemple, l'état de la propriété, l'état des personnes, conserver même de nos jours dans les lois sardes l'em-

preinte de l'origine féodale effacée partout ailleurs, à l'exception de la Sicile, par l'influence des lois françaises, et par le mémorable réforme de Pierre Léopold de Toscane. C'est ainsi qu'en Piémont, à cause des priviléges dont jouissent exclusivement la couronne et la noblesse, il existe aujourd'hui même une certaine démarcation de classes qu'on ne reconnaît point dans les autres États de l'Italie. Il y a dans le royaume sarde une véritable bourgeoisie, une classe moyenne composée de négociants et de petits propriétaires non nobles, qui par certaines traditions, par une certaine fierté de caste, se trouve être, le plus souvent, en opposition avec la noblesse, et pas assez rapprochée des masses, du peuple proprement dit.

Cet état de choses entretient dans le pays ce vieil esprit de division, ce manque de sociabilité, cette foule de préjugés ridicules que la plupart des autres États italiens ont presque totalement abdiqués. Toutefois quoique une certaine fusion s'opère lentement dans toute l'Italie entre les classes supérieures et les classes inférieures de la société, quoique dans quelques pays, comme en Toscane, par exemple, cette fusion soit plus que partout ailleurs avancée, néanmoins, en Toscane même, malgré les lois, où la plus parfaite égalité civile est consacrée, le préjugé en faveur de la noblesse est resté debout, parmi tant d'autres préjugés qui se sont dissipés. Les nobles, bien qu'ils soient, ainsi que le dernier des citoyens, égaux devant la loi, bien qu'ils ne jouissent d'aucun privilége aristocratique, sont encore en possession d'un privi-

lége honorifique qui est rendu nécessaire par la présence d'une cour absolutiste, qui quoique très-modeste et pure de vices et de scandales, n'est pas moins façonnée selon le vieil esprit despotique, aristocratique, immobile des anciens temps. Et cela prouve à mon avis, qu'un souverain absolu peut donner à ses sujets la liberté, l'égalité civile la plus complète; qu'il peut régler avec justice, avec libéralité, les droits et les intérêts individuels de tous; mais qu'il ne peut, malgré ses bonnes intentions, toucher ni aux droits publics, ni aux véritables intérêts politiques. Il est impossible, d'ailleurs, d'y toucher impunement; il est impossible d'être et de rester souverain absolu, humble vassal de l'Autriche et du pape, de respecter en tout et toujours l'autorité absolue de Rome et le système du cabinet de Vienne, et d'ouvrir en même temps dans ses États la porte à tous ces progrès, à toutes ces idées, à toutes ces institutions, qui sont diamétralement opposées à la foi catholique, et à tous les systèmes de pouvoir absolu qui en découlent.

Ainsi, pour revenir au Piémont, à l'influence actuelle de certaines doctrines, de certaines tendances politiques dans cet État, on peut affirmer, ce me semble, d'après ce que je viens de dire en passant, que tout ce que le roi, tout ce qu'un cabinet libéral peuvent faire aujourd'hui à Turin, c'est de favoriser le développement de la prospérité matérielle, de détourner les hommes de tout ce qui est idées, principes, sentiments, de tâcher enfin à l'imitation du pouvoir en France, que l'esprit bourgeois,

que l'amour de l'argent remplace la politique proprement dite, la politique réellement grande et libérale, basée sur des croyances, sur des principes, sur des passions nobles et magnanimes. On protégera par conséquent toutes les opinions nationales hostiles à l'Autriche, on caressera même, à l'état d'abstraction, de théorie, la magnifique illusion de l'expulsion prochaine des Autrichiens de la Lombardie, et de la réunion successive de cette province au Piémont en constituant un nouveau royaume d'Italie, sous le sceptre paternel, libéral du roi Charles-Albert ou de son héritier légitime, mais quant à la question de liberté, d'organisation politique intérieure, il ne faut pas se faire de nouvelles, de plus grandes illusions, il ne faut pas s'attendre à aucun progrès, à aucune innovation véritable. Vous aurez entendu parler, cependant, dans les livres de nos érudits politiques, d'une sorte de gouvernement amphibie qu'on s'est plu à appeler *gouvernement consultatif*. Cette forme de gouvernement, ce serait une espèce de transaction forcée entre l'absolutisme et la liberté constitutionnelle, une espèce de juste-milieu microscopique inventé tout récemment pour servir de calmant à l'irritation fébrile, à l'agitation convulsive, qui fait à chaque instant tressaillir sur son lit de douleur, cette antique reine, opprimée, esclave que nous voulons délivrer.

Ainsi, d'après les libéraux ou les néo-absolutistes piémontais, c'est le gouvernement consultatif qui deviendra un jour ni plus ni moins que l'*élixir de longue vie* préparé exprès pour guérir tous les maux

de notre patrie infirme, pour rétablir, dans une santé parfaite, le corps de la monarchie absolue, qui, depuis quelque temps, se trouve en Italie et même ailleurs je crois, gravement indisposé.

Mais laissons de côté toute plaisanterie, et parlons sérieusement. Tâchons de savoir ce que c'est que ce gouvernement consultatif, qui nous est particulièrement recommandé comme le seul gouvernement capable de nous faire jouir de tous les avantages de la liberté, sans nous faire souffrir aucun de ses inconvénients.

Pour que la monarchie consultative fût un progrès dans l'ordre de nos institutions politiques, pour qu'elle pût servir de frein, de modérateur au pouvoir absolu, il faudrait que ce pouvoir consultatif, que ce conseil de ministres, de sénateurs, de notables, qui devront entourer dans la haute administration des affaires, la personne du roi, pût jouir, vis-à-vis de la couronne, d'une certaine indépendance; il faudrait, par conséquent, qu'il eût des droits en dehors de la volonté et des prérogatives du pouvoir royal.

Dans ce cas on est porté à se demander d'où les conseillers de la couronne tireront le droit d'être indépendants de la volonté royale, le droit de faire prévaloir, quand le besoin s'en fera sentir, la volonté publique, la volonté du pays.

Tous les membres investis du pouvoir consultatif, on nous répond, pourront être choisis dans toutes les classes de la société, et seront élus par le roi. Mais alors, il est évident que le roi aura le droit, s'il

Google

le veut, de ne faire aucun cas de leurs conseils, de les priver même de leur titre et de leurs fonctions, si cela venait à gêner le libre exercice de son pouvoir.

Ainsi il est parfaitement inutile, ce me semble, de discuter sur les avantages, sur les garanties libérales du gouvernement consultatif; car, comme tout le monde peut bien le comprendre, il ne change rien au pouvoir illimité du gouvernement absolu, et il n'est autre chose, à tout prendre, qu'un vain mot, une fiction, une chimère.

Mais j'entends m'objecter : les conseillers seront appelés à exprimer leur avis par un vote, le roi ne pourra jamais rien faire qui ne soit approuvé, au moins par la majorité du conseil : très-bien, j'accorde tout ceci; mais est-ce que vous croyez qu'six, huit, et même douze conseillers ne pourraient pas par hasard faire cause commune avec le roi pour tyranniser le pays? Et dans le cas où ils viendraient subjuguer la volonté du monarque, annuler de fait la royauté; dans le cas où la monarchie viendrait à se transformer en une véritable oligarchie, n'aurait-on pas alors la forme du gouvernement la plus détestable, la plus ruineuse, la plus inique? On me répondra peut-être que de nos jours, l'opinion publique gouverne tous les pouvoirs, qu'il n'y a pas de tyrannie possible, pas plus sous le gouvernement d'un seul que sous celui de plusieurs, qu'il s'agit uniquement de plus ou moins de liberté, et voilà tout.

A cela, je crois ne devoir ajouter qu'un seul mot.

L'opinion publique est, je veux bien l'accorder, un excellent moyen moral, un moyen d'opposition, qui

remplace jusqu'à un certain degré, là où il n'y a point de liberté légale, de vie politique proprement dite, ce que les journaux et la tribune font dans les pays libres, dans les pays constitutionnels. L'opinion, la voix du peuple éclairé, instruit, pourrait un jour, en Italie même, devenir une force imposante, un grand moyen de civilisation, de progrès.

Mais à l'heure qu'il est l'opinion publique n'a pas encore acquis en Italie ce caractère d'opposition, cet esprit d'indépendance, cette conscience de ses droits capable de contre-balancer en quelque sorte l'intempérance despotique des gouvernements et l'autorité absolue des souverains. L'opinion publique pourra peut-être avec le temps préparer les armes, ouvrir la voie à une crise, à une révolution politique, mais maintenant je la crois absolument incapable de rien produire, de rien organiser par elle-même. Je dirai même que dans le cas d'une insurrection, d'un bouleversement général, l'opinion publique du peuple italien en général se montrerait plutôt favorable aux intérêts de la monarchie et de l'Église, qu'aux intérêts du parti révolutionnaire, du parti novateur. Il n'est pas encore arrivé dans la vie de notre peuple, ce moment où l'opinion publique se sépare du pouvoir, du gouvernement du pays, des idées, des intérêts qu'il représente; ce moment, dis-je, n'est pas arrivé où, entre les intérêts des gouvernants et les intérêts des gouvernés, il n'y a plus aucun lien, aucun accord véritable, où l'opinion publique enfin, quoiqu'elle ne soit pas politiquement constituée, devient réellement une force active, un pouvoir re-

doutable. Ce n'est que lorsque le mépris des droits et des intérêts publics est de la part des gouvernements despotiques poussé à un tel point que les peuples sentent qu'ils ne peuvent plus s'y résigner, que cette force morale, que cette opinion qui n'avait pu jamais s'exercer légalement, se transforme et devient un pouvoir actif, une force réelle; c'est alors qu'en s'appuyant sur la force, en abdiquant pour un instant sa valeur légitime, elle devient un élément, un principe de réaction, de révolte. Mais comme tout emploi de la violence, de la force matérielle, même quand il n'a d'autre but que celui de revendiquer la cause de la justice et de la vérité opprimée par un pouvoir tyrannique et barbare, n'a, et ne peut jamais avoir un caractère moral, un caractère essentiellement juste et légitime, toute révolution politique est un mal, un crime même, mais un mal et un crime nécessaires à la punition, à l'expiation d'un mal, d'un crime beaucoup plus graves. Et comme la colère des peuples révoltés est toujours aveugle, il arrive parfois que ceux qui en souffrent, ceux qui en sont les victimes, ne sont pas toujours les véritables tyrans, les auteurs véritables de ces épouvantables catastrophes.

Il est aussi à remarquer qu'une révolution en enfante toujours d'autres, et qu'il est difficile qu'un peuple, une fois qu'il est entré dans cette voie, sache s'arrêter à moitié chemin. D'ordinaire, une fois qu'un pays y est entré, une fois que les principes révolutionnaires ont triomphé et conquis le pouvoir, il n'est plus possible de s'arrêter; la révolution se

déplace, se transforme, subit les influences historiques de son siècle; elle prend même quelquefois par intervalles la forme de l'ordre, de la paix la plus profonde, mais ne croyez pas pour cela que le feu qui l'anime soit éteint, qu'elle ait renoncé à sa tâche, à sa mission destructive.

Ou je m'abuse étrangement, ou selon moi le mouvement révolutionnaire n'est aujourd'hui en Europe qu'aux premières phases de sa carrière. Dans ses deux premières périodes, son influence, son action a été jusqu'à un certain point partielle, locale, restreinte dans une sphère plus ou moins large, mais pourtant assez limitée. C'est dans sa troisième et dernière période que son action sera générale, qu'elle sera européenne contrairement à la forme individuelle et nationale qu'elle a adoptée jusqu'ici; car la révolution religieuse qui se fit au XVIe siècle ne changea, à proprement dire, que les destinées intellectuelles et morales de l'individu; ensuite elle acquit une influence civile, et plus tard, par la révolution française de 1789, elle passa de l'ordre moral dans l'ordre politique, de l'individu, de la cité dans le peuple, en un mot elle devint nationale.

L'Italie, et avec elle plusieurs autres pays de l'Europe, ont résisté à la première période de la marche révolutionnaire; ils ont essayé plusieurs fois d'entrer dans la seconde, d'entrer dans la période politique, mais ils n'ont pas tous réussi.

Il est néanmoins fort possible qu'un peuple qui comme le peuple italien, par des instincts de race, par des influences traditionnelles profon-

dément enracinées dans les mœurs, a montré une invincible répugnance à représenter dans l'histoire des temps modernes la révolution politique, soit mieux disposé à prendre part à la révolution sociale qui tôt ou tard doit éclater dans les diverses parties de l'Europe, soumises à l'influence dissolvante, désorganisatrice de la civilisation actuelle.

L'Italie a peut-être sans le savoir l'instinct de ce fait, car il faut le dire franchement, elle n'a point du tout l'intelligence des idées et des choses de ce siècle. Sa position géographique, sa race, ses mœurs, son génie, son histoire, répugnent également et au même degré, à accepter les conditions essentielles, caractéristiques de la vie politique et de la civilisation de notre temps.

C'est ainsi qu'à mon avis, beaucoup de gens se trompent bien souvent, quand ils veulent parler de l'Italie actuelle et de ses futures destinées.

Ce qui, après tout, doit être considéré comme un fait certain, c'est que ce penchant libéral, que ce certain besoin de flatter les sentiments nationaux de l'Italie qui vient de se manifester de nos jours à la cour de Turin, n'est en définitive autre chose qu'un mouvement vague, éphémère, qui a son point d'appui principal dans la satisfaction de certaines vanités personnelles et des intérêts matériels du plus grand nombre. C'est le contre-coup de la tendance générale de la société et du pouvoir en France ; c'est l'esprit bourgeois et vénal de notre époque qui vient aussi envahir l'Italie et surtout la Sardaigne. Il fallait donner, en effet, une activité, un but à cette classe moyenne qui

en Italie aussi s'étend, s'élève chaque jour davantage; il fallait compter sur elle pour se défendre de la démocratie, de la Jeune-Italie, qui voudrait régénérer la péninsule au nom des idées, au nom de tout ce qu'il y a de plus beau, de plus grand dans les souvenirs, dans l'âme d'un peuple.

Tel est le véritable état des choses aujourd'hui. Le roi de Sardaigne a probablement la conscience des symptômes révolutionnaires qui agitent et menacent le monde, et qui pourraient un jour apporter le trouble au cœur même de ses États; il veut par conséquent tenter d'apaiser l'orage par quelque démonstration éclatante de son nouveau patriotisme, de son esprit modéré mais progressif. A cet effet, profitant de l'aversion, de la haine générale que de grands écrivains, MM. Quinet et Michelet, en France, M. Gioberti en Italie ont su réveiller dernièrement contre la compagnie de Jésus, il vient avec beaucoup d'énergie, avec cette persévérance qui est le propre de son caractère, d'éloigner de sa cour, de sa politique, de son conseil, l'influence naguère si grande, si redoutable du parti jésuite. C'est enfin pour opposer une résistance active, sérieuse aux envahissements du parti démocratique, aux associations révolutionnaires, à tous ceux qui voudraient conquérir pour l'Italie, non-seulement l'indépendance, mais la liberté et toutes les innovations politiques que réclame l'esprit du siècle, que le roi Charles-Albert est venu chercher un point d'appui, des moyens d'action dans ces hommes qui détestent autant que lui la liberté populaire, l'égalité démocratique, et

qui tout en prêchant des théories magnifiques sur l'indépendance, sur la nationalité du peuple italien, ne demandent des améliorations et des réformes, que pour fonder une aristocratie nouvelle, élective ou héréditaire, peu importe, pourvu qu'elle soit capable de devenir la sauvegarde du trône et de l'Église, de tous les droits établis, de tous les intérêts matériels, avares et égoïstes, et en même temps l'élément le plus hostile aux idées et aux institutions de la France, aux progrès et aux tendances démocratiques du siècle.

C'est là, on ne peut en douter, le vrai caractère du libéralisme ou du néo-absolutisme piémontais. Et quoique certainement ce système ne puisse pas produire, à mon sens, aucun résultat solide et durable, assez puissant pour contenter les agitateurs, pour guérir les maux de la Péninsule, pour satisfaire à tous les intérêts véritables du pays, toutefois, comme le cabinet de Turin, et les hommes qui sont à la tête de ce nouveau mouvement, ont jusqu'à un certain point l'intelligence des intérêts de l'époque, et une certaine pratique des affaires, il est fort probable que de ce système hâtard, incomplet, moins odieux, moins impopulaire que tout autre système précédent, pourra sortir tôt ou tard le véritable esprit national, une influence réellement progressive, une opinion publique beaucoup plus éclairée, beaucoup plus énergique, capable de participer aux idées du siècle, et de prendre, lorsque les temps seront mûrs, une grande et puissante initiative de régénération italienne.

Dans ce siècle froid et raisonneur, calculateur et positif; dans un pays comme le Piémont, où les traditions et les souvenirs historiques n'ont pas ce pouvoir qu'ils ont dans d'autres États plus anciens de l'Italie, il est à présumer qu'un gouvernement modéré, quoique absolu, qu'un gouvernement qui fût en état de satisfaire à temps à tous les besoins, à tous les intérêts matériels de l'époque; qui fût en état d'opérer ces réformes civiles, qui, si elles ne remplacent pas les institutions libres, les garanties politiques, sont néanmoins un grand moyen de sécurité et de prospérité matérielle, il est à présumer, dis-je, qu'un gouvernement qui serait assez habile pour faire tout cela, en gardant toujours certaines allures de libéralisme et d'indépendance nationale, pourrait se soutenir longtemps encore et tenir tête aussi peut-être, aux attaques de la démocratie d'un côté, aux représailles, aux usurpations de l'Autriche de l'autre. Mais si, par hasard, les partis sincèrement libéraux, sincèrement attachés aux institutions constitutionnelles ou à la démocratie pure, venaient à s'imaginer que le cabinet de Turin voudrait servir de marchepied à la réalisation de leurs projets; que le roi Charles-Albert pourrait sérieusement se mettre en guerre un jour avec la cour de Rome, avec le cabinet de Vienne, dans un but de liberté constitutionnelle, de liberté démocratique, dans ce cas, je n'aurai autre chose à répondre à ces hommes inexpérimentés ou aveugles, si ce n'est que ni la cour de Turin, ni aucune autre cour d'Italie ne voudront, ne pourront jamais ouvrir spontanément la

porte aux institutions modernes, aux idées de liberté constitutionnelle, d'égalité démocratique.

Le cabinet de Turin a peut-être l'ambition de la liberté, le sentiment du progrès, mais il n'en a pas le courage; il n'en a pas même l'idée morale, l'idée véritablement progressive. Il voudrait, je pense, dominer l'Italie entière, mais sa situation est trop faible; et s'il n'y a pas à douter qu'il déteste l'Autriche, tenons pour certain qu'il craint et qu'il déteste encore plus la France, l'esprit français avec ses penchants démocratiques et égalitaires.

Supposez, par exemple, que demain l'Europe aristocratique et monarchique fût forcée de nouveau, pour se conserver, pour se défendre contre la démocratie française, contre l'esprit révolutionnaire, de déclarer la guerre à la France. Eh bien, dans un cas pareil, vous verriez aussitôt le Piémont, d'accord avec les autres cours de l'Italie, se coaliser avec l'Autriche, et mettre à sa disposition toutes les forces, toutes les ressources dont il pourrait disposer. Nous ne nous faisons pas d'illusions; tant que les gouvernements absolus de l'Europe sauront résister à la France, tant que les hommes d'argent seront assez forts pour les soutenir, et les peuples assez ignorants pour les seconder, il est inutile de parler de l'indépendance et de la liberté des peuples, de l'indépendance et de la liberté italiennes. Nous aurons, tout au plus, au lieu d'un gouvernement de prêtres, d'une aristocratie de marquis, un gouvernement de banquiers, une aristocratie de marchands, ce qui serait, je

Digitized by Google

l'avoue, le plus grand malheur qui puisse arriver à une noble et généreuse patrie.

Assurément le peuple italien, soit par instinct, soit par préjugé, soit par l'influence de son éducation, n'aime pas plus la France que l'Autriche; mais à l'heure qu'il est, il n'y a pas pour l'Italie, d'autre alternative; dans l'état où se trouve actuellement l'Europe et la politique du monde, nous ne pourrions chasser les Autrichiens qu'à condition d'être soutenus, aidés par les Français : on cesserait, par ce moyen, d'être esclaves des uns pour tomber, peut-être, sous le joug politique des autres.

Le peuple italien, comme on sait, ne représente pas, par lui-même, une force, un principe capable d'organiser par la liberté et l'indépendance, un état de choses qui étant en harmonie avec sa nature, avec sa mission, avec son génie, pourrait le rendre supérieur à ces deux influences. Si cela n'était pas ainsi, si ce peuple se sentait véritablement l'instinct, la vocation, le besoin de redevenir une nation grande et indépendante, à cette heure-ci, vingt-deux millions d'Italiens auraient trouvé le moyen de se débarrasser de l'oppression de l'Autriche et de toute autre influence étrangère. Nous ne sommes esclaves politiquement, je le répète, que parce que nous ne pouvons pas avoir une idée, un type de liberté à nous, sans singer une liberté étrangère, qui ne s'accorde ni avec l'originalité sévère de notre génie, ni avec nos sentiments, ni avec nos intérêts, ni avec nos traditions séculaires. Ainsi donc point de milieu : esclaves, il faut être opprimés matériellement par l'Autriche;

libres, nous deviendrons moralement, intellectuellement, politiquement, les humbles serviteurs de la France. Et les Italiens, voyez-vous, pourront rester encore pendant longtemps peut-être, divisés, faibles, opprimés, esclaves, mais quant à changer leur nature, à renier leur histoire, leur mission, leur génie, cela n'est pas possible, cela ne sera jamais. D'autre part, pour que l'Italie, à l'heure qu'il est, puisse changer, il faudrait que l'Europe entière, que la politique, que la civilisation générale de notre époque, vînt à subir immédiatement une transformation complète, ce qui est encore également impossible. Je dirai plus : si la civilisation de l'Europe ne peut parvenir à se rattacher de nouveau aux éléments indestructibles de la pensée, de la civilisation de l'Italie, il est fort à craindre que ma patrie ne puisse se relever de sitôt, et prendre ensuite une place digne de son passé parmi les nations qui figureront sur la scène politique du monde à venir.

L'Italie, indépendamment de toute question secondaire, ne pourra se prêter jamais, quoi qu'on fasse, à jouer un rôle de transition, un rôle intermédiaire dans l'histoire; ne s'accordent nullement avec les tendances, avec la physionomie caractéristique de la société actuelle; ne pouvant pas, par la ténacité de sa nature, de son génie, par l'influence indestructible, ineffaçable de son passé, grandiose, poétique, imposant, s'identifier aux luttes matérielles, prosaïques, bourgeoises de nos temps; ne pouvant représenter enfin, dans la civilisation de l'époque, ni la forme intellectuelle, ni la forme politique, ni la forme

sociale, il est évident que l'Italie étant ainsi, doit être nécessairement, le pays le moins progressif dans le sens historique du mot, le moins réformateur, le moins révolutionnaire, qui ait pu jamais exister.

Quand nous voyons dans un temps comme le nôtre, où, bien ou mal, tout le monde marche en Europe, l'Italie seule résister au mouvement général, l'Italie seule ne prendre pas un véritable intérêt à cette passion, à cette fièvre de liberté, de progrès politique et social qui nous tourmente, il faut bien que ce fait d'une nature grave, exceptionnelle en lui-même, tienne à une cause également grave, également exceptionnelle. Cette cause grave, exceptionnelle, qui nécessite le fait de l'inertie, de la décadence de l'Italie moderne en face de l'excessive mobilité des autres peuples, c'est, chacun la devine déjà, la papauté, l'Eglise romaine.

La réforme religieuse du XVIe siècle amena, je l'ai dit plusieurs fois, l'affranchissement de l'esprit humain dans l'ordre purement spirituel, purement moral. Elle n'imposa pas ses droits à l'ordre politique : elle s'accommoda même des pouvoirs, des gouvernements les plus despotiques. Mais cette révolution intellectuelle changea les destinées morales de l'Allemagne où elle naquit; elle ouvrit la voie au génie germanique, pour qu'il pût se lancer librement à la recherche la plus indépendante de la vérité spéculative et absolue. C'est ainsi que la philosophie moderne de l'Allemagne, depuis Kant jusqu'à nos jours, a représenté la seconde phase de la révolution

intellectuelle opérée par la réforme. Elle a essayé de nous donner, par le génie de Hegel, l'identité de la raison et de la foi sous une forme unique de la connaissance absolue. Et c'est là le rôle légitime que l'Allemagne protestante et philosophique a joué dans l'histoire de la liberté et de la civilisation des temps modernes.

La France n'avait pas ce génie idéal, ce génie spéculatif qui pouvait produire de grandes choses et révolutionner le monde par l'action prédominante de la pensée pure. La France au contraire douée d'un génie différent, sans être opposé à celui de l'Allemagne, ne pouvait pas se montrer puissante dans l'ordre spéculatif, dans la découverte des vérités idéales, mais dans l'ordre des applications, dans l'ordre de ces mêmes vérités qu'elle seule était destinée à faire descendre dans l'action réelle, dans la vie politique et sociale.

Le génie français, ses institutions traditionnelles, toute son histoire est là pour montrer que la France, dès sa première apparition sur la scène européenne, a été la nation politique par excellence, la nation destinée à protester contre le passé par l'action plus que par les idées, et à devenir plus tard le pouvoir exécutif de la liberté moderne, ainsi que l'Allemagne a été le pouvoir législatif de la civilisation réformatrice et révolutionnaire du monde.

La France, par conséquent, ne pouvait pas se contenter de la liberté de penser, de la liberté religieuse et philosophique; il lui fallait à elle, la liberté politique; il lui fallait le droit, la garantie

constitutionnelle de sa libre activité morale et matérielle. La France a eu de tout temps, même à l'époque de la monarchie féodale, même au milieu des priviléges politiques de l'aristocratie et du clergé, une bourgeoisie, un tiers état beaucoup plus indépendant, beaucoup plus hardi et entreprenant, beaucoup plus pénétré de ses droits et de son avenir, que toute autre bourgeoisie de l'Europe. C'est que le peuple français, par ses instincts, par son génie, même lorsqu'il était le plus opprimé, le plus divisé, avait déjà le pressentiment de sa mission : il sentait bouillonner au fond de son âme cet esprit révolutionnaire, cet esprit de liberté pratique qui devait un jour briser les liens de l'histoire et ouvrir la voie à l'affranchissement de l'Europe.

L'Angleterre tient le milieu entre la France et l'Allemagne. Par sa race comme par son génie, elle résume en elle-même les tendances et l'autorité de ces deux pays sous une forme plus calme et plus réfléchie. Le peuple anglais n'a ni le génie spéculatif de l'Allemagne, ni l'instinct révolutionnaire du peuple français; mais il a, si on peut s'exprimer ainsi, le côté froid, le côté raisonnable de ces deux peuples; il a l'intelligence la plus saine, la plus logique de l'organisation économique et politique des droits et des intérêts matériels; il est par son génie et par son caractère, plus spécial, plus national que tout autre peuple européen; tandis que la France et l'Allemagne sont des nations universelles dans la plus haute acception du mot, des nations véritablement civilisatrices. L'Angleterre, puissante à coloniser les pays

barbares par son commerce, est tout à fait impuissante, tout à fait incapable de propager les idées et le génie de l'Europe dans les contrées de l'Asie et de l'Amérique où elle domine. Car la civilisation américaine des États-Unis n'est pas essentiellement anglaise : elle est plutôt le résultat mixte et complexe de toutes les influences européennes.

Ainsi donc, l'Allemagne et la France pourront seules un jour, par leurs institutions et leurs idées, métamorphoser l'Europe entière. L'Angleterre avec ses marchandises, malgré sa supériorité maritime, ne pourra jamais avoir d'autre mission, d'autre tâche que celle de mettre l'Europe matériellement, commercialement en communication, en rapport avec l'univers, en ouvrant des routes, en bâtissant des ports et des rades, en opérant des échanges avec tout le monde connu. L'Angleterre enfin représente l'organisation extérieure, le mouvement des faits et des intérêts de la société européenne, au lieu que la France, l'Allemagne, représentent l'organisation intérieure, le cœur et le cerveau de l'Europe et du monde.

Et de même que la société moderne est représentée par l'Allemagne philosophique, par la France révolutionnaire et démocratique, par l'Angleterre constitutionnelle, industrielle et maritime ; de même l'Italie est le représentant indestructible, le symbole immortel de la civilisation chrétienne primitive, de l'Europe ascétique, mystique, poétique, de l'Europe à l'état d'intuition, de foi, d'art et d'amour. L'Italie a eu et aura toujours le sentiment le plus pur, le plus

parfait de la beauté et de l'art antique et moderne, l'intuition la plus puissante de l'harmonie idéale, l'inspiration la plus sublime de la vérité universelle. Mais la notion réfléchie des vérités intérieures, pures et abstraites, la notion analytique des destinées politiques, des destinées sociales de la civilisation chrétienne lui a manqué. Elle a eu la foi et l'imagination; elle a produit les miracles de la religion et les miracles de l'art; elle a eu, je dirai plus, la science élémentaire de toutes les sciences; car la religion, la poésie, l'art sont la forme primitive, la forme élémentaire, instinctive de tout principe rationnel, de tout principe social, le germe de toutes les vérités pures et générales; l'Italie enfin a ouvert les portes à toutes les découvertes, à toutes les conquêtes, à tous les progrès du monde moderne, mais lorsqu'elle a vu que sa suprématie allait finir, que d'autres peuples étaient là pour lui contester ses succès et ses triomphes, elle a renoncé à tout; elle a tout cédé dans une seule fois. Triste et découragée, comme si elle ne trouvait pas l'avenir digne de son passé, comme si elle eût craint d'avilir sa gloire, de profaner dans un ordre de faits et d'intérêts trop mondains, trop pratiques, son auréole immortelle, l'Italie a renoncé à tout; elle est allée s'asseoir fière de sa grandeur monumentale, de ses ruines impérissables, là où la foi antique brille encore de nos jours, de sa splendeur éternelle.

Mais la religion catholique, telle que l'Église romaine l'entend, telle qu'elle a été pratiquée au moyen âge et de tout temps par les peuples soumis a

son autorité, et en doctrine, telle que M. Rosmini, M. Gioberti, M. Balbo et tant d'autres philosophes et publicistes italiens voudraient le continuer de nos jours, ne saurait nullement satisfaire à l'esprit, aux nécessités de ce siècle. Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, il est logiquement, politiquement impossible de concilier, de mettre d'accord la doctrine, l'autorité du pape et de l'Église, avec ce besoin de liberté, de discussion, d'examen qui est le trait distinctif, caractéristique de la civilisation de ce siècle.

Le catholicisme romain se fonde, comme on sait, sur la souffrance passive, silencieuse de l'homme; il commande l'inaction physique, le détachement de tous les biens terrestres; il s'oppose à la liberté de la pensée, à la liberté de conscience, à la liberté politique, à tous les résultats matériels et sociaux qui en découlent. Par là l'indépendance, la dignité des individus et des peuples sont nécessairement immolées au dogme de l'abnégation et du sacrifice; le travail industriel, l'activité commerciale, le luxe, la richesse, sont regardés par l'Église comme contraires à l'élévation, à la spiritualité, au perfectionnement chrétien de l'être moral. Outre cela, l'Église prêche et recommande en opposition avec les principes, les droits, les institutions modernes, l'obéissance passive à tout pouvoir établi, la soumission la plus aveugle, la plus absolue aux préceptes, aux lois dont elle seule se proclame l'arbitre, le dictateur infaillible.

Il n'est pas étonnant, je l'avoue, que dans un temps où l'esprit humain se trouvait dans des con-

ditions entièrement différentes à celles-ci, la prodigieuse hardiesse de cette dictature, de cette suprématie intellectuelle et politique ait produit des résultats grandioses, imposants, utiles même aux progrès civils, matériels de la société européenne.

Mais comment ne pas s'étonner aujourd'hui que cette même autorité, que ce même pouvoir veuille prétendre avoir les mêmes droits non-seulement au gouvernement spirituel, moral des hommes, mais au gouvernement des faits, au gouvernement extérieur des sociétés politiques?

Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit plus haut relativement à la légitimité du pouvoir temporel des papes et de l'Église, au milieu de la société barbare et féodale au moyen âge. Le pouvoir temporel a été sans doute une des conditions historiques indispensables au maintien, aux progrès de la papauté et du catholicisme dans le monde. La suprématie politique des papes a été même, à certaines époques, très-favorable à la cause des peuples, à la cause du progrès chrétien, de la civilisation européenne. Mais aujourd'hui que les conditions morales de l'esprit humain sont entièrement changées, et que le droit public de l'Europe a subi des transformations radicales, aujourd'hui que la société laïque, que le pouvoir séculier, que la royauté, la monarchie, les droits des gouvernants, les droits des gouvernés, les princes et les peuples, après des luttes, des révolutions mémorables, et des concessions mutuelles, ont donné à l'étendue de leur pouvoir, de leurs prérogatives, des limites lé-

Google

gales, des formes constitutionnelles basées sur l'égalité civile, sur la liberté politique, sur la participation de tous les citoyens à l'administration des affaires publiques; aujourd'hui, enfin, que ce nouvel état de choses a été presque partout reconnu juste et légitime, du moins en théorie, comment est-il possible de se fier à un *statu quo* perpétuel là où, comme en Italie, les progrès des lumières et de la science, l'influence des idées étrangères, le besoin d'un mouvement, d'un changement quelconque, se font sentir d'une manière vague, incertaine sans doute, mais non moins puissante, non moins capable pour cela d'opposer, aussitôt que le moment favorable sera arrivé, la plus vive, la plus énergique, la plus dangereuse résistance?

Le gouvernement papal, depuis bien des années, depuis 1830 surtout, n'ignore pas ces grandes et incontestables vérités. Il connaît, il a toujours connu aussi bien que les révolutionnaires, que les patriotes italiens, la situation critique de ses États et de l'Italie en général.

Permettez-moi à ce sujet quelques considérations générales. Le sacré collége, même sous le pontificat de Grégoire XVI, n'a jamais été aussi aveugle qu'on a voulu le faire croire. Enchaîné comme par une fatalité traditionnelle à son pouvoir temporel, il a dû se trouver forcément, en face de l'Europe progressive, de l'Europe libérale, au-dessous du christianisme, au-dessous de sa haute mission. Ce n'est pas sans peine que Rome, après avoir triomphé de l'opposition démocratique des conciles, s'est

vue plus tard immobilisée dans l'interprétation littérale, empirique de la tradition évangélique. L'Église a compris depuis longtemps que l'ordre temporel qu'elle défend est aussi contraire à la sainteté du passé qu'à la force irrésistible de l'avenir; mais l'Église a vu et compris également que la Rome des papes, que la Rome du moyen âge, ne peut se régénérer qu'en se dissolvant, qu'en abdiquant son autorité politique, son pouvoir temporel; que l'indépendance politique du pape, du chef de la chrétienté, est nécessaire, indispensable à l'indépendance, à la grandeur, à l'influence réelle de son pouvoir spirituel, de sa suprématie apostolique. Non, l'Église n'est pas aveugle : elle sait que le pape, devenu sujet politique d'un roi, d'un souverain quelconque, deviendrait, même dans l'ordre spirituel, vis-à-vis de la prépondérance excessive du pouvoir laïque, vis-à-vis de la prépondérance du gouvernement civil, une autorité sans force dans les affaires de l'Église, dans l'administration des consciences, dans les vérités fondamentales du dogme. L'Église comprend qu'il est absolument, radicalement impossible d'abolir le pouvoir temporel du pape, sans affaiblir, sans restreindre en même temps la liberté, l'indépendance, les prérogatives, les priviléges de son autorité spirituelle; car il n'y a pas d'autre alternative que celle-ci : ou le pape est souverain indépendant, ou le pape est, comme un évêque quelconque en France, en Espagne, en Autriche, le sujet, l'inférieur d'un empereur ou d'un roi. Imaginez, dans cette hypothèse, que le pape de-

vienne sujet du roi de Sardaigne ou du roi d'Italie, peu importe; imaginez aussi qu'un jour un schisme vienne à éclater dans ses États, et que le roi se trouve disposé à favoriser ce schisme, à le protéger même contre l'autorité de la foi, contre le pouvoir de l'Eglise romaine. Dans ce cas-là, je le demande, le pape que fera-t-il, que pourra-t-il faire? Dépendant d'un roi schismatique, sans pouvoir temporel, sans armées, sans aucune de ces influences politiques, sans aucun de ces droits, de ces intérêts qui rendent solidaires les destinées de tous les royaumes, de tous les gouvernements établis, comment un simple pontife pourra-t-il lutter contre la volonté, contre le pouvoir, contre les armées d'un souverain? De quel poids pèsera sa faible voix dans la balance politique du monde? Où trouver dans un siècle marchand, dans un siècle de chemins de fer, de bourse, d'agiotage, le prince qui voudra courir à sa défense, s'exposer aux chances d'une guerre, pour soutenir la foi, la puissance romaine? Et quand même un prince le voudrait, les peuples, dans l'état actuel des croyances, dans l'état actuel de nos mœurs sensuelles et grossières, seraient-ils disposés à le seconder? Permettraient-ils que la paix publique, que la politique des intérêts matériels fussent troublées par une guerre de religion, par une guerre qui n'aurait aucun rapport direct avec les besoins, les intérêts, les appétits qui gouvernent de nos jours les sociétés de l'Europe?

Non, certainement; le pape devenu simple évêque, l'édifice catholique n'aurait plus aucun soutien réel, aucune base solide. La papauté asservie, le

catholicisme, et avec lui le dogme, la foi chrétienne et peut-être aussi toute espèce de culte, toute Église, toute société cléricale, seraient abolis à jamais.

Du reste, quoi qu'on puisse penser des inconvénients et des avantages qui sont attachés à la papauté sous le double rapport des intérêts spirituels et des intérêts temporels, il est un fait réel, incontestable, que, lorsqu'on voudra toucher à cet édifice colossal, qui est encore de nos jours ce qui nous reste de plus beau, de plus grandiose de la civilisation du passé, le jour où on voudra entreprendre la tâche périlleuse de corriger, de réformer radicalement les vices, les abus de l'Église, on risquera fort de faire crouler subitement ce que les plus grands événements, ce que les hommes les plus puissants, civilisés ou barbares, ce que les catastrophes, les guerres politiques les plus violentes, les plus destructives, ont de tout temps épargné, respecté par des motifs sérieux, par des motifs vraiment politiques. Charles-Quint, Napoléon, tous les deux rêvant la monarchie universelle, tous les deux ayant eu en main pour un moment les destinées de l'Europe, ont reculé devant la majesté souveraine d'un prêtre couronné, d'un prince qui n'avait ni armées, ni canons pour se défendre, mais des peuples, des fidèles pour l'adorer. Aujourd'hui cependant les temps et les hommes ont changé; aujourd'hui que l'Europe marche lentement, sourdement à sa décomposition morale et politique, à une régénération, à une réorganisation générale qui dans un temps plus ou moins éloigné doit sortir des ruines de la plupart des mœurs, et des institu-

tions actuelles ; aujourd hui que les vieilles croyances ont perdu leur pouvoir, que la vie idéale se retire insensiblement de l'âme et de l'esprit de ce siècle, le pape, attaqué dans sa puissance temporelle, attaqué dans ses droits séculiers, ne trouverait plus probablement ni en Italie ni ailleurs des millions de chrétiens prêts à le défendre, prêts à combattre et mourir pour le vicaire de Jésus-Christ, pour l'Église de saint Pierre, pour la Cité, pour le Rome éternelle.

Il y aurait bien d'autres considérations à développer contre ceux qui croient ou qui supposent que dans l'état actuel de l Europe, au milieu des forces énergiques mais dissolvantes de la civilisation actuelle, on pourrait aisement parvenir à surmonter toutes les difficultés, tous les obstacles qui s'opposent à une réforme radicale dans les institutions, dans le gouvernement des États romains sans bouleverser de fond en comble l'état de l'Italie et les conditions générales de la société européenne.

Je ne suis pas de ceux qui ne voient ou qui ne veulent pas voir que le mauvais système du gouvernement pontifical a été jusqu'ici une grande tache dans la politique, dans la civilisation de l'Europe, et que même en laissant de côté les réformes radicales, les réformes essentiellement politiques, il y a beaucoup à faire dans l'ordre purement administratif et civil. Ce n'est pas certainement une conséquence nécessaire des principes, des traditions pures du gouvernement pontifical, que l'administration de l'État soit livrée à l'arbitraire, aux caprices,

ou bon vouloir de deux ou trois des cardinaux les plus habiles, les plus entreprenants du sacré collége. Je tiens à ne pas attaquer personnellement aucun des hommes qui ont dirigé par le passé les affaires publiques dans les États romains. Mais je ne puis passer sous silence un fait qui, même indépendamment des inconvénients d'un gouvernement ecclésiastique, d'une administration cléricale, a choqué vivement les hommes modérés et honnêtes de tous les partis. J'entends parler de ce système de corruption, de faveur, qui sous l'administration passée avilissait, dégradait, corrompait tout ce qui approchait de près ou de loin le gouvernement romain.

Qui ne connaît les moyens subalternes, obscurs, humiliants, que la cour de Rome employait tout récemment encore pour défendre les biens et la vie des citoyens, pour apaiser les troubles politiques qu'elle provoquait constamment par cette négligence, ce désordre, ce pis aller déplorable, par ces mesures odieuses, immorales, devenues à la fin indispensables pour maintenir l'ordre et la paix dans les États pontificaux? Qui n'a entendu parler de ces tribunaux militaires, de ces cours martiales qui, sans procès, sans publicité, sans garanties, condamnaient sommairement aux galères ou à la mort des hommes exaltés, des hommes trop ardents peut-être, mais auxquels après tout, on ne pouvait reprocher d'autre crime que celui d'avoir osé, par des moyens désespérés, sans calculer assez la valeur et l'opportunité de leurs tentatives, réclamer, exiger ces réformes, ces améliorations civiles et politiques dont jouissent de nos

joure la plupart des peuples civilisés de l'Europe?

Je ne me dissimule pas les embarras du gouvernement romain dans un cas pareil; je sais que tout le mal qu'il a fait a été plutôt la conséquence des abus, des vices auxquels étaient liées tant d'existences, tant d'intérêts personnels, plutôt le résultat de la fausse position dans laquelle il se trouve depuis si longtemps, que l'effet systématique d'une tyrannie organisée. Mais en tenant compte de tous les embarras, de toutes les difficultés qui entourent le gouvernement du pape, on ne pourra jamais justifier un gouvernement qui, se disant à une époque comme celle-ci le représentant de la parole de Dieu sur la terre, fait tout pour punir le mal, rien pour le prévenir.

Je ne suis pas certainement dans tous les secrets des affaires de Rome; je sais qu'en matière d'administration publique, il ne faut ni trop généraliser, ni trop se fier à ses propres idées, aux impulsions de son âme; mais je sais positivement que le gouvernement a toujours négligé de prévenir les maux que nous déplorons, qu'il a négligé de suivre les conseils que les patriotes, et même les cabinets étrangers, n'ont cessé de lui donner depuis environ trente ans.

Je tiens d'une source officielle que les hommes d'Etat qui ont pris sous le règne de Grégoire XVI une part très-active dans le gouvernement des États romains, ont répondu à plusieurs reprises à la France, à l'Autriche même, qui sollicitaient des réformes administratives (car l'Autriche a besoin de

l'autorité du pape comme moyen indirect de gouvernement), que l'administration ecclésiastique ne peut pas se réformer; que les vices et les abus qu'on lui reproche appartiennent à presque tous les gouvernements absolus et à plusieurs des gouvernements libres de l'Europe; que la sécularisation des emplois est impossible, que les concessions, les institutions réclamées par les patriotes sont des concessions, des institutions qui amèneraient non-seulement la sécularisation du gouvernement ecclésiastique, mais l'abolition du pouvoir temporel et la ruine de l'Église; que la situation est grave, on l'avoue, mais que quant aux réformes, quant à marcher en avant selon les idées et les exigences de l'époque, c'était se renier soi-même, c'était vouloir se livrer aux partis révolutionnaires, aux ennemis de la religion et de la monarchie, du trône et de l'Église; qu'en un mot, on ne devait, on ne pouvait, dans des temps si difficiles, absolument rien faire; que peut-être l'Europe elle-même offrirait plus tard au gouvernement pontifical les moyens de réparer ses pertes, de corriger ses abus, d'acquérir une nouvelle vie, une meilleure, une plus grande influence. Voilà quelle a été sous l'ancien règne la pensée qui a dominé constamment dans la politique du pape; voilà ce qui a été dit et repeté aux cabinets étrangers qui voulaient savoir, ou qui voulaient du moins faire croire qu'ils avaient réellement un grand désir d'améliorer l'administration intérieure des États romains.

Quand on s'occupe sérieusement du gouvernement pontifical, de l'état moral et politique de la Romagne,

il est aisé de comprendre qu'il est malheureusement impossible d'opérer aucune des réformes sérieuses et importantes sans commencer d'abord par la réforme capitale, par la sécularisation des emplois et dignités publiques. Mais la sécularisation de l'administration ecclésiastique amène naturellement, nécessairement, graduellement, l'abolition du pouvoir temporel du pape et la dissolution de l'Église; car si le clergé n'est plus à la tête du gouvernement, ne représente plus le pouvoir souverain de l'État, alors il est difficile de concevoir, d'admettre que le pontife soit souverain et pape à la fois, le chef de l'Église, l'élu des cardinaux, et que ses ministres, ses conseillers, ne soient pas des ecclésiastiques. Il est inadmissible, dis-je, qu'un roi-prêtre puisse avoir un conseil, des ministres, des hommes qui gouvernent en son nom, d'après ses ordres, et qui ne soient pas prêtres comme lui, intéressés solidairement aux mêmes principes, aux mêmes intérêts. D'autre part, il serait pareillement absurde, inadmissible, qu'un gouvernement de prêtres, qu'une aristocratie cléricale, hiérarchiquement organisée, identifiée aux intérêts spirituels d'une religion infaillible, universelle, eût pour chef souverain un prince laïque; ce serait un non-sens, une absurdité des plus choquantes, un fait sans raison, sans base, qui ne pourrait pas se soutenir un seul jour.

De même, si tous les ministres, si toutes les hautes dignités du gouvernement du pape étaient des laïques, que seraient, que feraient les cardinaux? L'unité de l'Église, l'unité du pouvoir, la hiérar-

chie ecclésiastique seraient détruites, seraient complétement anéanties, et la papauté dissoute, désorganisée, le dogme catholique, l'indépendance de l'Église ne seraient plus qu'un vain mot. Or, il est hors de doute qu'au point de vue des intérêts spirituels, de l'influence catholique dans le monde, de la conservation de l'Église universelle, il est nécessaire de persister dans le *statu quo*. Les choses sont arrivées à un tel point, qu'il n'est pas possible de faire des concessions importantes, d'essayer des réformes radicales sans risquer de tout perdre, de tout détruire à jamais.

Je répéterai donc que la sécularisation du gouvernement du saint-siége étant impossible sans désorganiser l'Église, sans détruire le pouvoir temporel du pape, toute autre réforme selon l'esprit et les nécessités de la liberté et de la civilisation moderne est pareillement impraticable; car vouloir ce que les insurgés de Rimini et tant d'autres patriotes ont demandé plusieurs fois, tout en protestant de leur respect, de leur vénération envers la souveraineté temporelle du pape, c'est vouloir une chose illogique, irrationnelle, de tout point irréalisable. Je ne suis pas partisan, comme tout le monde sait, de l'absolutisme ni des institutions du moyen âge; mais avant d'être progressiste, avant d'être libéral, il faut savoir avant tout si le progrès qu'on veut, si la liberté qu'on demande est pratiquement réalisable. En politique, lorsqu'il s'agit d'imposer des transactions, de grands sacrifices à un pouvoir établi, de changer un ordre de choses sanctionné par les siècles, il faut se demander

principalement si ces transactions, si ces sacrifices porteront réellement des remèdes actifs, efficaces, aux maux qu'on prétend éloigner.

Ainsi, reconnaître en principe l'autorité du catholicisme, la nécessité de la hiérarchie du clergé, reconnaître en droit le souverain pontife comme le chef spirituel de l'Église universelle, vouloir en même temps qu'il demeure souverain temporel de ses États et qu'il abdique en fait tous les éléments essentiellement constitutifs de son autorité, de sa puissance; dire en un mot un souverain pontife, un sacré collége, un clergé en général, qu'ils ne doivent pas s'occuper de l'instruction publique, ni remplir aucun emploi civil, aucune dignité civile; qu'il faut abolir la censure, organiser une garde civique chargée du maintien de l'ordre public et de l'observation des lois, ce n'est pas, à mon sens, limiter la papauté, ce n'est pas demander des améliorations, des réformes, mais c'est vouloir l'abolition complète de tout ce qui a existé jusqu'ici, de tout ce qui existe en droit et en fait dans l'ordre actuel des choses.

Je sors maintenant du point de vue exclusivement religieux et politique. Je prends la question dans ses rapports les plus larges, les plus étendus en m'arrêtant au cours naturel des faits, en rentrant dans l'histoire. Voyons quelle est l'action prédominante de la société européenne; voyons jusqu'à quel point les intérêts généraux du siècle se trouvent liés, associés en quelque façon à cet édifice menacé, attaqué dans sa base même par toutes les forces de l'époque,

mais pourtant capable de résister encore pour longtemps peut-être aux coups qu'on voudra lui porter.

Sans nul doute, la civilisation moderne, la civilisation scientifique, industrielle, politique, qui gouverne actuellement le monde, marche et travaille depuis quelques siècles à l'accomplissement d'un but tout à fait opposé à celui qui mit autrefois pendant de longs siècles l'Église romaine en mouvement et en progrès.

L'Église a eu par le passé, ainsi que je crois l'avoir démontré, son histoire variée et progressive. Comment se fait-il alors qu'elle se soit tout d'un coup arrêtée au milieu de sa marche, qu'en immobilisant sa pensée, son action, elle soit venue protester plus tard de toute sa force contre les progrès les plus éclatants de la raison et de la science moderne, elle qui n'agissait sur le monde que par l'influence morale, que par l'action de sa suprématie spirituelle? Tout considéré, il est impossible d'admettre que l'intelligence des peuples catholiques, que la raison de l'Europe, au moyen âge par exemple, n'ait pris une part directe aux enseignements, aux doctrines de l'Église. Il est impossible que ce qu'on s'est plu à appeler la foi aveugle tant recommandée par l'autorité catholique, ne fût pas accepté et approuvé complétement par l'intelligence et la raison de ce temps. En un mot, la croyance, la foi pure des catholiques les plus sincères, les plus fervents, n'est, ne peut être autre chose que la forme logique et historique de leur intelligence, de leur pensée.

Et ceci est tellement vrai, que les hérétiques, que

tous ceux qui ont opposé des croyances hétérodoxes à la vérité catholique, ont démontré de tout temps que la diversité de leur croyance était en grande partie le résultat de la diversité de leur méthode rationnelle, du procédé logique de leur esprit, des développements et des conditions générales de leur pensée. Tant que la forme générale de la notion de la vérité, de la connaissance, de l'ordre fut représentée par l'unité de la foi et de la doctrine catholique; tant que l'hérésie ne fut qu'un système d'opposition faible, exceptionnel, incapable de trouver dans les progrès de la raison individuelle une forme supérieure à la forme orthodoxe, incapable de rencontrer dans l'esprit des masses une disposition très-prononcée à cette œuvre de négation, l'hérésie resta vaincue dans la lutte, et la forme catholique de la vérité et de l'ordre demeura inébranlable.

Mais lorsqu'au contraire l'esprit, la pensée modernes, poussés par le développement de leur activité, par l'action de la parole de l'Église sur les idées, sur cette raison individuelle qu'elle a voulu plus tard méconnaître, étouffer dans ses manifestations plus viriles, plus indépendantes, plus réfléchies, ont voulu réellement faire prévaloir leurs droits naturels, se servir librement de leurs forces, de leurs lumières, l'Église alors, en faussant sa mission, en abusant de son autorité morale, s'est arrogée le droit d'intervenir contre ce fait légitime, contre le résultat le plus logique de son œuvre, de repousser par la coaction, par la violence, cette liberté nécessaire de la pensée, qui, malgré ses erreurs, ses

écarts, était et devait être le seul principe, la seule condition logique et historique de progrès et d'avenir.

Depuis trois siècles le conflit entre l'Église et la société moderne, cet antagonisme entre deux formules civilisatrices opposées, se continue aujourd'hui même d'une façon très-défavorable, très-nuisible aux prérogatives, aux intérêts du saint-siége, à l'autorité spirituelle et au pouvoir temporel des papes, et aussi à la cause de l'indépendance et de la nationalité italiennes. Car, si l'Europe doit l'origine de sa civilisation à la papauté, si l'Italie a dû au moyen âge son salut aux papes, qui la défendirent contre tous ses ennemis puissants qui voulaient en faire leur proie, ce fait n'a jamais eu pour but un intérêt politique mais un intérêt religieux. C'est uniquement dans l'intérêt de la papauté et de l'Église, que les papes ont défendu en Italie, à certaines époques, la bonne politique, la politique de l'indépendance, la politique italienne.

Aujourd'hui, je dirai même depuis longtemps, la papauté a changé de caractère; son pouvoir, son influence sont presque effacés de la lutte vivante du siècle. Si, aujourd'hui, elle ne punit plus l'hérésie, c'est par la grande raison qu'elle ne peut plus compter sur l'appui du bras séculier. La lutte du sacerdoce et de l'empire s'est terminée en faveur du pouvoir laïque, en faveur de la souveraineté temporelle. Les papes n'ont plus, de nos jours, aucune influence dans l'état civil des sociétés modernes, dans les lois, dans les institutions, dans le gouverne-

ment des peuples chrétiens. C'est au contraire le pouvoir séculier qui dirige, qui tient dans ses mains les destinées du catholicisme, de la papauté et de l'Église.

En effet, imaginez le cas où le pouvoir, où le gouvernement politique des grandes nations européennes viendrait à se trouver un jour, par des catastrophes politiques, dans les mains de la démocratie, des classes inférieures, qui sont, au bout du compte, les classes révolutionnaires de la société; supposez que la royauté fût abolie en Europe, pouvez-vous penser que, dans un cas pareil, le papauté, l'Église telles qu'elles sont aujourd'hui pourraient se soutenir? Ne voyez-vous pas que ce sont ces mêmes principes politiques, cette solidarité d'intérêts qui lient la royauté au pape, qui défendent celui-ci des attaques philosophiques et révolutionnaires, qui préservent d'une ruine inévitable la souveraineté temporelle du saint-siége?

C'est ce fait, remarquons-le bien, c'est cette nécessité déplorable qui lie le pape, la cour de Rome à la royauté, surtout à la royauté absolue, despotique, qui est une des causes qui ont le plus contribué à l'asservissement, à la décadence de l'Italie, à l'incrédulité, au matérialisme du siècle. C'est ce fait, cette nécessité toute politique qui affaiblit, corrompt et rend déconsidérée depuis longtemps, l'autorité spirituelle de Rome catholique. Si un jour des troubles graves venaient à éclater subitement en Europe; si un jour ces mêmes puissances absolues, qui soutiennent maintenant, par la force des

baïonnettes et des canons, la politique de la cour de Rome, étaient vaincues dans la lutte, je craindrais fort que le saint-siége, si peu respecté, si peu vénéré dans la croyance, dans l'opinion des peuples libres, ne pût se soutenir, et que l'Église, la religion chrétienne même, ne fussent exposées à de graves dangers, à de tristes, à de fâcheuses conséquences. Car, sans vouloir prédire l'avenir, sans vouloir s'ériger en prophète, on peut bien prévoir aujourd'hui même les résultats probables des luttes, des événements, des idées qui fermentent, qui s'agitent sous nos pas, qui menacent d'envahir tôt ou tard toutes les forces, tous les pouvoirs, tous les intérêts de la civilisation actuelle.

Le *statu quo* qu'on s'efforce de maintenir à tout prix dans l'ordre général de la politique européenne; ce *statu quo*, cette paix forcée et mensongère, qu'on nous montre comme une des plus solides conquêtes de notre époque, n'a pas pour moi cet attrait, ce prestige qu'il a pour d'autres esprits, plus crédules, plus confiants. Je ne suis pas partisan de la guerre, mais je ne crois pas non plus à la perpétuité de la paix, et aujourd'hui moins qu'en tout autre temps.

Les hommes d'État les plus progressifs, les hommes pratiques, influents, qui sont à la tête de la politique du monde, se laissent rarement aveugler par leurs intérêts particuliers au point de ne pas reconnaître tout ce qu'il faut accorder à l'esprit du siècle, aux progrès politiques, à ce déplacement des forces sociales que nous voyons s'opérer avec plus ou moins d'énergie dans presque toute

l'Europe. Ils savent par expérience que la durée, la stabilité d'un gouvernement quelconque dépendent essentiellement de la satisfaction plus ou moins grande qu'il peut donner aux besoins, aux forces actives du pays qu'il est destiné à diriger. Il ne suffit pas de conserver matériellement, empiriquement, pour être de bons, de véritables conservateurs en politique. Le meilleur système de conservation est, je le dis avec conviction, le système du progrès, de ce progrès sage et habile qui fait qu'un gouvernement ne se laisse jamais devancer dans la carrière des améliorations et des réformes, par les réclamations, par l'opposition du pays. Un gouvernement qui ne fait pas cas des progrès de la civilisation et des idées, et en même temps, du progrès des intérêts mobiles de l'industrie, du commerce, de la propriété qui en dérivent, pour opérer des changements opportuns dans son système politique, sera toujours un mauvais gouvernement; et tenez pour certain que même là où l'esprit révolutionnaire veille constamment à la ruine de l'ordre de choses établi, le meilleur expédient à prendre pour un pouvoir réellement habile, c'est de faire des concessions à temps ; c'est de s'appuyer le plus possible sur des intérêts satisfaits.

Je sais que cela amène souvent d'autres inconvénients; qu'un gouvernement, pour échapper à ses ennemis, est forcé quelquefois de se créer des amis peu sûrs, peu dignes de sa pensée et de son œuvre. Mais lorsque cela arrive, on a le droit de supposer que, dans le système fondamental de la politique

adoptée par ce gouvernement, il y a quelque chose de vicieux, quelque chose qui n'est pas réellement en harmonie avec le caractère, les intérêts, les besoins du pays. Quelquefois même l'état social, l'état moral d'un peuple est tel, qu'il rend de toute impossibilité la création d'un ordre de choses fort et durable. Quelquefois le pays, fatigué par trop de secousses, ébranlé dans ses fondements, ne peut plus se réorganiser solidement. Alors, tout effort, toute tentative sont insuffisants ; ce peuple, ce pays marche à une transformation radicale : peut-être le jour de sa décadence est arrivé; il a été marqué depuis longtemps peut-être dans les destinées de l'histoire.

Les États romains sont à peu près dans une situation analogue à celle que je viens de décrire. De plus, il y a à Rome ces difficultés, ces complications qui dérivent nécessairement d'un pouvoir qui résume en lui la prétention de gouverner par le même principe, par la même autorité, non-seulement l'homme extérieur mais l'homme intérieur, la pensée, la conscience, de réprimer, de punir non-seulement les actions politiquement nuisibles, mais aussi les actions moralement coupables. Ce double rôle réuni dans une seule et même autorité a pu avoir sa grandeur, son efficacité, son opportunité même à une époque où la société n'était pas moralement constituée, à une époque où la civilisation n'était pas assez avancée pour que chaque individualité eût le droit, le pouvoir de gouverner sa pensée, sa conscience, son activité individuelle selon sa propre

raison. Mais aujourd'hui la réunion du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel dans une seule et même autorité n'est plus admissible ; car aujourd'hui il n'y a plus de pouvoir spirituel proprement dit ; et quand on dit qu'on veut laisser intact au pape son pouvoir spirituel, tout en lui ôtant le pouvoir temporel, on dit une chose qui n'a pas de sens, ou qui vraiment a un sens tout opposé à ce qu'on pourrait supposer au premier abord.

Si l'Eglise ne savait pas que le pouvoir temporel est le seul pouvoir qu'elle possède en réalité, la seule garantie, la seule force de son autorité spirituelle, nous lui verrions faire directement le contraire de ce qu'elle a fait jusqu'ici, de ce qu'elle a fait toujours contre la pensée et la liberté humaine, contre le droit, contre le bien de l'opprimé, du peuple qui vit sous ses lois; elle l'a fait, du reste, contrainte par une fatalité historique et politique, qui aveuglément acceptée au commencement, est devenue plus tard pour elle une nécessité, une condition indispensable de son existence, et en même temps la cause la plus directe de son asservissement, de sa décadence, de sa ruine.

Et il faut dire là-dessus la vérité tout entière. Rome a été punie par où elle a péché; elle qui s'est opposée, au jour fatal de sa vie, à toutes les libertés, à tous les progrès intellectuels et civils de l'Europe; elle qui a cru pouvoir braver impunement par la grandeur de son passé, par le prestige de son nom, par la constance vraiment héroïque de son despotisme, toutes les forces vivantes de la pensée et de

l'action de l'humanité, cette même Rome, enfin, qui a vu jadis courbés à ses pieds les plus grands rois de la terre, la voilà réduite, de nos jours, à mendier souvent d'un monarque hérétique ou d'un gouvernement athée cet appui, cette assistance, cette force qu'elle trouvait autrefois dans le vertu de ses principes, dans la foi et dans l'amour de ses peuples.

Du moment que Rome signa un pacte déshonorant avec les ennemis des peuples, avec les oppresseurs de la patrie; du moment qu'elle se fit l'instrument, l'auxiliaire du despotisme contre la nationalité, l'indépendance italiennes; que par un dernier acte de faiblesse et de nécessité, elle se vit forcée de se vendre à l'étranger pour étouffer les derniers gémissements, les dernières plaintes d'un peuple opprimé, dès ce moment-là, dis-je, Rome signa d'elle-même son arrêt de mort. L'Italie se relèvera tôt ou tard: le peuple italien se rattachera un jour à la civilisation progressive du monde; Rome seule ne se relèvera jamais. Son principe, le principe chrétien, le principe idéal est impérissable, éternel, comme la vérité divine, absolue, universelle, dont l'Église fut jadis l'expression nécessaire, la formule suprême. Mais depuis longtemps ce principe s'est déplacé. Il n'a aujourd'hui ni temple, ni culte extérieur visible, et lorsque le temps viendra où le système actuel de civilisation aura atteint son but définitif; lorsque des temps nouveaux surgiront des luttes extrêmes que la paix du présent prépare à l'avenir, alors la parole évangélique, l'idée éternelle, une autre fois victorieuse, une autre fois triomphante, écrira sur

des autels plus purs, dans des temples moins profanes, le symbole sacré de l'alliance nouvelle, le loi vivante de l'humanité régénérée.

Là et non ailleurs il faut donc chercher la raison de notre décadence, de notre infériorité, de notre état forcément stationnaire en Europe. Je ne cesserai jamais de le répéter; la grandeur, la puissance politique des peuples n'est que dans la grandeur et la puissance de leurs idées et de leur caractère. Pour être libres ou pour le devenir politiquement, il faut l'être moralement; il faut savoir s'élever par la force de la pensée, par les convictions de la raison libre et éclairée, au-dessus de toutes les influences matérielles et individuelles de l'autorité, du privilége et de la force. Il faut savoir résister aux hommes et ne céder qu'à sa propre conscience, qu'à sa raison, qu'à la vérité universelle, absolue.

Le peuple italien est encore bien loin de ces conditions : ce qui se passe aujourd'hui dans les États romains ne fait que le confirmer. C'est pour cela que je crois nécessaire, pour arriver à la solution complète du problème qui nous occupe, de déterminer avec précision, quel est, quel peut être en réalité le rôle politique qui est réservé au nouveau pape, à ce Pie IX qui, depuis son élévation sur le chaire de saint Pierre, est accompagné des louanges et des applaudissements de tous les peuples de la terre, sans distinction d'opinions et de croyances.

Un fait qui est très-remarquable, c'est de voir la presse libérale de l'Europe, les journaux allemands, anglais et français, protestants ou philo-

sophes, catholiques ou rationalistes, témoigner d'un commun accord, des hautes vertus, de la ferme et courageuse habileté du nouveau pontife. C'est vraiment singulier d'entendre des libéraux de l'école de Bacon, de Bantham, de Descartes, de Turgot, de Rousseau, de Voltaire, de Hegel, de Lamennais, des libéraux de l'école socialiste et communiste, saluer Pie IX, non-seulement comme le régénérateur politique de l'Italie, comme le restaurateur des États romains, mais aussi comme le pacificateur de l'Europe, comme le seul pouvoir capable de ramener la société chrétienne à cet accord, à cette unité morale et politique si vivement désirée par tous les libéraux, par tous les penseurs de ce siècle.

C'est en vérité un singulier spectacle que ce concert d'éloges, que cette ivresse d'admiration et d'amour qui se fait entendre dans toutes les parties du monde aussitôt qu'il s'agit de Pie IX et de ses réformes dans l'État romain.

On conçoit l'enthousiasme public, le dévouement sans bornes de ces populations reconnaissantes qui, sans avoir aucune idée, aucun besoin réel d'indépendance intellectuelle et de liberté politique, sentaient néanmoins, depuis très-longtemps, dans l'ordre purement civil et matériel, le poids intolérable de ces vices scandaleux, de ces monstrueux abus qui rendaient naguère l'administration, le gouvernement de l'Église, le pouvoir le plus rétrograde, le plus odieux, le plus injuste de tous les pouvoirs, de tous les gouvernements de l'Italie et de l'Europe.

Mais ce qui me paraît assez étrange, assez sur-

Digitized by Google

prenant, c'est, je le répète, la joie, l'enthousiasme des démocrates, des novateurs, des révolutionnaires français et allemands surtout, à l'apparition d'un pape juste et bon sur la scène européenne.

Il est presque inconcevable, je l'avoue, que les libres penseurs, que les hommes de progrès et d'avenir soient tombés, à l'égard de la papauté et de Pie IX, dans les mêmes erreurs, dans les mêmes illusions où se trouvent déjà certains écrivains, certains hommes politiques qui se flattent de faire croire à l'Europe libérale et progressive qu'ils travaillent sérieusement, en dehors de la philosophie moderne et de l'esprit révolutionnaire, à l'émancipation de tous les peuples, à la réalisation pratique de cet ordre d'idées et de choses qui doit amener tôt ou tard un accord, un équilibre parfait entre la foi et la raison, l'autorité et la liberté, le fait et le droit, la pensée et l'histoire.

Je ne sais si je m'abuse; mais quand je lis par exemple, dans certains journaux français, qui font profession depuis longtemps de principes libéraux, de sentiments démocratiques, forts et inébranlables; qui travaillent tous les jours à attaquer, à combattre le principe d'autorité en matière de religion, et le privilége et l'absolutisme dans la sphère des intérêts politiques et sociaux; quand j'entends, tous ces journaux démocratiques et révolutionnaires oser soutenir et déclarer hautement que Pie IX, par l'esprit et les actes de son gouvernement, par les réformes accomplies jusqu'à ce jour, ne veut autre chose que l'accord de l'Évangile et de la liberté, que la régénération com-

plète du peuple italien sous le rapport intellectuel, politique et matériel, il m'est impossible, je l'avoue, de croire franchement, sérieusement aux principes et aux idées de ces champions, de ces apôtres du progrès, de la liberté, de l'égalité des peuples.

En m'exprimant de la sorte sur l'opinion de certains journaux et de certains hommes politiques, je n'entends nullement vouloir rabaisser la valeur, l'importance réelle des actes et des réformes de Pie IX et du gouvernement actuel de Rome.

Il y a deux questions bien distinctes dans le rôle, dans la mission du nouveau pape. Il faut bien se garder de confondre l'Église et la papauté avec l'intelligence, les opinions, les vertus et les lumières individuelles du pape.

On ne peut pas se faire une idée nette et précise des caractères distinctifs, essentiels, immuables de la papauté sans remonter dans le passé, sans étudier la nature du pouvoir du saint-siége dans la chaîne traditionnelle de ces actes, de ces événements auxquels la cour de Rome se trouve étroitement liée, indépendamment du génie individuel, de la volonté, des tendances privées du souverain pontife.

On a accusé à tort bien souvent la politique des papes; on a imputé avec injustice dans la généralité des cas, à la volonté du pape, ce qui n'était après tout que le résultat forcé, inévitable de cette situation dessinée d'avance, où la papauté et le gouvernement du saint-siége se trouvaient renfermés.

L'autorité de la tradition, la force des antécédents, lie aussi bien les papes que ceux qui sont soumis à

leur autorité, à leur pouvoir. Vouloir par conséquent qu'un pape, fût-il même par son génie et son caractère plus grand, plus ambitieux qu'Hildebrand, meilleur patriote et plus grand politique qu'Alexandre III, plus audacieux et plus adroit que Sixte V, puisse se détacher des principes, des doctrines, des traditions séculaires de la papauté et de l'Église, afin de servir les intérêts particuliers d'une époque et de se mettre en harmonie avec l'aspect d'un siècle radicalement opposé à l'autorité de ces principes, de ces doctrines, de ces traditions même, c'est vouloir, c'est prétendre, selon moi, une chose absurde et impossible.

Je crois avoir démontré jusqu'à l'évidence, dans les chapitres précédents, quels sont les principes logiques, les fondements historiques qui constituent l'essence du dogme catholique, des doctrines et de l'autorité de l'Église et des papes. J'ai expliqué pourquoi et comment la papauté, après avoir été l'arbitre de la pensée et de la civilisation catholique au moyen âge; après avoir contribué à cette même époque à favoriser les développements intellectuels et politiques de la société italienne; après avoir soutenu, défendu, au milieu des forces brutales, au milieu de l'action dissolvante de la barbarie de ces temps, la liberté morale des hommes, le principe spirituel, se montra incapable de soutenir, de défendre plus tard les développements nouveaux, les manifestations progressives de la spiritualité intérieure, de la véritable liberté chrétienne, de la liberté de la pensée, de la raison à l'époque de la réforme.

Je crois pourtant nécessaire de revenir un instant sur ce que j'ai dit déjà plusieurs fois, afin de pouvoir déterminer d'une façon démonstrative quel est le véritable sens, le véritable caractère des réformes accomplies jusqu'à ce jour par Pie IX, et quelle sera probablement la mission de ce pape vis-à-vis de la situation morale et politique de la Péninsule et des nécessités politiques et sociales de l'Europe.

La véritable autorité, le véritable pouvoir des papes a été de tout temps, quoi qu'on en dise, un pouvoir purement moral, purement spirituel. Rome a régné sur le monde, non par le glaive, mais par la foi et par la parole. Sa prépondérance politique a marché toujours d'accord avec sa prépondérance morale. Quand la foi, soit par les vices et la corruption du clergé en général, soit par les écarts individuels de quelques pontifes, soit enfin par le mouvement irrésistible de la pensée, de la raison à travers les luttes logiques et historiques du temps, commença à s'affaiblir dans les sociétés catholiques, la puissance temporelle de la cour de Rome éprouva à son tour un affaiblissement incontestable.

Il serait impossible de nier en effet que les papes n'exercèrent un immense pouvoir politique sur les princes et sur les peuples au moyen âge, qu'en vertu de leur mission divine et spirituelle. Leur autorité, leur influence se trouva nécessairement en rapport immédiat avec les conditions générales des idées et des croyances à cette époque.

Aussitôt que l'unité catholique fut brisée par le mouvement intellectuel et littéraire du xve siècle, et

Google

par la révolte de Luther au XVIe; aussitôt que les croyances et les idées de la plupart des peuples catholiques subirent une altération profonde, la papauté, l'Église, attaquées dans leurs bases, dans leurs principes par une force opposée à leur nature, à leur puissance, comprirent subitement l'extrême gravité de leur situation, et combien le pouvoir politique, la force matérielle de la papauté étaient faibles en dehors de l'autorité spirituelle, de l'influence morale.

Il était donc impossible de transiger, de pactiser avec un ordre d'idées et de principes qui sapaient par la base l'édifice séculaire de la puissance papale. Il fallait nécessairement combattre la liberté de conscience, la liberté de la pensée, cet esprit nouveau qui attaquait directement les titres traditionnels, les droits légitimes de l'autorité morale et civile de la papauté et de l'Église. Ce fut alors que Rome, ne pouvant plus maintenir sa prépondérance spirituelle et temporelle dans ce monde par l'unité de la foi et des doctrines, ne pouvant plus dominer des croyances et des opinions qui lui étaient rebelles, se vit forcée de combattre par la résistance matérielle le nouveau mouvement de liberté et de progrès qui venait de se manifester dans plusieurs États de l'Europe.

Le rôle des papes changea alors complétement. Il ne s'agissait plus de combattre la force, la barbarie, de soumettre le pouvoir matériel, le fait, à un principe spirituel, à un droit supérieur qui émanait directement de Dieu. Le rôle des papes, après la réforme, était d'attaquer, de combattre une liberté qui

révolutionnait de fond en comble la religion, la morale et la politique du monde.

C'est surtout par cette dernière raison que l'Église réussit à attaquer directement la réforme et à se mettre en état de résister matériellement aux forces de ses ennemis. Car si l'œuvre de Luther se fût bornée à l'ordre purement spirituel des croyances, si les principes et les croyances religieuses ne se fussent pas liés nécessairement aux principes et aux intérêts politiques, la cour de Rome n'aurait jamais trouvé de puissants auxiliaires dans les rois et dans les peuples, et peut-être aussi elle n'aurait jamais pu opposer une résistance aussi opiniâtre et aussi acharnée aux menaces du protestantisme.

Rome comprit avec sa sagacité accoutumée, et avec elle les puissances absolutistes de l'Europe, et notamment l'empereur d'Allemagne allié naturel des papes et de l'Église, que la cause de l'autel et la cause des trônes était la même; que les monarchies absolutistes, que les rois ne peuvent avoir d'appui solide et durable que dans l'autorité, que dans la puissance des papes, et par là dans la foi et la soumission aveugle des peuples; que les armées, que la force physique n'auraient pas suffi pour lutter contre des idées et des principes; que Luther venait d'ébranler non-seulement les bases de la foi, mais aussi la base de toute autorité absolue, de tout pouvoir despotique sur la terre: qu'enfin la réforme en brisant la chaîne traditionnelle de l'histoire venait de pousser le monde dans une voie de ruine, de dissolution et d'anarchie.

Je ne crois pas cependant que l'Église, que les papes aient compris, au XVIe siècle, toute l'importance, toutes les conséquences de la réforme. Bien au contraire, je suis convaincu que catholiques et luthériens était tous bien loin de prévoir alors quelles auraient été un jour les conséquences que le temps aurait tiré de ces querelles, de ces dissensions qui paraissaient avoir un caractère presque exclusivement religieux. Ce que Rome et les puissances absolutistes qui se rangèrent dans les guerres du protestantisme, du côté du catholicisme et des papes eurent lieu de comprendre, ce fut que le mouvement du libre examen provoqué par Luther conduisait logiquement à la négation de tout principe d'autorité et par conséquent à la décadence et à la ruine du pouvoir absolu, soit dans la sphère des intérêts religieux, soit dans celle des intérêts politiques.

La cour de Rome, d'accord avec l'empereur d'Allemagne et avec les autres souverains de l'Europe qui étaient restés fidèles au drapeau catholique, à l'ancien ordre de choses, fortifia alors le pacte ancien de l'autel et du trône dans le but de soutenir, de défendre les principes d'ordre, de hiérarchie, d'autorité, contre les menaces et les attaques des principes de liberté, qui étaient considérés comme des forces anarchiques, dissolvantes et antisociales.

De ce pacte alors nécessaire, mais fatal à l'avenir des papes et des souverains absolus, résulte ce système de lutte, de résistance qui se poursuit même de nos jours, entre le principe d'autorité et le principe de liberté, entre la raison et la force, entre le

moyen âge et les temps modernes, entre l'ancienne société stationnaire et tyrannique, et la civilisation nouvelle, libérale, progressive, véritablement morale et chrétienne.

Je ne me crois pas obligé de répéter ici quel est, logiquement parlant, l'obstacle insurmontable que le catholicisme, que la papauté rencontreront toujours, toutes les fois qu'ils voudront essayer de se mettre d'accord avec les principes et les institutions fondamentales de la liberté, de la civilisation moderne. Je ne pense pas cependant que la cour de Rome soit hostile aux progrès de l'esprit libéral, en haine de la liberté et du progrès. La cour de Rome, ne l'oublions pas, est enchaînée par sa nature originaire dans un cercle fatal. Elle représente un des termes généraux et absolus de la logique et de l'histoire de l'humanité; elle résume tout un monde usé et vieilli, qui a encore quelques chances de vie et de durée, mais qui n'a plus aucun espoir de vitalité féconde et progressive. Rome et avec elle l'empire autrichien et tous les pouvoirs absolutistes de l'Europe qui reposent sur le principe de la légitimité historique et du droit divin, ne sont plus depuis la révolution française que le contre-poids nécessaire aux envahissements immodérés et intempestifs de l'esprit novateur, des forces révolutionnaires.

Les idées, les principes les plus vrais, les plus justes, les plus légitimes, ainsi que j'ai eu lieu de l'indiquer plusieurs fois, ne peuvent se faire jour dans la réalité vivante de l'histoire, sans dépasser, dans la généralité des cas, les limites logiques et morales de

la vérité et de la justice absolue. Le bien ne peut s'accomplir sur la terre sans que le mal ne s'y mêle constamment dans une proportion plus ou moins grande. Les forces novatrices, révolutionnaires ne se développent pas dans l'ordre de la pensée et de l'action des peuples, pures de toute mauvaise passion, de toute tendance injuste et oppressive. Surtout à l'époque de sa première explosion, nous voyons une idée grande et juste, une cause vraie et sainte soutenue souvent par des moyens immoraux et criminels. Il y a alors, par conséquent, lutte, contradiction, entre l'idée et l'action, entre les moyens et le but. Si cette force destructive et anarchique n'était pas modérée et arrêtée dans ses débordements par une force contraire de résistance et d'ordre matériel; si la contradiction n'était pas limitée par la contradiction même, l'idée progressive, le droit véritable qui a provoqué le mouvement révolutionnaire, finirait sans doute par être écrasé sous le poids matériel de la force brute.

Il faut donc que le progrès des idées et des principes soit secondé constamment par un mouvement proportionné de force physique. Mais lorsque celle-ci dépasse les bornes de la nécessité, il faut alors que le mouvement progressif soit arrêté, et que, dans le sens historique et matériel, une réaction rétrograde ait lieu, afin de calmer et de contenir les passions et les intérêts individuels et particuliers qui, considérés isolément, sont en opposition avec les intérêts généraux, avec le progrès, la vérité, la civilisation, le droit absolu.

Je demande la permission d'insister sur ces idées, parce qu'elles sont d'une importance essentielle dans la question qui nous occupe.

L'Europe était avant le XVIe siècle catholique, absolutiste et féodale. Quelques indices d'émancipation s'étaient manifestés en Italie, des tentatives de liberté et de progrès eurent lieu dans les républiques du XIIIe siècle, et à l'époque du réveil de l'érudition et de la philosophie antiques au XVe. Mais toutes ces tentatives échouèrent dans un pays qui n'avait ni dans ses instincts, ni dans son génie, ni dans ses traditions, aucune des forces caractéristiques indispensables au mouvement rénovateur qui devait s'accomplir plus tard par des peuples plus jeunes, séparés par leur nature et par leur histoire de l'influence directe de la société antique, société que l'esprit régénérateur des temps modernes doit combattre et renier totalement dans ses principes généraux.

En effet, le mouvement, le progrès moderne n'est point dans son essence logique, d'origine grecque ou latine; il dérive dans sa virtualité absolue, du génie idéal, abstrait du peuple hébreu, et dans son mode d'action historique et relatif de cette même contrée, de ces mêmes peuples qui parurent pour la première fois sur la scène européenne lorsqu'il fallait détruire matériellement le monde antique, ce monde que le christianisme, issu des montagnes de la Judée, avait déjà moralement condamné, et dont la chute était inévitable, afin que les progrès de l'esprit et de la civilisation dans l'histoire ne fussent pas arrêtés au milieu de leur cours.

Le catholicisme, l'Église, le papauté, le Saint-Empire ont représenté la transition, le moyen âge, la période historique entre l'antiquité et le monde moderne. Ils ont exprimé une phase de la civilisation chrétienne au milieu d'une société encore à demi barbare; car le développement des arts, de la poésie, n'exclut pas le débordement antisocial des passions et des intérêts individuels, qui ne sont pas, certainement, un élément réel de civilisation véritable. Je dirai même que la poésie, que les arts ne peuvent jamais se produire, se manifester sous des formes originales et puissantes, sans des formes vivantes en harmonie avec les croyances, les idées, la société d'une époque, sans que celle-ci ne soit, jusqu'à un certain point, entachée de barbarie. Au point de vue des idées et des mœurs de ce siècle, au point de vue de la civilisation absolue qui est la nôtre, personne ne pourra me contester que la démocratie d'Athènes, la grandeur et la magnificence de l'empire romain et même Rome et Florence au moyen âge, n'aient pas eu, malgré le Parthénon et le Colisée, malgré l'Église, malgré le Dante, malgré même Michel-Ange, Léonard et Raphaël, dans leurs idées, dans leurs institutions, dans leurs mœurs, des restes encore vivants de désordre, de servitude, de corruption et d'anarchie barbares.

Mais entre le moyen âge, entre la civilisation catholique, poétique, chevaleresque, féodale, et la civilisation moderne, il y a Luther, Galilée, Bacon, Descartes, Rousseau, Voltaire et la révolution française; entre le règne de la foi et de l'autorité, il y a

la souveraineté des idées et de la science, le règne de la liberté et des peuples. Et entre ces deux mondes opposés, entre ces deux puissances ennemies, irréconciliables, il n'y a pas d'accord, d'alliance possible.

Le vieux monde, avec ses croyances usées, ses pouvoirs affaiblis, corrompus et rétrogrades, frappés de stérilité par le souffle vivifiant de la pensée pure et libre, pourra occuper encore pendant longtemps une place nécessaire dans l'histoire; mais son arrêt de mort est prononcé. Depuis cinquante ans, le débat définitif est ajourné; mais le procès est gagné, il n'est plus permis de douter de la victoire. L'avenir appartient au progrès et à la liberté, à la cause populaire de l'égalité, de la fraternité démocratique et effectivement évangélique.

La politique pratique, le diplomatie doivent tenir compte sans doute de toutes les nécessités relatives et particulières de l'histoire. Le champ réservé à son action est celui des intérêts et des principes qui concernent un but présent et déterminé. C'est ainsi que tous les jours nous apercevons dans la réalité pratique et concrète des gouvernements et des partis politiques, une contradiction permanente si nous les considérons vis-à-vis des théories, de la science générale et absolue. Des hommes de théorie, des publicistes, des professeurs éminents, après avoir pris part aux affaires publiques de leur pays, ont été forcés de modifier, et quelquefois même de renier en partie leurs opinions et leurs doctrines. C'est un triste spectacle que nous avons sous les yeux chaque jour,

surtout dans les pays libres; mais il ne faut pas croire pour cela qu'il y ait contradiction entre l'essence de la pensée, entre la science théorique, et la pensée, la science appliquée. La contradiction n'est pas dans la logique, elle est dans l'histoire; elle n'est pas dans les idées qui sont générales et absolues, mais dans les individus et dans les faits qui sont particuliers et relatifs et qui ne possèdent pas les éléments de la généralité, de l'infini, qui appartiennent uniquement à la raison générale, à la théorie pure, à la science.

Quand il y a discorde entre la raison et l'histoire, et cette discorde existe pour nous depuis des siècles, cela veut dire que le mouvement des idées, de la pensée progressive n'a qu'une influence restreinte et partielle sur l'ordre général de l'action publique, de la réalité vivante et matérielle des faits. Cette discorde, cette lutte, c'est la révolution, la révolution, dis-je, qui depuis le XVIe siècle est la formule générale de la vie intérieure et de la vie publique du monde. Avant cette époque, la lutte, la contradiction existait sans doute, mais elle était invisible, non démontrée; elle était purement intérieure et individuelle; elle était comprimée dans ses manifestations extérieures par la prédominance de la force et de l'autorité sur la raison, sur le droit.

La doctrine catholique, l'autorité de l'Église et du pape expriment l'idée, la raison fondamentale de cette contradiction, de cette lutte; elles résument l'ordre moral et l'ordre civil d'un monde qui n'a pu réaliser l'essence du principe évangélique, l'idée,

Digitized by Google

l'esprit absolu révélé par le Christ, que sous une forme purement sensible et finie en rapport avec les traditions logiques et historiques de la société antique, et avec le génie esthétique et par conséquent borné à une forme sensible et finie de l'absolu, dans lequel se manifeste la physionomie caractéristique des races latines et principalement du peuple italien.

Il est donc aisé de comprendre pourquoi le progrès du génie et de la civilisation de l'Italie catholique n'a pu avoir lieu dans l'intériorité subjective de l'esprit, de la pensée, mais dans la subjectivité extérieure du sentiment et de la beauté, de la foi et de l'amour, c'est-à-dire dans la religion, dans la poésie et dans l'art. Mais comme la religion, la poésie et l'art ne sont que des manifestations finies et sensibles de l'idée absolue, le progrès du génie, de la pensée, de la civilisation italienne ne pouvant être intérieur et infini, mais extérieur, individuel, concret et limité, ne pouvait avoir une valeur, une influence générale et absolue, mais une action, une prépondérance particulière, relative et locale.

Ce n'est pas tout; le génie catholique, qui est le génie national, populaire de l'Italie, ne peut pas se réformer ni progresser essentiellement sans se renier lui-même, sans briser la chaîne historique de ces principes, de ces idées qui le rattachent à un passé moral et politique à jamais éteint. De même l'Eglise, la papauté, qui résument l'idée suprême du principe d'autorité, de l'absolutisme intellectuel et politique, ne peuvent ni se réformer ni progresser véritable-

Digitized by Google

ment sans se détruire, sans abdiquer leur origine, leur mission, leur puissance.

Dans ces paroles est renfermé tout le problème de l'Italie actuelle. Les destinées de la papauté, son influence sur l'avenir politique, sur l'indépendance et la régénération du peuple italien se résument dans les idées et dans les faits que je viens d'énumérer.

Revenons maintenant au pape actuel, à Pie IX et à l'État romain.

Chacun sait quelle était la situation du gouvernement du pape et des États pontificaux à l'époque de la mort de Grégoire XVI.

Depuis la révolution de 1830, la cour de Rome effrayée des tentatives révolutionnaires et des crises politiques qui bouleversèrent de fond en comble plusieurs États de l'Europe catholique et amenèrent la chute de ces dynasties, de ces trônes qui depuis 1789 et la restauration avaient toujours soutenu la cause de la légitimité et du droit divin contre les attaques de la révolution, et la propagande armée de Napoléon — la cour de Rome avait adopté, d'accord avec l'Autriche, un système de compression et de réaction qui, par des actes coupables et impolitiques, ne servait à autre chose qu'à fomenter dans les États romains et dans les autres parties de l'Italie une fermentation sourde et permanente de mécontentement et de revolte. De là ces insurrections, ces tentatives révolutionnaires au milieu desquelles le gouvernement pontifical s'est souillé de tant de représailles iniques, de tant de réactions aveugles et barbares contre les élans désespérés de ces patriotes magnanimes qui,

déduction faite de la valeur pratique de leur doctrine et des moyens qu'ils employaient, n'aurent jamais d'autre but que celui de rendre à notre chère patrie cette indépendance et cette liberté morale et politique qui appartient de droit, dans le siècle où nous sommes, à tous les peuples, à tous les pays civilisés de l'Europe et du monde.

Par ce fait, le papauté se plaça alors, de concert avec les vieilles monarchies absolutistes de l'Europe, dans une situation directement hostile à toutes les idées de progrès et de liberté, à tout ce qui sentait le mouvement et la vie des temps nouveaux. C'est principalement contre la France, contre l'esprit français, contre la révolution de juillet que la papauté tourna ses armes au nom du principe traditionnel, du principe d'autorité, du droit divin et de la légitimité des vieux pouvoirs absolus. Elle recommençait ainsi l'ancienne lutte qui depuis Luther jusqu'à Napoléon avait divisé la politique de l'Europe en deux camps ennemis et à jamais inconciliables.

En effet, en 1830, ainsi qu'avant et après la révolution de 1789, ainsi que dans toutes les grandes questions politico-religieuses qui agitent le monde depuis trois siècles, la papauté, la cour de Rome ont rempli toujours exactement le même rôle. Jamais on ne s'est écarté un instant des principes traditionnels et immuables qui tracent au gouvernement du saint-siége une règle de conduite qu'il doit suivre nécessairement sous peine d'abdiquer pour toujours son autorité et sa puissance séculaires, et de perdre

en un jour son rang, son influence, dans la chrétienté et dans la politique de l'Italie et de l'Europe.

Sans citer des faits particuliers que personne n'ignore, il est impossible de se méprendre, à l'heure qu'il est, sur le véritable rôle, sur la véritable mission de la cour de Rome dans les destinées intellectuelles et politiques de la civilisation européenne. Il est impossible de ne pas se convaincre que les principes religieux ou philosophiques sont seuls capables de déterminer les principes du droit et du pouvoir politique, et qu'il est par conséquent absurde de supposer qu'on puisse au nom de l'autorité traditionnelle de l'Église nier la liberté de conscience, la liberté de la pensée, condamner la raison comme ennemie de la foi, séparer logiquement la vérité humaine de la vérité divine, l'esprit absolu et infini de l'esprit fini et relatif, la vérité abstraite de la vérité concrète, et favoriser, approuver en même temps la liberté religieuse, la liberté politique, l'égalité démocratique, tous les éléments constitutifs du progrès et de la civilisation de ce siècle.

Le règne de Grégoire XVI a été, tout considéré, l'expression la plus prononcée de l'impuissance logique et historique de la papauté, de l'Église à se mettre en harmonie avec le mouvement libéral et progressif de l'Europe moderne, des peuples protestants et révolutionnaires qui représentent les forces actives et vivantes de l'époque actuelle.

Grégoire XVI, sans être un pape politique, sut parfaitement comprendre cette situation presque fatale qui emprisonnait la cour de Rome dans l'in-

flexible tradition du passé. Le gouvernement du saint-siége sentait bien alors qu'il s'agissait, en désespoir de cause, de vivre à tout prix ; qu'il n'y avait autre chose à faire, par conséquent, que d'organiser un système de résistance le plus actif, le plus violent, contre les débordements des passions libérales, contre l'envahissement de la propagande révolutionnaire et démocratique ; qu'il fallait tâcher, en un mot, de fortifier à tout prix le principe unique, fondamental de son influence, de son pouvoir, c'est-à-dire le principe d'autorité, et pousser ensuite forcément l'absolutisme jusqu'à ses dernières limites.

Tel se montre en effet le gouvernement romain pendant la durée du pontificat de Grégoire XVI.

On a beaucoup attaqué ce pontife et ses ministres ; on a flétri justement les actes violents, anarchiques qui caractérisèrent le règne du pape défunt. Cependant, sans vouloir justifier des actes qui ne peuvent que déshonorer le pouvoir qui les exerce, il est aussi nécessaire de ne pas oublier que depuis 1830 jusqu'à ces dernières années, le libéralisme italien avait un caractère qui dépassait toutes les bornes de cette modération qui ne peut être que le résultat du temps, de la réflexion et, je dirai aussi, d'une longue et douloureuse expérience. Je ne veux nullement m'occuper encore une fois de la valeur politique de ce nouveau parti modéré dont j'ai parlé assez longuement. D'après ce que j'ai dit, je ne crois pas avoir laissé là-dessus aucun doute dans l'esprit de mes lecteurs. Ce qui pourtant est certain, selon moi, dé-

duction faite de mes opinions particulières et des intérêts généraux des partis politiques en Italie, c'est que ce nouveau libéralisme historique, monarchique, papal qui s'est développé depuis deux ou trois ans dans quelques États de l'Italie, et notamment dans les États du roi de Sardaigne, a beaucoup contribué, je crois, à préparer un point d'appui à la politique du nouveau pape, point d'appui qui manquait absolument à l'ancien gouvernement pontifical. Car, quand les idées de MM. Gioberti et Balbo se firent jour pour la première fois en Italie, le gouvernement romain était allé trop loin dans une voie tout à fait contraire, pour pouvoir revenir sur ses pas et changer subitement de système.

Grégoire XVI était d'ailleurs trop vieux, trop timide, trop inexpérimenté pour oser conseiller des réformes, dont la portée et les conséquences paraissent aujourd'hui même douteuses à une portion des partisans mêmes du mouvement et des progrès modérés. D'autre part, les jésuites, qui s'étaient emparés sous le dernier pontificat de la direction suprême du gouvernement spirituel et temporel de l'Église, n'auraient jamais pu tolérer que le pape se jetât hardiment dans une voie qui répugne radicalement à leurs doctrines et à leurs habitudes. Le jésuitisme, en effet, hardi, téméraire même dans la partie spéculative de ses doctrines, est au contraire dans l'action pratique, dans le mouvement particulier et individuel de la vie réelle, d'une prudence, d'une timidité extrême à l'égard de ce qui pourrait engager son pouvoir sans offrir d'avance à ses calculs les données

fondamentales des conséquences les plus lointaines, les plus imprévues.

Quand le cardinal Mastai Ferretti, le jour même où les cardinaux étaient réunis en conclave, fut élevé sur la chaire pontificale, il comprit aussitôt, et peut-être les anciens ministres de Grégoire XVI et le sacré collége tout entier l'avaient compris avant lui, que l'ancien état de choses ne pouvait plus se soutenir, qu'il fallait absolument, à tout risque et péril, faire quelque concession à l'opinion, à l'esprit progressif du siècle.

La diplomatie étrangère, et la France particulièrement, s'était déjà, par son habile ambassadeur M. Rossi, exprimée avec beaucoup d'énergie et de fermeté en présence de Grégoire XVI et des cardinaux les plus influents du sacré collége, sur l'urgente nécessité d'une réforme administrative et civile, et sur la question capitale de l'amnistie politique. Les aristocrates, les absolutistes les plus modérés furent convertis, à ce qu'on prétend, par M. Rossi, et promirent à ce diplomate de seconder de toutes leurs forces les propositions de la France.

C'est au milieu de ces pourparlers et de ces négociations secrètes que fut annoncée subitement la mort de Grégoire XVI et que le cardinal Mastai fut proclamé son successeur.

Il est inutile de répéter que, quoi qu'on en dise, l'influence de la France fut pour quelque chose dans l'élection du nouveau pontife. On a beau soutenir le contraire, le fait est que l'Autriche avait proposé des candidats qui étaient publiquement

connus pour professer des opinions diamétralement opposées à celles du bon et digne archevêque d'Imola, et que dans l'élection de Pie IX la politique du cabinet de Vienne échoua complétement.

Voyons maintenant, avant d'entrer dans aucun détail sur les réformes de Pie IX, quelle était en réalité l'aptitude des différents partis politiques dans les États romains et l'intérêt de deux puissances prépondérantes, de la France et de l'Autriche, avant et après l'élection du nouveau pape.

En Italie, l'opinion du plus grand nombre, l'opinion la plus populaire, considère, avec raison, l'Autriche et la France comme les représentants opposés des deux principes contraires, du despotisme et de la liberté, du *statu quo* et du progrès. Quelques exaltés, excellents patriotes, mais quelquefois mauvais politiques, se jetant de nouveau après l'élection du nouveau pape dans les illusions et dans les rêves de 1831 allaient s'imaginer que la France victorieuse dans le choix du pontife qu'elle avait soutenu, pourrait, aidée surtout par l'habileté bien connue à Rome de son ambassadeur, opérer le miracle de faire d'un pape un carbonaro ou un adepte de la Jeune-Italie. En vérité, il faut bien l'avouer, les Italiens en général n'ont pu encore se former une idée nette et positive de la politique et du libéralisme du gouvernement de 1830. On confond très-souvent en Italie la nation, l'esprit de la France, avec son gouvernement, ou, pour mieux dire, on ne sait pas déterminer la différence qu'il y a entre les idées et la civilisation générale de la France,

et le rôle particulier du gouvernement de Juillet dans la politique de l'Europe.

C'est ainsi que beaucoup de libéraux en Italie, sachant que Pie IX avait été élu par une influence hostile à l'Autriche et amie de la France, pensaient naïvement que le nouveau pape aurait débuté non-seulement par accorder quelques réformes administratives et par l'amnistie, mais encore par donner à ses ardents et impatients sujets une constitution politique, à l'imitation de la constitution belge ou française, peu importe. C'était surtout une partie de la jeunesse des universités qui, guidée par ses bons sentiments et par son enthousiasme poétique pour la liberté, rêvait, il y a quelques mois, dans Pie IX un pape révolutionnaire et un souverain démocrate.

Le parti constitutionnel, qui n'est pas toujours à l'abri, lui non plus, des illusions et des beaux rêves, fut sur le point de croire aussi pour un moment que le nouveau pontife inaugurerait son règne par de grandes réformes politiques et par une charte. Le parti historique, que j'ai nommé le parti réformiste, célébrait, de son côté, dans Pie IX l'incarnation vivante de ses doctrines et de ses espérances, et prédisait à la Rome des papes et au successeur d'Hildebrand la suprématie future dans l'ordre de la religion et de la civilisation de tous les peuples chrétiens.

La Jeune-Italie, le parti démocratique pur, fut le seul qui ne voulut point se livrer aux illusions, aux sentimentalités des uns ni aux espérances exagérées et mensongères des autres. C'est que ni la Jeune-

Italie, dans tout ce qu'elle renferme d'hommes probes, fermes et éclairés, est le seul parti libéral qui, déduction faite de l'application réelle et immédiate de ses théories, possède effectivement des principes solides, des idées jeunes et vives qui tôt ou tard finiront par triompher en Italie, ainsi que dans tout le reste de l'Europe et du monde chrétien.

Je ne dirai rien des absolutistes, des sanfédistes, des partisans de l'obscurantisme jésuitique et du despotisme autrichien. Ceux-là, sans partager aucune des illusions des autres partis, sans craindre qu'un pape voulût révolutionner l'Italie, sans faire de la question du nouveau pontife une question de principes, s'aperçurent bientôt qu'il y avait dans Pie IX un noble caractère, un esprit sévère et intelligent, une volonté énergique qui, sans compromettre l'état politique de l'Italie, était prête à attaquer directement les énormes abus, les monstrueuses injustices, tout ce système de ruse, de perfidie, de cupidité, de monopole auquel se rattachaient leur pouvoir, leurs intérêts, leurs priviléges, leur influence. Car, la plupart des jésuites, des aristocrates, des absolutistes qui combattent secrètement les tendances du nouveau pape, en fomentant avec un servilisme barbare les prétentions et les manœuvres tyranniques de l'Autriche, sont beaucoup plus préoccupés de leurs intérêts particuliers et de leurs privilèges personnels, que des intérêts généraux de la chrétienté et de l'avenir de la papauté et de l'Église catholique.

En Italie, comme partout ailleurs, l'esprit rétro-

grade et stationnaire des ennemis de la liberté, n'a sa source, sa raison d'être, que dans la profonde ignorance des uns et dans l'égoïsme hypocrite des autres. Les sentiments ainsi que les idées se lient à un principe commun; il est par conséquent difficile de rencontrer, de nos jours, une conscience droite et réellement libre, aimant sans préjugés et sans orgueil la vérité et le bien dans celui qui, par sa pensée, par sa raison, n'aurait pu s'élever encore à la hauteur des principes généraux et abstraits de la vérité et du bien. Je reviens toujours, comme on voit, à mon idée fixe, à mon principe fondamental, à savoir que la pensée et le sentiment, la foi et la raison sont dans leur essence identiques. Dans les temps barbares, la foi, la vertu constituaient seules la perfection morale des hommes. Mais à une époque aussi avancée de civilisation et de science, la moralité n'est plus admissible en thèse générale, si elle ne repose sur des conditions positives, absolues de raison et de savoir. Ainsi le mal, l'erreur ne sont, le plus souvent aujourd'hui, que les résultats négatifs de la faiblesse, de la corruption et de l'imperfection logique des esprits. Dans un temps comme celui-ci, où les anciennes croyances et les anciennes vertus sont logiquement et historiquement impossibles, ceux qui s'obstinent à nier cette impossibilité et à entraver la marche de ces idées, de ces principes qui peuvent seuls pousser le monde dans une voie nouvelle d'ordre, de vérité et de bonheur, travaillent incontestablement, par ignorance ou par intérêt, à une œuvre profondément immorale et absurde.

Digitized by Google

Nul ne peut plus de nos jours faire retarder d'une heure la marche progressive de l'esprit rénovateur du siècle. On peut diriger le mouvement, empêcher ses déviations, ses écarts, mais vouloir l'arrêter, l'immobiliser au milieu de son cours, c'est au-dessus de tous les efforts, de tous les calculs de l'esprit et de la volonté des hommes.

C'est par cette raison que les papes, ainsi que les rois, que les individus, ainsi que les peuples sont depuis longtemps entraînés, sans le savoir, dans une œuvre secrète de révolution générale.

Oui, la révolution est partout aujourd'hui ; car elle est le résultat logique et historique de la lutte européenne. Les pouvoirs les plus habiles, les plus justes, les plus légitimes, n'ont d'autre mérite que celui de faire marcher la révolution d'une façon assez régulière, et d'empêcher, par des moyens pacifiques, l'ébranlement violent des forces et des intérêts purement destructifs. De là il s'ensuit que le rôle d'un gouvernement sage et habile ne peut être, à l'heure qu'il est, qu'un rôle de régularisation et de limitation. Les peuples abandonnés à eux-mêmes marchent au galop; ils se jettent même, poussés parfois par un instinct violent et aveugle, dans des précipices ignorés. C'est aux gouvernements, aux hommes placés par leurs lumières, par leur savoir, par leur crédit, à la tête des opinions et des intérêts publics qu'appartient le droit et le devoir de modérer la fougue, l'élan populaire, et de concilier les droits et les intérêts du plus grand nombre avec la liberté, le progrès et la civili-

sation de tous. Hors de cette voie il n'y a pas d'ordre possible aux temps où nous sommes. Il faut diriger la révolution et non pas la combattre ; c'est là qu'est la grande difficulté de notre époque, mais aussi le plus belle gloire, la plus noble ambition pour tous les grands esprits de ce siècle.

Là même où la révolution n'a pas pénétré encore dans la réalité vivante des faits et des institutions publiques des peuples, la révolution travaille et agite sourdement les esprits et les consciences. L'Europe, on a beau prêcher le contraire, l'Europe, d'un bout à l'autre, depuis le Pô jusqu'au Danube, depuis la Seine jusqu'à la Néwa, couve dans son sein, sous des apparences d'ordre et de paix, la révolution et la guerre. Oui, la révolution et la guerre sont le corollaire inévitable de la politique des rois et de la logique des peuples depuis soixante ans. L'habileté des gouvernements les plus progressivement conservateurs, ainsi que les témérités coupables des cabinets absolutistes, peuvent dominer les moyens, mais nullement le but de l'activité européenne.

Parmi les puissances qui se croient destinées à enrayer la marche de la pensée et de l'action révolutionnaire du siècle, la papauté est celle qui paraît exercer encore l'influence la plus salutaire, le pouvoir le plus légitime ; elle paraît au-dessus de tous les autres principes, de toutes les autres puissances qui combattent et résistent depuis des siècles au mouvement dissolvant et rénovateur de l'esprit et de la liberté modernes. Il y a plus, on prétend que la

papauté a encore un grand rôle à remplir vis-à-vis de la liberté et de la civilisation européenne ; on croit qu'une grande formule intellectuelle et politique à la fois d'ordre et du progrès, qu'une profonde conciliation dialectique entre la raison et la foi, entre l'autorité et la liberté, entre les rois et les peuples, entre le passé et l'avenir, doit sortir tôt ou tard de l'oracle infaillible du Vatican, afin de ramener l'Europe en proie à tant d'incertitudes, à tant de dangereuses anxiétés, à tant de périls, dans une voie nouvelle d'harmonie, de paix, de fraternité évangélique.

Ce rôle providentiel qu'on assigne aujourd'hui à la papauté et au nouveau pape, n'est pas uniquement une idée, un beau rêve de certains partis absolutistes ou catholiques dévoués au saint-siége, il est aussi l'idée et le rêve de certains hommes, de certains partis qui s'avouent franchement démocrates, révolutionnaires et les continuateurs progressifs de 89 et de 1830.

En vérité, avec la meilleure volonté, avec le plus profond sentiment d'admiration et de respect pour le personnage auguste qui a été placé par la Providence à la tête des intérêts spirituels de l'union catholique et des intérêts temporels de l'État romain, il m'est absolument impossible, je demande la liberté de le répéter, d'associer mes convictions à celles de ces libéraux, de ces patriotes qui rêvent dans l'autorité, dans la mission d'un pape quel qu'il soit, le miracle de la resurrection politique et de la pacification intellectuelle et matérielle de l'Italie et du monde.

Je suis de ceux, je l'avoue, qui n'ont confiance que dans les grands principes, que dans les grandes idées qui ont dirigé de tout temps le mouvement général de la pensée et de l'action historique du monde. Là où je n'aperçois pas quelque grande idée vivante et active, quelque grand principe en progrès, là, je me dis, il y a nécessairement contradiction, antagonisme entre le passé et l'avenir, entre la pensée et l'histoire de ces peuples, qui incapables de se rendre compte de leurs besoins, de leurs droits, de leurs intérêts, en proie à une agitation sourde et lente, sans but déterminé, sans idées bien arrêtées, n'ont pu encore se frayer un chemin large et sûr à travers les obstacles et les difficultés de leur temps.

Dans un pays comme l'Italie où la pensée proprement dite a été constamment persécutée et proscrite comme une force coupable, ennemie de la vérité, de l'ordre et du bonheur des hommes, il est naturel que les véritables penseurs soient fort rares et se trouvent aussi très-souvent en butte aux vexations, aux tracasseries les plus injustes, les plus tyranniques de la part de ces pouvoirs rétrogrades et despotiques qui prétendent être légitimement les seuls arbitres absolus de la raison et du droit de leurs peuples. Cette absence de liberté spéculative, cette incurie, ou ce mépris des principes abstraits et généraux qui constituent la subjectivité pure et intérieure de la pensée, de l'esprit, cette habitude traditionnelle, catholique, de ne voir l'origine, la source primitive de la pensée et de la raison, de la vérité et de la science, de la justice et du bien, du droit

et du devoir, que dans un principe et dans un fait purement historique et extérieur, qu'on ne doit ni discuter, ni approfondir, ni comprendre, a exercé une influence bien plus grande qu'on pourrait le croire au premier abord, sur les destinées intellectuelles et politiques de l'Italie moderne.

Cette absence presque générale de logique pure, cette mauvaise philosophie qui, depuis le moyen âge, depuis les réalistes et les scolastiques a pénétré dans les croyances, dans les mœurs, dans la langue, dans l'opinion générale du peuple italien, et qui forme aujourd'hui même le fond caractéristique de la physionomie intellectuelle de ce peuple, exerce aussi une funeste influence sur les principes et les opinions politiques de beaucoup de libéraux et de patriotes.

Je l'ai dit déjà et je le répéterai toujours; depuis que la pensée moderne, que la pensée réellement libre s'est développée en Europe, les peuples du Midi et principalement le peuple italien ont montré constamment une invincible répugnance à renouveler les principes essentiels de leur pensée, de leur logique fondamentale. C'est là qu'il faut voir jusqu'à quel point l'Église a du pouvoir sur les idées, sur la forme générale de la raison publique, de l'opinion populaire. Il est impossible de se méprendre à ce sujet. Malgré l'influence incontestable du XVIIIe siècle, de la philosophie française à cette époque, l'Italie n'a pu fournir jusqu'ici aucun penseur capable de renouveler les lois fondamentales de la raison et de l'esprit italien. Condillac, d'Alembert, Turgot, Con-

dorcet, Rousseau, Voltaire, ont créé, parmi les Italiens, des sceptiques et des incrédules, des libéraux qui sentaient d'une manière, quoique vague et fort peu logique, la nécessité d'un changement moral et politique, des patriotes, des hommes d'une grande foi et d'un grand cœur, qui ont montré dans plusieurs circonstances graves et sérieuses jusqu'à quel point ils avaient le sentiment des vices et des abus de leurs temps. Oui, tous avaient l'instinct politique, la conscience que la cour de Rome était un pouvoir usé et rétrograde; que le principe d'autorité ne pouvait plus s'accorder avec le mouvement, le progrès des idées et la liberté politique; qu'il fallait par conséquent abolir le passé, se lancer dans une voie nouvelle, aborder, en un mot, franchement l'étendard de la révolte. Ces hommes étaient sans doute des hommes progressifs, des hommes capables de servir dignement la liberté et la patrie; mais la grande erreur de ces révolutionnaires par sentiment, par contre-coup, de ces hommes d'action, qui, tout en voulant imiter le mouvement extérieur de la France, n'en comprenaient pas toujours la pensée intime, le mobile intellectuel, était de croire que, pour refaire, pour régénérer un peuple, il suffisait de conspirer et de combattre; qu'il suffisait de crier à des populations sans idées, avilies sous le joug des aristocrates et des prêtres, à des populations esclaves encore plus par la pensée que par les lois et par les armes de ses oppresseurs : Peuple, lève-toi et tu seras grand et libre!

Non, je le dis franchement, le cœur, l'énergie des sentiments, la valeur militaire, le désintéressement

le plus noble, le plus pur, n'ont jamais fait défaut dans les luttes, dans les conspirations libérales de l'Italie. Mais en revanche quelle faiblesse, quelle inexpérience on a eu à constater toutes les fois qu'il s'est agi de combattre intellectuellement, moralement le pouvoir en nemi. Quelle distance entre les idées et l'action, entre les principes et les faits! Jamais l'absence de théorie, de science ne s'était révélée à un si haut degré dans les luttes revolutionnaires d'un peuple.

C'est là qu'il faut rechercher principalement le secret de nos échecs continuels, de notre fatale impuissance. Nous avions des bras et des armes; mais les idées, les principes nous manquaient. La révolution était dans notre cœur, mais non dans notre intelligence, dans notre esprit. Les peuples ont naturellement les instincts de la liberté, de la révolte matérielle; mais les révoltes qui ne sont pas le résultat spontané de l'opinion n'enfantent pas des révolutions; elles ne servent très-souvent qu'à pervertir le sentiment et à fortifier même la servitude et la tyrannie. On peut, en propageant l'esprit matériel de la révolte, créer des conspirateurs, des rebelles; jamais ou rarement de véritables libéraux, des révolutionnaires, des réformateurs véritables.

En effet, les révolutionnaires à principes ou sont-ils chez nous maintenant? Où sont-ils ces apôtres, ces conspirateurs, ces chefs de parti, qui enivraient il y a quelques années de leurs poétiques espérances la jeunesse confiante et crédule? La plupart ont renié leurs croyances et foulé aux pieds les dieux qu'ils adoraient sans les connaître.

Je ne nommerai pas tous les apostats, tous ceux qui ont vendu pour des rubans, pour des places, pour des faveurs, leur foi, leurs principes. Ceux-là ne sont pas même dignes de notre indignation, de notre mépris! D'ailleurs l'opinion publique, quoique faible et peu éclairée, a fait justice depuis longtemps de ces révoltants scandales. A l'heure qu'il est les faux prophètes et les faux apôtres de l'Italie sont tous connus et jugés.

Mais s'il est de notre dignité de passer sous silence ces hommes flétris

Che mai non fur vivi,

je crois nécessaire de nous arrêter un instant sur quelques-uns de ces patriotes qu'on avait vus tout récemment engager leur liberté, leur biens et leur vie dans les affaires de la Romagne. Je veux parler des chefs de l'insurrection de Rimini en 1845, dans les derniers mois du pontificat de Grégoire XVI.

Le seul acte réellement politique qui ait signalé le règne du nouveau pape, c'est le décret d'amnistie. Je ne suis, ce me semble, ni un adorateur immobile du passé ni un de ces visionnaires de l'avenir dont quelques néophytes pleins d'espérances, de l'Église doctrinaire en France, parlent avec un dédain un peu trop emphatique pour ne pas dire présomptueux, dans les feuilles les plus dévouées à la politique du système; mais je ne comprends pas non plus qu'un pape puisse se mettre au niveau de l'esprit d'un siècle, d'une civilisation, qui sont directement hostiles à la doctrine et à l'institution de la papauté et de l'Église.

M. Guizot l'a dit et répété maintes fois dans tous ses écrits. La liberté et la civilisation modernes se sont élevées sur les ruines du principe d'autorité et se sont fortifiées au milieu des dissensions et des luttes entre la cour de Rome, le protestantisme, la philosophie du XVIIIe et du XIXe siècle. La réforme, le royauté moderne, et plus tard la révolution française, ont amené à des époques différentes l'émancipation des consciences, de la pensée, la sécularisation du pouvoir public et de l'État, l'indépendance du pouvoir temporel, la liberté religieuse, l'égalité civile et la liberté politique, en un mot toutes les conquêtes théoriques et pratiques de la civilisation, de la société européenne. Depuis le XVIe siècle jusqu'à nos jours, le mouvement de liberté et de progrès n'a fait qu'augmenter; il a envahi peu à peu tous les pays de l'Europe, même ceux qui paraissaient les moins propres à participer à la civilisation moderne sans tomber subitement dans un état de dissolution, de désorganisation générale. Cet état de choses a rendu par conséquent plus faible et plus précaire la situation de ces pouvoirs qui résistent par leur nature même, par l'essence immuable de leurs principes constitutifs et fondamentaux, à toute réforme, à tout progrès, à toute innovation radicale.

D'après cela, je défie tous les philosophes, tous les diplomates plus ou moins doctrinaires du monde, de me prouver que la papauté, que la cour de Rome, contiennent, dans leurs principes, dans la nature de leurs doctrines et de leur pouvoir, un seul des éléments divers qui constituent l'essence logique, carac-

téristique de la liberté et de la civilisation modernes.

Non, il n'y a pas de juste milieu dans l'essence logique et absolue des principes. Entre l'autorité du dogme catholique, de la puissance papale, et la liberté philosophique et religieuse, la liberté révolutionnaire, démocratique, progressive de l'Europe actuelle, toute transaction, tout accord est absolument impossible; il faut que, tôt ou tard, l'une ou l'autre périsse. Le triomphe complet et définitif de la liberté ne peut s'accomplir que sur les ruines de tout principe d'autorité, c'est-à-dire de tout despotisme religieux ou politique.

Il n'y a que des hommes sans idées, sans principes, ou des hommes de mauvaise foi qui puissent soutenir sérieusement que le catholicisme et la papauté pourraient s'accommoder, peu à peu, des idées et des institutions libérales et révolutionnaires de ce siècle. Il n'y a que des libéraux routiniers ou sans convictions qui osent écrire qu'un pape qui, en ce qui concerne le dogme spirituel et le principe fondamental du pouvoir temporel, n'est que l'humble serviteur des traditions apostoliques de l'Église et des maximes immuables de la cour de Rome, peut nourrir seulement la pensée de jouer un rôle de réformateur libéral, philosophe ou démocrate.

La philosophie, la liberté, la démocratie, c'est la révolution; et la révolution, c'est la guerre active, vivante contre tout principe d'autorité, contre tout pouvoir absolu, contre toutes les théocraties, contre toutes les aristocraties, contre toutes les royautés de la terre.

Telle est la révolution dans son essence logique, dans ses dernières conséquences politiques et sociales. Et remarquez bien, qu'en disant révolution, je n'entends pas toujours parler de propagande armée, d'insurrection et de guerre matérielle. Pour moi, la révolution, son véritable pouvoir, sa force indomptable, ce ne sont pas les baïonnettes, ce n'est pas uniquement la force physique. La révolution, c'est quelque chose de plus grand, de plus fort, de plus indomptable; c'est la pensée, c'est la parole, c'est l'opinion, c'est la presse! On peut combattre la force par la force; les rois peuvent régner en maîtres sur des peuples intellectuellement faibles ou esclaves; mais nul roi, nul pouvoir, nulle armée ne peuvent vaincre et asservir un peuple qui pense, un peuple qui sent en lui-même, dans son intelligence, dans sa raison, dans sa conscience, le principe de la liberté et de l'ordre, le principe moral de ses conservation, de ses progrès, de sa perfectibilité tout entière.

Qu'on ne vienne donc pas me parler de Rome, de la papauté, comme d'un principe et d'un instrument d'indépendance et de liberté véritable. Je ne répéterai pas de nouveau ce que j'ai eu lieu de dire dans le chapitre précédent, par rapport à l'alliance nécessaire de la papauté et de l'Autriche. Mais quand bien même Pie IX, entraîné par les nobles sentiments de son patriotisme et par l'indignation profonde que doit inspirer à tout chrétien, à tout homme de cœur, à tout Italien, l'affligeant spectacle de la domination étrangère, aurait eu un instant l'idée généreuse

et hardie de créer, par le prestige de son nom et de son autorité, au sein même du sacré collége, de la cour de Rome, un parti hostile à la prépondérance du cabinet de Vienne dans la politique des États italiens, je crains qu'à l'heure qu'il est, après de mûres réflexions, après une connaissance plus pratique, plus positive de l'état des opinions et des partis en Italie, et surtout d'après les conseils et les menaces de l'Autriche même, il n'ait renoncé à tout projet hostile aux tendances et aux intérêts de la cour de Vienne.

Je veux bien croire que le nouveau pape ait un esprit ferme et décidé, une volonté capable de grandes choses, un cœur bon et vertueux, sincèrement dévoué au bonheur de ses sujets; mais je crois aussi que Pie IX est un des esprits les plus pratiques, les plus positifs, les plus capables d'apprécier à leur juste valeur quels sont les véritables sentiments, les véritables besoins, les forces vives de son peuple. Tous les actes de son règne témoignent visiblement qu'il n'est pas homme à se faire des illusions sur l'influence que le papauté et l'Église peuvent avoir de nos jours, soit en Italie, soit dans le reste de l'Europe et du monde. Pie IX est bien loin, j'en suis sûr, de se dissimuler les dangers qui menacent l'Église et le gouvernement temporel de Rome; tous ses projets, toutes ses réformes, toutes ses paroles annoncent un pape aussi habile que prudent, un souverain qui sent le besoin de fortifier son pouvoir chancelant par la force morale, par l'amour et l'opinion éclairée des peuples; mais tout en feignant de céder

aux exigences et aux nécessités du siècle, tout en se montrant très-disposé à favoriser tous les progrès moraux et civils dont la papauté est susceptible, il est bien loin, et comme souverain et comme chef de la catholicité, et comme autorité suprême dans l'ordre de la pensée et de la science des principes, aussi bien que dans l'ordre des droits et des pouvoirs politiques, de se laisser entraîner au delà des limites qui lui sont tracées par sa position même.

Ainsi gardons-nous bien de prêter l'oreille à ces écrivains, à ces patriotes qui voudraient nous persuader que Pie IX exerce un pouvoir directement hostile à l'Autriche et favorable à l'indépendance et à la liberté italienne. Indépendamment des opinions et des sentiments du nouveau pape, la papauté comme je l'ai déjà dit, ne pourrait se soutenir un jour ni en Italie ni en Europe sans l'appui matériel de l'Autriche; son pouvoir moral et politique est tel aujourd'hui, qu'il ne peut trouver d'autre point d'appui solide et réel que dans l'absolutisme des rois. La liberté et l'indépendance des peuples, telles que l'Europe a su les conquérir de nos jours, sont des forces basées sur des principes et sur des intérêts qui ne peuvent obtenir leur plein triomphe qu'autant qu'on travaillera à limiter et à détruire ensuite toute autorité, tout pouvoir absolu, soit dans les papes soit dans les rois.

La papauté a été, et peut même l'être encore, un puissant principe d'ordre; mais, elle ne sera jamais autre chose. Tous ceux qui débitent tous les jours des phrases sonores sur le libéralisme des papes et de la

cour de Rome, sont indubitablement des dupes ou des hommes corrompus et hypocrites qui ne croient pas à leurs paroles. Un pape peut, par ses lumières, par son esprit, par ses vertus privées, gouverner ses peuples avec charité, avec justice; il peut même travailler actuellement au développement d'un certain bien-être matériel que, dans des temps barbares, l'Église, par une raison très-logique qu'il serait superflu d'expliquer maintenant, considérait comme contraire au perfectionnement spirituel des hommes. Un pape, en un mot, peut créer l'ordre le plus parfait dans l'administration de ses États, peut gouverner ses sujets avec douceur, avec amour, être enfin moralement irréprochable et rendre même possibles la liberté et l'égalité civile les plus complètes. Mais au delà de l'ordre moral, de l'ordre civil, au delà des droits individuels et des intérêts purement extérieurs et matériels, un pape ne sera jamais un principe ni un instrument de liberté, de civilisation, de progrès.

Et de même que l'Église impose ses dogmes et sa croyance sans les discuter ni les démontrer; de même le souverain pontife impose à ses sujets sa volonté et ses lois, sans qu'ils puissent avoir aucun droit d'opposition et de contrôle, aucun droit véritablement, essentiellement politique. C'est ainsi que du moment où les libéraux italiens, les amoistiés de Pie IX et surtout les chefs de l'insurrection de Rimini ont accepté du saint-père le pardon (*il perdono*) et qu'ils ont réellement rétracté aux pieds du pape leurs opinions et leurs actions, de ce mo-

ment-là, dis-je, ils ont montré que leur libéralisme était probablement sincère, mais nullement fondé sur un véritable principe de liberté, sur une doctrine véritablement progressive et révolutionnaire.

L'enthousiasme des amnistiés pour Pie IX a été, selon moi, funeste à la cause du véritable libéralisme italien. Les peuples ont dû par là se convaincre, sans aucun doute, que toutes les insurrections passées n'avaient été que des crimes, et, que la seule voie de salut qui restait aux patriotes italiens, emprisonnés ou proscrits, c'était de se jeter aux pieds du pape, et d'implorer de sa miséricorde la rémission de toutes ces idées libérales, de toutes ces tentatives révolutionnaires qui les avaient rendus indignes du joug paternel auquel ils allaient se soumettre de nouveau, en promettant de verser leur sang, de consacrer leur vie pour le triomphe de l'autorité du pape, et de l'obéissance passive des masses.

Tous ces faits inspirent des réflexions amères, des pensées décevantes. Ceux qui croient au dogme de la liberté moderne, et qui ont la conviction la plus ferme, la plus inébranlable sur l'avenir de l'Italie et de l'Europe, tous les libres penseurs, tous les démocrates, en un mot, doivent déplorer qu'une fraction des patriotes italiens se soit laissé tromper ainsi par des apparences et des illusions mensongères.

Quant à moi, je rejette toutes les doctrines des partis extrêmes, sur l'application immédiate des théories révolutionnaires dans la Péninsule. Je sais que l'Italie, malgré tous les obstacles que j'ai déjà

signalés plusieurs fois, accomplit dans la mesure de ses forces, sourdement, lentement, par des moyens tout particuliers, sa révolution intellectuelle et matérielle; que l'Italie est depuis soixante ans telle qu'elle devait et pouvait être; qu'il était logiquement et historiquement impossible qu'elle eût des destinées meilleures. Aussi, je suis loin aujourd'hui de reprocher à certains patriotes d'avoir quitté les voies violentes et d'être entrés dans la carrière pacifique du progrès civil et des réformes matérielles. A Dieu ne plaise que j'ose à me reprocher jamais cette modération pratique que je regarde comme la seule force véritable des esprits mûrs et profondément convaincus. Pour le moment, je le répète, la modération, la lutte pacifique et légale, est, à mon sens pour l'Italie, la seule lutte possible et réellement utile. Mais c'est précisément au nom de la modération même que je reproche à certains patriotes ces élans immodérés, cette ivresse sans dignité, toutes ces exagérations puériles et fanatiques avec lesquelles on a accueilli à Rome les réformes du nouveau pape et le décret d'amnistie. Je fais la part du caractère italien, extrême en tout; je conçois cette ivresse de joie et de bonheur qui s'était emparée de l'âme et de l'imagination de notre peuple, si poétique, si sensible, si bon, et aussi si inexpérimenté, si jeune encore; mais que des hommes graves, des hommes qui venaient de se mettre à la tête d'une insurrection populaire, qui avaient proclamé à la face de l'Europe entière des principes réellement libéraux, véritablement progressifs, aient pu se laisser

entraîner à des actes de ce genre, en présence d'un décret d'amnistie qui pardonne leur crime, il est vrai, mais à condition qu'ils jureront sur leur honneur de renoncer pour toujours à leurs principes et à la cause qu'ils avaient défendue jusqu'alors, c'est ce que, en conscience, je ne puis approuver et que je n'approuverai jamais. On devait accepter l'amnistie, j'en conviens; on devait se soumettre à une nécessité momentanée qu'on n'aurait pu alors combattre avec fruit : mais on devait savoir aussi qu'une transaction entre la papauté et la liberté moderne, entre l'autorité matérielle de la foi catholique et la libre souveraineté de la pensée et du droit démocratique, n'aurait pu jamais avoir lieu sans que l'un ou l'autre de ces deux pouvoirs ennemis consentît à ne plus être. C'est ainsi que je me crois autorisé à répéter que les révolutionnaires de Rimini, en faisant leur soumission aux pieds du pape, ont rendu, par un acte de contrition philosophique et politique contraire à tous les principes du libéralisme moderne, un mauvais service à la cause de l'indépendance et de la véritable liberté italienne.

Passons maintenant au sens, au caractère véritable des principales réformes accomplies jusqu'à ce jour par Pie IX. Tâchons, s'il est possible, de ne rien cacher, de ne rien exagérer; essayons de dire la vérité tout entière, sans vues systématiques, sans préoccupations hostiles.

Je l'ai déjà dit, je regarde le nouveau pontife comme un des hommes les plus éminents de l'Eu-

rope actuelle, comme une de ces puissantes individualités italiennes qui se rattachent par un lien moral et invisible aux plus beaux noms, aux plus illustres gloires de la religion et de l'histoire. Il y a dans Pie IX l'élévation, la fermeté, la charité évangélique des apôtres, et, en même temps, la hardiesse intellectuelle, les tendances politiques et libérales de la pensée et de la civilisation modernes. Il y a enfin l'homme du passé, l'homme traditionnel, le prêtre, le pape, mais aussi l'homme du présent, le patriote, le précurseur de l'Italie libre et indépendante, des destinées futures de l'Europe chrétienne.

A Dieu ne plaise que je veuille émettre dans ce moment des opinions hasardées ou téméraires. Mais, selon moi, Pie IX, malgré la supériorité, l'élévation incontestable de son esprit, de son caractère, n'est, ne peut être, à l'égard de l'Italie, qu'une autorité, qu'une puissance, qu'une formule de transition. Pie IX est un pape qui aura une grande influence sur l'avenir du peuple italien, non-seulement pour ce qu'il aura fait lui-même, mais pour ce qu'il aura appris à faire aux autres, aux Italiens en général. L'illusion même qui domine dans l'esprit des masses en Italie et qui fait qu'on persiste à considérer le nouveau pape comme un pape libéral dans l'acception moderne de ce mot, est une illusion très-favorable au développement d'une opinion progressive parmi ces classes ignorantes et superstitieuses, qui sont tout à fait incapables de s'élever à la notion abstraite des idées et des choses.

Digitized by Google

Grâce à Pie IX, il est permis maintenant de prononcer dans les États romains le mot de liberté sans craindre les menaces de l'inquisition ni les tracasseries de la police. On peut aujourd'hui discuter à Rome sur la nationalité et l'indépendance italienne avec une pleine et entière sécurité. C'est là, il faut l'avouer, un progrès immense, et d'autant plus précieux qu'il émane d'un principe, d'une autorité qui condamne et proscrit toute liberté et toute indépendance. Ajoutez que la censure est devenue beaucoup plus tolérante ; on imprime et on distribue à Rome même des écrits, des journaux en apparence très-favorables à la papauté et à l'Église, mais, dans le fond, destinés à réveiller dans l'esprit des populations l'idée de la nationalité et de l'indépendance italienne. Tout cela est encore un peu trop vague et je dirai même très-peu logique; mais c'est toujours un très-grand progrès, c'est un champ d'activité nouvellement ouvert à la pensée populaire. Les conséquences sérieuses et fécondes, le peuple saura de lui-même les tirer plus tard, quand l'heure de l'émancipation universelle aura sonné dans l'Europe entière.

Je ne suis pas de ceux qui accordent une influence exagérée aux réformes économiques et administratives des États absolutistes. Je ne suis pas de ceux qui se bercent de chimères à cet égard. Je vois en Europe et même en Italie des États, des peuples heureusement réglés sous le rapport des intérêts matériels et de la civilisation extérieure, et profondément stationnaires et rétrogrades, en tout ce qui

concerne leur intelligence, leur dignité, leur liberté, leur moralité progressive. L'Autriche, ainsi que j'ai eu lieu de le démontrer, est un des pays de l'Europe les mieux administrés, un des pays où l'agriculture, l'industrie, le commerce, les chemins de fer, les arts et les sciences physiques sont dans un état florissant et progressif. En Italie même, en Lombardie et en Toscane, les intérêts matériels ne sont pas du tout stationnaires. Il y a une certaine aisance relative, et le vagabondage et le paupérisme ne forment qu'une exception dans ces États. Les congrès scientifiques, les chemins de fer, les salles d'asile, les associations industrielles et artistiques, sont autorisés depuis longtemps dans presque tous les États italiens. Ce n'est pas tout; à Naples, à Turin, à Pise, il y a des universités où on vous dit qu'on enseigne la philosophie, l'histoire, le droit public, l'économie politique; il y a des écoles où le peuple trouve, dit-on, un enseignement approprié à ses besoins et à ses lumières. Mais pour cela est-ce que Naples et la Toscane sont en réalité des pays progressifs? Est-ce que vous croyez franchement que le peuple toscan ou le peuple napolitain a de véritables sentiments de patriotisme, des idées, des principes conformes aux besoins de la civilisation, de la liberté de ce siècle? Croyez-vous qu'avec toute la tolérance proverbiale du gouvernement toscan, avec toutes ces écoles, avec tous ces professeurs, on soit bien avancé dans les idées, dans les opinions à Pise et à Florence?

Le gouvernement toscan a fait quelquefois du libéralisme par tactique, mais non par principe. Ce

affichait il n'y a pas longtemps des velléités de liberté et de science, parce qu'on voulait s'emparer, selon les maximes du cabinet de Vienne, de l'influence de tous les hommes qu'on croyait dangereux ou qui étaient dans les bonnes grâces du pays. Oui, on jouait à Florence un gouvernement constitutionnel, alors que l'Italie paraissait plongée de nouveau dans le sommeil de la mort, et qu'on voyait des républicains, des carbonari, des conspirateurs ennuyés de leur rôle d'emprunt, fatigués d'un métier qui ne leur rapportait pas grand'chose, s'incliner doucement vers les faveurs et les appâts du pouvoir. Mais aujourd'hui la comédie est terminée, et les acteurs sont tous démasqués. Le gouvernement toscan, fidèle à ses tactique et aux inspirations de l'Autriche revient, en présence des réformes du nouveau pape et des tendances antiautrichiennes de la cour de Turin, et plus encore en présence de l'opinion publique qui va plus loin que Charles-Albert et Pie IX, revient brusquement, dis-je, à ses principes d'absolutisme et de réaction despotique; il reprend son véritable rôle, et laisse à l'ambassade d'Autriche le soin de réprimander, de rappeler à l'ordre et à la raison les beaux esprits et les beaux parleurs des salons et des chaires universitaires. Je ne puis pas m'étendre ici sur des détails personnels, mais je sais que des libéraux très-modérés, des hommes très-catholiques, mais connus par leur haine politique envers la domination autrichienne, ont reçu l'ordre de quitter la Toscane après avoir été en butte aux perquisitions et à la surveillance tracassière d'une police brutale.

On parle aussi de nouvelles dispositions du grand-duc, en faveur des jésuites, mais a vrai dire je n'en crois rien; l'opinion des hommes éclairés s'est prononcée en Toscane trop énergiquement contre les révérends pères. Le grand-duc ne se laissera pas imposer, j'espère, une politique de réaction qui finirait tôt ou tard par le perdre, en suscitant dans le pays un mécontentement général capable de devenir plus tard une force décidément révolutionnaire.

Après ce que je viens de dire sur le papauté et sur Pie IX, je ne crois pas necessaire d'insister trop longuement sur l'importance secondaire et nullement politique des réformes administratives, économiques et civiles opérées à Rome par le saint-père et le cardinal Gizzi. Tant qu'on ne proclamera pas de nouveaux principes, tant qu'on n'accordera pas de nouveaux droits au peuple, à la nation, l'indépendance et la liberté de l'Italie resteront des théories, des rêves, des espérances, et pas autre chose.

L'amnistie, la convocation des conseils provinciaux restent des actes sans valeur politique, lorsque le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif sont arbitraires, despotiques; lorsque le gouvernement peut par son droit absolu et sans contrôle agir contrairement aux vœux et aux intérêts du pays, et consacrer par la nature de son autorité, par l'essence de son pouvoir même la négation le plus absolue, la plus tyrannique de tous les droits de la conscience, de toutes les libertés morales et politiques.

L'encyclique ou lettre circulaire adressée aux évêques de la chrétienté par Pie IX, suffit, pour

Google

donner à tous les hommes clairvoyants et impartiaux la mesure de l'impuissance absolue dans laquelle se trouve un pape quel qu'il soit à favoriser les principes fondamentaux, les caractères essentiels de la liberté moderne, c'est-à-dire la liberté de conscience et la liberté de penser; et tant qu'un peuple ne sait pas conquérir ces libertés-là, il est impossible qu'il puisse aspirer à la réalisation des autres libertés pratiques, de ces institutions représentatives, de ces garanties politiques dans lesquelles se résume la vraie liberté, le véritable indépendance des peuples modernes. Au point de vue des intérêts matériels et de l'ordre public, et je dirai même au point de vue du bonheur individuel des peuples, c'est un progrès sans doute que de rendre par de sages mesures économiques, un peu de vie au crédit public, d'autoriser les chemins de fer par un système d'adjudication très-favorable à l'économie du pays, de réparer les mauvaises routes, d'en ouvrir de nouvelles, de réformer les tarifs de douane nuisibles au commerce de l'État et à la prospérité générale, d'encourager enfin par des lois opportunes l'agriculture et l'industrie là où le vagabondage, la paresse, l'ignorance, l'incurie les plus déplorables rendaient un sol fécond, des populations vigoureuses et intelligentes, des capitaux considérables entièrement improductifs.

Il y a plus : une réforme législative et judiciaire s'organise dans les États de Pie IX, et déjà une loi concernant l'instruction primaire et les écoles techniques a été publiée. C'est montrer sans doute par ces

réformes une grande capacité et un grand désir de bien faire. Le gouvernement du nouveau pape se place par là dans une voie éminemment progressive, il entre dans un système qui, sans accorder aucun droit, et par là aucune liberté politique, est toutefois le seul capable de ramener l'ordre, la sécurité, la justice dans un pays tyrannisé jusqu'ici par les abus les plus monstrueux, par l'anarchie la plus dissolvante, la plus barbare.

Pie IX a adopté ainsi, je l'avoue, la seule politique possible aujourd'hui dans un État comme celui de la Romagne. Son système est le plus habile, le plus propre à fortifier pour quelque temps encore le pouvoir temporel du saint-siége, et à rétablir en attendant mieux l'ordre et la paix à Rome, dans les Légations et dans les Marches. Car il serait absurde de vouloir le nier, les États romains, et je dirai plus, l'Italie en général a pour le moment beaucoup plus besoin d'ordre et de civilisation que de liberté. Les révolutions violentes ont été jusqu'ici rendues presque impossibles dans la Péninsule par deux pouvoirs tout-puissants, Rome et l'Autriche, par l'absolutisme moral et par l'absolutisme matériel. Quand l'Italie se régénérera complétement, quand elle entrera franchement dans la voie de toutes les libertés, la liberté aura cessé d'être révolutionnaire en Europe; la révolution pacifique aura vaincu alors peut-être la révolution matérielle. Et quoique je sois intimement persuadé qu'une révolution européenne est tôt ou tard inévitable, toutefois je ne crois pas que l'Italie puisse jouer dans la lutte générale un rôle matériellement

subversif. Le peuple italien est le peuple qui a instinctivement l'intuition la plus nette, le plus lucide du progrès régulier et pacifique; c'est le peuple qui, aussitôt qu'il aura acquis par le temps de plus grandes lumières et une plus grande expérience de la vie moderne, de la civilisation de l'Europe, n'hésitera pas un instant, je pense, à comprendre et à réaliser les conquêtes réelles, solides et durables de cette civilisation même; en un mot, le peuple italien en masse ne deviendra révolutionnaire qu'au moment où la révolution sera déjà un fait accompli dans les besoins, dans les idées, dans les intérêts généraux du pays.

C'est par ces raisons que l'Italie est aujourd'hui le pays le plus en retard dans le mouvement de l'Europe; et il le sera toujours, parce que l'Italie n'aime pas les opinions extrêmes, les théories politiques, les tentatives désespérées. Là où l'individualisme est plus puissant que partout ailleurs, les hommes ne se laissent pas aller facilement à de grands sacrifices individuels, s'ils ne sont pas sûrs d'avance que le sacrifice est rendu nécessaire par l'utilité, par le bien le plus réel, le plus positif. L'Italie ne sera sur pied pour combattre, vaincre ou mourir, que le jour où la démocratie évangélique aura atteint en Europe son développement le plus élevé, que le jour où les grands problèmes de la pensée, de la science et de l'histoire auront trouvé leur solution dans le mouvement dissolvant et régénérateur de l'Europe philosophique, libérale et révolutionnaire. Car l'Italie, remarquons-le bien, ne pa-

roît pas pouvoir comprendre la liberté sans l'ordre ; elle a horreur de la licence et de l'anarchie ; c'est pour cela qu'elle sera toujours la dernière dans un siècle de révolution et de lutte matérielle, et la première dans toutes les époques d'ordre et de progrès pacifique.

Voilà pourquoi l'Italie est plutôt le pays des réformes que celui des révolutions ; plutôt la patrie de l'ordre que celle de la liberté, telle qu'on l'entend aujourd'hui dans les pays où la contradiction des deux termes opposés de la logique et de l'histoire se combattent visiblement et continuent à s'exclure sans pouvoir se concilier.

L'Italie est le pays de la synthèse, de l'absolu extérieur, concret. Elle répugne à l'analyse pure, à l'intériorité contradictoire. Elle ne sera jamais, par conséquent, ni protestante, ni rationaliste, ni indifférente, ni athée, ni à moitié monarchique et à moitié républicaine, comme les pays constitutionnels. L'Italie aura toujours un caractère entier, une physionomie spiritualiste et idéale. Elle ne sera jamais capable de se matérialiser systématiquement, comme la France, ni de se contenter d'une vie purement abstraite et spéculative, comme celle des nations germaniques. L'Italie est, par son génie et par ses instincts, la formule primitive et complète de l'absolu dans l'ordre de l'histoire, et, par la même raison, elle sera probablement la formule dernière et complète de l'absolu dans l'ordre de la pensée libre et de la science, lorsque la pensée et la science auront atteint par la civilisation leur unité concrète ;

Google

lorsqu'elles seront devenues une manifestation libre et générale de l'identité subjective et objective de l'absolu.

Il est donc démontré, ce me semble, que l'Italie est et sera toujours un pays exceptionnel en Europe. De même qu'elle a été la formule complète du monde antique et le berceau de l'ère moderne; de même qu'elle s'est arrêtée, qu'elle est déchue après avoir complété le développement absolu d'un des termes généraux du problème logique de l'humanité, de même l'Italie ne pourra assumer un rôle actif, libre et puissant que lorsque la contradiction entre les deux termes du problème, entre les deux mondes, entre le passé et l'avenir, aura cessé par la contradiction même, c'est-à-dire par l'épuisement du mouvement révolutionnaire de la philosophie et de la liberté critique et destructive.

Il est certain que le mouvement contradictoire qui a été réalisé dans l'histoire et dans la pensée par la réforme protestante et par la révolution française, sera arrêté un jour par le développement définitif de la liberté de la pensée et de la liberté politique. C'est alors que l'Évangile, que la vérité se trouveraient effectivement réalisés sur la terre. La division, la lutte des idées et des intérêts, des pouvoirs et des principes, cesseraient alors nécessairement. L'individualisme sera dompté et soumis par le principe social; toute particularité historique restera absorbée dans le sein de la généralité logique; l'idée et l'action, la religion et la science, la liberté et l'autorité, la pensée spéculative et la pensée appliquée, le

monde intérieur et le monde extérieur, la logique et l'histoire, se résumeront dans un ordre effectif et vivant qui démontrera l'identité absolue et concrète du fini et de l'infini, la conciliation dialectique du bien et du mal, de la nature et de l'esprit, de Dieu et de l'humanité.

Dans le chapitre suivant, j'essayerai de découvrir, de vérifier dans les faits, dans le mouvement général de la politique européenne, comment le monde historique, le monde vivant, poussé par l'activité des particularités contradictoires, tend sans cesse à se rapprocher de plus en plus de la fusion historique, de la généralité dialectique qui se préparent lentement, sourdement au milieu du conflit général de la pensée et des intérêts finis et matériels de l'humanité moderne. Nous verrons comment la différence, la particularité, la contradiction pourront rentrer insensiblement, par un mouvement lent et graduel qui n'est pas toujours régulier, dans l'ordre de la généralité, dans l'accord, dans l'unité dialectique de la pensée et de l'action absolue.

C'est ainsi que nous comprendrons l'impossibilité de réaliser la conciliation dialectique dans l'ordre vivant de la politique et de l'histoire, avant que les formes particulières, individuelles de l'idée et de l'action soient incorporées, absorbées par les formes générales et sociales de l'unité définitive. Nous verrons, par conséquent, que le principe d'autorité est d'abord limité, et puis détruit nécessairement par le principe de liberté ; que la conciliation historique, effective entre le fini et l'infini est im-

possible, tant que la lutte, la contradiction logique subsistera dans l'ordre de la pensée, de la science, et que par là il devient également impossible en politique, l'accord, l'équilibre absolu entre l'autorité et la liberté, la monarchie et la démocratie tant que les principes, les intérêts des gouvernants et des gouvernés resteront opposés et séparés. Mais comme la démocratie exprime la généralité dans l'ordre du fini, les peuples doivent triompher des rois qui représentent la particularité barbare et antique, la contradiction de l'idée et de la force du fini et de l'infini comme expression de l'absolu. Tandis que l'identité future de l'humanité et du monde consiste dans l'unité dialectique de la généralité finie avec la totalité, l'universalité infinie. Le fait, par conséquent, sera soumis à la raison, la force, l'autorité à la liberté; la différence, l'inégalité à l'unité de l'idée, a la connaissance absolue qui seule aura enfin le droit de régner souveraine légitime et absolue sur la terre.

CHAPITRE VI.

TENDANCE GÉNÉRALE DE L'EUROPE

J'aborde maintenant une question grave et extrêmement compliquée. J'ai besoin pour cela de toute l'attention, de toute l'indulgence de mes lecteurs.

J'ai essayé de démontrer dans le cours de cet écrit comment l'ancienne lutte du paganisme et du christianisme, la lutte du principe individuel, national, historique qui dominait le monde occidental sous l'empire romain, et du principe de généralité, d'unité, de spiritualité pure et absolue de liberté, d'égalité, de fraternité universelle, révélé par l'Évangile et développé progressivement sous des formes logiques historiques et politiques pour les peuples modernes et notamment par l'Allemagne et par la France, était encore de nos jours, à travers toutes les complications historiques de ce siècle, l'expression prédominante et caractéristique de la civilisation européenne.

L'erreur commune à la plupart des philosophes de notre époque, qui consiste à supposer que l'esprit, que le sens intime, que l'idée absolue du christianisme ont été jusqu'à un certain point le produit de la pensée historique, de la vie intellectuelle et morale de l'antiquité, a introduit une grande confusion dans les disputes les plus graves des libres penseurs. Je suis fermement convaincu, malgré les

accusations banales de certains esprits médiocres ou présomptueux contre la philosophie moderne, que la nouvelle période historique où l'Europe doit entrer nécessairement tôt ou tard, prouvera démonstrativement que le progrès réel, absolu qui s'accomplit lentement dans le monde depuis la venue de Jésus-Christ, n'est autre chose que la négation graduelle et progressive du principe historique de l'ancien monde.

L'émancipation de l'homme du principe historique, du droit matériel et privé des peuples antiques, eut lieu par la rédemption chrétienne. Le Christ formula dans une doctrine toute spirituelle, dans une doctrine toute de sentiment, de charité, d'amour qui exprimait l'absolu pratique de l'humanité future régénérée, l'unité, l'harmonie parfaite du nouveau monde, et la fin certaine du monde ancien. Cette unité, cette harmonie nouvelle ne devait être fondée, d'après Jésus-Christ, sur aucun élément historique particulier, fini, de l'humanité antérieure. La résurrection finale, le jugement dernier devait ensevelir dans un tombeau éternel toutes les formes particulières et finies de l'histoire. Une humanité nouvelle doit surgir, a dit l'apôtre[1], de la dissolution complète et universelle de tout ce qui est et a été depuis le commencement des siècles, c'est-à-dire depuis le premier développement de l'histoire et des sociétés humaines.

Voyons maintenant quelle est la conséquence qui découle nécessairement de ces prémisses.

[1] Saint Jean, *Apocalypse*. Chap. 21, 23.

J'ai dit et je l'ai répété plusieurs fois, que la civilisation moderne n'est et ne peut être autre chose que la civilisation définitive et absolue, que la dernière période historique de notre ère. La manifestation de l'idée dans l'humanité a atteint de nos jours sous toutes ses formes extérieures, particulières et finies, son développement absolu. La civilisation n'est plus individuelle, locale, nationale; elle n'est plus ni grecque ni romaine, ni germanique, ni française; elle est sous le rapport intérieur, spirituel, purement moral, universelle, et sous le rapport extérieur, civil, politique et social, elle est européenne. Aussitôt que de nos jours un peuple barbare abandonne la forme indigène, finie, matérielle, la forme toute extérieure de sa vie morale et sociale, il est forcé d'entrer dans la grande famille chrétienne, il ne peut plus se dispenser de faire partie de la grande unité européenne. Or donc, il n'y a pas de milieu entre le monde barbare et antique, et le monde chrétien, le monde moderne. Il n'y a pas de milieu, de transaction possible entre le passé et l'avenir, entre l'esprit et la matière, entre la liberté et la servitude, entre l'inertie et le progrès, entre la vie et la mort.

Et voici d'abord la grande raison de ce fait. Lorsque la pensée de l'humanité a atteint ses développements absolus, elle ne peut plus reculer. L'esprit, l'idée absolue dans son mouvement logique et historique, dans sa course providentielle, parcourt régulièrement, successivement dans le temps et dans l'espace le grand cercle du monde, sans ja-

mais rétrograder, sans jamais s'arrêter un instant. A mesure que l'idée absolue se développe sous les formes finies et sensibles de l'espace et du temps, et que ses développements et ses progrès marquent les destinées passagères de l'histoire, les formes individuelles et particulières de la pensée dans le monde politique et social, les deux forces historiquement opposées du fini et de l'infini se manifestent et se produisent dans l'humanité et dans le monde par un double mouvement inverse et contradictoire. Ce mouvement est représenté par toutes les formes logiques et historiques de l'idée dans ses trois expressions générales et absolues, c'est-à-dire dans la religion, dans l'art et dans la science. L'idée absolue et infinie n'a pas son principe dans l'humanité ni dans le monde, qui n'ont qu'une existence finie et relative. Le principe de l'infini et de l'absolu n'est exprimé dans sa totalité, dans sa perfection, dans sa réalité infinie et absolue, que par le système universel de la création, dont Dieu est en même temps cause et effet, principe et but, et dont notre monde n'est qu'une des innombrables particularités finies, qui n'ont par elles-mêmes aucune réalité générale et absolue, ni par conséquent aucun but général et absolu.

Or, la perfection de notre monde particulier et fini ne peut consister que dans la négation, par l'esprit, par la pensée, du particulier et du fini. Cette négation du fini a été la base essentielle de presque toutes les religions de l'antiquité. Mais l'erreur capitale de tous ces systèmes, de toutes ces doctrines a été de concevoir la négation du fini uniquement sous la

forme extérieure et matérielle de la mort; car la mort est sans doute la négation du fini, mais elle n'en est que la négation sensible; elle n'est que l'expression contradictoire du fini et de l'infini, ce qui est contraire à l'idée, à la raison, à la perfection spirituelle et absolue de l'homme.

Le catholicisme, tout en spiritualisant le sentiment, l'homme moral, laisse intacte la doctrine des anciens, le dogme païen, sur la contradiction inconciliable du fini et de l'infini. Le protestantisme démontre la contradiction sans pouvoir la détruire; il ouvre néanmoins la voie à la philosophie moderne, à la pensée pure, pour arriver à la solution définitive du problème logique, à la conciliation dialectique de l'humanité et du monde.

La grande supériorité de la pensée moderne et de la civilisation qui en découle, c'est d'avoir démontré que la seule véritable réalité, que le principe essentiel de toute vérité, de tout bien, de toute perfection, est dans la pensée même; que par elle, l'homme, être fini, peut et doit acquérir une valeur, une personnalité infinie; qu'enfin par cette nouvelle conscience de sa force intérieure, de sa valeur morale, l'humanité venait d'acquérir sa véritable émancipation, sa véritable liberté, la science véritable de sa nature et de ses destinées.

C'est par la pensée, par la raison que l'homme sent que sa vie réelle, son bien, son bonheur, n'est que dans l'union intime avec l'absolu, avec ce monde de l'idée, où tout ce qui est fini et matériel reste soumis complétement à la connoissance rationnelle

Digitized by Google

du vrai et du bien infini que la pensée seule peut réaliser, même dans les limites matérielles du fini, du monde que nous habitons. Ce n'est donc que dans la pensée que le monde absolu et infini de l'idée trouve sa réalisation absolue et infinie; mais c'est aussi dans le monde extérieur et fini de la vie historique et sociale que la pensée peut et doit effectuer les formes sensibles et finies de cette idée, de cette raison, de cette connaissance absolue du bien et du vrai dont elle a en elle-même la possession à la fois idéale et réelle.

Or, concentrer l'absolu dans le relatif, l'infini dans le fini, est le but constant et légitime de la civilisation, de l'histoire, la mission de l'esprit humain dans le monde. C'est ce but, cette mission que les religions antiques ont constamment méconnu; car dans les religions et dans les sociétés civiles de l'antiquité, le fini, le particulier, l'individuel, étaient le principe, le point de départ de la pensée, de la généralité, de l'infini.

La supériorité du catholicisme, des doctrines de l'Église sur les doctrines du paganisme, consiste en ce que l'Église a poussé à ses dernières limites la contradiction entre le fini et l'infini, ce que les anciens n'avaient pu faire. En effet, le dogme catholique se résume dans la négation complète de l'infini dans le fini. Si l'Église avait pu comprendre et admettre que dans la pensée, comme force pure et abstraite de l'esprit, était la véritable manifestation, la véritable incarnation de l'infini, de l'absolu, de Dieu, dans ses rapports avec les destinées de l'humanité,

et que c'était par la pensée qu'on devait arriver à la conciliation logique et historique de l'idée et du fait, du monde extérieur et du monde intérieur, l'Eglise aurait encore aujourd'hui peut-être un grand rôle à jouer dans les destinées de l'Europe. Mais cette grande tâche, cette grande mission, ne pouvait appartenir à aucun pouvoir historique de la vieille Europe; elle ne pouvait être le partage exclusif d'aucun peuple particulier, d'aucune manifestation purement individuelle et extérieure de la vérité et de l'ordre.

Non, je le répète avec une ferme persuasion : aucune religion, aucune Église n'aura le pouvoir d'organiser la forme historique du monde à venir; aucune religion, aucune Eglise particulière, nationale, reposant sur un principe traditionnel extérieur ou sur un principe de liberté individuelle quel qu'il soit, n'aura le droit ni la force de développer et d'organiser dans le monde effectif, dans le monde de l'action pratique, de la vie sociale, ces principes absolus de liberté, d'intellectualité, d'égalité, de fraternité universelle, que toutes les religions, toutes les Églises ont constamment mêlés dans le monde intérieur, abstrait, de la raison, de l'idée. Le catholicisme est donc, comme on voit, doublement condamné comme étant contraire à la dignité et à la liberté intérieure de l'homme, et, par conséquent, à la dignité, à l'indépendance, à la liberté, à la fraternité politique et sociale des peuples.

Rome a commis une grande faute politique, en supposant que son autorité historique serait éternellement respectée dans le monde. Rome est tombée

dans l'illusion de tous ces pouvoirs usés, décrépits, qui ne comprennent plus leur siècle, ou qui s'imaginent que par l'obscurantisme et par la force matérielle, on peut empêcher les crises, les révolutions intellectuelles et politiques, les progrès de la pensée, de la raison dans le monde. Le pouvoir de Rome, je le répète encore, n'a été qu'un principe, qu'un pouvoir d'ordre individuel et purement moral. Il a rempli dignement sa mission lorsque la propagande religieuse étoit en même temps une propagande de civilisation et de science; lorsque l'Europe avait à se défendre contre la barbarie païenne et musulmane, et que la supériorité du christianisme n'était pas universellement reconnue ou qu'il n'était pas encore devenu loi de l'Europe. Mais aujourd'hui, dans l'ordre des principes et des intérêts européens, il ne s'agit plus d'enseigner l'Evangile à des barbares ni de convertir des infidèles. L'unité chrétienne, elle existe, elle est la vie, l'âme de la civilisation européenne. L'œuvre individuelle est achevée; c'est l'œuvre politique et sociale qui commence à peine, et qui a besoin de ces fortes et libres convictions, de ces vertus populaires que l'Eglise combat, depuis trois siècles, contre l'esprit, la science, la raison de l'Europe.

A l'heure qu'il est, l'ordre, la liberté, la lumière, la vie nouvelle ne peuvent plus venir de l'Eglise, de cette Rome que le Christ a condamnée il y a dix-huit siècles, comme l'expression matérielle et finie d'un monde à jamais éteint, d'un monde digne de représenter les ruines de la force et de la beauté antiques, mais in-

digne de représenter, dans l'ordre des temps nouveaux, le royaume d'esprit et de paix, cette Jérusalem céleste qui ne peut être l'œuvre d'aucun peuple privilégié, d'aucune nation spéciale, d'aucune autorité individuelle, d'aucune époque particulière de l'histoire, mais l'œuvre générale de l'esprit, de la raison libre et absolue de l'humanité universelle, purifiée, renouvelée par la douleur et le sang.

Je ne suis pas de ceux qui contestent à l'époque actuelle ses immenses progrès, soit dans l'ordre logique de la pensée, de la science, soit dans le mouvement réel de la vie civile et politique; mais ce que je nie formellement, c'est que le fondement de notre vie civile et politique, telle qu'elle est maintenant, puisse être une conquête absolue de la pensée libre, l'expression définitive de nos destinées. Je reviens toujours à cette même idée que j'ai déjà énoncée plusieurs fois, à savoir que la mission de la pensée moderne, de la civilisation de l'Europe, est de détacher définitivement le monde de toutes les traditions païennes de l'antiquité. Si on perd de vue cette grande idée, la civilisation révolutionnaire de ce siècle n'a plus de sens, de but véritable; l'histoire et la politique contemporaines deviennent un amas de contradictions les unes plus choquantes que les autres, un problème à jamais insoluble.

Si on considère en effet, dans toute sa réalité, dans toutes ses conditions les plus positives et les plus générales, l'état de l'Europe tel qu'il est depuis la chute de Napoléon et les traités du congrès de Vienne, on verra aisément sur quelles bases défec-

tueuses et chancelantes repose l'équilibre intellectuel et politique de la société européenne.

La révolution de 1830 a menacé pour un moment de s'étendre sur toute l'Europe, et de résoudre ainsi, par la violence, par la guerre des peuples contre les rois, par la propagande libérale armée, la grande question que Napoléon eut l'idée, mais non la force, de résoudre en profit de lui-même et de l'ordre européen. L'illusion du grand empereur fut de croire qu'on aurait pu arrêter le terrible esprit de nouveauté qui menaçait de dissoudre le monde, par le seul principe, par la seule puissance de son génie, de sa volonté et de ses armées. Napoléon, il faut bien le reconnaître aujourd'hui, ne sut pas comprendre que sa mission n'était pas du tout une mission réorganisatrice ; que l'Europe étant nécessairement révolutionnaire, tout pouvoir qui aurait la prétention d'arrêter son mouvement destructeur, resterait victime de ses audacieuses tentatives. Napoléon, qui avait su juger, avec une pénétration digne de son génie, que la révolution devait ronger peu à peu le vieux édifice européen, et que la liberté, considérée comme principe politique et social, ne pouvait être qu'un principe de dévastation et d'anarchie dans le sens historique du mot, Napoléon, dis-je, se montra bien inférieur à sa tâche et à son génie lorsqu'il osa imaginer qu'il pourrait diriger dans un sens opposé au véritable caractère de la révolution même, l'esprit rénovateur et désorganisateur du siècle.

C'est ainsi que, malgré l'intuition divinatoire de son génie et la connaissance profonde des hommes

et des choses, Napoléon se montra, comme philosophe, comme penseur, inférieur à son rôle et à son temps. D'une rare pénétration dans l'appréciation des faits, il resta au-dessous de lui-même dans l'examen des causes qui les avaient produits. Plus grand que tous ses contemporains, il fut trop peu l'homme du passé pour se mettre d'accord avec les intérêts de la vieille Europe, et aussi trop peu l'homme de l'avenir pour dominer son siècle et s'arrêter à temps devant la force indomptable des événements et des idées.

La guerre acharnée que les puissances de l'Europe coalisées firent contre Napoléon fut aussi faiblement jugée par l'Empereur. Il est hors de doute que Napoléon se faisait très-souvent illusion sur le rôle qu'il jouait en réalité sur la scène politique du monde. Quand, en effet, Napoléon faisait entendre à ses ennemis que lui seul avait sauvé l'Europe de l'anarchie; que lui seul avait défendu les trônes des rois, redressé les autels renversés, profanés par le fanatisme de la liberté et la licence de l'athéisme, et que malgré tout cela les rois et les prêtres s'obstinaient à le regarder injustement comme un monstre destructeur de tout droit, de toute croyance, Napoléon confondait alors les faits avec les principes, et déguisait fort mal la physionomie caractéristique de son vrai rôle, de sa véritable mission.

Je ne crois pas, quand même Napoléon eût été victorieux à Moscou ou à Leipsick, que l'Europe révolutionnaire aurait pu changer ses tendances et

Digitized by Google

revenir, sous de nouveaux principes d'ordre, de sécurité et de paix, à cet accord, à cette unité intellectuelle et politique que Napoléon se flattait en vain, contre la réalité des choses, de pouvoir accomplir tôt ou tard, par le prestige de son nom, par la puissance de son génie et de ses armes. La chute du géant était logiquement, historiquement nécessaire, fatale ; car l'Europe n'avait aucune tendance à se soumettre de nouveau à un principe d'autorité, fût-ce même celui que l'autorité d'un grand génie pourrait imposer à la libre intelligence et à la volonté éclairée d'un grand peuple.

L'absolutisme en tant que principe était mort avec Louis XVI dans l'opinion des peuples libres : il n'y avait plus de transaction possible entre la liberté et l'autorité. Tout accord momentané entre ces deux forces opposées ne devait aboutir qu'à une défaite plus éclatante encore du pouvoir absolu. La politique de Napoléon était donc, par le fait, une politique révolutionnaire aussi incapable de satisfaire les besoins démocratiques, l'esprit novateur des peuples, que les intérêts conservateurs et rétrogrades des souverains et des rois.

Napoléon tomba ainsi au milieu de ces deux feux contraires qu'il n'avait pas su éviter, et qui devaient nécessairement le dévorer. Il eut, en effet, contre lui, aux derniers jours de sa carrière, les rois et les peuples, le despotisme et la liberté. Car, aux yeux des peuples libres, des peuples révolutionnaires, il était un tyran ; aux yeux des rois, des souverains absolus, le plus dangereux ennemi, le révolutionnaire le

plus puissant, le plus redoutable. Il était impossible de tenir longtemps dans une situation pareille. Quand même, je le répète, Moscou et Leipsick n'auraient pas hâté sa chute, Napoléon devait, un peu plus tôt, un peu plus tard, tomber victime de son rôle, de sa position.

Il y a des bornes à tout pouvoir, à toute gloire, à toute ambition. La puissance de l'idée napoléonienne dut fléchir devant la puissance des choses. L'extrême confiance dans son bon génie devait perdre Napoléon. Le succès l'entraîna, l'aveugla au point de ne plus se croire sujet aux lois communes aux autres mortels. Ce fut alors que sa logique divinatoire, que son immense esprit allèrent se briser contre des chimères irréalisables, contre des rêves impossibles.

C'était, sans doute, une grande idée, mais aussi une grande chimère, que de vouloir refaire le monde en quelques mois par l'emploi de la force et le prestige d'un nom. Napoléon avait bien le sentiment que, pour régénérer l'Europe selon les principes de la révolution française, il était nécessaire de propager la révolution, de bouleverser de fond en comble tous ces États, tous ces pays qui, par leurs traditions et leurs idées spéciales et contradictoires, s'opposaient à l'unité générale et absolue du principe logique qui devait changer tôt ou tard les destinées de l'Europe et du monde. Mais Napoléon, qui avait su si bien saisir le sens et la mission de la révolution, eut le grand tort de ne pas comprendre que, pour accomplir la régénération de la société européenne, il ne suffisait pas de combattre, de faire la guerre aux

Google

anciennes formes du pouvoir, mais qu'il fallait avant tout détruire le principe même de ce pouvoir auquel il était lui-même fatalement attaché. Vouloir, enfin, comme Napoléon Ier fait, combattre l'autorité par l'autorité, l'absolutisme par l'absolutisme; vouloir créer la liberté de tous les peuples, et en même temps la plus haute puissance d'un roi, d'un empereur, était, sans contredit, une prétention si étrange, si contradictoire, si absurde, qu'elle devait nécessairement, d'une manière ou de l'autre, amener la ruine totale de celui qui l'avait conçue.

Ajoutons aussi que, sous l'empire, l'Europe n'était pas assez mûre pour une révolution générale. La liberté était, à cette époque, plutôt une affaire de réaction, de sentiment, qu'une œuvre réfléchie, résultant directement de la raison, de la science et de la civilisation générale. N'oublions jamais cette grande vérité, à savoir que la vraie liberté, c'est la pensée, c'est la science. On a beau vouloir faire de la liberté un principe général et absolu; mais, quant à moi, je ne souscrirai jamais de bonne foi à des théories aussi hasardées. Oui, la liberté, c'est la pensée, c'est la science, comme la foi de nos pères était le sentiment et la vertu. C'est la science qui, dans les sociétés modernes est le pouvoir réellement révolutionnaire et en même temps la source et le principe de l'ordre nouveau. Mais, pour que la science puisse devenir le levier d'une révolution générale dans le monde, il faut que la science arrive à éclairer l'intelligence des masses; et pour que celles-ci puissent acquérir les moyens de recevoir la lumière

bienfaisante des vérités nouvelles, il faut qu'une grande révolution économique et sociale vienne changer auparavant leur condition matérielle. Cette révolution, Napoléon n'aurait jamais pu l'accomplir; elle n'était pas dans les destinées de son temps. Napoléon eut, sans doute, l'intuition des vérités les plus lointaines; mais il méconnut les limites de son pouvoir et les conditions logiques et historiques de son époque.

Napoléon ne fut donc que l'instrument providentiel d'une phase révolutionnaire qui devait s'épuiser avec lui. Il ne fut jamais ni un principe d'ordre ni un principe de liberté. Son but était d'opérer une conciliation entre le passé et l'avenir, de détruire la contradiction logique et politique du monde, par un principe factice et purement individuel. C'était agir, après tout, en mauvais logicien. Ses railleries continuelles contre les *idéologues* retombèrent sur lui; car, s'il eût été aussi fort en théorie qu'il était bon philosophe pratique, il aurait pu éviter peut-être l'erreur qui le perdit. Il n'aurait jamais eu la prétention de détruire, de mettre fin à la lutte contradictoire de deux principes absolus et opposés, par un pouvoir qui, comme le sien, résumait en lui les deux termes absolus de la contradiction même. L'idée de Napoléon était de détruire la tyrannie, l'absolutisme religieux et politique de la vieille Europe, en refusant cependant aux peuples soumis à son nouvel empire, la liberté de la pensée et la souveraineté politique, en leur refusant, en un mot, toute liberté véritable, toute liberté démocratique.

Napoléon, qui ne croyait pas à la liberté constitutionnelle comme principe d'ordre et de paix, ni à aucune des libertés républicaines de son temps, et en cela je ne saurais certainement pas le blâmer, voulait rendre l'Europe grande et heureuse par de bonnes institutions civiles et par une grande prospérité sociale, le tout basé sur un principe d'autorité qui ne s'appuyait ni sur les droits aristocratiques et monarchiques consacrés par l'histoire, ni sur les droits populaires et libres de la révolution. Ainsi il fut sans nul doute un grand guerrier, un grand esprit politique, mais un nouvelle philosophe. Il croyait aux hommes, mais il ne croyait pas aux idées. Il avait compris la révolution comme un moyen de destruction; mais il n'avait aucune idée claire et progressive sur la formule organique de la société future. Il fut, je le répète, l'expression la plus contradictoire de la contradiction logique et historique qui agitait depuis trois siècles l'Europe entière; car il voulait révolutionner le monde tout en niant d'abord les principes essentiels, les causes générales de la révolution même, le principe de la liberté et de l'égalité démocratique; il voulait détruire les anciens pouvoirs sans faire disparaître ces idées, ces principes desquels ils émanent et sur lesquels repose leur légitimité, leur puissance. Sa fausse logique l'entraîne par conséquent à une théorie absurde en politique.

Des écrivains modernes ont reproché souvent à Napoléon de n'avoir eu confiance que dans sa force matérielle, que dans ses armées; que c'est pour

n'avoir jamais montré aucun respect pour le droit que le monde entier l'abandonna au jour néfaste de sa dernière chute. Quant à moi, je crois ces reproches peu fondés. Napoléon, le héros de la révolution française, ne pouvait pas considérer comme des droits justes et légitimes, ces droits qui émanaient d'un principe contraire aux principes de la révolution. En philosophie, le droit et la force sont deux choses séparées ; mais, en politique, qui a la force a le droit ; et comme les idées sont la seule force réelle soit en morale, soit en politique, il arrive que tôt ou tard le droit et la force se trouvent être parfaitement d'accord, parfaitement identiques.

Je ne suis pas partisan enthousiaste de la révolution et de la guerre ; au contraire, je regarde ces moyens de progrès et de rénovation comme des fléaux terribles qu'il faut subir faute de pouvoir les éviter, comme la preuve la plus évidente de notre imperfection et de notre misère individuelles. Mais, quoique la révolution et la guerre soient des calamités épouvantables, elles sont cependant nécessaires pour empêcher des calamités plus épouvantables encore, je veux dire les vices et les crimes de quelques hommes contre l'humanité entière ; elles sont nécessaires aujourd'hui pour combattre le despotisme et la barbarie des ennemis de la liberté, du progrès, de la science et de la civilisation des peuples.

Napoléon savait que la force seule pourrait changer effectivement, pratiquement l'aspect du monde ; mais ce qu'il ne savait pas, c'était que cette puissance destructive et en même temps régénératrice,

qui est la révolution ou la guerre, n'a de valeur réelle, légitime qu'en raison des idées et des droits qu'elle soutient. Or, les idées et les droits que Napoléon soutenait n'étaient ni justes ni légitimes parce qu'ils n'étaient pas logiques ni réels, parce qu'ils blessaient directement toutes les idées, tous les droits, tous les intérêts des rois et des peuples au profit des intérêts et de l'ambition d'un seul homme, d'un seul monarque, de Napoléon lui-même.

La liberté, la révolution justes et légitimes lorsqu'elles sont le résultat du conflit entre les droits et les intérêts particuliers de quelques classes égoïstes, privilégiées d'un côté, et les droits, les intérêts généreux des populations, des masses, des nations entières de l'autre, devient un fait arbitraire, matériel, dénué de tout caractère de liberté, de moralité, de justice, lorsqu'elle est imposée par un despote en dehors des intérêts, des besoins véritables des peuples. Les masses, en effet, furent pour Napoléon, non parce qu'elles espéraient de lui la liberté, non parce qu'elles voyaient en lui le représentant d'un grand principe populaire, mais parce que l'état d'anarchie où elles se trouvaient, le manque d'idée et de principes organisateurs chez les révolutionnaires, la puissance de son génie, l'éclat de ses triomphes, le prestige de son nom et plus tard la force matérielle dont il pouvait disposer, le rendaient redoutable à tous et parlaient vivement aux sentiments et à l'imagination des peuples. La raison du temps parut en effet tellement inférieure à la gloire, au génie et à la puissance de Bonaparte, que malgré tant de répu-

gences, tant de sentiments et d'intérêts hostiles, le héros victorieux entraîna derrière lui tout le monde. On l'admirait, on le craignait, on l'adorait comme un dieu; grands et petits, rois et peuples étaient à ses pieds. On sentait qu'on était hors de l'ordre naturel et logique des choses; on était frappé, ébloui, fasciné par un spectacle qui dépassait à la fois les bornes de l'imagination et de la réalité. Mais ce culte aveugle ne pouvait être de longue durée; la crise arriva : le dieu tomba de son olympe artificiel, et là où on avait cru voir jusqu'alors la main cachée du destin, ou la volonté providentielle de Dieu, on ne vit plus après la chute que les faibles résultats de l'intérêt égoïste et de l'ambition despotique d'un homme. On cria alors au tyran; peuples et rois se coalisèrent pour frapper le dernier coup contre le colosse tombé. Aussi le grande idée révolutionnaire avortée entre les mains de Napoléon, mit tout le monde en défiance contre une liberté qui n'avait abouti le plus souvent qu'à une anarchie feroce et à un sanglant despotisme.

Ce fut alors que les vieux pouvoirs de l'Europe se crurent de nouveau en possession des droits et des intérêts des peuples; ce fut alors que les aristocrates et les monarques du droit divin, employèrent pour attirer les peuples qui n'avaient pas perdu tout espoir de liberté, les mots de nationalité, d'indépendance. C'était en 1814, que les rois vainqueurs jouaient à la liberté, au patriotisme le plus populaire; on promettait des chartes, des institutions libres; rien de ce qui pouvait flatter ou séduire les peuples n'était

épargné; et les peuples découragés par des déceptions cruelles, trompés dans leur attente, incapables de juger leur situation et la situation de leurs ennemis, épuisés par de si longs combats, par tant de sacrifices, par tant de sang versé, courbaient la tête devant les conséquences inévitables d'une crise que personne ne pouvait plus ni empêcher ni combattre.

Voilà comment la gloire et la puissance de Napoléon furent grandes et fortes tant que la révolution fut grande et forte par la violence, par son fanatisme. Mais aussitôt que la révolution fut entrée dans une nouvelle phase de sa puissance, de sa mission, et que le mouvement pacifique de la pensée put sortir victorieux du sein des factions et de la guerre, Napoléon, qui était un génie organisateur par la violence, se vit contraint de se retirer et de céder la place au génie pacifique de l'idée, vrais génie de la liberté, aussi puissant comme principe révolutionnaire que comme principe d'ordre, de progrès et d'avenir. Cette transformation nécessaire du principe révolutionnaire et démocratique trouva une forme appropriée à sa nature et à sa mission dans cette nouvelle réorganisation politique de l'Europe, dans cette œuvre précaire, mais opportune, qu'on a nommée la restauration.

La restauration en effet ne fut autre chose que le retour momentané, transitoire, au principe de l'ordre, de la hiérarchie, de la paix qui avait été brisée violemment par la révolution. Ce fut une trêve forcée entre le passé et l'avenir, entre le despotisme et la liberté, entre les rois et les peuples.

Après les agitations sanglantes de 93, après les guerres du directoire et de l'empire, après cet immense bouleversement européen qui avait mis en péril l'ordre fondamental de notre société civile et politique, qui avait renversé les autels et les trônes et fait couler des fleuves de sang; après vingt-cinq ans de luttes et de combats, après tous les malheurs, tous les désastres, tous les crimes, toutes les déceptions que le monde avait dû supporter, une crise pacifique, un retour à l'ordre, à la vie régulière, un accord politique quelconque étaient plus qu'un besoin, une nécessité générale. La restauration fut donc l'œuvre forcée de la nécessité, un arrangement précaire, un pis aller auquel les peuples se soumirent passivement, n'ayant plus ni la force ni la foi nécessaires pour prolonger une lutte dont l'importance et l'utilité paraissaient à tous contestables.

La révolution venait d'achever, par la chute de Napoléon et par le nouvel ordre politique que les grandes puissances venaient d'imposer à l'Europe, sa période de démolition et de violence destructive. Le sentiment de ce besoin de réorganisation et de reconstruction avait rendu indispensable, pendant un certain temps, la puissance despotique de Bonaparte. Et assurément les grandes réformes civiles et administratives, les institutions bienfaisantes et salutaires appropriées aux besoins et aux lumières du siècle qui furent accomplies par Napoléon, d'après les principes fondamentaux proclamés par l'assemblée constituante, resteront comme une des gloires les plus sublimes, les plus légitimes du grand empereur.

Si Napoléon avait su limiter son génie de démolition et de guerre et développer plus hardiment et sa puissance organisatrice et régulatrice, il est fort probable que la restauration n'aurait jamais eu lieu. Quoi qu'il en soit, il est évident que la première période destructive du mouvement révolutionnaire étant épuisée, le principe révolutionnaire devait nécessairement se déplacer et assumer une forme pacifique tout intérieure, tout intellectuelle, afin de préparer lentement, par l'œuvre régulière de la pensée, de la civilisation, de la science, de nouvelles forces morales et politiques capables de résister aux luttes extérieures qui devaient nécessairement éclater tôt ou tard. Car, en politique, il n'y a pas de conquête possible en dehors des secours indispensables de la force physique. On a beau discuter dans le monde diplomatique et dans la presse sur le droit public et sur la bonne foi des traités internationaux; toutes les fois qu'une ou plusieurs puissances auront la force et l'intérêt de leur côté, le droit et la bonne foi des traités seront sacrifiés. Dans les temps barbares ou demi-barbares, les rois, les souverains les plus puissants, les plus ambitieux s'emparaient des États faibles et secondaires, par la seule raison des armes, et par le droit de la violence et de la guerre. Le prétexte le plus futile, le plus insignifiant suffisait pour justifier une invasion et une conquête. De nos jours, au milieu de notre culture, de notre civilisation, les monarques absolus, les despotes emploient des moyens moins barbares, mais aussi ruses, aussi tyranniques. Un beau jour, sous prétexte

de vouloir défendre la paix et l'ordre européen des conspirations révolutionnaires, ils envoient quelques régiments dans une ville, dans la capitale d'un petit État faible et sans défense, et ils proclament à la face de l'Europe que l'indépendance de cet État a cessé d'exister. On adresse ensuite *pro forma* des notes diplomatiques aux autres cabinets de l'Europe, qui ne voulant et ne pouvant pas faire la guerre pour la disparition d'une petite ville ou d'un petit État qui ne comptait pour rien dans la carte politique du monde, se bornent à protester diplomatiquement contre la violation du droit et l'abus illegal de la force, déclarant ensuite que la sage politique en temps de paix doit se soumettre dans les questions qui ne touchent pas directement à ses principes et à ses intérêts, à l'autorité des faits accomplis.

C'est ainsi que soit par la violence des canons, soit par la violence des protocoles, lorsque en politique on a la force, on a en même temps le droit. Les protestations froides et banales des cabinets, les discussions bruyantes dans les parlements et dans la presse ne changent rien à la force des choses.

Aussi, les puissances qui savent que la force est de leur côté, et qu'en politique les droits des peuples faibles n'ont pas de valeur, laissent crier le monde et vont leur train tout de même. Car les despotes sont bien persuadés, que si à leur tour les faibles et les opprimés ne se revoltent pas, ce n'est pas par respect pour les droits, ni par des considérations morales et évangéliques. En politique il n'y a qu'un seul véritable pouvoir, la force : avez-

vous des droits? il faut les faire valoir. Tant que les peuples faibles ou opprimés subiront l'oppression, l'esclavage sans se plaindre, sans ressentir unanimement le besoin de l'émancipation et de la révolte, ne me parlez pas des droits politiques de ces peuples. Les philosophes, les moralistes, les faiseurs de discours dans les journaux, à la tribune, peuvent bien me parler de l'injustice de l'oppression, de la haute moralité de la liberté et de l'indépendance; il est permis de former des vœux, de travailler même moralement à ce que les peuples avilis ouvrent enfin les yeux sur leur misère et entreprennent sérieusement, pratiquement l'œuvre de la délivrance. Mais tant que ces peuples resteront dans l'inertie, tant que leurs sentiments, leurs idées, leurs intérêts ne révéleront pas des signes manifestes d'insurrections, de révolte, tant qu'enfin ils ne se montreront pas disposés à tout sacrifier, leurs biens, leur vie pour leur patrie et pour leur liberté, les droits de ces peuples, politiquement parlant, ne peuvent avoir aucune validité positive, réelle.

C'est avec une douloureuse conviction que j'insiste sur des vérités aussi dures et si peu dignes de la civilisation tant vantée de ce siècle. Mais en présence des événements qui depuis cinquante ans environ se sont succédé devant les yeux de la génération actuelle, il n'est plus permis de se faire illusion sur les principes et le véritable caractère de la politique européenne. Si la cause de la révolution ne fut pas jugée par la restauration, mais simplement ajournée, toutefois la Sainte-Alliance, on peut le dire sans

crainte de se tromper, a eu toujours la faiblesse de croire que l'œuvre des traités de Vienne avoit suffi pour renfermer dans des limites infranchissables le droit public et les divisions politiques de l'Europe. Elle avoit prévu qu'en cas de nouvelles révolutions la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre ne manqueraient pas de resserrer les liens de leur alliance pour soumettre l'esprit novateur et révolutionnaire de la France et des peuples méridionaux de l'Europe. Le but de la Sainte-Alliance, des traités de Vienne a été d'éloigner la France de toute influence extérieure et de donner à la Russie, à l'Autriche, à la Prusse et à l'Angleterre le plus de prépondérance possible sur ces nations faibles, divisées, asservies, mécontentes, qui pouvaient tôt ou tard devenir un sujet de troubles et de révolutions pour l'Europe.

En effet l'Autriche s'emparait de l'Italie et menaçait la Suisse; l'Angleterre dominait par son influence et par son commerce l'Espagne et le Portugal, la Russie, d'accord avec la Prusse et l'Autriche, envahissait la Pologne. La France perdait ainsi toute influence directe sur les peuples qui étaient ses alliés naturels. Les bords du Rhin lui avaient été enlevés; ses plus belles colonies étaient restées au pouvoir de l'Angleterre. L'Autriche, par Trieste, Venise et les autres ports de l'Italie, qui lui était dévouée, étendait sa prépondérance sur le commerce du Levant; l'Angleterre par Malte, Gibraltar et les îles Ioniennes, régnait sur la Méditerranée et paralysait la navigation commerciale et la marine militaire de la France.

indépendamment de tous ces grands intérêts européens, la France venait de perdre même en Orient cette prépondérance qui avait été de tout temps si favorable au sort des populations chrétiennes soumises au joug de la Turquie. En un mot, les traités de Vienne, l'équilibre européen qui résulte de l'accord des grandes puissances signataires, n'eurent d'autre but que celui de combattre par tous les moyens possibles l'esprit révolutionnaire et la puissance de la France, et de rendre presque nulle l'influence du cabinet des Tuileries dans les affaires de l'Europe.

Le mauvais génie de la restauration, le seul pouvoir réellement formidable et menaçant pour l'Europe libérale et progressive dont l'Autriche n'est, le plus souvent, que l'instrument passif et aveugle, a été la Russie. L'influence fatale de la puissance moscovite sur les destinées de l'Europe occidentale se manifesta ouvertement d'abord dans les derniers désastres de Napoléon; plus tard au congrès de Vienne, et enfin dans les affaires de la Pologne en 1831, jusqu'à la suppression de la république de Cracovie, incorporée à l'heure qu'il est dans les États qui font partie de l'empire autrichien.

Il est donc impossible de se méprendre sur la situation véritable de l'Europe actuelle. L'esprit de la Sainte-Alliance poursuit son œuvre despotique et envahissante avec un redoublement d'activité et de force digne d'éveiller l'attention des puissances de l'Europe occidentale qui ont un intérêt direct à contre-balancer par tous les moyens qui sont en leur

pouvoir les vues ambitieuses et tyranniques des puissances du Nord et notamment de la Russie et de l'Autriche.

Il ne s'agit pas seulement, dans cette question, de violation de traités internationaux, d'équilibre européen détruit, de nationalités effacées ou méconnues; ce n'est pas non plus une question d'alliances ni une affaire de protocoles diplomatiques qui est en jeu; c'est une question de liberté, de progrès, de civilisation générale. Il s'agit de savoir quelles seront les destinées futures de la société européenne et à quelles mains on devra confier la garde de toutes les idées, de tous les droits, de toutes les institutions qui sont le fruit de trois siècles d'agitations et de luttes intellectuelles et morales, le précieux résultat de toutes ces guerres et de ces révolutions politiques qui ont régénéré dans un baptême de sang l'âme et la pensée des peuples modernes, et frayé le chemin du vrai droit, de la vraie liberté, de l'égalité, de la fraternité universelle à l'Europe et au monde.

C'est par la solidarité des idées et des principes que les intérêts des peuples civilisés, des peuples européens sont solidaires. Il n'est plus possible aujourd'hui de séparer les destinées d'un peuple particulier des destinées générales de tous les peuples. Ce sont les intérêts des gouvernements, des classes privilégiées et égoïstes; ce sont les intérêts exclusifs et sophistiques de certains pouvoirs, de certaines aristocraties matérielles et usurpatrices, qui se combattent mutuellement, qui se limitent et s'excluent sans cesse. Tout ce qui concerne et intéresse la géné-

ralité, les peuples, les masses, est essentiellement homogène et harmonique. La contradiction, la lutte des intérêts et des principes ne se rencontre jamais dans le mouvement général des idées et des intérêts véritablement populaires.

C'est ainsi que la démocratie, le peuple, est l'absolu dialectique de la politique et de l'histoire. C'est le premier et le dernier terme de l'idée et de l'action. En effet à mesure que l'élément populaire se développe et prend place dans l'ordre général de la politique et de l'histoire, dans l'ordre général de la pensée et des droits réels des sociétés civiles, nous voyons la politique, l'histoire, la société tout entière marcher progressivement vers la liberté, l'égalité, l'ordre, la civilisation véritable. Tout au contraire là où l'élément populaire, démocratique est presque totalement exclu du mouvement général des idées, des droits, des intérêts publics, là la force, la barbarie et avec elles les priviléges odieux, tyranniques de quelques castes souveraines règnent indubitablement en maîtres absolus. Il est donc évident que le principe de la civilisation et du progrès est une idée, un intérêt populaire essentiellement démocratique; et que le *criterium* le plus logique pour juger des conditions générales d'un peuple, de ses idées, de ses institutions, de ses droits, de sa civilisation tout entière, est de savoir au juste jusqu'à quel point les principes démocratiques, les principes de la liberté et de l'égalité ont pénétré dans ses idées, dans ses droits, dans ses intérêts les plus généraux. Ainsi on peut dire que le véritable équilibre européen, que l'ordre et la paix du

monde reposent uniquement sur les principes et les intérêts de la démocratie, sur l'autorité populaire de la raison publique et sur la souveraineté populaire des droits et des intérêts de tous.

Par conséquent, avant que le jour arrive où les principes et les droits de la démocratie européenne seront admis à gouverner les droits et les intérêts de l'Europe, il est inutile de se flatter qu'on puisse parvenir à rendre stable et réel l'équilibre des intérêts et des droits de tous les peuples. Tant que les intérêts des gouvernements et des classes privilégiées se trouveront plus ou moins en opposition avec les intérêts populaires des masses, et que la liberté sera un principe nécessairement contraire au principe de l'ordre et de l'autorité, il est difficile et presque impossible que l'ordre et la paix puissent durer longtemps en Europe. Pour que le règne de l'ordre et de la paix arrive dans le monde, il faut que la contradiction politique de la liberté et de l'autorité ait cessé d'exister. La monarchie constitutionnelle basée sur une aristocratie féodale ou sur une aristocratie financière et industrielle n'a nullement résolu le problème énoncé. Gardons-nous bien de confondre l'action limitative des gouvernements représentatifs avec l'œuvre conciliatrice de la démocratie pure. Une charte constitutionnelle dans une monarchie ne fait autre chose qu'ajourner la solution définitive de la question, en limitant d'un côté l'autorité du monarque, de l'autre la liberté de la nation. L'accord entre la liberté et l'autorité est, par conséquent, un accord fictif et purement légal. Les idées, les in-

térêts généraux du peuple n'y prennent pas part. Mais comme, tout en laissant de côté les idées et les intérêts populaires, en les excluant de l'ordre légal et souverain des droits et des intérêts politiques, la monarchie constitutionnelle respecte la liberté de la pensée et la liberté de discussion, il s'ensuit que le principe logique, progressif, populaire, le principe de toute liberté, de tout droit véritables, la pensée, la science, par leur puissance généralisatrice, infinie et absolue, minent sourdement tout ce qui est particulier, relatif et limité, et amènent ainsi graduellement, par l'opinion et les idées, ces transformations logiques de la pensée publique, et ces révolutions politiques et sociales qui en sont la conséquence, car toutes les révolutions qui s'accomplissent dans la sphère des droits politiques et des intérêts matériels ont été préparées d'avance dans la sphère des idées et de l'opinion générale. Et c'est justement par l'autorité légitime de la pensée, de l'opinion, de la science, qu'un ordre de droits et d'intérêts qui avaient été regardés jusqu'alors comme légitimes, deviennent tout à coup injustes et oppressifs. C'est, en effet, lorsque les forces logiques se développent que l'idée du droit se modifie ou se renouvelle. C'est alors que les droits d'une minorité, réputés justes jusqu'à ce moment, deviennent par suite de ce nouveau développement logique de la pensée publique et populaire, des droits injustes et illégitimes. C'est alors aussi que la révolution est inévitable ; car rarement les minorités privilégiées cèdent devant l'influence morale et pacifique de l'opinion;

et c'est alors également que la révolution est juste et légitime, parce qu'elle manifeste extérieurement, coactivement, par l'emploi de la force, le passage légitime de l'idée, de l'opinion, du droit abstrait, au droit concret, passage nécessaire à la marche progressive, généralisatrice du principe dialectique et absolu dans l'histoire, et dont le mouvement effectif était combattu par une minorité sophistique, au nom d'un droit particulier, exclusif, incapable par lui-même de progresser, d'entrer dans la voie du mouvement dialectique, infini, absolu de l'histoire.

Voilà pourquoi le concours de la force physique est reconnu indispensable au mouvement et au progrès dans l'histoire; il est indispensable à la réalisation de la pensée dans le fait, à l'introduction de la généralité, de la popularité dans le droit, à la révolution proprement dite, car la résistance d'un fait ne détruit pas la légitimité réelle du droit. Toutes les fois qu'une minorité prétend légitimer un droit sur un fait matériel, qu'il s'appelle conquête, naissance, hérédité, peu importe, contre l'opinion, les lumières, la raison d'une majorité, cette minorité se place nécessairement dans une situation révolutionnaire; elle n'a plus de son côté que le fait, c'est-à-dire la force. Or, indépendamment de la question du droit, il est toujours juste et légitime de repousser, de combattre la force par la force, et de vaincre tous les obstacles qui s'opposent au libre développement de l'idée, de la généralité dans l'histoire, aux intérêts les plus progressifs, les plus étendus, les plus équitables des

hommes, à la réalisation effective du bon droit, de la liberté, de l'égalité parmi les peuples.

L'opinion publique de l'Europe, même la plus éclairée et la plus libérale, se trouve actuellement dans une perplexité vague, dans une fâcheuse incertitude, relativement aux questions d'idées et de principes. Les demi-théories, les demi-convictions ont remplacé généralement la toute-puissance de ces principes, de ces fortes croyances qui, en d'autres temps, tenaient la pensée humaine enfermée dans le cercle immobile et invariable de l'autorité catholique et de la légitimité historique du pouvoir absolu. Après que la Réforme, la philosophie moderne et la révolution française eurent brisé ce cercle fatal, une réaction violente éclata de toutes parts; l'édifice moral et politique de la vieille société s'écroula dans un jour. L'esprit d'incrédulité et de négation parcourait le monde, et l'œuvre de la démolition se montrait plus ou moins violemment sur tous les points de l'Europe.

Le droit d'examen, la critique négative, dissolvante du dernier siècle, avaient miné peu à peu la base historique de l'autorité et de la foi. Tout pouvoir, tout droit, fut mis en question, il ne s'agissait de rien moins que de changer, de renouveler de fond en comble les lois de la pensée et les principes fondamentaux de l'ordre social.

Cette œuvre immense ne pouvait s'accomplir que par la liberté d'examen et de discussion, et par la liberté de la presse. C'est ainsi que la découverte de l'imprimerie et le grand événement de la Réforme sont

deux faits logiquement et historiquement liés l'un à l'autre. Il est évident que les développements généreux de l'esprit dans l'histoire et dans la civilisation du monde obéissent secrètement à un enchaînement logique et historique dont les lois ne nous sont plus inconnues maintenant, puisqu'il est démontré que la loi de tous les développements, de toutes les formes de la pensée et de l'esprit, c'est l'esprit, c'est la pensée même.

Gardons-nous bien de confondre ce qu'on appelle, dans certaines écoles surannées de philosophie, la pensée, la raison individuelle avec la pensée et la raison absolue et générale dont je parle, qui est entièrement indépendante de toutes les manifestations relatives, individuelles, particulières de la pensée et de la raison dans l'histoire.

Oui, il y a une pensée absolue, une raison absolue, une science absolue que l'homme individuel possède et réalise, non dans ses manifestations générales et infinies, mais dans ses expressions particulières et historiques. L'histoire marque les progrès de la pensée et de la raison absolue dans l'humanité; mais cette raison, cette pensée absolue, l'humanité finie, c'est-à-dire l'humanique historique ne peut pas la contenir. Il n'y a que l'humanité logique qui la possède entièrement, cette humanité générale qui ne vit pas dans ses formes et ses manifestations particulières et individuelles, mais dans le monde logique, général des idées qui ne meurent pas, que la tradition, l'écriture, la presse conservent et transmettent à l'humanité infinie. Cette raison, cette

science infinie que l'homme ne peut ni nier ni anéantir, qu'il reconnaît et honore avec intelligence et liberté, c'est ce que nous appelons la loi divine, l'ordre providentiel du monde. Cette loi, cet ordre providentiel a régné de tout temps parmi les hommes; car il est dans l'esprit même des hommes. On ne peut les nier ou les détruire, de même qu'on ne peut nier et détruire l'ordre physique et phénoménal du monde auquel nous sommes attachés. En un mot la pensée, la science sont le résultat infini de l'âme, de l'esprit, ainsi que la vie est le produit fini du sentiment et des instincts. Dieu par conséquent vit doublement dans le monde sous la forme de l'infini et du fini, dans la reproduction variée, non interrompue de l'espèce, et dans la reproduction progressive et non interrompue de la pensée, de la raison, de la science, c'est-à-dire de la vérité absolue, éternelle.

Il est aisé, ce me semble, de reconnaître, dans ces quelques idées esquissées rapidement, toute une grande théorie de la pensée et de l'histoire. C'est là-dessus que la synthèse logique de l'avenir doit poser ses fondements inébranlables. C'est par conséquent à la pensée, à la science spéculative qu'il appartient de réorganiser l'ordre futur du monde. N'oublions pas que Dieu a créé le monde avec le *Verbe*, avec l'idée. Il y a plus, Dieu même, être parfait et infini, et par conséquent être pur, sans forme et sans réalité finie, individuelle, n'est que l'idée absolue, infinie et universelle que l'homme individuel ne peut comprendre ni posséder que frac-

donnée et soumise à l'ordre fini et passager de sa courte existence; mais un jour viendra où l'humanité entière, unie par des liens plus vrais, plus spirituels, plus généraux, connaîtra Dieu dans son idéalité, dans son essence et dans sa réalité générale, absolue et infinie. Car Dieu est incarné dans l'humanité; et le Verbe qui a créé tout ce qui est, poursuit, avec une admirable continuité, son œuvre créatrice à travers les siècles dans l'humanité progressive. C'est ainsi que ce que nous appelons les développements logiques et historiques de la raison, de l'esprit dans le temps et dans l'espace, ne sont autre chose que l'effet logique, spirituel du Verbe créateur, de la cause absolue, dans l'ordre infini de l'idée, de la vérité rendue vivante et effective dans le monde par la civilisation et par la science.

Le point du plus grand perfectionnement de l'humanité et du monde sera par conséquent la manifestation absolue et complète de l'incarnation du Verbe dans la réalité vivante de l'histoire, ce sera le point d'identité du fini et de l'infini dans le monde, c'est-à-dire le point d'identité entre la pensée et l'action, l'idée et le fait de l'humanité et du monde. C'est alors même que la logique et l'histoire ne seront plus séparées et que l'absolu, le Verbe régnera sur la terre. C'est à cette époque annoncée par les prophètes, par Jésus-Christ et par saint Jean, le plus moderne des évangélistes, que l'humanité et le monde seront complétement renouvelés et régénérés; c'est à cette époque enfin que la véritable liberté, que l'ordre le plus parfait, que l'harmonie idéale dont nous avons

Digitized by Google

maintenant le germe dans notre cœur et dans notre esprit, sera complétement réalisée.

D'après ce que je viens de dire, il ressort clairement que ce que nous appelons un peu vagnement le progrès n'est autre chose que l'œuvre du Verbe, l'action de l'esprit créateur sur l'esprit de l'humanité. L'œuvre du Verbe, l'œuvre du Christ exprime et représente la seconde période de la création intellectuelle et civile du monde. Par cette période, l'humanité est entrée dans le mouvement réellement spirituel, dans le mouvement infini; tandis que l'antiquité orientale et plus tard la Grèce et le monde romain ne furent que la manifestation historique la plus élevée du développement complet et général de l'humanité dans le fini. Car la pensée grecque et romaine, puissante comme force instrumentale de la pensée même, se montra impuissante à découvrir dans le monde des formules abstraites de l'intelligence, le principe absolu et infini de la vérité. La Grèce surtout manifesta, par la diversité et le nombre de ses systèmes philosophiques, que le fini, la forme de la pensée l'avait empêchée de s'élever jusqu'à la pensée pure, jusqu'à la découverte méthodique de la loi dans la pensée même, dans la subjectivité intérieure de l'esprit. Le monde extérieur, en effet, dominait encore la pensée grecque et romaine. L'œuvre de l'esprit fini n'avait pas atteint ses dernières limites. Le Christ annonça sa fin, proclama la loi nouvelle, la loi du progrès, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité morale et sociale de tous les hommes, la loi de l'esprit, de l'infini, du royaume

de Dieu, qui devait se rendre effectivement, graduellement et progressivement active, vivante dans l'humanité et dans le monde.

Tel est l'esprit, telle est la substance de l'Évangile. Le Christ est véritablement pour cela le rédempteur, le fils de Dieu ; c'est le Verbe, l'idée, la vérité absolue, infinie, incarnée dans l'homme ; c'est la démonstration réelle, vivante de l'identité du fini et de l'infini, de la spiritualité de Dieu et de la spiritualité de l'homme ; c'est enfin par le Christ que le monde est entré dans la voie spirituelle de l'infini, et que l'homme a été affranchi des liens de la servitude et de la mort, c'est-à-dire des liens des sens et de la matière, qui sont les deux liens tyranniques du monde extérieur, qui ne peut avoir de réalité, de vie véritable que par la valeur infinie du monde intérieur, de la spiritualité pure et libre de l'homme.

De là il s'ensuit démonstrativement que la liberté moderne et les principes d'égalité et de fraternité sociale qui distinguent et caractérisent les doctrines démocratiques et radicales de ce siècle sont, abstraitement considérés, une dérivation directe de l'Évangile et une conséquence logique du principe chrétien. De là il s'ensuit également que la philosophie et la politique dans les sociétés modernes sont destinées à remplacer graduellement et progressivement la religion, et qu'enfin la liberté doit peu à peu détruire toute autorité, tout pouvoir absolu soit dans l'ordre intérieur de la conscience, soit dans l'ordre extérieur des lois et des gouvernements politiques.

C'est dans ce sens, comme je crois l'avoir démon-

tré, que la révolution française, dans ses résultats logiques et politiques les plus généraux, a été un événement nécessaire, légitime, éminemment chrétien. L'esprit, l'idée de la révolution ne fit que transporter sur le terrain des faits, dans le mouvement pratique de la vie historique et politique, ce que les dogmes abstraits de l'Évangile avaient depuis longtemps enseigné aux hommes comme les vrais principes de la morale, du droit et de la science. Après le protestantisme, qui avait réalisé le dogme chrétien par dans le monde de la conscience, la révolution proclama la concrétisation historique de l'égalité et de la fraternité chrétiennes. Par là une rénovation radicale devait s'accomplir dans la notion scientifique du droit, et ensuite dans l'ordre vivant, réel des intérêts et des droits pratiques des peuples.

Telle a été l'œuvre nécessaire et légitime de la révolution française dans la civilisation moderne, dans le monde européen.

Les hommes à demi-principes et à demi-convictions, qui forment aujourd'hui le plus grand nombre dans tous les États de l'Europe, ces mêmes hommes, placés partout à la tête des gouvernements et de l'opinion publique, ont exercé sans aucun doute une fâcheuse influence sur le mouvement progressif des idées et des intérêts libres et populaires du siècle.

C'est en France surtout, c'est dans ce pays, devenu nécessairement, depuis sa première révolution, le foyer commun de toutes les grandes idées, de tous les grands intérêts européens, que le mouve-

mant progressif de l'esprit libéral et de la politique démocratique a subi depuis seize ans des atteintes graves.

Je ne suis pas de ceux qui désespèrent de la France, de l'esprit révolutionnaire de la démocratie française. Je ne suis nullement découragé par cette réaction systématique qui règne depuis quelque temps dans les hommes du pouvoir, de finance et d'industrie en France, contre toutes les tendances véritablement libérales et progressives de ces esprits supérieurs et élevés qui croient encore aux développements nouveaux de la révolution dans l'intérêt de la nation française d'abord, et ensuite dans l'intérêt de la liberté et de la civilisation générale de l'Europe. Toutefois, malgré mes plus fermes convictions, je ne puis pas me dissimuler tout le mal que les demi-doctrines et le libéralisme étroit et équivoque de la plupart des hommes d'argent et du pouvoir de la France actuelle, ont causé au libre développement de ces principes et de ces intérêts qui ne sont pas seulement le bien, le patrimoine exclusif de la France, mais le bien et le patrimoine communs de tous les peuples civilisés du monde.

Je suis convaincu, je le répète, que la cause de la liberté et du progrès n'est nullement en danger en Europe, malgré les menaces des grandes cours absolutistes, les vues étroites et égoïstes, et les fautes impardonnables du cabinet des Tuileries depuis quinze ans. On a prétendu, je le sais, étouffer la révolution en France et en Europe, en favorisant outre mesure, au détriment d'intérêts plus larges et

plus élevés, au détriment de tous les intérêts publics et véritablement nationaux, les intérêts privés de quelques classes et le monopole tyrannique de la fortune et du pouvoir. Cette entreprise, aussi immorale qu'absurde, devait aboutir tôt ou tard à l'illégalité, à la corruption, à l'anéantissement de cette grandeur, de cette force, qui ont fait au d'autres temps la force et la grandeur de la France libérale.

Ce qui, depuis seize ans, a manqué à la France pour sa prospérité et sa grandeur véritable, ce ne sont pas, à vrai dire, ni les hommes ni les idées; ce n'est pas la gloire ni la richesse : ce qui a manqué à la France depuis 1830, ce n'est pas non plus la liberté; c'est plutôt l'équilibre entre la liberté et l'ordre, entre les intérêts particuliers et les intérêts généraux de la nation; c'est cette alliance forte et stable du droit privé et du droit public, qui fait aussi bien la force, la grandeur des gouvernements que celle des peuples, qui a toujours manqué, je le répète, au gouvernement, aux institutions de la France constitutionnelle.

Une grande faute des hommes de la restauration et des hommes de 1830, c'est de n'avoir pas compris le véritable rôle, la véritable mission de la France; car, un grand écrivain l'a dit — *la France est révolutionnaire ou elle n'est rien.* — Ce qui a affaibli la puissance de la France au dedans et sa juste prépondérance au dehors, c'est cette préoccupation constante de tous ces gouvernements depuis 1815 jusqu'à nos jours, sur l'impossibilité de concilier pacifiquement et progressivement l'ordre avec les principes et

les droits révolutionnaires. Par conséquent, au lieu d'organiser, de régulariser la révolution, les gouvernements l'ont toujours combattue. On a favorisé tous les intérêts dynastiques, tous les intérêts privilégiés, tous les monopoles légaux, toutes les vanités les plus frivoles, toutes les passions les plus égoïstes afin de pouvoir contre-balancer de la sorte l'effervescence des sentiments, et la souveraineté des idées. Ne pouvant pas anéantir un peuple matériellement, on a cherché à l'affaiblir, à le corrompre peu à peu par l'irrésistible appât du vice et de l'or. Mais comme avec un système de monopole et de corruption, il est impossible d'arriver à des résultats d'ordre et de prospérité véritables, comme il est impossible de satisfaire pratiquement à des besoins et à des intérêts généraux et populaires qu'on méprisait en théorie, un jour devait arriver nécessairement où le système du monopole et du privilége, le système des cupidités vénales et corrosives devait porter ses mauvais fruits. Car à force de tuer les sentiments, les principes dans le cœur d'une nation, on finit tôt ou tard par amortir en elle toute activité, toute énergie, tout esprit d'ordre, tout amour du bien et du juste. On croit combattre uniquement les idées factieuses, anarchistes de la foule, tandis qu'on combat en même temps son cœur, son âme, son honneur, sa foi, sa moralité tout entière. On croit pouvoir étouffer pour toujours l'esprit révolutionnaire, l'enthousiasme libéral et patriotique des masses, tandis qu'on ne fait autre chose que semer les germes de toutes les bassesses, de tous les vices, de tous les crimes, et préparer ainsi la dis-

Google

solution morale et sociale de la nation. On croit enfin pouvoir affermir un trône, consolider une dynastie, concilier l'ordre et la liberté, la monarchie et la démocratie, rendre forte et stable la paix à l'intérieur, la considération et la puissance à l'extérieur, et au lieu de tout cela on prépare aveuglément par des moyens absurdes et coupables la ruine de toutes les libertés, de tous les pouvoirs, la honte nationale, la servitude politique, le despotisme étranger, le suicide du cœur et de l'esprit, l'athéisme politique et social des peuples.

Grâce à Dieu, la France n'en est pas à ce point-là maintenant : car bien que le mal soit grand, il y a dans le peuple français des instincts, des forces, des ressources, des germes de vie et d'avenir, qu'aucune influence corrosive et dissolvante ne saurait anéantir. Mais cependant, je le répète, le mal est grand, et je ne crois pas qu'on puisse le guérir facilement avec des remèdes ordinaires.

Ce qui aggrave certainement la situation politique et sociale de la France actuelle, c'est l'isolement où se trouve à l'heure qu'il est son gouvernement dans le système des alliances étrangères.

Le gouvernement de Juillet touche incontestablement à une crise grave et périlleuse d'où il ne pourra sortir sans de grands efforts et sans courir de grands dangers : la situation actuelle est justement la conséquence de ce manque d'accord qui a toujours subsisté depuis 1830 entre le principe d'ordre et le principe de liberté, entre la nation et le pouvoir.

Je ne sais si je m'abuse, mais je crois qu'en France

l'accord entre la liberté de 89 et de 1830, et la monarchie soit un accord presque impossible. Je voudrais bien me tromper, car je ne suis pas de ceux qui en veulent aux rois parce qu'ils sont rois, ni aux monarchies parce qu'elles ne sont pas des républiques; mais les événements qui se sont écoulés sous mes yeux depuis seize ans jettent dans mon esprit des doutes et des appréhensions graves sur l'avenir de la monarchie en France et sur le rôle que cette nation est destinée à remplir dans les vicissitudes intellectuelles et politiques de l'Europe à venir.

La question d'Espagne, la rupture de l'alliance anglaise, et la destruction des derniers débris de la malheureuse Pologne, ont jeté une vive lumière sur la valeur et sur les résultats du système politique du gouvernement de Juillet. La situation présente de la France a mis à nu tous les vices du système, vices inséparables du système même, indépendamment de toutes questions de cabinet et de la valeur personnelle des hommes d'État qui dirigent maintenant, ou qui peuvent avoir des chances à être appelés à diriger tôt ou tard les affaires publiques sous le règne actuel.

Il y a deux grandes questions dans la situation actuelle du gouvernement français, la question intérieure et la question extérieure. L'une est si étroitement liée à l'autre, que si, par hasard, la politique intérieure du système venait subitement à éprouver des réformes essentielles, toute la politique extérieure de la France viendrait à subir aussi les plus grands changements. Si, par exemple, la réforme

électorale venait de s'accomplir telle que le parti libéral et progressif le voudrait, il est indubitable que la politique intérieure et extérieure de la France serait complétement renouvelée. Je n'indiquerai pas quelles seraient toutes les conséquences d'un pareil événement ; mais, ce qui est certain, c'est que les influences gouvernementales et parlementaires seraient subitement déplacées, et que la nouvelle attitude de la France vis-à-vis des puissances européennes amènerait probablement ou un remaniement pacifique de l'Europe, ou une guerre générale.

Mais cela n'est qu'une pure hypothèse pour le moment. Voyons plutôt quelle pourrait être, au point de vue de la politique du système et de la situation actuelle de la France en Europe, l'influence du cabinet des Tuileries sur les progrès et sur les destinées probables de l'Europe même.

Il y a aujourd'hui, dans la politique générale de l'Europe, trois tendances, trois grands systèmes qui se contredisent et se combattent réciproquement dans leurs principes et dans leurs intérêts, malgré l'accord et la bonne harmonie apparente qui existe dans leurs relations. Ces trois différents systèmes, opposés, dis-je, dans leurs principes ainsi que dans leurs intérêts, sont représentés par les grandes puissances absolutistes du Nord, la Russie, la Prusse et l'Autriche d'un côté, par la France et par l'Angleterre de l'autre. Le monde européen, dans toutes ses idées et dans tous ses intérêts de religion, de liberté, de prospérité et de civilisation, se trouve, politique-

ment parlant, sous la domination directe des cinq grandes puissances que je viens de nommer ; car tout ce qui fait le grandeur, la prospérité et la puissance des États et des peuples, c'est la place que ces mêmes États, que ces mêmes peuples occupent dans le domaine de la pensée, de la science, de la civilisation progressive du monde. Tous les pouvoirs humains n'ont d'autres droits légitimes à l'exercice de leur pouvoir même, que celui qui découle de leur supériorité intellectuelle et morale, de leur énergie et de leur activité pratique dans le mouvement continu des améliorations et des progrès généraux de l'industrie, du commerce, des arts et des sciences. Toute force politique, en un mot, qui ne repose pas sur une idée de civilisation et de progrès pratique et vivant, est une force morte, sans valeur, sans but légitime, une force qui doit être combattue et anéantie par le concours de ces forces opposées qui expriment, dans la lutte générale des droits et des intérêts des peuples, la contradiction logique et historique du mouvement dialectique de la civilisation et de l'humanité générale.

Placés à ce point de vue, il est aisé de comprendre quelles sont, dans le système politique de l'Europe actuelle, les nations les plus propres à exercer une juste et légitime prépondérance sur les idées et les intérêts généraux de tous les peuples, pour le développement continu des forces et des progrès du monde. Il est de toute nécessité que, dans la lutte générale des forces et des tendances opposées et contradictoires, un certain équilibre soit rigoureu-

sement maintenu entre ces pouvoirs, ces peuples qui représentent un pouvoir de limitation et de résistance, et ceux qui exercent une action progressive, mais en même temps dissolvante et révolutionnaire. Si cet équilibre venait à manquer, un grand bouleversement s'ensuivrait nécessairement, et non sans de violentes secousses, dans toute l'Europe. L'histoire nous offre des exemples éclatants de ces sortes de crises et de catastrophes politiques et sociales qui, eu égard aux conditions des temps où elles se sont produites, ont changé violemment la face du monde. Il est, par conséquent, indispensable que l'équilibre des forces diverses et opposées qui composent l'ordre général des puissances européennes, soit maintenu le plus longtemps possible à l'avantage de ces nations, de ces peuples qui exercent justement, légitimement leur prépondérance civilisatrice sur les autres peuples et nations rétrogrades. Mais aussi il est très-nécessaire que l'indépendance de chaque nation soit respectée le plus possible, et que le système de la coaction et de la force ne soit jamais employé comme moyen de civilisation et d'influence progressive, sans qu'une nécessité absolue y oblige.

L'état politique de l'Europe tel qu'il est maintenant ne paraît pas réaliser les conditions voulues de cet équilibre de forces, d'intérêts, de principes, qui constituent les seules conditions possibles d'ordre et du progrès régulier dans le monde. Il y a, au contraire, violation flagrante de tous les principes, de tous les droits les plus sacrés, les plus légitimes; et l'harmonie des principes et des intérêts contre-

dictoires s'étant affaiblie, la force seule paraît vouloir dominer brutalement d'un bout de l'Europe à l'autre les droits et les intérêts les plus précieux de la liberté et de la civilisation européenne.

Les menées occultes de la Sainte-Alliance contre les idées libérales et la civilisation progressive de l'Europe occidentale, les plans et les vues ambitieuses et envahissantes des grandes cours du Nord contre les principes et les intérêts politiques de la quadruple alliance, se révèlent de nouveau d'une manière indubitable dans les derniers actes des puissances spoliatrices de l'infortunée Pologne contre les stipulations du dernier traité de Vienne, qui garantissaient à perpétuité et sans conditions l'indépendance de l'État libre de Cracovie.

Sans vouloir revenir sur des discussions épuisées par les journaux de tous les pays de l'Europe, je me bornerai à constater que de l'anéantissement de la ville libre de Cracovie, résulte, à mon avis, cette grande vérité, à savoir que, si les traités de Vienne sont encore, de nos jours, la règle et la base du droit public européen, ce qui ne paraît pas bien clair depuis 1830; s'ils sont encore le seul titre légal qu'on pourrait faire valoir pour justifier tant de spoliations et d'injustes conquêtes de la part des principales puissances signataires, à l'heure qu'il est, après les derniers actes concernant la Pologne, ce droit public n'existe plus. Les traités de Vienne ont été déchirés et annulés non-seulement dans l'intérêt des puissances spoliatrices et conquérantes, mais encore dans l'intérêt de tous ces peuples qui,

Google

par leurs divisions et par leurs discordes intestines, furent contraints en 1815 de subir le joug politique de cette domination étrangère à laquelle on voulut les soumettre. Si toutefois, dans l'hypothèse contraire, les traités de Vienne, depuis la révolution de 1830 et les autres révolutions qui s'ensuivirent dans l'Europe occidentale, ont cessé d'être la loi, la règle générale du droit public européen, alors, dans l'un ou dans l'autre cas, les traités de Vienne, n'ayant plus à l'heure qu'il est, aucune valeur légale, ont également cessé d'être obligatoires et pour les gouvernements absolus et envahissants qui veulent s'emparer par la force des peuples, des États divisés et faibles, et pour les peuples qui, forts de la conscience de leurs droits et de leurs légitimes intérêts, sentent le besoin de se révolter contre l'inique tyrannie des puissances envahissantes et spoliatrices, et récupérer par la force cette nationalité et cette liberté que le seul droit du plus fort leur avait barbarement ravies.

Toutes les subtilités sophistiques des chancelleries absolutistes n'arriveront jamais à démontrer le contraire; car la distinction qu'on a établie à Vienne entre les puissances qui ont pris part aux stipulations des traités de Vienne, en puissances *contractantes* et en puissances simplement *garantes*, n'est autre chose qu'un de ces mille artifices hypocrites très-familiers aux habitudes diplomatiques du cabinet de Vienne, et qu'on a pratiqués toutes les fois qu'on a cru nécessaire de masquer la violence inique du despotisme sous des apparences mensongères

de légalité et de bonne foi politique. Quant à l'autre prétexte allégué par les trois cours du Nord, pour justifier l'œuvre illégale de la suppression de la ville libre de Cracovie, je dirai qu'il ne me paraît pas mériter davantage l'attention sérieuse des hommes réellement intelligents et honnêtes; car, quand même Cracovie, comme on le dit, serait devenue depuis longtemps un foyer de conspirations contre cet état de choses qui avait obtenu en 1815 l'assentiment des cabinets de l'Europe; quand même on aurait pu croire que les menées des conspirateurs polonais eussent été capables de troubler l'équilibre européen et la paix du monde, il est impossible de supposer que les trois grandes puissances du Nord n'eussent pu obvier aux menaces des propagandistes et des conspirateurs de Cracovie, sans supprimer violemment l'indépendance d'un État neutre, indépendance reconnue à perpétuité par toutes les puissances européennes, et considérée comme une de bases principales de l'équilibre européen, comme une des plus solides garanties de la paix et de l'ordre du monde. Enfin, il est inutile de s'arrêter plus longtemps sur un des actes les plus violents, les plus iniques de notre époque, dont l'accomplissement ne peut être considéré que comme un défi jeté à la politique des puissances de l'Occident par les grandes cours du Nord, et comme le commencement d'une nouvelle période d'embarras et de luttes pour l'Europe libérale et constitutionnelle. Remarquons aussi que la violation des traités de Vienne par les cours absolutistes coïncide avec la rupture de l'alliance intime de l'Angleterre et de la France,

et par là avec la dissolution en fait de cette politique qui avait servi de base à la quadruple alliance. Il paraît aussi que l'Angleterre, naturellement rivale de la France, n'a pas été entièrement étrangère au dernier acte de spoliation exécuté par les puissances du Nord sur l'infortunée Pologne. On va même jusqu'à dire que l'Angleterre en a été un des instruments indirects les plus efficaces. Quoi qu'il en soit, il est impossible de se méprendre sur le véritable caractère de l'anéantissement de Cracovie et de l'incorporation de cet État à l'empire autrichien. Les cours du Nord, et surtout l'Autriche, n'avaient rien à craindre de l'indépendance d'un État enclavé de toutes parts dans les possessions de ces mêmes puissances : l'Autriche, au contraire, a tout à perdre et rien à gagner dans l'anéantissement de l'indépendance et de la nationalité polonaises, et les mauvaises conséquences de sa politique fausse et déloyale viendront un jour lui causer des embarras et des dangers qui hâteront peut-être la ruine totale de sa puissance. Par conséquent, l'affaire de Cracovie n'a été qu'un prétexte ; je dirai plus, elle a été, de la part de l'Autriche et de la Prusse, une trahison et une faute. Il en est résulté toutefois cette grande vérité, à savoir qu'on a voulu montrer à l'Europe occidentale, à l'Europe libérale et constitutionnelle, à la France surtout, jusqu'à quel point les cours du Nord étaient, au fond de leurs pensées et de leurs actes politiques, hostiles à tous les progrès que l'esprit français, la prépondérance des idées et des institutions de la France, auraient pu faire en Eu-

rope. On a voulu montrer à la France de Juillet qu'un accord, qu'une alliance franche et sincère de l'absolutisme et de la liberté ne pouvait jamais avoir lieu réellement entre le nord et l'occident de l'Europe, entre la politique absolutiste et la politique libérale. En un mot, en jetant un insolent défi à la France et à la dynastie de 1830, on a voulu prouver à l'Europe entière que tous les efforts mis en œuvre par le cabinet des Tuileries pour faire oublier l'origine de son pouvoir et pour se captiver l'estime et la confiance des vieilles monarchies du droit divin, n'avaient été que des efforts sans base et sans aucun bon résultat. Que tous les hommes éclairés se persuadent donc que si les monarchies absolutistes ont prêté maintes fois depuis seize ans leur concours et leur adhésion au cabinet des Tuileries, au gouvernement de Juillet, ce n'a point été dans l'intérêt du gouvernement français ni par des dispositions amicales et sincères vers les principes et les institutions des gouvernements constitutionnels et de la France libérale. Les cours du Nord, remarquons-le bien, toujours fidèles à leurs principes, à leur politique, n'ont jamais cessé un seul instant de combattre la France, sa liberté, ses institutions, ses idées. Les cours du Nord ont travaillé sourdement à semer de tout temps la discorde entre la France et l'Angleterre, et à favoriser, contre les intérêts progressifs de la nation française, toutes les tendances réactionnaires et peu libérales du gouvernement de Juillet. La politique des cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg n'a jamais eu, j'ose l'affirmer,

aucune crainte sérieuse de voir la quadruple alliance constitutionnelle s'emparer tôt ou tard d'une prépondérance active et efficace dans les idées et les intérêts généraux de l'Europe. Aussi la politique des cabinets du Nord, beaucoup plus habile et beaucoup plus prévoyante dans certains cas que la politique des gouvernements constitutionnels, a toujours agi de manière à faire voir qu'une alliance sincère, durable de la France et de l'Angleterre, était une fiction passagère, et nullement une réalité forte et durable.

On a beau parler des alliances de principes en politique; quant à moi, lorsqu'il s'agit de gouvernements tels que sont tous les gouvernements de l'Europe actuelle, de gouvernements basés sur des principes qui ne sont pas populaires, c'est-à-dire sur des principes qui excluent la solidarité de tous les intérêts des nations avec les intérêts du pouvoir, toute alliance basée uniquement sur des principes n'est qu'une pure chimère. Plus encore, je ne pense pas que les principes de la France de Juillet et les principes de l'aristocratie anglaise aient entre eux des liens de véritable parenté; je ne vois pas enfin, qu'entre les idées et les institutions publiques de la nation française et les principes et les institutions publiques de l'Angleterre, il y ait une véritable affinité logique et politique. Je crois même pouvoir dire, sans crainte de me tromper, qu'entre la France et l'Angleterre, il y a autant d'antagonisme dans les principes que dans les intérêts, et que, par conséquent, une alliance sincère et durable entre les deux

nations, malgré la forme constitutionnelle et libérale de leurs gouvernements respectifs, est nécessairement de nos jours un fait impossible.

Sans qu'il soit besoin d'entrer ici dans de longs détails sur la différence fondamentale qui sépare les deux gouvernements constitutionnels de France et d'Angleterre, il est aisé de reconnaître, au premier coup d'œil qu'on jette sur l'histoire politique des deux pays, que la liberté anglaise est basée principalement sur des droits légaux et historiques, tandis que la liberté de la France de 89 et de la France de Juillet repose plutôt sur des droits logiques ou naturels, en opposition directe avec le principe historique de la légitimité du droit et du pouvoir en général. Remarquons aussi que la monarchie anglaise est une monarchie aristocratique et presque oligarchique, tandis que la monarchie française est une monarchie essentiellement démocratique; et quoique les bases de la charte de 1830 reposent sur un principe de privilége et de monopole, toutefois les droits privilégiés qui résultent de la charte même ne reposent sur aucun principe de légitimité et d'aristocratie historique, mais sur le principe populaire et mobile de la science pratique et de l'industrie, des capacités et du travail. Ensuite, indépendamment de la base purement logique et sociale des droits politiques en France, il y a dans les instincts, dans l'esprit, dans les tendances du peuple français, dans son présent ainsi que dans son passé un principe essentiellement antiaristocratique, généralisateur, éminemment social, un principe de civilisa-

tion, d'humanité, qui ne se retrouve pas dans les instincts et dans les tendances du peuple anglais.

Je pourrais prolonger longtemps encore l'analyse logique et historique des deux peuples, et montrer d'une manière démonstrative l'incompatibilité d'un rapprochement, d'une alliance sincère et durable de la France et de l'Angleterre, même indépendamment de l'antagonisme absolu de leurs intérêts; car, après tout, le caractère prédominant de la société anglaise, de ses traditions, de ses idées, de ses intérêts, de son rôle possible et nécessaire dans la civilisation de l'Europe, est tout à fait l'opposé de celui de la France. La suprématie légitime de la France a toujours été fondée, je le répète, sur des idées de progrès et de civilisation universelle, tandis que celle de l'Angleterre n'a été basée que sur des intérêts matériels ou exclusivement nationaux. On voit donc qu'il y a entre ces deux peuples, politiquement considérés, le même antagonisme qui se rencontre dans leur nature, dans leurs intérêts logiques et sociaux, le même antagonisme qui règne entre ce qui est général et absolu et ce qui est particulier et relatif, entre le mouvement infini de l'idée et l'action limitée et exclusive des faits. Enfin, quoique en Angleterre la liberté religieuse et politique soit, légalement parlant, plus étendue et plus respectée qu'en France, le véritable caractère de la liberté anglaise n'émane pas d'une grande idée de sociabilité et d'humanité générale; elle est, au contraire, bornée à l'idée étroite et égoïste du principe et des intérêts individuels.

Ainsi, sans m'étendre davantage sur un sujet qui

demanderait à être traité spécialement, il me paraît démontré que l'alliance de la France et de l'Angleterre est aussi incompatible, comme alliance de principes, que comme alliance d'intérêts bien entendus.

Mais, quoique je reconnaisse qu'au point de vue de la science, de la politique théorique, un accord durable entre la France et l'Angleterre dans l'action commune des deux puissances, sur le terrain pratique des principes et des intérêts européens, soit à peu près impossible, je ne saurais opposer d'ailleurs aucune objection à ces publicistes, à ces hommes d'État de France et d'Angleterre, qui jugent tout autre accord, toute autre alliance pour ces deux nations, absurde et dangereuse. Après tout, mon opinion est que dans la politique active, vivante de l'Europe actuelle, la politique de la France ne peut être, au fond, qu'une politique isolée. Je suis cependant convaincu, autant que l'homme éminent qui dirige actuellement en France la politique extérieure, que dans l'état actuel de la France et de l'Europe, la politique de jalousie, de rivalité, de lutte, d'influence, est nuisible aux intérêts de l'ordre et de la paix générale. Je dirai même que l'accord, que l'action commune des deux puissances, la France et l'Angleterre, sont nécessaires au maintien de la liberté en Europe et au progrès de la civilisation générale. Mais de grands doutes s'élèvent dans mon esprit sur la possibilité de concilier le développement régulier de la liberté et de la civilisation progressive en Europe, avec le besoin de prévenir,

d'empêcher les bouleversements, les crises révolutionnaires, qui sont la conséquence nécessaire des illégalités, des souffrances, des privilèges égoïstes, des monopoles iniques, des actes d'oppression et de tyrannie qui pèsent lourdement sur les sentiments, sur les intérêts les plus chers, les plus sacrés, sur l'existence politique et matérielle tout entière de la plupart des peuples européens.

Le vice radical des raisonnements, des beaux discours de beaucoup de publicistes et d'hommes d'État de la France et de l'Europe, de beaucoup de patriotes éclairés et animés par le noble désir de la paix et de l'ordre, c'est de croire que la diplomatie, que l'autorité légale et parlementaire des peuples constitutionnels puissent être des moyens suffisants pour prévenir ou arrêter les principes, les éléments de désordre, de mécontentement, de révolte qui fermentent sourdement dans l'âme et dans la pensée des peuples en général. On compte aussi beaucoup sur l'influence des intérêts matériels et sur cet état de lassitude et de défaite qui paraît avoir de nos jours affaibli et presque glacé dans tous les cœurs le feu des grandes passions et l'enthousiasme des grands principes. Quoi qu'il en soit, je ne saurais attribuer une trop grande importance aux théories exclusivement pacifiques, aux phrases passionnées, à l'éloquence déclamatoire de certains beaux parleurs de tribune, qui s'imaginent, en France surtout, pouvoir avec des grands discours, avec des nobles paroles, changer la politique vivante, pratique de l'Europe et renouveler ainsi la face du monde.

Je l'ai déjà dit, je ne suis pas révolutionnaire par goût ni par principes, mais en jetant les yeux sur l'état réel de l'Europe actuelle, en étudiant les mœurs, les passions, les besoins, les intérêts de tous les peuples, il m'est impossible de croire que les conditions générales de la paix et de l'ordre actuel en Europe, soient des conditions propres à concilier ou à résoudre toutes ces immenses questions qui tiennent en suspens les intérêts les plus graves du présent et de l'avenir. A mon sens, l'œuvre la plus difficile est celle que la politique du gouvernement français s'est imposée depuis 1830; car la politique de la monarchie de Juillet, tout en voulant être une politique modérée et conciliante, est le plus souvent une politique mesquine et insuffisante pour les besoins du dedans et une politique tour à tour trop envahissante ou trop timide pour les besoins et les intérêts du dehors. La politique du gouvernement français, abstraction faite des vues théoriques de ses chefs, est après tout, ce me semble, une politique sans racines dans le passé, sans chances de stabilité et de durée pour l'avenir. Les demi-principes, les doctrines bâtardes qui constituent le système politique de la France de Juillet, appliqués à la réalité des faits pratiques et des circonstances, ont toujours montré les vices et les mauvaises conséquences de leur nature. En effet, aucune des puissances européennes n'a adhéré pleinement aux principes fondamentaux de la révolution de Juillet. Le gouvernement de 1830 a été respecté par l'Angleterre, parce que cette puissance a eu à cette époque l'assurance la plus

formelle que le gouvernement nouveau lui serait beaucoup plus favorable que l'ancien dans toutes ses vues d'agrandissement et d'exploitation commerciale et industrielle. L'Angleterre, personne ne l'ignore, comprit subitement en 1830 que la France de Juillet, venant de se séparer des trois grandes puissances du Nord, ne pouvait avoir recours à d'autre alliance qu'à l'alliance anglaise. Ce fut donc uniquement, dans le but de pouvoir dominer sa rivale, de pouvoir retrouver dans la nouvelle France un instrument docile à ses conquêtes industrielles et commerciales, à ses vues de prépondérance maritime surtout, que l'Angleterre se mit d'accord avec le gouvernement de Juillet, dans l'intérêt de sa propre conservation et de sa propre puissance, et aussi dans l'intérêt de la paix du monde dont la France a paru, depuis 89, un obstacle toujours renaissant. Toutes les fois donc que l'Angleterre verra la France prête à secouer le joug de son alliance indispensable, mais peu sûre et peu utile, et je dirai même peu favorable à la grandeur et à la puissance d'un grand pays, l'Angleterre, convaincue des nécessités politiques de la France, convaincue de la nécessité où cette nation se trouve d'avoir recours à tout prix à l'alliance anglaise, brisera, elle la première, insolemment et violemment l'alliance intime avec sa rivale; car l'Angleterre n'adhère à cette alliance qu'à condition que la France se soumette dans toutes les questions où les intérêts opposés des deux nations seront en présence, à la volonté et à la prépondérance du cabinet de Londres.

Nous avons vu de tout temps à Taïti, au Maroc, en Grèce, en Espagne, dans la question d'Orient, que l'Angleterre a toujours combattu ouvertement les intérêts prédominants de son alliée. Et disons aussi que la France forcée par la nature de sa position, par son isolement réel en Europe, a dû constamment céder aux exigences despotiques de sa fière et puissante rivale. La politique opposée des deux puissances se révèle chaque jour dans les questions les plus importantes. L'Espagne principalement est et a été une des causes permanentes de discorde et de lutte entre les deux pays. Aussi, aujourd'hui même c'est la question des mariages espagnols qui a fait éclater la rupture de ce qu'on a appelé pendant longtemps l'entente cordiale entre le cabinet des Tuileries et le cabinet de Saint-James.

Après les discussions qui ont lieu dans deux pays, en France et en Angleterre, après l'examen des correspondances et des pièces diplomatiques, publiées par les gouvernements français et anglais sur cette question même, il est impossible, au point de vue de la politique française, de ne pas rendre justice à l'habileté et à la fermeté du cabinet des Tuileries. Il est également impossible de discuter sérieusement aujourd'hui sur le traité d'Utrecht dont l'autorité, la valeur légale a été depuis longtemps annulée par les événements révolutionnaires qui ont changé radicalement la base du droit public européen. Je dirai donc que, au point de vue de la légalité et des intérêts de la politique du système en France, les mariages d'Espagne sont un des actes les plus indépendants et

les plus courageux du gouvernement de Juillet, mais ce n'est pas là, à mon avis, la question tout entière. Il ne s'agit pas de savoir si la France doit avoir une juste influence en Espagne et si les intérêts de cette nation et de la France même sont à peu près identiques envers la politique de l'Angleterre et la politique générale de l'Europe. Ce qu'il importe de bien constater, c'est si la France devait ou non, en bonne politique, se séparer de l'Angleterre dans une question d'un grand intérêt sans doute, mais qu'on aurait pu résoudre différemment sans détacher l'Espagne de l'influence française et sans donner à l'Angleterre un prétexte à rupture envers la France. Car il n'est nullement question, dans l'affaire des mariages espagnols, de contester à la France son intervention pour empêcher que la couronne d'Espagne ne pût sortir de la maison de Bourbon, pour empêcher qu'un Cobourg, qu'un candidat quelconque de l'Angleterre vînt régner à Madrid. Non, la question n'est pas là; la question est que le mariage du duc de Montpensier avec l'infante, célébré en même temps que celui de la reine, n'était nullement nécessaire pour maintenir les Bourbons dans la possession du trône d'Espagne; et qu'il devenait au contraire un acte impolitique parce qu'on savait positivement que l'Angleterre s'y était formellement opposée. Or, en marient l'infante au duc de Montpensier avant que la reine Isabelle eût donné un successeur au trône, contrairement aux volontés de l'Angleterre, on n'a fait que jeter du trouble dans les rapports de la France avec les autres puissances, irriter l'Angleterre et provo-

quer, par une apparente violation des traités qui constituent le droit public et international de l'Europe, par la violation supposée du traité d'Utrecht, la violation plus importante et plus grave du dernier traité de Vienne, l'anéantissement de la république de Cracovie et conséquemment une violation flagrante des bases fondamentales du droit public européen sur lequel repose l'unique garantie légale de la paix et de l'ordre général du monde. Voilà en peu de mots les résultats des mariages espagnols et les conséquences de la fausse alliance intime de l'Angleterre et de la France.

La bonne politique de la France aurait dû à tout prix s'opposer à un acte qui n'était pas nécessaire pour maintenir ses bons rapports avec l'Espagne, et qui aurait inévitablement éloigné de la France même la seule alliance possible, l'alliance anglaise. Il y a plus : si le gouvernement français avait véritablement à cœur la pacification et le bonheur de l'Espagne, il aurait dû faire tous ses efforts pour amener l'Angleterre à travailler en commun à l'œuvre désirée. Reconnaître en principe le besoin de pacifier l'Espagne, d'étouffer tous les motifs de division et de discorde dans ce malheureux pays, et ensuite par un acte imprudent, qu'aucune raison ne saurait justifier, venir briser la seule alliance qui pouvait contre-balancer dans la Péninsule l'influence des partis et des intérêts contraires à sa pacification et à son bonheur, ç'a été montrer peu de respect, ce me semble, pour la logique ou un grand aveuglement sur sa propre situation. On m'objectera probablement que l'alliance

anglaise n'est pas brisée, qu'elle n'est qu'affaiblie, et que l'irritation momentanée se calmera aussitôt que la réflexion aura démontré l'insuffisance des motifs qui l'avaient suscitée. Personne n'est plus convaincu que moi de la nécessité dans laquelle se trouve le gouvernement français de se rattacher par tous les moyens possibles le gouvernement d'Angleterre. Dans l'état où la France de Juillet est depuis seize ans, il n'y a pas d'autre politique à suivre que celle de l'alliance anglaise, quand même cette alliance devrait par le temps devenir funeste à tous les intérêts les plus légitimes de la nation française et à sa mission de liberté et de civilisation dans le monde. Je comprends certainement que si une coalition entre les trois puissances du Nord et l'Angleterre venait à avoir lieu contre la France et les États libres qui se gouvernent d'après les idées et les institutions de cette nation, il serait difficile de maintenir pour longtemps la paix de l'Europe; mais je sais aussi que les grands États européens, à l'exception de la Russie, sont trop agités à l'intérieur pour oser entreprendre à l'heure qu'il est une guerre générale pour remanier à leur profit l'état de l'Europe.

Une guerre contre la France serait le signal d'une nouvelle révolution dans ce pays; et une nouvelle révolution en France entraînerait à sa suite une révolution générale dans toute l'Europe. Or, il est impossible que les cours du Nord, c'est-à-dire que l'Autriche et la Prusse s'accordent avec l'Angleterre pour bouleverser l'état de l'Europe, et s'exposer ainsi aux chances les plus périlleuses. Mais n'oublions pas que

l'ennemie vigilante et active de la France, de la liberté et de la civilisation française, c'est la Russie, et que cette redoutable puissance n'a rien à perdre, mais tout à gagner au contraire dans une guerre générale. N'oublions pas que les conseils du cabinet de Saint-Pétersbourg sont écoutés et pratiqués par les cabinets de Vienne et de Berlin, et que l'Angleterre même, dans la crainte de nouveaux bouleversements en France qui amèneraient à leur suite de grands bouleversements en Europe, se prépare en secret, pour l'heure du danger, des alliés secrets afin de combattre la puissance de la France, la liberté des peuples, la liberté de l'Europe.

L'Angleterre, remarquons-le bien, est aussi jalouse de ces libertés aristocratiques et féodales, qu'elle est contraire aux principes de liberté et d'égalité démocratique qui caractérisent la France de 89 et la France de 1830. L'Angleterre, et c'est là ce que le cabinet des Tuileries et beaucoup de monde en France paraissent ne vouloir pas croire, restera l'alliée de la France et de son gouvernement tant qu'elle sera persuadée qu'on travaille à contenir et à réprimer la fierté nationale et les intérêts révolutionnaires du peuple français, et par là à contenir et à réprimer l'influence des idées, des institutions, des intérêts français dans toute l'Europe. Mais si par hasard le gouvernement en France venait à tomber dans les mains de ces hommes que les aristocrates des deux pays appellent des démagogues et des anarchistes, de ces hommes qui voudraient rendre à la France son grand rôle dans les destinées générales de la li-

Google

berté et de la civilisation progressive du monde, dans ce cas-là, tenez pour certain que l'Angleterre deviendrait, d'accord avec l'Autriche et la Prusse et même avec la Russie, l'ennemie la plus implacable de la civilisation et de la liberté de la France, de la liberté et de la civilisation de l'Europe.

Non, je ne cesserai jamais de le répéter, l'alliance de la France et de l'Angleterre est une alliance passagère sans garantie de stabilité et de durée, car les principes et les intérêts du gouvernement anglais et de la société anglaise, sont au fond diamétralement opposés aux principes et aux intérêts de la France progressive et révolutionnaire, au rôle et à la mission de ce grand peuple dans l'ordre général des idées, des intérêts futurs du monde.

D'après ces considérations, serait-il possible de prévoir jusqu'à un certain point aujourd'hui quelle est la tendance générale de l'Europe actuelle, quels seront probablement les résultats de ce conflit, de cette lutte entre le principe d'autorité et le principe de liberté, entre le droit historique et le droit pur, entre les croyances, les idées, les intérêts du passé, et les croyances, les idées et les intérêts futurs de la civilisation européenne?

Je l'ai fait remarquer déjà dans les chapitres précédents, la grande question vraiment européenne, ce n'est pas une question de droit diplomatique, de liberté, de civilisation légales; ce n'est pas dans les traités de Vienne qu'il faut aller chercher la loi fondamentale de l'Europe à venir. Je sais, moi aussi autant que qui que ce soit, le cas qu'on doit faire, et

la valeur qu'on doit attribuer aux traités en général; je sais que tous les droits des pouvoirs historiques, que tous les droits légaux des traités en général ne sont plus rien en substance, lorsqu'on vient les considérer en face des droits et des principes révolutionnaires, en face de l'opinion et de la volonté libre et éclairée des peuples libres. Quoi! j'entends parler en France du respect dû aux traités, du respect dû à l'acte final du congrès de Vienne, comme à la loi fondamentale du droit public européen : mais de grâce, est-ce que ceux qui répètent chaque jour ces paroles, ont oublié par hasard que la révolution de Juillet est un acte qui dans le sens des traités de Vienne est radicalement inconciliable avec toutes les notions de légalité, de droit public, de droit européen? Je sais que ceux qui se font tout à la fois les champions de la légitimité historique, de la légalité inviolable des traités, et de la révolution, croient pouvoir concilier la contradiction de leurs idées, de leurs principes en disant qu'en 1830 par exemple, le droit avait été violé par le pouvoir, avant d'être violé par la nation, et que la révolution dans la rue n'était que le pendant d'une révolution de cour.

Ceci est très-beau et très-facile à dire à la tribune française devant un peuple qui, par ses optimos et ses lumières, sait parfaitement bien de quel côté est le droit véritable. Mais ne croyons jamais que les gouvernements absolutistes puissent consentir à approuver certaines doctrines subversives, qui ont quelquefois l'apparence d'être des doctrines conservatrices contraires au droit moderne, au droit

révolutionnaire des peuples. Les despotes sont selon moi meilleurs logiciens que les doctrinaires et les néo-catholiques de tous les pays. Les gouvernements absolus ne se laissent pas aveugler par les philosophes et les diplomates du juste-milieu. A Vienne, à Berlin, à Rome on sait qu'entre le principe d'autorité et le principe de liberté il n'y a pas de juste-milieu possible; que toute la dialectique parlementaire des tribuns constitutionnels est et sera toujours insuffisante à démontrer le contraire.

C'est là qu'indépendamment de toutes les querelles diplomatiques, de tous les intérêts passagers d'une dynastie, d'un cabinet, est la grande, la véritable question européenne. Car les gouvernements, ainsi que les peuples, par des voies souvent opposées, travaillent sourdement tous ensemble à la solution pratique de cet immense problème.

Les grandes puissances du Nord représentent sans doute au milieu du conflit, du mouvement contradictoire des principes et des intérêts européens, la formule politique de l'idée historique de la légitimité et du droit. Mais comme l'esprit de progrès, de liberté et de civilisation a, peu à peu, affaibli et presque anéanti en Europe l'autorité historique des priviléges et des droits, les croyances et les opinions qui en faisaient la base, il s'ensuit maintenant que les puissances dont les droits et les priviléges reposent sur cette même base historique rentée presque entièrement par l'opinion et les intérêts progressifs de l'Europe libérale, se trouvent nécessairement en désaccord avec l'activité pratique et les tendances irrésistibles

du mouvement européen. De là, une politique de réaction, de résistance, d'envahissement, devient pour les pouvoirs stationnaires et rétrogrades une condition inévitable de leur existence. Incapables d'arrêter l'esprit du siècle, l'esprit de liberté, de civilisation populaire, incapables de marcher en avant avec le siècle même, sans renoncer d'avance à tous les priviléges du despotisme et de la force, les puissances absolutistes se trouvent dans la nécessité de remplacer l'autorité morale et légitime de l'ancien droit affaibli, ou éteint, par l'autorité illégale, matérielle, de la force brute.

C'est ainsi que l'Europe entière, considérée soit dans son mouvement progressif, soit dans son mouvement rétrograde, se trouve enchaînée presque fatalement dans le cercle vicieux de l'antagonisme et de la lutte, au milieu des éléments contradictoires de l'idée et de l'action, et en dehors de toutes les conditions logiques et absolues de la raison et du droit.

Voilà comment les conséquences de mes idées fondamentales viennent à éclater visiblement dans le domaine des faits, dans l'ordre pratique des droits et des intérêts généraux de l'histoire et de la politique des peuples.

On a beau discuter les faits, on a beau examiner tous les détails matériels d'une question politique quelconque, si on ne remonte pas aux idées, à la logique, à la théorie générale et absolue de tous les faits, de toute action pratique, il sera toujours impossible d'arriver à une solution rationnelle, scientifique, réellement positive de la question. De même,

Google

prétendre de connaître, à l'heure qu'il est, l'avenir probable de la politique européenne; prétendre de connaître quelles seront à peu près les destinées des gouvernements et des peuples qui jouent maintenant le plus grand rôle sur la grande scène de la civilisation du monde, sans rechercher dans les idées, dans la logique, dans la spéculation pure, le sens et la portée véritable de tant de faits détaillés, sans liaison apparente, sans enchaînement historique bien déterminé, ce serait travailler en pure perte à une œuvre stérile et absurde.

Ainsi donc, gardons-nous bien de séparer les faits des idées qui les produisent et qui les dominent; tâchons d'éviter ces écoles amphibies où l'on enseigne le droit et l'histoire en dehors de leurs bases logiques et fondamentales, en dehors de l'autorité spéculative des idées pures. Soyons persuadés qu'il n'y a qu'une seule science qui puisse nous mener à la découverte de toute vérité générale et absolue, et que cette science est dans la nature même de notre pensée, que cette science est la pensée elle-même considérée comme contenant et contenu abstraits et concrets à la fois de la raison, de la vérité, de l'idée absolue et universelle.

J'ai dit et répété plusieurs fois dans le cours de ce livre que les lois générales des formes logiques de la pensée abstraite, étaient les mêmes que celles de l'activité historique et pratique de la pensée rendue effective dans les résultats extérieurs de la vie des individus et des peuples. De là, il s'ensuit que le syllogisme est aussi bien la forme générale et absolue de

l'activité intérieure abstraite, du raisonnement, que la forme générale de l'activité extérieure et appliquée de la raison même. Pour formuler un jugement, un raisonnement quelconque, il faut que nécessairement l'esprit forme un syllogisme. Nous ne pouvons avoir la certitude de nos propres idées, la notion abstraite et réfléchie d'une vérité, sans que notre intelligence ne trouve d'abord son point d'appui sur deux idées particulières, différentes, qui, mises l'une en rapport avec l'autre, produisent une troisième idée ou notion générale qui les concilie et les résume, et qui n'a de réalité que dans le monde intérieur et abstrait de la pensée. Pour que l'esprit parvienne à concevoir abstraitement les idées, à penser, il faut que, par la perception et la réflexion, il ait appris, à l'aide du temps, à généraliser, jusqu'à ce qu'il arrive enfin à la généralisation pure, à la pensée spéculative. Ainsi, le mouvement généralisateur de l'esprit ne peut s'accomplir que par le mouvement particulier de la perception et de la réflexion. Un fait opposé à un autre produit un troisième fait intérieur abstrait que nous appelons une notion, une conception, un jugement, une idée. Cette puissance généralisatrice intérieure, lorsqu'elle s'est développée véritablement, constitue la pensée proprement dite, qui n'est autre chose que la généralisation et la conciliation du particulier et de l'opposé avec l'identique et le général. Le principe, l'élément productif de la généralisation réside dans la nature même de notre esprit; c'est ce qui constitue véritablement l'intelligence, la pensée,

la raison de l'homme ; c'est le principe logique, idéal de toute certitude et de toute vérité. Le monde des perceptions et des sensations intérieures et extérieures ne sert qu'à développer et à rendre vivant, sous une forme particulière et individuelle, ce qui, par sa nature, n'a aucune limitation, aucune forme individuelle, extérieure et phénoménale.

Or, toute notion, tout jugement, toute idée dans notre esprit, est le résultat de la perception et de la réflexion. La perception et la réflexion contiennent les deux forces, l'une finie, l'autre infinie, qui composent notre nature et notre existence déterminées dans le temps et dans l'espace. La perception, c'est l'élément extérieur qui, développant par son action l'élément intérieur, et le déterminant, produit la réflexion, le jugement. Mais la réflexion et le jugement ne constituent pas encore la pensée, la raison véritable : on peut réfléchir et juger d'après des perceptions, des sensations sans sortir de la particularité, qui est contraire à la pensée véritable, qui consiste dans la généralité abstraite, qui, en se replient en elle-même, se réfléchit de nouveau, et parvient ensuite à la généralité absolue, c'est-à-dire à la raison spéculative, à la pensée pure.

Il est donc démontré que les premiers développements de l'esprit humain considéré dans son individualité et dans sa particularité, ne sont que la réflexion intérieure abstraite des faits extérieurs concrets, que la reproduction intérieure abstraite du monde sensible et fini. Il y a par conséquent abstraction, forme complexe des généralités sensibles

et phénoménales; mais il n'y a pas encore la forme générale de la généralité intérieure; il n'y a pas encore la pensée qui se connaît et se pose comme sujet et objet à la fois, comme cause et en même temps comme but du fini et de l'infini, comme raison, science, vérité absolue de tout ce qui est.

La pensée qui se pense elle-même, qui se reconnaît sujet et objet de tout ce qui est absolument vrai et général, de tout ce qui est réellement vivant dans l'humanité et dans le monde, est le principe de la véritable science, de la véritable raison, de la véritable liberté, du véritable droit; c'est le principe du seul bonheur, du seul perfectionnement, de la seule vérité réelle et effective parmi les hommes.

Mais le mouvement de la pensée qui se pense elle-même ne fait que se manifester à peine dans la pensée, dans la science, dans la civilisation générale de l'Europe moderne. Aussi, l'histoire est, dans le monde de l'abstraction, de la réflexion, de la pensée et de la raison infinie qui se réalise, qui s'incarne dans les peuples, dans la civilisation générale de l'humanité, ce que la nature est dans le développement individuel et particulier de l'homme. Et, de même que la nature, que le monde extérieur, sensible et fini sert à développer et à déterminer le sentiment, la perception intérieure, l'intelligence, de même l'histoire, qui est la forme vivante, concrète, générale et infinie du particulier et du fini, sert à développer l'entendement, la pensée, la raison, la vérité générale et absolue.

Le syllogisme, formule générale et nécessaire du

raisonnement, n'est que la généralisation abstraite de deux termes logiques différents et contradictoires qui se posent dans notre esprit comme le reflet intérieur de deux perceptions ou de deux sensations isolées. L'esprit les réunit et les compare, et forme le jugement, l'idée, la notion abstraite du fini généralisé. C'est ainsi que l'esprit humain, de généralisation en généralisation, compose, dans le mouvement progressif des siècles, le principe absolu de toute vérité, de toute science, la pensée, la raison absolue et générale.

Mais, à mesure que le mouvement et le développement logique et abstrait s'effectuent, un autre mouvement concret et réel a lieu également dans l'ordre extérieur de la société et de la civilisation du monde. La pensée se reproduit ainsi en dehors d'elle-même, dans les deux formules générales de toute société humaine, de toute civilisation, dans l'art et dans la science. L'art et la science constituent, par conséquent, les deux formes caractéristiques absolues de l'histoire générale du progrès et du développement civil de l'humanité.

L'antiquité, par exemple, a abouti à un système de civilisation et d'histoire qui place sa formule la plus élevée et la plus parfaite dans le point culminant du perfectionnement artistique de l'idée. L'art constitue le caractère dominant de la civilisation du monde depuis les premiers temps historiques jusqu'au XVIe siècle. Depuis, c'est la science qui est le caractère dominant de la société, de la civilisation de l'Europe moderne. Et comme l'art a

représenté l'esprit humain se développant et se reproduisant en dehors de soi dans l'histoire sous une forme sensible, extérieure, individuelle et finie, de même la science représente l'esprit humain élevé à la généralisation pure, à la pensée, se reproduisant en dehors sous une forme générale, intérieure, scientifique, sous une forme impérissable, infinie, sous la forme unique et absolue de la pensée et de la raison.

Or, il est impossible de supposer que la vie logique et historique de l'humanité n'ait atteint depuis longtemps ses développements absolus, dans l'ordre de l'extériorité du particulier, du sensible et du fini, qu'elle ne soit entrée dans la nouvelle voie de ses développements intérieurs, généraux et infinis, qui, suivant la nature de tout ce qui est infini, doivent aboutir en dernier lieu à des résultats supérieurs aux limites et aux destinées finies de notre globe. Et si l'histoire est l'œuvre, la création de l'esprit et de la pensée générale de l'humanité dans le temps et dans l'espace; si l'histoire n'est que la reproduction extérieure du raisonnement, du syllogisme humain, sous toutes ses formes, c'est-à-dire sous toutes les formes du fini et de l'infini, il s'ensuit logiquement que les développements et les progrès de l'histoire doivent nécessairement correspondre aux développements et aux progrès du raisonnement, de la pensée en général, placés sous l'influence créatrice et transformatrice du temps.

De là il s'ensuit aussi que les destinées de l'histoire

doivent être nécessairement identiques aux destinées et aux vicissitudes du raisonnement et de la pensée abstraite. Et, de même que les croyances, l'opinion, les droits, les intérêts des nations et des peuples, correspondent constamment à la place qu'ils occupent dans la pensée, dans la science, dans la civilisation générale et progressive du monde, de même pour connaître, au point de vue de l'Europe actuelle, quel sera à peu près l'avenir intellectuel, politique et social de la vie européenne, nous n'avons qu'à vérifier quels sont maintenant les principes et les idées qui entretiennent le mouvement progressif et créateur dans les peuples, et quelle sera la forme déterminée des développements successifs de ces idées et de ces principes mêmes.

Je ne reviendrai pas sur les idées fondamentales, sur lesquelles reposent l'ordre logique et historique de cet écrit. Je crois les avoir exposées assez clairement pour n'être pas obligé de les répéter de nouveau. Ce que je crois nécessaire de faire connaître maintenant, ce sont les déductions, les conséquences de ces idées mêmes.

Après avoir dit que les lois de l'histoire sont les mêmes que celles du raisonnement et de la pensée en général, avec la différence que celles-ci ont une réalité abstraite intérieure, et celles-là une réalité concrète, vivante, extérieure, nous avons fait comprendre qu'entre la forme et le fond, entre l'idée et le fait, il y a un rapport d'identité constant, invariable, qui ne se dément jamais.

L'histoire n'est donc que le miroir vivant, sensible

de l'âme et de la pensée progressive du monde. Là où l'homme laisse l'empreinte de son activité, là il laisse aussi l'empreinte de son intelligence, de sa pensée. Là où un fait, une action se révèle, là se révèle en même temps la manifestation d'une loi, d'une idée. Par conséquent, il est indubitable que si on pouvait, à l'heure qu'il est, savoir au juste combien d'idées générales, de formes logiques, l'esprit humain pourra contenir, dans tous les développements successifs de sa pensée, à travers les évolutions indéfinies des temps et de l'espace, on connaîtrait au juste toutes les déterminations possibles de l'histoire et ses limites infranchissables dans l'avenir des siècles. Mais laissons là ces recherches trop abstraites, trop spéculatives. Bornons-nous à un ordre d'idées plus en rapport avec le sujet qui nous occupe.

Il m'est impossible de confirmer ici par des preuves historiques et matérielles, une opinion que je crois vraie et que je crois devoir énoncer franchement. Cette opinion la voici :

Le rôle de l'humanité dans le monde n'est pas, ne peut pas être, comme celui de l'histoire, soumis à des limites infranchissables dans l'ordre général du temps et de l'espace. Je pense que la race humaine, que l'humanité doit progresser, se transformer à l'infini, sans qu'elle puisse jamais disparaître ou périr.

De même, il m'est impossible d'admettre que le globe où nous vivons puisse également disparaître ou périr dans un temps quelconque. Je sais que

certains astronomes prétendent que la terre s'éloigne insensiblement du soleil, et qu'il pourrait arriver qu'en s'éloignant toujours, elle se trouvât un jour trop refroidie pour continuer d'être vivante et habitée. Cette hypothèse me paraît, pour le moment, peu digne d'une attention sérieuse; car jusqu'ici les observations et les calculs des astronomes sont trop hasardés et trop incomplets, pour que nous puissions fonder là-dessus des conjectures probables.

Ainsi je laisse de côté toute hypothèse de cette nature, et je reviens à mon idée.

L'humanité est, selon moi, encore bien jeune aujourd'hui. Les merveilles que l'esprit humain, que la raison, que la science humaine ont enfantées jusqu'ici dans l'ordre général des temps, dans le champ du fini et de l'infini, de l'art et de la science, ne sont rien en comparaison de celles qu'elle pourra effectuer un jour. Notre civilisation actuelle, bien qu'elle soit basée sur les lois uniques et absolues de la vérité générale et infinie, comparée à ce que l'avenir lui réserve de développements et de progrès, n'est pas encore arrivée à l'âge de virilité complète. Ceux qui disent que le monde est vieux, ne prouvent autre chose que la faiblesse et la décrépitude de leur esprit; car l'esprit du monde ne vieillit pas. Tout ce qui est abstrait, général, infini, est immortel comme Dieu même, qui n'a pas eu de principe, et qui ne peut avoir de fin. Plus encore. Rien ne périt, rien ne disparaît essentiellement ni dans la nature ni dans l'histoire. Les formes individuelles, particulières et finies des êtres en général, changent, se transforment, se

renouvellent, mais les formes générales, permanentes, absolues, infinies de la vie, de la pensée, de l'ordre, sont éternelles. Plus encore. La mort individuelle des êtres finis, des formes particulières de la vie et de l'esprit universels, est nécessaire au développement et au progrès effectif, réel de l'esprit et de la vie même; car si on pouvait supposer, par exemple, que les générations humaines ne se renouvellent pas à chaque demi-siècle, il est certain que les idées et les choses générales dans le monde ne pourraient point progresser. Le mouvement rénovateur et providentiel de la pensée et de l'histoire générale, deviendrait impossible. Quand les progrès du monde et de l'humanité nous auront détachés davantage de notre individualisme mesquin, nous apprécierons à un point de vue tout différent et la vie et la mort, et l'humanité et l'homme.

Le Christ l'a dit, il faut nous détacher de nous-mêmes de notre égoïsme individuel. C'est là l'œuvre, la mission véritable de la société, de la civilisation chrétienne dans l'histoire; c'est là le fond de tous les progrès politiques de notre époque, de tous les progrès que l'Europe et le monde accompliront plus tard. Oui, il faut resserrer le lien social, il faut que les individus et les peuples vivent davantage les uns dans les autres; il faut, outre cela, que la liberté, l'égalité, la charité, la fraternité véritables, deviennent une vérité pratique et universelle; il faut enfin que la parole, le Verbe, tout ce qui est vrai et reconnu de tous, dans l'ordre abstrait de la réalité logique des esprits, devienne une réalité vivante et

universelle, l'action pratique et sociale de la vie générale des peuples.

Mais si la vie est éternelle, si l'humanité est éternelle, l'histoire ne l'est point, ne peut point l'être.

J'ai déjà dit ce que j'entends par l'histoire. J'ai dit que l'histoire est le développement intérieur et extérieur du sentiment et de la pensée humaine dans le temps et dans l'espace, sous toutes les formes relatives et particulières du monde objectif extérieur, et du monde subjectif individuel. Ainsi, lorsque graduellement et progressivement le principe fini de la nature sensible et de la raison individuelle, aura cessé d'être l'expression pratique, de la raison, de la vérité parmi les hommes, alors toutes les pages de l'histoire seront remplies. L'humanité n'aura plus de passé ni d'avenir. Elle-même sera le passé et l'avenir vivant, résumé dans le présent. Le travail de la pensée et de ses manifestations progressives sera achevé. La séparation entre le fini et l'infini n'existera plus. La seule réalité vivante sera la pensée, la raison objective, absolue, qui est infinie et éternelle. La nature sera vaincue, l'esprit régnera véritablement dans le monde. La vie et la mort physiques des individus seront regardées comme des accidents réguliers et justes, incapables d'amener la moindre perturbation, la moindre dissonance dans l'accord, dans l'harmonie des forces et des lois générales de la grande unité humaine. Par conséquent, la contradiction entre le fini et l'infini, entre l'intérieur et l'extérieur, entre la nature et l'homme, da-

vra disparaître. Tout rentrera enfin dans l'ordre harmonique de l'existence générale et absolue.

Cela étant ainsi, d'après les lois générales qui gouvernent la nature et l'homme, il est évident que le but de l'humanité et celui de l'histoire est le même au fond, bien que le but de la première se manifeste sous une forme fine et celui de la seconde sous une forme infine. Ce but est l'absolu, c'est-à-dire l'œuvre continue et non interrompue de la création, relativement aux conditions générales de l'humanité et du monde. Car, je le répète, la création, par rapport à l'humanité et au monde, doit être achevée et perfectionnée par l'esprit de Dieu incarné dans l'humanité. Le premier moment de cette incarnation complète et véritable a été signalé d'une manière certaine et visible par Jésus-Christ. Or, depuis Jésus, la création morale, politique et sociale du monde est entrée dans une nouvelle période qui est celle de l'infini, de l'absolu. Maintenant le monde marche à sa destinée finale, dans une voie progressive, sans craindre de s'arrêter ou de reculer dans le passé, puisque les forces de son âme et de sa pensée sont les forces absolues, infinies de la raison divine, une révélation historique de Dieu même; elles sont la vérité éternelle.

L'histoire est donc entrée graduellement, progressivement, depuis le Christ et notamment depuis la Réforme et la révolution française, dans la carrière de l'absolu. Mais comme l'histoire n'exprime autre chose que la lutte contradictoire du fini et de l'infini, toutes les fois qu'un grand progrès s'accomplit dans l'ordre

logique de l'infini, sur la ruine des forces préexistantes et prédominantes de l'ordre purement historique et fini, de grandes crises, de grandes révolutions deviennent inévitables, soit dans les principes soit dans les intérêts particuliers, finis, contradictoires du monde historique; car le passage, la transition progressive du fini à l'infini, du mal au bien, ne peut avoir lieu sans que de violentes secousses viennent ébranler les fondements de l'édifice intellectuel, politique et social du monde. Et tant que la victoire de l'infini sur le fini, du bien sur le mal, de l'esprit de Dieu sur l'esprit du monde, n'aura pas été complétée par la force toute-puissante de l'idée créatrice dans l'histoire, tout grand progrès, tout grand changement sera accompagné d'une grande et douloureuse expiation. La partie usée, corrompue, gangrenée du corps de l'humanité ne se détachera pas de la partie saine et vigoureuse sans que l'humanité fasse entendre d'horribles cris de douleur et que des torrents de sang soient versés.

Mais les douleurs de l'humanité seront moins cruelles, le sang tombera moins abondant, à mesure que les forces générales et infinies de la raison et de la vérité passeront dans l'ordre vivant et effectif des droits et des intérêts sociaux des peuples. C'est là le sens, la valeur, le but légitime de la civilisation libérale et progressive de l'Europe moderne. C'est là le droit de ces hommes, de ces peuples, de ces États qui représentent à la fois, une force de destruction, une force révolutionnaire vis-à-vis du passé, et un pouvoir organisateur et réparateur en face de l'ave-

nir. Cette grande lutte du passé et de l'avenir est en effet de nos jours le caractère prédominant, la formule générale de la politique et de la civilisation européenne.

Il est donc constaté, par les quelques aperçus généraux, que nous avons exposés, concernant les lois fondamentales de la logique et de l'histoire, que toutes les philosophies, que toutes les doctrines qui ont la prétention d'arrêter ou de limiter le progrès, soit dans la pensée, soit dans l'action des sociétés humaines, sont des doctrines et des philosophies imparfaites, vicieuses, incomplètes, et je dirai même illogiques et absurdes. Je conçois que certains hommes d'action, que certains hommes de pouvoir, que certains esprits contradictoires, inspirés non par l'amour du vrai, mais par le sentiment, par le culte de l'utile et des intérêts exclusifs, égoïstes d'un jour, d'une époque, puissent défendre, soutenir et propager les doctrines éclectiques du demi-progrès, de la demi-liberté. J'admets que le demi-progrès, que la demi-liberté, soient quelquefois un fait nécessaire et je dirai même juste et légitime, envisagé au point de vue des principes, des droits, des intérêts transitoires d'une époque, d'un pays déterminés. J'accorde même que les hommes d'action, que les hommes de pouvoir aient le droit de rejeter, d'exclure du concours pratique des forces actives et prédominantes d'une période de l'histoire et de la vie des peuples, ces prétendus droits, ces prétendus intérêts, ces prétendus progrès qui ne seraient pas le résultat réel et légitime du

mouvement spontané et rationnel des progrès véritables de la raison, de la science, de la civilisation effective de ces peuples mêmes. Car je sais que le droit légitime, que le juste autorité d'un gouvernement ne reposent que dans la justice et dans l'utilité qui en découlent au profit du progrès régulier de la moralité, de la liberté, de la science et de la civilisation générale d'un peuple, d'un temps déterminé, et que, par conséquent, le gouvernement le plus fort, le plus légitime, le plus juste est et sera toujours celui qui sait concilier les intérêts de la liberté et du pouvoir, de l'ordre et du progrès, indépendamment de tous les intérêts, de tous les priviléges individuels et exclusifs de tels ou tels hommes, de telles ou telles classes, de tels ou tels partis.

Mais je sais aussi que si cela est fort juste, fort légitime théorie, en pratique ne l'est pas du tout. Les gouvernements qui devraient se placer constamment à la tête de tout ce qui est vraiment grand, noble, juste, utile et populaire, ne font le plus souvent qu'exploiter dans l'intérêt de leurs priviléges, de leur bien-être et de leur conservation, les vices, la cupidité, l'ignorance, la corruption des hommes dont le sort a été confié à leur raison et à leur conscience. C'est ainsi que les trônes, que les pouvoirs tombent avec justice aussitôt que leurs abus et leurs iniquités, ne pouvant plus se cacher dans les mystères de la tyrannie, ni dans les ténèbres de la servitude et de l'ignorance, paraissent au grand jour de la conscience et de l'opinion libre et éclairée des peuples. C'est alors que par la loi syllogistique de la pensée

et du raisonnement, tout ce qui est plus ou moins particulier, tout ce qui est plus ou moins exclusif, est condamné à céder la place aux forces générales et conciliatrices de la raison, de la science et du droit absolus.

C'est en effet cette lutte, cette contradiction permanente qui détermine et caractérise l'action variée et progressive de l'histoire et de la civilisation du monde. Il serait absurde, par conséquent, de prétendre que cette lutte, que cette contradiction pût disparaître de la scène vivante de l'histoire sans avoir épuisé complétement toutes les formes, toutes les manifestations, de la lutte, de la contradiction même. Il serait aussi également absurde de vouloir que le progrès et le perfectionnement logique et moral de l'humanité pût s'effectuer en dehors des limites graduelles et progressives de l'expérience, en dehors des développements particuliers et relatifs du mouvement historique dans le temps et dans l'espace. La lutte, la contradiction, je le répète encore, est et doit être la formule unique et nécessaire du développement logique et historique, du développement de la pensée et de l'action, dans les limites relatives du temps.

Lorsque le principe d'autorité régnait en maître, en tyran sur le monde, la contradiction existait intérieurement, logiquement dans l'existence morale et civile des peuples, mais elle n'était pas encore logiquement et historiquement démontrée. La lutte, la contradiction n'avaient lieu que dans l'âme, dans la conscience de l'individu, l'esprit, la pensée, l'or-

dre social ne la concevaient pas. Un jour arriva néanmoins où l'esprit, la pensée sentirent, dans le mouvement intérieur de leur activité, se révéler l'idée, la connaissance de la contradiction que la conscience subissait depuis longtemps, résignée et esclave. Cette idée, cette révélation de la contradiction et de la lutte aveugle et purement individuelle de l'âme, amena peu à peu l'esprit humain à se révolter contre la tyrannie d'un principe, d'une loi qui étoit en contradiction avec la nature morale et la conscience éclairée de l'esprit. Cette révolte fut l'hérésie d'où naquit plus tard le libre examen, l'insurrection luthérienne contre l'autorité et la tradition de l'Église. Cette première liberté acquise, la lutte, la contradiction devint un fait connu, discuté et démontré. C'est cette démonstration de la contradiction et de la lutte qui est la liberté; ne pouvant pas s'arrêter à l'ordre des vérités purement religieuses, cette lutte, non plus morale mais logique, devait s'étendre de la foi, des croyances catholiques, aux principes généraux de toute croyance, de toute vérité; elle devait quitter le terrain de l'Église, le terrain théologique et aborder l'immense champ de la philosophie et du droit.

Le XVIIe siècle remplit cette tâche libérale et destructive. La démonstration des contradictions et des luttes du moyen âge atteignit en France les résultats les plus extrêmes. De la religion et de la philosophie théorique, on passa à discuter la religion et la philosophie dans ses formes et ses conséquences pratiques, dans la politique et dans le droit. Tous les droits, tous les pouvoirs furent alors discutés; un

vérifia la contradiction dans le gouvernement, dans les lois civiles et économiques, dans les institutions, dans les mœurs de la société en général, comme on l'avait fait pour les principes dogmatiques de la foi et de la raison, par le protestantisme et par la philosophie. La révolution française fut ainsi la manifestation la plus complète et la plus violente de toutes les contradictions de la vieille société monarchique, catholique et féodale du moyen âge.

Maintenant il s'agit de réaliser, d'effectuer le mouvement dialectique qui doit remplacer dans l'histoire et dans la civilisation moderne, la contradiction du moyen âge. Ce mouvement appartient à la pensée et à la science théorique et pratique appliquée à tous les droits, à tous les besoins, à tous les intérêts de la vie moderne, conformément aux règles générales et absolues des grands principes du christianisme, c'est-à-dire aux principes du droit pur et de la raison absolue, de la liberté et de l'égalité juridique des peuples, basés d'après le christianisme sur l'identité générale de l'idée divine et de la valeur logique et abstraite de la pensée infinie de l'humanité.

De nos jours la contradiction entre le fini et l'infini, entre Dieu et l'humanité, n'existe plus dans la raison adulte et progressive de la société européenne. Elle a été anéantie par Luther, par la révolution française, et par le travail de la pensée et de la science du XIXe siècle. Le mouvement dialectique est commencé depuis quelque temps dans toute l'Europe. Le principe de la réconciliation est passé de la con-

science et de l'entendement individuels, dans la pensée et dans l'action générale du monde. Le droit, la politique, l'économie sociale, le représentent effectivement dans tous les pays où la liberté révolutionnaire a semé les germes de la liberté et de l'égalité future qui ne sont autre chose que le principe de l'identité appliqué à toutes les questions spéculatives, et à toutes les questions pratiques de l'association universelle des peuples civilisés.

Or, s'il est vrai et démontré que le but de la pensée, de la civilisation, de l'histoire est d'effectuer la conciliation des termes contradictoires de la pensée et de l'action de l'humanité, s'il est vrai et démontré que cette conciliation dialectique doit avoir lieu premièrement dans le monde intérieur de la conscience, de la raison, pour passer ensuite dans le monde extérieur, visible des sociétés civilisées, dans les lois, dans les institutions, dans les mœurs, dans la vie sociale tout entière, il s'ensuit nécessairement, — et l'histoire et notre civilisation actuelle en fournissent la preuve, — que le mouvement progressif des idées doit précéder et occasionner le mouvement progressif des formes visibles, concrètes et générales de ces idées mêmes, c'est-à-dire le mouvement varié et progressif de la civilisation et de l'histoire. Personne à l'heure qu'il est ne pourrait douter que depuis le christianisme, le monde chrétien n'ait marché de siècle en siècle dans une voie logique et conséquente, malgré les luttes et les contradictions perpétuelles, à l'accomplissement d'une grande œuvre de liberté, de science, de civilisation, de progrès, à l'œuvre même

que le Christ annonça il y a dix-huit siècles, comme étant la loi générale, la destinée absolue du genre humain tout entier. Il est donc impossible de vouloir nier aujourd'hui la réalité vivante, visible du progrès, et l'effectuation graduelle et progressive de la loi évangélique dans le monde; il est impossible que ceux qui reconnaissent cette grande lutte, ce grand combat de dix-huit siècles, ne veuillent pas reconnaître également les fruits et les conséquences incontestables des victoires jusqu'ici remportées. Oui, si le monde avance, s'il s'améliore et se perfectionne; si, depuis le Christ, tous les jours l'œuvre de la régénération de l'humanité fait des pas immenses, si elle fait des progrès réels et incontestables, il serait absurde de supposer que ces progrès puissent s'arrêter ou reculer avant d'avoir atteint les limites extrêmes de leurs développements absolus. Au contraire, il est démontré qu'à mesure que le mouvement progressif, que le mouvement généralisateur avance, à mesure que les forces dialectiques et conciliatrices se développent, la puissance, l'activité, l'efficacité pratique de ces forces mêmes, augmentent et s'élargissent. Je dirai plus; à mesure que la conciliation dialectique a lieu intérieurement dans l'activité logique de la raison, de l'esprit, nous voyons par un mouvement parallèle la lutte, la contradiction civile, politique et sociale des peuples chrétiens et progressifs, d'un côté s'effacer lentement, de l'autre, assumer une expression extrêmement violente qui est un symptôme des crises destructives qui auront lieu nécessairement avant peu dans l'histoire.

afin de pouvoir briser par la force tous les obstacles matériels qui s'opposent à l'effectuation pratique et nécessaire de ce progrès logique et intérieur qui vient de s'accomplir.

Nous voici, comme on voit, descendus de nouveau sur le terrain de la politique et du droit.

La réforme religieuse en Allemagne, et plus tard la philosophie française, dont J. J. Rousseau est le représentant le plus progressif, le plus véritablement populaire, celui qui a inauguré par ses doctrines l'ère démocratique des peuples, ont aplani la voie à la réorganisation dialectique qui se prépare au milieu des luttes et des contradictions de ce siècle, dans l'ordre politique et social de la vie européenne.

Depuis Luther jusqu'à Mirabeau, depuis Napoléon jusqu'à la révolution de 1830 et aux sectes socialistes et communistes de notre époque, l'œuvre générale de l'esprit progressif et libéral de l'Europe a été, et est encore une œuvre de décomposition, de dissolution historique d'un côté,— et c'est là que la démonstration du principe contradictoire se révèle et agit, — et de l'autre, une œuvre de reconciliation, un mouvement dialectique qui prépare lentement tous les germes de la synthèse intellectuelle et sociale de la pensée et du droit démocratiques de l'Europe à venir.

La découverte, la démonstration de la contradiction du moyen âge s'est révélée dans l'histoire des temps modernes sous trois formes logiques et historiques, distinctes, successives et progressives. La première a été la forme religieuse, théologique, du protestantisme; deuxièmement, c'est sous la forme

philosophique que ce mouvement s est manifesté. La philosophie du XVIIIe siècle, dans sa signification la plus générale, a été le principe même du protestantisme, le principe du libre examen appliqué à combattre non-seulement l'autorité et la tradition de l'Église catholique, mais la doctrine des catholiques aussi bien que celle des protestants sur la nature divine du christianisme. De là, le criticisme dissolvant, sceptique de Voltaire et de son école, et ensuite l'athéisme religieux et moral de La Mettrie, du baron d'Holbach, de Dupuis et de leurs adeptes. Mais le XVIIIe siècle ne s arrêta pas au libre examen, à la critique négative des dogmes théologiques et speculatifs de la religion et de la philosophie. L'analyse froide et dissolvante des philosophes et des encyclopedistes français, pénétra au delà des controverses des protestants et des jansénistes. Après avoir anéanti le monde spirituel, le monde de l'âme, les croyances intérieures et purement morales de la foi et de la doctrine catholique, après avoir démoli toutes les autorités, l'autorité du pape et celle de Jesus-Christ, après avoir même nié Dieu, tel que catholiques et protestants le concevaient, il ne restait d autre champ ouvert à l'œuvre de dissolution logique et historique qui se préparait, que le champ de l'existence positive et extérieure, de l'existence civile du monde. On avait détruit l'édifice logique de l'antiquité et du moyen âge tout entier, il ne restait plus qu'à démolir l'édifice historique, politique et social. La logique du progrès est une logique sévere et rigoureuse; soit qu'elle marche dans une voie d'analyse, de dissolu-

tion, soit qu'elle travaille à l'œuvre synthétique et organique de la pensée et de l'action de l'humanité, elle ne s'arrête dans sa voie, dans son travail qu'après avoir atteint les limites extrêmes de ses conséquences, de ses résultats.

C'est ainsi que la logique destructive du XVIIIe siècle, après avoir arraché à l'homme son Dieu, sa foi, ses mœurs, sa poésie, voulut lui enlever aussi ses prêtres, ses nobles et ses rois. On avait jusqu'alors attaqué l'autorité divine de la révélation, le droit divin de la religion et de ses ministres. Il ne restait à faire autre chose logiquement parlant, que d'attaquer l'autorité et le droit de ceux qui imposaient non des croyances et des dogmes à l'âme et à l'esprit, non des chaînes à la pensée et à la conscience, mais des chaînes à l'activité pratique et extérieure des peuples, à la liberté civile et politique des hommes, au nom des priviléges égoïstes et surannés de la naissance et de l'hérédité, au nom de ce droit historique que les protestants et les philosophes avaient anéanti déjà sous une forme spéculative et abstraite.

Rousseau fut, ainsi que je viens de le dire, le plus grand démolisseur de l'histoire au XVIIIe siècle, le véritable précurseur de la révolution, car il révolutionna la base historique du droit et du pouvoir en général, en proclamant le principe de la souveraineté du peuple, fondé sur l'opinion, sur la volonté générale des masses. Rousseau fut donc le véritable apôtre de la démocratie moderne; ses livres bien compris, bien interprétés, purgés des sophismes

communs à son temps, peuvent servir sans nul doute d'évangile politique et social à tous les peuples libres ou qui veulent l'être, à toutes les sociétés démocratiques du présent et de l'avenir.

A l'heure qu'il est la dissolution logique et historique accomplie en Europe pendant trois siècles, et le mouvement dialectique inauguré par la révolution pacifique de l'industrie et de la science au XIXe siècle, sont des faits certains que personne ne peut plus contester. La différence essentielle et caractéristique de ce siècle comparé au précédent, c'est que de nos jours les forces dissolvantes et révolutionnaires travaillant de concert avec les forces dialectiques, composent et constituent un mouvement mixte et complexe, qui n'est plus seulement analytique, destructif comme le mouvement du dernier siècle, mais en même temps organisateur et synthétique. L'élément prépondérant de la puissance caractéristique de notre époque n'est pas seulement un élément de liberté; non certainement, l'époque actuelle ne travaille pas uniquement à démontrer la contradiction de la vieille société, mais à préparer les matériaux pour reconstruire tôt ou tard l'édifice logique et historique de la société future.

Aujourd'hui, toutes les doctrines, tous les principes, tous les germes du progrès futur du monde existent, et se développent chaque jour davantage dans le vaste champ de la liberté, de la science et de la civilisation européenne. Tout est aujourd'hui initié, tout marche, tout est en mouvement : il ne s'agit plus que de hâter la ruine des derniers débris

de l'ancien monde, et de mieux développer, de rendre plus effectifs les progrès que nous avons en partie réalisés jusqu'ici. Il est donc nécessaire pour accomplir cette œuvre que la basehistorique des droits et du pouvoir du passé s'écroule entièrement, et que les forces opposées du mouvement contradictoire et du mouvement dialectique s'harmonisent logiquement et historiquement dans les conditions générales de la pensée et de l'action de l'Europe.

C'est cette grande tâche qui appartient à la liberté et à la civilisation moderne, à la pensée, à la science, à la raison libre et progressive de ce siècle. Il faut que l'Europe sorte peu à peu de cet état équivoque et transitoire qui est l'expression caractéristique, le trait distinctif de l'époque, il faut qu'elle rentre peu à peu dans un ordre d'idées, de principes, d'institutions et de lois plus dialectiques, plus propres à satisfaire à tous les besoins, à tous les intérêts généraux du monde. C'est à la France surtout que cette mission est réservée, car la France n'a pas encore épuisé la conception, l'idée philosophique, politique et sociale de 89. La restauration, remarquons-le bien, fut aussi révolutionnaire et aussi dialectique que la période à la fois destructive et organisatrice de l'Empire. La révolution de Juillet vint démontrer plus tard la vérité de ce fait. Aujourd'hui la corruption politique et administrative, le monopole bourgeois des grands intérêts du pays, menacent la France à l'intérieur d'une nouvelle crise de dissolution et d'anarchie, et rendent par conséquent à l'heure qu'il est cette puissance très-faible au dehors, et incapable de donner

au mouvement européen l'impulsion progressive et libérale qu'elle lui donnait autrefois. Les esprits élevés, les véritables patriotes en France, reconnaissent tous aujourd'hui que la décadence, l'affaiblissement de la politique au dedans, la corruption du système représentatif, la violence de ces partis qui combattent la liberté et de ceux qui l'exploitent à leur profit, rendront nécessaire dans peu, une réforme essentielle dans la loi fondamentale du pays. Je crois certainement, moi aussi, une réforme indispensable dans la constitution politique de la France actuelle, mais je doute qu'elle puisse s'accomplir légalement sans soulever de graves dangers pour l'ordre intérieur du pays. Tant que la France sera forcée de lutter entre ces partis qui en veulent à sa liberté, à son avenir, à la liberté et à l'avenir de l'Europe, et entre cet autre parti qui ne pourra jamais pardonner à son gouvernement actuel, à la constitution actuelle, à tous les juste-milieu doctrinaires et libéraux d'avoir voulu étouffer dans des intérêts de monopole et de caste les intérêts généraux et populaires du pays, et d'avoir ainsi divisé et trahi la cause de 89, la France constitutionnelle, la France de Juillet ne pourra pas marcher régulièrement, pacifiquement dans la voie de la véritable liberté, du progrès véritable.

Ce n'est pas tout, le juste-milieu a toujours été et ne peut être par sa nature même autre chose qu'un système de transition; il n'y a pas de juste-milieu politique stable entre l'autorité et la liberté, entre la monarchie et la démocratie, pas plus qu'il n'y a de

juste-milieu logique possible entre le particulier et le général, entre le fini et l'infini. L'un exclut ou absorbe nécessairement l'autre. Les lois de la pensée, les termes absolus du syllogisme, dominent aussi bien le monde des vérités abstraites que celui des vérités concrètes et effectives. C'est ainsi que je ne puis pas approuver les idées de ceux qui voudraient bâtir un édifice solide pour l'avenir sur un terrain neutre ou mouvant. Tout ce qui sera durable dans l'avenir ne pourra reposer sur aucune des forces et des éléments historiques du passé; car c'est précisément la dissolution du passé, la démolition de la base historique de la société européenne que l'idée vivante, que la raison générale, aussi bien que les actions, que les événements généraux du siècle tendent à accomplir chaque jour. C'est dans cette œuvre antihistorique que la base solide de la société et de la civilisation européenne peut uniquement reposer, et qu'elle repose en effet. Tout ce qui est progrès, vie, liberté, science, bonheur n'existe et ne se développe aujourd'hui qu'en raison des progrès de l'affaiblissement, du discrédit, de la décadence générale enfin, des principes et des pouvoirs historiques du passé. Sans s'occuper de théorie, sans discuter sur des idées, tous ceux qui ont l'esprit sain et clairvoyant ne pourront douter un instant que tout ce qui se passe présentement devant leurs yeux ne soit une démonstration vivante et réelle de cette vérité. Ainsi, à part toute question de principes, il est démontré par les faits que le juste-milieu est incapable de rien fonder de solide

et de durable pour l'avenir, et qu'il ne peut être autre chose que la formule politique d'une période de scepticisme et de transition. C'est après tout une formule de révolution enveloppée dans les phrases emphatiques et dans la rhétorique sonore des vieilles doctrines conservatrices et aristocratiques du passé. En un mot, le juste-milieu comme doctrine, comme système d'ordre et de liberté progressive n'est et ne sera jamais qu'un système amphibologique, aussi incapable de satisfaire aux intérêts du passé qu'aux exigences légitimes de l'avenir. C'est tout au plus un moyen de gouverner un jour le jour en luttant perpétuellement avec soi-même, c'est-à-dire avec des théories qui se trouvent à chaque instant en contradiction avec la pratique; car lorsque la nature logique d'un principe n'est pas de la même nature que les conséquences qui en doivent résulter, la contradiction entre la théorie et la pratique devient inévitable.

C'est par tous ces motifs que je crois le système du gouvernement de Juillet, soit qu'il s'appuie sur les libéraux de la gauche ou sur les doctrinaires, un système peu logique et sans avenir. Il est même évident qu'un pareil système politique ne peut pas être réformé parce qu'il est incapable de tout progrès. Après avoir tourné et retourné dans tous les sens dans son cercle vicieux, le système conservateur, libéral ou doctrinaire, ne pouvant se séparer du faux raisonnement qui lui a donné la vie, ne pouvant se séparer des quelques hommes d'État qui le représentent et qui sont aussi bien que le système même enchaînés fatalement à cette œuvre illo-

giques, vivra et subsistera jusqu'à ce que les développements progressifs des nouvelles idées et des nouvelles forces politiques soient mûrs et assez puissants pour s'emparer, par une crise révolutionnaire à l'intérieur ou par une question de politique extérieure, ou enfin par quelque grand conflit européen, des droits et des intérêts de la nation et rendre ainsi à la grande mission de la France sa juste et légitime influence dans le mouvement général de la liberté et de la civilisation de l'Europe.

Il ne m'est pas permis de dépasser dans ce chapitre les bornes de mon sujet. Je crains même de m'être arrêté trop longtemps sur cette revue générale des principes et des intérêts qui constituent la tendance caractéristique de l'Europe actuelle. L'enchaînement des idées et des intérêts qui gouvernent et dirigent de nos jours tous les peuples civilisés de l'Europe, oblige tout écrivain qui se propose d'envisager une question de politique ou d'histoire, à un point de vue élevé et général, de dépasser les bornes des intérêts et des idées qui concernent particulièrement les destinées du peuple pour lequel il écrit. C'est ainsi qu'à mon sens il est impossible d'approfondir et de résoudre le problème historique et politique de l'Italie, sans rattacher la cause de cette nation à la cause générale de la politique et de la civilisation européenne. C'est justement par suite des tendances solidaires de tous les peuples modernes, et parce que la civilisation de l'Europe est aujourd'hui un fait universel et absolu, que les destinées d'un peuple, d'un État sont intimement unies aux destinées des autres

États, des autres peuples qui concourent tous ensemble à l'œuvre de fusion, d'unité, d'identité qui se prépare. Quelques esprits étroits et superficiels reprocheront probablement à ce chapitre de ne point parler du tout ou de parler trop peu de l'Italie qui forma le sujet principal de cet ouvrage. Mais si les esprits superficiels me reprochaient d'avoir écrit un chapitre inutile, les hommes graves, les hommes à idées larges et progressives reconnaîtront, j'espère, que d'après le plan de cet écrit il m'aurait été impossible de m'en passer. On ne peut arriver, je le répète, à la solution historique, philosophique et politique de la question italienne qu'en s'appuyant sur les idées et les intérêts généraux de la civilisation européenne qui dirigent et dominent de nos jours les idées et les intérêts particuliers de chaque pays, de chaque peuple civilisé.

La situation de l'Europe résume actuellement la démonstration vivante de la contradiction logique et historique de la vieille et de la moderne société, du passé et de l'avenir du monde. Ainsi que j'ai eu lieu de le dire très-souvent, le mouvement contradictoire de l'Europe moderne a engendré par une nécessité logique et historique un mouvement opposé, un mouvement de conciliation, un travail synthétique que j'ai appelé, en m'emparant d'une formule consacrée par un des plus grands philosophes allemands de ce siècle, mouvement dialectique. A ce mouvement de dissolution et de réorganisation, à ce mouvement d'analyse et de synthèse logique et historique, à ce mouvement enfin contradictoire

et dialectique à la fois, correspond en politique l'état particulier des États et des puissances respectives de l'Europe. Les États, les peuples qui ne contiennent en eux-mêmes, dans leur génie, dans leur mission spontanée, aucun élément de progrès, de synthèse, de réorganisation logique et historique, qui ne vivent au contraire que des forces épuisées et des éléments surannés du passé, représentent dans l'ordre général des idées et des intérêts européens l'élément contradictoire, ou en d'autres termes, une force de limitation et de résistance, une influence purement négative. Au contraire, les puissances, les États qui combattent le principe et le droit historique de la vieille société, et qui fournissent en même temps à la société moderne les forces logiques et historiques de sa synthèse à venir, les États, les puissances qui tout en démolissant d'un côté le passé, réédifient de l'autre le monument éternel du progrès et de la civilisation de l'humanité, sont celles qui expriment et représentent dans le système européen l'élément de conciliation, le mouvement dialectique, la vie, la puissance active, infinie de la pensée, de la science, de tous les besoins, de tous les intérêts, de toutes les forces vivantes et générales de l'humanité et du monde. Cette opposition contradictoire et dialectique se manifeste donc dans le système politique de l'Europe par les puissances, les États conservateurs et absolutistes, et par les puissances, les États libéraux et progressifs. Chez les uns le principe de la vieille monarchie impériale et féodale, le principe historique, le prin-

cipe d'autorité, du droit divin est le principe dominant; chez les autres c'est au contraire dans une mesure plus ou moins grande, le principe logique, le principe de liberté et d'égalité, le principe populaire et démocratique qui a le pouvoir.

Cette lutte, cette contradiction entre des pouvoirs, des systèmes qui se combattent et s'excluent mutuellement, est une cause permanente de fermentation sourde ou de guerre ouverte dans les peuples, et de ruptures, d'hostilités, de collisions dans les gouvernements. C'est sur cet ensemble d'agitations populaires et de conflits diplomatiques que repose depuis la révolution de 1830 ce qu'on nomme dans le langage des chancelleries, dans le style des cabinets, le concert, l'équilibre européen. Tous les jours cependant le mouvement général de la politique de l'Europe, nous montre que ce concert, que cet équilibre, n'est le plus souvent qu'une fiction diplomatique. L'harmonie résulte d'éléments, de forces qui malgré leur nature opposée, tendent en commun à un même but déterminé. Mais les gouvernements de l'Europe, les gouvernements absolutistes, et les gouvernements libéraux, tendent précisément chacun à un but contraire, directement destructif de l'autre. Il est par conséquent impossible que l'union, que la bonne harmonie, que le concert, que l'équilibre puisse subsister longtemps au milieu de tendances, de forces aussi diverses et aussi contradictoires.

Lorsque au congrès de Vienne cet accord, cet équilibre factice fut établi, on s'aperçut peu de temps

après qu'on avait construit un édifice qui manquait de fondements. De 1815 à 1830, des conflits diplomatiques, des insurrections populaires, des guerres, menacèrent plusieurs fois l'Europe d'un bouleversement général. La crise fut arrêtée jusqu'à la révolution de Juillet, jusqu'au moment où la France, le pays de l'initiative révolutionnaire en Europe, vint prendre les armes pour défendre ses libertés en danger, et briser les obstacles qui s'opposaient tyranniquement aux progrès légitimes de son existence politique et sociale tout entière. Nous connaissons aujourd'hui toutes les conséquences de ce grand événement. La monarchie représentative triompha en 1830 en s'appuyant sur l'élément bourgeois de la société française. C'était le résultat naturel de l'histoire politique et des conditions civiles et économiques de ce pays. Mais la révolution de Juillet envahit l'Europe entière. Plusieurs Etats de l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, l'Espagne, le Portugal, la Grèce firent des révolutions ou modifièrent notablement leur constitution politique, et le principe démocratique victorieux en France, par le règne des classes moyennes, amena plus particulièrement dans tout le midi de l'Europe, à l'exception de l'Italie, la liberté constitutionnelle et des royautés populaires.

Ce grand changement de l'état de l'Europe alarma les cours absolutistes, l'Autriche et la Prusse en tête. La Russie, suivant sa politique habile et rusée, profita de l'alarme. Le but des empereurs moscovites depuis Pierre le Grand jusqu'à nos jours,

a été constamment de s'emparer de l'Europe du Nord d'un côté, et de l'empire d'Orient de l'autre. Il leur fallait la Pologne pour être à la porte de l'Allemagne qui est le véritable centre de l'Europe, il leur faut aussi les provinces danubiennes, le détroit des Dardanelles pour mettre le pied sur le sol ottoman. Mais pour s'emparer de la Pologne, des bords du Danube et des Dardanelles, la Russie avait besoin du concours de l'Autriche et de la Prusse. Et comme on aurait pu difficilement s'associer ces deux puissances sans leur faire croire que les intérêts politiques des trois cours étaient, et devaient être nécessairement solidaires, la Russie a amené peu à peu la Prusse et l'Autriche à devenir les complices, les instruments passifs, aveugles, de ses plans d'envahissement et de conquête. Quoi qu'il en soit, l'idée de la Russie est une idée colossale. Elle peut être injuste, tyrannique, mais elle n'est pas moins grande pour cela. Posséder Constantinople et la Pologne, avoir une prépondérance absolue sur l'Allemagne, conquérir par là le royaume des mers, régner sur la Baltique, sur la Méditerranée, sur l'Océan Indien, sur des mers navigables, sur des mers méridionales, capables de répandre du fluide dans le corps aride, compacte, glacé de l'empire, inféoder enfin l'Europe à la suprême autorité des czars, tel est le plan gigantesque que la Russie espère depuis longtemps pouvoir réaliser un jour sur les derniers débris d'une civilisation corrompue, finie, épuisée, telle que lui paraît déjà la civilisation de la vieille Europe. A l'accomplissement de cette œuvre la

Prusse et l'Autriche travaillant autant que la Russie elle-même. Effrayées de l'esprit et des agitations révolutionnaires de la France et de l'Europe occidentale, ne sachant, la Prusse surtout, comment contenir les tendances patriotiques et libérales de l'Allemagne du Nord, se sentant faibles et isolées à l'intérieur et à l'extérieur en présence des puissances libérales de l'Europe révolutionnaire, ces deux puissances, depuis la révolution de 1830, se sont jetées en désespoir de cause dans les bras de la Russie, qui leur promet appui et protection dans toutes les éventualités possibles d'un bouleversement européen.

Il est assez difficile de prévoir maintenant quelle sera à la première occasion d'un grand conflit en Europe, — conflit qui devra cependant éclater tôt ou tard, soit à cause des affaires d'Italie, ou de la Suisse, soit à cause de la Grèce ou de la question d'Orient, — le rôle de la Russie vis-à-vis de la Prusse et de l'Autriche ses alliées intimes. Mais ce qui est certain, ce qui ne peut pas manquer d'arriver un jour, c'est que la Russie, n'ayant aucun véritable intérêt à soutenir les principes et les intérêts généraux du vieil équilibre européen, n'étant pas du tout au fond une puissance conservatrice, mais une puissance révolutionnaire et destructive, n'épargnera ni amis ni ennemis, ne respectera ni droits ni principes, aussitôt qu'il s'agira de tenter la réalisation de ses immenses projets.

L'état actuel de l'Europe ne repose à vrai dire, sur aucune base solide et durable. Une révolution

générale, un remaniement total de l'équilibre politique du monde, aura lieu inévitablement tôt ou tard. Dans cette hypothèse, il n'y a que deux combinaisons possibles pour rétablir l'ordre et la paix dans toute l'Europe. Voici mon opinion à ce sujet.

Si par une des plus graves questions de la politique européenne, si par la question italienne ou espagnole, si par les affaires de la Suisse, de la Pologne, de la Grèce, ou enfin par la question d'Orient, une collision devenait inévitable entre les puissances du Nord et les puissances occidentales, il est positivement certain qu'une pareille guerre assumerait non-seulement le caractère d'une guerre d'intérêts, mais aussi celui d'une guerre de principes. Ce serait un duel à mort entre l'Occident libéral et constitutionnel, et le Nord absolutiste; entre les vieux principes et les vieux intérêts de la monarchie du droit divin, des sociétés catholiques, aristocratiques et féodales, et les principes et les intérêts nouveaux des monarchies constitutionnelles, des peuples affranchis, des démocraties souveraines. Ce serait en un mot, une lutte extrême entre le principe d'autorité et le principe de liberté, entre l'ancien et le nouveau droit, entre la civilisation et la barbarie, entre le passé et l'avenir.

Cette lutte, ce grand combat, je le crois nécessaire, inévitable; je le crois la conséquence logique et historique des idées et des intérêts qui se combattent aujourd'hui même sur le terrain pacifique de la légalité et des protocoles diplomatiques. Ce

qui retarde l'avénement d'une crise, l'explosion d'une conflagration européenne, ce sont surtout les divisions intestines, les discordes politiques des sectes et des partis, et beaucoup plus encore à mon sens, les éléments prépondérants de l'industrialisme et des intérêts bourgeois, qui sont sans contredit les seuls éléments conservateurs de l'ordre et de la paix dans l'Europe actuelle. Mais d'un autre côté, indépendamment des questions morales et politiques, les questions économiques et sociales qui intéressent principalement les forces conservatrices de la propriété, de l'industrie et du commerce en Europe, sont précisément celles qui menacent le plus directement le maintien de l'état actuel des choses. Si une grande révolution s'est accomplie jusqu'ici en Europe dans l'ordre des idées et des croyances, et dans celui des droits civils et politiques, une révolution encore plus grande et plus étendue devra nécessairement s'accomplir plus tard dans l'ordre économique et social des intérêts matériels. Les conditions générales de la richesse publique, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce dans tous les États de l'Europe; les progrès croissants du paupérisme, résultant d'un grand désaccord entre la production, la répartition et la consommation de la richesse publique, entre les besoins de la vieille société oisive, aristocratique, privilégiée, et les besoins de la société nouvelle, basée sur l'égalité et sur la liberté, sur le capital et sur le travail, provoquent chaque jour, principalement dans les États industriels et manufacturiers de l'Europe, des crises graves et fort dan-

gereuses qui menacent de devenir des éléments permanents d'anarchie et de révolte.

De là, il s'ensuit que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique, sont principalement menacées par des crises politiques et sociales à la fois. Si une guerre générale, par exemple, venait à éclater en Europe, dans l'état actuel de la misère publique, je doute fort que ces nations, la France et l'Angleterre surtout, eussent assez d'autorité et de force pour maintenir l'ordre au dedans, et cet ensemble de forces régulières, unies et compactes si nécessaires pour soutenir une guerre avec la Russie ou avec les autres puissances du Nord. D'un autre côté je crains fort, que l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Suisse, dévorées par les partis et les factions, divisées par des haines séculaires fussent capables de concourir à une résistance sérieuse et bien disciplinée, avec la France et l'Angleterre, pour défendre la liberté et la civilisation de l'Occident contre les armées formidables des puissances du Nord. A mon sens, je ne vois pas que, dans l'état actuel de l'Europe, on puisse soutenir une guerre avec les puissances du Nord, sans que les puissances occidentales courent de graves dangers, sans que l'Europe centrale soit en proie à l'anarchie et à la révolte, et par conséquent à une dissolution morale, politique et sociale à la fois. Il est donc à craindre que, si dans le cas d'une guerre, les États de l'Europe occidentale se trouvaient plongés dans des révolutions intérieures, ils ne fussent pas capables de résister avec énergie et avec succès aux trois puissances conquérantes et envahis-

santes du Nord, et notamment à la Russie qui n'a à redouter aucun des dangers qui menacent l'existence intérieure des peuples révolutionnaires et de tous les autres peuples stationnaires et rétrogrades de la vieille Europe. On a dit, je le sais, plusieurs fois que la Russie est aussi usée et corrompue que les autres pays de l'Europe. Je crois cette assertion pour le moins exagérée; car s'il est vrai que les hautes classes de la société, que les nobles et même la classe des commerçants et des industriels soient aussi corrompus et même plus que les nobles et les bourgeois des autres parties de l'Europe, je crois néanmoins que les classes inférieures des villes et des campagnes sont, sous le rapport des principes et de la morale pratique, infiniment supérieures aux populations libres ou opprimées des autres pays de l'Europe.

Il y a en Russie deux grands principes d'ordre et de gouvernement qui ont perdu tout pouvoir, toute influence active, efficace dans les autres parties de l'Europe. Ces deux principes sont le principe religieux et le principe monarchique réunis dans la personne sacrée et toute-puissante de l'empereur. Les Russes en effet croient et obéissent tous aveuglément à leur empereur; cette croyance, cette soumission à la fois religieuse et politique suffit pour faire de la Russie la puissance la plus forte, la plus compacte, la plus une, la plus envahissante, la plus capable de résister aux éléments dissolvants de la société européenne.

C'est à l'époque d'une révolution ou d'une guerre

générale en Europe qu'on verroit ce que c'est que ce grand principe, cette grande autorité impériale, ce souverain roi et pontife à la fois, qui peut disposer de soixante millions d'hommes prêts à se soumettre, à obéir aveuglément à ses ordres, à sa volonté.

En politique, ce qui fait, ce qui a toujours fait la force, la puissance des nations et des peuples, c'est l'union; l'union, dis-je, des volontés et des croyances. Là, au contraire, ou les divisions et les discordes éclatent à chaque instant de tout côté, les forces des nations, des États, incapables de s'unir, de se concentrer, aboutissent tôt ou tard à l'anéantissement, à la dissolution morale et politique des peuples. C'est le grand défaut, le vice radical des États constitutionnels de notre époque, d'entretenir dans le pays des divisions, des luttes permanentes entre les opinions, les intérêts, les partis. Et cela s'explique, quand on réfléchit que les gouvernements constitutionnels sont en politique ce que le protestantisme et la philosophisme sont en religion et en morale. Ce sont des forces de transition, des éléments critiques et analytiques qui démontrent la contradiction, les vices, le mal, l'absurde du passé et du présent, sans avoir pour cela la force de détruire, de faire disparoître la contradiction même, et d'organiser la formule dialectique, l'unité synthétique de l'avenir; et cela est si vrai que, pour que la nouvelle synthèse morale et sociale, la nouvelle unité de l'Europe future puisse s'effectuer tôt ou tard, il faut que tous les éléments critiques, contradictoires disparaissent de

la société actuelle, et qu'un nouveau principe d'harmonie et d'unité puisse arriver à s'emparer de toutes les forces discordantes et contradictoires de la pensée et de l'ordre matériel. Le principe de cette synthèse, de cette unité future du monde européen, est dans l'essence de cette civilisation même que nous voyons aujourd'hui devant nous, sous une forme mixte, incertaine, contradictoire. Mais pour que ce principe vital puisse devenir une force active et concrète, il faut que son développement logique soit suivi d'un développement historique analogue et parallèle. Il faut donc que l'unité de la pensée et des croyances, que la conciliation logique et morale du monde puisse trouver dans l'accord des intérêts matériels et du mouvement extérieur des peuples en général son point d'identité. Là est tout le problème logique, historique, politique de l'Europe à venir.

En effet, si on jette les regards sur les divisions religieuses, intellectuelles, politiques, économiques qui constituent l'équilibre des forces contradictoires de l'Europe actuelle, on est naturellement saisi de doute et d'effroi; on voit l'immense difficulté de pouvoir résoudre ces mille questions, d'écarter ces mille obstacles qui entretiennent depuis des siècles la lutte et la contradiction dans le monde.

Sans revenir cependant sur ce que j'ai dit plusieurs fois, le fait, l'histoire suffit pour nous démontrer que la lutte, que la contradiction disparaît graduellement et progressivement dans la succession des

siècles, de la réalité abstraite et vivante des idées et de l'action. Le progrès a toujours existé logiquement dans l'histoire, dans les sociétés humaines. Mais il existait sans que personne pût s'en rendre compte ; et cela devait être ainsi à des époques où les manifestations générales de la pensée dans l'histoire même, ne s'étaient pas encore montrées ; à des époques où le principe de l'identité entre le monde logique et le monde historique ne s'était pas encore révélé d'une manière générale dans les faits mêmes. Car, ne l'oublions pas, toutes nos connaissances, toute notre science, toute notre moralité, tout le progrès, toute la civilisation de ce temps n'est que le développement des germes qui sont en nous depuis notre première apparition sur la terre ; mais ils ne pouvaient se développer que par l'action, c'est-à-dire par le temps. Et comme tout développement subjectif, intérieur, correspond à un développement extérieur, objectif, il était impossible que l'humanité fût dès sa naissance en possession de la vérité, qui n'est autre chose que la généralité identique de l'idée et de l'action. Ainsi la logique et l'histoire se correspondent, sont identiques ; l'humanité ne peut se connaître, se savoir, qu'en généralisant son idée, sa pensée dans la tradition, dans la société, dans l'histoire. La civilisation moderne n'est donc que la généralisation effective et concrète des lois logiques de l'humanité dans l'histoire. C'est pour cela que plus l'humanité s'agrandit, se généralise, plus elle approche de la vérité, plus elle se connaît ; car la vérité, la science vit dans l'humanité même, dans

son essence, dans son principe virtuel, mais elle n'arrive à être un fait certain, à être une réalité, à se savoir enfin, que lorsqu'elle est devenue un fait objectif, vivant, identique au fait pur et intérieur de la conscience, de la pensée.

Aussi l'humanité se créant elle-même dans l'histoire, sous la forme nécessaire de son action progressive, il est impossible que les grandes périodes de cette création historique, que les grands développements de sa virtualité ne soient pas accompagnés de crises, de catastrophes violentes et destructives. Le mouvement strictement politique des peuples dans l'histoire, n'est pas d'une très-grande importance dans l'ordre des développements absolus de l'humanité. Le but de la politique et de l'histoire n'est pas de soumettre la civilisation, le progrès du monde, à des principes exclusifs et, par conséquent, à des formes exclusives et contradictoires. L'harmonie des contrastes, l'équilibre des éléments opposés, l'unité dans la diversité, ne peut logiquement subsister dans la politique et dans l'histoire que comme manifestation graduelle de forces et de principes opposés, qui disparaîtront nécessairement aussitôt que l'idée logique et contradictoire de leur nature essentielle aura disparu à son tour.

L'humanité, par conséquent, en se développant, se crée elle-même dans la civilisation et dans l'histoire, d'abord sous des formes finies et particulières, plus tard, sous des formes générales et infinies. Le mouvement historique, politique et social de tous les peuples, correspond à ces diverses phases de

leur existence. Aujourd'hui nous sommes dans la phase historique de la généralité, de l'infini. Mais le mouvement effectif de cette tendance n'est que partiel, et il ne peut être autrement, car il ne s'est manifesté jusqu'ici que sous des formes relatives et transitoires, qui combattent la contradiction générale du monde, sans pouvoir cependant le détruire encore.

Ce qui forme le plus grand obstacle à la réalisation historique de la conciliation logique des opinions, des idées et des intérêts, c'est la résistance matérielle de l'histoire même. Pour que le mouvement des idées et des forces progressives de l'humanité puisse se propager et s'incarner dans l'âme et la raison de ces peuples qui se sont développés, qui ont grandi sous l'influence d'idées et de forces contraires, il est de toute nécessité qu'une grande force matérielle puisse aplanir la voie à des idées, à des institutions, à des intérêts généraux, absolus, qui ne peuvent se produire et s'asseoir que sur les ruines d'idées, d'institutions, d'intérêts finis et particuliers. Cette force matérielle considérée de tout temps comme un auxiliaire indispensable de la force morale, comme la forme extérieure et pratique des forces intérieures et abstraites de l'humanité, se développe et se produit dans l'histoire par cette même nécessité logique qui produit l'opinion, les idées. La logique des faits est aussi puissante et aussi légitime que la logique des principes. Je dirai plus, l'une n'est jamais, au fond, en contradiction avec l'autre. Ainsi, lorsque nous voyons un ordre de faits dominer avec

une invincible puissance le mouvement général des opinions et des idées d'une époque, il faut tenir pour certain que la mission de ces faits est une mission légitime, nécessaire, providentielle. Elle peut paraître coupable, immorale, injuste, en présence de certains principes, de certains intérêts, particuliers ou exclusifs, mais elle ne peut jamais être absurde, illogique ; car elle sert probablement à empêcher des abus, des désordres et des crimes encore plus graves. Dans les faits généraux de l'histoire, il y a toujours au fond un caractère de moralité qui, tôt ou tard, se révèle et porte ses fruits.

Cette vérité a été démontrée de tout temps par les grandes crises destructives et révolutionnaires, qui ont changé à différentes époques la face du monde. Les hommes ne peuvent conquérir la science, la vérité, le droit, la liberté, les conditions fondamentales de la vraie civilisation, de leurs vraies destinées, que par la lutte perpétuelle des intérêts et des idées. C'est par la douleur et le sang, et non pas uniquement par des théories, — le Christ l'a prouvé, — que les peuples se régénèrent, et que l'humanité s'améliore et se perfectionne. Le but final de notre destinée sur la terre n'est, je l'ai déjà dit, ni la civilisation, ni la science, mais l'amour social, la fraternité des hommes, le triomphe de la vérité, du bien absolu. Pour que ce but soit atteint, et il le sera infailliblement, et toute la foi chrétienne repose sur cette conviction, il faut que le monde de la civilisation et de l'art, avec tous les intérêts plus ou moins contradictoires et injustes qui l'accompagnent, dis-

paraisse peu à peu de la scène active et vivante de l'humanité.

L'Église romaine a entrevu cette grande vérité à l'état de théorie, mais dans la pratique, elle n'a pas su la faire valoir. Le catholicisme a entrevu le but final de l'humanité, la valeur essentielle des sociétés humaines; mais il a méconnu entièrement les moyens qui auraient pu rendre effective, réaliser un jour cette grande destinée. Il s'est appuyé, en conséquence, sur une doctrine négative et absurde qui, tout en admettant, tout en reconnaissant le principe de l'infini comme la seule réalité générale et absolue, comme le seul principe du bien, comme le seul but moral du monde, a nié ensuite que l'humanité fût capable de posséder cet infini, d'atteindre ce grand but, autrement que sous la forme négative du fini. Remarquons bien ceci; l'Église a dit à l'homme qu'il ne pouvait atteindre l'absolu, l'infini, sa moralité, sa perfection réelle, qu'en renonant, en répudiant le fini; que l'homme, en un mot, ne pouvait arriver à posséder l'idée, sa moralité absolue, à s'identifier à Dieu, *à sauver son âme*, qu'en macerant, qu'en torturant, qu'en niant son corps. Cette doctrine, qui était juste et vraie dans son essence logique et abstraite, était absurde et chimérique comme science, comme système pratique de progrès et de perfectionnement pour les peuples. Car la doctrine catholique, en montrant le néant du monde fini et individuel, a confondu avec l'individuel et le fini de l'homme, ce qu'il y avait en lui de général et d'infini, l'esprit, la pensée. L'Église

s'est perdue dans le vide et dans l'absurde, lorsqu'elle a eu la prétention de moraliser, de perfectionner, de détacher l'humanité de sa vie finie et matérielle sans lui donner les forces capables de s'intéresser au bien, à l'infini, à Dieu, sans lui donner les forces de la pensée, de la raison, de la science, éléments uniques et essentiels de sa moralité, de sa perfection véritable, absolue et infinie. L'idée de vouloir imposer par le plaisir ou par la douleur, par le ciel ou par l'enfer, la vertu, le bien, la perfection au monde, a été sans doute une grande idée religieuse et poétique, quoiqu'au fond elle sente la barbarie de son origine; mais comme toute poésie, comme toute religion, elle a été incapable de délivrer les hommes de la servitude de la sensation et du fini, pour l'élever jusqu'à la raison abstraite et générale de la vérité, de Dieu.

Pour arracher l'individualité humaine au monde des sens et du fini, il fallait donc qu'une révélation nouvelle s'opérât dans l'esprit humain. Cette révélation signala le premier réveil, la première apparition de l'infini dans le fini; cette révélation s'opéra par la force logique de l'esprit même et de ses développements dans le temps et dans l'espace. L'esprit général du monde, incarné dans une puissante individualité, s'aperçut, sentit en soi que le principe de la vérité, de l'absolu, de l'infini, était dans son individualité même. Il réclama d'abord le droit d'être, le droit de sa liberté, et ce droit fut Luther, et cette liberté fut la réforme. Depuis la réforme jusqu'au XVIIIe siècle et à la révolution française, depuis celle-

ci jusqu'à nos jours, le mouvement général de la philosophie et de la politique, de la pensée et de l'action, n'a eu le plus souvent d'autre objet que celui d'expliquer, de démontrer le contradiction, la lutte illogique et absurde du passé, et d'ouvrir la voie, par un travail d'analyse et de critique, à la synthèse logique, politique et sociale des temps à venir. Toutefois, au milieu de ce grand travail critique et révolutionnaire, de ce grand travail de négation et de dissolution historique, les nouveaux germes de la synthèse future paraissent çà et là dans l'activité vivante de la pensée, de la science et des intérêts généraux, de la liberté, de la civilisation moderne.

La tendance générale de l'époque actuelle exprime la dernière phase de ce mouvement de critique, de décomposition historique auquel l'Europe est liée depuis trois siècles. La pensée dominante de la vieille synthèse logique a été vaincue depuis longtemps par les forces actives du criticisme et de la liberté. Si quelques peuples de l'Europe sont encore, de nos jours, gouvernés par l'influence logique et politique de la vieille synthèse catholique, monarchique et féodale, ces peuples-là ont dû, par ce fait même, se séparer jusqu'à un certain point du mouvement progressif, actif, rénovateur du monde; leur rôle dans la vie des idées et dans la vie politique moderne, est indubitablement un rôle subalterne, un rôle abâtardi et transitoire sans force et sans avenir. Tout ce qui vit aujourd'hui et marche dans le monde à la tête des intérêts et des progrès du siècle, n'est ni catholique ni monarchique, ni soumis à

Google

aucune formule historique de l'autorité et du droit. La vie, le mouvement, le progrès, appartient désormais au droit pur et à la liberté, c'est-à-dire à la pensée et à la raison absolue qui se développe dans l'ordre individuel et relatif du principe subjectif et individuel, indépendamment de toute influence, de tout privilége traditionnel et historique.

Ce grand mouvement de liberté, d'égalité, de science, qui tend tous les jours davantage à démontrer que le principe de toute vérité, de tout droit, de tout progrès, est dans la valeur logique et morale de l'homme individuel réuni par les liens sociaux à l'humanité générale, est et doit être la base de la reconstruction logique, politique et sociale du monde à venir. C'est là que repose l'idée capitale de la nouvelle synthèse qui doit amener tôt ou tard un renouvellement général dans les idées, dans les droits, dans les mœurs et dans les intérêts de l'Europe. A l'heure qu'il est, la solution du problème n'est plus qu'une affaire de temps. Tout considéré, le mouvement progressif, vivant de la pensée, de la science et des événements les plus importants de ce siècle, ne fait que confirmer ce que je dis, à savoir que la question de principes est résolue. Les idées de l'avenir règnent et dominent déjà le monde. Or, la grande affaire est de rendre effectives, pratiques et populaires, des idées, des vérités qui n'appartiennent qu'à des minorités privilégiées. Il y a plus, ces idées, ces vérités, en se développant, en passant dans la vie pratique et réelle, doivent se simplifier, s'éclairer, s'incarner peu à peu dans les

sentiments, dans l'âme des peuples. C'est là la plus grande difficulté, celle, je veux dire, de faire passer la synthèse théorique, abstraite de la sociabilité future dans les mœurs, dans le caractère, dans les institutions pratiques des peuples. Pour atteindre ce but essentiel, outre la force des idées, de l'opinion déjà toute-puissante de nos jours, il y a encore une autre grande force, celle des intérêts.

La politique des intérêts, comme j'ai déjà eu lieu de l'indiquer, est la politique prédominante de notre époque. Le principe révolutionnaire est beaucoup plus aujourd'hui dans les conditions générales de la propriété, du capital et du travail, que dans les idées et dans les doctrines. La liberté de la pensée, la liberté de discussion, tout le travail critique qui doit démolir le vieux monde intellectuel et moral, est trop avancé actuellement pour qu'on puisse douter de ses nouveaux progrès, de ses conséquences les plus extrêmes. Il y a cependant des pays, et l'Italie en est un, et peut-être le seul dans l'Europe occidentale, où il y a encore beaucoup à faire pour parvenir jusqu'à la possession de ces libertés morales et intellectuelles, qui doivent précéder nécessairement toutes les autres libertés. Mais si, en Italie, je le répète, on a tout à conquérir dans l'ordre de la liberté; si, dans ce pays rétrograde, nous sommes encore en dehors du mouvement critique et révolutionnaire qui a envahi, de nos jours, presque toute l'Europe, il ne faut pas croire pour cela que les germes du criticisme, de la révolution aient été entièrement inféconds sur le sol italien. Depuis Napoléon, l'esprit

critique et libéral de la France est devenu, en grande partie, l'esprit de l'Europe. Et même là où les masses restent indifférentes et inertes, à cause de la profonde ignorance où les retiennent les despotes et les obscurantistes catholiques, la cause de la liberté et de l'émancipation morale et politique des hommes est une cause gagnée depuis longtemps, du moins comme question de principes, comme théorie. La seule difficulté est de la faire valoir effectivement, de faire sortir l'idée régénératrice de ces quelques individualités privilégiées, et la répandre dans les sentiments, dans les mœurs, dans l'intelligence des peuples. Mais si cela est une grande difficulté, un grand problème aujourd'hui, le temps, qui amène tous les changements, toutes les révolutions, le temps, qui développe et concrétise les idées, qui les assimile, les identifie à l'action, à la vie pratique et sociale de l'humanité, le temps, dis-je, en ébranlant les fondements de l'Europe, ouvrira, aux nations opprimées et esclaves, une voie de salut, de liberté et de progrès qui a été ignorée et inexplorée jusqu'ici.

Les peuples opprimés et esclaves qui n'ont pu prendre part directement au mouvement critique et révolutionnaire du dernier siècle et de l'époque actuelle, n'auront pas besoin, lorsque l'heure de la délivrance sonnera pour l'Europe entière, d'épuiser leurs forces dans un travail si long et si pénible, tel que celui que d'autres nations ou d'autres peuples plus jeunes et plus actifs ont dû supporter. Les grands changements, les grands progrès, ne s'implantent

chez les peuples avilis et dégradés par l'oppression et l'esclavage, sans que la coaction et la nécessité s'en mêlent plus ou moins. Rappelons-nous que Napoléon a imposé à l'Europe l'esprit, les idées, et les institutions de la France à la pointe de ses baïonnettes, et que sans cette nécessité inexorable à laquelle doivent se soumettre les peuples conquis, l'Allemagne, l'Espagne, la Suisse seraient encore bien loin peut-être de cet esprit libéral, de cette civilisation, dont elles sont fières à juste titre aujourd'hui.

Ainsi lorsqu'un grand changement aura lieu dans la politique de l'Europe, et que la liberté et la civilisation des peuples entrera par la dans une nouvelle phase de sa carrière, les nations asservies et rétrogrades subiront nécessairement une invasion temporaire. Il faut sans doute avoir confiance dans la puissance des idées, de la civilisation, de la science; le mouvement pacifique du siècle peut faire de grandes choses dans l'intérêt de la liberté et de la civilisation du monde, sans avoir recours aux révolutions ni à la guerre; mais il ne faut pas non plus s'exagérer la valeur et l'efficacité des moyens pacifiques à l'époque où nous sommes, et devant l'Europe telle qu'elle est de nos jours. S'il ne s'agissait que de développer, d'appliquer des forces, des idées, des progrès plus ou moins acceptés, reconnus en théorie, je n'hésiterais pas à déclarer les moyens violents, l'emploi de la force, coupables et superflus. La grande question de l'époque, ce n'est pas de rendre effectifs, d'appliquer des principes, des théo-

ries abstraites; ce n'est pas de combattre à armes égales sur le terrain de la discussion des erreurs et des abus; ce n'est pas enfin d'accélérer le mouvement, le progrès; mais de le créer ce mouvement, ce progrès, mais de détruire tous les obstacles, toutes les barrières séculaires, qui s'opposent d'une manière absolue à toute innovation, à tout mouvement. Et, comme malheureusement pour l'Europe, les puissances ennemies de la liberté, du mouvement, du progrès, ont de leur côté des peuples et des armées prêtes, par la force d'anciennes opinions et d'anciennes croyances, à les soutenir dans la lutte contre les peuples et les armées qui combattent pour la liberté, pour le progrès et pour la civilisation du monde, il s'ensuit que pour faire valoir les droits et les intérêts des peuples libres contre les droits et les intérêts mensongers, barbares, despotes, une lutte, un combat, une guerre entre les deux parties opposées deviendra tôt ou tard nécessaire, indispensable.

Les rois, les gouvernements constitutionnels qui sentent que le principe de liberté, que les tendances démocratiques de la société moderne, ne sont nullement favorables à leur conservation et à leurs propres intérêts, s'efforcent constamment, par des ruses diplomatiques, par des transactions secrètes, d'éloigner le plus possible les chances, les probabilités d'un conflit, d'une guerre. Et comme, tout considéré, la guerre ne tourne jamais au profit des intérêts personnels et égoïstes d'un peuple, d'un État; comme les peuples et les rois ne se hasardent jamais dans de

grands conflits, sans que des nécessités extrêmes ou de grands intérêts les y poussent, il est certain que de nos jours les gouvernements et les souverains ne s'engageront dans une guerre qu'au moment où une très-grande nécessité, ou quelque grand intérêt sera en jeu d'un côté ou de l'autre, ou du côté de l'Europe absolutiste, ou de celui de l'Europe libérale. Mais comme aussi, il faut bien le dire, le danger d'une guerre est beaucoup plus grand pour les gouvernements, pour les rois constitutionnels, que pour les gouvernements et les rois absolutistes, un cas de guerre n'aura lieu en Europe qu'au moment où la volonté des nations souveraines deviendra plus forte que tous les intérêts, que tous les systèmes des cours et des cabinets constitutionnels. Car remarquons-le bien, dans les pays libres les intérêts de dynastie, les intérêts de la royauté, du pouvoir en général, sont subordonnés aux droits et aux intérêts de la nation. Quand même un gouvernement constitutionnel serait assez coupable et assez aveugle pour vouloir se soutenir par les suffrages d'un parlement corrompu et asservi à la pensée dominante d'un cabinet, d'un système, la nation, le peuple est là pour se venger dans un jour, dans une heure par un soulèvement général, du parlement et du système, du cabinet et de la cour.

Si par exemple il arrivait un jour, en France ou ailleurs, que le pays voulût intervenir directement dans un État étranger, où une autre puissance ennemie serait déjà intervenue, et que le gouvernement, que les chambres vendues au gouvernement

refusassent au pays, à la nation cette satisfaction; dans ce cas il est certain qu'une révolution deviendrait dans ce pays-là inévitable. Car lorsque le parlement ne représente plus l'opinion, la volonté du pays, il n'y a plus ni État constitutionnel ni souveraineté légitime. C'est alors que le peuple a le droit de se révolter contre le pouvoir, et de revendiquer sa souveraineté par une nouvelle forme de gouvernement, par une autre constitution politique. C'est ainsi que les États libres sont les seuls États réellement progressifs, les seuls États capables de marcher vers le bien, vers les perfectionnements de la vie individuelle et de la vie sociale. Là où le peuple est souverain, le droit, la justice, la vérité triomphent toujours tôt ou tard. Le peuple, la généralité ne peut se tromper même en le voulant. Lorsqu'une loi, une institution est utile à tous, tenez pour certain qu'elle est bonne et juste. Voulons-nous avoir la mesure infaillible d'une vérité, nous n'avons qu'à en généraliser l'application.

Le fait n'est pas le principe du vrai, mais il en est toujours la démonstration réelle et positive; car il n'y a pas de vérités stériles dans l'humanité. Tout ce qui est vrai devient réel et utile à tous, et ce qui est réel et utile à tous est toujours vrai. Même le mal, tant qu'il existe sans que le bien vienne l'attaquer, sans que personne ait la conscience de ses mauvais effets, on peut dire qu'il est la vérité relative d'un temps, d'une époque. Le bien et le mal ont leur âge dans l'histoire, leur vie dans les siècles; ils sont nés ensemble avec l'homme, et ils ne sont au-

tre chose que la séparation de l'individuel et du général, du fini et de l'infini. Le lien qui doit réunir ce que la nature a séparé, c'est l'esprit, la pensée, la raison, la science qui par la société, la civilisation, l'histoire, doit reproduire l'unité et l'harmonie de l'idée divine pure, sous une forme sensible, variée, matérielle et vivante, qui exprimera dans ses manifestations les plus parfaites, l'identité harmonique du fini et de l'infini, de l'individuel et du général, de l'intérieur et de l'extérieur, de la pensée et de l'action, de l'homme et de l'humanité.

Pour arriver à cette grande destinée, à cette grande synthèse, il faut que l'esprit humain ait épuisé toutes les formes du fini, du particulier, de l'individuel et du relatif, c'est-à-dire du mal. Il faut qu'il entre dans la période logique et historique de l'absolu.

Je crois que le monde européen est entré depuis le christianisme dans cette période même de l'absolu dont je parle. On a longtemps discuté sur ce mot, sur l'absolu ; je ne reviendrai pas sur des discussions, sur des controverses épuisées. L'absolu n'est autre chose que le développement complet et effectif des formes abstraites et concrètes de la logique humaine. L'esprit de l'homme ne peut se développer, se produire que sous cinq formes générales, qui sont, l'instinct, la perception, la réflexion, l'entendement, la pensée. A ces mêmes formes générales de la subjectivité humaine, correspondent les grandes divisions ou périodes de l'histoire universelle. La civilisation, la raison, la science, l'histoire de notre époque les contient et les résume. L'histoire

générale du monde les représente dans leurs phases, dans leurs périodes détachées et particulières. L'histoire moderne les résume toutes. L'histoire moderne marque ainsi le mouvement absolu, infini de l'esprit humain dans l'histoire universelle. L'esprit humain, remarquons-le bien, est infini dans son essence intérieure, mais fini dans ses manifestations particulières et extérieures. C'est ainsi que l'individu, par exemple, est, et sera toujours fini, mortel, sans que l'humanité cesse d'être immortelle et infinie. Mais l'absolu doit nous amener nécessairement à l'unité de la pensée et de l'action, de l'abstrait et du concret. Cette unité détruira le mal et l'erreur en faisant cesser la contradiction du monde intérieur et extérieur, de la parole et du fait, de nos pensées et de nos œuvres.

De là tout mouvement purement abstrait de la pensée deviendra impossible. L'art, la science, sous toutes leurs formes, seront confondus dans l'action. Par conséquent plus d'analyse, plus de raisonnement, plus de lutte, de contradiction logique et historique. L'identité et l'unité de l'esprit, de la pensée, de la science, de la vérité, et de la vie seront la synthèse suprême. La possession réelle de tous les biens, la concrétisation générale de la vérité, remplaceront les jouissances, les satisfactions individuelles, particulières de la pensée, du sentiment, de l'art et de la science. Concilier le fini avec l'infini, la pensée avec l'action, la vie intérieure et abstraite, avec la vie extérieure et concrète, telle est la mission à laquelle l'humanité travaille de-

puis le Christ, tel est et doit être enfin le caractère de l absolu.

Aujourd'hui nous ne sommes qu'à la première phase de ce mouvement.

Je demande la permission de revenir sur des idées que j ai indiquées déjà plusieurs fois.

Jésus-Christ fut la première révélation vivante de l'absolu à l'état de particularité abstraite, d'individualité. Il fut l'absolu dans l'action individuelle et sensible. Il n en donna pourtant aucune démonstration logique et rationnelle. Il fut l Homme-Dieu, le symbole individuel de l'humanité absolue, perfectionnée, c est-à-dire, parvenue à contenir et à représenter sous une forme active et vivante l'absolu même.

La démonstration de l'absolu par les forces collectives de l'humanité devait reposer sur un fait, sur une croyance, sur une autorité : cette autorité est Jésus-Christ. Le Sauveur est l'autorité de la vérité absolue, l homme absolu. Jésus-Christ a fermé les portes de l'histoire antique; il a annoncé au monde qu'une grande révolution morale s'était accomplie dans l'humanité, et que Dieu, le vrai Dieu, infini, immortel, s'était incarné dans l'homme identifié à l'humanité, que l'homme, en un mot, dans son essence morale et infinie, venait d'exprimer et de contenir réellement le principe de vérité, le principe divin. L Homme-Dieu signala, marque cette période de l'action créatrice où Dieu s'annonce réellement, effectivement comme principe actif et vivant. Jésus-Christ fut donc l'absolu, à sa

première apparition dans le monde sous la forme individuelle, sous la forme du sentiment et de l'action. Sa doctrine est une doctrine d'amour et de charité, les deux plus grandes forces sensibles de l'âme humaine, les deux forces universelles et absolues dans la sphère du fini et de l'individuel.

La mission de l'humanité moderne, de l'humanité pensante, est de continuer le Christ, de développer, d'appliquer, de rendre vivante sa parole avec les forces progressives du raisonnement et de la pensée. Jésus-Christ ne nous donna pas la solution logique, mais la solution sensible du problème de l'humanité; il nous montra, par les actes de sa vie pure et sans tache, que la valeur morale et infinie de l'homme était Dieu; il nous prêcha que le principe de vie et de vérité n'était pas dans l'homme extérieur, individuel, mais dans l'esprit, dans l'intérieur, dans la conscience. Il condamna par conséquent le fini comme négation du vrai, de l'absolu. L'infini et le fini, toutefois, restèrent séparés. C'est que le Christ n'avait d'autre mission que de manifester par sa parole et par sa vie la lutte historique des deux principes, lutte qui devait cesser par sa mort individuelle, c'est-à-dire, par la négation des sens, du fini, et par la résurrection morale, par le triomphe du principe général, infini, absolu, qui était sa parole, sur le principe individuel, fini et relatif qui était son individualité. Par là le principe de l'éternelle vérité resta debout dans le monde pour amener progressivement dans

l'humanité cette perfection absolue et infinie, qui ne s'était vérifiée jusqu'alors que dans un seul individu.

Ce moment de la réalisation effective du Christ, de l'absolu dans l'humanité, cette grande époque de la résurrection morale du monde, est encore bien loin du présent. Néanmoins nous marchons, surtout depuis quatre siècles environ, vers ce but de paix, de concorde, de fraternité universelle que le Christ nous a montré comme certain, comme immanquable par sa vie et par sa mort, par la vérité de sa parole et la perfection de ses œuvres. Le Christ, sa parole, sa vie, sont ainsi toute la science, toute la vérité, toute l'histoire, toute l'humanité.

Jusqu'ici, l'Évangile, la parole chrétienne, la parole absolue n'a été le plus souvent que faussée et mal interprétée par les doctrines païennes, par l'imposture et l'intérêt vénal des faux apôtres. La plus grande difficulté, le plus grand obstacle à la régénération du monde, est la tradition, l'histoire. Ce sont les débris du monde païen et barbare qui tyrannisent encore l'existence des individus et des peuples. N'oublions pas que le Christ a dit que l'antiquité, que l'histoire était le mal, l'erreur; qu'elle représentait, non le règne de Dieu, mais l'empire de Satan. Et pourtant nous voyons tous les jours des hommes qui nous parlent au nom du Christ, appuyer leur pouvoir, leur autorité sur l'histoire, et se faire les continuateurs de ce règne maudit, sous lequel le rédempteur des hommes fut flagellé et crucifié par des mains barbares. Oui, je le répéterai sans cesse, il faut déraciner l'histoire, il faut briser toutes

les traditions païennes. La vérité, le christianisme, l'absolu ne sont pas dans l'histoire; la vérité, le christianisme, l'absolu sont dans la raison et la science.

On nous dit tous les jours que la vérité, et la parole son instrument, n'est pas le résultat de la virtualité spirituelle et intelligente de l'homme, que l'homme en un mot n'a inventé ni la pensée ni la parole. Je ne m'arrêterai pas maintenant à combattre ces arguties scolastiques. La raison du siècle est trop avancée là-dessus; mais je voudrais bien demander à ceux qui soutiennent des doctrines aussi peu sérieuses que peu utiles, où est la tradition de la science, où est la base traditionnelle et historique de ces découvertes, de ces vérités qui ont détruit peu à peu, progressivement, la tradition erronée et mensongère du passé, qui ont révolutionné la pensée, les mœurs, les institutions, les lois, la vie civile et sociale tout entière des peuples européens. Si la vérité, si la science est exclusivement traditionnelle, comment se fait-il que la vérité d'aujourd'hui détruit celle d'hier? que la science, que la raison démolit la tradition et l'histoire? Comment se fait-il que plus l'humanité marche et se perfectionne, plus elle renie son passé, ses vieilles lois, ses vieilles erreurs, ses vieilles croyances?

Non, franchement, non; les modernes apôtres du passé, il faut bien le dire tout haut, ne sont que de modernes imposteurs. La vérité est trop dangereuse pour ceux qui ont fait de l'erreur la base de leur autorité, de leur puissance. Il faut que les peuples

s'endorment dans l'ignorance et dans l'apathie ; car les hommes du passé ne veulent ni le triomphe de la vérité, ni le bien des hommes, mais la satisfaction de leurs passions et le triomphe de leur égoïsme.

Si les hommes du passé, si cette personnification traditionnelle de l'erreur et du mal ne pesait encore aussi lourdement sur la vie des peuples, la régénération du monde ne se ferait pas peut-être longtemps attendre. Mais n'allons pas nous jeter dans des récriminations stériles. Tout ce qui est, tout ce qui a été a et a eu sa raison d'être. L'humanité ne marche et ne se perfectionne que par la pensée, que par la puissance divine de l'idée, et non par la volonté individuelle des hommes. L'individu n'est rien, l'humanité est tout. L'individu n'est qu'une apparence, l'humanité est seule le vrai, la grande réalité. La vérité, le bien, n'est que le produit d'une force générale, qui se développe par la lutte et par la contradiction des forces particulières et opposées. C'est dans ce conflit, dans ce combat entre l'unité et le multiplicité, entre les individus et les peuples, entre une nation et une autre, entre l'homme et l'humanité, entre le fini et l'infini, que consiste la vie du monde, le développement logique et historique de l'humanité sur la terre, pour qu'elle parvienne dans le temps et dans l'espace à se savoir elle-même, à trouver la loi harmonique de sa destinée, de sa félicité absolue. Or, le but de la civilisation libérale, progressive de ce siècle est, sans nul doute, de travailler à la démolition historique du passé.

Cette tâche, l'Europe l'accomplit depuis Luther et la réforme. C'est au XVIe siècle que l'absurdité et la contradiction du passé a été réellement démontrée. C'est à cette époque que ce fait est devenu une des forces actives et vivantes de l'histoire. Le mouvement de dissolution a eu, ainsi que je l'ai dit plusieurs fois, son origine, son point de départ dans le christianisme, dans l'invasion des peuples germains et dans la chute du monde romain. Le moyen âge n'a signalé dans l'ordre de la transition historique de l'antiquité aux temps modernes, qu'une reproduction des idées, des mœurs et des institutions du paganisme, embellies par le développement du sentiment intérieur, du principe catholique, du génie, de l'art et de la poésie modernes, d'un côté, et de l'autre, par l'énergie barbare du sentiment individuel, personnel de l'homme. Le moyen âge développa l'individu, le principe sensible, la foi, l'art, la poésie, la chevalerie, la féodalité, toutes les formes de la sensibilité individuelle des hommes, l'amour, l'imagination, le courage, le patriotisme, toutes les affections, toutes les passions de l'individualité moralement, intérieurement libre et indépendante. Le moyen âge, enfin, fut la première phase de la société chrétienne, le premier moment du progrès, la constitution de l'homme individuel, de l'homme moral émancipé du joug de la nature et de la force, du joug de l'esclavage domestique et civil de la société antique. Ce temps devait nécessairement être beau, varié, pittoresque, romantique, rêveur, ascétique, passionné, enthousiaste; il devait être croyant et

poète, héros et artiste; il devait révéler dans ses œuvres, dans son activité, toutes les formes, toutes les expressions, toutes les nuances de l'imagination, de la poésie, de l'amour, tout ce sentiment intérieur qui individualisait, qui particularisait, qui rendait plastiques et vivantes toutes les formes de l'âme et de l'intelligence individuelle des peuples.

Ainsi tout considéré, le moyen âge développa exclusivement l'imagination et le cœur, toute la vie sensible intérieure de l'homme individuel. La religion catholique, la religion du moyen âge ne fut en effet autre chose que sentiment, poésie, foi et amour; toute doctrine, toute science ne furent à cette époque qu'imagination et art, toute la politique, toute la vie sociale, que l'activité la plus puissante, que le jeu le plus varié des passions. L'autorité, la foi, l'art, la poésie, le culte chevaleresque qu'on avait pour la femme, les liens sociaux des mœurs et des lois féodales au moyen âge, tout repose sur un seul principe, sur le développement du sentiment intérieur de l'homme individuel, sur le principe de la sensibilité morale et spirituelle inconnue à l'antiquité, sur le développement enfin du principe de l'infini sous la forme, non plus extérieure et objective, telle qu'elle avait été exprimée par le monde oriental, mais sous la forme subjective et intérieure, et en même temps sensible, individuelle et finie.

Mais lorsque avec Luther le principe de l'infini qui est dans l'homme subit un développement nouveau, une révolution générale ne pouvait manquer

de s'accomplir peu à peu dans la vie intérieure et dans la vie extérieure pratique et sociale des individus et des peuples. Le principe logique du moyen âge venait d'être remplacé par un principe supérieur. Le sentiment moral, intérieur, de l'homme individuel, comme forme et manifestation de l'infini dans le fini, devait se retirer de la scène vivante de la pensée et de l'histoire, et céder la place à la manifestation de l'absolu, de l'infini, sous une forme absolue et infinie, qui était la pensée, la raison.

La vraie science, ne l'oublions pas, date du XVIe siècle. Luther pose le principe logique, le fondement général de toute vérité, de toute science. Le principe de la réforme, le principe du libre examen sont la base de la méthode d'observation, d'analyse, d'induction, qui fut appliquée aux sciences physiques et morales par Galilée et par Bacon; il fut même le fondement du criticisme et du rationalisme philosophique et politique du dernier siècle et du présent.

Les grandes manifestations, les grandes crises de l'esprit humain, de ses développements, de ses progrès, ont été personnifiées jusqu'ici par des individualités d'élite, par des intelligences et des esprits exceptionnels. Toutefois il est à remarquer que les progrès de la raison et de la science dans l'humanité, suivent dans un mouvement parallèle les progrès de la liberté et de l'égalité civile et politique des hommes. C'est que le principe de toutes les libertés est la raison, la science, comme vérité en soi, comme négation de tout ce qui s'oppose à son prin-

cipe, c'est-à-dire négation de tout principe matériel, sensible, fini et individuel, tandis que le principe de l'égalité, c'est la raison, la science identifiées à la vie, à la pensée générale des peuples, à leurs mœurs, à leurs institutions, à leur sociabilité tout entière.

La politique est donc, comme on voit, la forme effective et pratique des conditions logiques des peuples. Le principe de l'inégalité civile et sociale, du prolétariat, du paupérisme, ainsi que des priviléges aristocratiques et bourgeois, n'a rien d'absolu dans son essence logique, il n'a qu'une valeur, qu'une importance, qu'une réalité purement relative et historique. L'inégalité politique et sociale des hommes est la conséquence nécessaire de l'inégalité de leurs forces et de leurs facultés individuelles, et de la part inégale du travail qui est imposé à l'homme par la société. Tant que l'humanité sera condamnée à travailler physiquement et intellectuellement pour arriver d'après les lois du temps et de l'espace à la réalisation historique et sociale de l'absolu, l'inégalité des individus et des classes se maintiendra, en décroissant néanmoins graduellement en raison de l'action croissante du progrès; mais on n'arrivera à l'égalité sociale des hommes, que lorsque l'activité logique et matérielle de la civilisation et de l'histoire, sera totalement épuisée. Car, je le répète encore, le principe de l'inégalité réside dans la nécessité du travail inégal, et dans la différence des individualités, vis-à-vis du travail même. En effet là où les conditions matérielles et économiques de la société

placent certaines classes en dehors de tout travail ou les soumettent à un genre de travail de la même espèce, là aussitôt l'inégalité cesse. Si un jour la différence des travaux venait à disparaître de la scène sociale, si, à l'aide de la science, c'est-à-dire à l'aide de la mécanique et du capital, on arrivait à émanciper l'homme de tout travail purement matériel, je suis persuadé qu'une certaine égalité régnerait alors dans le monde.

Quoi qu'il en soit, soyons persuadés que le principe de l'inégalité des hommes est dans le principe logique et nécessaire de l'activité et du travail humain; et que le principe de la liberté politique n'est autre chose que le principe de la raison et de la science moderne, tendant à démontrer que le principe de toutes les vérités appartient non à un fait purement extérieur, mais à l'élément logique et subjectif de tous les hommes en général; et que lorsque, par les développements de la raison et de la science, les hommes sont arrivés à la connaissance positive du monde physique et à la certitude que nul homme n'a eu lui comme individu aucune force supérieure aux forces communes de tous les hommes placés sous les mêmes conditions d'existence, le principe de la force et de l'autorité devient illogique, absurde et par là illégitime.

Or, il est évident que les peuples réellement libres sont ceux qui ne se gouvernent plus par des individualités, mais par des institutions et des lois, qui ne se laissent plus dominer par des passions, mais par des idées. De même les hommes les plus égaux, so-

cialement et politiquement, sont ceux qui d'accord sur la valeur morale de tous les hommes en général, reconnaissent le principe de l'inégalité comme un fait de pure necessite relative, comme un fait transitoire amené nécessairement par le jeu de l'activité générale des peuples, et que les progrès de la raison, de la science appliquée à l'économie de la vie sociale, doivent tous les jours rendre moins sensible et plus rare.

Ces peuples, au contraire, qui par un principe de privilége, par un principe purement historique croient encore à l'inégalité originaire et absolue des hommes, ou qui nient la valeur morale de l'homme en general, ces peuples, enfin, qui croient encore que le principe de la vérite, de la moralité, de la science, du droit, est un principe traditionnel et un fait privilégié, chez ces peuples le principe d'autorité règne, et avec ce principe, la servitude politique, l'inégalité sociale la plus blessante, la plus dégradante pour l'espèce humaine, deviennent des faits, des conditions indispensables de cet état de choses, illogique, inciv il, dénué de toute indépendance, de toute liberté, de tout progrès, et aussi de toute force, de toute prépondérance dans l'activité générale des peuples libres indépendants et progressifs.

Ces vérités fondamentales une fois établies dans l'ordre spéculatif de la raison, des principes, et vérifiées en outre dans la sphère pratique et effective de l'histoire et de la civilisation moderne, il n y a pas a douter, je pense, que les développements successifs de la liberté, du progrès, de la civilisation

démocratique du siècle pourront amener l'Europe à une situation diamétralement opposée à celle qui découlo nécessairement de ces idées, de ces principes, de ces forces logiques et politiques qui gouvernent depuis trois siècles dans uno mesure plus ou moins grande la pensée et l'activité prépondérante des nations européennes.

Il est donc constaté que quelle que puisse devenir, un jour, la destinée politique de l'Europe, il est logiquement et historiquement inadmissible que son esprit, sa pensée, sa liberté, sa civilisation tout entière soient dans l'avenir autre chose que la continuation progressive du présent. Ce qui rend de nos jours le problème obscur et compliqué, c'est que nous nous trouvons placés à un point de vue qui est encore trop près du passé et non suffisamment rapproché de l'avenir. L'aspect moral et matériel de notre époque n'est pas encore assez net, assez clair pour que toutes les incertitudes, toutes les perplexités des esprits observateurs et impatients d'arriver à une solution définitive de la question, aient pu se dissiper entièrement. Dans un temps comme celui-ci, il n'est pas surprenant de voir des hommes graves et sérieux, des intelligences élevées se méprendre à chaque instant sur la valeur essentielle des hommes et des choses qui s'agitent devant leurs yeux. Il n'est pas rare non plus d'entendre ces mêmes hommes, ces mêmes intelligences arriver par des raisonnements basés sur certains principes, à des conclusions entièrement opposées à ces principes mêmes. La raison de ce fait presque général aujour-

d'hui, se rencontre dans les conditions intellectuelles et politiques de la civilisation et de la société actuelle. Les hommes généralement parlant sont presque toujours le reflet, le miroir de leur époque. Dans un temps où une certaine lutte, une certaine contradiction se retrouve dans les choses, elle ne peut manquer de se retrouver également dans les idées et dans les caractères.

La tendance générale du siècle est, sans doute, une tendance de conciliation. Au milieu de ce conflit dissolvant entre les forces progressives et les pouvoirs rétrogrades de la civilisation et de l'histoire; au milieu des luttes contradictoires entre la pensée pure et libre, et les faits matériels, aveugles que le passé nous a légués, et que nous n'avons pas pu encore détruire entièrement; au milieu, enfin, de tant de ruines amassées d'un côté, nous voyons surgir de l'autre une nouvelle puissance organisatrice, une synthèse historique, intellectuelle et sociale qui se détache complétement de tous les éléments organiques de la vieille synthèse religieuse, morale et politique, qui a dominé pendant longtemps le monde avant que le souffle de l'esprit nouveau vînt emporter, à travers de formidables crises intellectuelles et politiques, le pouvoir prépondérant des forces et des idées du passé.

Mais si, dans ce grand combat entre les principes, les pouvoirs de l'ancien monde, et l'esprit et la puissance des temps nouveaux, la victoire est restée du côté de la véritable force, de la véritable puissance, c'est-à-dire du côté de l'esprit libre, pro-

gressif et rénovateur, il n'est pas moins vrai pour cela que le combat se continue encore entre le principe du passé et le principe de l'avenir, et que de nouvelles crises violentes et destructives seront amenées nécessairement tôt ou tard, afin que les obstacles matériels qui résistent au libre mouvement et à l'action progressive du siècle soient entièrement anéantis.

C'est une utopie de croire qu'on peut arriver à la conciliation, à la réalisation effective de la nouvelle synthèse en maintenant la prédominance, quoique restreinte, partielle et locale de la synthèse usée, rétrograde, illogique du passé. Il est impossible que l'Europe, pour m'expliquer plus clairement, puisse maintenir la forme variée de ces différences naturelles et historiques, et entrer en même temps dans la voie scientifique, unitaire, absolue de la civilisation démocratique, évangélique, où ne sont entrées jusqu'à présent que quelques nations privilégiées. On a dit, et je l'entends répéter tous les jours, que les nations chrétiennes ne peuvent pas périr. Je partage entièrement cette croyance, cette opinion; mais, tout en admettant que les nations chrétiennes ne peuvent pas périr, je ne suis pas de ceux qui pensent qu'une nation, qu'un peuple viendrait à s'effacer, à s'éteindre, parce qu'il cesserait de rester séparé, par ses idées et ses intérêts, des idées et des intérêts des autres peuples. Le principe des nationalités, je le répète, est un excellent principe d'opposition, de lutte, de combat; c'est un principe d'indépendance et de liberté extérieure, mais non une

force logique et synthétique de liberté intellectuelle et morale, de civilisation, de progrès politique.

Il faut faire valoir le principe des nationalités pour se défendre des despotes, des oppresseurs matériels des peuples, mais il ne faut pas croire que la nationalité d'un peuple soit un principe, une force capable de changer la tâche, la mission, le rôle de ce peuple même dans l'histoire générale du monde.

Ainsi, je crois qu'il ne faut pas entendre, par ce mot : *Les nations chrétiennes ne peuvent pas périr*, autre chose sinon que ces nations mêmes ne peuvent être jamais vaincues, anéanties par la force, par la conquête ; que, dans ces nations, il y a un principe de vie, de progrès et d'avenir, non comme nations, non comme formules particulières de la vie du passé, de l'histoire, mais comme expressions générales d'un principe universel et absolu que, sous une forme ou sous une autre, elles devront positivement représenter tôt ou tard. Voilà ce que j'entends par le principe impérissable des nations chrétiennes ; et tous ceux qui confondent ce principe ainsi compris avec la forme particulière et purement historique de chaque nation chrétienne, tombent, selon moi, dans une erreur grave dont la réalité vivante de l'histoire même a déjà fait justice.

En effet, si les différences historiques des nationalités étaient nécessaires à l'unité générale et progressive de la civilisation européenne, je n'hésiterais pas un instant à regarder ce fait comme perpétuel et immuable ; mais, comme les nationalités des

peuples, en tant que nationalités, n'ont, dans l'histoire, aucune valeur générale et absolue; comme nous avons vu, dans toutes les grandes périodes historiques du monde, les conditions de race et les limites géographiques des différents peuples n'avoir aucune importance essentielle dans les développements généraux et progressifs de l'histoire, dans la prépondérance de tel ou tel principe religieux, civil ou social, je suis fermement convaincu que, même dans l'histoire moderne, où le principe des nationalités se trouve constitué intellectuellement et politiquement, où il joue un rôle qui, chez les anciens, n'avait appartenu le plus souvent qu'à des individualités extraordinaires, ce principe ne peut être qu'un principe purement historique, un principe de transition qui, quoiqu'il ait eu une grande mission à remplir jusqu'ici, n'est pas pourtant favorable aux nouveaux développements des forces progressives et vivantes de la civilisation du monde à venir.

Mais ici des objections graves se présentent. On ne peut pas s'imaginer aujourd'hui que les Polonais, que les Italiens, que les Espagnols, par exemple, puissent cesser d'être, sous une forme exclusivement nationale et historique, Polonais, Italiens, Espagnols. La langue, la littérature, les mœurs, le caractère national d'un peuple sont autant de biens que nulle force humaine, à ce qu'on dit, ne peut anéantir; on ajoute qu'il est absurde de supposer, par conséquent, que les peuples puissent jamais renoncer à leurs conditions d'existence particulières et locales;

que l'amour du sol natal, que l'amour de la patrie est un instinct, un sentiment que rien ne saurait étouffer dans l'âme d'un peuple quel qu'il soit. Toutes ces objections sont justes, je le reconnais, si on raisonne au point de vue du passé et du présent.

Mais, si on se lance avec l'esprit dans les idées et dans les choses de l'avenir; si on cherche à tirer, aujourd'hui même, les conséquences logiques et historiques qui découlent directement, nécessairement des conditions actuelles de la vie morale, matérielle, politique et sociale de l'Europe entière, il est impossible de croire que le monde puisse continuer de marcher en avant sans ébranler les fondements de l'organisation historique et nationale de tous les peuples européens.

Je sais que le rêve, que l'idéal de nos philosophes, de nos publicistes, de nos réformateurs actuels, à l'exception des socialistes et des communistes, est de concilier, par une synthèse tout arbitraire, nullement logique, le passé et l'avenir sans vouloir accepter ni toutes les conditions de l'un, ni toutes les nécessités de l'autre. Cette théorie, ce système de ne pas vouloir détacher le present du passé, tout en reconnaissant le besoin du mouvement et du progrès, se résume par deux écoles politiques célèbres en Europe, par l'école historique et par l'école doctrinaire. Celle-ci est sans doute beaucoup plus dans le vrai que la première; car elle est née en France, où les utopies politiques sont, quoi qu'on en dise, beaucoup moins rares que partout ailleurs, tandis que la première appartient à l'Allemagne, où très-souvent le sens

pratique, positif des choses, de la vie publique et sociale, est trop disproportionné avec l'originalité active du génie spéculatif. Quoi qu'il en soit, les publicistes, les hommes politiques des deux écoles historique et doctrinaire, hommes de circonstance et d'action, bons à gouverner les deux pays dans des temps de transition et de doute, dans des temps de critique et d'analyse, me paraissent tout à fait impuissants à diriger la pensée et l'activité des peuples dans une voie plus sûre et plus étendue, dans une voie synthétique et organique. C'est ainsi que, probablement, leurs doctrines, leurs systèmes perdront toute leur valeur, toute leur importance aussitôt que les faits, que les événements qui se succéderont d'ici à quelque temps auront dépassé ces vaines théories et dissipé les perplexités et les doutes qui retiennent pour quelque temps encore l'Europe entière dans un repos stérile ou dans une incertitude et une agitation menaçantes. N'oublions pas que les grandes vérités ne deviennent, pour les hommes en général, de fortes convictions que du moment où elles passent de la vie des idées à la vie réelle et positive de l'action, et qu'il n'y a qu'une seule preuve irrécusable d'une vérité spéculative quelconque, qui est le fait. Certes, ce n'est que lorsque les idées deviennent des faits qu'on sent la valeur et la puissance de ces forces cachées, intérieures qui avaient rencontré jusqu'alors tant d'objections et de doutes. C'est aussi au moment où une grande crise matérielle viendra renouveler la face de la société européenne, qu'on comprendra tout ce qu'il y a d'im-

prévu, de peu fondé dans certaines doctrines et dans certains systèmes très en vogue aujourd'hui.

Malgré cela, à l'heure qu'il est, tout le monde paraît avoir en Europe le pressentiment des destinées nouvelles que l'avenir nous prépare. Le principe de la lutte, de la contradiction entre le passé et l'avenir n'a jamais été aussi réel, aussi visible, aussi démontré qu'il l'est maintenant. On sent que la phase historique et politique que nous parcourons touche à son dernier terme. Des signes apparaissent de tous côtés précurseurs d'un grand drame qui approche : on sent que les efforts des hommes pour retenir le monde dans un repos mensonger, sont devenus impuissants en présence des événements qui surgissent de toutes parts en Europe ; on sent enfin qu'il est impossible de prolonger la paix sans rendre plus imminente encore la nécessité d'une guerre. Telle est, il ne faut pas s'y tromper, la tendance générale de l'Europe aujourd'hui.

Mais quel est, quel peut être le résultat de cette guerre, de cette lutte qui éclatera tôt ou tard là où on s'y attend le moins peut-être ? Quels sont les principes et les intérêts qui se trouveront les uns en face des autres dans un conflit européen ? Peut-on s'imaginer par hasard que les principes et les intérêts du passé, que les vieux droits, les vieux pouvoirs, que le principe d'autorité, que le despotisme, sous toutes ses faces, restant vainqueurs dans la lutte, pourraient soumettre entièrement les principes et les intérêts de la liberté, de la science et de la civilisation modernes, les principes et les intérêts révolutionnaires

Digitized by Google

du progrès démocratique? Si cela était possible, comment ne pas supposer alors que le monde retomberait de nouveau dans une profonde barbarie? Et, dans ce cas, que deviendrait la puissance des idées, la puissance intellectuelle et morale de la liberté et de la civilisation de ce siècle, si la force matérielle des baïonnettes et des canons était capable de la vaincre, de l'anéantir?

Assurément, un problème aussi grave, aussi difficile, aussi compliqué, ne s'était pas encore présenté dans l'histoire; en aucun temps, nous n'avions assisté à un débat aussi sérieux entre le passé et l'avenir du monde. Le cours des événements et des idées de notre époque nous annonce qu'il faut nous préparer au terme naturel et prochain d'une lutte qui se poursuit depuis plus d'un siècle; qu'il faut nous préparer à courir les chances de ce grand combat et prévoir, s'il est possible, quelles en seront les conséquences; car c'est à ce conflit général vers lequel l'Europe marche depuis longtemps, que sont étroitement engagées les destinées de la liberté et de la civilisation européenne.

Une des idées le plus généralement accréditées de la politique libérale et révolutionnaire de notre époque, c'est, je le répète, l'idée de réorganiser l'Europe d'après le principe des nationalités et des races. J'estime cette idée excellente pour combattre le despotisme et la servitude, pour amener une dissolution générale de l'organisation politique de l'Europe actuelle; mais, je le répète encore, il m'est impossible d'adhérer à cette opinion, qui compte

sur le principe des nationalités et des races pour refaire, pour réorganiser l'Europe à venir.

C'est un fait incontestable que la situation présente du monde devra être tôt ou tard violemment changée. Les puissances du nord de l'Europe, l'Autriche et la Prusse, redoutent tout changement, tout bouleversement, toute révolution, toute guerre qui pourrait offrir à la Russie et à la France des occasions favorables à la réalisation de leurs desseins ou à l'agrandissement de leur influence; car l'Autriche et la Prusse sont bien loin de se méprendre, quant au rôle que l'avenir réserve à la Russie dans les destinées de l'Europe, et aux dangers que l'esprit de propagande révolutionnaire en France pourrait faire surgir au préjudice de leur puissance et de leur stabilité. L'Autriche et la Prusse comprennent parfaitement tout ce qu'il y a de nécessaire, de fatal dans leur situation réciproque; elles savent que tout événement qui viendrait modifier l'état territorial de l'Europe, ne pourrait que rendre encore plus faible et plus embarrassée leur position; elles sentent enfin que dans l'état actuel des choses, il est inutile de pouvoir compter sur un autre appui que sur celui de la Russie, et, en même temps, elles reconnaissent que le cabinet de Saint-Pétersbourg a des intérêts diametralement opposés aux intérêts conservateurs des cabinets de Vienne et de Berlin.

Quant à l'Angleterre, il est certain que cette puissance, jouant depuis 1815 un rôle intermédiaire entre la France d'un côté et les cours du Nord de l'autre, entre la liberté des peuples et l'absolutisme

des rois, ne sera jamais une puissance capable de nuire directement au *statu quo* de l'Europe. Si ses principes constitutionnels et libéraux rapprochent l'Angleterre de la France, ses intérêts l'en éloignent et la rattachent plutôt aux cours continentales par lesquelles elle a pu, à l'époque du congrès de Vienne, réaliser ses plans de prépondérance commerciale et maritime en Europe. C'est par cette position intermédiaire entre les principes et les intérêts prépondérants de la politique européenne que l'Angleterre a pu, depuis la révolution de 1830, se mettre à la tête des affaires de l'Europe et dominer tantôt par la liberté, tantôt par la solidarité monarchique et aristocratique qui l'unissent tour à tour à l'Europe absolutiste et à l'Europe libérale, la lutte logique et historique qui menace la paix du monde. Ce qui fait incontestablement la suprématie politique de l'Angleterre en Europe, c'est justement ce double rôle de puissance intermédiaire entre la royauté, entre l'ancienne monarchie, et la liberté, la démocratie nouvelle. Étant en possession du monde maritime, l'Angleterre contient par ses flottes l'intempérance envahissante de la force et des idées; elle défend les États faibles et stationnaires des usurpations menaçantes des grands États conquérants, pendant que d'un autre côté elle prête son appui à la conservation et aux intérêts des vieilles puissances absolutistes, contre les menaces et les attaques de la révolution, de la démocratie.

Voilà comment le cabinet de Londres tient depuis seize ans dans ses mains les destinées de l'Europe;

il est, pour ainsi dire, le pouvoir modérateur des forces opposées qui se disputent et se combattent la suprématie future dans la politique du monde.

Tant que cette situation pourra se prolonger, la paix ne sera pas troublée en Europe. Tant que l'Angleterre ne verra pas dans la guerre un grand intérêt à conquérir, un intérêt d'agrandissement et de prépondérance, la guerre ne se fera pas probablement; car la France de Juillet qui n'a aucun intérêt direct à un bouleversement général de l'Europe, qui n'a pas un rôle de prépondérance maritime à jouer ni sur la Méditerranée ni sur l'Océan, qui n'a plus une influence positive à exercer dans les affaires d'Orient, qui ne convoite aucun agrandissement territorial ni du côté des Alpes ni du côté du Rhin, la France, dis-je, ne sera jamais la première à mettre le feu aux quatre coins du monde dans l'intérêt de la Russie ou de l'Angleterre. Le gouvernement de Juillet a compris sa situation; il a fait tous les efforts possibles pour fortifier en Europe le système de choses arrangé en 1815. Placé entre la révolution et la monarchie, entre l'autorité et la liberté, entre les intérêts populaires, démocratiques du pays et le besoin d'ordre, de stabilité indispensables à une dynastie nouvelle, le gouvernement français se trouve depuis seize ans, il serait impossible de le nier, dans une situation précaire et forcément contradictoire. Maintenir la paix au dehors, l'ordre au dedans, et laisser en même temps le champ ouvert à toutes les activités, à toutes les idées libérales, à toutes les passions révolutionnaires de la nation

française, était une tâche d'une difficulté, d'une gravité sans exemple. Le gouvernement de Juillet a fait preuve d'habileté, de fermeté, de hardiesse même dans certaines occasions, mais, malgré son habileté, son talent, sa pénétration, son expérience, il n'a pu faire que la France, que l'Europe vinssent se soustraire aux conséquences de leurs antécédents, aux conditions générales de leur existence et vis-à-vis du passé et vis-à-vis de l'avenir.

L'habileté d'un gouvernement, le talent de quelques hommes peuvent diriger la marche des idées et des intérêts d'une époque, ils ne peuvent, ils ne pourront jamais détourner ces idées, ces intérêts de leur destination naturelle, de leur but véritable. On ne pourra pas faire que ce qu'on a semé hier ne vienne porter ses fruits aujourd'hui, on ne pourra enfin ni dénaturer, ni détruire l'ordre logique des principes et des faits généraux qui gouvernent le monde.

A l'heure qu'il est la France a vu éclater tous les vices, toute l'infirmité de sa politique extérieure depuis 1830. Elle a vu qu'il n'y avait pour la France de Juillet aucun système d'alliances fort et durable, car la France, par ses révolutions est, surtout depuis 1830, effectivement isolée en Europe. Tandis que l'Angleterre peut, si l'intérêt le commande, être l'alliée de la France, ou sinon accepter la vieille alliance des cours du Nord qui seront toujours prêtes à l'accueillir au préjudice de l'influence française en Europe, contre laquelle toute la politique des puissances absolutistes travaille depuis cinquante ans.

L'histoire de ces seize années de paix nous offre des

preuves abondantes contre la possibilité d'une alliance durable et sûre entre le cabinet de Londres et le cabinet de Paris. Je ne citerai que le traité du 15 juillet 1840, par lequel une ligue européenne se forme contre la France entre les puissances du Nord et l'Angleterre à propos des affaires d'Orient. Maintenant c'est la question des mariages espagnols qui est venue détruire la bonne harmonie des deux cabinets de Londres et de Paris, et qui, sans l'événement de Cracovie, aurait peut-être servi de nouveau à former une ligue européenne contre la France.

Les trois cours absolutistes savent qu'une rupture entre les deux gouvernements constitutionnels de France et d'Angleterre est un événement d'une trop haute importance pour leur conservation réciproque, et que séparer l'Angleterre de la France doit être constamment le but que la politique du Nord doit se proposer, afin d'affaiblir par l'isolement l'influence de la politique française dans toutes les questions vitales de l'Europe actuelle. Et c'est précisément dans toutes les grandes questions du moment, dans les affaires de la Suisse et de l'Italie, dans celles d'Espagne, de Grèce, de Syrie, d'Afrique, que les intérêts de la France se trouvent différer de ceux de l'Autriche et de la Prusse d'un côté, et de ceux de l'Angleterre de l'autre.

C'est ainsi qu'au fond la politique de la France, considérée vis-à-vis des grandes puissances de l'Europe, ne peut être qu'une politique d'isolement, une politique qui doit amener tôt ou tard le gouvernement français à une collision armée, sur

quelqu'un des points les plus importants de l'action européenne.

Une autre cause non moins grave de lutte et d'antagonisme se prépare entre la France et l'Angleterre, je veux parler des projets d'agrandissement maritime de la part de la France, et de l'influence que cette nation pourrait acquérir un jour par ses possessions d'Afrique sur la navigation et sur le commerce de la Méditerranée. La grande question de l'équilibre des forces navales dans la mer, qui est actuellement la grande route du monde, peut entre autres choses faire surgir de nouveaux obstacles au maintien d'un certain bon accord entre les deux nations rivales. Je ne parlerai pas de la concurrence que l'industrie manufacturière française menace de faire à l'industrie manufacturière anglaise sur les marchés étrangers, car le danger d'une concurrence industrielle ne vient pas, pour l'Angleterre, uniquement de la France. Tous les États de l'Europe marchent, sous ce rapport, dans une voie qui est peu différente de celle suivie actuellement par la France.

Les doctrines du libre échange, très-favorables sans doute à l'accroissement de la richesse et de la puissance britannique, sont pour le moment d'un intérêt fort problématique, suivant moi, pour les autres pays de l'Europe, et notamment pour la France et l'Allemagne. Toutes les grandes questions économiques et surtout la question de la liberté commerciale, ne comportent pas de solution absolue : en économie politique rien n'est vrai que ce qui est utile. Dans cette science, les principes abstraits sont en très-

petit nombre, et ils se confondent le plus souvent avec les principes des sciences mathématiques et politiques en général, telles que l'arithmétique et le droit.

L'Angleterre se voyant forcée, par conséquent, de soutenir sa puissance et sa prépondérance en Europe par de bons traités de commerce, ne formera des alliances politiques qu'avec les États qui seront le mieux disposés à favoriser ses intérêts commerciaux. Dans ce cas, il n'est pas probable qu'elle puisse obtenir de plus grandes facilités de la France que des puissances du Nord; car si une situation politique analogue à celle de 1815 pouvait se renouveler en Europe, l'Angleterre, mettant de côté toute question de principes, ne manquerait pas d'en profiter encore dans l'intérêt de sa marine et de son commerce. Et je ne pense pas, quoi qu'il arrive en Europe, que la France puisse jamais devenir assez faible, assez aveugle pour se laisser imposer des traités onéreux et destructifs de sa puissance par l'Angleterre. C'est par ces raisons que, sous le rapport des intérêts comme sous le rapport des principes, rien n'autorise à croire que dans l'avenir les deux pays pourront marcher ensemble dans une étroite et sincère intimité.

De la manière dont l'Europe est constituée maintenant, il n'y a pas, à dire vrai, assez d'équilibre entre les intérêts et les principes opposés des grandes puissances pour maintenir la paix sur des bases solides, et il n'y a pas non plus cette collision, ce désaccord entre les faits, qui pourraient amener dans peu une conflagration générale.

Selon moi la guerre ne se fera ni par une lutte de principes, ni par un conflit d'intérêts. La guerre aura lieu, malgré les intérêts et malgré les principes des gouvernements constitutionnels et des gouvernements absolutistes; elle aura lieu par un concours fatal de circonstances que nul cabinet, nul pouvoir n'aura plus la force de dominer.

L'Europe a voulu se placer de nos jours sous l'influence de l'esprit de conciliation. Elle a cru possible d'accorder ensemble les deux principes opposés qui pendant le XVIIIe siècle et les temps antérieurs se sont violemment combattus sans que ni l'un ni l'autre soit resté définitivement vainqueur dans la lutte. Les pouvoirs de ce siècle ont cru avoir réussi à concilier la liberté et l'autorité, la philosophie et la religion, en les considérant comme deux ordres d'idées et de sentiments différents qui pouvaient, en renonçant à leur empire absolu et exclusif, coexister pacifiquement, harmoniquement au sein de l'Europe. Ce point de vue conciliateur de la philosophie et de la politique libérale de notre époque a été érigé en doctrine, en système par beaucoup de philosophes et d'hommes politiques en France et en Allemagne. Les éclectiques et les doctrinaires surtout en sont l'expression la plus exacte, la plus fidèle.

A l'heure qu'il est, cependant, l'éclectisme en philosophie, et le juste-milieu en politique, ont montré les vices et l'infirmité de leurs principes; les deux écoles qui prétendaient tout concilier, tout accorder aussi bien dans le monde des idées et des croyances, que dans celui des droits et des intérêts, ont abouti, ce

me semble, à des résultats absolument contraires à la tâche qu'ils s'étaient imposée. Nous voyons d'un côté, dans le domaine des idées et des croyances, la même contradiction, la même anarchie qu'auparavant, et dans le domaine de l'action politique et sociale les mêmes tendances dissolvantes, désorganisatrices, les mêmes luttes, les mêmes conflits, le même état précaire, les mêmes agitations, les mêmes perturbations toujours renaissantes. En un mot, de quelque côté qu'on tourne le regard on voit des craintes, des embarras, des appréhensions graves; on voit l'ordre menacé, et la liberté en péril. Les gouvernements, aussi bien que les peuples ne paraissent animés que d'un seul besoin, que d'un seul intérêt, celui de la lutte. Telle est la véritable situation de l'Europe gouvernée depuis trente ans par les catholiques et les absolutistes d'une part, par les éclectiques et les doctrinaires de l'autre. La force des choses n'a pu donner encore aux peuples, aux masses l'intelligence et le caractère propres à combattre efficacement l'impuissance ou la perversité de certains gouvernements, et les gouvernements à leur tour ont manqué jusqu'ici de cette force, de ce courage, de ce désintéressement, et je dirais même de cette prévoyance éclairée, seule capable de conjurer ou de prévenir les orages qui grondent depuis longtemps sur la tête des nations européennes. Il y a, je l'avoue, des vices, des fautes, des préjugés, des passions de chaque côté. Mais les vices, les préjugés, l'ignorance des peuples ne peuvent disparaître que par l'influence, que par l'action directe ou indirecte

Digitized by Google

des gouvernements. Et lorsque ceux-ci s'obstinent, par intérêt ou par aveuglement, à persévérer dans le mal, l'excès même du mal amène un jour nécessairement, et la ruine des gouvernements et souvent aussi celle des peuples. L'histoire nous offre à chaque page de nombreux exemples de ces crises terribles dans la vie des nations et des empires.

N'oublions pas cependant que Tibère et Néron furent des empereurs populaires, et que les vices des gouvernements et les vices des peuples ont été le plus souvent solidaires. Même de nos jours, quelles sont les nations les plus faibles, les plus opprimées? Je répondrai franchement sans crainte de me tromper, que ce sont celles qui, par leurs traditions, par leurs idées, par leurs caractères, représentent une formule épuisée, morte, de la vie progressive de la civilisation, de l'histoire; celles qui subissent nécessairement le despotisme intérieur ou la tyrannie étrangère, faute d'éléments actifs, d'énergie morale, de vie intellectuelle capables de briser par une volonté unanime et toute-puissante les liens honteux de l'oppression et de la servitude. Toutefois, de ce que les peuples agissent sur les gouvernements, de ce que certains peuples rendent presque inévitables les vices et les abus de ceux qui les dominent, il ne faut pas s'imaginer que les fautes et les vices des uns doivent être pesés avec la même balance que les fautes et les vices des autres. Un peuple opprimé, esclave, est sans doute, jusqu'à un certain point, l'artisan de son propre malheur; mais un gouvernement quel qu'il soit, qui a dans

ses mains tous les moyens, toutes les ressources qui manquent à un peuple avili et dégradé, est bien lâche, bien infâme, toutes les fois qu'il s'oppose aux bons intérêts, aux efforts pacifiques des peuples vers le progrès et l'amélioration de leurs destinées. Ainsi là où le gouvernement n'est ni éclairé, ni actif, ni honnête, les peuples qui se content la force de l'être, ou de pouvoir le devenir, seront toujours excusables, et à la dernière extrémité ils en sont réduits à employer la force physique, à avoir recours à l'insurrection et à la révolte contre tous leurs tyrans. Oui, je le répète, le droit révolutionnaire n'a jamais été l'œuvre, l'invention des peuples, mais l'œuvre, l'invention des gouvernements et des rois.

Le seul moyen, pour un gouvernement quelconque, de prévenir, d'empêcher les grandes crises politiques et sociales, les révolutions, les guerres, c'est de montrer qu'on ne craint pas, qu'on ne redoute pas la révolution ni la guerre. Là où les peuples sont libres, où le pouvoir est soumis au contrôle de l'opinion, de la volonté, des lumières du pays; là où les lois, les institutions sont tout, les hommes rien ou presque rien, les grandes crises politiques sont beaucoup plus rares et beaucoup moins violentes. Car dans un État libre, si le gouvernement est perverti, corrompu, et que la nation le tolère, et que le peuple ne se révolte pas pour changer cet état de choses, cela veut dire que la nation n'est pas moins corrompue et pervertie que le gouvernement lui-même. Et quand les peuples libres en arrivent par hasard à ces tristes et déplorables conditions, il y a lieu de

supposer que le mal n'est pas seulement politique, qu'il est plutôt moral et social; que la nation entière est près de se dissoudre, de subir le joug direct et matériel d'une autre nation plus jeune, plus active, plus digne d'exercer une prépondérance morale et politique dans les destinées intellectuelles et matérielles de la civilisation du monde.

Je ne crois pas, grâce à Dieu, qu'aucune des nations libres qui sont d'un grand poids dans la balance politique de l'Europe, se trouvent à l'heure qu'il est dans cet état de décadence, d'épuisement que je viens de désigner. Non certainement, les grandes nations libérales et constitutionnelles ont encore assez d'énergie, assez de force pour résister aux envahissements matériels de l'absolutisme. Leur mission historique et nationale n'est pas encore épuisée. Leur rôle prépondérant dans la grande lutte de l'autorité et de la liberté, de la monarchie et de la démocratie, du passé et de l'avenir, n'est pas encore achevé. Leur action destructive sur les États faibles, sur les vieilles nations de l'Europe et de l'Asie doit continuer encore pendant longtemps, avant que l'œuvre qui leur a été confiée par la Providence touche à sa fin.

C'est une grande illusion de croire que les conditions politiques et sociales de l'Europe puissent changer, sans que la structure organique des États européens vienne à changer aussi tôt ou tard. Pour détruire les principes, les idées, les intérêts du passé, il faut bouleverser, révolutionner, non-seulement les forces morales et politiques, mais

encore les forces matérielles. Pour opérer la conciliation, la fusion, l'unité de la civilisation, de la société européenne, il est de toute nécessité que l'Europe arrive à une certaine unité matérielle et politique. Cette œuvre de démolition, de dissolution est le caractère, la mission même du principe révolutionnaire. Sachons-le bien, la révolution n'en veut pas seulement à certains trônes, à certaines royautés, à certains pouvoirs, à certains gouvernements. La révolution se propose aussi l'anéantissement, la destruction de certains peuples, de certaines nationalités. Pour que le principe fondamental du progrès, de la liberté, de l'égalité moderne devienne un fait universel, un fait européen, il faut qu'il puisse briser, renverser toutes les barrières matérielles et historiques qui s'opposent à sa marche, à son mouvement. La révolution, c'est-à-dire le principe de liberté, d'égalité, de science qui domine la société, la civilisation moderne, est justement cette force qui tend continuellement à renverser l'ancien édifice traditionnel et historique du monde.

De tout temps, le progrès de la vie historique de l'humanité a marqué cette tendance destructive envers le passé. Mais dans les anciens temps, la lutte était toute matérielle; le principe de la force et de l'autorité était seul le maître, l'arbitre de l'action. La nature ou l'individualité divinisée, était toute la logique, toute la pensée, toute la foi de l'humanité encore barbare. Dans les temps modernes, les gouvernements, les États, c'est-à-dire les forces, les idées générales ont remplacé la force et l'autorité indivi-

duelles. De nos jours, cependant, la formule progressive du pouvoir, de l'idée politique et sociale, ce n'est plus l'État, ce n'est plus la royauté; c'est la nation, c'est le peuple. Cette formule a été représentée pour la première fois dans toute sa plénitude, dans toute sa vérité, par la révolution française. C'est au sein de l'Assemblée constituante que le principe populaire, démocratique, de la souveraineté nationale, et en même temps celui de la suprématie d'un peuple particulier sur tous les autres peuples européens s'est développé. Plus tard, à la chute de Napoléon, à la restauration, la prépondérance excessive du peuple française a été vaincue. Le congrès de Vienne a voulu que la prépondérance, que l'arbitrage des intérêts européens fût partagé en cinq grands États. C'est à cette époque, en effet, que la Prusse, la Russie et l'Angleterre ont acquis une puissance, une prépondérance dans les affaires de l'Europe, dans les intérêts politiques du monde, qu'elles n'avaient jamais eue dans les temps antérieurs. Aussi dans le remaniement de l'Europe en 1815, la France fut le plus mal partagée. Les puissances alliées voulurent se venger de la révolution et de Napoléon; elles essayèrent de rendre la France le plus soumise qu'il fût possible à leur influence, à leurs intérêts. Mais la France matériellement vaincue en 1815 était restée victorieuse et puissante intellectuellement, moralement, par ses idées, par son esprit, par ses institutions, par ses lois. 1830 fut le réveil de la France; de la France non plus formidable par ses armées, mais grande et invincible par son droit et sa pensée;

de la France se levant pour continuer en Europe sa mission de propagande et de révolution, l'œuvre de 89, de 93 et de l'empire arrêtée, par les derniers désastres de Napoléon, sur les plaines de Waterloo.

Depuis seize ans, la France de Juillet, pendant qu'elle travaille à la réorganisation intellectuelle et politique de toute l'Europe, continue aussi en pleine paix sa tâche révolutionnaire, sa mission de dissolution historique. Chaque idée française qui passe le Rhin, les Alpes ou les Pyrénées, est un coup de hache à la vieille existence historique des peuples qui la reçoivent. Je l'ai dit déjà, ces seize années de paix ont retardé la révolution européenne, mais l'ont rendue plus sûre et plus complète. C'est la paix qui a développé l'opinion, épuré le jugement, fortifié l'expérience. Beaucoup de mauvaises passions, de préjugés, de préventions injustes se sont dissipés; enfin, pendant ce temps les peuples asservis, opprimés, aveugles, ont vu un rayon de lumière, de liberté pénétrer dans leur âme à travers les ténèbres du despotisme et de l'obscurantisme des rois et des prêtres. Tel est le résultat de cette paix dont on méconnaît si souvent les véritables conséquences, de cette paix par laquelle on a cru avoir tué à jamais le sentiment, l'esprit révolutionnaire en France et en Europe. Je ne sais si je m'abuse, mais si une grande révolution, une grande guerre, venait à éclater bientôt en Europe, elle ne serait autre chose que la conséquence de ces seize ans de lutte intellectuelle et industrielle qu'on a si mal appréciés jusqu'ici.

Digitized by Google

Une grande phase se prépare donc indubitablement aux développements logiques et historiques du principe révolutionnaire, car la paix est bonne pour semer les germes révolutionnaires, mais non pour les faire éclore. D'autre part, je ne crois pas le principe des nationalités un principe de force et de vie pour l'Europe future, ni qu'on puisse concilier non plus les deux termes opposés de la contradiction logique et historique du monde, les deux termes de la lutte révolutionnaire, sans que l'un soit sacrifié à l'autre. La conciliation des éclectiques et des doctrinaires n'est qu'une conciliation apparente et mensongère. Non, l'autorité et la liberté ne peuvent pas s'accorder, ne peuvent pas vivre longtemps ensemble. Il y a plus, leur accord, même politiquement parlant, n'est point nécessaire. La liberté ne peut pas se passer de l'ordre, mais elle peut bien se passer de l'autorité dans le sens historique et positif du mot, car l'autorité qui est d'accord avec la liberté n'est point l'autorité des faits et des individualités, des noms, des signes, des titres, des personnes, mais l'autorité des convictions, des idées, de la raison, de la vérité dans sa substance pure et réelle, générale et absolue.

Il faut donc nécessairement, pour détruire les vieilles forces, les vieux pouvoirs, les vieux principes qui résistent matériellement aux progrès les plus étendus de la liberté, de l'égalité démocratique en Europe, qu'on détruise les institutions qui les représentent, qui les résument. Il est nécessaire que la révolution cesse d'être pacifique, mo-

rale, et devienne active, envahissante, force armée et conquérante; il faut, en un mot, pour que le vieux monde européen marche, pour qu'il se détache de son immobilité, de son inertie, pour qu'il cesse d'être un obstacle au progrès, à la fusion, à l'unité intellectuelle, politique et sociale de l'Europe, qu'il soit tôt ou tard envahi et arraché par la force au joug traditionnel et matériel qui l'opprime depuis des siècles. Les nationalités particulières de certains peuples perdront sans doute les qualités, les priviléges du passé; mais elles gagneront les biens plus précieux, plus réels, plus justes, plus légitimes du présent et de l'avenir. Les vieux pouvoirs, les vieux intérêts, les vieux préjugés, les vieilles passions se révolteront sans doute contre la lumière et la force des temps nouveaux; mais, comme toutes les forces vieillies, usées et corrompues, ils ne pourront opposer qu'une faible et impuissante résistance.

Deux grandes puissances, la France et l'Angleterre principalement, exercent dans le monde moderne le rôle de forces dissolvantes et rénovatrices envers le passé. L'une exerce sa mission révolutionnaire en Europe, l'autre en Asie. A l'une appartient la dissolution historique de l'ancien monde occidental; à l'autre la dissolution historique de l'ancien monde oriental. L'une combat une civilisation vieillie, mais non éteinte; l'autre des sociétés barbares ou à demi barbares. A l'une sont aussi nécessaires les idées que les canons; à l'autre des flottes bien armées, bien disciplinées à travers les mers, et les produits industriels et manufacturiers de notre

merveilleuse civilisation, sont suffisants pour dominer des peuples désarmés, pauvres et sans idées. Ainsi, à l'Angleterre appartient le rôle révolutionnaire en Asie; à la France le rôle révolutionnaire en Europe. Je laisse de côté la question d'Afrique, où la France paraît devoir avec le temps exercer une prépondérance incontestable. En m'arrêtant à l'Europe, il est hors de doute que le premier rôle révolutionnaire appartient à la France; toutefois je crois que l'Allemagne et l'Angleterre viendront plus tard achever, compléter l'œuvre de la France même. Les autres peuples suivront d'après leurs intérêts, d'après leur caractère, la voie ouverte déjà par la France, l'Allemagne et l'Angleterre à la rénovation de l'Europe. Seule la Russie se présente sur les confins de l'Europe orientale comme un pouvoir directement ennemi de la mission libérale des peuples européens. Quant à moi, je considère le gouvernement russe comme un pouvoir tyrannique dans l'administration générale et dans le gouvernement intérieur de son empire. Je regarde également son influence dans la politique continentale de l'Europe, comme l'influence la plus despotique, la plus contraire aux principes libéraux et progressifs de la civilisation moderne. Mais si on fait abstraction de certaines idées, de certains principes, si on regarde la Russie, non vis-à-vis du passé et du présent, mais vis-à-vis de l'avenir, il ne sera pas difficile de se convaincre que le caractère de sa mission, de son pouvoir dans l'histoire, dans la politique du monde est aussi révolutionnaire, plus révolutionnaire encore

que tout autre principe, que tout autre pouvoir libéral de l'Europe; car le czar travaille par l'autocratie aussi bien que la France par la pensée, par la science, par la liberté, à une œuvre antihistorique, à la réédification du monde sur des bases purement logiques, dans un but d'assimilation, de fusion, d'unité. Le czar fait matériellement par son autorité, par la force, ce que la France fait moralement par les idées, par la civilisation et par le droit libre et pur de l'humanité progressive. Mais, au point de vue révolutionnaire, la mission de l'Europe libérale et de la Russie autocratique est la même : celle de renverser l'édifice historique du passé et d'ouvrir la voie aux conquêtes futures de l'humanité nouvelle.

Après tout la Russie est la puissance destinée à mettre en communication l'Europe du Nord avec l'Europe orientale. La Russie est destinée à détruire l'islamisme en Europe et à remplacer sur le Bosphore le pouvoir barbare des descendants de Mahomet. Son rôle dans la civilisation du monde est donc nécessairement un rôle d'envahissement et de conquête. La Pologne, d'après ses desseins, lui est indispensable pour avoir sa part d'influence dans les idées et les intérêts de l'Europe, qui devront être un jour les idées et les intérêts du monde entier. La Russie prévoit aussi une époque où l'Europe ébranlée par tant de secousses révolutionnaires, aura peut-être besoin d'une race jeune et conquérante, pour inoculer dans le sang de ses peuples de nouveaux germes de jeunesse et de vie ; la Russie rêve enfin la prépondérance historique de la race slave dans le monde. C'est là la raison

de l'appui qu'elle prête aux tendances du *panslavisme*. Et comme le monde romain dans l'Europe antique, comme le monde franco-germain dans les temps modernes ont été les maîtres des idées et de la civilisation de l'Europe actuelle, la Russie compte sur la suprématie future du monde slave pour se mettre à la tête de l'unité intellectuelle, politique et sociale de la civilisation à venir. Jusqu'ici, l'Europe a été dominée par l'Occident et par le Nord, par les races d'origine romane et de souche germanique. La politique russe croit qu'un jour viendra où la race slave, où l'Europe orientale représentera la formule politique et sociale de cette grande unité européenne que les idées, la science, les mœurs, les intérêts, les arts, l'industrie de notre siècle préparent à l'avenir du monde.

Telle me paraît être la tendance générale de l'Europe actuelle. Dans le chapitre suivant je tâcherai de résumer les idées, les doctrines fondamentales qui forment la base de cet écrit, et d'essayer en même temps de déterminer, s'il est possible, quelle destinée est réservée à l'Italie dans le cas d'une crise générale en Europe, dans le cas d'une révolution ou d'une guerre européenne.

CHAPITRE VII.

RÉSUMÉ DES DIVERS ÉLÉMENTS ET DES CARACTÈRES ESSENTIELS DE LA LIBERTÉ ET DE LA CIVILISATION MODERNE — SYMPTÔMES D'UNE DISSOLUTION PROCHAINE DE L'EUROPE. — AVENIR DE L'ITALIE. — CONCLUSION.

J'ai dit plusieurs fois que la lutte des principes opposés et contradictoires, cette lutte qui, dans l'histoire des temps modernes, depuis les xve et xvie siècles jusqu'à la révolution française de 1789, depuis celle-ci jusqu'à l'époque actuelle, a signalé la démonstration logique et historique de la contradiction du moyen âge, l'antagonisme intellectuel et matériel du passé et de l'avenir, ne pouvaient cesser, avant que les deux principes ennemis et contradictoires, l'autorité et la liberté, le sentiment et la pensée, la foi et la raison, l'art et la science, le principe individuel et le principe historique fussent mis d'accord par une formule logique et historique nouvelle, capable de concilier la contradiction des deux termes opposés du principe logique et historique des anciens temps.

Cette nouvelle formule, cette puissance conciliatrice, ne se retrouve ni dans l'idée, ni dans l'action, ni dans le fond, ni dans la forme de la raison et de la société du passé; il faut donc la chercher dans la raison et dans l'activité sociale du présent et de l'avenir.

Aussitôt que le conflit, que la contradiction de

la vie logique et historique des anciens temps et du moyen âge furent connus, le problème organique de la synthèse future de la société moderne fut posé devant l'intelligence et la raison des peuples. Aussitôt que le monde eut la conscience de la lutte, de la contradiction ancienne, il sentit le besoin de travailler à la faire cesser. Le catholicisme, né dans une époque matérialiste et barbare, chercha le premier à résoudre le problème, à établir la conciliation absolue des deux termes de la question; mais il n'y réussit que d'une façon matérielle et en quelque sorte barbare. Sans tenir compte ni de la raison individuelle, ni des droits moraux, intérieurs, de la conscience humaine, voyant qu'il était impossible dans une époque d'ignorance et de barbarie, de soumettre le monde à un principe d'ordre et de civilisation libre et éclairée, le catholicisme supprima la raison humaine, l'homme intellectuel tout entier. Ne pouvant s'adresser aux idées, à la raison, il s'adressa au sentiment, aux passions, aux préjugés, à l'ignorance. Ne pouvant pas diriger par les idées l'intempérance instinctive et barbare du monde, ne pouvant pas lui donner un guide sûr pour marcher dans le bien, il l'empêcha de marcher; il lui interdit tout mouvement, toute liberté, tout progrès. Faisant de la liberté de croire et de penser un péché, un crime, l'Église donna à l'homme, toutes faites, une religion, une logique, une politique basées entièrement sur le principe d'autorité et sur le droit traditionnel. Ce système religieux, logique et politique domina le moyen âge tout entier. Il fut le

principe, la formule de l'ordre et de la civilisation à cette époque.

Mais autant ce système, ce principe, cette doctrine étaient nécessaires et utiles dans des temps barbares, dans des temps où il était impossible de concilier la liberté avec l'ordre, l'individu avec la société; autant cette même doctrine, ces mêmes principes sont insuffisants, nuisibles, à une époque où les développements logiques et historiques des individus et des sociétés ont amené dans le monde les conditions essentielles de la liberté, je veux dire la pensée, la science, la moralité et la civilisation qui en sont le fondement.

Au moyen âge, la société catholique échoue donc nécessairement dans toutes ses tentatives de conciliation logique et historique de l'humanité. L'accord entre l'homme intérieur et l'homme extérieur, entre l'homme moral et l'homme civil, entre l'individu et la société, ne fut pas à cette époque un accord vrai, réel : car au lieu d'être basé sur le principe essentiel de toute vérité, de toute réalité générale et infinie, sur l'idée, sur la pensée, il n'était fondé que sur une apparence passagère, sur une condition particulière, sur une détermination purement historique et relative de l'humanité et du monde, sur un fait fini, individuel, purement extérieur, tel que le principe d'autorité, et le principe traditionnel.

En effet, le catholicisme a eu toujours la prétention de réaliser le vrai, le bien, parmi les hommes, en s'adressant uniquement au sentiment, aux pas-

sions, et à l'imagination qui en est le résultat, l'expression la plus noble et la plus générale. Et d'ailleurs comment aurait-il pu s'adresser à la pensée, à la raison, aux idées, dans un temps, je le répète, d'ignorance et de barbarie profonde? Mais si en disant à l'homme : crois et obéis, l'Eglise enchaînait la barbarie : elle enchaînait aussi en même temps la civilisation, le progrès, le développement des forces générales, infinies, qui constituent réellement la valeur essentielle et morale de l'homme. L'Église, par conséquent, remédiait par son œuvre au désordre, à l'anarchie du présent, mais elle fermait le chemin à l'ordre, à la liberté, à la science et à la civilisation de l'avenir. Bien plus, l'Église, tout en élevant très-haut son pouvoir à une époque particulière de l'histoire, préparait, de ses mains, sa propre ruine; car, l'Église ne parvint à résoudre aucun problème; elle ne décida aucune question; elle ne réalisa aucune conciliation véritable; elle s'opposa au contraire à toute solution, à toute décision, à toute conciliation réelle et effective. Toutefois, au point de vue de l'histoire, je ne puis certainement pas condamner l'Église. Sans son autorité et son influence on ne comprendrait pas la transition de la barbarie à la civilisation; sans l'Église, le moyen âge qui a été le berceau de la société moderne n'aurait jamais pu exister. Mais aussi le grand rôle, le rôle légitime, actif, vivant, prépondérant de l'Église et de l'Italie dans l'histoire cesse au xve siècle, lorsque les éléments de la pensée, de la science, de la liberté et de la civilisation modernes se déga-

gent peu à peu de la matérialité, de la confusion, du chaos du moyen âge. Car, de même que le principe d'autorité, et le droit traditionnel, représentés par des faits particuliers et des individualités, sont les principes de l'ordre et de la sociabilité dans des temps d'ignorance et de barbarie; de même le principe de liberté et le droit logique deviennent l'expression légitime et nécessaire de l'ordre, et de la sociabilité des peuples dans des temps de lumières, de science et de civilisation populaire et générale. Je dirai plus: à mesure que la pensée, que la science se développent dans l'histoire, à mesure que l'autorité et la liberté, la barbarie et la civilisation paraissent vouloir, après de longs combats, transiger sur leurs prétentions exclusives, renoncer à leur empire absolu, et pactiser au lieu de s'assaillir, c'est alors, au contraire, que le conflit des deux principes et les chocs affreux des peuples, qui en sont le résultat vivant, menacent de devenir des forces violentes et destructives de toute conciliation. Car tout accord définitif, absolu entre l'autorité et la liberté est impossible. Même lorsque nous croyons que la lutte entre ces deux principes ennemis a touché à son terme; même lorsque nous voyons ces puissances contraires s'abstenir de toute violence, de toute lutte active, tenons pour certain qu'il n'y a rien de changé au fond des choses; que nulle conciliation, nul accord ne se sont opérés, et que toutes les apparences de concorde et d'harmonie signifient uniquement que la lutte, au lieu d'avoir cessé, n'a fait que se déplacer.

cer, que changer de nature, que prendre une forme, des allures plus régulières.

Jusqu'à ce que la conciliation, l'accord entre l'autorité et la liberté, entre l'ancien droit et le nouveau soient le résultat de la conciliation dialectique des principes fondamentaux et absolus de la pensée et de l'activité humaine, de deux termes opposés de toute vérité, de toute croyance, du fini et de l'infini, du subjectif et de l'objectif, de la multiplicité et de l'unité, du particulier et du général, tout autre accord, toute autre conciliation entre les deux formules générales de l'histoire, entre la formule du passé et la formule de l'avenir ne sera qu'illusoire. Car il ne suffit pas de concilier en niant la liberté comme les catholiques, ou en niant l'autorité comme les protestants et les philosophes. Ni l'une ni l'autre ne sont de véritables principes; ni l'une ni l'autre ne sont la vérité. Il faut donc pour que l'accord, pour que la conciliation soit possible, que l'autorité et la liberté soient niées comme principes, et qu'elles ne soient considérées que pour ce qu'elles sont en réalité, c'est-à-dire, pour deux formes, deux expressions déterminées, particulières et relatives de l'absolu, qui est la négation complète de toutes les dualités logiques et historiques de la pensée et de l'autorité humaine.

Et comme le caractère de l'absolu est la fusion harmonique de toutes les contradictions dans une formule générale d'identité et d'unité; comme la liberté combat la contradiction établie par l'autorité, mais ne peut la détruire qu'en se détruisant elle-

même en tant que principe, il s'ensuit que la conciliation, que la manifestation logique et historique de l'absolu dans l'humanité ne se réalisera qu'en faisant disparaître tous les principes exclusifs et contradictoires de la pensée et de l'action. Or, le principe historique et politique qui hâtera la solution logique et sociale du problème du présent, c'est le principe d'égalité, c'est le principe de la fraternité évangélique. De même que la liberté a détruit l'empire absolu de l'autorité, l'égalité doit faire cesser la prépondérance contradictoire du principe de liberté. L'égalité est dans le domaine du droit politique et social ce que la raison, la science, sont dans le domaine de la conscience et de la pensée. La vérité qui sous l'empire du principe d'autorité, est exprimée par une doctrine et par une puissance traditionnelle, et par la suprématie absolue d'une nation sur toutes les autres; la vérité qui, sous l'influence du principe de liberté, se manifeste par le talent, par le génie de quelques individualités privilégiées, par la nature et par les conditions particulières d'un ou de plusieurs peuples prépondérants; sous l'empire du principe d'égalité, sera exprimée et représentée par la raison publique de tous les peuples et par la science vivante, active, dans sa généralité abstraite et concrète, théorique et pratique, qui sera la pensée rendue populaire par la presse d'un côté, et de l'autre la loi codifiée, connue et sanctionnée par le vœu général de tous.

L'agriculture, l'industrie, le commerce, les arts, tout ce qui constitue le mécanisme de la produc-

tion, de la répartition et de la distribution de la richesse sociale, de la prospérité et du bonheur positif de la vie, tout ce qui constitue l'activité matérielle des sociétés pour la satisfaction de tous les besoins, de tous les intérêts légitimes, deviendra par les applications les plus progressives de la science à la vie publique des nations, un élément nouveau d'égalité, d'émancipation, de réhabilitation populaire. C'est ainsi que la raison et la science devenant pour ainsi dire objectives, acquérant une valeur et une autorité par elles-mêmes, indépendamment du principe traditionnel, du principe d'autorité, indépendamment du principe individuel et naturel, du principe de liberté, rendront la vérité accessible à tous, sans le concours d'aucune autorité médiatrice; la pensée, la raison gouverneront l'homme intérieur, l'homme individuel; tandis que la science identifiant le vrai à l'utile, l'ordre à la liberté, l'égalité au privilége, rendra impossible la séparation, la lutte, l'opposition des intérêts particuliers et des intérêts généraux du gouvernement et des gouvernés, du pouvoir et des peuples, car tous les intérêts, toutes les opinions, toutes les attributions spéciales de chacun seront rendus indépendants de l'action directe des individus qui d'ailleurs n'auront plus aucun intérêt ni aucune opinion hostile aux intérêts et aux opinions de tous.

Mais pour que ce grand changement, cette conciliation générale des principes et des intérêts divers et contradictoires qui gouvernent encore le monde,

puissent s'effectuer dans le mouvement général de la civilisation européenne, il est indispensable qu'une grande crise politique et sociale vienne changer auparavant l'état de l'Europe.

Cette catastrophe nouvelle qui amènera des innovations radicales dans la civilisation, dans la société européenne, ne peut plus avoir lieu, comme je l'ai déjà dit, au nom du principe de liberté, mais au nom du principe d'égalité. Ce sont les doctrines égalitaires, les doctrines socialistes et communistes qui sont les véritables forces révolutionnaires de notre époque et des temps à venir. La liberté a détruit la prépondérance du principe d'autorité qui était la souveraineté, la liberté d'une caste fondée sur la servitude morale et matérielle des peuples. La liberté triomphante a détruit les priviléges de l'autorité, sous le rapport intellectuel et moral, elle a ouvert la voie de la délivrance à tous les peuples, mais la liberté de l'esprit, la liberté individuelle purement politique n'a été favorable qu'à la délivrance effective de quelques classes privilégiées. La liberté a trop peu fait pour les peuples, pour les masses. Elle a été plutôt un principe de développement pour l'individu, qu'une véritable force populaire. Le principe réellement populaire, le principe démocratique et évangélique, c'est le principe de l'égalité, le principe de la fraternité sociale. Ce principe, qui pour se développer avait besoin de la liberté, comme celle-ci a eu besoin de l'autorité, — car ils émanent tous deux d'une même source logique, idéale, — c'est le principe qui fermera la carrière révolutionnaire des peuples, et qui cepen-

dant rendra nécessaire la révolution la plus radicale, la plus universelle qui jamais ait eu lieu dans l'histoire.

Après le triomphe du principe d'égalité, la conciliation dialectique du principe d'autorité, et du principe de liberté qui ne sont que les deux faces d'un même principe fini, du principe individuel, aura lieu nécessairement non par l'accord de la liberté et de l'autorité, qui ne peut être qu'apparent et fictif tant que l'autorité subsistera et restera séparée et opposée à la liberté, mais par l'influence et la prépondérance du principe d'égalité qui, faisant disparaître toute différence, tout empire exclusif de la force, de l'individualité et de la particularité, rendra inutile et impossible toute contradiction, toute lutte, et par conséquent impossible et inutile l'autorité aussi bien que la liberté.

Le grand problème est de déterminer par quelles vicissitudes particulières, par quelles crises, par quelles révolutions historiques et politiques l'Europe entière pourra se constituer un jour, dans les conditions de civilisation et de progrès égalitaire, que je viens d'indiquer. Chaque nation, chaque peuple a sans doute une mission spéciale, un rôle particulier à remplir dans l'histoire, dans la civilisation générale du monde. Mais cette mission spéciale, ce rôle particulier ne peut se prolonger au delà de ce temps, de cette époque où l'influence de toute forme particulière, nationale de la pensée et de l'activité positive de la civilisation européenne, sera arrêtée, rendue impossible par les conditions

générales, absolues des principes et des intérêts qui constituent et caractérisent cette civilisation même. Je sais qu'il y a aujourd'hui beaucoup d'incrédules, beaucoup de gens qui nient, ou plutôt qui ne comprennent pas comment le principe de conciliation, comment le principe d'identité et d'unité pourra régner effectivement tôt ou tard dans le monde. Cela prouve que l'influence des traditions du passé, que la mesquine et fausse éducation du présent, que les préoccupations systématiques qui dominent actuellement l'esprit des peuples modernes, même les plus progressifs, ont encore bien du pouvoir sur les idées et les opinions de la plupart des hommes de notre temps. Les perplexités vagues, l'indifférentisme, le scepticisme pratique sont les conséquences inévitables d'une époque comme celle-ci, où toutes les idées, tous les systèmes, toutes les croyances les plus contradictoires règnent les unes à côté des autres, ayant les mêmes droits à faire valoir leurs prétentions, leur empire prépondérant sur les idées, l'opinion et les croyances des peuples. Le principe de liberté devait nous amener nécessairement à cette phase multiple, complexe, transitoire, où le principe de l'individualité et de la particularité ayant subi les développements les plus étendus, devait ôter au caractère dominant de la société, de la civilisation de l'Europe, toute expression de généralité et d'unité. N'oublions pas cependant que l'idée d'un siècle, d'une époque quelconque touche à la dernière phase de sa prédominance, de sa mission spéciale

et caractéristique, lorsqu'elle arrive à l'apogée de son influence et de son action. Le principe individuel de la liberté, du criticisme, l'analyse négative et dissolvante du dernier siècle, après avoir revendiqué théoriquement les droits de la pensée, de la raison individuelle, après avoir brisé les chaînes de l'autorité et du despotisme, après avoir développé toutes les formes individuelles et particulières, toutes les manifestations subjectives de la vérité, doivent, sans nul doute, disparaître et céder la place au principe d'égalité et de fraternité, au principe de généralité logique et historique, politique et sociale qui s'annonce déjà dans les idées, dans les doctrines les plus avancées, dans les intérêts les plus progressifs de l'Europe actuelle.

La liberté n'est pas, selon moi, un principe positif mais un principe purement négatif. Étant un principe de critique et d'analyse, et non un principe organisateur, une synthèse, sa mission doit finir avec son rôle nécessaire dans la logique et dans l'histoire du monde, qui est celui de combattre et de détrôner le principe d'autorité, le despotisme privé et public sous toutes ses formes. Supposons que demain l'autorité et le despotisme individuels, historiques, aient disparu de la scène vivante de l'Europe politique, pourrions-nous croire que la liberté moderne ne viendrait pas à cesser en même temps d'être un principe, une force prépondérante de la pensée et de l'action publique des peuples? En un mot, la liberté n'est quelque chose que par l'autorité qui lui est ennemie et qu'elle doit combattre. Je dirai plus; la liberté

n'est qu'une forme, qu'une manifestation plus large, plus étendue du même principe qui constitue l'autorité, c'est-à-dire du principe individuel, avec cette différence, que l'autorité resserre ce principe dans une minorité privilégiée, tandis que la liberté l'étend indistinctement à tous les hommes. Et comme la liberté est la généralisation du principe individuel, il s'ensuit que la base historique sur laquelle repose tout principe d'autorité, devait être détruite nécessairement par la liberté même qui nie la forme particulière du principe individuel qui est l'histoire, au profit de la forme générale du même principe qui est l'humanité.

Tels sont les véritables caractères du principe d'autorité et du principe de liberté. Toutes les théories, tous les systèmes qui veulent faire de l'autorité et de la liberté deux principes, deux idées positives, absolues, de la logique et de l'histoire, méconnaissent suivant moi les vrais principes, les vrais caractères de la logique et de l'histoire.

Mais si ces vérités sont connues et démontrées à l'état de théorie, dans la réalité des faits et des intérêts pratiques du mouvement européen, elles sont encore bien loin d'être appliquées d'une manière positive et évidente. Nous avons dit que le principe de liberté, considéré théoriquement, approche du terme de sa carrière dans la civilisation de l'Europe moderne, mais dans l'existence civile, dans la politique pratique de quelques peuples de l'Europe, nous voyons encore le principe d'autorité dans la religion, dans l'État, régner souvent en maître et ré-

sister de toutes ses forces au principe de liberté qui domine chez d'autres peuples, sans qu'il puisse pénétrer là où son action, son influence seraient si nécessaires à la destruction, à l'anéantissement du principe qui lui est contraire, du principe d'autorité.

La raison de ce fait est facile à comprendre lorsqu'on réfléchit, que même dans les États libres de l'Europe, même dans ces États où la liberté domine réellement les idées et les intérêts du pays, le principe d'autorité, bien qu'affaibli et vaincu en tant que principe, n'est pas encore complétement effacé dans les conséquences, dans l'action pratique et effective des idées, des intérêts et du pouvoir. Si l'autorité est vaincue en tant que principe dans tous les États de l'Europe, si elle ne règne plus seule et despotique sur les intérêts moraux et matériels des peuples, il faut pourtant reconnaître que, malgré cela, elle vit encore; que si enfin elle est vaincue en tant que principe, en fait elle n'est que limitée.

Le système politique qui exprime et représente cette limitation de l'autorité par la liberté dans la forme pratique du gouvernement et du pouvoir politique d'un État, c'est la monarchie représentative ou constitutionnelle.

La monarchie représentative ou constitutionnelle est la forme politique intermédiaire, la forme politique de transition entre l'autorité absolue et la liberté absolue. Les États constitutionnels de l'Europe se distinguent et diffèrent entre eux de valeur et d'importance d'après le plus ou moins de satisfaction ac-

cordée dans leurs lois fondamentales ou principe de liberté, ou au principe qui lui est contraire, ou principe d'autorité. S'il m'était permis d'établir maintenant un examen comparatif des diverses constitutions politiques qui régissent les monarchies représentatives de l'Europe, je montrerais que la puissance, que la prépondérance des États libéraux peut jusqu'à un certain point se mesurer par le plus ou moins de puissance, de prépondérance, qui a été effectivement donnée au principe libéral dans ces mêmes États. On verrait que là où la base historique du droit et du pouvoir a été le plus respectée, là le principe d'autorité a eu constamment le dessus sur le principe de liberté. De même, si on voulait d'une manière absolue déterminer quel est aujourd'hui, dans le système des gouvernements libres et constitutionnels de l'Europe, le pays le plus progressif par les principes constitutifs de son organisation politique, il faudrait assurément déclarer que c'est la France, qui est sans doute le pays libéral, l'État constitutionnel le plus avancé de l'Europe : car c'est la France qui, comme je l'ai dit plusieurs fois, exprime et représente la formule logique et historique le plus progressive, le plus démocratique de la liberté et de la civilisation européenne ; c'est la France qui a su moralement et politiquement s'affranchir le plus des liens matériels de l'idée traditionnelle, et du droit historique, et qui, par conséquent, doit être la première, tôt ou tard, à s'en délivrer complètement.

Il y a, je le sais, des partis en France qui, remplis d'illusions, travaillent à des chimères, à des

utopies irréalisables, croient que la nation pourra sortir un jour des incertitudes, des ambiguïtés, des incohérences qui l'agitent, la tourmentent et l'affaiblissent depuis quelque temps, en se rattachant de nouveau à la base historique de ses institutions, de ses droits. Des hommes de talent, des patriotes sincères s'obstinent à croire que la France ne pourra concilier l'ordre avec la liberté qu'en acceptant de nouveau une plus grande influence, une plus grande prépondérance du principe d'autorité. A ce parti appartient la fraction la plus éclairée et la plus progressive du parti catholique et du parti monarchique ou royaliste.

Je respecte en général toutes les opinions, je tiens compte des bonnes intentions de tous les partis, mais lorsqu'il s'agit des opinions et des partis en France, je suis fermement convaincu que tous ceux qui espèrent pouvoir *sauver la France*, avec l'autorité catholique et le pouvoir monarchique, sont à l'heure qu'il est à une bien grande distance de la réalité, de la vérité des choses. Ils ne se doutent pas que les peuples, que les États de l'Europe actuelle ne peuvent plus reculer, et que, s'il est vrai que nous sommes encore bien loin de pouvoir réaliser cet avenir tant désiré, nous sommes bien plus loin encore de pouvoir refaire ou ressusciter le passé.

Quand le gouvernement constitutionnel de 1830 en France subira, par la force des événements et des idées, une réforme radicale, ce ne sera pas une seconde restauration qui sortira de cette œuvre grande et féconde. Le gouvernement de Juillet et la nou-

velle monarchie qui le représente, ont rendu à jamais impossible une autre restauration. Je crois même que le plus grand rôle politique de la monarchie de Juillet est celui d'avoir éloigné à jamais toute chance de retour des Bourbons en France avec tout leur cortége de vieilles autorités et de vieilles formes historiques, avec tout ce qui tient, en un mot, à ce passé que les deux révolutions de 1789 et de 1830 ont entièrement démoli en fait et en principe. Il ne faut donc pas donner une trop grande importance à l'influence que paraissent avoir de nos jours, en France, les hommes et les choses du passé, ni croire à l'application possible de certaines doctrines à double face qui prêchent comme inconciliables l'ordre et la liberté en France et en Europe, sans revenir, dans une certaine mesure, au principe historique de l'autorité et du droit. On peut regretter sans doute que la liberté et l'ordre ne soient pas, dans la société française, fixés sur des bases plus solides et plus réelles; on doit s'attendre à voir des nouvelles crises politiques venir bouleverser de nouveau la France; mais gardons-nous bien de croire qu'une nouvelle révolution en France puisse avoir lieu au profit de l'autorité et des intérêts monarchiques, de l'autorité et des intérêts du passé.

La société française ne peut pas exister longtemps, je l'avoue, telle qu'elle est aujourd'hui. Des abus, des vices, des maux profonds la dévorent; de grands dangers la menacent, des grandes épreuves l'attendent encore. Mais, quoi qu'il arrive, ce ne sera ni le principe d'autorité, ni le principe monarchique

qui pourra sauver la France. Son avenir n'est plus dans les mains de quelques hommes, de quelques partis, ni dans quelques principes, dans quelques intérêts contradictoires. L'avenir de la nation française, de sa liberté, de sa grandeur, de sa puissance, est dans l'opinion, dans les idées, dans les intérêts généraux de la nation, de la démocratie, du peuple.

Seize ans de paix ont appris de grandes choses aux Français de toutes les classes, de tous les partis. Tous les vices, tous les abus du système sont connus et jugés. Tous sont d'accord aujourd'hui, en France, pour se dire que le gouvernement constitutionnel n'est, ne peut être pour la nation française, qu'un gouvernement de transition; car l'élément vraiment fort, vraiment prépondérant de la société française, c'est le peuple, et, dans le système de Juillet, le peuple n'est rien, ou presque rien. Or, ce qui fait la faiblesse, l'état incertain, précaire du gouvernement de Juillet, c'est qu'il ne satisfait pas assez à la mission, au rôle que la France, que le peuple français est destiné à remplir non-seulement au dedans vis-à-vis du pays, mais au dehors, en face des idées, des besoins, des intérêts généraux de l'Europe et du monde.

Et, comme tout se tient, tout s'enchaîne dans le mouvement des idées et des intérêts européens; comme tout ce qui se fait, tout ce qui se passe en France agit par contre-coup sur tous les autres États de l'Europe, et comme aussi, sans nul doute, la France est poussée dans une voie qui l'obligera tôt ou tard à sortir de la situation qu'elle s'est faite depuis seize

ans, il importe de se rendre compte des circonstances par lesquelles la France pourrait reprendre en Europe son rôle révolutionnaire, son rôle de propagande armée. Quoi qu'on en dise, il est prouvé que la France a marché presque toujours seule dans le monde depuis 1789; et, de la même manière qu'elle y a marché seule par le passé, et qu'elle y a pu faire, malgré son isolement, de si nobles et si grandes choses, je n'hésite pas à croire que si, par hasard, elle était forcée de continuer seule encore son grand rôle de puissance civilisatrice, de puissance propagandiste, de puissance démocratique, les rois et les gouvernements de l'Europe seraient assurément contre elle, mais qu'elle aurait probablement en sa faveur tous les peuples.

Jusqu'ici les intérêts des peuples ont toujours été liés plus ou moins étroitement aux intérêts des rois et des classes privilégiées de la société. La lutte a eu lieu entre l'autorité et la liberté, et, même lorsque celle-ci est restée victorieuse de l'autre, elle n'a profité effectivement qu'à quelques classes privilégiées de la société. C'était d'ailleurs la marche naturelle du progrès logique et historique du monde, et ce ne pouvait être autrement; car, je le répète, l'autorité doit être vaincue par son principe contradictoire, par la liberté; mais, pour que la contradiction soit détruite réellement, il ne suffit pas que les deux principes, que les deux pouvoirs, l'autorité et la liberté, se posent l'un contre l'autre, en exerçant mutuellement une influence de limitation. Il ne suffit pas que l'autorité limite la liberté, et celle-ci, l'au-

torité, ce qui est le gouvernement représentatif, la monarchie constitutionnelle. Pour que la contradiction cesse véritablement, il faut que le mouvement conciliateur, que la synthèse dialectique soit rendue réelle et positive par un autre principe qui puisse concilier et unir les deux termes opposés de l'autorité et de la liberté, en les annulant. Ce troisième principe, c'est l'égalité, c'est la fraternité des peuples, c'est la démocratie moderne.

Et, ici, qu'on me permette quelques courtes explications.

La forme démocratique que doit assumer un peu plus tôt un peu plus tard la société française, et, par celle-ci, la société européenne, ce n'est pas la république, le gouvernement républicain, comme on l'entendait en 1793. J'ai indiqué plus haut cette différence dans un autre chapitre; j'ai expliqué pourquoi la démocratie nouvelle, sans se laisser aller à des rêves, à des utopies, doit sortir naturellement des principes et des institutions qui dominent la monarchie constitutionnelle, les gouvernements libéraux de notre époque. J'ai montré, ce me semble, que le vice radical de 93, de la république française, ce fut de croire que le mécanisme gouvernemental, que la forme du pouvoir pourraient suffire à créer une véritable démocratie, une société politique où la liberté et l'égalité régneraient seules en souveraines absolues. La république française impuissante à dominer les conditions de son siècle et les circonstances qui l'avaient produite, ne pouvait aboutir qu'à une œuvre dangereuse et impossible, sans base

Digitized by Google

dans l'histoire, et sans point d'appui dans la pensée, dans la raison, dans la science. La république, comme tous les libéraux du XVIIIe siècle l'entendaient, voulait fonder la liberté, l'égalité sur des éléments moraux qui n'appartenaient plus à son temps, sur des principes purement finis et individuels, sur la volonté et sur le sentiment, c'est-à-dire sur la vertu. Et comme dans une époque aussi peu éclairée, aussi vicieuse et aussi corrompue, il n'était pas possible de ressusciter la vertu, la morale de l'antiquité, la vertu et la morale de Sparte ou de Rome, ni de s'appuyer sur les droits libres de la pensée, de la raison, de la science, il s'ensuivit que les hommes ne répondant pas aux lois, aux institutions, l'organisation politique et sociale qu'on avait imaginée dut tomber nécessairement devant la réalité vivante des hommes et des choses.

Mais à l'époque où nous sommes, la science politique et sociale, la raison publique des peuples, en général, ont fait de tels progrès, le développement régulier des événements, des intérêts, nous a tellement instruits sur nos droits, sur notre propre destinée, tant de passions, tant de préjugés, tant d'erreurs se sont dissipés par l'influence bienfaisante du temps et de la science, que l'idée de pouvoir organiser une société politique sur les bases logiques et matérielles de la démocratie, est une idée des plus simples, des plus claires, des plus positives.

En effet, que la monarchie soit un principe logique, un principe absolu, personne, j'espère, n'osera l'affirmer. Si, par conséquent, la monarchie n'est

pas un principe logique et absolu, mais un principe purement historique et relatif, il est indubitable que la monarchie ne peut être considérée comme une institution légitime, bonne et utile, qu'en tant qu'elle satisfait à des conditions particulières et relatives d'une société, d'un peuple; qu'en tant qu'elle sert d'autorité, de symbole politique, de force, de frein à des peuples qu'on ne pourrait soumettre par des moyens logiques, par des moyens rationnels, par des idées et des principes. Mais supposons que l'ordre, principal objet de la monarchie, puisse avoir lieu sans que la royauté le représente; supposons que l'autorité, base de la monarchie, soit vaincue dans l'opinion, dans la conscience d'un peuple, par la liberté, et que la royauté soit devenue un élément superflu, et par là hostile à la liberté, à l'ordre et à tous les progrès politiques et sociaux d'une nation, dans ce cas, la royauté qui, au point de vue économique et financier, absorbe d'une manière si peu morale, si peu juste, une si grande part de la richesse publique, de l'argent du peuple, devra-t-elle être reputée également nécessaire à l'ordre, à la prospérité, au progrès, au bonheur des sociétés libres et civilisées?

On me répondra peut-être que la question, assez facile à résoudre en théorie, rencontre, dans la pratique, de nombreuses difficultés. A mon avis, cette objection n'a aucun fondement.

Certes, si on posait la question comme on l'a posée en 1793, en France; si on disait qu'un peuple peut se défaire de son roi, de son souverain, de ses

institutions traditionnelles, parce que sa *volonté* l'exige, alors, sans aucun doute, nous tomberions dans des doctrines fausses, absurdes, immorales, antichrétiennes, indignes de la raison, de la civilisation de notre temps.

Mais le droit que nous accordons à un peuple de se gouverner par soi-même; le droit que nous accordons à la démocratie nouvelle, n'est pas un droit qui ait exclusivement sa source légitime dans la volonté individuelle, dans les passions et les intérêts particuliers d'une majorité quelle qu'elle soit. Non, le droit démocratique, le droit de fonder une société politique sans l'autorité royale, sans institutions monarchiques à aucun degré, nous le faisons reposer avant tout sur la conscience, sur l'opinion, sur la raison générale, publique, objective, pour ainsi dire, d'un peuple, d'une nation. Tant qu'un pays, qu'un peuple n'est pas, et par son passé et par son présent, à la hauteur des idées et des formes démocratiques, ce pays, ce peuple n'est pas digne de posséder la souveraineté pleine et entière de son propre gouvernement. La démocratie nouvelle rejette tout ce qu'il y a d'exclusif, d'individuel, de matériel, dans les démocraties du passé; elle rejette toute lutte, toute contradiction entre l'autorité et la liberté, entre la logique et l'histoire; enfin, elle ne reconnaît d'autre principe, d'autre force, d'autre droit, que le principe, le droit, la force de la raison et de la science, qui sont les deux puissances infinies et pures qui seules peuvent rendre vrai, effectif dans le monde, le droit de la liberté, de l'égalité, de la fraternité des peuples.

Google

C'est encore une illusion de croire que les peuples asservis, opprimés, valent toujours mieux que leurs gouvernements. D'ordinaire, il arrive malheureusement que, lorsqu'une nation, un peuple, se trouve opprimé par son gouvernement, c'est que la nation, que le peuple ne vaut guère plus que le gouvernement lui-même. Car, ne l'oublions pas, les peuples, toutes les fois qu'ils se sentent supérieurs à leurs gouvernements, finissent toujours par les renverser. Ce fait, nous pouvons le vérifier dans l'histoire de beaucoup de gouvernements anciens et modernes; mais dans les gouvernements libres, dans les gouvernements constitutionnels surtout, il arrive parfois que le gouvernement peut être inférieur à la nation, sans que celle-ci éprouve le besoin de le renverser. Dans un pays où la liberté de discussion, la liberté de la presse, la liberté de la tribune règnent, les peuples ont souvent les moyens d'améliorer leurs gouvernements par la force légale et pacifique des idées, ce que ne peuvent pas faire les peuples opprimés et esclaves. Et là où les idées sont souveraines, le droit de la raison publique, le droit des peuples trouvera dans plusieurs cas le moyen de triompher sans que des crises trop violentes se succèdent. Je dirai même que les pays libres ne peuvent jamais avoir des gouvernements entièrement mauvais; entre le gouvernement et la nation, il y aura nécessairement dans les États constitutionnels un certain équilibre de forces et de principes par lequel les intérêts contradictoires du pouvoir seront toujours plus ou moins combattus et limités par les intérêts généraux et conciliateurs des

masses. C'est dans cette lutte, dans cette opposition constante des intérêts exclusifs et des intérêts généraux, du principe individuel et particulier, et du principe général et infini que résident l'utilité et la justice du gouvernement représentatif comme expression mixte et transitoire de l'autorité non encore complétement vaincue, et de la liberté non encore complétement réalisée. C'est aussi par suite de cette lutte, de ce jeu d'idées, de principes, d'intérêts qui se développent avec liberté, et qui se limitent réciproquement avec la même liberté, que le règne absolu de la raison, du droit pur, que le règne absolu des principes et des intérêts réellement conciliateurs, réellement dialectiques, deviendra peu à peu une force vivante effective dans l'ordre politique et social des peuples, par l'action prédominante de l'égalité et de la fraternité démocratique.

Pour détruire toutes les objections qu'on pourrait soulever contre la vérité de ces paroles, il suffit, ce me semble, de faire remarquer un fait très-important, qui peut servir de preuve vivante et matérielle aux idées exposées par moi sur l'avenir démocratique de la société européenne.

Si la base historique du pouvoir en politique est juste et bonne en principe, en droit; si l'autorité, et par conséquent la monarchie, la royauté est également juste et bonne en principe, en droit, comment se fait-il alors que ce principe historique, que ce droit individuel, que vous considérez comme un principe et comme un droit absolu — car tout véritable droit, tout véritable principe est absolu —

aient pu être amoindris, limités par des droits et des principes contraires, par le principe de la raison et par le droit de la liberté, qui prétendent être également des droits, des principes absolus? Ce n'est pas tout : si l'autorité, si le principe historique du pouvoir, si la monarchie, si le royauté, sont des principes, des droits absolus, ils ne peuvent être amoindris, niés en partie, sans être détruits entièrement; car tout ce qui est vrai et absolu en soi ne souffre pas de restriction, de limitation à aucun degré. Or, je vois que l'autorité, que le droit monarchique s'est laissé limiter par un droit qui lui est contraire, par le droit de la raison individuelle, par le droit de la liberté; je vois que les rois, les souverains, ont abdiqué une partie de leur pouvoir en faveur des peuples; qu'ils ont approuvé tacitement par ce fait la négation de leur principe essentiel, de leur droit fondamental, comme principe et droit absolu. Qu'est-ce qu'il est résulté de cette transaction entre l'autorité et la liberté, entre la royauté et le peuple? Il en est résulté la négation absolue de l'autorité et de la liberté en tant que principes et droits absolus; il en est résulté, comme je l'ai dit déjà, que la liberté et l'autorité ont reconnu ne constituer ni l'une ni l'autre un véritable principe, un véritable droit absolu, et que, par conséquent, la théorie, la science doit les considérer uniquement comme deux manifestations individuelles et particulières, comme deux formes passagères et relatives d'un principe général et absolu que l'histoire ne possède pas, que la pensée, que la raison individuelle ne peut contenir, que la ma-

nifestation collective d'un peuple, d'une nation particulière ne peut représenter et qui ne peut se retrouver réel, effectif, vivant, que dans les développements futurs de la pensée et de l'histoire de l'humanité, que dans la forme concrète, générale, une et absolue, dans la forme populaire et évangélique de la vie politique et sociale des peuples, c'est-à-dire dans la réalisation positive des principes d'égalité et de fraternité démocratique.

La science, la civilisation de notre époque est entrée déjà abstraitement, théoriquement, dans cette ère de l'absolu, de l'infini, dans cette ère dialectique, dans ce mouvement de conciliation, d'identité, d'unité, que le monde à venir doit graduellement, progressivement effectuer dans la réalité vivante et positive de l'histoire. Le principe de l'infini et de l'absolu, qui est la science, qui est le droit abstrait, théorique des sociétés libérales, doit trouver sa forme infinie et absolue dans l'histoire, dans l'existence pratique de tous les droits, de tous les intérêts des peuples. Cette forme infinie et absolue du principe scientifique, du principe logique et politique, c'est la démocratie telle que nous l'avons déterminée et caractérisée plus haut.

Depuis le XVIe siècle, le principe de l'absolu, le principe de l'infini s'est manifesté dans le monde sous la double forme de l'idéal et du sensible, dans la science de la pensée, et dans la science de la nature. A toutes les époques de l'histoire, le monde moral, et le monde matériel, la science des causes, des principes, et la science des phénomènes, des faits, se sont développés sous l'influence du même

principe générateur, et ont répondu sous des formes diverses à une même idée, à une même conception de la vérité.

Lorsque, au XVIe siècle, l'œuvre des réformateurs du siècle précédent fut rendue complète par Luther et ses successeurs, la première manifestation du principe de l'absolu, de l'infini, du principe de la science, venait d'avoir lieu dans l'esprit de l'humanité, en présence des dernières manifestations, du dernier développement, du principe fini, sensible, relatif, particulier, de la religion et de l'art. Ce principe avait été représenté par toutes les formes logiques, individuelles et historiques de l'Europe au moyen âge, et spécialement par le génie de la nation qui le résume au plus haut degré, par l'Italie catholique, papale, municipale et artistique.

A l'époque de la réforme, le principe initiateur de la grande révolution logique et historique ne dépassait pas encore le monde des anciennes idées et des anciens principes. La lutte des deux principes, des deux mondes opposés n'était, au commencement, ni philosophique, ni politique; elle était purement religieuse. C'est sur le terrain de la théologie et de la tradition biblique que Luther essaya de combattre l'autorité du principe catholique et la suprématie de Rome papale. C'est par là, en effet, que le mouvement libéral, que le mouvement révolutionnaire devait logiquement commencer. Plus tard, la lutte devint à la fois religieuse et politique, car il fallait combattre la base historique de l'ancien monde, le principe de l'autorité traditionnelle, sous la forme

spirituelle et sous la forme temporelle, dans le pape et dans l'empereur. En effet, l'Allemagne protestante attaqua le principe d'autorité, et sous la forme papale et sous la forme impériale.

Pendant que le principe réformateur proclamait que le principe catholique n'était que la manifestation sensible, extérieure, finie de la vérité, et que l'esprit humain avait, dans son essence intérieure, dans sa propre nature humaine, le principe autonomique de la vérité et de la science, le principe absolu, infini de l'être, la réforme s'élevait à une mission dont elle n'a eu conscience que plus tard, à une mission tout à la fois de rénovation philosophique, politique et sociale du monde. La réforme créa sans s'en apercevoir le principe logique de l'absolu, le principe qui enseigne que la vérité n'est ni dans l'histoire ni dans des individus particuliers, mais dans chaque individu indisunctement, ce qui veut dire dans l'humanité générale. Par conséquent, le principe de la connaissance, le principe de la vérité absolue et infinie se trouvant dans tout homme, devait, par le temps et progressivement, se trouver dans l'humanité tout entière. C'était, comme on voit, poser la première pierre de l'édifice politique et social de la liberté et de l'égalité des peuples. Car, si la vérité appartient à chacun par sa propre nature, par sa propre raison individuelle ; si chaque individu peut acquérir par le progrès, par la civilisation, la même valeur morale, pourquoi y aurait-il toujours des hommes ayant le droit d'imposer des croyances, des idées à ceux qui ne vou-

draient pas les accepter? Pourquoi y aurait-il toujours des classes privilégiées par le hasard, par l'hérédité, par la naissance, par la tradition, qui domineraient les autres? Pourquoi, enfin, une minorité quelconque aurait-elle le droit à perpétuité de jouir des biens dont la majorité serait privée[1]?

Telles ont été les déductions qu'on a tirées plus tard des prémisses posées par Luther et la réforme. Ainsi, la réforme ne contenait point seulement un principe de démolition logique et historique, mais aussi le germe de tous les développements possibles des doctrines philosophiques et politiques qui devaient, à une époque donnée, réorganiser sur de nouvelles bases l'édifice intellectuel et matériel du monde. La doctrine de Descartes, les philosophes, les publicistes français du XVIIIe siècle, et la grande idée de la révolution de 1789, sont autant de développements logiques et historiques du principe de la réforme.

Le XIXe siècle, avec ses grands principes philosophiques, avec ses grandes conquêtes scientifiques, avec ses institutions libres, avec tous ses instruments de civilisation, de progrès pratique, effectif, nous montre indubitablement que le principe de l'absolu, le principe de la science commence à s'in-

[1] Turgot a dit : « Les droits des hommes réunis en société ne sont point fondés sur leurs annales, mais sur leur nature. »

C'est le principe de Luther et de Descartes : le principe de l'absolu, considéré subjectivement dans la pensée, dans la raison humaine, et posé comme point de départ de la science, du droit absolu des sociétés modernes.

carner effectivement dans la vie politique et sociale des peuples, et que, ainsi que la réforme l'avait dit, tous les hommes ont, au fond, la même valeur morale, la même puissance de progrès et de perfectionnement, et par conséquent les mêmes droits à représenter et à exprimer positivement, pratiquement le vrai et le bien, les idées et les intérêts qui sont les deux faces intérieure et extérieure de l absolu dans le monde.

N oublions pas non plus, que comme du principe de la réforme est né le principe absolu de la pensée, de la science, dans l'ordre des vérités générales et infinies, c'est également de la réforme, c'est-à-dire du droit d'examen individuel, du droit de la raison subjective, qu'est né le principe absolu de la pensée, de la science, dans l'ordre des vérités sensibles, finies et phénoménales. Galilée, Descartes, et plus tard Newton, Képler, et tous ceux qui ont découvert, au moyen des calculs abstraits et de l'observation rationnelle du monde physique, le secret des lois mécaniques de l'univers, doivent l'idée fondamentale de leurs grandes théories, de leurs grandes découvertes, à cette même cause, à cette même manifestation des lois absolues de la pensée, qui rendit nécessaire la grande révolution religieuse au XVIe siècle, et la grande rénovation scientifique aux XVIIe et XVIIIe. Cette même cause, cette même manifestation qui révolutionna le monde des idées et des vérités générales, et le monde des idées et des vérités spéciales, c'est le principe de l'absolu, le principe de la

science, qui est l'expression caractéristique et dominante de la liberté et de la civilisation moderne.

Les pays, les peuples qui n'ont pas pris part jusqu'ici à ce double mouvement rénovateur, tous les vieux peuples du midi de l'Europe surtout, qui ont joué un grand rôle dans l'histoire pour avoir développé et représenté les manifestations sensibles, finies, particulières, individuelles, relatives de l'absolu sous la forme de la religion, de l'art ou du caractère particulier d'une nation, d'une race, paraissent peu propres à prendre part aux manifestations de l'absolu dans l'histoire sous la forme intérieure, générale, infinie de la pensée, de la raison, de la science, sous la forme d'égalité, de fraternité universelle, qui exclut la prédominance du génie particulier, du caractère local des peuples, et par conséquent la prépondérance historique et politique du principe des nationalités ou du principe des races.

Le principe de la force et de l'unité des peuples modernes ne peut plus être le principe conquérant, le principe de la domination maternelle d'un peuple, d'une nation sur les autres, qui était le droit politique du monde païen, ni le principe de la suprématie historique et traditionnelle de la papauté et de l'Empire au moyen âge, ni enfin le principe des nationalités ou celui des races, qui n'a constitué qu'un droit relatif, passager dans l'histoire moderne, et qui ne peut assumer la force et l'autorité d'un véritable principe. Car le prétendu principe des nationalités ou des races, je le répète encore, n'est qu'un principe purement historique. La nationalité, en face du principe logique

et scientifique qui a prouvé que le droit n'est pas dans l'histoire mais dans la pensée ou dans la nature de l'homme, comme on disait dans le siècle passé, ne peut constituer par elle seule un droit, un principe politique absolu. Une nation, une race, en tant que particularité historique ou naturelle, est donc insuffisante de notre temps à constituer le principe de l'unité et de la puissance politique. Le droit des nationalités, le droit des races doit être respecté le plus possible, car lorsqu'il exprime véritablement une manifestation progressive de la raison et de la vérité absolue dans l'histoire, il est en effet par cela une véritable puissance; mais si une nationalité, si une race particulière prétendait faire valoir des droits politiques qui ne seraient basés que sur des souvenirs, que sur des traditions historiques effacées de la scène active et vivante du présent; si cette base historique sur laquelle une nation particulière prétendait fonder ses droits, son unité politique était en contradiction avec les idées, les besoins, les intérêts des autres peuples, qui représentent réellement le mouvement logique et scientifique, le mouvement absolu de tous les intérêts, de toutes les idées, de tous les principes de la civilisation moderne, dans ce cas, je n'hésite pas à déclarer que le droit purement historique d'une nation spéciale en opposition aux droits généraux de la pensée et de la science moderne, des droits et des principes de liberté, d'égalité, de fraternité qui caractérisent les tendances générales des sociétés libres et progressives du siècle, ne pourrait avec raison et avec justice avoir de nos jours aucune valeur légitime. Le

principe historique de la vérité, de la raison et du droit est ennemi du principe logique et scientifique qui a créé la civilisation, la société absolue et générale, sur la ruine de toutes les formes relatives et particulières de l'histoire et de la vie politique des peuples.

Quant au principe des races, c'est à peu près la même chose. Le principe des races n'est pas plus un véritable principe que celui des nationalités. Car une race peut aussi bien être utile que funeste, aussi bien favorable qu'hostile au principe logique et scientifique des sociétés modernes, qui n'accorde d'autre droit aux peuples que celui de leur propre valeur intellectuelle et matérielle, indépendamment de leur origine, de leur passé, de leur histoire et de leur race.

J'ai cru nécessaire d'insister de nouveau sur ces importantes vérités, car je pense que mon pays a grand besoin de ne pas les oublier.

Je dirai ensuite que l'idée de l'unité italienne, telle que M. Gioberti, M. Balbo, M. d'Azeglio, M. Durando et tant d'autres l'entendent, est une idée impossible. Vouloir refaire l'Italie une, indépendante et libre sur un principe naturel ou historique, sur le principe de races, sur celui des nationalités, ou de la configuration géographique ou stratégique du pays, ce sont, je l'avoue, des utopies ingénieuses, des beaux rêves de poète ou d'artiste; mais devant la raison, la science positive du siècle, toutes les utopies patriotiques, tous les beaux rêves de nos poètes et de nos artistes politiques ne peuvent satisfaire à

aucun des intérêts pratiques, des besoins réels de l'époque.

De même, tout en formant les vœux les plus ardents pour qu'une occasion favorable se présente d'amener l'expulsion des Autrichiens de ma chère patrie, je ne crois pas cependant que cet heureux événement suffirait pour rendre à l'Italie son indépendance, son unité, sa force politique dans le mouvement général des idées et des intérêts de l'Europe. Une nation, remarquons-le bien, n'est plus une, grande et forte aujourd'hui par sa force et son unité matérielle, ni par son génie individuel, ou par son caractère particulier, comme cela s'est vu pendant le moyen âge et après jusqu'au XVIIIe siècle. une nation ne peut être forte et grande au XIXe siècle qu'en tant que ses idées et ses intérêts particuliers peuvent servir à l'activité générale et progressive des idées et des intérêts de toute l'Europe. Il ne suffit plus de nos jours d'avoir une place sur la carte politique du monde. Ce qui importe, c'est de savoir quelle est la place qu'on occupe, quelle formule intellectuelle et sociale on exprime dans le grand livre de la pensée et de l'histoire de l'humanité. Car je le répète encore avec un profond sentiment de douleur, si dans la nation italienne en tant que nation, en tant qu'expression particulière du mouvement progressif de l'idée et de l'action dans le monde, existaient encore des forces véritables, des germes de vie et d'avenir, depuis longtemps les Autrichiens auraient été expulsés du pays qu'ils exploitent si durement depuis plus d'un siècle. Nous tous, Italiens, nous sommes ca-

claves des étrangers, par la raison que nous n'avons pu être autrement, par la raison que les idées, les principes, les forces libres de la pensée, de la raison, nous ont toujours manqué pour nous unir et nous entendre dans une œuvre commune de délivrance et de résurrection intellectuelle et politique. Les chaînes de l'Italie, il me coûte bien de le dire, ne sont pas seulement dans les armées de l'Autriche, nos ennemis, nos oppresseurs, sont avant tout les passions, les préjugés, les vieilles idées traditionnelles qui sont enracinées dans nos villes, dans nos provinces, gouvernées depuis des siècles par les ennemis de la pensée et de la liberté, par les ennemis de la raison, du progrès, de la science, par tous ceux qui ne croient ni à la valeur morale des hommes, ni aux promesses du Christ, ni aux destinées futures du genre humain. L'individualisme et l'autorité sont par conséquent les plus cruels tyrans de la pauvre Italie. C'est le culte des faits, c'est l'athéisme des vrais principes qui rongent ce beau pays, qui dégradent et flétrissent ces populations si sensibles, si grandes par la foi, si nobles, si belles par la poésie et par l'amour.

Quoi! on crie en Italie contre l'étranger qui nous domine brutalement; on demande aux gouvernements, des réformes, des garanties politiques; on parle de rendre le peuple instruit, de corriger les abus, de guérir les maux qui nous tuent lentement depuis des siècles, on demande des institutions, des lois, des armées; on aspire à l'indépendance, on travaille à l'accomplissement de réformes administratives, d'améliorations matérielles; on s'ef-

force de réparer l'organisme extérieur du corps social; mais personne ne songe à la vie intérieure, à la vie de l'âme et de la pensée, aux principes purs et abstraits de toute vérité, de tout droit, de toute raison. On prétend refaire la nation, sans réformer la vieille individualité italienne; on prétend émanciper la vie politique, la vie extérieure, la vie sociale, sans délivrer d'avance l'âme et la pensée des individus et des peuples; on demande enfin l'indépendance et la liberté de l'Italie, l'indépendance et la liberté nationale, sans avoir rien fait encore pour affranchir l'intelligence, la raison individuelle, du joug matériel de l'autorité et de la force, du joug matériel des mœurs, des idées, des traditions d'un passé éteint, mort à jamais.

Voilà pourquoi les populations, les masses en Italie demeurent impuissantes à acquérir aucun véritable sentiment d'indépendance, de liberté individuelle, seule force capable d'amener plus tard une nation à l'indépendance et à la liberté politique et sociale.

L'Italie est, quoi qu'on dise, le seul pays de l'Europe centrale qui soit resté en arrière de tous les progrès, de tout le mouvement logique et historique de la vie moderne. L'Autriche même est, sous ce rapport, supérieure à l'Italie, car l'Autriche fait partie de la Confédération Germanique, et parle la même langue qu'ont parlé les plus libres penseurs de l'Europe moderne, Luther, Kant, Schiller, Goethe, Schelling et Hegel. De là il s'ensuit qu'en Autriche les hommes instruits et éclairés sont dans le fond de

leur esprit beaucoup plus avancés, beaucoup plus indépendants, beaucoup plus dans le progrès peut-être que la plupart des hommes éclairés et instruits de l'Italie. Pour être dans le progrès, pour être libre intellectuellement, il ne suffit pas d'être instruit, d'avoir de l'érudition, des connaissances variées et étendues. Il faut pour être libre moralement, pour marcher dans le progrès, être en possession de certains principes, de certaines idées capitales, d'une certaine logique libérale, scientifique que les Italiens, à quelques exceptions près, ne possèdent nullement. Il doit paraître étrange que dans un pays comme l'Italie, où la plupart des livres français, anglais, allemands pénètrent et sont à la portée de beaucoup de monde, la majorité des esprits d'élite n'ait jamais senti le besoin d'étudier à fond des doctrines qui agitent et passionnent tant de nobles cœurs, tant de fortes intelligences et en Angleterre, et en Allemagne, et en France, et en d'autres pays de l'Europe. Il n'y a pas de pays où les idées philosophiques et politiques de l'Allemagne et de la France aient eu aussi peu de succès qu'en Italie. Ceux même qui ont essayé de les étudier à fond, s'en sont tous dégoûté bien vite. Il paraît que réellement, dans le génie italien, il y a une aversion instinctive pour tout ce qui se détache de la vieille logique païenne et scolastique, pour tout ce qui constitue la science pure et abstraite de la pensée moderne.

Le génie de la spéculation en Italie révèle presque toujours plutôt la forme de l'art que celle de la science proprement dite. Il y a dans les livres de nos phi-

losophes contemporains beaucoup plus d'imagination et d'éloquence que de véritable puissance spéculative. M. Rosmini, M. Gioberti, M. Mamiani, par exemple, sont des érudits, des savants, des écrivains distingués; mais je ne crois pas qu'au point de vue de la science moderne, qu'au point de vue de la pensée pure et libre, ils puissent être considérés comme de véritables penseurs, comme de véritables philosophes. Dans leurs livres, on rencontre beaucoup d'idées spéciales, beaucoup d'érudition, beaucoup de faits particuliers, un grand luxe de forme, un style riche et élégant, un grand sentiment poétique et artistique de l'antiquité; mais on y chercherait vainement la logique pure, la raison abstraite, scientifique, la démonstration rationnelle des principes, en un mot, *cette pensée moderne qui se pense elle-même*, comme disent les Hégéliens, et qui fait le fond, la base essentielle, caractéristique de la spéculation libre, de la science moderne, de la science absolue.

On a pu voir aussi, par ce que j'ai dit dans d'autres chapitres, que nos philosophes italiens contemporains appartiennent tous plus ou moins à la doctrine catholique, et que, par conséquent, soit en philosophie, soit en politique, ils admettent le principe traditionnel, le principe historique, le principe d'autorité, comme le point de départ, comme la base de toute vérité, de toute certitude, de toute croyance. Cela suffit pour faire comprendre qu'entre le mouvement philosophique et politique de l'Italie actuelle et le mouvement philosophique et politique

de la France, de l'Allemagne et de tous les autres pays libres de l'Europe, il n'y a aucun point de contact, aucun point de rapprochement possible; car il serait absurde de supposer qu'on pût être catholique en philosophie, et libéral en politique; qu'on pût concevoir l'être absolu, le principe de la vérité absolue et infinie, sous la forme particulière, individuelle, finie du principe d'autorité, et admettre en même temps le principe contraire, le principe qui voit dans la raison subjective, dans la pensée, l'essence de la vérité, la détermination de l'absolu, c'est-à-dire le principe de liberté.

Soyons donc persuadés qu'en Italie, malgré l'influence des idées françaises, malgré la propagande libérale de certaine partie, malgré le génie éminemment progressif de certaines individualités d'élite, l'opinion, les sentiments de la nation en général sont entièrement en dehors des convictions, des tendances qui agitent et travaillent les peuples vivants, les peuples progressifs, les peuples libres de l'Europe.

L'influence du clergé catholique, encore toute-puissante sur les classes inférieures des populations italiennes, la détestable philosophie des écoles, le manque absolu de liberté de discussion dans la presse, et cette persécution acharnée, cette hostilité persévérante de tous les gouvernements de l'Italie contre les développements de la pensée, et l'activité spéculative des esprits en général, sont et ont été jusqu'ici autant de causes différentes qui ont influé peut-être au même degré sur l'affaiblissement, sur la déca-

dence, sur la servitude de la pensée, de la philosophie italienne.

D'ailleurs on conçoit facilement que là où le principe d'autorité domine dans la religion, dans la politique, dans les institutions, dans les mœurs; là où rien n'est permis légalement pour l'attaquer, pour le combattre, pour le déraciner de l'âme, de l'intelligence, de la vie privée et publique d'un peuple, là aussi, tout principe, toute idée de liberté doit trouver naturellement dans les traditions, dans les préjugés, dans le servilisme des masses, une profonde et invincible répugnance.

Cette partie de l'Europe occidentale qui, par sa race, par ses origines historiques, a hérité le plus de l'esprit, du caractère, des mœurs du monde romain est justement celle où le catholicisme a dominé avec plus de force, avec plus de succès que partout ailleurs. Je crois, et je l'ai dit déjà, qu'il existe un certain rapport entre la race de ces peuples qui ont joué un grand rôle dans l'histoire de la Grèce et de Rome antiques, et les peuples qui, au moyen âge et dans les temps modernes, ont représenté la dernière formule logique et historique de l'antiquité, et en même temps les premiers germes, les premières manifestations de la société, de la civilisation moderne.

Le catholicisme, qui n'est, suivant moi, que la formule classique, artistique du christianisme, a reproduit et développé sous une forme plus parfaite, plus pure, plus élevée, le principe sensible et spéculatif de la société gréco-romaine. L'Église catholique, sa

Google

théologie, sa doctrine, son culte, sa liturgie, l'autorité spirituelle et temporelle du pape et du clergé en général, ne sont, en grande partie, qu'une reproduction de la religion, de la philosophie, des institutions du droit et de l'art de la Grèce et de Rome. Au fond, c'est toujours le principe traditionnel et historique qui est la base du droit privé et du droit social, c'est toujours l'idée que l'homme n'a pas de valeur par lui-même en tant qu'expression subjective, individuelle de l'absolu, mais uniquement par le signe, par le fait extérieur, objectif, qui lui accorde une valeur religieuse, morale ou civile. N'oublions pas que l'antiquité ne comprit jamais que l'absolu était subjectif dans sa forme relative et historique, et objectif dans sa forme idéale et absolue; que l'antiquité grecque et italique fut incapable de concevoir philosophiquement la détermination de l'être absolu, de concevoir Dieu, non-seulement comme spiritualité générale, mais comme pensée. Dieu fut pour l'antiquité une force particulière, une individualité, ou une forme purement subjective de la raison, comme l'idée de Platon; il ne fut jamais l'essence unique, universelle, concrète et abstraite, subjective et objective à la fois, de la vie, de la pensée, de l'humanité et du monde. La philosophie italique et la philosophie grecque manquèrent donc de la véritable conception de l'absolu, leurs systèmes furent incapables de s'élever à l'idée déterminée de l'être, car, au fond, la spéculation antique, quoiqu'elle eût au le sentiment, l'idée de l'infini, de l'absolu, ne put jamais en avoir la conception, la pensée déterminée.

Le fini, l'individuel, le particulier, la forme, le phénomène, le monde abstrait, individuel et sensible, l'absorbèrent complétement. La vraie méthode de la logique absolue, la vraie méthode scientifique lui fut inconnue. Les anciens ont découvert beaucoup de vérités spéciales, finies, élémentaires; mais la vérité une et absolue, le principe unique de toute science, de toute action, resta une grande énigme pour tous les philosophes païens.

Au moyen âge, deux forces nouvelles avaient pénétré dans les peuples. l'amour chrétien et l'individualisme germanique, le principe du sentiment moral et le principe de la volonté, de l'indépendance individuelle de l'homme. C'est sur ces deux forces, sur ces deux principes que repose la société, la civilisation de l'Italie et de l'Europe jusqu'au XVIe siècle.

Le sentiment moral, l'amour chrétien et le sentiment de l'indépendance personnelle de l'homme, donnèrent lieu au développement du génie poétique et artistique le plus élevé, le plus parfait, et en même temps au développement des institutions féodales et municipales, de la piété mystique et ascétique, et des mœurs chevaleresques.

En Italie, le sentiment moral, l'amour chrétien donne lieu au développement de l'art catholique qui, dans ses différentes formes représentatives, exprime et résume la conception logique de la pensée et de la vie italienne, exprime et résume l'Église, la papauté, le clergé, les fêtes et les cérémonies du culte catholique, intimement liées aux croyances, aux mœurs,

aux institutions municipales et féodales des villes et des populations italiennes.

Il est démontré, sans que j'aie besoin de revenir sur ce que j'ai déjà dit plusieurs fois, que le principe essentiel, caractéristique de la société, de la civilisation italienne au moyen âge, même aux époques de son plus grand éclat, au XIIIe et au XVe siècle, aux époques de Dante, de Savonarola, de Machiavel, n'a été autre chose qu'un principe d'art et de religion, et par conséquent, un principe d'autorité et de liberté purement morale. On a beaucoup parlé dans ces derniers temps du Dante, de Savonarola, comme réformateurs politiques. On a voulu voir, dans ces deux grandes figures poétiques et artistiques, le moment initiateur du protestantisme, la première formule logique et historique de la pensée et de la liberté moderne. Quant à moi, je dirai franchement que ni le Dante, ni Savonarola n'ont jamais conçu l'idée d'une réforme religieuse ou politique dans le sens moderne de la papauté, de l'Église et de l'Italie catholique. Le poète et le moine dominicain n'ont jamais prêché autre chose que la vieille doctrine de la séparation du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel de l'Église, avec la conviction qu'on aurait pu effectuer cette séparation sans nuire aulement aux intérêts traditionnels du catholicisme, de la papauté et de l'Église. L'idée politique de Dante, comme celle d'Arnauld de Brescia, de Savonarola et de tant d'autres était une utopie, un rêve qui n'avait aucun appui sur la réalité historique et positive des faits. Son livre *De monarchia*, ainsi que tout ce qu'il

a écrit dans le *Convito* et dans le poème sur la politique guelfe et gibeline, sur l'état général de l'Italie, n'a de valeur que comme poésie, que comme la révélation patriotique d'une âme noble et généreuse, d'un caractère passionné, enthousiaste pour tous les grands sentiments, pour tous les grands principes, pour toutes les actions justes et magnanimes. Effrayé, indigné des vices, des désordres, de la licence, de l'anarchie de la cour de Rome et des provinces italiennes; froissé dans ses sentiments, dans ses opinions par ses contemporains, qui certainement lui étaient en tout inférieurs, dévoré par l'amertume, par les souffrances de l'exil, agité par le profond sentiment de cet idéal de chrétien et de poète, qu'aucun élément de la vie de son siècle ne pouvait satisfaire, le gibelin illustre et infortuné se réfugia, comme tous les grands génies, comme tous les grands caractères, dans le monde des abstractions et des rêves, dans le monde de la religion et de l'art.

Non, le Dante n'a été, à proprement parler, ni un grand esprit politique, ni un réformateur religieux. Son âme, son génie, se révèlent dans toutes leurs manifestations les plus élevées, les plus complètes, dans *la Divina commedia*. Le Dante est là un peintre sublime dans *l'Inferno*, un savant théologien dans *le Purgatorio*, un poète inimitable dans *le Paradiso*, où l'art catholique, dans sa forme la plus générale, la plus élevée, exprime dans un langage divin le plus haut degré des manifestations de l'absolu sous la forme sensible, représentative de la foi, du bonheur et de l'amour mystiques

Le Dante résume sans contredit, dans son génie, dans son caractère, dans sa vie, dans ses œuvres, l'Italie entière. Le Dante est mort avec la certitude qu'un mal profond dévorait depuis longtemps les forces vitales de sa patrie; que l'Italie était en proie à un mouvement de désorganisation, de dissolution morale et politique que nulle puissance humaine n'aurait pu arrêter. Dans sa vie, comme dans ses écrits, le Dante révèle le sentiment de la décadence et de la ruine imminente de sa patrie infortunée. Après avoir combattu du côté de la papauté et des Guelfes pour la grandeur, le bonheur et la pacification de l'Italie, sans avoir pu réaliser aucune de ses grandes idées, de ses nobles espérances, entraîné par les événements politiques de son pays, il passa plus tard du côté opposé, il se jette dans le parti gibelin, trompé par le prestige de l'autorité et de la puissance impériale. La mort de Henri VII, empereur d'Allemagne, qui eut lieu en 1313, et sur lequel l'Alighieri avait fondé ses dernières espérances pour la restauration de la patrie, pour rétablir l'ordre et la justice dans cette Florence inquiète, turbulente déchirée par le despotisme des partis et par l'anarchie des intérêts et des passions, mit le comble à son désespoir politique. Il sentit alors qu'entre le monde réel, qu'entre la société des hommes, qu'entre la vie de son siècle, et la vie intérieure de ses passions et de ses idées, il y avait un abîme qui le séparait pour toujours de l'activité pratique, vivante des besoins, des intérêts, des agitations de son époque. Il sentit alors,

par l'élévation de son génie, par l'indépendance de son caractère, qu'il était seul, isolé au milieu des partis et des factions de son pays, de son siècle. Ce fut alors qu'il renonça à tout espoir de pouvoir coopérer activement à la régénération de l'Italie. Ce fut alors qu'il se fit écrivain politique, et que, ne pouvant résoudre à sa guise la question dans le domaine des faits, il se décida à la résoudre dans le domaine des idées et de la science. Mais quoique dans le livre *De monarchia*, il ait abordé les plus hautes questions de droit politique, il les a traitées cependant avec un système de principes qui ne pouvait jamais le conduire à aucune solution positive.

Non, je le répète encore, le Dante, malgré son génie, malgré sa doctrine en fait de politique, ne fut nullement supérieur à son siècle. La société italienne, à cette époque, n'était autre chose qu'un grand drame vivant. C'est aussi le caractère général de la civilisation catholique dans tout le midi de l'Europe. En Italie, en Espagne, en Portugal, chez tous les peuples où l'élément de la race germanique n'a pas altéré les traits distinctifs de la race romane, la formule logique et historique de leur civilisation est et a été presque exclusivement une formule d'art et de religion. Car la religion et l'art sont les deux faces d'un même principe, les deux manifestations de l'humain et du divin, sous une même forme qui est l'homme sensible, l'homme moral, c'est donc l'homme sentiment, l'homme passion, qui est le type de l'art et de la religion modernes, de l'art et de la religion catholique

L'Italie a manifesté les diverses représentations, les formes variées de la société catholique, dans ses deux grandes périodes de religion et d'art qui sont les deux formules absolues d'une même idée, d'un même principe, de l'idée, et du principe de l'absolu sous la forme de la foi et de l'amour, de la beauté et de la vertu, de l'expiation et du sacrifice, et qui constituent les manifestations sensibles de la force physique et morale, des passions et du caractère individuel.

Mais l'Italie cependant n'a pas représenté à elle seule toutes les manifestations, toutes les formes de l'art. Elle en a représenté plutôt l'élément intérieur, l'élément moral, que l'élément extérieur, que le caractère. L'épopée et la musique, le Dante et Palestrina, résument en effet la conception logique de la pensée et du sentiment italien et catholique. Les dernières phases du développement logique et historique de la civilisation moderne sous la forme de l'art ont été représentées par l'Espagne, l'Angleterre et la France, par l'Espagne qui a créé le roman moderne, par l'Angleterre qui est l'inventrice du drame critique, du drame libéral, et par la France qui a donné à l'Europe le comédie populaire. Cervantes, Shakspeare et Molière ferment ainsi le cycle logique et historique de la période de l'art absolu dans l'histoire de la civilisation européenne.

Le roman de Cervantes célèbre les funérailles d'un monde qui finit. Don Quichotte est le dernier héros du moyen âge. Il en est la parodie, la caricature vivante. Le roman de Cervantes ne dit pas un mot sur

la société future; mais il est bien la dernière page du livre du passé de la société catholique, féodale et chevaleresque.

Shakspeare est déjà le poëte des temps nouveaux; c'est le poëte protestant par excellence, un des plus grands disciples de la réforme. Son drame repose sur le principe de la liberté individuelle de l'homme, qui, n'étant pas un principe organisateur, un principe dialectique, mais une formule d'analyse et de criticisme, devait aboutir au dogme de la nécessité, à la négation de toute véritable liberté morale dans l'homme, à la négation de toute base morale de la société. Shakspeare arrive, par l'analyse intuitive de son génie critique, à la démonstration de l'impuissance du principe de l'individualisme, du principe subjectif pur, comme formule d'ordre et de liberté morale et sociale. Shakspeare se fait ainsi le véritable génie de la négation et l'apôtre du désespoir. Sa poésie aboutit, comme pensée générale, au vide, au néant. L'homme individuel, le subjectivité, absorbe toute objectivité idéale et religieuse. Dieu, la vertu, n'ont pas de place dans le drame du poëte anglais; car le vice, le mal, le crime, sont toujours plus puissants que le bien, que les passions les plus grandes, les plus pures, les plus vertueuses. Shakspeare fait paraître l'infini dans ses drames, pour l'écraser toujours sous le poids du fini. Ce sont des luttes sublimes entre le bien et le mal, dans lesquelles ce dernier reste constamment vainqueur. Le dernier mot de Shakspeare, c'est de reconnaître dans le principe subjectif, dans la raison indi-

Google

viduelle, dans l'esprit de l'homme, l'élément de l'infini, de l'absolu, mais de démontrer en même temps son impuissance à s'unir, à s'identifier au fini, au monde. Shakspeare est par là sceptique et fataliste à la fois.

Molière, environ un siècle plus tard, exprime, sous une forme d'art plus populaire, le mouvement du principe démocratique qui s'élevait dans la société française sur la ruine des mœurs aristocratiques et féodales. L'idée qui ressort des comédies de Molière n'est pas une idée spéculative, n'est pas une formule de religion ou de philosophie, comme dans le poëte anglais, mais une idée politique et sociale. Molière démontre la lutte du passé et de l'avenir sur le terrain pratique des mœurs privées de son temps. Il ne parodia pas des croyances mortes, comme Cervantes; il n'agita aucune question de principes comme avoit-fait Shakspeare. Molière se borne à dépeindre la formule caractéristique du mouvement dissolvant de son époque dans le tableau de la vie privée. C'était créer le véritable comédie moderne. Car, la comédie ne doit chercher la formule de l'idée, le manifestation de la pensée d'un temps quelconque, que dans la formule, que dans la manifestation caractéristique de la famille et des mœurs sociales. La comédie ne peut pas, ne doit pas avoir d'autre mission.

Molière fut un grand peintre de mœurs et de caractères, parce qu'il écrivit dans un temps où les mœurs et les caractères étaient précisément la formule vivante la plus complète de la contradiction

du passé et de l'avenir. Aussi il ne fut pas seulement le fustigateur du passé, le railleur le plus impitoyable des grands et des seigneurs de son temps, mais le poëte le plus populaire, le plus démocratique des temps modernes. Il y a dans ses comédies tout une révolution politique et sociale en germe, et aussi tout le génie artistique, toute la mission vraie et originale de l'art démocratique en France.

La réforme a été donc, comme on voit, la première formule religieuse, artistique et scientifique de la civilisation moderne. Et comme le principe logique pur n'est pas un principe relatif et fini, comme il est au contraire un principe intrinsèquement et extrinsèquement absolu et infini, le nouveau mouvement logique et historique rendu effectif en Europe par la réforme même, ne pouvait engendrer ni des doctrines, ni des littératures spéciales, basées sur une idée exclusivement nationale, mais la science, la littérature générale et absolue, la science et la littérature européenne.

L'Allemagne, en effet, qui a découvert le principe du progrès spéculatif de la science et de la civilisation absolue, n'a rien créé, à proprement parler, dans le monde de la littérature et de l'art. C'est que les littératures, dans la vieille acception du mot, ne consistent que dans les différentes formes de l'art, telles que la poésie, l'éloquence, l'histoire, etc.... Et le monde de l'art, lorsque l'Allemagne a eu de grands poëtes et de grands artistes, avait atteint déjà en Europe son développement général et absolu. Toutefois, l'Allemagne a introduit dans la poésie, dans l'art, des

idées plus générales, plus spéculatives; mais sous le rapport de la forme, sous le rapport de l'art strictement considéré, n'a fait aucune innovation radicale; elle n'a fait le plus souvent qu'adapter à son génie, à sa pensée, les formes fixées et établies par l'antiquité et par les poëtes et les artistes de l'Europe moderne occidentale. Je crois même que l'Allemagne, si on en excepte l'architecture et surtout la musique, qui a subi dans ce pays des développements originaux sous son rapport le plus scientifique, sous le rapport de l'harmonie, manque jusqu'à un certain point du véritable génie artistique, du moins quant aux formes les plus élevées de l'art même, qui sont la poésie, la peinture et la mélodie musicale. Car l'architecture n'est que le plus matériel des arts, et la musique, dernière formule caractéristique de l'art moderne, n'est que la manifestation intermédiaire de l'idée entre le fini et l'infini, entre le sentiment et la pensée, entre la science et l'art proprement dit. En effet, la musique n'a fait de progrès, en Italie et en Allemagne, que lorsque ces deux pays étaient arrivés à l'apogée de leur développement intellectuel. Et de même que la mélodie, qui est la forme pure du sentiment intérieur, a été perfectionnée en Italie, de même l'harmonie, qui est la forme mathématique, scientifique du même sentiment intérieur, a été perfectionnée par le peuple spéculatif, scientifique par excellence, par le peuple allemand.

Or, par les mêmes raisons que les peuples de race germanique ont initié dans l'histoire de la pensée et de la civilisation européenne le développement

infini, absolu de la pensée, de la civilisation de l'humanité, et que, par cette initiative, par ce nouveau mouvement, ils ont donné à l'activité spéculative et pratique de la société moderne un but inconnu par le passé, le but de réaliser, de concrétiser, de rendre effectif l'infini dans le monde, par la conciliation dialectique du fini et de l'infini, de l'art et de la science, de l'individuel, du particulier et du général, de même les peuples de race romane pure, les peuples du midi de l'Europe paraissent destinés à jouer un rôle secondaire, un rôle d'infériorité, de décadence, en face de ces nations, de ces races, qui, par la nature de leurs instincts, de leur génie, de leur mission, sont destinés à combattre la formule logique et historique de la civilisation, de la société de ces mêmes peuples d'origine romane qui ont réalisé dans l'histoire le développement complet de l'absolu et de l'infini, sous la forme sensible, représentative, extérieure, finie, individuelle, de la religion et de l'art. Et comme la formule logique et historique d'une société, d'une civilisation basée sur la conception finie de la religion et de l'art, n'est pas susceptible d'un progrès infini, mais seulement d'un progrès limité; puisque tout ce qui est sensible, individuel, tout ce qui est représentation, art, forme, extériorité, est déterminé et limité par la nature même de tout ce qui est fini et individuel, de tout ce qui est physique ou purement moral, il s'ensuit que les sociétés, que les civilisations des peuples du midi de l'Europe, que leur rôle prépondérant dans l'histoire devent finir aussitôt que toutes les formes possibles

et déterminées de leur conception logique auraient été développées et épuisées. Il est donc évident que l'idée du progrès indéfini de l'humanité, l'idée de la valeur morale absolue de l'homme individuel, ne pouvait se faire jour au milieu d'une société, d'une civilisation qui méconnaissait le vrai principe logique et historique de l'infini et de l'absolu, le principe de la pensée. Là où l'idée du progrès ne pouvait naître ni se développer, le fait ne pouvait naître ni se développer non plus. Les sociétés, les peuples qui avaient représenté dans leurs formes générales et absolues la conception logique et historique de la religion et de l'art, et qui ont fondé là-dessus leur grandeur, leur puissance, leur rôle nécessaire et légitime dans la civilisation absolue de l'humanité, devaient nécessairement déchoir, disparaître de la lutte vivante et progressive de l'histoire, aussitôt que les développements limités, déterminés de leur formule logique et historique auraient atteint leur perfectionnement absolu. En effet, là où la pensée, la civilisation, reposent sur des bases traditionnelles, sur des bases extérieures et matérielles, là, il n'y a point de progrès. Une fois qu'un peuple se gouverne exclusivement par un principe d'art, qui n'est pas un principe pur, mais un principe plus ou moins particulier, fini et déterminé, au lieu de se gouverner par un principe de science, par un principe absolu, si ce peuple tombe, il ne pourra se relever, il ne pourra rentrer dans le mouvement général et progressif de l'histoire, qu'en se dépouillant de toutes les tradi-

tions, de toutes les idées, de toutes les institutions du passé, qu'en renouvelant radicalement ses instincts, son âme, son caractère, sa vie tout entière.

Or, autant cela est facile à dire, autant il est difficile à être exécuté, à être rendu effectif. C'est ce qui a été démontré spécialement par l'histoire du demi-siècle qui vient de s'écouler, et par les événements qui agitent de nos jours les vieux peuples du midi de l'Europe, et tous ceux qui se gouvernent d'après le principe catholique de l'autorité et de l'ordre. Pour se persuader mieux encore de l'influence du catholicisme, des institutions, des mœurs, des tendances qui en dérivent, on n'a qu'à réfléchir un instant à la différence qui existe entre les États de l'Amérique du Nord et ceux de l'Amérique méridionale. Il est certain que cet état de lutte, de guerre permanente qui règne dans l'Amérique du Sud, au Mexique, à Montevidéo, à Buenos-Ayres, dans toutes les républiques de cette partie du nouveau monde, est le résultat de l'anarchie morale et intellectuelle qu'on observe dans l'esprit de ces populations, dominées encore par les intérêts et les passions du clergé catholique plutôt que par des idées et de véritables principes. Si la liberté et l'ordre paraissent devenir un fait presque impossible dans l'Amérique du Sud; si les dissensions intestines, si l'esprit de faction minent sourdement l'indépendance de ces peuples, il ne faut s'en prendre qu'à l'infériorité intellectuelle, et au manque de civilisation véritable où se trouvent ces malheureux pays. C'est là que la lutte, que l'antagonisme entre la vie des idées et la vie des faits, entre

l'individu et la société, entre une civilisation vieille, usée, et une civilisation jeune et progressive, en un mot, entre la liberté politique et la servitude morale des peuples, se révèle de façon à ne laisser aucun doute sur l'impossibilité absolue de concilier les principes et les idées catholiques, les principes et les idées du passé avec les institutions, les droits, l'organisation sociale des États libéraux, de la civilisation démocratique moderne.

Toute la faiblesse des États libres de l'Amérique du Sud, et cette grande unité, cette grande puissance de l'Amérique du Nord, trouvent, à mon avis, leur explication dans la différence du principe religieux, du principe logique et des idées traditionnelles que la civilisation des deux pays a reçus de l'Europe, de l'Espagne catholique, absolutiste, romano-arabe d'un côté, et de l'Angleterre protestante, libérale et romano-germanique de l'autre. A ces causes, à ces influences diverses, il faut ajouter aussi les analogies physiques et géographiques du territoire, du climat qui, dans l'harmonie universelle de la vie cosmique, correspondent exactement aux différentes périodes du développement logique et historique de la vie des nations. En effet, s'il est démontré que le monde physique, que le monde extérieur, et le monde moral et intellectuel, le monde intérieur, ne sont que deux manifestations identiques d'un même principe, d'une même cause créatrice, dont l'une a pour objet le développement de l'absolu sous la forme déterminée, sensible, extérieure, objective du fini, et l'autre, le développement de l'ab-

solu sous la forme indéterminée, spirituelle, intérieure subjective de l'infini, il est évident que la différence, que la séparation entre les deux mondes, n'est, et ne peut être que purement apparente. Chaque détermination du monde extérieur et objectif doit répondre à une détermination du monde intérieur et subjectif, et par conséquent, l'histoire d'un peuple déterminé, doit trouver en partie sa raison d'être dans les conditions spéciales, dans la forme déterminée du pays où elle se produit et se développe. De plus, les caractères physiques de races doivent également se trouver en rapport avec le caractère moral, avec la mission particulière d'un peuple, d'une nation dans l'histoire. Mais ce rapport nécessaire entre le physique et le moral, entre l'idée, la mission d'un peuple, dans la vie de l'humanité et les conditions géographiques et ethnographiques qui le caractérisent sensiblement, extérieurement, qui déterminent sa physionomie, son individualité nationale et historique, devra cesser d'avoir une influence exclusive et prépondérante dans l'histoire, du moment où le développement logique et historique de l'absolu imprimera aux peuples ce caractère de généralité, d'objectivité logique et scientifique qui rendra peu à peu l'humanité indépendante de toutes les formes particulières de l'objectivité et de la subjectivité finies. Par conséquent, un jour viendra où, nécessairement, l'élément physique, ethnographique, national de l'histoire et de la civilisation de l'humanité, n'aura plus aucune influence, aucune action, ni sur la pensée, ni sur l'activité con-

créte, ni sur la science, ni sur l'histoire du monde.

Ce temps, encore bien éloigné du présent, marquera dans la vie de l'humanité et du monde, le triomphe de la raison et de la vérité objective, infinie, absolue, sur toutes les formes finies, relatives, particulières de la nature objective, et de la moralité subjective de l'humanité et du monde. L'unité et la multiplicité des êtres représenteront alors la conception une et absolue de la totalité, qui, relativement aux destinées de l'humanité et du monde, marquera l'ère de leur développement, de leur perfectionnement absolu. C'est alors que l'action créatrice de Dieu sur la nature et sur l'esprit du monde sera arrêtée par le complément de tous les développements objectifs et subjectifs, naturels et spirituels, dont le but est de rendre vivante et effective sous la forme du fini et de l'infini, de la nature et de l'histoire, l'unité absolue, immanente, éternelle de l'esprit de Dieu dans le temps et dans l'espace. Assurement, Dieu se manifeste et vit dans l'universalité des êtres créés. c'est dans cette harmonie de la création universelle que son esprit tout puissant s'incarne et se révèle à lui-même, en se déterminant comme force et activité dans la nature, comme intelligence, sentiment et amour dans l'individu, comme pensée et science dans l'histoire. Ce qu'on entend vulgairement par la création de l'univers n'est autre chose que la détermination multiple et complexe de l'unité indéterminée et simple de Dieu même; car, Dieu, force, activité, sentiment, esprit en soi, devient, par la création, par son acti-

vité déterminée hors de soi, nature, intelligence, amour, pensée, raison, science, vérité, totalité concrète, vivante de sa puissance, de sa bonté, de sa sagesse, de sa perfection infinie et absolue. Dieu vivra incarné réellement, effectivement dans notre monde, lorsque tous les peuples de la terre auront rendu effective, vivante sur la terre même, l'unité du fini et de l'infini, du particulier et du général, de l'individuel et du social, sous toutes les formes du sentiment et de l'action, de la pensée et de l'histoire, de la science et de la vie ; c'est alors que l'esprit de Dieu sera dans tous et dans chacun, et que, par la connaissance de la connaissance, par la science absolue, on aura détruit toute lutte, toute séparation, toute contradiction entre le fini et l'infini, entre la vérité et l'erreur, entre le bien et le mal, entre l'indéterminé et le déterminé, entre l'idée et l'action, entre la raison et la force, entre l'intérêt et le droit, entre la pensée et l'histoire, entre la société et la nature.

Telle est la substance de toute religion, de toute philosophie, de toute science. Tel est le but de l'humanité et du monde dans l'ordre universel de la nature et de l'histoire.

Chaque pays, chaque contrée, chaque nation, chaque peuple représente dans le mouvement général de l'histoire, qui n'est autre chose que le développement progressif des déterminations divines dans le temps et dans l'espace, une des formes limitées et déterminées des développements logiques et historiques de l'absolu. Mais comme l'absolu est Dieu même, un et indéterminé dans son essence, en soi,

le but de l'histoire de la civilisation, de la société humaine en général, est de donner à l'unité indéterminée de Dieu une forme déterminée qui exprime l'unité indéterminée de Dieu même, non plus en soi, mais hors de soi, dans l'univers infini de sa propre activité. La création, ainsi que j'ai eu lieu de l'indiquer plus haut, s'accomplit, dans l'univers, dans la double sphère du fini et de l'infini, du monde sensible et du monde de la pensée, dans la nature et dans la science. La nature est la détermination extérieure, sensible de l'essence une et indéterminée de Dieu. La science en est la détermination intérieure, intellectuelle, la détermination infinie et absolue; car la science doit ramener Dieu à son existence une et indéterminée, après l'avoir représenté dans la périphérie immense de son activité multiple et déterminée. Cette détermination de l'absolu dans l'histoire est le principe de la subjectivité humaine, le principe de la pensée.

Cette vérité, inconnue à la philosophie des anciens, est le pivot de tous les progrès, de toutes les forces actives et vivantes de la science et de la civilisation modernes. Le Christ, l'Homme-Dieu, en est la première formule, la première révélation complète. Socrate, Platon, Aristote, et plus tard les Alexandrins, n'avaient fait qu'aplanir la voie à cette suprême détermination de Dieu dans l'histoire, à cette grande révélation qui devait résumer les plus hautes conquêtes de l'esprit oriental et les rattacher aux développements les plus élevés, les plus progressifs de l'esprit européen.

Pour bien comprendre combien il est vrai que la création n'est point une œuvre finie et déterminée dans le temps et dans l'espace empiriques, et que par conséquent elle n'a pas eu de commencement et ne peut pas avoir de fin, essayons de nous faire une idée bien exacte de ce retour de Dieu à l'un, à l'indéterminé, par la multiplicité et la détermination de son être.

L'aspect de la nature, la vue du ciel, un regard jeté sur la mer, nous révèlent subitement, comme par instinct, le sentiment de Dieu, l'image de l'infini. Tout homme doué d'une médiocre intelligence, aussi bien que le plus savant génie, est en état de juger que le monde extérieur, que le monde de la nature, au milieu duquel nous vivons, n'est pas seulement une image, une représentation symbolique de l'infini, mais qu'il en est en même temps la détermination réelle, vivante, phénoménale. On peut nier tous les principes, toutes les théories, toutes les vérités abstraites et purement spéculatives; mais il est impossible de contester la réalité, l'existence sensible, matérielle des faits. Or, pour peu qu'on réfléchisse, il est certain que tout esprit raisonnable sera forcé d'avouer que l'organisation physique de l'univers est, dans son ensemble, dans sa totalité, une détermination réelle et vivante de l'infini, de l'absolu; qu'elle est l'infini, l'absolu même dans ses déterminations extérieures, sensibles et matérielles. En un mot, Dieu est aussi réellement infini dans le monde de la nature, que dans le monde de la pensée et de

le science. La nature, ainsi que la pensée, n'est finie que dans ses déterminations individuelles et particulières ; mais dans ses déterminations collectives et générales, elle est infinie, absolue, éternelle, impérissable, comme le principe absolu, infini qui lui a donné la vie et qui la contient. Mais cependant l'univers physique, la nature, la matière dans toutes ses innombrables modifications, ne peut représenter et exprimer Dieu que dans son infinité extérieure, sensible, déterminée. La nature est le principe infini de la pluralité, de la détermination, de l'être déterminé; elle est le principe de la sensibilité, de la vie, le principe de la force et de l'action, le principe de l'existence finie et déterminée; mais elle n'est pas le principe infini de l'unité, de l'indétermination, dans son être, dans sa réalité infinie et indéterminée. Le principe de l'unité, de l'indétermination infinie, absolue, dans sa réalité infinie et indéterminée, c'est la pensée, c'est la science. La pensée humaine en est la détermination dans l'infini, dans l'absolu, comme la sensibilité en est la détermination dans le fini, dans l'action. Or, de même que la nature, que la sensibilité est l'unité immédiate de l'infini, de l'absolu, sous la forme déterminée, extérieure et représentative du fini, de même la science est l'unité immédiate de l'infini, de l'absolu, sous la forme intérieure, indéterminée de l'infini, de l'absolu. C'est par la science que Dieu aura non-seulement une forme infinie, mais déterminée, comme la forme du monde de la nature, mais une forme à la fois infinie et indéterminée, qui est la

forme de la pensée, et qui sert de détermination à la science, au principe de l'absolu dans la civilisation et dans l'histoire.

Après tout ce que j'ai dit jusqu'ici sur le véritable caractère de la pensée, de la science, et sur leur mission dans les destinées futures de l'humanité et du monde, il doit être aisé, ce me semble, de déterminer quel sera dans l'avenir le rôle particulier des différentes nations qui représentent de nos jours les idées et les intérêts généraux du monde civilisé, du monde européen.

Tout homme sensé est forcé d'avouer aujourd'hui, en présence du mouvement général de la vie européenne, que l'élément constitutif de la société, de la civilisation moderne n'est plus ni l'autorité, ni l'histoire, mais la liberté et la science. Que, de même que la liberté annule peu à peu, insensiblement, le principe de toute autorité, de même la science démolit également toute doctrine, tout droit, tout pouvoir, toute idée n'ayant qu'une base historique et purement traditionnelle. Et par la même raison que l'autorité, que l'histoire, ne sont que des manifestations particulières et relatives de l'absolu, de la vérité générale une et infinie, par la même raison encore l'autorité, l'histoire, cesseront d'être des principes vrais et légitimes, lorsque la liberté et la science montreront l'une négativement, l'autre positivement, que de nouvelles forces, de nouvelles manifestations de la connaissance, de la vérité absolue non plus particulières et relatives, mais générales et absolues, demandent à diriger, à gouverner,

à leur place, les idées, les besoins, les intérêts généraux des peuples. Et comme tout principe qui n'est pas absolu dans son essence, dans son caractère, qui n'est pas un principe de science, ne peut pas représenter des droits et des intérêts qui ne sont pas d'accord avec sa nature, il arriva que toute société qui se gouverne d'après le principe d'autorité, et dont la base politique est purement historique et traditionnelle, ne pourra point avoir une notion générale et absolue du droit, ni des intérêts politiques et sociaux qui s'y rattachent. Son gouvernement sera nécessairement fondé sur le despotisme et sur le privilége, et au lieu de développer dans l'ensemble des forces sociales, des éléments féconds de vie et de progrès, il ne fera que travailler à sa propre conservation finie et matérielle, c'est-à-dire à sa propre décadence et à sa propre ruine. Car il n'y a d'autre principe conservateur, pour les gouvernements comme pour les peuples, que le principe du progrès. Aussitôt que dans les idées et dans les institutions d'un pays, le progrès s'arrête, tenez pour certain que ce pays marche vers sa décadence morale et matérielle; que des crises funestes à son bien-être, à sa grandeur, à sa puissance se préparent dans les destinées de cette nation, de ce peuple.

C'est là ce qui arriva, en effet, à l'Italie lorsque au xve siècle elle se vit forcée de protester contre les premières tentatives d'indépendance religieuse et de liberté intellectuelle. Je reconnais bien que le joug catholique ne fut pas la cause unique de la décadence et de la servitude de l'Italie lors de la renaissance des

lettres en Europe et à l'époque de la réforme ; mais sans nul doute, l'influence, la domination trop grande de la papauté et de l'Église dans la Péninsule fut une des raisons principales, la première peut-être, qui empêchèrent le peuple italien d'entrer par quelque voie, dans la nouvelle ère intellectuelle et politique qui commençait alors pour l'Europe.

Après tout, ce qui a perdu l'Italie c'est d'avoir été la nation, le peuple prépondérant au moyen âge, le seul en scène à cette époque, donc ce mouvement de transition entre l'antiquité et les temps modernes, qui n'avait d'autre mission que celle de renouer la chaîne historique de la pensée, de la science antique, à la chaîne logique de la pensée et de la science moderne. L'Italie ne pouvait être la véritable nation initiatrice de la liberté et de la civilisation moderne, car elle représentait une époque destinée à exprimer justement une formule païenne et barbare de la société chrétienne, c'est-à-dire le principe de la contradiction dans la religion, qui est le catholicisme, le principe sensible et purement moral dans le mouvement abstrait de la pensée, qui est l'art, et le principe d'autorité, et de l'individualisme en politique, qui est la force et la ruse. A part le principe chrétien de l'égalité des hommes devant Dieu, interprété d'une façon toute matérielle par l'Église ; à part le sentiment de l'indépendance individuelle de l'homme qui était d'origine germanique, tout le reste n'était qu'une reproduction des idées et des mœurs de la société gréco-romaine, spiritualisée par l'influence des idées et des croyances chrétiennes.

L'Italie au moyen âge developpa et perfectionna donc au plus haut degré les deux principes fondamentaux de la société gréco-romaine, le principe esthétique et le principe municipal et purement civil. L'Église résume l'art italien au moyen âge, comme les républiques représentent toute la force, et en même temps toute la faiblesse de la philosophie scholastique et de la politique guelfe ou gibeline.

C'est à tort que certains philosophes catholiques modernes, ont prétendu que le catholicisme et l'Église romaine avaient été les mobiles les plus puissants de l'art en Italie et ailleurs, au moyen âge. On a oublié une chose essentielle; on a oublié de faire observer que le catholicisme, l'Église et les arts en général, les arts figuratifs et représentatifs surtout, qui se sont développés précisément à l'époque où le catholicisme et l'Église avaient déja perdu beaucoup de leur ancien éclat, de leur ancienne puissance, ne sont que des manifestations, que des formes particulières d'un même principe général qui est l'art même.

Je ne puis maintenant qu'indiquer à peine cette importante question; mais ce serait sans doute un grand service qu'on rendrait à la philosophie et à l'histoire, si on voulait la discuter et la traiter d'une façon complète.

Il est tellement vrai que la doctrine catholique, le papauté, l'Église, le culte, la liturgie, et toutes les cérémonies et rites religieux qui l'accompagnent, ne sont qu'une grande œuvre générale d'art, que tous les arts spéciaux réunis dans une sublime et

religieuse épopée vivante, que si on se met à analyser un à un les dogmes, les préceptes, les sacrements, les rites de l'Église, on voit partout le sentiment intérieur et extérieur de l'homme, l'harmonie objective de la nature servir de principe déterminant à l'idée, aux vérités qu'ils contiennent. On voit par conséquent que la faculté qui a présidé à l'organisation de ce grand poëme en action, ce n'est pas la pensée pure, la raison, mais le sentiment, l'idée représentative, en un mot, l'imagination. Dans les temps où la société, la civilisation des peuples est dominée par une grande idée d'art, l'imagination est alors ce que la pensée, la raison, sont dans une époque de science et de civilisation générale, dans l'époque actuelle. Car l'imagination généralise les faits et les sentiments individuels, particuliers, ainsi que la logique, la science généralise par la pensée les faits généraux, et les idées. L'imagination n'est qu'une généralisation de sentiments et de faits sensibles et individuels, ou pour mieux dire, n'est qu'une généralisation de formes, et de représentations sensibles et finies. C'est pour cela que l'imagination est la faculté souveraine dans le monde de l'art, et que le génie esthétique consiste uniquement dans cette sublime intuition représentative et figurative qui sait, par des formes individuelles et finies, rendre sensibles et vivantes les manifestations pures et infinies du sentiment absolu, de la beauté idéale et absolue.

L'Italie a possédé au suprême degré cette intuition esthétique de l'idéal dans l'art, car l'Italie pos-

sédait au moyen âge tous les éléments, toutes les traditions du génie gréco-romain, et les plus pures et idéales aspirations du sentiment chrétien. Le christianisme, s'associant au génie et aux races païennes, devait être d'abord dans l'histoire une formule d'art; je dirai plus, la manifestation absolue, la formule suprême de l'art.

Cette grande tâche de représenter la première période historique de la société chrétienne était donc réservée naturellement à l'Italie et à l'Église. Et comme la civilisation de l'Italie, la civilisation catholique au moyen âge fut la première formule de la civilisation de l'Europe, l'art catholique, l'art italien pénétra dans tous les peuples de l'Europe où le sentiment chrétien et les croyances catholiques eurent le plus d'influence et de pouvoir. C'est ainsi que dans une mesure plus ou moins grande, tous les peuples de l'Europe furent plus ou moins artistes au moyen âge; et cela ne pouvait être autrement puisque, comme je l'ai déjà dit, catholicisme et art ne sont absolument qu'une seule et même chose, que les deux grandes faces d'une seule et même idée.

Mais cette formule d'art et de civilisation ne domina pas toujours la pensée et l'existence politique de tous les peuples. A la renaissance des lettres nous voyons les populations germaniques pures et germaniques mixtes, prendre l'initiative d'un mouvement logique et historique, en opposition avec la formule intellectuelle et politique de la société catholique; tandis que, d'un autre côté, les populations du midi de l'Europe, les nations sur lesquelles la

société gréco-romaine a agi directement comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal, résistent par tous les moyens aux tentatives de réforme religieuse et d'indépendance intellectuelle contre les principes du catholicisme et l'autorité de l'Eglise. Mais aussi nous voyons ces mêmes nations baisser et déchoir graduellement à mesure que les éléments, les forces progressives de la société nouvelle envahissaient les idées et les intérêts de ces nations, qui, plus ou moins composées de populations de race germanique, n'avaient point joué un grand rôle dans l'antiquité ni occupé une place élevée dans l'histoire et dans la civilisation du moyen âge.

Ici je m'arrête, pour ne pas répéter encore ce que j'ai eu lieu de dire déjà plusieurs fois.

L'objet de cet ouvrage était de démontrer sans aucune préoccupation systématique, sans aucun intérêt de secte ou de parti, par quels principes, par quelles idées, par quelle formule d'art ou de science l'Italie avait pu occuper au moyen âge une si grande place dans l'histoire du monde. Après avoir déterminé les vraies causes de la grandeur passée de ma patrie, il restait à examiner jusqu'à quel point l'effet de sa prompte et subite décadence pouvait se rattacher à ces mêmes causes, qui avaient été le mobile principal de son ancienne puissance. Je crois, si je ne me trompe, avoir rempli cette double tâche. Je ne pense pas, qu'après avoir mûrement réfléchi aux idées fondamentales que cet écrit renferme, on puisse avoir encore des doutes sur la liaison intime des causes et des effets qui ont amené l'Italie, après

la renaissance des lettres en Europe, et plus tard à l'époque de la réforme religieuse en Allemagne, à un si déplorable abaissement, et à une si honteuse dépendance. Je crois avoir aussi démontré que les doctrines du catholicisme et de l'Église ont subi les mêmes vicissitudes que les destinées politiques de la nation, et que les idées et les principes constitutifs de la civilisation italienne au moyen âge n'ont été ni plus grands, ni plus puissants que les hommes et les événements qui les ont représentés. Tout enfin nous prouve que l'Italie du moyen âge, l'Italie papale ou impériale, guelfe ou gibeline, l'Italie de Grégoire VII, d'Innocent III, de Dante, de Savonarola, de Machiavel, de Ferruccio, de Raphaël et de Michel-Ange, a été grande, sublime, poétique, incomparablement noble et belle autant par ses défauts que par ses qualités. C'est, après tout, parce qu'elle n'avait dans son génie, dans sa foi, dans ses mœurs, dans ses traditions, aucun de ces instincts, aucune de ces idées qui ont fait plus tard à l'époque de sa décadence, de sa servitude, la puissance et la grandeur des peuples qui l'ont dominée, que l'Italie fut à elle seule au moyen âge, l'âme, la pensée, la force du monde entier. Si l'Italie avait été moins croyante, moins pieuse, moins poétique, moins belle, moins passionnée, moins dramatique, si elle avait eu le génie analytique, raisonneur, sceptique, démolisseur des races germaniques, elle n'aurait pu jamais représenter dans le monde la dernière phase de l'ère antique, ni les éléments primitifs de l'Europe moderne, ni devenir par là l'expression la plus pure, la plus par-

faite, la plus élevée du sentiment chrétien, du sentiment infini, absolu sous la forme plastique représentative, païenne de l'art. Car, je le répète encore, le principe d'art en tant que principe de religion, de civilisation et d'ordre social est un principe historique, un principe païen. Le Christ, ne l'oublions pas, a sanctifié non la joie, non la beauté, non le bonheur des sens et de l'imagination, non la félicité individuelle, mais la douleur et le sacrifice, mais la félicité générale, c'est-à-dire la négation de tous les plaisirs, de tous les biens égoïstes, et le triomphe de l'amour social, de l'amour fraternel. Or, ce principe fondamental de la doctrine chrétienne exclut le principe païen de l'art qui est la forme logique et historique du fini et de l'individuel, et la sanctification du plaisir. Le catholicisme, quoiqu'il ait donné à l'art un profond caractère de spiritualité chrétienne, ne peut être la véritable expression du christianisme pur, parce que le catholicisme, sans méconnaître la loi fondamentale de l'Évangile, s'est montré impuissant à la réaliser effectivement, à la faire passer dans la raison, dans la pensée, dans la vie politique et sociale de l'humanité. C'est par cette raison que les peuples artistes, les peuples dont le caractère et le génie manifestent toutes les conditions nécessaires au développement de l'individuel et du fini sous forme d'art ou de religion, ne sont pas les peuples élus à exprimer et représenter dans l'histoire la réalisation effective du christianisme dans les idées, dans les lois, dans les mœurs, dans les intérêts vivants, généraux des sociétés modernes.

Google

Mais par la raison que cela est et doit être ainsi, il ne faut pas en orguer qu un peuple n'est pas un grand peuple, s'il ne peut representer toutes les phases progressives d'une grande période de civilisation et d'histoire. Non certainement; à chaque peuple sa mission et sa tâche, a chaque peuple son temps et sa destinée. *Ceux qui ont été les premiers seront les derniers*, c est encore Jésus-Christ qui parle. Nul ne peut changer la marche régulière des idées et des choses imposées au monde par le raison divine et absolue. L Italie a eu ses jours de gloire, ses jours puissants, une belle et grandiose destinée Elle a été la dernière formule, le dernière conclusion du monde antique, et en même temps l anneau intermédiaire entre la vieille humanité et l'humanité nouvelle, l humanité véritablement chrétienne. Elle a été deux fois dans l histoire reine de l'univers. Elle a initié par la religion et l art le mouvement logique de la pensée moderne, et en même temps elle a été l instrument traditionnel, le pouvoir conservateur des idées et des doctrines de l antiquité. L Italie, enfin, a été le palladium de la liberté et de la civilisation des peuples, en portant dans sa main, à travers les ténèbres de tant de siècles de barbarie et de destruction, l'éternel flambeau du verbe traditionnel, de l'esprit universel du monde.

Il reste donc demontré que le même principe qui a favorisé en Italie le développement de cette civilisation de transition qu'elle a représentée pendant les plus beaux siecles de sa grandeur, de son activité au moyen âge, a rendu plus tard inévitable sa décadence et son asservissement moral et politique.

Il est également démontré que la question politique et la question religieuse se tiennent et s'expliquent mutuellement en Italie, et que toutes les deux ne sont que la double face d'une même idée, d'un même principe, d'une idée et d'un principe d'art et d'histoire.

Les tentatives qui ont été faites, et au moyen âge, et dans les temps postérieurs, jusqu'à notre époque, pour détourner le cours des idées et des vieux intérêts religieux et politiques de l'Italie papale ou impériale, guelfe ou gibeline, libérale ou absolutiste, ont dû toutes échouer malheureusement en face d'une force supérieure à tous les efforts individuels, à tous les intérêts de secte ou de parti, en face de l'ignorance et de la dégradation morale des masses et de la domination absorbante du pouvoir clérical. Car, je suis de ceux qui pensent que l'oppression étrangère n'aurait jamais pu prendre racine en Italie, si l'abaissement moral et politique de la nation, en général, n'avait éteint dans le cœur des populations italiennes tous les germes vivants et populaires de patriotisme et de liberté. Le catholicisme surtout depuis la funeste influence de la faction jésuitique, a brisé peu à peu dans l'âme et dans le caractère de nos populations tous les ressorts énergiques du sentiment et de la pensée. Les jésuites ont abruti l'intelligence et perverti le sens moral des peuples en Italie; et les gouvernements ont tout fait de leur côté pour que l'œuvre jésuitique portât tous ses fruits.

Depuis peu de temps une influence contraire réagit

heureusement sur l'esprit et sur les sentiments des peuples dans quelques états italiens. Mais le mal est si grand, la plaie est si profonde, que pour la guérir il faudra employer autre chose que des palliatifs, que des remèdes ordinaires. Et, d'un autre côté, le tempérament de la nation est trop faible aujourd'hui pour qu'on puisse le soumettre à un traitement plus actif et plus violent. Il faut donc marcher pour le moment avec une extrême prudence. Il ne faut pas rester dans l'inaction, mais il ne convient pas non plus de rien risquer, sans avoir calculé d'avance si on pourra obtenir effectivement des résultats avantageux et satisfaisants. Un faux pas, une fausse démarche qu'on ferait aujourd'hui, pourrait amener des conséquences graves et périlleuses pour l'avenir. L'Italie se trouve actuellement au milieu d'une crise toute pacifique, toute morale, il est vrai, mais non moins sérieuse, non moins grave pour cela. Le parti libéral, le parti du progrès véritable doit se tenir à l'écart pour le moment, et attendre du temps et des événements politiques de l'Europe, la solution d'une question qui ne se fera pas longtemps attendre. Le parti réformiste qui croit concilier l'autorité du pape et le despotisme monarchique avec je ne sais quelle liberté et je ne sais quelle indépendance, sera bientôt, je vous le prédis, complétement désabusé. Le pape lui-même, qui vient de se créer, par les éminentes qualités qui distinguent son esprit et son caractère, une situation pleine de gloire et de dangers, le pape lui-même, si demain quelque grand événement venait à menacer

la paix de l'Europe, se trouverait exposé, je pense, à perdre en un jour peut-être cette popularité, cette réputation de libéralisme que les circonstances qui ont accompagné son élection à la chaire pontificale, lui ont faites, sans qu'elle soit justifiée par la réalité positive et durable des choses. Si un conflit grave s'élevait un jour, par exemple, entre la France et les cours du Nord, entre la liberté et l'absolutisme, entre les rois et les peuples, on verrait alors ce que peut en définitive le patriotisme et le libéralisme d'un pape. On verrait alors de quel poids compte de nos jours, dans la balance politique de l'Europe, ce grand simulacre de la foi et de l'autorité catholique, qu'on a appelé la papauté.

Quoi qu'il en soit, il est hors de doute que ni Pie IX, ni aucun autre pape, ne pourra jamais devenir le champion, le sauvegarde des droits et des intérêts libéraux des peuples modernes. Aucun pape ne peut, sans trahir ses devoirs, sa mission, favoriser aucun des éléments véritablement libéraux et progressifs de notre siècle. De même, aucun peuple ne pourra jamais parvenir à conquérir son indépendance, sa liberté politique, sans avoir secoué d'avance le joug religieux de la papauté et de l'Église. En un mot, tant qu'un peuple, tel que le peuple italien, sera destitué de toutes les libertés morales et intellectuelles, de la liberté de conscience et de la liberté d'examen, il est logiquement impossible qu'il puisse réaliser aucune des libertés, des institutions politiques, qui en sont la conséquence. Et par la raison que si demain l'Italie venait à posséder la liberté religieuse, rien autre que

cette liberté-là, l'autorité et la puissance du pape et de l'Église seraient subitement anéanties, il est évident que le pape, que l'Église n'accorderont jamais à la nation italienne la moindre liberté véritable, soit morale, soit politique. Car, je le répète, l'existence de l'Église et du pouvoir temporel du pape repose justement sur la négation coactive, matérielle de toutes les libertés.

Une autre illusion des néo-absolutistes et des pseudo-libéraux de l'Italie actuelle, c'est de croire que le gouvernement sardo, que le cabinet de Turin veut, d'accord avec le gouvernement romain, favoriser les idées nationales, les sentiments patriotiques et libéraux dans la péninsule. Cette croyance, cette illusion explique, suivant moi, jusqu'à quel point mon pays manque de lumières et d'expérience sur tout ce qui se rapporte à la politique. En vérité, j'en suis profondément affligé pour mes compatriotes d'abord, et ensuite pour ceux qui, étrangers au pays, s'occupent de savoir jusqu'à quel point nous avons marché depuis 1830 dans la voie du progrès politique. Si les hommes d'État, si les gouvernements libéraux de l'Europe savent calculer au juste tout ce qui se dit et s'écrit maintenant au delà des monts sur le libéralisme du pape et du roi de Sardaigne, je ne pense pas, en vérité, qu'ils puissent avoir une très-grande idée de nos lumières et de nos progrès. Car, si on se bornait à dire que l'Italie actuelle a beaucoup plus besoin d'ordre et de civilisation; qu'elle a beaucoup plus besoin de cultiver son intelligence et d'augmenter sa prospérité matérielle, que de li-

berté religieuse et politique, que d'une vie nationale et indépendante, on dirait quelque chose qui ne serait pas dans mes idées peut-être, mais qui du moins ne serait ni illogique, ni absurde. Mais avouer que l'Italie a besoin d'indépendance et de liberté, et espérer que l'une et l'autre pourront lui être données par le pape ou par un de ses princes, c'est une inconséquence qui blesse le plus simple bon sens.

On dit, je le sais, qu'en Piémont et à Rome, la censure est devenue maintenant très-tolérante, que les jésuites ont perdu en grande partie leur pouvoir et leur influence; on parle des journaux qui se publient dans les deux pays, et qui laissent à l'opinion publique une certaine indépendance sur toutes les questions qui n'intéressent pas les principes fondamentaux de la religion et de la politique. Mais mon Dieu! est-ce que l'Italie n'a pas en de tout temps des journaux rédigés avec une grande indépendance, avec une grande liberté d'opinions sur tout ce qui ne touchait pas directement à la politique et à la religion catholique? Est-ce que *l'Antologia* de Florence, et plus tard, *la Rivista Europea* de Milan, *le Subalpino* de Turin, et tant d'autres journaux, n'ont pas discuté en d'autres temps sous les yeux de l'Autriche et de la cour de Rome les questions les plus libérales de la littérature, du droit et de l'économie publique? Est-ce que pour cela, vous croyez que l'opinion publique en Italie a beaucoup gagné par la lecture des journaux et des revues que je viens d'énumérer? L'influence des journaux, de la presse quotidienne ne se fait sentir d'une manière

réellement utile que là où l'opinion est déjà disposée par l'enseignement public, par des institutions libérales et par la liberté de penser, à prendre un vif intérêt aux plaisirs de l'intelligence et à la vie des idées. En effet, est-ce que les journaux anglais, allemands, français surtout, n'entrent pas, depuis bien des années, tous les jours, dans la plupart des grandes villes d'Italie? Est-ce que par mode ou par véritable intérêt, ils ne sont pas lus publiquement dans les cafés, dans les cabinets littéraires, par tous ceux qui ont reçu une éducation quelque peu soignée? Eh bien! croyez-vous pour cela que les journaux français, par exemple, soient capables d'instruire, d'intéresser beaucoup de lecteurs en Italie? Non, certainement. Je ne nie pas l'influence du journalisme en général; je sais apprécier à sa juste valeur le bien que la presse et la littérature françaises ont pu faire dans mon pays; mais je ne crois pas, je n'ai jamais cru que par ces moyens, par ces influences, on puisse parvenir, tôt ou tard, à changer les destinées d'un peuple tel que le nôtre. Pour faire marcher une nation qui est depuis des siècles stationnaire et rétrograde, pour la réveiller de son long sommeil léthargique, pour dissiper ses préjugés, ses erreurs, pour briser le cercle usé, vieilli de ses habitudes et de ses intérêts, il faut plus que des moyens indirects, que des influences partielles. Soyons persuadés qu'on ne délivre pas une nation, qu'on ne régénère pas un peuple uniquement avec des journaux et des livres, avec des savants, des littérateurs et des

avocats qui ne s'occupent que de leur métier dans l'intérêt de leur position ou de leur fortune. Pour refaire un peuple dégénéré, corrompu, avili, esclave depuis des siècles, il faut que quelque chose puisse agir directement sur les masses : il faut qu'une idée, qu'un principe, qu'un grand intérêt arrive jusqu'à remuer les fibres les plus secrètes des besoins et des instincts du peuple. Là où le peuple, même celui des grandes villes, croit que les seigneurs, que les nobles, que les grands et les riches sont des êtres d'une nature privilégiée, des êtres dont le pauvre doit subir les exigences, les caprices, l'arbitraire, résigné et en silence; là où le prêtre recommande et impose au pauvre la soumission aveugle à toutes les volontés, à tous les ordres des riches et des puissants; là enfin où le droit n'est qu'un fait privilégié au-dessus de tout examen, de tout contrôle de la raison libre et éclairée, là, je le dis avec la plus ferme conviction, il est impossible que le peuple soit autre chose que ce qu'il est à peu près partout en Italie, c'est-à-dire ignorant, faible, dégradé, passivement soumis au joug de sa conscience nulle ou perverse, au joug de tous ceux qui sauront le corrompre pour l'asservir, ou l'abrutir pour le dominer.

Dieu veuille que je me trompe, que les appréhensions graves de mon esprit, que les doutes cruels qui torturent mon âme libre, mon cœur italien, obtiennent avant peu un heureux démenti. Je ne demande rien de mieux à Dieu et à ma patrie. Mais, à vrai dire, le présent, ce présent que le sen-

timentalisme idyllique de certains journaux libéraux des États romains, exalte comme le commencement d'une ère nouvelle de régénération et de paix pour mon pays, n'a rien qui soit capable de tranquilliser ma conscience, et de dissiper mes craintes et mes doutes.

Les États romains qui sont et seront toujours le centre de la vie politique de la péninsule, les États romains malgré les quelques réformes économiques et civiles du nouveau pape, malgré les tendances plus saines, plus morales de son gouvernement actuel, n'ont rien de rassurant, suivant moi, pour l'ordre et le progrès à venir. De sourdes intrigues, des agitations souterraines, de violentes représailles travaillent les Légations et les Marches. Les libéraux, les révolutionnaires regardent le régime actuel comme un régime de transition qui n'a d'autre mérite que celui de préparer le terrain à la révolution radicale qui devra éclater tôt ou tard aussi bien en Italie que dans toute l'Europe. D'autre part les sanfédistes de l'ancien règne, les grégoriens, les absolutistes, partisans de l'Autriche, dirigés par les chefs de la faction jésuitique, préparent, sous mains, des événements qui, dans peu, mettront le pape actuel, son gouvernement et ses partisans, dans des embarras, dans des alternatives extrêmement périlleuses.

Une fois qu'un gouvernement absolu comme celui du pape fait entendre à son pays les mots de progrès, de réforme, de liberté, il risque de devenir lui-même l'auteur de sa propre déchéance, de sa propre ruine. Car, pour tous les gouvernements ab-

solus, pour tous les principes despotiques, il n'y a de force, de sécurité, d'existence possible qu'en dehors de toute liberté, de tout progrès. Aussitôt qu'un souverain absolu se laisse aller à des concessions, quelque minimes qu'elles soient, c'en est fait de ses principes, de son autorité, de ses prérogatives absolutistes. Après la première concession, il n'y a plus aucune raison pour en refuser d'autres. L'histoire est là pour nous apprendre comment ont fini de tout temps les souverains absolus qui se sont laissé arracher par leurs sujets, par la force des idées et des choses, des concessions, des réformes qui, en limitant leur autorité en droit, l'annulent aussi complètement en fait. Ce qui est arrivé de tout temps et surtout dans les temps modernes aux souverains laïques, à plus forte raison, ne peut manquer d'arriver à un souverain ecclésiastique, qui représente, par son autorité spirituelle, le principe essentiellement constitutif de toute autorité, de tout pouvoir absolu. Je dirai plus : la plus légère concession que le pape fera en ce qui concerne le principe fondamental de son autorité spirituelle et temporelle, retombera sur tous les autres princes et souverains qui voient dans le principe papal le droit historique de tout pouvoir absolu. Voilà pourquoi l'Autriche, indépendamment de l'intérêt qu'elle peut avoir à maintenir sa prépondérance en Italie, regarde les tendances actuelles du gouvernement romain comme les plus hostiles à son autorité politique dans le monde. Si en effet le pape devient libéral, ou pour mieux dire, si les peuples se mettent en tête que le

pape est devenu l'ennemi de l'absolutisme, il ne sera pas facile à un empereur apostolique de se montrer plus absolutiste, plus despote que le pape lui-même. Les sujets catholiques de l'Autriche viendront réclamer, au nom de la religion, au nom de la suprême autorité du pape les mêmes reformes, les mêmes libertés accordées par le souverain pontife à ses sujets d'Italie. La lutte recommencerait alors entre l'Église et l'Empire, les empereurs et les papes; et si de nos jours, une telle lutte pouvait recommencer réellement, si le pape avait assez d'autorité et de puissance pour soutenir et pour défendre contre tous les despotes, contre tous les souverains absolus, la cause de la liberté et des peuples, on ne peut pas douter un instant que les souverains absolus, que les despotes, l'Autriche en tête, ne restassent écrasés, tôt ou tard, sous le poids de leur résistance.

Mais, malheureusement pour les peuples en général, et pour l'Italie en particulier, une guerre entre le principe papal et le principe impérial est un fait impossible dans le présent aussi bien que dans l'avenir. Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit plus haut. Il est inutile de répéter que les intérêts du pape et les intérêts de l'Autriche sont solidaires, que leur mission dans l'histoire moderne est de combattre avec des armes d'une double nature, la pensée, la science, la liberté et le progrès modernes. Car, la pensée, la science, la liberté et le progrès modernes sont les forces essentiellement destructives de toute autorité, soit religieuse, soit politique, qui n'est pas basée sur le principe pur et

libre de la pensée, de la raison, de la science même.

Sous quelque point de vue qu'on veuille considérer la papauté, quel qu'il soit le pontife qui la représente, on reconnaîtra, je pense, qu'il est tout à fait impossible d'arriver par de tels principes et de tels pouvoirs à opérer en Italie, soit une révolution d'indépendance, soit une révolution de liberté. Il est également peu raisonnable, à mon avis, de vouloir compter sur le roi de Sardaigne, ou sur un autre souverain de l'Italie, pour délivrer le pays du joug étranger et de l'oppression intérieure. De même que le pape devient plus faible, moins puissant à mesure qu'il s'approche des principes logiques et politiques qui lui sont radicalement opposés, des principes d'indépendance intellectuelle et religieuse, et de liberté politique; de même un roi absolu abdique en partie sa couronne, ses prérogatives, son droit, en acceptant de la volonté de ses sujets, des restrictions légales à son autorité, à son pouvoir. C'est encore une nouvelle illusion de supposer que les rois constitutionnels, en tant que rois, soient plus forts que les souverains absolus. On dirait la vérité peut-être, si on disait que les gouvernements constitutionnels, les gouvernements libres sont les plus puissants, les seuls puissants, dans un siècle de liberté, de science et de progrès populaire. Mais dire que la monarchie constitutionnelle repose, en tant que monarchie, sur des bases plus solides que la monarchie absolue, c'est s'abuser étrangement sur la valeur réelle, pratique des mots et des choses.

Les cabinets absolutistes de l'Europe seront, je pense, de mon avis sur cette question. Ni à Vienne, ni à Berlin, ni à Pétersbourg, on ne dira jamais par exemple que le trône de leurs souverains est moins solide que le trône du roi des Français, ou du roi des Belges. Les cours du Nord sont, à mon avis, beaucoup plus dans la logique, beaucoup plus dans le vrai, que les cours de l'Occident, que les cours libérales. Interrogez le prince de Metternich lui-même, et vous saurez de la bouche de ce vétéran de la diplomatie européenne, que nulle monarchie n'est forte aujourd'hui dans la vieille Europe, mais que la meilleure politique à suivre pour un gouvernement absolu, c'est la politique de résistance, la politique négative. Du moment qu'une cour, qu'une monarchie entre dans le système de la liberté, dans le système constitutionnel, elle doit se préparer à faire tôt ou tard à la nation, à la démocratie, le sacrifice de sa couronne et de ses droits. Au point de vue des intérêts monarchiques, l'alliance de la souveraineté d'une nation et de la souveraineté d'un monarque est impossible, comme alliance stable et réelle ; et s'il est reconnu que la monarchie représentative ouvre la voie au bonheur, au progrès, à la liberté des peuples, il n'est pas moins certain qu'elle ferme en même temps les portes à l'autorité, à la grandeur et à la puissance des rois.

Il est donc évident que le gouvernement autrichien, qui n'a d'autre but que celui de maintenir intacts les priviléges de la couronne, et de l'aristocratie bureaucratique et féodale, qui ne compte pour

rien les droits et les intérêts de la nation, du peuple, luttera jusqu'au dernier jour de sa vie contre toute institution représentative, contre toute idée libérale. Car l'histoire nous a appris depuis longtemps, que les rois absolus ne deviennent partisans de la liberté que lorsque la nécessité forcée des révolutions les condamne à subir cette transaction ; et que si ce fait n'est pas l'abdication complète de leur pouvoir, il en est certainement le premier pas et le plus décisif.

L'Autriche et la Russie sont justement les puissances les plus directement ennemies de la liberté moderne, parce que l'élément révolutionnaire ne s'est pas fait jour encore dans ces pays pour attaquer et menacer l'existence de l'absolutisme et de la monarchie. Si demain, par hasard, la révolution éclatait dans les rues de Vienne ou de Pétersbourg ; si on voyait le peuple, la nation prête à se révolter contre la monarchie, vous entendriez aussitôt à Vienne et à la cour des czars prononcer ces mots qui les effrayent tant aujourd'hui, les mots constitution, gouvernement représentatif, libertés publiques. On sait de quel ton parlaient en 1814 les puissances alliées contre Napoléon, à l'Italie, à l'Allemagne, à l'Europe entière. On n'a pas oublié les promesses libérales par lesquelles on voulait alors tromper la crédulité et la confiance des peuples. Non, gardons-nous bien de nous faire de nouvelles illusions ; gardons-nous bien de fonder le moindre espoir sur le libéralisme des souverains et des gouvernements absolutistes. Ne confondons pas — qu'on me passe le mot — le métier des uns avec le métier des autres. Notre métier, notre intérêt,

à nous peuple, c'est la liberté, le droit commun, comme le métier et l'intérêt des rois et des aristocrates c'est le despotisme et le privilége.

Dieu a donné aux princes de la terre, à des races privilégiées le droit d'être les instruments privilégiés de la force, de la puissance, de la pensée, de l'esprit et de l'activité morale du monde, pendant cette période très-longue pour l'humanité historique, mais qui n'est qu'un moment devant Dieu, devant l'humanité absolue, où l'œuvre de la création infinie ne se révélait dans le temps et dans l'espace que sous la forme du fini. Le monde de la nature et le monde de l'esprit étaient alors séparés; pour les réunir, il fallait nécessairement que l'humanité fût divisée en deux camps opposés, que le mouvement de l'esprit universel s'opérât d'abord individuellement, particulièrement, localement, afin d'arriver à l'identité, à l'unité du fini et de l'infini; il fallait que chaque développement moral, que chaque développement infini se trouvât correspondre à un développement fini et réel. Si Dieu était un être individuel, une unité finie et déterminée, une force séparée des forces de la nature et de l'esprit de l'humanité, ainsi que les catholiques le supposent, alors certainement il serait impossible de comprendre logiquement la création et l'histoire; il serait impossible d'admettre la toute-puissance, la bonté infinie, la perfection absolue de Dieu et de considérer en même temps le monde comme son œuvre libre et parfaite. Mais comme Dieu considéré selon la vérité, selon la science, n'est précisément que l'unité substantielle, l'unité

absolue de la dualité historique du monde de la nature et du monde de l'esprit, comme la création universelle n'est que l'activité hors de soi, dans le fini, dans le déterminé, de sa propre essence indéterminée, absolue, infinie; et que Dieu, pensée absolue, réalité parfaite, être infini et absolu en soi, n'a voulu autre chose, par la création, qu'engendrer soi-même, que se multiplier à l'infini dans la créature, pour rentrer à la fin de son œuvre non plus dans son unité en soi, mais dans son unité hors de soi, dans son unité à la fois intérieure et extérieure, finie et infinie, je pense qu'on pourra se persuader, sans trop d'effort, que l'histoire de l'humanité, qui est l'histoire active, concrète, vivante de Dieu même, ne pouvait exprimer et représenter la force, l'intelligence, le progrès, l'esprit universel du monde, que par des manifestations historiques, progressives, qui, du point le plus déterminé du fini, de l'unité individuelle, devaient s'élever graduellement par l'action, par la concrétisation effective de l'idée dans le fait, au point le plus indéterminé du fini même, à l'unité sociale la plus universelle, la plus harmonique, la plus parfaite. C'est ainsi que le régime patriarcal et le régime des castes dans l'antiquité devaient être nécessairement les premières formes du mouvement du fini vers l'infini; et que, de la prédominance particulière d'un peuple, d'une cité, d'une race sur les autres peuples, sur les autres races, on devait passer progressivement à une forme sociale moins exclusive, plus avancée, à l'unité collective et générale de plusieurs nations, de plusieurs

peuples, par des principes, des croyances, des intérêts solidaires, par un même système de civilisation générale et absolue, par le civilisation européenne.

Actuellement le monde marche dans cette voie générale et absolue, qui tend à concilier, à identifier toutes les différences, toutes les contradictions de la nature et de l'histoire, dans un même système d'unité logique, politique et sociale. Le principe qui détermine le mouvement généralisateur et unitaire de notre époque, c'est le principe de la pensée, de la science absolue. Depuis trois siècles, ce principe s'est manifesté dans l'histoire, mais les développements antérieurs au dernier siècle n'avaient pu engendrer encore un progrès effectif, concret, dans la vie des peuples européens. Il y a plus; la certitude que le caractère essentiel, que le trait dominant de la civilisation moderne est la réalisation effective et pratique de l'absolu par le principe de la science, ne s'est révélée à la conscience de l'esprit européen que dans le siècle actuel. Nous n'en sommes donc maintenant qu'aux premiers moments de cette nouvelle phase de l'histoire de la civilisation de l'Europe. Ainsi il ne faut pas s'étonner que la conscience de ce grand phénomène ne soit pas encore un fait général, un fait populaire de notre époque. Toutefois, malgré les efforts que font chaque jour les hommes du passé, pour empêcher que la lumière de la vérité nouvelle ne pénètre, en l'éclairant, dans l'esprit des masses, il est difficile de ne pas voir dans l'indifférentisme, dans le doute, dans le malaise moral du plus grand nombre, des signes manifestes que le monde est

aujourd'hui à la veille d'une grande crise de décomposition et de réorganisation générale.

Pour arriver à comprendre jusqu'à quel point certains esprits de notre époque sont induits en erreur sur les vraies tendances de la liberté et de la civilisation de notre siècle, sur l'avenir probable de la société européenne, on n'a qu'à réfléchir un instant aux caractères essentiels de cette liberté et de cette civilisation mêmes. Ce grand fait qui est devant nos yeux, devant les yeux de toute l'Europe, ce besoin général de liberté, d'examen, de progrès, de réformes, ce grand mouvement des idées, des intérêts, cette tendance irrésistible vers un état social plus en rapport avec les nouveaux besoins moraux et intellectuels de tous les peuples civilisés, nous révèlent d'une façon démonstrative que l'idée organique de la vérité absolue, que le principe synthétique de la société démocratique viennent d'atteindre aujourd'hui même leur premier développement général, leur première manifestation absolue.

En effet, si en présence de tant de progrès, d'aussi grandes conquêtes de la pensée, de la science, de la liberté, de la civilisation de notre époque, la vérité spéculative et pratique de toutes choses nous était encore entièrement inconnue, si la philosophie moderne n'avait abouti qu'à des rêves, qu'à des jeux d'esprit, qu'à des chimères; s'il était démontré que pour revenir à la vérité, pour rentrer dans la bonne voie, il fût nécessaire de se jeter de nouveau dans les croyances, dans les doctrines, dans les institutions du passé, et de renier ainsi toutes les grandes pen-

sées, toutes les grandes choses de la vie moderne, dans ce cas, je l'avoue, l'humanité n'aurait rien à faire de mieux que d'attendre soumise et résignée l'heure fatale d'une barbarie imminente. A quoi bon parler de science, de progrès, de liberté, de perfectionnement, si l'œuvre de quatre siècles n'était qu'illusion et mensonge? si après tant de nobles douleurs, tant de pensées sublimes, tant de sacrifices, tant de sang versé pour le triomphe du bien et de la vérité, il n'y avait plus autre chose à faire maintenant que se suicider dans le désespoir du doute, ou s'ancantir dans une résignation passive et dégradante? Oui, je le dis avec une ferme et inébranlable conviction; si la vérité n'est pas dans la pensée, dans la vie de ce siècle, dans la liberté, dans la civilisation de l'Europe, il n'y a d'autre avenir possible pour le monde, que la barbarie ou le néant. Car on ne revient point à une phase épuisée de civilisation; on ne revient point aux croyances, aux illusions, aux joies, aux espérances, que le temps a détruites, ni à cette foi, à cette poésie, à cet amour que la raison et la science ont anéantis à jamais comme forces vitales et progressives de l'histoire des peuples. Ainsi pas de milieu; ou la vérité est avec nous, ou nous sommes déshérités pour jamais, de toute certitude, de toute vérité, de toute science, de tout bonheur.

Pour ma part, je crois cependant, et le fait est là pour nous le prouver, que la formule synthétique de la civilisation européenne telle qu'elle surgit maintenant des ruines du passé, doit être la formule initiatrice de la civilisation absolue, d'une civilisation

qu'on peut développer, perfectionner à l'infini, mais qu'il serait impossible de changer, de renouveler dans ses principes fondamentaux, dans ses caractères essentiels.

Nous voyons aussi que la conception organique, que l'idée générale, que le principe dominant de la civilisation de l'Europe moderne, ne peuvent être représentés dans tous leurs développements progressifs et absolus que par les quatre ou cinq peuples principaux qui ont rempli par le passé, et qui remplissent actuellement encore le plus grand rôle dans l'histoire de la civilisation européenne. A mesure que la civilisation avance, nous voyons que la conception particulière, nationale du développement logique et historique de la civilisation même s'agrandit, et se généralise. Nous voyons que la chaîne historique du mouvement civilisateur n'est jamais interrompue, et que chaque anneau qui vient s'ajouter dans le mouvement successif du temps à cette immense chaîne, non-seulement est beaucoup plus grand que les anneaux précédents, mais les contient et les résume. L'image d'une spirale rend parfaitement l'idée du mouvement successif et progressif du développement de l'esprit universel dans l'humanité. Cependant, ainsi que j'ai eu lieu de le dire dans la première partie de cet ouvrage, le mouvement des développements dynamiques, des développements logiques de l'humanité progressive, ne peut avoir dans le temps et dans l'espace qu'une action finie et déterminée.

La synthèse absolue de l'humanité se divise en deux grandes périodes distinctes; en une période spécula-

tive, théorique, et en une période d'application, d'effectuation pratique, en une période purement subjective, et en une période qui doit être à la fois subjective et objective. Or, s'il est prouvé, et tout ce livre tend à cette grande solution, s'il est prouvé que chaque nation n'est grande et puissante dans l'histoire que par la place active et prépondérante qu'elle occupe dans le vaste champ de l'idée et de l'action progressive de l'humanité qui se crée et se développe dans l'histoire même, il est évident qu'une nation, du moment qu'elle a épuisé par sa propre activité tous les développements de son idée ; du moment qu'elle a donné à la civilisation générale, tout ce que son génie particulier, sa mission naturelle pouvaient lui donner, cette nation ne peut plus ni progresser, ni se renouveler avant que toutes les formules particulières et spéciales de la civilisation générale et absolue exprimées et représentées par d'autres peuples, aient atteint le dernier degré de leurs développements, et rendu effectives toutes les forces de leur génie, de leur activité réciproque. C'est, en effet, au moment où les formules spéciales et rationnelles de la civilisation générale auront terminé de remplir leur rôle dans l'histoire, au moment où les manifestations caractéristiques d'un peuple particulier ne seront plus nécessaires au mouvement progressif de l'humanité même, que tous les peuples, abdiquant leur rôle particulier, leur mission nationale, viendront se réunir et se réconcilier tous ensemble dans une merveilleuse association de forces et d'idées. Ce sera l'époque de la généralisation, de

l'identité, de l'unité effective de la civilisation européenne.

Mais pour que ce grand fait puisse se réaliser un jour, il est nécessaire que la synthèse logique de la pensée, que la base spéculative de la vérité universelle trouve sa détermination absolue dans une formule une, générale, invariable, absolue.

A mon avis, le siècle actuel contient et résume en lui-même les caractères essentiels de cette grande synthèse, de cette formule absolue. C'est là que repose la démonstration de la doctrine du progrès, et la certitude que la civilisation de l'Europe ne peut retrouver son centre d'harmonie dialectique, son unité conciliatrice, dans aucune des formules particulières et nationales de l'histoire, de la vie du passé. Car la prépondérance, la grandeur d'un peuple, d'une race dans la civilisation du passé, repose justement sur cette formule spéciale et restreinte, qui est restée absorbée par une formule plus large, plus générale, qui lui a succédé, qui la contient et la résume.

Vouloir donc refaire de nos jours la grandeur, la puissance d'un peuple qui, par son génie et par le temps où il a agi et dominé les autres peuples, n'a pu être que l'expression d'une idée, d'une formule de civilisation particulière et transitoire; vouloir, dis-je, régénérer ce peuple par cette même formule de civilisation, par cette même idée qui a été, en tant qu'idée prédominante, annulée par les formules successives de la civilisation générale, c'est vouloir, suivant moi, une chose à la fois impossible et absurde. De même qu'un peuple, en tant qu'expres-

sion particulière du progrès universel, ne peut faire époque qu'une seule fois dans l'histoire, de même, du moment qu'il a épuisé l'action prépondérante de son idée dans l'histoire, du moment que son œuvre nationale ne peut plus servir à la détermination logique et historique d'une phase progressive du monde, ce peuple ne pourra plus remplir aucun rôle actif et prépondérant dans la lutte des idées et des intérêts de l'humanité progressive. Et par la raison que le progrès de l'humanité se généralise en se développant, par la raison que chacun des développements successifs contient les développements antérieurs, il est de toute impossibilité que dans la somme générale du progrès, le plus soit dominé par le moins, le général par le particulier, l'infini par le fini.

Et comme aussi le mouvement généralisateur et ascendant du progrès ne peut être historiquement infini et indéterminé, il s'ensuit que du moment que la loi logique absolue du progrès, du vrai et du bien infini aura été trouvée, l'action exclusive et prépondérante des particularités historiques devra cesser, par la raison que tout ce qui est un et absolu en soi, ne peut être relatif et particulier hors de soi. C'est alors seulement que tous les peuples qui, dans la chaîne générale du même progrès, de la même civilisation, ont joué un rôle principal, pourront se relever tous de leur état d'infériorité, de décadence, de leur état stationnaire et rétrograde, pour rentrer dans l'ordre général du mouvement absolu. La tâche de ces peuples sera alors de rendre effectif et populaire ce qui n'était que spéculatif, abstrait, et à le

portée de quelques classes privilégiées; ce sera de rendre identique la principe de la vérité et le principe du bien, le fini et l'infini; de produire et d'organiser enfin, sous une forme à la fois intérieure et extérieure, théorique et pratique, logique, politique et sociale, l'unité conciliatrice de l'absolu dans le monde.

De là, il est également certain, en ce qui concerne le présent, que les peuples qui dans ces derniers siècles n'ont pris aucune part active, n'ont exercé aucune influence prépondérante dans les développements généraux de la civilisation européenne, qui est la civilisation absolue dans l'histoire, les peuples qui ont représenté uniquement les développements primitifs, initiateurs de cette grande synthèse générale, qui ont représenté la contradiction du passé au lieu d'être les instruments du mouvement dialectique de l'histoire moderne, ne pourront s'élever graduellement à la vie du progrès généralisateur de notre siècle, qu'en se dépouillant des formes caractéristiques de leur existence nationale et historique. C'est en acceptant, non la domination matérielle, mais l'influence progressive et salutaire d'une civilisation plus avancée, que les peuples stationnaires et rétrogrades pourront être amenés peu à peu à modifier les conditions usées, vieilles, contradictoires de leur existence morale et politique. Et si par hasard certains peuples, certaines nations, au lieu de tâcher d'entrer par toutes les voies possibles dans le mouvement logique et politique de la vie moderne, s'obstinaient par des préjugés ridicules, par une mesquine vanité, par des préoccupations systématiques, par

des haines, par des antipathies nationales et historiques, à repousser les véritables progrès, les conquêtes les plus nobles, les plus utiles de la civilisation libérale de notre époque, par la seule raison que ces progrès, que ces conquêtes ne sont pas le fruit spontané de leurs instincts, de leurs principes, de leurs traditions séculaires, dans ce cas, les peuples, les nations qui se laisseraient entraîner dans une voie aussi illogique et aussi périlleuse finiraient selon moi par tomber un jour ou l'autre sous la dépendance la plus directe, la plus déconsidérisatrice, la plus antihistorique, d'une nation plus jeune, plus forte et plus progressive.

Sans vouloir dépeindre l'avenir sous des couleurs trop sombres, je crois qu'il m'est permis de rappeler à tous les peuples qui jouent maintenant un rôle subalterne, rétrograde dans le mouvement civilisateur de la vie européenne, que, d'après la tendance manifeste de l'Europe, de ses idées et de ses forces effectives, il est fort à craindre que si la civilisation, si la liberté, si le progrès ne leur viennent pas en aide, ils ne restent tôt ou tard écrasés sous l'influence amie ou ennemie des puissances qui exercent sur l'Europe entière, depuis quelque temps, une prépondérance plus ou moins envahissante.

Je ne répéterai pas ce que j'ai dit déjà plusieurs fois, sur l'insuffisance du principe de nationalité ou de celui des races, comme moyen de régénération intellectuelle, et de résurrection politique pour les peuples opprimés, asservis de la vieille Europe. Le patriotisme strictement national, ce civisme qui a fait la force et la gran-

deur des anciennes républiques d'Athènes et de Sparte, la force et la grandeur de Rome antique, et aussi de quelques peuples chrétiens au moyen âge et dans les temps modernes, n'a plus aucune véritable puissance, aucune véritable valeur dans un temps comme le nôtre, où le principe généralisateur, unitaire, démocratique, absolu de la pensée, de la science, domine toutes les idées, tous les intérêts particuliers, relatifs, des individus et des peuples. Le libéralisme ne peut plus être de nos jours strictement national, ne peut plus reposer uniquement sur une base historique ou ethnographique. L'histoire, la tradition, la race, sont des principes de division, de lutte contradictoire; ce sont de vieux principes du monde païen et du moyen âge : la liberté et la civilisation modernes tendent tous les jours à les soumettre, à les anéantir.

Il est donc démontré que toute tentative pour réorganiser l'Italie une et indépendante soit par le principe historique de la nationalité, soit par celui des races, n'a de point d'appui solide sur aucun fait réel, positif, mais plutôt sur des idées et des doctrines arbitraires.

J'ai dit plus haut ce que je pense relativement à l'hypothèse d'une confédération monarchique des différents États italiens. Je ne reviendrai pas sur une question qui suppose la solution d'une question beaucoup plus importante encore, je veux dire celle de l'Italie indépendante de tout joug étranger. Et comme, suivant moi, la question d'organisation intérieure est, pour l'Italie du présent, une question

inopportune, je pense qu'on ne voudra pas me faire un reproche de l'avoir presque entièrement négligée.

De nobles pensées, des sentiments généreux ont été exprimés à ce sujet par M. le marquis d'Azeglio, qui au point de vue purement critique et national est celui qui a écrit sur les États romains et sur les affaires de la Péninsule en général avec le plus de vrai libéralisme et de bon sens[1]. Mais M. d'Azeglio, comme tous les écrivains de son parti, a négligé la question principale, la question européenne; il a parlé de la politique générale de l'Europe à propos de l'Italie, sans en approfondir, ce me semble, ni les principes, ni les tendances. Il a fait comme font les doctrinaires en France et partout ailleurs; il a parlé avec modération, avec générosité, avec éloquence sur tous les faits les plus détaillés qui caractérisent les obstacles passés et présents qui s'opposent à l'indépendance politique de la Péninsule; sa critique au point de vue historique et doctrinaire est de tout point excellente; mais malheureusement elle n'aboutit à aucune conciliation générale, à aucune solution positive de la question. M. d'Azeglio peut cependant, par son libéralisme critique, par l'influence de ses écrits, de sa parole, de son autorité, rendre de grands services à l'avenir de la nation; car, à son insu peut-être, M. d'Azeglio est un des grands démolisseurs du présent; il est un de ceux qui, comme M. Gioberti, M. Balbo et tant d'autres, travaillent avec des intentions tout opposées, à la

[1] Voir, *Degli ultimi Casi di Romagna*, di Massimo d'Azeglio. Italia, 1846.

révolution future de l'Italie historique, papale, catholique et monarchique. Mais ni M. d'Azeglio, ni les autres écrivains de son parti ne prononceront jamais le mot qui doit résoudre la grande énigme de l'Italie et de l'Europe à venir. Leurs écrits ne peuvent servir qu'à préparer le terrain à la dissolution historique de l'Italie et à réveiller dans le cœur des Italiens en général la flamme à demi éteinte de la liberté et du progrès. Car une fois que les Italiens se sentiraient la force et le courage de sacrifier leurs biens et leur vie à la cause de l'indépendance ; une fois qu'une grande insurrection populaire viendrait à éclater en Italie, soyons certains qu'avec la question d'indépendance surgirait en même temps la question de liberté et d'égalité. Mais aussi si les cent, les deux cent mille Autrichiens qui au moindre signe de révolution pourraient venir inonder la Péninsule, avaient la chance de nous trouver seuls, abandonnés à nos propres forces, mal disciplinées et insuffisantes, si la France ne voulait pas intervenir dans nos intérêts pour nous secourir et nous défendre, il y a tout à craindre que l'Italie, après une lutte des plus féroces, des plus sanglantes, ne finît par tomber comme la Pologne décimée, martyrisée par la barbarie des vainqueurs et par le fanatisme brutal des vaincus, sous un joug plus dur, plus honteux, plus écrasant encore, et par devenir peut-être aussi, ni plus ni moins qu'une province tudesque.

Je ne voudrais pas que mes paroles fussent interprétées dans un sens contraire à celui qu'elles ont en réalité. J'ai voulu dire que dans l'état où se trouve

actuellement l'Europe, dans la voie où l'Italie marche maintenant, il est impossible selon moi qu'elle se relève, qu'elle devienne une nation libre et indépendante, sans qu'une influence étrangère vienne à son secours. Oui, je le répète avec un profond sentiment de douleur, l'avenir de ma chère et infortunée patrie est dans les mains de l'étranger, soit qu'elle revive à la liberté, soit qu'elle retombe plus bas encore dans la servitude, dans l'oppression, les destinées de l'Italie sont dans les mains des grandes puissances européennes. La France cependant pourrait nous sauver peut-être, si les peuples, si la démocratie nouvelle venaient en aide à l'Europe entière, avant que les excès du despotisme aient rendu peut-être inévitable un nouveau moyen âge autocratique et cosaque. Car le despotisme ne pouvant transiger jamais avec la liberté, avec la révolution, avec la démocratie, deviendra plus violent, plus inexorable, plus barbare à mesure qu'il se croira plus près d'être attaqué directement par les forces révolutionnaires. Mais comme je crois, comme j'ai la conviction, que la lutte entre le despotisme et la liberté, entre le droit monarchique et le droit démocratique ne pourra cesser qu'avec la destruction complète de l'un ou de l'autre; et comme aussi, par les lois générales du progrès et de la raison dans l'histoire, la démocratie est la formule logique et historique de l'avenir, par toutes ces raisons, je pense que si la lutte, si la guerre entre les rois et les peuples pouvait se prolonger un jour indéfiniment, les rois et les peuples finiraient par s'entre-détruire réciproquement, sans pouvoir s'accorder en-

semble, sans pouvoir, sur la défaite totale de l'un ou de l'autre principe, fonder un nouveau système d'ordre, de conciliation et de paix. Dans ce cas, l'intervention d'une force matérielle supérieure aux forces affaiblies, divisées, épuisées de l'Europe révolutionnaire, serait indispensable, non pour juger la question, non pour concilier les parties, mais pour réorganiser matériellement l'ordre, pour rétablir un état social régulier quelconque.

Or, si l'Europe centrale se trouvait un jour en pleine révolution, et que les forces révolutionnaires et démocratiques ne fussent ni assez unies, ni assez disciplinées pour s'entendre, pour résister aux attaques, aux forces de l'absolutisme; si, de son côté, l'absolutisme se trouvait incapable de soumettre entièrement la révolution, la guerre civile ou sociale qui aurait envahi l'Europe, on a le droit de supposer que, dans un cas semblable, une grande puissance, la Russie par exemple pourrait peut-être tomber alors avec la masse compacte de ses armées, avec l'union et la discipline de ses forces sur l'Europe entière, rebelle à l'autorité, plongée dans la licence et dans l'anarchie, en proie à une crise irrémédiable de décomposition, de dissolution intellectuelle, politique et sociale.

Quoi qu'il en soit, je ne crois pas cette hypothèse dépourvue de fondement. Ceux qui s'imaginent qu'on pourra résoudre le grand problème de vie et de mort qui agite depuis des siècles l'Europe entière, qui menace depuis soixante ans l'existence historique du monde, par des moyens purement moraux et pacifiques, se trompent grandement. L'influence pacifique

des idées, des opinions, des doctrines, n'est que l'élément intérieur, abstrait du mouvement logique et historique de l'esprit universel de l'humanité, pour que cette force intérieure et abstraite trouve sa réalisation effective, pour qu'elle passe à l'état d'action, il faut, quelle que soit l'époque où elle se produit, l'identifier aux éléments actifs de la vie et de l'histoire, aux sentiments, aux passions, aux intérêts des peuples qui doivent la faire valoir. Il faut, en un mot, que l'idée, que l'opinion, que le progrès intérieur abstrait devienne action extérieure et concrète, et que la force physique vienne donner corps et vie, une existence organique et matérielle aux principes, aux opinions, aux idées.

De nos jours le libéralisme, le mouvement révolutionnaire est entré dans sa période pratique, active, concrète. La formule révolutionnaire de l'époque n'est plus le civisme, le patriotisme plus ou moins national du dernier siècle; la formule révolutionnaire du siècle présent n'est plus le libéralisme des opinions et des doctrines, mais le libéralisme des droits et des intérêts. C'est le socialisme démocratique qui le représente. Il ne s'agit plus maintenant de revendiquer les droits de la pensée, l'indépendance des opinions et des idées; il ne s'agit plus de croire qu'un homme est libre parce qu'il a le droit d'avouer publiquement ses croyances religieuses, philosophiques ou politiques, sans qu'aucun autre droit s'y oppose. Non, la liberté de notre époque, la liberté de la démocratie nouvelle, indépendamment des tendances particulières

des sectes socialistes et communistes existantes aujourd'hui dans toute l'Europe, veut, pour que les hommes soient réellement libres, pour qu'ils jouissent d'une liberté non-seulement négative, mais positive, que leur liberté intellectuelle et morale soit garantie et devienne une réalité par la liberté sociale, c'est-à-dire par la liberté et l'indépendance économique de chacun, selon son intelligence, son industrie et son travail. Je rejette les exagérations systématiques et passionnées de certains socialistes et communistes de notre époque, mais je déclare en même temps que la véritable liberté, que la véritable civilisation moderne, doit reposer désormais sur un meilleur partage légal de la richesse publique; que sans vouloir effacer brusquement l'inégalité des conditions, le libéralisme de notre époque nous impose de rechercher par tous les moyens moraux et matériels, l'affranchissement réel, effectif des classes inférieures de la société, l'abolition graduelle du prolétariat et du paupérisme. Ceux qui au nom du Christ, nous prêchent tous les jours la sainteté de la pauvreté et de la souffrance physique, ne sont franchement parlant, que des hypocrites, que des nouveaux pharisiens, des faux apôtres du divin maître. Ce sont des hommes qui voudraient perpétuer sur la terre le mal, l'erreur et l'esclavage intellectuel et matériel des peuples, pour éternaiser à leur profit le monopole odieux, barbare, d'une puissance, d'une autorité mensongères. Non, mille fois non, Jésus-Christ notre Seigneur, notre Dieu, n'a jamais sanctifié la pauvreté d'une manière absolue et générale. Il a été l'ami des

Google

pauvres, le frère de tous ceux qui souffraient, de tous les malheureux, alors que les riches, les puissants représentaient un ordre de droits, de privilèges, d'intérêts qui condamnaient irrévocablement la majorité des peuples à l'idiotisme, à la plus cruelle, à la plus dégradante servitude; alors que les grands niaient toute communauté d'origine avec les petits; alors enfin qu'il était indispensable de relever, de sanctifier le pauvre pour le rendre digne au moins de la commisération, de la charité, de la bienfaisance du riche.

Mais aujourd'hui que l'œuvre du Christ a révolutionné en grande partie l'ordre moral et intellectuel du monde, et que cette œuvre primitive a développé, dans la suite des siècles, les principes fondamentaux de la régénération effective, positive des hommes, c'est blasphémer le Christ, c'est faire outrage à la raison, à la vérité, à la liberté, à la civilisation, au progrès, que de dire que la pauvreté est sainte, qu'elle est nécessaire à la vertu, à la justice, à la perfection du monde.

Heureusement que ces maximes jésuitiques n'ont plus de crédit que dans les pays soumis à l'influence servile et corruptrice des révérends Pères. Les peuples libres, les peuples qui pensent, sont tous unanimes à l'heure qu'il est pour proclamer hautement, qu'il faut délivrer l'Europe de cette lèpre hideuse, de ce paupérisme honteux, qui rend pratiquement illusoires, mensongères les droits moraux et politiques de la liberté et du progrès. Et si la plupart des États de l'Europe sont dévorés actuellement, plus ou moins,

par le fléau de la disette et de la famine; si au sein de l'opulente Angleterre, la malheureuse Irlande gémit décimée par la faim et par la maladie; si la France, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse voient des populations entières, se jeter nues et affamées contre la propriété des riches et des grands, trop souvent sans cœur et sans entrailles envers le pauvre peuple qui travaille et qui souffre, pour leurs plaisirs, pour leur bonheur, il faut sans doute s'apitoyer sur de si grandes, de si touchantes infortunes; il faut faire promptement tous les sacrifices pour les soulager, mais il faut nous dire aussi que si le mal est grand, presque irrémédiable aujourd'hui; si la génération actuelle doit expier les fautes du passé, et s'immoler au sort des générations futures, cette crise n'est pas moins indispensable, pour mettre un terme, par une nécessité extrême, à un état de choses que les gouvernements et les classes supérieures de la société n'ont eu jusqu'ici ni la prudence, ni la justice, ni la sagesse, ni l'humanité de prévenir. Et de même que chaque idée se lie, dans le mouvement général du progrès, à un fait, à un événement; de même la révolution qui tend aujourd'hui à devenir sociale, à quitter le domaine des idées et des doctrines pour entrer dans celui des faits et des intérêts, rencontre dans les faits et dans les intérêts mêmes les éléments appropriés à son action et à sa plus grande influence. L'excès du prolétariat, du paupérisme, la disette, la faim qui torturent les classes inférieures des populations dans une grande partie de l'Europe, sont autant de provocations directes au développement et

au triomphe de la cause des socialistes et des communistes, qui est après tout la cause de la révolution, de la démocratie future dans toute l'Europe.

Il n'est point pour les masses d'aiguillon révolutionnaire plus efficace, je l'avoue, que les besoins et les souffrances matérielles. La faim n'est point le principal mobile des révolutions, comme M. d'Azeglio voudrait le faire croire, mais il en est certainement l'auxiliaire le plus puissant. Un peuple qui souffre excessivement dans sa vie matérielle, sera toujours plus ou moins révolutionnaire. L'Italie, sous ce rapport, est encore le pays le moins révolutionnaire du monde. Tout compté, une misère excessive ne se rencontre jamais dans le peuple italien. Rarement chez nous le peuple a faim. La fécondité naturelle du sol, les habitudes simples et peu confortables de la vie du peuple en Italie, et aussi une certaine nonchalance, une certaine paresse toute contemplative, toute poétique, rendent nos populations moins exposées aux souffrances physiques, moins assujetties aux besoins factices de la vie sociale de notre époque. Certes si le sol avait été moins riche, le ciel moins beau, moins riant, l'Italie ne serait pas peut-être moralement, politiquement, la nation la plus opprimée, la plus inerte, la plus esclave de l'Occident. Il faut bien le croire, le plaisir, le bonheur physique est aussi fatal à la moralité des individus qu'à celle des peuples. Pour être forts et grands, il faut souffrir, ou avoir souffert. La vertu, la bonté, la grandeur d'âme des gens heureux, des gens qui n'ont jamais souffert, ne forment que de rares exceptions dans

la vie. La condition indispensable de tout perfectionnement, de tout progrès, c'est la souffrance, c'est la douleur. C'est sur le Golgotha que Jésus-Christ a scellé par son agonie le pacte de la rédemption future du genre humain, le principe de la fraternité sociale de tous les hommes.

C'est également par cela que je crois que les nations esclaves, les nations dégénérées, ne pourront pas se relever, ni s'affranchir, sans que de grandes et profondes souffrances, sans que de longs et douloureux sacrifices viennent les arracher à cette mollesse, à cette torpeur léthargique qui les affaiblit et les dégrade. Si l'Italie, si le peuple italien pouvait se soustraire à l'enivrement de cette nature magique, de ce soleil brûlant, révélateur de joies et de voluptés infinies; si l'Italie, si le peuple italien pouvait souffrir, s'il pouvait souffrir profondément et les tortures du froid et de la faim, et les angoisses de la pensée, et le martyre des grandes convictions, des grandes idées, des grands intérêts méconnus ou outragés, l'Italie, le peuple italien depuis longtemps peut-être, aurait cessé d'être un sujet de dédain et de mépris, et pour l'Autriche qui l'avilit et le corrompt, et pour l'Europe libérale qui n'a jamais fait un pas pour le délivrer.

On a dit et répété mille fois qu'un peuple esclave ne doit compter que sur soi-même, s'il veut réellement s'affranchir de ses oppresseurs. Quant à moi, je dirai, au contraire, qu'une nation qui vit depuis des siècles dans la stupide résignation de sa misère, de sa nullité politique, ne peut malheureusement rien

faire sans le secours d'une nation plus jeune, plus forte, plus progressive.

L'Italie a eu incontestablement une grande idée, une grande mission dans ce monde. Qu'on juge comme on voudra notre nullité actuelle, il n'est pas moins vrai que tous les hommes de sens et de cœur sont obligés de reconnaître la suprématie historique de l'Italie des papes et des républiques. Mais cette grande idée, cette grande mission est expirée avec l'époque où les Italiens l'ont exercée, et a dû nécessairement disparaître pour faire place à une autre qui devait lui succéder. Ce qui a perdu l'Italie, ne l'oublions jamais, c'est son impuissance manifeste à continuer, à soutenir le rôle sublime qu'elle avait rempli jusqu'alors ; c'est l'impuissance du peuple italien à développer, à transformer l'idée du passé, à en tirer pour lui et pour l'Europe un nouveau principe de civilisation et de progrès. Ne pouvant, ne sachant relier le passé à l'avenir, l'Italie se déclara au xve siècle et même avant, finie, épuisée. Lorsque sa dernière heure arrive, lorsque le patriotisme héroïque de tant de citoyens, de tant de guerriers illustres expire sous les remparts de Florence assiégée par les armées de Charles-Quint, bombardée par les canons des Austro-Espagnols, les derniers représentants de la vertu et de la liberté du moyen âge, les derniers martyrs d'une foi éteinte, se cramponnant au eux-mêmes et dans les idées du passé, firent alors des efforts dignes de l'admiration et du respect de tous les âges ; mais l'idée du passé, mais la foi et le patriotisme de l'Italie papale et ré-

publicaine étaient morts. Il fallait céder aux nécessités inexorables de la loi universelle du progrès dans l'histoire. L'arbre de la vie italienne n'ayant plus de séve, devait céder : et la vieille vigueur de ses branches, le sol fertile même où il était planté, ne servirent qu'à rendre sa chute plus terrible et plus éclatante.

Plus de trois siècles se sont écoulés depuis cette grande et déplorable catastrophe. De nobles esprits, des cœurs magnanimes, des patriotes sublimes ont résisté plusieurs fois avec une héroïque persistance contre la loi fatale des temps. Et comme un grand peuple ne meurt jamais tout entier, nous avons vu à différentes époques surgir des débris de la vieille Italie, des individualités colossales, qui paraissaient vouloir grandir et s'élever en proportion de la faiblesse et de l'avilissement général de la nation.

Mais malgré tant de génies, tant d'individualités puissantes, la nation est restée sourde à la voix de la pensée et du progrès. Les peuples pour être quelque chose dans la vie générale du monde ont besoin d'une foi, d'une idée commune capable d'alimenter les passions, les intérêts, les croyances générales des masses. Et la foi, l'idée commune du peuple italien n'est plus depuis bien longtemps, qu'une foi morte, qu'une idée sans vie, sans progrès, sans avenir.

Le peuple italien est encore, quoi qu'on en dise, un peuple religieux, un peuple artiste, un peuple poëte, un peuple qui par cela même n'a su prendre aucune part active au mouvement critique et révolutionnaire qui depuis trois siècles agite et bouleverse le monde. La cause principale de notre décadence, de notre ser-

vitude, de notre infériorité vis-à-vis des peuples qui luttent et qui marchent dans la liberté et dans le progrès, consiste dans cette force d'inertie et de résistance que nous avons toujours opposée à toutes les innovations fondamentales de la pensée et de la civilisation modernes. L'Italie est enchaînée encore à la vieille synthèse catholique et artistique du moyen âge. Le mouvement analytique, dissolvant de la vie moderne lui est encore entièrement étranger. Tout ce qu'elle a pu s'approprier de ce grand travail européen, de ce grand travail de liberté et de science, n'a jamais dépassé les limites de sa vie extérieure et matérielle, l'essence intime de l'âme et de la pensée italienne n'a subi jusqu'ici aucune altération radicale. La science, la raison ont pénétré dans le mouvement mécanique de la société, de la civilisation italienne; mais non dans le cœur, dans l'esprit, dans le caractère de la nation. Il y a par conséquent un certain progrès en Italie dans le développement extérieur, matériel des forces sociales, dans les sciences physiques, dans l'industrie, dans le commerce, dans les arts techniques, dans tout ce qui se rapporte en un mot à la vie extérieure et matérielle; mais quant au progrès moral et intellectuel, je suis persuadé que l'Italie en est encore aux mêmes idées, aux mêmes principes, aux mêmes doctrines qui ont amené nécessairement il y a trois siècles sa plus complète décadence et sa plus dégradante servitude.

Ainsi à part les sciences physiques et naturelles, qui ne peuvent exercer en aucun pays une action directe et efficace sur les forces intellectuelles et politiques

des peuples, l'Italie n'a manifesté depuis le XVIe siècle d'autre principe progressif de vie morale que celui même qui avait fait de tout temps sa grandeur et sa puissance, et qui était capable de produire encore des développements nouveaux sous des formes inconnues jusqu'alors. Ce principe progressif de l'âme et du génie du peuple italien, sur lequel la décadence intellectuelle et la servitude politique de la nation ne pouvaient avoir aucune influence, c'est le principe de l'art.

Assurément, une des gloires incontestables de l'Italie déchue et esclave, c'est encore l'art, et surtout la musique. De même que Palestrina au XVIe siècle crée dans la chapelle du Vatican la vraie musique catholique, la vraie musique d'Église, Rossini est le véritable créateur de la musique dramatique, de la vraie musique de théâtre. Si nous sommes encore quelque chose d'original, de grand, de vivant comme artistes, nous le sommes plutôt par la musique que par les autres formes spéciales de l'art; toutefois, pour ne pas cesser d'être justes et impartiaux, il faut avouer que parmi les arts représentatifs, la statuaire est cultivée de nos jours en Italie par des hommes d'un incontestable talent. Il suffit, pour en être convaincus, de nommer entre autres, les deux célèbres sculpteurs Bartolini et Tenerani.

Je suis de ceux qui pensent qu'à l'époque où nous sommes, les arts en général, et surtout les arts représentatifs, sont sans doute insuffisants pour exprimer, conformément aux besoins de notre temps, le développement progressif de la pensée et de l'esprit

universel du monde. Je crois, par conséquent, que le place que les arts peuvent occuper dans la société actuelle, consiste non à développer des conceptions, des idées générales de civilisation et de progrès, mais à rendre populaires les idées et les conceptions du passé, et à renouer ainsi au présent la chaîne des développements abandonnés d'une grande période épuisée de l'histoire de l'esprit humain. Une autre tâche qui est encore réservée à l'art dans notre époque, c'est de réveiller et d'entretenir le sentiment de la beauté dans des peuples qui n'en ont pas les instincts spontanés, et de populariser en même temps une conception historique de l'absolu, qui doit se transmettre intacte à l'humanité moins poétique et plus savante de l'avenir. Malgré cela aujourd'hui l'art est devenu nécessairement, plutôt une industrie élégante qu'une noble et libérale mission. Il y a certainement des artistes d'élite qui savent sentir et penser noblement et grandement, mais ils ne forment en tous pays qu'une rare et même très-rare exception. La foule des peintres, des statuaires, des musiciens, ne demande à l'art que des bénéfices pécuniaires et quelques triomphes de vanité. En Italie cependant, où le mouvement industriel dans les arts s'est fait très-peu sentir, comme en toute autre chose, où le déplacement des capitaux et des fortunes privées se fait très-lentement, où les parvenus et les bourgeois enrichis sont en plus petit nombre qu'en France, en Allemagne et ailleurs, où enfin les palais des grands et des riches, les églises et les édifices publics sont encombrés de tableaux et de statues de toutes les

plus belles époques de l'art antique et moderne, les peintres, les statuaires, les artistes en général, sont pauvres. La plupart n'ont ni le talent d'imiter les chefs-d'œuvre de grands maîtres anciens, ni les ressources et les moyens propres à faire valoir des talents médiocres dans un but industriel.

C'est ainsi que l'art dépérit tous les jours de plus en plus en Italie. La musique dramatique même est en grande décadence, et les chanteurs qui ont fait une des gloires les plus populaires de l'Italie moderne, sont devenus beaucoup plus rares et moins excellents. Il paraît décidément que l'Italie, ainsi que l'Europe entière, approche d'une grande crise de décomposition intellectuelle et sociale.

Oui; l'art, qui est l'expression la plus subjective, la plus individuelle de l'idée infinie; la musique, qui est l'art noble par excellence, devient peu à peu dans notre siècle un art commun et trivial. La musique se démocratise, l'art devient objectif, il perd son caractère individuel. Tout le monde, demain ou après-demain, sera peintre ou musicien, comme tout le monde sait déjà lire et écrire, comme tout le monde fait imprimer son nom au bas d'un article de revue ou de journal.

Je ne crois pas pourtant que la fin du monde approche, mais je crois que la fin d'*un monde* se prépare depuis longtemps, et que le jour n'est pas très-éloigné où l'Europe entière sera changée et renouvelée de fond en comble. On voit partout aujourd'hui des signes manifestes de ce grand renouvellement intellectuel, politique et social que l'Europe attend depuis des siècles.

Les sciences physiques et mécaniques sont, ainsi que je l'ai dit, les instruments les plus puissants de cette œuvre de décomposition et de réorganisation historique de la société européenne. L'application de la vapeur à la locomotion sur mer et sur terre, le perfectionnement des machines en tout genre, et surtout des instruments de production agricole, industrielle et manufacturière doivent, tôt ou tard, révolutionner nécessairement les conditions économiques, politiques et sociales de la civilisation de l'Europe. Le développement de la richesse publique, le grand problème de la production et de la division des biens matériels repose actuellement sur le principe de la science. Le principe artistique, le principe individuel, subjectif, de l'économie sociale sera peu à peu entièrement soumis au principe objectif et général de la raison et de la science même. Le capital et les machines sont certainement les deux plus puissants stimulants d'une dissolution européenne. Ils sont les deux forces démocratiques les plus actives, les plus révolutionnaires, car avec l'abondance et l'association progressive des capitaux et avec le perfectionnement des machines, on finira tôt ou tard par rendre le travail matériel des hommes presque superflu. Et aussitôt que le travail manquera aux bras des travailleurs, il faudra nécessairement qu'une révolution ait lieu dans la propriété; il faudra que chacun possède un petit capital, ou plus ou moins de terre pour se nourrir. Il y a plus, l'immense développement des capitaux, l'élan démesuré donné au crédit public et privé en général amènera d'ici à quelque

temps une crise financière et commerciale dans toute l'Europe, et par là une banqueroute générale. Les économistes le savent bien, le crédit ne se soutient dans le commerce que par un certain équilibre entre la production, la consommation et les échanges. Si par hasard cet équilibre venait d'être rompu par l'excès de la production qui amène à sa suite la diminution des échanges, tous les capitaux fictifs qui forment la base de la balance industrielle et commerciale du monde disparaîtraient tout à coup, et iraient jeter l'Europe dans une révolution sociale inévitable.

Pendant que cette crise se prépare lentement, sourdement dans le monde des intérêts, un autre mouvement de nature opposée mais parallèle fait pressentir une crise différente dans les idées et dans la politique des peuples. Le principe de fusion, d'identité, d'unité qui domine et caractérise l'époque actuelle, qui domine et caractérise aussi bien le monde des idées que le monde des intérêts, se révèle, comme j'ai eu lieu de le démontrer dans le cours de ce livre, dans les doctrines et dans les institutions libérales de la politique moderne, et dans la constitution absolue de la science, comme principe général absolu de toute vérité, de toute connaissance. La révolution qui depuis trois siècles s'est opérée dans les idées, dans les croyances, dans les sentiments et dans les mœurs des peuples modernes, indique que le principe individuel, que le principe de l'art cède peu à peu la place au principe social, ou principe de la science, qui est l'idée fondamentale du principe d'égalité et de fraternité, du principe évan-

gélique de la démocratie future. Mais comme la révolution intellectuelle et morale doit passer dans les droits, dans les intérêts, dans les institutions, dans la vie sociale tout entière des nations libres, il faut que le mouvement de rénovation accompli par la science de la pensée, par la science logique, soit suivi d'un mouvement analogue de rénovation, rendu effectif dans le monde matériel et extérieur, par les sciences physiques et mécaniques d'un côté, et de l'autre, par le mouvement économique de la richesse publique, par les vicissitudes naturelles du travail et du capital qui le représentent. Car sans le capital et le travail, c'est-à-dire sans l'intelligence et l'activité, qui créent et produisent tous les biens nécessaires à la vie sociale, il n'y aurait ni richesse, ni société, ni civilisation possible. De même que le mouvement des idées, que les plus hauts développements de la pensée sont rendus tels par le mouvement et le développement des biens matériels, de la richesse publique; de même que ces deux forces agissent et réagissent constamment l'une sur l'autre; et que la nature, le monde physique a dominé d'abord l'intelligence, la pensée, et que le développement de l'esprit universel de l'histoire n'a été qu'un affranchissement graduel, progressif de l'intelligence, de la pensée, des liens de la nature; de même lorsque l'humanité se sentira réellement libre, réellement civilisée, elle deviendra par sa pensée, par son esprit, le pouvoir dominant de la nature; elle exercera sur le monde physique par la science, le même empire qu'elle avait dû subir si longtemps sur elle-même.

C'est ainsi que le principe de la science, qui est le caractère dominant de la liberté, de la civilisation moderne, est destiné à établir la réconciliation entre l'esprit et la matière, entre la nature et la civilisation, entre l'homme et le monde. Cette œuvre de conciliation aura son accomplissement effectif dans un bouleversement général des conditions extérieures de l'humanité, par une rénovation radicale dans les rapports physiques, géographiques, mécaniques et économiques qui lient la société à la nature, l'humanité au monde.

Nous sommes encore trop éloignés de cette grande ère de conciliation dialectique dont je parle, pour que tous les hommes pensants puissent s'en former aujourd'hui une idée exacte et lucide. Si je devais exprimer à ce sujet toutes mes idées, il faudrait écrire un volume à part. Je me bornerai, par conséquent, à en signaler les faits principaux pour ce qui a rapport plus spécialement à la question qui nous occupe.

D'après tout ce que j'ai dit dans le cours de cet ouvrage, d'après les idées communes aux nations éclairées de notre temps, c'est un fait certain positif, et que nous reconnaissons tous aujourd'hui, qu'un grand mouvement de fusion, d'unité s'est opéré depuis quelque temps dans les croyances, les idées, les institutions, les mœurs de l'Europe; qu'un lien de fraternité morale et intellectuelle unit et rapproche les membres divers de la grande famille européenne.

Cependant il y a encore beaucoup d'incrédules,

ou plutôt beaucoup d'hommes trop insouciants, ou trop peu spéculatifs, pour approfondir des questions qui s'éloignent entièrement des besoins et des intérêts pratiques de la vie actuelle. La plupart des hommes dont je parle, si toutefois ils s'avisent de s'occuper de matières aussi abstraites, déclarent franchement que la plupart des questions spéculatives ne sont et ne seront jamais susceptibles d'application positive.

Je ne veux pas maintenant entrer en discussion avec ceux qui se disent exclusivement des hommes pratiques, des hommes positifs : mais ce qu'il y a de certain, c'est que justement dans ce mouvement pratique et positif de la vie contemporaine, j'aperçois de loin la solution prochaine des plus grandes questions spéculatives. Ainsi, par exemple, qu'on s'arrête un instant, au point de vue de la politique et de la civilisation de l'Europe, sur la question des chemins de fer.

Lorsque l'Europe, je me borne à cette partie du monde, sera traversée en tous sens par des lignes stratégiques et commerciales de chemins de fer, on peut être certain qu'à cette époque les conditions intellectuelles et matérielles de l'Europe seront entièrement changées. Laissons de côté la spéculation, la théorie; examinons les faits. Le but des chemins de fer est de rapprocher dans l'intérêt immédiat du commerce des peuples une province de même état de l'autre province, et de relier entre eux, par les communications les plus directes et les plus rapides, les divers États, les diverses nations de l'Europe.

Pour accomplir cette œuvre colossale il faut nécessairement combattre et lutter avec l'œuvre de la nature; il faut dominer entièrement par la pensée, par la science, le monde physique, le monde matériel. La nature avait séparé, par exemple, les peuples entre eux, ou pour mieux dire les différentes parties de l'Europe, par des mers, par des fleuves et des montagnes. Eh bien! par la navigation à la vapeur, sans parler des autres perfectionnements nautiques antérieurs, et par les chemins de fer, on passe en peu de jours d'un bout du monde à l'autre; on perce des montagnes arides, escarpées, inaccessibles aux humains; on met en quelques heures en communication directe toutes les villes, toutes les provinces d'un même État, toutes les nations, tous les peuples d'une même contrée; on fait par la civilisation, par la science, une seule nation, un seul peuple de l'Europe entière, du monde tout entier. Je ne pense pas que les hommes positifs veuillent m'appeler rêveur, utopiste, parce que je constate des faits qui tiennent du prodige, qui auraient certainement paru fabuleux il y a cinquante ans. A mon sens les rêveurs et les utopistes sont ceux qui jugent les faits séparés des idées, et qui supposent que ce qui est réel et positif ne peut qu'être étroit et mesquin. Non; les faits les plus réels, les plus positifs ne sont étroits et mesquins que dans un siècle, que dans une époque où la pensée, où les idées sont obscurcies et rétrécies par les préjugés et l'ignorance. Là où il y a de grands esprits, de grandes pensées, il y a toujours

des faits grands et merveilleux ; car les faits ne sont grands ou mesquins que par la valeur des idées qui les produisent et les développent.

Quand la société moderne était encore un grand poëme, un grand drame vivant, les individus étaient sans doute grands par le sentiment, grands par le caractère, grands par les mœurs ; mais les peuples, les nations envisagés collectivement étaient faibles et esclaves. Aujourd'hui les passions ardentes et sublimes, l'enthousiasme poétique de l'amour individuel, ce bonheur calme et solitaire de la vie du cœur et de la vie de famille, cette grande perfection de l'homme dans le cercle borné de ses affections, tout cela n'est plus qu'un court épisode dans le cadre infini de la pensée et de la société du présent. Tout ce qui faisait la grandeur poétique et artistique du passé, remarquons-le bien, ce n'était pas uniquement ce que le passé possédait, mais plutôt ce qu'il ne possédait pas. De même pour nous aujourd'hui, ce qui fait notre force, notre supériorité, c'est autant ce que nous avons perdu que ce que nous avons acquis. Là est tout le problème de l'humanité et de l'histoire.

Aussi les peuples marchent toujours il est vrai, mais ils ne marchent pas tous ensemble. Chacun a une tâche, une mission particulière à remplir à une époque donnée, avant de s'associer à l'œuvre générale de tous les peuples. Et plus les peuples marchent, plus ils avancent dans ce long voyage que nous appelons l'histoire, et plus ils se rapprochent et se connaissent entre eux. Lorsque le jour viendra où tous auront fini de marcher, ils se retrouveront tous en-

semble sur le même lieu, unis par un même lien dans une même pensée, dans un but identique.

Mais avant que ce jour, que cette heure arrive, il faut marcher encore, et marcher longtemps peut-être. Il y aura ceux qui arriveront les premiers, et ceux aussi qui seront les derniers. Avant que l'unité générale des nations devienne un fait accompli, il faut que chaque peuple trouve en lui-même d'abord son unité particulière, c'est-à-dire son unité morale, intellectuelle et politique. Cette unité de chaque peuple elle existe, elle a existé toujours dans l'histoire, puisqu'elle n'est que le résultat de son unité intellectuelle et morale. Je vais m'expliquer plus clairement.

L'Italie par exemple a eu au moyen âge une grande unité religieuse et morale, une grande unité de civilisation et de mœurs; elle n'a pas eu pourtant l'unité politique et nationale dans le sens moderne, dans le sens de la France ou de l'Espagne; mais cette unité nationale, politique, qui appartient à la France, à l'Espagne, à l'Angleterre, dans l'histoire moderne, appartient-elle par hasard à tous les autres peuples de l'Europe? L'Allemagne, la Suisse, les populations helléniques, la Pologne, n'ont jamais eu ni unité politique, ni unité nationale dans l'histoire. Elles n'ont pas même eu toutes l'unité religieuse, l'unité de civilisation. C'est que l'unité extérieure, organique particulière des peuples, n'est pas nécessaire ni même favorable au mouvement général de la civilisation dans l'histoire. Ce qui est nécessaire, ce qui sera réalisé tôt ou tard, c'est l'unité générale

de tous les peuples ; mais cette unité générale exclut précisément toute forme particulière d'unité nationale.

Quand les nouveaux développements de la pensée, de la science dans les peuples de l'Europe, auront rendu égaux ces peuples mêmes sous le rapport des opinions et des idées; quand les chemins de fer auront anéanti les barrières que la nature a placées entre le nord et le sud d'un même pays, d'une même contrée; quand il n'y aura plus ni fleuves, ni montagnes, ni îles, ni presqu'îles qui séparent un État d'un autre État, ni une nation d'une autre nation, et que par la science on aura métamorphosé les limites empiriques du temps et de l'espace, les divisions intérieures des États ne seront plus possibles il est vrai, mais aussi il sera également impossible de refaire l'unité particulière de chaque peuple, de chaque nation. Le même principe, le même fait qui aura réuni chaque peuple dans sa vie intérieure et nationale, aura réuni en même temps entre eux tous les peuples. Quand on aura en Italie, par exemple, mis en communication Gênes avec Turin, Naples avec Rome et Florence; quand on aura relié par différents réseaux de chemins de fer le sud avec le centre, le centre avec le nord et l'ouest de la Péninsule; quand tous les États italiens, et toutes les provinces de ces mêmes États, communiqueront ensemble en quelques heures de temps, l'Italie sera unie extérieurement, commercialement; d'ici à douze ou quinze ans l'unité des idées, des opinions, de la civilisation morale, aura fait des progrès in-

calculables; et par une force nationale, ou par une force étrangère, une certaine unité politique sera le résultat inévitable de cette fusion matérielle. Mais d'après les projets d'établissement de chemins de fer en Italie, surtout dans les États du pape et en Piémont, il ne s'agit pas seulement de réunir entre elles les différentes parties de la Péninsule, il s'agit aussi de mettre les États italiens en communication avec les peuples qui l'avoisinent, et principalement avec la France, la Suisse et l'Allemagne. Tout le monde connaît entre autres projets, celui formé par le gouvernement sardo d'établir un chemin de fer allant de la Méditerranée au nord de l'Allemagne, en traversant la Suisse, et un autre qui de Gênes gagnerait la France par la Savoie, par Chambéry. Si ces projets reçoivent leur exécution, chacun peut voir quelle transformation l'Italie pourra subir, mise en contact avec la France, la Suisse et l'Allemagne, les trois pays les plus révolutionnaires de l'Europe!

Il est impossible de se faire des illusions; l'influence morale des idées, et l'influence matérielle des intérêts rendues très-actives et très-puissantes par les progrès de l'industrie, de la navigation, du commerce dans toute l'Europe, et surtout par l'action assimilatrice des chemins de fer, sont autant d'éléments dissolvants et révolutionnaires pour l'Italie historique, pour l'Italie papale et monarchique, pour l'Italie autrichienne et esclave.

Oui, je le dis avec la plus ferme conviction, dans quinze, dans vingt ans, l'Italie historique, l'Italie du passé sera bouleversée de fond en comble. Car

l'Italie ne pouvant ni se relever, ni se détruire par elle-même, aussitôt que les éléments révolutionnaires de la civilisation européenne auront envahi la Péninsule, l'impulsion révolutionnaire, l'impulsion destructive lui viendra par les bateaux à vapeur et par les chemins de fer, de la Suisse, de l'Allemagne et de la France. Je l'ai dit plus haut; ce que ne peut point faire l'Italie, l'Europe doit le faire nécessairement, infailliblement. Mais ce que ni l'Italie, ni l'Europe ne feront jamais, c'est de donner au peuple italien une unité strictement nationale, une unité fédérative, ou un gouvernement central. Quand l'Italie se sentira la force de marcher à quelque chose de grand, de libre, de progressif, l'Europe constitutionnelle aura fait probablement son temps. Car selon moi, les tendances générales de la liberté et de la civilisation modernes, sont de détruire lentement non-seulement la monarchie absolue, mais aussi la monarchie représentative, ou constitutionnelle.

Je dis ces choses sans passion et sans esprit de parti. Ma seule passion, mon seul but est de connaître la vérité, et d'écrire librement ce que je crois vrai, dans la persuasion que ce qui est vrai est et doit être toujours moral et utile. Je n'ai non plus de haine pour personne. J'aime et je respecte les rois aussi bien que les peuples, quand et les uns et les autres servent à une idée, à un besoin d'une époque. La contradiction qu'on pose entre la légitimité des monarques et la légitimité de la souveraineté nationale est nulle à mes yeux. Le roi est légitime tant que la nation ne l'est pas; le despotisme est

légitime tant que les peuples ne sont pas assez civilisés pour sentir eux-mêmes le principe de l'ordre aussi bien que le principe de la vraie liberté, aussi bien le principe de la raison, de l'obéissance, que celui du pouvoir. Et autant j'aime à me montrer favorable à tous les progrès des peuples bons et éclairés en provoquant toutes les réformes opportunes, même les plus radicales, autant je combats et je combattrais toujours les passions anarchiques et tyranniques d'une plèbe ignorante, superstitieuse et esclave. Les vrais amis des peuples, et du progrès, de la liberté, de l'égalité démocratique sont ceux qui savent faire tous les sacrifices possibles pour rendre, par la science et la civilisation, un peuple asservi et dégradé, digne de reprendre, par ses idées et ses intérêts, sa place parmi les nations libres et progressives. Certains partis libéraux de notre époque croient, je le sais, qu'il suffit qu'un peuple sache faire une révolution, pour se régénérer complétement; que, par une volonté tout arbitraire, par des efforts matériels, on peut laver des souillures de trois siècles d'esclavage intellectuel et matériel, l'âme flétrie d'une nation déchue. Franchement je ne suis pas de cet avis. Je suis radical dans les principes, en théorie; dans l'action, dans la pratique, je suis et j'aime à être modéré.

Je dirai que la révolution est toujours juste quand elle est nécessaire; mais je dirai aussi que si les souverains, les gouvernements étaient moins aveugles, ou moins égoïstes, au lieu d'attendre que les peuples viennent leur arracher de force la juste liberté qu'on

leur refuse et les renverser du trône dont ils ne sont plus dignes, ils devraient céder à temps leur place aux autres, et avoir le courage de poser sur la tête d'un peuple adulte cette couronne qui n'appartient légitimement aux rois que pendant le temps de l'enfance et de la minorité des nations.

Tels sont les principes de politique pratique que je professe et que j'estime les seuls dignes des hommes vraiment chrétiens, vraiment libéraux, vraiment populaires.

C'est aussi d'après ces principes que j'envisage les doctrines modérées de quelques libéraux italiens et les mesures progressives de quelques gouvernements de la Péninsule comme des expédients très-utiles, en tant qu'expédients de transition; mais je ne suis pas assez simple pour fonder là-dessus des théories et des systèmes. Les néo-catholiques et les réformateurs de Rome et du Piémont ne feront, selon moi, rien de solide, rien de durable. Je dirai plus; de leur œuvre il ne résultera rien de bon pour eux-mêmes. Tôt ou tard ils seront forcés de combattre et de céder, soit à l'absolutisme, soit à la liberté. Vouloir être absolutiste et libéral en même temps, c'est aller contre les lois de la raison, et de l'histoire; c'est un état neutre qui mène logiquement au suicide.

Nul plus que moi n'a de l'admiration, du respect pour les excellentes intentions, pour le noble et généreux caractère de Pie IX. Mais malheureusement, je le dis avec un profond regret, la tâche qu'il poursuit ne peut que le perdre. Pie IX, et Dieu veuille que je me trompe, au lieu d'être le restaurateur de la papauté,

n'est, à mon sens, que le précurseur de sa ruine. Je comprends la situation critique où se trouvent maintenant l'Église et le gouvernement temporel du pape; je comprends la force irrésistible des temps. Je sais enfin tout ce qu'il y a d'impérieux, de nécessaire dans la situation que Pie IX s'est faite en Italie et en Europe. Mais je n'ai pas oublié non plus que dans une autre époque non moins critique pour le principe d'autorité, pour l'absolutisme monarchique, un autre souverain libéral, populaire par instinct, par caractère, Louis XVI, sinon le plus grand, du moins le meilleur des rois français, périt victime de sa faiblesse, de sa bonté même; car lui aussi ne sachant, ne pouvant pas résister hardiment, violemment aux temps, ne pouvant pas attaquer de front la révolution, n'ayant pas la force de se faire révolutionnaire, ni le courage de tout céder à la fois royauté et royauté, se laissa aller à cette idée absurde de vouloir concilier le vieux avec le nouveau, l'autorité avec la liberté, le passé avec l'avenir en gardant intactes les anciennes prérogatives de sa couronne, et en accordant en même temps à la nation des droits qui étaient directement hostiles à sa propre puissance. Le système des concessions, des demi-mesures le perdit. Si Louis XVI avait abdiqué à temps, ou s'il avait pu devenir un pouvoir révolutionnaire, l'infortuné roi aurait échappé certainement à une mort si tragique.

Je n'entends pas établir un parallèle entre Louis XVI et Pie IX, ni entre l'Italie d'aujourd'hui et la France de 93. Je cite le monarque français comme l'expres-

sion d'un système qui se reproduit, dans une mesure plus ou moins grande, aujourd'hui en Italie et dans plusieurs États de l'Europe et qui ne peut qu'être funeste au principe d'autorité et à la puissance des souverains absolus quels qu'ils soient.

Le roi de Prusse lui-même, malgré ses talents, malgré son patriotisme, finira tôt ou tard par tomber dans une crise révolutionnaire, qui l'obligera à tout risquer ou à tout perdre en un jour. La constitution administrative octroyée dernièrement par Frédéric-Guillaume est, quoi qu'on en dise, le premier pas légal vers la révolution, vers la démocratie. Supposer que le Prusse voudra en rester là, c'est encore une aimable chimère de l'école historique allemande dont les doctrines politiques sont aussi ruineuses pour le roi que pour la nation. Les hommes d'État de l'Europe actuelle qui appartiennent à l'école historique ou à l'école doctrinaire, sont nécessairement impuissants à sauver ces trônes dont ils croient être le plus solide appui. De même les néo-catholiques et les néo-guelfes de l'Italie sont aussi impuissants à favoriser les intérêts du progrès et de la liberté, qu'à défendre les privilèges et l'autorité du pape ou de la monarchie.

Déjà à Rome les partisans de l'ancien gouvernement et de l'Autriche d'un côté, les démocrates, les révolutionnaires de l'autre, nous montrent des signes non douteux de la fermentation occulte qui règne dans le pays. Dans les Légations, dans les Marches, à Faenza, à Ravenne, à Ancône, des conspirations éclatent contre le gouvernement de Pie IX. Les Austro-Grégoriens cherchent à soulever le peuple; ils se font

révolutionnaires. Des moines, des prêtres, même des évêques, à ce qu'on dit, se trouvent mêlés à ces actes aussi insensés que coupables. Les patriotes vraiment libéraux, le radicaux, les démocrates, profiteront de ces troubles pour rappeler à la nation l'impuissance des demi-mesures et des demi-réformes, la nécessité de fonder quelque chose de stable et de progressif dans la Péninsule. Le gouvernement romain de son côté paraît s'être vivement ému de ces conspirations, de ces menaces. Pie IX jouit pour le moment d'une grande popularité en Italie; tous les bons esprits, tous les cœurs sincères sont pour lui à l'heure qu'il est. Mais malheureusement ceux-là ne forment que la minorité dans le pays. Et les intrigants, les factieux, les ignorants et les fanatiques sont en très-grand nombre dans tous les États italiens. Les jésuites avec leurs adeptes, leurs amis les Autrichiens, travaillent en secret, sourdement, à faire échouer les tentatives de Pie IX, à rendre funeste et illusoire tout plan de réforme et de progrès pacifique. C'est surtout par des conspirations, par des émeutes qu'ils espèrent pouvoir abattre le ferme courage de Pie IX et rendre indispensable une intervention autrichienne. Après tout, leur œuvre n'est qu'une œuvre de fanatisme, de haine et de vengeance. Ils préfèrent voir leur patrie en proie à la dissolution, à l'anarchie; ils préfèrent vendre l'Italie à l'étranger, plutôt que de la voir marcher vers la liberté et le progrès. Car je le répète encore, si Pie IX n'est pas la liberté, s'il n'est que l'instrument d'une crise passagère, il n'est pas moins vrai que son œuvre sera bien plus favorable

à l'avenir de l'Italie, que tout ce qui a été fait avant lui par les libéraux mêmes depuis trente ans.

En Toscane aussi des troubles révolutionnaires, des actes de propagande communiste ont éclaté. On voit bien par là que même en Italie le principe révolutionnaire se transforme. On voit que l'esprit de l'époque pénètre partout dans la Péninsule, malgré les espions et les bourreaux de l'Autriche. Si le communisme venait à pénétrer en Italie, le peuple ne tarderait pas longtemps à se corrompre et à se discoudre moralement. Déjà partout le relâchement des mœurs populaires, l'irréligion pratique, une certaine brutalité sauvage ont donné des signes non équivoques que si une doctrine aussi dissolvante que le communisme venait à faire de la propagande en Italie, le pays ne serait pas peut-être aussi éloigné qu'on le croit de lui faire un bon accueil.

Je ne crois pas à une Italie constitutionnelle, ni à une Italie nationale; je ne crois pas possible de refaire la nation avec l'histoire, avec les idées et les intérêts du passé; mais je crois positivement que rien ne sera plus facile que de jeter le pays dans la licence et dans l'anarchie. Et si cela arrivait, il est à craindre qu'après une *Jacquerie* feroce, après qu'on se serait défait de tous les libéraux, de tous les patriotes modérés, hommes probes et vertueux, mais inférieurs je crois à leur tâche et à leur siècle, l'Autriche ne finît par s'emparer tôt ou tard de l'Italie decimée, sanglante. L'Autriche, sachons-le bien, n'épargnerait ni l'Église, ni le pape si elle pouvait arriver à ses fins, si elle pouvait, par un moyen

quelconque, s'emparer de l'Italie entière. Et ne vous imaginez pas que la France, que l'Angleterre, ainsi que je l'ai dit plus haut, viendraient, dans l'intérêt de l'Italie ou de la papauté, faire la guerre à l'Autriche. Pour que les puissances libérales vinssent au secours de l'Italie menacée par l'Autriche, il faudrait que la monarchie représentative eût cessé d'exister chez elles; il faudrait que par de nouvelles révolutions l'état actuel de la France et de l'Angleterre vînt à changer radicalement.

Or, si cela est possible dans un temps éloigné, il est très-peu probable pour le moment. Et si l'Italie venait à être troublée par des agitations révolutionnaires, avant que des crises politiques plus générales eussent réformé l'état actuel de l'Europe, je suis porté à croire que l'Autriche s'emparant de la première occasion venue, inonderait l'Italie entière de ses troupes. Le pape, le roi Charles-Albert, le roi de Naples, par peur des révolutions, laisseraient faire; ou, si par hasard ils venaient à prendre parti pour la révolution et les révolutionnaires, ils ne feraient probablement autre chose que prolonger une lutte qui finirait par les perdre, et peut-être aussi par rendre le triomphe de l'Autriche dans la Péninsule plus complet et plus durable.

Pour que l'Autriche cesse d'être un danger pour l'Italie, il ne suffit pas que l'Autriche soit combattue par le patriotisme italien. Non; pour que l'Autriche soit vaincue, il faut aussi qu'elle soit attaquée par l'Europe; il faut qu'une guerre européenne mette en présence les deux camps ennemis, l'Europe ab-

solutiste et l'Europe libérale. Si cela ne peut arriver bientôt, si la France surtout ne se réveille pas à la vie révolutionnaire pour entraîner à sa suite tous les autres peuples constitutionnels, tous les peuples libres ou qui sentent le besoin de le devenir, je crains beaucoup que l'Autriche ne finisse par faire en Italie, et surtout dans les États du pape, ce qu'elle a fait dernièrement en Pologne.

Je ne crois pas au triomphe de l'absolutisme; je ne crois pas plus à l'avenir de l'Autriche qu'à celui de l'Italie opprimée, asservie; mais je crains, je le dis franchement, une invasion autrichienne dans toute l'Italie à la suite de troubles, d'agitations révolutionnaires, provoqués peut-être par l'Autriche même. De plus, comme je ne crois pas au retour de la résurrection d'une Italie néo-catholique, néo-guelfe, historique ou nationale; comme au contraire je ne vois dans les réformes, dans les concessions actuelles qu'un principe de dissolution historique et traditionnelle, il me paraît raisonnable de craindre un mouvement révolutionnaire prochain, qui amènerait à sa suite une occupation générale de l'Italie par l'Autriche, et de là peut-être aussi un grand bouleversement européen.

La Russie, qui a tout à gagner dans un bouleversement général de l'Europe, et qui n'attend que l'occasion d'une guerre pour s'emparer de Constantinople; la Russie, qui compte sur les révolutions, sur la dissolution morale et sociale de l'Allemagne pour en devenir l'arbitre, — car c'est dans ce but qu'elle tient avec tant d'acharnement à la conquête, à l'anéantissement de la Pologne — la Russie, dis-je,

soit qu'une guerre éclate entre le nord et l'occident de l'Europe, soit que la Prusse et l'Autriche viennent à être menacées dans leurs possessions par des agitations révolutionnaires, soit enfin que des commotions graves parviennent de nouveau à désordre l'ordre intérieur, l'état social de la France et de l'Europe, n'attendra pas longtemps pour déborder impunément sur l'Europe entière. Elle s'emparerait d'abord de la Prusse, qui, ébranlée par la révolution, n'aurait d'autre appui que celui de la Russie même, et par là irait soumettre l'Autriche, dont les populations qui font partie de son empire, sont mécontentes et impatientes de secouer le joug, et que l'Angleterre ne pourrait et ne voudrait défendre. La France seule, et avec elle tous les peuples de l'Europe, pourraient sauver le monde d'une inondation cosaque. Mais si un jour cette grande lutte entre le nord et l'occident de l'Europe, entre la liberté et l'absolutisme, entre les peuples et les rois, pouvait avoir lieu; si, par une grande explosion démocratique, tous les peuples européens pouvaient s'entendre et s'unir dans un but de liberté, d'égalité et de fraternité sociale, ce ne serait pas seulement une nouvelle combinaison politique de l'Europe qui sortirait du chaos de cette guerre terrible; ce serait une nouvelle réorganisation intellectuelle et sociale du monde : une nouvelle ère commencerait alors pour la civilisation générale de l'humanité; une nouvelle société serait fondée sur la ruine totale de la base historique de la société passée, sur les derniers débris des lois, des mœurs, des institutions du passé.

Si, après de longues et furieuses convulsions, l'Europe pouvait être ainsi régénérée, il me semble que deux seules combinaisons politiques pourraient en résulter, celle je veux dire de la destruction complète de tout principe et de tout droit historique, de la destruction de toute monarchie et de toute aristocratie, et par conséquent le triomphe absolu du principe logique et démocratique, du principe d'égalité et de fraternité universelle; ou bien l'assujettissement de toute l'Europe à un grand principe d'unité autocratique dont l'empereur de Russie se ferait le chef absolu, roi et pontife à la fois. Cette idée peut paraître hasardée au premier abord; mais, si on y réfléchit mûrement et avec calme, on s'aperçoit bientôt qu'elle n'est nullement absurde ou improbable. La grande idée de l'Europe à venir, c'est la fusion, l'unité de toutes les races, de tous les peuples, de tous les principes, de tous les intérêts. Que cette idée s'accomplisse par un principe démocratique ou par un principe autocratique, peu importe pour le fond de la question. La grande affaire, c'est de pouvoir réaliser cette fusion, cette unité; le problème essentiel est que la chose soit d'abord. Tous les autres progrès, tous les autres perfectionnements, le développement organique, synthétique de la société nouvelle, se feront plus tard naturellement, sans effort peut-être.

Ainsi que je l'ai dit plusieurs fois, on ne peut arriver à la synthèse politique et sociale de l'avenir que par une grande crise révolutionnaire, que par une influence entièrement destructive du passé. Il

serait absurde de croire que la formule politique de la société future dût être la formule autocratique de l'absolutisme des czars. Non, certainement. Si, par hasard, la démocratie, les peuples ne pouvaient s'entendre ni s'unir pour résister d'un commun accord, de toutes leurs forces à l'absolutisme; s'ils devaient rester vaincus dans la lutte, ce serait sans doute un grand progrès de voir qu'une puissance colossale, qu'un grand despote, poussé par le principe même de sa politique, de sa puissance autocratique, est destiné à abattre cet absolutisme même dont il se proclame en même temps la personnification suprême. Cependant c'est ce qui arriverait infailliblement si la Russie venait un jour à s'emparer de l'Europe entière. Le czar ne pourrait devenir le maître du monde qu'en détrônant tous les autres maîtres qui le possèdent maintenant. La Russie, tout en faisant la guerre aux peuples, serait donc forcée de la faire encore plus durement aux rois. C'est ainsi que la Providence accomplit l'œuvre de son idée absolue et infinie dans l'histoire, malgré l'influence de tous les principes individuels, de tous les intérêts passagers de l'histoire même; c'est ainsi également que le despotisme se montrerait aux yeux de tout le monde, tel qu'il est en réalité, c'est-à-dire un principe éminemment révolutionnaire; car la révolution la plus radicale que l'histoire aurait eu à enregistrer serait accomplie par le plus grand despote des temps modernes.

Sans revenir sur des choses que je crois avoir suffisamment expliquées, je tiens à insister par-

tieulièrement sur l'hypothèse de la Russie venant, par l'absolutisme le plus outré, révolutionner radicalement l'Europe, et démolir ainsi les bases séculaires de l'histoire du monde. Je crois que ce que le monde germanique a fait envers la société antique, envers le monde romain, le monde slave pourrait le faire peut-être envers la société moderne, envers le monde européen. Et de même que la race germanique ne fut d'abord qu'un principe presque exclusivement destructif, qu'un principe barbare ; de même, je pense que la race slave ne pourrait ouvrir les portes à la société future qu'en consommant d'abord la destruction organique, extérieure de la vieille société européenne. Il y a plus : je pense que les peuples slaves n'ont aucun rôle original à remplir dans l'histoire et dans la civilisation moderne ; car les peuples slaves n'ont ni le génie artistique des peuples romains, ni le génie spéculatif des peuples germaniques. Nous voyons au contraire que les peuples de race slave n'ont représenté jusqu'ici aucune grande idée générale, aucune des grandes forces dynamiques de la société chrétienne. La Pologne a été moitié catholique, moitié féodale, moitié romaine, moitié germaine dans sa civilisation particulière. Dans les temps modernes elle a emprunté également à la France révolutionnaire et à l'Allemagne rêveuse et métaphysique sa nouvelle poésie et ses nouvelles idées politiques. La Russie démontre encore plus clairement que la Pologne même le peu d'originalité de son génie logique et idéal. Aucun peuple, à part quelques poètes et quelques savants, n'a une littérature nationale

aussi peu importante comme fond, comme idée, que le peuple russe. Assurement ce n'est pas la faute de ce peuple, mais plutôt l'effet de la place qu'il occupe dans l'histoire moderne. C'est un peuple qui est arrivé trop tard s'asseoir au banquet des peuples civilisés, des peuples européens, pour pouvoir jouer un rôle original et important dans le civilisation idéale, spéculative, artistique ou scientifique de l'Europe moderne. Le mouvement absolu des développements logiques de la pensée de l'humanité s'était effectué déjà dans l'histoire, lorsque la Russie est venue prendre place parmi les puissances européennes. La Russie avait tout à apprendre de l'Europe, qui avait atteint déjà dans le domaine théorique, dans le domaine de la pensée, sous la forme de l'art, et sous la forme de la science, les limites absolues de ses développements dynamiques. En effet, le rôle de la Russie, dans la civilisation intellectuelle et matérielle de l'Europe, n'a été qu'un rôle d'imitation. Pour se civiliser, il lui a fallu cesser, jusqu'à un certain point, d'être russe; il lui a fallu *devenir européenne*. Or, ce fait est précisément celui qui détermine, selon moi, tout l'avenir de la Russie; car, pour détruire la base historique de la vieille civilisation européenne, il fallait qu'un peuple se présentât, un peuple jeune, fort et puissant, qui n'eût en lui-même aucun élément exclusif, aucun élément particulier, strictement national de la vie, de la société de la vieille Europe; il fallait un peuple qui n'eût à faire valoir aucune forme spéciale de civilisation, aucune idée hostile à la forme géné-

rale de la civilisation de tous les peuples. Ce peuple est le peuple russe. Les nations scandinaves, par exemple, se composent d'une race trop peu imitatrice, trop attachée à son pays, politiquement trop faible, trop enfermée dans le cercle de sa vie locale et nationale, et aussi trop avancée déjà dans le vieux mouvement européen, pour pouvoir prendre l'initiative politique de l'Europe à venir. La Russie seule, encore plus par son histoire, par la position géographique du pays, que par sa race, paraît destinée à clore le cycle historique de la vieille société européenne, et à ouvrir les portes à l'histoire et à la civilisation des peuples à venir; car la Russie, n'ayant pas une idée particulière à faire valoir dans la civilisation de l'Europe, résumant dans sa propre destinée tous les intérêts, tous les principes futurs de l'histoire et de la civilisation moderne, paraît par ce fait le peuple logiquement et historiquement prédestiné à rendre matériellement effective la fusion, l'unité européenne. Et de même que le monde roman a été l'expression sensible et représentative de la civilisation chrétienne; et que le monde germanique en a été l'expression réfléchie et rationnelle, l'expression spéculative et philosophique; de même que le monde anglo-français en a été l'expression scientifique, politique, industrielle et commerciale; de même aussi le monde slave, le monde russe paraît destiné à devenir la manifestation active, concrète et générale, la formule une et absolue des différentes formules particulières de l'histoire de la civilisation de l'Europe. Mais, autant j'estime la Russie apte à

devenir le principe actif de la généralité concrète, de l'unité politique, de la fusion extérieure, autant je crois qu'elle sera impuissante par la nature même de son action, de sa mission historique, à devenir le principe effectif de l'égalité et de la fraternité intellectuelle et sociale du monde européen.

Ce grand principe général n'est en effet dans aucun peuple particulier, dans aucune nation spéciale. Il est dans l'esprit, dans la pensée, dans la science de l'humanité moderne tout entière. Si le czar parvenait par hasard à s'emparer de l'Europe, ce ne serait pas la barbarie cosaque qui pourrait dompter les grandes idées, les grands principes de la civilisation européenne. La puissance des czars finirait certainement le jour où la Russie serait identifiée à l'Europe, le jour où le peuple conquérant serait assimilé au peuple conquis. C'est alors seulement que la Russie pourrait cesser d'être autocratique; c'est alors qu'après avoir ranimé les forces épuisées de la vieille société européenne, après avoir quitté un pays mort et engourdi, après avoir fondé peut-être sur les rives du Bosphore, le capitale de la nouvelle Europe, le centre de la société nouvelle, la Russie n'existerait plus que dans les souvenirs du passé. L'ère des peuples, l'ère de l'égalité et de la fraternité universelle, deviendrait alors la conséquence nécessaire de l'œuvre matérielle et sociale, accomplie sur les ruines de la base historique de la vieille Europe, et sur les forces générales, unitaires, absolues de la pensée, et de la science absolue. Les peuples se sentant alors réellement libres, réellement constitués, la démo-

cratie deviendrait véritablement la formule conciliatrice de tous les droits, de tous les intérêts, de tous les principes. C'est alors enfin que l'autorité historique et traditionnelle, après avoir été vaincue en tant que principe par la liberté logique et politique, deviendrait de nouveau sous la forme autocratique qui est en réalité la forme libre et rationaliste du principe d'autorité, l'expression dominante de tous les principes, de toutes les forces de la vieille société européenne. L'autocratie des czars est en effet le principe logique scientifique de l'unité absolue des peuples modernes sous la forme d'autorité. C'est le principe barbare d'une nouvelle formule politique et sociale du monde. Son rôle, sa mission est de détruire l'antagonisme contradictoire du despotisme particulier et national, et de la liberté particulière et nationale. C'est d'initier la solution du grand problème de la société actuelle, du problème de la conciliation dialectique, qui ne peut être dans l'union, mais dans l'identité effective des contraires, dans l'anéantissement de l'autorité historique, traditionnelle, et de la liberté particulière et nationale.

Il peut donc y avoir, comme on voit, dans le principe autocratique de l'empire russe, le principe de l'unité future de la société européenne, le principe de la monarchie une et absolue, et par conséquent d'une société, d'une civilisation également une et absolue. C'est plus qu'un rêve ambitieux d'un grand despote. C'est peut-être l'idée nécessaire d'une époque, un des grands moments de l'histoire du monde.

Quand l'autocratie aurait défait par la force toutes

les nationalités particulières et contradictoires, quand elle aurait donné à l'Europe l'unité matérielle et politique, l'unité intellectuelle et sociale s'ensuivrait bientôt nécessairement. Oui, je le répète sans crainte de passer pour un visionnaire ou pour un utopiste : si les peuples ne parviennent pas à s'unir et à s'entendre dans une grande œuvre de révolution historique, et de réorganisation politique et sociale de l'Europe, je ne vois que le czar, que l'autocratie russe, capable de sauver le monde des grandes misères qui l'accablent, des grands malheurs qui l'attendent. Le vieux système de la liberté est à bout, le système de l'égalité, de l'unité et de la fraternité sociale ne viendra point s'asseoir en Europe, sans que de terribles et sanglantes catastrophes viennent briser encore violemment tous les obstacles matériels, qui s'opposent et qui s'opposeront toujours à son triomphe définitif.

La France est le seul pays qui a fait réellement beaucoup pour la liberté des peuples, c'est le seul pays qui a frayé le chemin à l'Europe entière, pour qu'elle puisse marcher seule un jour dans la voie de l'égalité et de la fraternité démocratique. Mais n'oublions pas que les puissances de l'Europe n'ont jamais cessé de faire la guerre à la France, à ses idées, à ses institutions, à ses intérêts. La vieille coalition qui tua Napoléon existe toujours ; qu'elle soit publique ou secrète, avouée ou démentie, peu importe. J'ai une grande estime, une grande admiration pour le peuple français. C'est le seul peuple de l'Europe qui a eu et qui a encore la foi ardente, dévouée

de sa mission politique. Mais, je sais aussi qu'un peuple ne fait époque qu'une seule fois dans l'histoire; et les Français ont fait il n'y a pas longtemps, des choses trop nobles et trop grandes, pour pouvoir espérer qu'ils en feront bientôt de plus nobles et de plus grandes encore. Ce n'est pas le cœur, ce n'est pas le génie qui manque à la France actuelle, ce sont les circonstances qui ne sont plus aussi favorables à son activité, à ses tendances. Ce n'est pas la France qui a beaucoup changé depuis 1830; c'est l'Europe, ce sont les idées, les intérêts généraux de la civilisation européenne, qui ont subi une transformation radicale.

Ainsi il ne faut pas s'y tromper; quand même un événement quelconque viendrait à offrir au peuple français l'occasion favorable à une troisième révolution, je serais bien embarrassé pour dire aujourd'hui si elle serait utile ou nuisible à son bonheur, à sa liberté future, et en même temps à la liberté, au bonheur des autres peuples de l'Europe. Le réveil des peuples arrivera infailliblement tôt ou tard. Toutes les nations, même les plus asservies, même les plus dominées par les intérêts du despotisme, et par des castes privilégiées, couvent dans leur sein le feu qui doit embraser d'un bout à l'autre l'Europe entière. L'Angleterre même, si un jour elle venait à perdre une partie des débouchés qui entretiennent le mouvement de ses produits industriels et manufacturiers, si le pauperisme et le prolétariat venaient à augmenter dans ce pays dans une proportion exorbitante, l'Angleterre deviendrait aussitôt le pays le plus révo-

lutionnaire de l'Europe; car il y a en Angleterre beaucoup d'instruction, beaucoup d'idées, dans les classes inférieures de la société, et malgré cela en aucun pays de l'Europe le peuple n'est traité avec autant de mépris par les classes aristocratiques et opulentes.

Je ne parlerai pas de la Suisse, de l'Allemagne, de la Pologne, qui sont devenues depuis 1830, des foyers ardents de propagande et de conspiration révolutionnaire. Mais je reviendrai à l'Italie, dont il ne sera pas difficile de connaître et de déterminer enfin l'avenir probable.

Quand une nation, quand un peuple joue un rôle aussi subalterne que celui que l'Italie remplit depuis très-longtemps dans la politique de l'Europe, il n'est pas étonnant qu'il ait cessé d'être l'arbitre de ses propres destinées, et qu'il ait dû confier à des mains étrangères son propre avenir. A l'époque où nous vivons, les États de second ou de troisième ordre ne sont quelque chose que par les idées et les intérêts qui les rattachent aux grands États, aux grandes puissances de l'Europe. Or, les seules grandes puissances qui peuvent avoir des rapports d'idées ou d'intérêts avec l'Italie, sont l'Autriche et la France. Si l'Italie ne peut pas se rapprocher de la politique de l'un ou de l'autre de ces deux grands États, comment est-il possible qu'elle puisse devenir à elle seule une nouvelle puissance, un nouveau principe de civilisation générale, de civilisation européenne? Quelle idée générale, quel intérêt européen, quel principe de progrès, d'avenir, renferme en elle-même

l'Italie papale, l'Italie absolutiste ? Quelle impulsion peut-elle donner à la vie active, au mouvement novateur de l'Europe ? De quelle utilité peut être l'Italie indépendante, unie, à l'indépendance et à l'unité de l'Europe si elle cherche l'unité et l'indépendance dans un ordre d'idées et d'intérêts contraires aux idées, aux intérêts communs à tous les peuples libres et progressifs ? Pour que l'Italie pût redevenir par son principe historique et national, une puissance indépendante et forte en Europe, il faudrait que le catholicisme, que le principe d'autorité, que la papauté et la monarchie absolue pussent redevenir les maîtres, les arbitres des destinées futures de la civilisation européenne. Si l'avenir du monde appartient au catholicisme, à la papauté, au principe d'autorité et aux institutions absolutistes qui en découlent ; si l'avenir du monde appartient non à la raison, mais à la foi ; non à la science, mais à l'art ; non à la pensée laïque et populaire, mais à la pensée cléricale et aristocratique ; non au principe de généralité, de fusion, de conciliation, de fraternité, d'unité politique et sociale, mais au principe de l'individualité, de la particularité, au principe de lutte et de contradiction intellectuelle et sociale, alors peut-être l'avenir est au pape, aux rois et aux prêtres, à l'Italie nationale, à l'Italie guelfe et catholique. Mais si cela n'est pas, si la tendance générale du monde est de marcher vers la liberté, l'égalité, la fraternité, l'unité intellectuelle, politique et sociale des peuples, alors, je le dis sans crainte de me tromper, l'Italie historique, nationale, l'Italie papale,

catholique, absolutiste, l'Italie du passé n'a pas, ne peut point avoir d'avenir. Se destinée comme peuple indépendant et libre, est précisément la négation de sa nationalité, dont le principe, le caractère essentiel est d'être hostile au progrès, à la liberté, à tous les développements futurs de la civilisation, de la science, et la vérité dans le monde.

Si l'Italie avait pu se relever de son abaissement séculaire par le principe historique de sa nationalité, par le principe artistique ou par le principe catholique, par le principe guelfe ou par le principe gibelin, depuis longtemps, sans doute, l'Italie serait une, libre et indépendante; car les grandes et généreuses tentatives n'ont pas fait défaut dans la Péninsule. De tout temps, des réformateurs, des conspirateurs, des partis révolutionnaires ont sacrifié leurs biens et leur vie pour atteindre ce but grand et généreux. Mais tout sacrifice, tout effort n'a profité jusqu'ici qu'à rendre plus dure et plus cruelle encore notre abjection, notre servitude, et à redoubler le découragement et le désespoir des meilleurs patriotes; et si quelque chose d'utile a pu, par hasard, sortir d'une lutte aussi longue, aussi inutile à notre cause, ce n'est que l'amère et décevante leçon de notre commune impuissance. Dans tous les rangs, dans tous les partis, il y a eu au milieu de cette Italie divisée, corrompue, esclave, des élans héroïques de courage, de patriotisme; partout la grandeur de nos instincts, l'ardeur de notre foi, de notre caractère, la poésie de nos souvenirs et de nos espérances ont laissé des traces inef-

façables et dignes de l'admiration et du respect de tous les peuples civilisés de la terre. Les grands cœurs, les grands esprits enfin n'ont jamais manqué à une cause grande et noble abstraitement, mais sans force et sans avenir dans sa réalité, dans la sphère positive de son effectuation pratique. Les individus, les partis ont dû succomber fatalement sous le poids de la nation; l'idée moderne, l'idée libérale, l'idée révolutionnaire a été étouffée par la force inerte et passive des faits. Entre l'avenir et le passé, tout lien étant rompu depuis trois siècles, l'un ne pouvait triompher que par la ruine de l'autre; et la révolution n'a jamais été assez forte en Italie pour opérer ce miracle; l'élément progressif a été toujours trop disproportionné à l'élément de résistance, pour pouvoir avoir le dessus dans la lutte. L'Italie n'a jamais été un pays révolutionnaire dans le sens anglais ou français, notre peuple n'entend rien à la politique moderne, les classes instruites elles-mêmes n'ont aucun penchant bien prononcé pour les théories libérales et constitutionnelles de notre époque, pour la vie politique de ce siècle : nos traditions, nos mœurs, nos idées s'y opposent de la manière la plus formelle, la plus absolue. Voilà pourquoi j'ai toujours pensé que l'Italie n'aurait pu entrer dans le mouvement libéral du siècle, avant que la liberté eût changé de tendance, de caractère en Europe. J'ai toujours pensé que le peuple italien ne pouvait devenir un peuple révolutionnaire qu'en donnant à la révolution non pas un but exclusivement politique, mais un but largement social. C'est par ces

motifs que je suis porté à croire que les doctrines des socialistes et des communistes, sont les seules peut-être qui peuvent développer avec fruit les germes révolutionnaires chez tous les peuples qui sont devenus incapables de progresser, de se relever, de se régénérer par des idées et des intérêts qui ne touchent pas à l'existence matérielle et sociale de chacun. Car, tout considéré, le communisme surtout, est une doctrine qui n'a pas besoin de rencontrer de grandes lumières, ni beaucoup de culture et de civilisation pour s'implanter et se propager dans un pays, tandis que les autres théories politiques, les théories constitutionnelles principalement, et même les vieilles doctrines républicaines, ne peuvent que très-difficilement être comprises et appréciées à leur juste valeur, par des populations sans instincts libéraux et sans idées progressives.

En m'exprimant de la sorte sur l'influence probable du communisme dans les pays rétrogrades de l'Europe, je n'entends nullement faire l'éloge de cette doctrine, ni me réjouir de ses succès. Je ne veux rien dire ni pour ni contre; je tiens uniquement à constater un fait et pas autre chose. Personne cependant ne voudra nier que le communisme ne soit, à l'heure qu'il est, une des forces révolutionnaires les plus puissantes qui agitent et menacent l'existence historique de toute l'Europe; je dirai même que d'après certains faits qui se sont passés tout récemment dans quelques villes d'Italie, on peut conjecturer raisonnablement, que tôt ou tard le communisme finira par pénétrer aussi dans les idées

et dans les intérêts du peuple italien. L'Europe entière connaît les progrès qu'ont faits les sectes communistes dans la plupart de ses États principaux. La Suisse, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Pologne, les principautés Danubiennes et même la Russie sont agitées, a ce qu'on dit, par la propagande communiste ; il paraît même que le bas peuple se montre partout très-disposé à embrasser cette doctrine, et on cite généralement les peuples slaves comme les peuples qui auraient les penchants les plus prononcés pour de tels principes. Or, que le communisme se répand en Europe, qu'il fait partout des prosélytes, qu'il pénètre dans les classes inférieures de la société, chez les ouvriers, chez les paysans surtout, est un fait dont on ne peut plus douter, et que tout le monde est à même de vérifier s'il veut.

Le socialisme au contraire, et principalement le fouriérisme paraît destiné a avoir une influence plutôt sur les classes moyennes, sur les classes instruites, que sur le bas peuple. En France cette doctrine est beaucoup répandue, et sert souvent de base a la politique du jour. Le fouriérisme n'est pas sans doute adopté par tous les partisans des doctrines socialistes sans certaines restrictions. Mais s'il y a parmi les croyants des sectes diverses, au fond c'est toujours la même idée : s'il y a des dissidents sur certaines questions spéciales, dans les principes les plus essentiels et dans le but général, tous se rencontrent sur le même terrain et marchent tous ensemble d'un commun accord. Pour les socialistes en général, il s'agit avant tout d'améliorer les lois sur la propriété,

de détruire la tyrannie des capitalistes, de fixer des bornes à la concurrence indisciplinée de l'industrie, et de récompenser avec plus de justice les travailleurs et le travail.

Il est donc impossible de nier à l'heure qu'il est cette tendance plus ou moins générale en Europe, vers le socialisme et le communisme ; il est même impossible de nier qu'elle n'ait déjà pénétré, ou qu'elle ne puisse pénétrer aussi tôt ou tard en Italie. Ce qui rend surtout le communisme très-redoutable comme moyen révolutionnaire, c'est de croire qu'il peut s'allier très-bien à toutes les sectes chrétiennes et même au catholicisme. En France, par exemple, on rencontre des catholiques romains très-orthodoxes, des ecclésiastiques même, qui professent les principes communistes Pour me part je ne pense pas que cette alliance soit très-logique et capable de porter de bons fruits. Je crois, au contraire, le communisme, sous toutes ses différentes formes, le pouvoir le plus hostile au catholicisme et à l'Église romaine, ainsi qu'à toutes les autres Églises chrétiennes schismatiques ou réformées. Le communisme, pour le dire en passant, ne peut s'allier jusqu'à un certain point qu'avec le christianisme de l'avenir, qu'avec l'esprit général, l'essence pure de l'Évangile : tous les cultes, toutes les Églises qui reposent sur une base traditionnelle quelconque, sont en contradiction avec le communisme, qui nie tout élément traditionnel et historique de la vérité, du droit social et de la civilisation générale du monde. Le communisme n'est autre chose, en un mot, que le dernière formule du

Digitized by Google

principe de liberté, du principe révolutionnaire, et en même temps la formule initiatrice de l'égalité et de la fraternité universelle des peuples sur la ruine ethnographique, historique et politique de leur existence particulière ou nationale. Pour les communistes le principe de la vérité et du bien, le principe logique et le principe social se fondent sur la valeur commune de tous les hommes, et sur l'identité positive du subjectif et de l'objectif. C'est dans leurs théories qu'on aperçoit, d'une façon matérielle, la solution conciliatrice du problème du fini et de l'infini, de l'intérieur et de l'extérieur, de la nature et de la civilisation, en dehors de toutes les contradictions religieuses et politiques de l histoire; enfin le communisme est selon moi la négation suprême des principes et des droits historiques des sociétés humaines.

Mais indépendamment de sa valeur théorique, le grand pouvoir du communisme, réside dans son idée pratique, dans son influence directe et immédiate sur la classe la plus nombreuse, la plus ignorante et la plus pauvre de la société; c'est par cette grande raison qu'il est, ainsi que je l'ai dit tout à l'heure, le principe révolutionnaire le plus actif, le plus populaire, le plus dissolvant.

Je suis même porté à croire qu'aucun peuple de l'Europe ne saura résister facilement à son influence; car, au fond, le principe communiste se retrouve en quelque sorte dans l Évangile, et l'Église elle-même en a été la première formule, lorsque elle a prêché aux petits, aux faibles, à tous les malheureux, qu'ils sont les frères des grands, des riches,

des heureux, les fils d'un même père commun, Jésus-Christ. Ainsi, les missionnaires communistes n'auront pas grand'peine à faire comprendre au bas peuple de notre siècle que leurs doctrines sont les doctrines mêmes de Jésus-Christ, purifiées de tout intérêt égoïste et barbare, de toute passion mondaine; et que si ces doctrines n'avaient pas été jusque-là prêchées sur la terre, c'est que les faux apôtres du Christ ont méconnu ou altéré la parole du divin maître; mais qu'il appartient à la génération actuelle, à un siècle de liberté et de progrès de faire revivre la doctrine chrétienne dans toute sa pureté, et de faire que les promesses de Jésus soient accomplies. Ajoutez à ces paroles l'intérêt immédiat que tout le monde peut voir dans l'application de ces doctrines, et vous verrez que tous les prolétaires, tous les pauvres, qui composent en tout pays la multitude, le peuple proprement dit, en proie à de longues souffrances physiques, relâches dans leurs mœurs et dans leurs croyances, corrompus par les vices et l'égoïsme modernes, n'hésiteront pas longtemps à se passionner pour une idée qui paraît rebousser le sentiment de leur indépendance morale et individuelle, et qui leur promet l'amélioration immédiate de leur position matérielle et sociale.

Telles me paraissent les principales raisons de l'immense avenir qui est réservé au communisme, comme levier populaire de révolution, comme principe dissolvant et désorganisateur de l'histoire et de la société du passé. Quant à son influence en Italie, je ne crois pas qu'elle soit, pour le moment, assez

Digitized by Google

grande pour alarmer les gouvernements, et pour effrayer les partisans des réformes légales et pacifiques. Je suis fort loin d'approuver, je le répète encore, tous les principes, toutes les idées socialistes ou communistes qui ont cours de notre temps en Europe. Je crois entre autres choses que le principe politique de la propriété doit être un droit personnel sacré et inviolable, aussi bien dans le temps présent que dans les temps à venir ; mais comme tout principe, tout droit absolu en soi, dans son idée, n'est point absolu, ne peut point l'être et ne l'a jamais été dans sa forme relative et historique, toutes les fois que ce droit, que ce principe, comme tous les principes, comme tous les droits, en général, ne sera pas modifié, transformé selon les besoins et les intérêts progressifs de la civilisation et de l'histoire ; toutes les fois que le droit positif d'un pays, d'une époque ne sera pas en harmonie avec les idées et les intérêts politiques et sociaux de ce pays, de cette époque même, il s'ensuivra nécessairement que ce que le droit ne fera pas de lui-même, sera fait plus ou moins violemment par la force. Le droit est invariable et absolu en soi, dans son essence logique ; mais dans ses déterminations politiques et civiles, il est multiple, progressif et relatif aux besoins et aux intérêts des temps et des peuples auxquels il s'applique. Ceux qui ne croient pas aux idées peuvent vérifier dans les faits, dans l'histoire, que le droit a changé de forme, à mesure que les idées, les intérêts, les mœurs, les croyances avaient changé. On saura aussi que lorsque l'égoïsme individuel des

hommes s'est opposé au libre et légitime progrès des déterminations positives du droit public et privé, la force, la violence, la révolution, la guerre ont toujours obtenu matériellement ce que l'on avait jusqu'alors refusé pacifiquement et légalement aux idées, aux intérêts légitimes des peuples.

Ainsi, par rapport aux écoles socialistes et communistes, je dirai en dernier lieu, sans vouloir les attaquer ni les défendre directement, qu'elles me paraissent une des conséquences les plus logiques du mouvement révolutionnaire qui agite le monde depuis cinquante ans. Et que si elles ne sont pas une formule nouvelle d'ordre politique et de justice sociale; si elles ne constituent pas l'idée organique de la société future; si enfin elles ne nous offrent pas un modèle praticable de la civilisation des temps nouveaux, il m'est évident qu'elles sont, en tant que doctrines économiques et morales, l'expression la plus outrée, la plus violente du principe révolutionnaire, qui, du monde des idées et de la politique proprement dite, a passé dans le mécanisme de la vie sociale des peuples. Il est juste de remarquer en même temps que les écoles socialistes, les doctrines des saint-simoniens, des fouriéristes, des owénistes, au milieu d'une foule d'idées et de doctrines absurdes et radicalement impraticables ont rendu de grands services, des services réels et positifs à l'économie sociale moderne, et attiré dans tous les pays l'attention des hommes d'État sur les souffrances et les misères du pauvre. On doit par conséquent chercher à comprimer les tendances trop subversives de

ces doctrines, mais il ne faut ni les mépriser, ni les condamner aveuglément. L'idée synthétique, l'idée organique des socialistes est fausse peut-être. L'avenir de la civilisation européenne n'est pas, probablement, dans le phalanstère de Fourier et de ses disciples; mais aussi, ne nous flattons pas trop que la société qui viendra après nous, puisse être telle qu'elle est, telle qu'elle a été jusqu'ici. L'avenir de l'Europe est encore une grande énigme pour nous tous, je l'avoue; mais j'avoue également que le besoin profond qu'éprouve la société actuelle de se détacher de plus en plus de son passé, me fait pressentir que des bouleversements d'une gravité inconnue à notre siècle viendront nécessairement renverser tôt ou tard la base historique et légale des droits et des intérêts européens.

L'Italie qui est sans doute le pays où les sentiments, les affections sont le mobile principal de tout bien, de tout progrès, l'Italie, je le répète encore, a peut-être à son insu, beaucoup plus que d'autres peuples de la vieille Europe, l'instinct des principes et des idées socialistes. Mais comme l'Italie est aussi le pays où l'individualité est toute-puissante, où nul progrès, nul changement ne sera jamais capable de l'amoindrir ou de l'effacer, il est à présumer que les influences socialistes et communistes rencontreront en Italie mieux que partout ailleurs le terrain propre à les rendre fécondes en bons résultats pratiques en harmonie avec les principes immuables d'ordre, de moralité et de justice. Ajoutez encore que chez les Italiens en général, malgré le servilisme des âmes et le per-

vertissement des opinions, il y a au fond de leur conscience, de leurs traditions, de leurs mœurs, de précieux instincts de moralité et de justice. Il y a dans toutes les classes de la société italienne, parmi une foule de préjugés et d'idées fausses, un profond sentiment de charité et de fraternité évangélique. Si des idées plus élevées, plus indépendantes pouvaient un jour purger notre esprit et notre caractère des mauvais germes que plusieurs siècles d'ignorance, de division et de servitude y ont fait éclore, nous deviendrions peut-être les premiers en Europe dans la pratique effective de l'égalité et de la fraternité sociale recommandée de nos jours aux peuples par des théories le plus souvent fausses ou inapplicables. La grande difficulté, l'obstacle capital à l'œuvre effective de la régénération italienne, c'est, je le répète, l'œuvre négative, l'œuvre révolutionnaire. Une fois que la voie sera ouverte au progrès, à la liberté sincère; une fois que des réformes essentielles, que des reformes de principes seront accomplies en Italie, les jeunes générations à venir pourront peut-être se relever et reprendre leur rang parmi les peuples progressifs, les peuples libres, les peuples nouveaux. Quand l'Italie pourra trouver un appui solide, des alliés fidèles dans les autres peuples de l'Europe; quand elle aura la conscience qu'une idée non plus exclusivement politique, mais une idée morale et sociale agite et travaille le monde, l'Italie qui a l'instinct, le génie des œuvres universelles et absolues; qui a un caractère entier, des sentiments nobles et enthousiastes pour tout ce qui élève, améliore, perfectionne le

cœur et l'esprit de l'homme; l'Italie fidèle à son idée primitive, à son rôle de puissance *catholique*; fidèle à sa mission d'apôtre universel d'amour, de fraternité, de justice; guidée par une nouvelle lumière, éclairée par une nouvelle révélation de sa destinée, reprendra peut-être un jour au nom de l'Évangile et du Christ, au nom de l'égalité et de la fraternité sociale des peuples, une place digne de son passé au milieu des grandes idées et des grandes choses de l'avenir. Je l'ai dit déjà plusieurs fois, l'Italie n'a point le sentiment de la liberté et du progrès politique et matériel du présent: l'Italie n'a point l'instinct, la vocation nécessaire pour remplir un grand rôle quelconque dans des temps d'analyse négative, dans des époques d'examen, de critique, de lutte contradictoire. Je dirai plus : les Italiens n'ont point selon moi le génie de la politique moderne. Ils ont trop d'imagination, ils ont des passions trop ardentes, trop idéales pour se plier aux formes froides, arides, minutieuses des gouvernements constitutionnels, pour s'intéresser à ce jeu, à ce mouvement fictif d'intérêts et de principes, à ces intrigues, à ces manœuvres, à ces calculs de journaux, de bourse, de bureaux et de tribune, qui constituent en grande partie le fond et la forme des monarchies représentatives de notre époque. Pour les Italiens la liberté telle que les Anglais et les Français l'entendent et la pratiquent, ne suffirait peut-être pas pour occuper leur énergie intellectuelle, pour passionner leur âme, pour exciter leur activité pratique. L'Italie n'étant pas un peuple politique dans le sens moderne, mais

un peuple moral et social, je crois que mes compatriotes sauraient comprendre avec peine que le bonheur, que la grandeur d'un peuple consiste principalement à pouvoir penser avec liberté, écrire avec indépendance, lire du matin au soir, parler et discuter publiquement sur ce que tout le monde pense, dit et fait tous les jours, depuis le premier jusqu'au dernier des hommes. Les Italiens, qui savent se passionner avec tant de foi et d'enthousiasme pour ce qui intéresse le cœur, l'imagination et la conscience, sont peu portés aux froids calculs de l'intelligence, aux arides passions de l'esprit. Les Italiens se soucient fort peu, je pense, que la loi leur garantisse des droits abstraits; car les Italiens croient peu aux institutions, aux lois, aux opinions . ils ne croient qu'aux hommes; ils ne pensent pas qu'il puisse exister un bon gouvernement là où les lois seraient bonnes, et où les gouvernants ne seraient par exemple que des hommes sans foi et sans principes. En Italie, on a besoin de croire que ceux qui gouvernent, rois, ministres, fonctionnaires, prêtres, magistrats, sont meilleurs que les autres hommes; qu'ils sont non-seulement les plus capables, mais les plus probes, les plus vertueux de la nation. Chez nous enfin, on a besoin de croire à la vertu; on a encore besoin de s'agenouiller devant l'autorité d'un nom, d'une idée incarnée dans un homme.

D'autre part, les Italiens, en général, n'ont pas beaucoup l'ambition du pouvoir; ils ne sont même pas toujours les meilleurs courtisans du monde. Il y a un pays en Europe où toutes les libertés règnent de-

puis longtemps, et qui, malgré cela, en fait de courtisanerie, peut offrir des modèles uniques à toutes les nations esclaves de la terre. Les Italiens ne sont pas non plus très-avides d'honneurs et de distinctions. Il y a chez nous des hommes qui ne feraient pas un pas pour la vanité d'un titre ou d'une croix. L'illusion des titres et des croix se perd de nos jours, comme toutes les autres illusions d'un temps qui n'est plus. Et s'il y a encore des hommes, en Italie ou ailleurs, qui s'en parent avec orgueil, ce sont le plus souvent ceux dont le nom sans le signe, sans le ruban, ne signifierait rien, ou rien de bon, d'utile et d'honorable. Le peuple italien après tout ne se passionne en général que pour ce qui frappe son imagination, touche son cœur ou profite à ses intérêts positifs; les plaisirs, les passions de l'intelligence, de la pensée, il les connaît fort peu, et il ne paraît pas qu'il ait grand désir de les connaître davantage.

L'Italien est simple en tout, dans ses sentiments, dans ses plaisirs, comme dans ses idées; il se livre avec ardeur à toutes les sympathies, à toutes les émotions possibles, mais il ne s'abandonne jamais à ce travail d'esprit, tout abstrait, tout spéculatif qui est une nécessité, un élément d'activité et de vie pour les peuples du Nord, pour les peuples modernes. Son éducation a eu certainement beaucoup d'influence sur cette aversion presque instinctive pour tout travail abstrait et purement spéculatif; mais aussi il faut croire que sa nature y contribue pour beaucoup. Il faut chercher chez les Italiens le sentiment, l'imagination, l'intelligence des

phénomènes moraux et la science des lois de la nature; mais la science de la pensée pure, le génie spéculatif ils ne le possèdent que d'une façon exceptionnelle.

La vie moderne, par conséquent, et surtout la vie politique est quelque chose de trop compliqué pour plaire au goût simple des Italiens. La société, dans les pays les plus libres, les plus civilisés de notre époque, absorbe l'homme tout entier; l'individualité reste presque effacée sous l'empire de la vie sociale. En France, en Angleterre, la politique, les affaires rendent souvent les hommes étrangers à toute autre idée, à tout autre sentiment; ils finissent par ne plus s'appartenir, par devenir, pour ainsi dire, des abstractions vivantes. Je sais que les peuples changent et se renouvellent; que les Français d'aujourd'hui, par exemple, sont bien loin de ressembler en beaucoup de choses aux Français du temps de Louis XIII et de Louis XIV. Cependant, si on pénètre au fond des mœurs et des caractères de la France actuelle, on est bien étonné de voir que la différence est souvent plus apparente que réelle. Les idées ont changé, mais le caractère est à peu près le même; les mêmes instincts, les mêmes penchants, les mêmes goûts, les mêmes passions, le tout, beaucoup plus pâle, beaucoup plus décoloré, se retrouve aussi bien dans la France de nos jours, que dans la France de Richelieu, de Condé et de Turenne, qu'au siècle de Pascal, de Bossuet, et de madame de Maintenon.

Je ne crois pas que les peuples puissent changer de nature par l'influence de certaines idées, de

certaines formes particulières de la civilisation générale. C'est justement parce que chaque peuple a une nature à part, qu'il a un rôle spécial à remplir dans l'histoire à une époque donnée. Pour qu'un peuple particulier cesse d'être ce qu'il est par sa nature, il faut que le monde arrive, par ses développements relatifs et particuliers, à ce développement absolu qui séparera totalement l'humanité de sa nature et de son histoire. Ce moment mémorable de la vie de l'humanité doit être amené dans un temps fort éloigné du présent, par le principe de la pensée pure et de la science, qui, en annulant l'histoire par les révolutions, et en faisant, par l'application mécanique de ses découvertes, un seul pays, un seul État du monde habitable, un seul peuple de tous les peuples, renversera toutes les barrières naturelles et historiques qui divisent et caractérisent les différentes races, les différentes nations de la terre.

Il est inutile de discuter sur l'unité ou sur la pluralité d'origine des races humaines. L'unité de l'humanité n'est pas, selon moi, dans sa nature extérieure et finie, ni dans son histoire particulière : elle est dans son esprit un et infini, dans sa pensée générale et absolue. C'est dans l'esprit, c'est dans la pensée que l'humanité existe réellement, qu'elle se retrouve et se reconnaît une et identique. Il est donc nécessaire, pour que l'humanité ait conscience de son unité, qu'elle arrive à dominer par la pensée, par la science, la nature et l'histoire. Lorsque l'humanité ne vivra plus ni dans la nature, qui est le fini,

le différent, ni dans l'histoire, qui est le particulier et le contradictoire, mais dans la pensée, dans la science, qui est l'universalité, l'unité, la forme une, identique, universelle de l'infini, de l'absolu, du vrai et du bien, de tout ce qui est et de tout ce qui peut être, alors seulement l'unité de la nature humaine sera un fait général, une vérité vivante exprimée et représentée socialement par l'unité du monde extérieur, réalisée par la science en action, et par l'égalité et la fraternité morale et sociale des peuples, rendue effective par la fusion matérielle de tous les peuples, par l'unité de la pensée absolue identifiée à la vie et à l'action universelle. Pour que les hommes arrivent à l'égalité et à la fraternité sociale, il faut qu'ils arrivent à l'unité des principes et à l'unité des faits; il faut que toute contradiction cesse, que toute opinion individuelle, que toute doctrine particulière, que toute secte, que tout parti soient fondus ensemble dans une seule vérité universelle, qui ne soit plus ni traditionnelle, ni historique, ni subjective, ni individuelle, mais tout à la fois subjective et objective, individuelle et sociale. C'est alors que la séparation de la vérité divine et de la vérité humaine, du fini et de l'infini, de la pensée et de l'action, aura cessé d'exister. L'individu et la société, l'homme et l'humanité réaliseront alors la loi de la liberté véritable dans la conciliation, dans l'accord, dans l'identité de tous les principes, dans l'égalité de tous les intérêts et de tous les droits. Les hommes ne pourront plus se nuire ni se combattre, parce que la science absolue, la connois-

sance de la vérité aura désarmé leurs préjugés, leurs erreurs, leurs intérêts, leurs passions. La fraternité sera alors vraie, parce qu'elle sera réelle, effective; parce que la science aura détruit toutes les différences de la nature, toutes les contradictions de l'histoire; parce que, en un mot, chacun sera en possession de la même vérité, de la même puissance, de la même réalité; tous auront des intérêts égaux, à cause de l'égalité des droits, qui sera la conséquence nécessaire de la valeur morale, identique de chacun; car la science, la connaissance, la pensée, ne seront plus le droit privilégié d'une minorité quelconque, mais un fait universel qui amènera nécessairement l'égalité des droits de chacun, l'égalité politique et sociale la plus complète, la plus étendue. C'est à cette époque enfin, qui nous paraît fabuleuse aujourd'hui, que l'humanité aura rendu effective l'identité du fini et de l'infini; car la pensée, la science, seront parvenues à la connaissance intellectuelle, logique de l'infini, de l'absolu, et à la réalisation pratique de l'infini dans la société, dans la civilisation générale.

C'est à ce point de vue que nous avons considéré le principe du progrès dans la philosophie et dans l'histoire. C'est aussi à ce même point de vue qu'il faut essayer de connaître quel peut être l'avenir de la pensée, de la civilisation de l'Europe, et en même temps l'avenir des peuples qui l'expriment et la représentent. Sans ce guide, sans cette base, toute doctrine aboutit nécessairement à des résultats empiriques ou sceptiques.

L'Italie, qui a joué un des plus grands rôles dans l'histoire ancienne et moderne de l'Europe, ne pourra se rattacher à la vie générale de ce siècle, à la vie européenne, que lorsque l'Europe sera parvenue à exprimer, par un nouveau développement de civilisation et de science, et par de nouvelles crises politiques et sociales, le mouvement synthétique, unitaire et réorganisateur de la société future. Il faut que la politique moderne subisse de nouveaux changements, que le libéralisme pratique s'élève à des principes plus larges et plus populaires, pour que l'Italie puisse prendre part au mouvement libéral et social de l'Europe.

La question de l'avenir politique de l'Italie moderne a été traitée de nos jours par la plupart des philosophes et des publicistes italiens de l'école historique ou nationale. Mais il faut avouer, pour parler avec une entière franchise, qu'aucun des écrivains les plus renommés de cette école n'a pu aboutir à des conclusions positives et satisfaisantes. M. Gioberti, qui a écrit de si éloquentes pages sur l'Italie du passé, sur l'Italie guelfe ou papale, se borne à nous faire entrevoir, par rapport à l'avenir, la possibilité vague et fort incertaine d'une résurrection italique fondée sur les progrès libéraux du catholicisme, et sur une nouvelle suprématie future de la papauté et de l'Église. Il recommande surtout aux Italiens, le principe monarchique comme base essentielle de toute véritable liberté, de tout progrès véritable; il nous dit même que le plus sûr moyen de refaire l'avenir de notre malheureux pays,

c'est de se confier entièrement dans la sagesse et dans le libéralisme de nos souverains. C'est de cette alliance intime des monarques absolutistes et des populations italiennes que M. Gioberti espère voir sortir un jour l'indépendance et la résurrection intellectuelle et matérielle de la patrie. Quant à M. le comte Balbo, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit plus haut. M. Balbo a écrit un livre sur l'Italie pour montrer quelles doivent être nos espérances sur l'avenir qui nous est réservé. Mais, à vrai dire, après avoir lu le livre, on est à se demander si le publiciste prémontais a voulu parler sérieusement, ou s'il n'a pas voulu plutôt mystifier la nation; car, sans exagération aucune, les espérances de M. Balbo se résument toutes dans une formule de résignation et d'impuissance. Oui, tout ce que M. Balbo fait espérer aux Italiens, c'est que, dans quelques siècles peut-être, une grande crise européenne venant à changer l'état politique actuel du monde, viendra changer aussi probablement les conditions de l'Italie; qu'il faut tout attendre, par conséquent, du temps et surtout de la bienveillance et du patriotisme des princes et des gouvernements actuels; que l'Italie enfin ne peut rien par elle-même, et que si, par hasard, un jour elle venait à être de nouveau quelque chose de grand dans le monde, ce ne serait que par les mêmes principes et les mêmes moyens qui l'ont rendue, il y a quelques siècles, la plus faible, la plus asservie des nations de l'Europe, c'est-à-dire par le catholicisme et la papauté, et par les idées et les institutions qui en dérivent. Ceux qui pourraient

croire mes paroles exagérées n'ont qu'à se donner la peine de parcourir le livre en question[1].

Le parti constitutionnel, comme je l'ai dit déjà, n'a pas de doctrines bien arrêtées sur l'avenir politique des États italiens. Les plus éclairés, les plus libéraux des hommes de ce parti espèrent qu'un jour l'Italie, soit par des réformes légales et pacifiques, soit par une révolution nationale, soit par une influence étrangère, par l'influence de la France surtout, obtiendra de ces princes, et même du pape, une constitution libérale. Quant aux moyens réels et positifs pour arriver à cet étrange résultat, le parti constitutionnel se partage en différentes opinions, qui, pour la plupart, me paraissent dénuées de toute base essentiellement politique.

Après les doctrines de l'école historique et les opinions du parti constitutionnel, viennent les démocrates, dont l'association de la Jeune-Italie est l'organe le plus actif, le plus populaire. J'ai parlé, je crois, assez longuement de la Jeune-Italie dans le premier volume de cet ouvrage; je n'ajouterai ici, par conséquent, que quelques mots.

L'avenir que la Jeune-Italie espère réaliser un jour dans un but de régénération italienne, c'est l'unité nationale et républicaine; c'est la centralisation administrative et gouvernementale du pays; c'est, en un mot, l'unité intellectuelle, politique et matérielle

[1] Le livre de M. Balbo intitulé *Delle speranze d'Italia*, a été traduit en français avec d'excellentes notes, par un des hommes les plus honorables et les plus distingués de l'émigration italienne, par M. P. S. Leopardi — *Des Espérances de l'Italie* — Didot, 1843

de la Péninsule. Les moyens pour rendre effective cette grande idée, si contraire à l'ordre de choses existant, c'est la révolution, la révolution religieuse, politique et sociale à la fois; c'est un renouvellement radical des principes, des idées, des institutions, des lois, des mœurs, des intérêts généraux du pays.

Ainsi que j'ai eu lieu de le faire avertir dans un autre chapitre, je pense que le côté théorique des doctrines libérales de la Jeune-Italie est de tout point conforme aux besoins, aux intérêts qui agitent le monde depuis soixante ans. Je crois que l'idée de reconstruire la société italienne sur une base essentiellement logique, sur l'anéantissement complet des idées et des choses du passé, est une idée opportune et rationnelle. Mais je crains que le côté strictement politique des doctrines de la Jeune-Italie ne soit pas suffisamment d'accord avec le côté théorique et philosophique; je pense enfin que la science des moyens, la partie pratique n'est pas en harmonie avec la science des principes, avec la théorie générale. En lisant les écrits du plus illustre représentant de la Jeune-Italie, il m'a paru que, parmi beaucoup d'idées grandes et profondes, parmi les sentiments les plus nobles, les plus généreux, parmi les inspirations les plus patriotiques, les plus progressives, les plus libérales, il se trouvait quelque chose de trop vague, de trop indéterminé sur la possibilité de les appliquer, de les mettre en rapport avec l'Italie du passé et du présent d'abord, et ensuite avec la politique pratique de l'Europe en général.

A mon sens, toute la question doit consister, pour les démocrates, à mettre d'accord le principe logique avec le principe politique; à concilier la nécessité d'une révolution radicale en Italie avec la mission particulière et la mission générale de l'Europe dans la civilisation progressive du monde. L'idée d'une révolution en Italie ne sera juste et rationnelle qu'en tant qu'on la fera reposer sur l'idée d'une révolution européenne, et sur un grand principe scientifique de civilisation générale. Si, par hasard, la Jeune-Italie pouvait supposer qu'il serait possible de révolutionner notre pays sans révolutionner en même temps l'Europe entière; si elle croyait encore à la possibilité de mettre d'accord une Italie unitaire, républicaine, libre et indépendante, avec les États absolutistes et les États constitutionnels qui composent l'équilibre actuel de la politique européenne, je n'hésiterais pas un instant à déclarer que, si la Jeune-Italie en était encore à cette opinion, elle serait dans une voie qui ne peut la conduire à aucune conclusion pratique et positive. Dans cette hypothèse, la Jeune-Italie pourra remplir encore son rôle de force révolutionnaire vis-à-vis de l'Italie du passé et du présent; mais elle ne pourra devenir jamais ni la formule théorique, ni le pouvoir actif, vivant, de l'Italie à venir.

Parmi le petit nombre des écrivains de ce parti, je dirai même parmi les partisans outrés des doctrines républicaines, on doit citer un émigré napolitain résidant à Paris, poëte élégant, écrivain dis-

tingué, connu surtout par un livre publié l'an passé en langue italienne [1], ou l'ardeur méridionale d'une imagination très-vive, l'indignation la plus profondément sentie pour tous les maux qui affligent notre malheureux pays, le patriotisme le plus révolutionnaire, les tendances les plus radicales, éclatent à chaque page, dans chaque ligne, dans chaque mot. Je ne sais si une conviction quelconque pourrait sortir, par hasard, de la lecture de ce pamphlet incendiaire. Ce que je sais, c'est qu'il est bien capable d'enflammer beaucoup de jeunes têtes, et de servir de boisson enivrante aux passions haineuses et dissolvantes de notre époque. M. Ricciardi a souvent raison lorsqu'il attaque avec une véhémence tant soit peu démagogique peut-être les vices et les abus de l'Italie actuelle; lorsqu'il conteste l'impuissance de certaines écoles et de certaines doctrines soi-disant libérales; et surtout lorsqu'il déclare formellement que l'Italie ne peut changer que par une révolution radicale et démocratique. Mais, du moment que M. Ricciardi, en quittant le champ de la critique la plus violemment négative et destructive, se place sur le terrain plus calme des idées synthétiques et organisatrices; du moment qu'il vient nous donner en quelque sorte le programme de son idéal politique d'une Italie future, d'une Italie républicaine; alors, je l'avoue franchement, malgré les sentiments d'estime que j'ai pour le talent et pour le caractère personnel de l'auteur, malgré mes tendances libérales et progres-

[1] *Conforti all' Italia, etc.* — Paris, 1846.

sives sans restrictions, j'éprouve une répugnance involontaire pour des maximes, pour des jugements, pour des théories, que je crois incompatibles avec toute espèce de liberté, de progrès, de civilisation pratiques dans ma chère patrie.

Le grand tort de presque tous les partis libéraux en Italie, c'est, ce me semble, de ne se rendre compte suffisamment ni de l'Italie du passé, ni de l'Italie telle qu'elle est aujourd'hui, ni enfin de l'Italie telle qu'elle sera probablement dans l'avenir. Tous sont d'accord pour souhaiter, pour vouloir son indépendance, sa liberté; tous détestent l'Autriche et toute autre domination étrangère; tous travaillent d'après leurs vues, d'après leurs doctrines, d'après leurs moyens, à l'amélioration de ses destinées. Mais nul, que je sache, n'a pu résoudre encore le problème de façon à jeter une vive lumière sur les conditions réelles, positives de la nation; nul n'a pu jusqu'ici déterminer démonstrativement quelle place occupe réellement l'Italie du présent dans la sphère immense des idées, des besoins, des intérêts généraux de l'Europe et du monde. Parmi une foule de doctrines et d'opinions contradictoires, qui se combattent et s'excluent mutuellement, je ne vois nulle part la grande question du progrès, nettement posée. On veut que l'Italie marche avec l'Europe, avec les progrès de la science, de la civilisation européenne. On veut que l'Italie se relève de son abjection, qu'elle renverse les barrières de la servitude, qu'elle reprenne dans le monde une place forte, honorable, digne de son passé, digne des grandes

Digitized by Google

idées, des grands besoins de notre siècle. Mais tout cela n'est qu'un noble désir, tout cela n'est qu'une belle et généreuse pensée. L'essentiel, dans la question de l'avenir de l'Italie, c'est de savoir déterminer non-seulement ce que cette nation devrait être, mais ce qu'elle pourra être effectivement, ce qu'elle pourra devenir dans le mouvement général des idées et des choses qui agite et travaille le monde entier. On a beau dire et répéter, que si l'Italie veut être libre et heureuse, elle doit revenir dans une certaine mesure à la pureté de ses grandes traditions, de ses grands principes; qu'elle doit développer, d'accord avec les tendances de la civilisation moderne, les idées et les institutions impérissables de sa glorieuse histoire. Quant à moi, je suis fort loin de penser, que l'Italie puisse jamais se relever par les idées et les principes de son histoire. On développe progressivement les forces vives d'un peuple, on réforme avec fruit des institutions altérées ou corrompues, mais qui n'ont pas cessé d'être d'accord avec l'idée du progrès général d'une époque, d'un siècle; en vain espère-t-on de rendre la vie, l'âme, la force, à des principes, à des institutions, que le courant impétueux du temps a précipités violemment dans l'oubli éternel des choses, qui doivent nécessairement passer et mourir.

Et de même, que je suis fermement convaincu, que tout effort pour rendre la vie au cadavre de l'Italie historique, est un effort inutile et sans résultat, de même je crois que ceux qui prétendent qu'il est possible de régénérer mon pays par une liberté, par

une civilisation particulière, propres exclusivement à certaines nations spéciales, comme par exemple par la liberté et la civilisation française ou anglaise de notre temps, n'aboutiront qu'à des déceptions et à des ruines.

C'est ainsi que je pense que les néo-catholiques, les réformistes, aussi bien que les partisans des doctrines constitutionnelles de la France ou de l'Angleterre, tout en travaillant dans une certaine mesure à la démolition historique du passé, de la vieille Italie, sont impuissants à dominer par une formule d'ordre et de liberté, par une formule de progrès et de civilisation positive, les passions et les intérêts politiques, actuels, de la nation italienne. Quant aux démocrates, je dirai, qu'indépendamment de certaines doctrines, de certaines sectes particulières, eux seuls marchent dans une voie réellement progressive; car ce n'est pas seulement l'avenir de l'Italie, qui appartient au principe de l'égalité et de la fraternité morale et sociale; c'est l'Europe, c'est la civilisation future du monde, qui doit être basée nécessairement sur ces mêmes principes. Or, si les démocrates italiens se trompent par hasard, sur les moyens propres à lancer le pays dans une voie de réorganisation politique et matérielle, ils ne se trompent pas sur les moyens les plus actifs, les plus efficaces pour renverser toutes les barrières qui s'opposent à la dissolution de l'Italie historique, de l'Italie du moyen âge, de cette Italie, qui est aussi impuissante à reculer dans le passé, qu'à marcher sur les traces du progrès et de la civilisation du pré-

sent. Après tout, les démocrates, à part l'exagération de certaines idées, et l'inopportunité de certaines mesures, sont je le répète, le seul parti qui soit en état de prendre place dans l'ordre de choses que l'avenir prépare à l'Italie et à l'Europe. La démocratie est la formule politique de l'absolu, c'est l'idée, la force, qui doit clore le cycle historique de l'ancien monde, et opérer la conciliation dialectique de la pensée et de la vie des temps nouveaux. Ainsi se rencontrent dans la démocratie moderne deux diverses tendances, deux missions différentes. Elle doit démolir d'un côté, et reconstruire de l'autre; elle doit déracciner l'arbre de l'histoire et féconder le terrain de la vie nouvelle de l'humanité, le terrain de la pensée de la science, et du droit absolu des sociétés modernes. Toutefois en Italie la tâche de la démocratie ne peut être maintenant autre chose, qu'une tâche de négation et de dissolution historique. La démocratie italienne ne peut être aujourd'hui qu'un pouvoir directement révolutionnaire. Elle ne peut aborder l'œuvre de la démolition que par des moyens extrêmement violents. Ce sont les partis libéraux qu'on appelle modérés, qui sont les partis destinés actuellement à aplanir la voie par une révolution toute pacifique, par la révolution des idées, et par la révolution des intérêts matériels, à la désorganisation radicale qui se prépare.

L'impulsion progressive qui a été donnée de tout temps à l'Italie, remarquons-le bien, est venue non du dedans, mais du dehors. Il y a, depuis un demi-siècle, à travers l'Europe un courant électrique qui

agite et bouleverse tout sur son passage. Les esprits les plus calmes, les forces les plus inertes, les peuples les plus glacés, les plus engourdis, se sentent émus et troublés. Un besoin irrésistible de mouvement, de progrès, tourmente les pouvoirs les plus stationnaires, les États les plus immobiles. La confusion, l'anarchie, le chaos sont partout. Les idées, la civilisation, le souffle révolutionnaire du siècle envahit la demeure inaccessible des rois, pénètre par des voies occultes, mystérieuses dans le sanctuaire de l'Église, jusqu'au trône du Vatican, jusqu'au cœur d'un pape, d'un successeur des Innocents et des Grégoires.

Pouvons-nous douter encore que ce ne soient pas là des symptômes révélateurs d'une dissolution prochaine de l'état actuel de l'Europe?

Quand nous voyons éclater entre les principes et les pouvoirs qui les représentent un aussi profond antagonisme, une aussi choquante contradiction, tenons pour certain que l'heure approche d'un ébranlement général dans la vie des nations, dans la vie d'une époque. A l'heure qu'il est, sous l'apparence menteuse d'une paix profonde, la guerre est partout. Les gouvernements croient marcher dans une voie d'ordre et de paix, et le siècle les entraîne fatalement dans un chemin de révolution et de guerre. Le moindre événement, la circonstance la plus insignifiante suffisent pour mettre à nu la plaie profonde qui ronge les entrailles de chaque État de la vieille Europe.

Les mariages d'Espagne ont rompu l'alliance intime

de l'Angleterre et de la France ; la constitution prussienne irrite le despotisme du czar, et provoque des complications sérieuses dans le système des alliances et des rapports diplomatiques des puissances européennes. La Grèce et la Turquie sont à la veille d'une rupture définitive; la Bavière après une révolution de palais, qui a scandalisé la morale hypocrite de certaines cours plus ou moins absolutistes, paraît destinée à entrer dans une nouvelle voie de liberté et de progrès. L'Autriche voit tous les jours son autorité, son influence s'affaiblir partout, à mesure que les idées de liberté et de progrès se font jour dans la politique des peuples; les affaires de la Prusse et de la Bavière poussent le cabinet de Vienne, tantôt vers la Russie, tantôt vers la France. La Suisse s'agite sourdement et paraît être à la veille d'une nouvelle explosion révolutionnaire. Le parti jésuitique et le parti radical en viendront aux mains de nouveau tôt ou tard en Suisse, car un accord quelconque entre eux est impossible. L'Autriche ne voit pas sans crainte et sans alarme l'Allemagne du nord entraînée dans une voie nouvelle de libéralisme et de progrès, et la Suisse en feu. L'Autriche est donc menacée dans son existence même, et par la liberté, et par le despotisme; la Russie ne s'en fait une alliée que pour pouvoir l'écraser plus facilement lorsque son intérêt et les circonstances l'exigeront. Les peuples divers assujettis à sa domination conspirent tous les jours contre elle, et attendent avec une douloureuse anxiété l'heure propice à leur délivrance.

Parmi les pays où l'Autriche exerce son influence

corrosive, sa domination tyrannique, l'Italie est sans doute celui qui paraît vouloir plus que tout autre, s'affranchir au plus tôt de son joug intolérable. C'est en Italie, que la haine contre les Autrichiens fomentée par le vertueux patriotisme de Pie IX, menace de devenir dans peu un sujet de révolution et de guerre. On dit qu'une mésintelligence grave règne déjà entre le saint-siége et la cour de Vienne, et que les relations diplomatiques entre ces deux cabinets sont sinon interrompues, du moins extrêmement refroidies. L'opinion populaire en Italie se prononce ouvertement à Rome et ailleurs, en faveur du pape et de l'indépendance italienne. L'Autriche paraît vivement alarmée de la politique du saint-siége et plus encore des tendances patriotiques du pape; on raconte que de nouvelles conspirations contre la personne de Pie IX, ont été découvertes à Rome, et que l'Autriche y est directement intéressée. Quoi qu'il en soit le trouble, le discorde, la lutte se manifestent sous de différentes formes dans tous les États de l'Europe. Et si en Italie, l'exaspération contre l'Autriche fait encore des progrès, on doit s'attendre à voir bientôt le pays entier en révolution, le pape dans une situation très-embarrassante et fort périlleuse, et les armées autrichiennes maîtresses de la péninsule. Car, je le répète encore avec un sentiment bien vif de douleur, si une lutte venait à s'engager entre l'Autriche et les États romains; si cette lutte était motivée par exemple par une augmentation des forces autrichiennes à Ferrare, ou par l'entrée des troupes impériales dans les autres Légations, ou en Toscane,

il est facile de prévoir que le pape, que le gouvernement romain serait forcé de subir l'invasion, de se soumettre à l'Autriche, plutôt que de se faire le chef d'une insurrection, d'une révolution générale en Italie. Or, le pape est dans cette cruelle alternative : ou de subir le joug de l'Autriche, de se soumettre à ses armées, ou de se mettre à la tête de la révolution italienne, d'une guerre d'indépendance nationale. Le premier cas est seul possible; un pape quel qu'il soit ne pourrait jamais encourager, sanctionner la révolte, l'insurrection, sans annuler en même temps l'autorité, et le pouvoir qu'il représente. Un pape libéral, un pape révolutionnaire est, je le répète, une idée absurde, un contre-sens, une chose impossible. Croire du reste que le pouvoir moral soit suffisant pour délivrer une nation du joug matériel et politique d'une puissance telle que l'Autriche, c'est une utopie dont les événements qui se succéderont dans peu en Italie et en Europe, montreront à tous les dangereuses conséquences. Il est en vérité par trop absurde de penser qu'un pape, qu'un simple prêtre puisse de nos jours opérer des miracles dans la politique de l'Europe, sans que la force s'en mêle plus ou moins; cette erreur peut avoir, je le répète, des conséquences funestes pour le papauté et pour la politique de l'Italie actuelle.

Si l'Autriche en effet venait à exiger de la cour de Rome un changement de système, le pape ne s'opposant pas aux réclamations du cabinet de Vienne, risquerait de perdre subitement cette popularité dont il jouit maintenant. Et si, d'un autre côté, en ré-

sistant à l'Autriche, une rupture éclatait entre les deux cours, et que l'Autriche se crût par là autorisée à intervenir par la force dans les affaires de la péninsule, que ferait, que pourrait faire le pape dans un cas pareil? Devrait-il exciter le pays, les masses à une révolution, à une guerre nationale? Devrait-il se mettre à la tête d'une nouvelle croisade contre les barbares? Cela, comme chacun peut bien le comprendre, serait tout à fait impossible. Le pape est malheureusement dans une situation telle, qu'il ne peut ni céder ni résister à l'Autriche : s'il cède, le pays sera contre lui; s'il résiste, son autorité, son pouvoir, son existence sont en danger; car du moment qu'un pape deviendrait révolutionnaire, il cesserait d'être pape. Mais que fera donc, en définitive, Pie IX, si une rupture éclate entre le saint-siége et la cour de Vienne? Pourra-t-il compter sur la France? Là est toute la question, selon moi. Je dirai donc franchement que si le pape venait à s'engager dans des réformes trop libérales propres à amener une rupture, une collision entre Rome et Vienne, et par là des troubles graves en Italie et peut-être en Europe, je pense que la France, que le gouvernement français actuel se prononcerait ouvertement en faveur de l'Autriche. Le gouvernement français ne voudra jamais troubler la paix du monde pour un intérêt étranger à sa propre conservation : vous avez vu ce que le gouvernement de Juillet a fait, en 1831, en Italie; ce qu'il a fait en Pologne; ce qu'il a fait de tout temps en Suisse. Non, le gouvernement français ne prendra jamais en main la

cause du progrès, ni en Italie, ni ailleurs, tant que l'Europe sera ce qu'elle est aujourd'hui; et si le pape persévère, ce que je ne pense pas, dans une voie aussi périlleuse, dans une voie aussi impolitique, dans une voie aussi contraire à ses intérêts bien entendus et aux intérêts de la paix générale, la France fera diplomatiquement tous les efforts possibles pour détourner le gouvernement romain de ces mesures, de ces réformes qui pourraient le mettre en guerre ouverte avec l'Autriche. La France a favorisé les premiers pas du nouveau pape dans la carrière des réformes administratives, par la raison que toute la politique française était de rétablir l'ordre et la tranquillité dans les États romains; mais jamais le gouvernement français n'a eu l'idée de délivrer l'Italie de l'Autriche, et de la pousser dans la voie des révolutions. Peut-être aussi le gouvernement français n'a pas bien jugé aux premiers jours du règne de Pie IX, la véritable aptitude des esprits en Italie, et les conséquences qui devaient découler d'un changement de système aussi soudain dans les États pontificaux : peut-être à l'heure qu'il est, l'ambassadeur de France à Rome fait entendre au pape et au sacré collége des conseils bien différents de ceux qu'il avait donnés il y a quelques mois. Quoi qu'il en soit, le fait est que la situation du nouveau pape est très-grave et très-périlleuse, et que, à l'heure qu'il est, le sort de l'Italie est dans ses mains. Mais comme le pape ne peut résister à l'Autriche que par une révolution, par une guerre nationale, ou avec l'aide de la France; et comme le gouvernement

actuel de la France marche dans une voie franchement contre-révolutionnaire, et qu'il fait tout son possible pour rester en bon accord avec l'Autriche et avec toutes les puissances absolutistes de l'Europe, il serait puéril de supposer que la France veuille intervenir en Italie pour chasser les Autrichiens, défendre le pape, et proclamer l'indépendance italienne. Remarquons aussi que si par hasard, la France se trouvait forcée d'intervenir en Italie, ce ne serait jamais dans l'intérêt de l'indépendance et de la liberté italienne, ni dans l'intérêt de la papauté et de l'Église. Je suis porté à croire que si la France de 1830 envoyait, en cas de troubles graves ou en cas d'une nouvelle augmentation de troupes autrichiennes dans la péninsule, une armée en Italie, ce ne pourrait être que pour s'entendre avec l'Autriche, afin de calmer les troubles et l'agitation, et rétablir les choses dans leur état régulier, c'est-à-dire selon les conventions des traités de Vienne. C'est ce qu'elle a fait en 1831 ; car au fond l'occupation d'Ancône n'était qu'une affaire de pure forme, sans aucune signification politique. Je dirai plus : l'occupation d'Ancône, d'après le rôle que la France de Juillet avait joué en Italie, a été un acte indigne d'une grande nation, indigne d'un pays libéral, une amère et sanglante dérision envers la liberté et l'indépendance italienne. Ainsi, ne nous faisons pas de nouvelles illusions sur le gouvernement français, qui nous a laissés dans les mains de l'Autriche en 1831, qui a laissé égorger deux fois la Pologne par les Russes et les Autrichiens, et qui

nous livrerait de nouveau à l'Autriche, si les intérêts de sa politique conservatrice le rendaient indispensable.

L'Italie, par conséquent, ne peut être délivrée de la domination étrangère ni par le pape, ni par ses souverains, ni par la France. Quant à la nation, je dirai toujours que, par elle-même, elle est incapable de sauver le pays. Le pape seul pourrait peut-être opérer ce miracle ; mais Pie IX, malgré son patriotisme, malgré ses vertus, ne pourra jamais se faire le chef d'une insurrection armée. Le pape n'est, je le répète, qu'un pouvoir moral ; si demain il s'avisait de vouloir jouer réellement un grand rôle politique, je pense qu'il finirait par tomber victime de l'absurdité de son œuvre.

Il est cependant très-difficile de déterminer positivement aujourd'hui ce qui pourra arriver tôt ou tard en Italie, si toutefois le pape persévère dans la même voie, et si l'Autriche se met en guerre ouverte avec le saint-siége ; ce que je puis dire avec conviction, c'est que la révolution en Italie me paraît imminente, soit qu'elle soit le résultat des luttes intérieures du pays, soit qu'elle arrive comme le contre-coup d'une crise étrangère, d'une conflagration européenne. Bien plus : je pense que les affaires d'Italie pourraient même devenir l'occasion d'une guerre ou d'une révolution générale en Europe, et que le pape, à son insu, se trouverait entraîné à jouer le rôle principal dans ce drame terrible.

J'ai eu de tout temps l'idée que la ruine totale de la papauté et de l'Église devait être l'œuvre d'un

pape; j'ai même pensé que Pie IX serait peut-être le dernier souverain pontife, et qu'il avait été envoyé non pour relever la chaire de saint Pierre, mais pour la démolir. Ce qui peut arriver d'ici à dix ou quinze ans est, sans nul doute, une grande énigme aujourd'hui; mais ce qui est certain, c'est que dix ans ne se passeront pas avant que nous voyons éclater avec violence une grande catastrophe européenne. L'Italie est la première intéressée dans la lutte, parce qu'elle représente au plus haut degré l'idée contradictoire du passé, qui est la véritable cause du mouvement négatif, dissolvant, révolutionnaire des temps modernes. C'est l'Italie qui est le centre de l'Europe traditionnelle et historique, et par là le point de mire de toutes les forces révolutionnaires du dernier siècle et du siècle actuel. Tant que l'Italie catholique, papale, traditionnelle existera, l'Europe ne sera pas renouvelée; car l'Italie est le suprême autorité conservatrice de tous les principes, de tous les droits, de tous les intérêts du passé. Depuis trois siècles l'Europe conspire contre Rome, contre l'Italie; tôt ou tard celle-ci doit finir par succomber; et justement aujourd'hui que Rome paraît donner des signes de résurrection et de vie, aujourd'hui qu'elle vient briser de ses propres mains la pierre immobile de son tombeau, au lieu de renaître à une nouvelle existence, Rome ne fait que paraître un instant dans la lutte vivante du monde, pour que le monde soit enfin convaincu qu'elle n'est plus qu'une ombre, qu'un fantôme, qu'un pâle simulacre d'une idée et d'une vie éteintes à jamais.

Oui, pour que les peuples parvinssent à se convaincre de ce que c'est réellement de nos jours que l'Église, la papauté, il était nécessaire qu'un pape plus grand que la papauté même, vînt se jeter dans une entreprise au-dessus des forces, de sa propre mission. Le papauté ne pouvait périr que par un suicide, et ce suicide arrivera le jour où le pape, après avoir joué un rôle politique en Italie et devant l'Europe, sera forcé de montrer son incapacité, son impuissance à opérer à l'époque où nous sommes le bien et le progrès des hommes. On comprendra alors que le bien, que le progrès n'est plus dans les mains de l'autorité ni de la religion, mais dans les mains de la raison libre et de la science; on comprendra alors non-seulement l'impuissance de l'Eglise et de la papauté, mais l'inutilité de toutes les religions officielles, de tous les cultes imposés. C'est alors enfin que l'État, que la nation, que le peuple, que la loi sociale, en un mot, deviendra la seule règle, la seule loi digne de gouverner moralement et politiquement les peuples réellement libres, réellement civilisés, réellement chrétiens. Je crois, enfin, d'après ce que j'ai eu lieu de démontrer dans le cours de ce livre, qu'il n'y a plus à douter de ce que l'Italie est en droit d'espérer des principes et des traditions du passé, des idées et des pouvoirs du présent, des événements et des progrès de l'avenir.

La conclusion de ce livre peut donc se résumer en quelques mots.

L'Italie du passé n'a plus aucun rôle original à jouer dans les idées et dans les intérêts de la civilisation et

de l'histoire; le progrès en Italie n'est et ne peut plus être autre chose que la négation graduelle de son histoire, de son passé; car le progrès général de l'Europe est cette négation même, je veux dire, la négation de l'Italie historique et papale. Et comme l'Italie est restée en tout inférieure à la liberté, et à la civilisation moderne; comme tous les grands perfectionnements logiques et historiques de l'humanité, ont eu lieu depuis trois siècles en dehors de ses principes et de ses intérêts, c'est un fait irrécusable que la vérité, que le progrès, que les manifestations générales de l'esprit universel dans l'humanité, s'accomplissent depuis longtemps dans un ordre d'idées et de principes radicalement hostiles à l'existence historique, intellectuelle et politique de l'Italie du présent.

Il faut nous persuader que, pour que l'Italie pût se relever politiquement, il faudrait que le catholicisme, que le principe d'autorité, que l'Église, que la papauté pussent reprendre dans l'avenir de la civilisation actuelle, la place importante qu'elles avaient par le passé, lorsque l'Italie dictait à l'Europe entière la loi de ses croyances et de sa pensée. Rendons-nous bien compte de cette vérité, à savoir que la force et la puissance politique des nations modernes, ne sont ni dans la valeur numérique des peuples, ni dans leurs armées, ni dans des qualités purement morales, mais dans les idées et dans les intérêts généraux qu'elles représentent dans la sphère active et vivante des idées et des intérêts des autres nations, des autres peuples, dans les idées, et les intérêts qui constituent la base essentielle de l'his-

Digitized by Google

toire, de la civilisation d'une époque. Il faut, enfin, pour qu'un pays quelconque puisse aspirer légitimement à imposer son idée au monde, à exercer une grande influence dans les destinées intellectuelles et politiques d'un siècle, que le pays ait dans sa propre civilisation particulière, dans sa propre vie nationale, les éléments intellectuels et matériels, dont l'activité progressive d'un siècle a besoin pour atteindre, d'une manière quelconque, les développements de sa pensée, de sa force. Hors de là, il n'y a pour aucun peuple de rôle actif, prépondérant dans l'histoire.

Si l'Italie est faible, déchue, opprimée, il ne faut pas croire que cela est parce que des événements secondaires, des circonstances imprévues, des luttes d'individualités et de partis, ont entravé la marche de ses intérêts, et rendu stériles ses plus grands efforts. Je sais que des patriotes de sens et de cœur attribuent les malheurs de mon pays à des causes secondaires, à des événements accidentels, à des moyens subalternes. On croit qu'une bataille perdue, qu'une trahison politique, qu'une conspiration avortée, peuvent avoir été autant de causes plus ou moins funestes au triomphe de l'indépendance et de la liberté italienne. Quant à moi, je suis fort loin, je l'avoue, d'exagérer l'importance de certaines causes, de certains événements. Mon opinion le plus ferme, la plus inébranlable, est que le mal, que la racine de tous nos malheurs n'est pas dans l'histoire de l'Italie moderne, mais dans l'Italie antique, et dans l'Italie du moyen âge, et que ma patrie a été condamnée à expier plus tard les gloires et les triomphes

de son ancienne puissance. Après tout, tenons pour certain, que la pierre angulaire des destinées historiques des peuples est la religion; que le catholicisme est la base de toutes nos gloires, comme le principe de toutes nos infortunes; et que de la même manière, que notre passé n'aurait pas de raison d'être sans la papauté et l'Église, de la même manière c'est la papauté et l'Église qui expliquent et justifient notre état actuel.

Pendant le cours de cet écrit, j'ai essayé de montrer sous toutes ses faces l'état véritable de la question. Je crois, si je ne me trompe, avoir atteint mon but, dans la mesure de ma capacité et de mes forces. Si quelques lecteurs ne trouvaient pas cependant, la conclusion de ce livre assez nette, assez positive, qu'ils ne s'en prennent pas seulement à moi, mais un peu aussi à la difficulté et à la nature du sujet.

De tout temps on a voulu faire de la question de l'indépendance et de la liberté italienne, plutôt une question de faits qu'une question de principes. On s'est fort peu occupé d'examiner les causes, d'envisager ce grand problème vis-à-vis des faits et des principes généraux, positifs, de la civilisation et de l'histoire du monde. C'est ce qui a détourné du droit chemin des hommes sincères, des esprits éminents, qui cherchaient avec patriotisme et avec beaucoup de science la vérité. Pour ma part, je n'ai pas la prétention d'avoir vaincu toutes les difficultés, ni résolu toutes les questions. Ce que je crois, c'est que la question, de la manière qu'elle a été posée par moi, est la seule qui puisse satisfaire aux exigences légi-

times de la pensée et de la science de notre époque.

On a le droit d'avoir l'opinion qu'on croit la meilleure, de professer telle ou telle doctrine, tel ou tel système; mais toutes les fois qu'on voudra discuter avec fruit sur les intérêts et sur les principes de l'Italie, sans tenir compte des vrais caractères des principes constitutifs de la liberté et de la civilisation moderne, ou qu'on voudra assigner à celles-ci, des tendances qu'elles n'ont pas en réalité, on tombera toujours dans le vague, dans la confusion des idées et des choses.

C'est ainsi qu'il est de toute impossibilité d'arriver à une solution quelconque de la grande question de la liberté et de l'indépendance italienne, sans avoir précédemment étudié et analysé exactement les caractères généraux, les principes fondamentaux de la liberté et de la civilisation de l'Europe moderne. Bref, la question de l'Italie, ainsi que je l'ai dit plusieurs fois, se trouve renfermée dans la question européenne. Vouloir juger l'Europe par l'Italie, comme font les catholiques et les partisans de l'école historique, comme font MM. Gioberti, Balbo et tant d'autres, c'est fausser la bonne méthode logique, c'est vouloir que le moins par exemple soit la mesure du plus; c'est vouloir que le particulier, le relatif, devienne la règle du général, de l'absolu; c'est considérer enfin le fait, l'histoire, le passé, comme la loi suprême infaillible, de la pensée, de la science, de l'avenir.

N'oublions donc pas que la solution du problème de l'Italie actuelle est dans la solution du problème

européen, et que la tradition, l'histoire, le passé en général peuvent servir de preuve, de confirmation, à la pensée, à l'idée, à la science, mais qu'ils ne peuvent ni la contenir, ni l'exprimer que d'une façon relative et incomplète.

Du reste, je crois en avoir dit assez là-dessus pour ne pas avoir besoin de m'y arrêter encore.

Les Italiens instruits, qui ont en général beaucoup d'idées, beaucoup de savoir, manquent très-souvent de pratique, d'expérience; ils pensent trop par les livres, par la pensée des autres; ils sont, en un mot, des hommes lettrés, des poètes, des écrivains élégants, mais rarement de bons philosophes, des politiques éclairés et positifs. C'est que la plupart de mes compatriotes ne voyagent pas beaucoup, et ceux qui voyagent ne sont pas toujours les mieux instruits, ni ceux qui ont le plus d'envie de s'instruire. C'est à ces motifs et à d'autres plus graves encore qu'on doit attribuer le peu d'indépendance intellectuelle, le peu d'amour véritable qu'il y a en Italie pour les sciences logiques et politiques. Ajoutez à ceci les efforts constants des gouvernements pour combattre tout élan hardi et élevé dans la pensée italienne, et vous aurez plus qu'il ne faut pour vous rendre compte de notre infériorité intellectuelle, de notre inertie politique.

Toutefois, depuis peu de temps, un certain besoin d'agitation et de lutte paraît travailler l'âme et l'esprit de la nation. La jeunesse des universités témoigne un vif désir de prendre part aux grandes idées, aux grands intérêts de notre époque; elle

paraît avoir une révélation soudaine de son infériorité intellectuelle et politique vis-à-vis de l'Europe. Si la conscience de la jeunesse studieuse de l'Italie contemporaine est troublée, si elle sent que son inaction est plus qu'une honte, un malheur et un crime, je n'hésite pas à espérer qu'aidée par quelques professeurs d'élite, elle ne puisse tôt ou tard sortir de la vieille ornière où elle a végété servilement si longtemps.

Mais que la jeunesse italienne n'oublie pas, avant tout, qu'il n'y a pas d'indépendance politique sans l'indépendance morale et intellectuelle, et que le progrès des faits n'est que le corollaire actif, vivant du progrès des idées et des principes. Or, toute doctrine qui voudrait faire croire à la jeunesse italienne qu'on peut allier la liberté politique, le progrès social, avec la servitude intellectuelle, et l'absence d'institutions libres et progressives dans un pays, c'est une doctrine menteuse et servile; c'est une doctrine qui, au lieu de briser les chaînes d'un peuple esclave, ne fait que substituer à l'ancienne tyrannie, une tyrannie plus énervante, plus corruptrice encore, déguisée sous les apparences trompeuses de patriotisme et de liberté.

La force morale, le sentiment, la foi, le patriotisme vague et contemplatif ont fait leur temps. La liberté et la civilisation modernes doivent reposer sur des institutions libres, sur des garanties légales. Pour que le monde soit libre effectivement, il doit secouer toutes les dépendances purement individuelles, quand même ce seraient celles de l'intelli-

gence la plus éclairée, de la bienfaisance la plus pure, la plus généreuse. Ce ne sont plus les individus qui doivent gouverner la société moderne : ce sont les idées, les institutions, les lois, les principes. Là où tout dépend de la justice, de la science, de la probité, du patriotisme de quelques hommes, là il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de liberté, de force, de stabilité, de progrès. Il faut que l'opinion publique, que la raison collective des peuples gouvernent les nations modernes, les peuples libres; il faut, en un mot, que la liberté, que l'égalité, que le progrès, que le droit politique et social existent par eux-mêmes, objectivement, pour ainsi dire, indépendamment de la volonté, de l'intérêt individuels, particuliers des hommes. Tant qu'un peuple n'aura pas la conscience de ce besoin, de cet intérêt, de ce droit; tant que chaque individu ne sentira point que sa liberté, sa dignité, son existence personnelle, son avenir ne dépendent que de lui-même, et que lui-même, la société et la patrie ne font qu'une seule et même chose, ne me parlez pas d'indépendance et de liberté chez ce peuple.

Les Italiens ne seront libres que le jour où ils auront la conscience de leur force et de leur indépendance intellectuelle et morale; le jour où ils se diront qu'il vaut mieux mille fois mourir pour une grande cause, que de vivre ignorés et obscurs dans une sphère humble et subalterne, sans but noble, grand et réel, car un peuple qui ne pense pas et qui n'est pas libre, n'a pas d'existence, n'a pas d'être. La réalité de la vie est dans la manifestation de la

pensée; et là où la pensée individuelle ne sort pas de sa sphère bornée, de sa sphère matérielle et personnelle, la pensée n'a, ne peut avoir ni force, ni vie, ni valeur générale, absolue. Un peuple enfin n'est plus dans l'histoire lorsqu'il cesse de la dominer, lorsqu'il n'a plus aucune idée à lui imposer, aucune impulsion progressive à lui donner dans l'intérêt de la pensée, de la science, de la civilisation générale du monde. Soyons donc persuadés que la vie nationale d'un peuple ne peut prospérer, ne peut être grande et forte qu'autant qu'elle sert à la grandeur, à la force, à la prospérité de la vie générale d'un siècle, d'une époque.

Quand on dit aux Italiens que leur patrie ne doit pas imiter les nations étrangères, que leur liberté, que leur civilisation doit avoir peu de rapports avec la liberté et la civilisation des autres peuples, on trompe les Italiens et l'Italie. En flattant un mesquin égoïsme national, on contraint l'élan libre et généreux de la pensée de l'âme italienne. A l'heure qu'il est, si l'Italie n'entre pas graduellement, progressivement, aux dépens de sa vie purement historique et nationale, dans la voie de la liberté et de la civilisation européenne, l'Italie, remarquez bien ceci, finira tôt ou tard par être conquise matériellement par un peuple étranger, ou par être dévorée par une guerre civile qui n'aura pas de fin, avant que toutes les visibles forces de la nation soient entièrement épuisées.

Je ne conseillerai jamais à l'Italie actuelle de se jeter dans des voies trop hardies, trop téméraires.

Si j'étais à la place de ceux qui gouvernent actuellement mon pays, j'agirais sans doute avec précaution, avec mesure; mais je me tiendrais préparé à tous les événements, à toutes les crises qui doivent inévitablement avoir lieu avant la fin de ce siècle.

Pie IX, je ne cesserai jamais de le répéter, c'est l'instrument providentiel du progrès en Italie, ainsi que Louis XVI fut l'instrument providentiel de la révolution en France et en Europe. Car Louis XVI fut, lui aussi, bon et libéral selon les principes et les idées de sa position et de son temps. Je fais sans doute la part du temps et du pays en parlant de Pie IX. Je ne veux pas dire qu'il devra nécessairement rester victime de sa mission, de son œuvre; mais j'ai des doutes et des craintes très-graves sur son avenir, sur l'avenir de ses réformes, de ses projets. Que lui aussi ne se laisse pas aveugler par certaines doctrines éclectiques, par une certaine politique trompeuse qui règne aujourd'hui dans beaucoup de pays de l'Europe, sous le nom de juste-milieu. Si Pie IX, croit que pour fortifier le papauté et l'Église ébranlée par trois siècles d'examen, de critique, de science, de liberté, il suffit de changer les noms des choses, et de masquer les vieux principes sous des habits nouveaux, sous des formes plus jeunes, il est, selon moi, complétement dans l'erreur.

Je sais qu'il aurait été impossible à lui pape, à lui souverain absolu, symbole suprême de l'autorité des principes et de l'autorité du pouvoir, de faire autrement. Il fallait nécessairement suivre la route qu'il a suivie, et se soumettre à la fatalité de sa tâche, de

se mission. Mais qu'il prenne garde : le moyen âge est loin de nous, loin de notre siècle. Qu'il prenne garde : l'Europe pense par la liberté, agit par la liberté, et vit pour la liberté. Les idées, les forces vives du monde sont contre Rome : car le vie du monde est politique ; elle ne se compose plus de sentiments et de croyances, de religion et d'art, mais d'intérêts, d'opinions, de raison et de science. S'il croit par hasard que c'est par son système qu'on enchaînera la liberté de la pensée, la liberté du monde ; qu'on détruira en quelques années l'œuvre de plusieurs siècles ; que l Europe, que la pensée, que la civilisation moderne, doit renier son œuvre, sa vie propre, et déposer aux pieds du successeur de Grégoire VII, la couronne de sa souveraineté universelle ; si enfin Pie IX peut supposer que l Italie n'a d'autre avenir que son passé même ; qu'on peut la régénérer, la rendre forte et puissante, en le maintenant toujours isolée des autres peuples européens, de la liberté, et de la civilisation générale absolue de l'Europe moderne, dans ce cas, je le dis avec un profond sentiment de douleur, l'œuvre, la tâche, la mission de Pie IX, ne peut aboutir qu'à la plus amère, qu'à la plus fatale déception. Et comme à l'heure qu'il est l'avenir de l'Italie est dans les mains de Pie IX, comme toute la question pratique se résume dans la politique de la cour de Rome, il est évident que plus cette même politique fait de progrès, et plus le problème approche de sa solution. Il est donc possible que dans peu de temps, soit parce que le pape reculerait dans un système con-

traire à celui des réformes et du progrès, soit parce qu'il tiendrait tête aux réclamations, ou despotisme de l'Autriche, l'Italie entière se trouve au milieu d'une crise politique des plus graves, des plus inattendues.

Tel est, selon moi, l'avenir de l'Italie. Et de même qu'il est impossible de faire rétrograder l'Europe jusqu'au catholicisme, jusqu'à l'autorité spirituelle et temporelle des papes, et au despotisme des rois; de même l'Italie ne pouvant se relever qu'en marchant avec l'Europe à la démolition historique et politique du pape, à la démolition de l'Église, de la papauté, et de l'absolutisme des souverains et des gouvernements en général, ne peut s'affranchir de tous les jougs qui l'oppriment, qu'en reniant sa civilisation historique, qu'en renonçant à sa mission nationale dans la civilisation et dans l'histoire du monde européen. Et par la même raison que l'Église et le pape sont les bases, les principes fondamentaux de son existence historique, la régénération de l'Italie ne peut avoir lieu que le jour où une grande force européenne viendra briser violemment la pierre angulaire de l'ancien monde, sur les ruines historiques et nationales de l'Italie; mais comme aussi l'Italie ne pouvant plus avoir une existence particulière et nationale, aura cessé de pouvoir aspirer à exercer une grande influence politique dans le monde, l'Italie ne pourra se regénérer véritablement que lorsque la civilisation européenne aura assumé un nouveau caractère de fusion, d'identité, d'unité générale, non par le principe négatif de la liberté, mais par le principe positif de l'égalité et de la fraternité sociale.

Ainsi, quoi qu'il arrive tôt ou tard, il est certain que l'Italie moderne, l'Italie actuelle ne renferme dans sa propre existence nationale aucune idée organique, synthétique du monde à venir; aucun élément de progrès général, de progrès européen ne se retrouve dans l'Italie du passé, ni dans l'Italie du présent. Les quelques germes de rénovation et de régénération qui se cachent au fond de l'âme et du génie de ce grand peuple, sont des germes qui ne pourront porter leurs fruits que dans une autre phase de la vie intellectuelle, politique et sociale de la liberté et de la civilisation moderne. L'Italie sous la Rome des empereurs, sous la Rome des papes, a été grande, forte, puissante dans le monde, par un principe de civilisation un et absolu. Le peuple italien a été un des plus grands peuples de l'antiquité, et le plus grand peuple de la chrétienté au moyen âge, en marchant toujours seul à la tête des idées et des intérêts du monde entier. Or, tant que l'Italie enchaînée fatalement aux pieds des éternels monuments de son passé, sera forcée de marcher non plus à la tête, mais à la queue de la civilisation et de l'histoire vivante de l'Europe et du monde, l'Italie restera un peuple secondaire, sans initiative, sans indépendance, sans liberté politique et nationale. Son affranchissement, sa délivrance ne pourra s'accomplir que négativement, à cette époque où toute formule particulière, nationale, purement politique de la civilisation moderne, sera absorbée par une formule générale d'association et de fraternité universelle. Enfin, l'Italie cessera d'être esclave quand ceux qui la dominent ou qui peuvent le do-

miner encore, seront à leur tour, ou conquis par une grande puissance matérielle, ou vaincus par la volonté libre et éclairée des peuples. Il n'y a donc qu'une grande nation ambitieuse et conquérante capable de s'emparer de l'Europe, et de la soumettre après de longues guerres à l'unité matérielle de sa domination, ou vraiment une révolution générale de tous les peuples européens, qui puissent effectuer par la force, ou par la liberté, par le droit démocratique, la rénovation radicale de la civilisation et de la société moderne.

Tant que cette crise, que cette conflagration générale n'aura pas lieu, l'Italie ne peut faire autre chose que se dissoudre peu à peu afin de se préparer à être un peuple révolutionnaire, un peuple démolisseur au grand jour de la lutte. Mais aussi pour que la révolution pénètre au cœur des masses en Italie, il faut qu'elle et fasse jour d'abord au sein des gouvernements, du pouvoir; il faut qu'elle soit, pour ainsi dire, imposée au peuple par les actes et les transactions de l'autorité.

C'est ainsi que, du moment qu'un souverain absolu, qu'un pape, vient, au nom de la religion, de cette influence encore si puissante sur l'âme du peuple italien, consacrer en Italie même quelques-uns des principes fondamentaux du progrès moderne, quelques-uns des principes essentiellement destructifs de sa puissance, il faut dire, sans crainte de se tromper, qu'une ère nouvelle commence dans les destinées de ce peuple; et si, dans cette nouvelle ère, il n'y a pas pour le peuple italien la lumière de l'avenir,

il y a, sans nul doute, le premier élément réel, positif de cette force qui doit dissoudre le passé, agiter, révolutionner le présent.

Dans les temps où nous sommes, les idées et les choses marchent, à travers le temps et l'espace, avec une prodigieuse vitesse; ce qui paraît à peine croyable aujourd'hui, sera demain peut-être une réalité vivante, un fait accompli. Méfions-nous toujours des rêves et des utopies d'un avenir chimérique; mais ne croyons pas non plus qu'il soit possible à un homme, à un peuple, à une nation quelconque de refaire ou de ressusciter le passé. Les progrès de la pensée sont infinis dans l'humanité; mais les progrès de l'histoire n'ont de vie et de puissance que dans les limites relatives de l'histoire même; et lorsqu'une grande idée a fait son temps dans l'histoire sous une forme locale, particulière, relative, d'art ou de science, cette idée, qui ne se perd pas, ne se reproduit plus cependant sous la même forme, ni dans les mêmes limites de temps et d'espace.

Chaque développement de l'idée a une phase particulière dans l'histoire; il se produit sous une forme finie et sensible, sous la forme ethnographique et nationale d'un peuple déterminé; mais à mesure que les développements particuliers finis s'épuisent, le développement général et infini s'agrandit. C'est alors que les peuples se rapprochent et s'unissent par une même forme d'idées et d'intérêts, et qu'ils travaillent tous ensemble dans un même but à une œuvre commune; c'est alors que la pensée et la civilisation se généralisent, et que la

science absolue, la raison objective, universelle, domine le monde; c'est alors, enfin, que l'humanité arrive à avoir la conscience de sa valeur morale, et par conséquent de sa liberté. C'est aussi à cette époque que les révolutions bouleversent les nations, afin de détruire par la violence, c'est-à-dire par le fini, le monde même de l'histoire et du fini, expression négative et hostile au développement infini et absolu de l'humanité dans la civilisation et dans l'histoire.

L'Italie représente dans l'histoire de l'humanité le dernier anneau de la chaîne du passé; l'Italie est la formule suprême du fini et du sensible moral, le terme absolu d'un monde épuisé. Cette formule suprême, absolue du fini et du sensible moral, se retrouve dans le catholicisme et dans l'art italien au XVIe siècle, qui résument au plus haut degré la conception absolue de l'infini sous la forme finie de l'imagination et du sentiment, de la religion et de l'art, manifestation historique et sociale de la vie et de la civilisation italiennes au moyen âge.

Depuis, une innovation radicale s'est faite par Luther dans l'esprit de l'humanité. L'Église a protesté et anathématisé cette grande innovation. C'est alors que l'Italie, soumise au joug des papes, a abdiqué son pouvoir devant l'Europe, et fermé à jamais les portes du progrès à sa pensée et à son histoire.

L'Italie renaîtra probablement un jour à la vie de la pensée absolue et de la science; mais elle ne rentrera jamais dans le mouvement actif et prépondérant de la lutte contradictoire entre la liberté, la civilisation moderne, et l'autorité catholique, ob-

solutiste, papale, impériale de la vieille société européenne. Le secret de notre décadence, de notre servitude, de tous nos malheurs, se lit dans les pages de notre histoire; mais notre avenir, l'avenir de l'Italie moderne est renfermé tout entier dans le secret de la science absolue, de la liberté et de la civilisation générale de l'Europe et du monde.

S'il y a encore de l'intelligence, de l'énergie, des forces vives dans le peuple italien, c'est, remarquons-le bien, par l'opposition qui, depuis un demi-siècle, se fait sentir dans la Péninsule contre les croyances et les intérêts catholiques. La nation ne peut devenir quelque chose dans la civilisation de notre siècle qu'en se détachant graduellement du despotisme romain. Si la France, si l'Angleterre, si l'Allemagne étaient encore soumises servilement au joug de la papauté, les idées, les lois, les intérêts, l'industrie, la science, le commerce, la grandeur morale et sociale, la civilisation tout entière de l'Europe moderne, n'auraient jamais pu avoir d'existence. En un mot, l'Europe, qui marche, qui se sent vivre, est telle, parce qu'au fond elle a cessé depuis longtemps d'être catholique. Là, au contraire, où les traditions, les principes, les habitudes du catholicisme règnent encore, là on ne voit de nos jours que faiblesse, ignorance, servitude, impuissance, infériorité en tout.

Ainsi, la seule voie de salut pour les peuples dégénérés et esclaves de l'autorité catholique, c'est de pouvoir secouer le joug de l'Église; c'est de pouvoir s'émanciper de toute soumission passive à la Rome

des papes. Hors de là il n'y a pas de liberté, d'indépendance possible, ni dans l'ordre moral, ni dans l'ordre politique. Et tant que cet état de choses pourra durer, tenons pour certain, nous, hommes d'intelligence et de bonne foi, que le réveil de l'Italie ne peut être qu'une illusion, qu'une vague espérance! Je dirai plus : comme la papauté, l'Église, ne sont pas susceptibles de réforme essentielle, radicale, ce que l'histoire et la science ont démontré depuis des siècles; comme elles ne peuvent que rester telles qu'elles sont, ou se dissoudre et périr, je suis fermement convaincu que la délivrance positive, complète de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, de l'Allemagne catholique, de l'Irlande, de la Pologne et de tous les autres peuples soumis à la puissance papale, ne pourra avoir lieu que par une grande catastrophe européenne qui, lorsque les combinaisons morales et politiques qui doivent la faire éclater seront à point, viendra déraciner la base historique de la civilisation moderne, et renouveler par la démocratie et par la science les destinées morales et politiques de l'Europe et du monde.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

NOTE.

Au moment de mettre sous presse la dernière feuille de cet ouvrage, nous apprenons qu'une circulaire adressée par le cardinal Gizzi aux gouverneurs ou préfets des provinces des États pontificaux, a été promulguée à Rome le 22 du mois d'avril passé. Par cette circulaire, le cardinal Gizzi annonce que Pie IX, animé du désir de régler la marche de l'administration publique dans l'ordre le plus satisfaisant, se propose de choisir et d'appeler à Rome une personne de chaque province. On dit que les personnes ainsi réunies en assemblée de notables, formeront en quelque sorte une représentation provinciale des États romains.

Le peuple de Rome et des provinces a accueilli cet acte spontané du pape avec cette ivresse de joie et d'enthousiasme qui lui est particulière. Pour nous, sans vouloir nullement méconnaître l'importance de cette mesure administrative, je suis bien loin d'en exagérer, comme on a fait en Italie, le sens et la portée. Pour un gouvernement aussi absolu que celui du pape, cette mesure est quelque chose qui mérite l'attention des hommes politiques; mais considérée vis-à-vis des principes libéraux et des institutions représentatives modernes, la circulaire du cardinal Gizzi est un acte parfaitement insignifiant. Car les soi-disant députés des provinces, choisis et nommés par le pape, ne représenteront point les intérêts et la volonté des populations, mais les intérêts et la volonté du pouvoir. Nétant pas appelés à délibérer, mais à donner purement leur voix consultatif dans les questions administratives, les députés provinciaux ne seront, à proprement parler, que des conseillers d'État. Ils ne seront investis d'aucun droit politique, d'aucun mandat national, d'aucune attribution libre. Ainsi, qu'on ne se trompe pas, la circulaire du cardinal Gizzi est un acte administratif et non un acte politique. Elle ne promet pas une assemblée de représentants des provinces, puisque ce ne sont pas les provinces qui les choisissent et qui les nomment. Ce ne peut être non plus une véritable assemblée de notables représentant les intérêts aristocratiques et bourgeois du pays, les intérêts de la propriété et de l'industrie, puisqu'ils seront en trop petit nombre pour cela. Or, tout considéré, il ne résulte que si cette assemblée consultative peut être favorable à l'administration publique du pays sous un gouvernement absolu, mais sage et éclairé, il est également évident qu'elle ne pourrait exercer aucune opposition efficace sous un gouvernement dilapidateur et égoïste, car par sa nature et son origine elle ne pourra jamais avoir une influence prépondérante dans les affaires et dans les actes du pouvoir. Ne nous faisons donc pas d'illusions, ne confondons pas la poésie avec la politique. Laissons de côté les passions et l'enthousiasme d'un peuple bon, mais inexpérimenté, et ne soyons pas victimes d'une mystification habile. Ce qui me paraît fort étrange, c'est que les libéraux des États romains n'aient pas voulu comprendre jusqu'ici que le gouvernement du pape est incapable, quand bien même il le voudrait, d'ac-

corder à ses sujets le moindre droit politique, le moindre garantie légale. Le temps du reste fera justice de leurs illusions et confirmera peut-être la vérité de mes paroles. Je suis affligé cependant de voir que des hommes fort estimables, que des patriotes pleins de cœur et de talent persévèrent encore dans cet étrange et funeste aveuglement, et qu'ils s'obstinent à donner le change sur le véritable caractère des actes et des réformes du gouvernement pontifical. Après tout, il est certain que malgré la réalité des choses, des désirs et des besoins de liberté se réveillent dans le peuple des États romains et de l'Italie en général. Ce fait suffit pour me rejouir aussi un peu à mon tour de la politique équivoque du gouvernement du pape, et même des illusions des populations. Car tôt ou tard le peuple ouvrira les yeux, c'est alors qu'on s'apercevra combien il est dangereux de ces jours, pour les gouvernements absolus, quels qu'ils soient, de jouer au progrès et à la liberté, sans vouloir ou sans pouvoir rien concéder effectivement ni à l'un ni à l'autre.

TABLE DES MATIÈRES.

IIe PARTIE. Suite.

CHAP. IV. — L'Autriche. — Sa domination en Italie. — Son rôle dans la politique de l'Europe. 3
CHAP. V. — Nouveau mouvement politique en Italie. — Le roi de Sardaigne. — Pie IX. — Illusions de quelques partis . . . 104
CHAP. VI. — Tendance générale de l'Europe. 220
CHAP. VII. — Résumé des divers éléments et des caractères essentiels de la liberté et de la civilisation moderne. — Symptômes d'une dissolution prochaine de l'Europe. — Avenir de l'Italie. — Conclusion. 384

---

001 792298

CHARLES HARLOWE, par M. *Jules Janin*. 2 vol. in-18 jésus, format anglais, à 3,000 pages chacun . . . . . 7 fr.

LE CAPITAINE DES BOIS; par *le même*. 1 vol. in-18 jésus . . . . . 3 fr.

LES CONTES DE CHARLES DICKENS, précédés d'une notice sur l'éditeur, par M. *A Pichot*. 1re série, in-18 jésus . . . . . 3 fr.

Les Apparitions de Noël. — La Cheminée. — Le Crieur du Foyer.

——— 2e série, in-18 jésus . . . . . 3 fr.

La Bataille de la vie. — La Cloche du tocsin. — L'Épée brisée. — Nelly. — Égara Sévigmann. — L'Enfant de mon Frère.

LA BATAILLE DE LA VIE, histoire d'amour, par *Ch. Dickens*, traduit par *A Pichot*. 1 vol. in-18 jésus, format anglais . . . 1 fr.

LES APPARITIONS DE NOËL, par le *même*. 1 vol. in-18 jésus, format anglais . . . 1 fr.

LES CARILLONS, par le *même*. 1 vol. in-18 jésus format anglais . . . 1 fr.

LE CRIEUR DU FOYER, par le *même*. 1 vol. in-18 jésus, format anglais . . . 1 fr.

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE CH. DICKENS, traduits par *A. Pichot*. 1 vol. in-18 jésus . 2 fr.

Contenant : La Cloche du tocsin. — L'Épée brisée. — Laura Bigelow. — L'Enfant de mon frère. — Nelly.

LETTRES SUR L'ANTIQUITÉ, précédées d'un Essai sur le Phases de l'histoire littéraire, et sur les influences intellectuelles du Rocac par M. *Philarète Chasles*, professeur au collége de France. 1 vol. in-18 jésus format anglais . . . 2 fr. 50

La Bible. — Homère — Eurripide et Racine — Pensées grecques et romaines. — Les chrétiennes — Héroïnes grecques. — Cléopâtre — Virgile etc. etc.

ÉTUDES SUR LES PREMIERS TEMPS DU CHRISTIANISME ET SUR LE MOYEN AGE, par le *même*. 1 vol. in-18 . . . 2 fr. 50.

Premiers temps de la chrétienté — Flavius Joseph — Société au IIIe et VIe siècles. — Le paganisme au IVe siècle. — Développement de la Société chrétienne — Des révoltes industrielles sous le Bas-Empire et au moyen âge — Attiste — Dante — Théâtre de Hrosvitha — Ce siècle moderne, etc., etc.

LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE EN ANGLETERRE, ou Esquisse de la vie anglaise par le *même*. 2 vol. in-18 jésus . . . 7 fr.

Tome I. Hommes d'état. Orateurs politiques. Beaux esprits. Gens de lettres. Tome II. Les Hérésiarques et les Révolutionnaires. — Femmes. Héroïnes.

NAPOLEON ET MARIE-LOUISE, par M. Isbarron *Menel* et ancien secrétaire du Empereur. 3 vol. in-8 . . . 22 fr. 50

2e Édition, revue corrigée et considérablement augmentée. 3 vol. format anglais . . . 19 fr. 50

Le tome 3, in-8 et in 18, se vend séparément.

PAGES FLEURIES, poésies, par M. *Asselline*. 1 vol. in-18 jésus . . . 1 fr.

NÉRINA, par *Daniel Stern*. 1 v. in-8. 7 fr. 50

LA JEUNE ANGLETERRE, par M. *Disraeli*, traduit de l'anglais par Mlle *A Sabry*, précédé de d'une Notice par M. *Philarète Chasles*, et accompagné de deux clefs explicatives des personnages. 2 vol in-8. . . . 15 fr.

LES DEUX NATIONS (les Riches et les Pauvres), par *le même*. 2 vol in-8 . . . 15 fr.

SYBIL (Pages de l'Amour). Relation d'un voyage en Orient. 1 vol. in-8 . . . 7 fr. 50

Constantinople. — Voyage en Turquie — Constantinople. — La Troade — Smyrne Pathèse. — Chypre — Baly Bakhir Stambouy. — Marinkos grec. — La Samaritain — Mœurs de la Péninsule — La Grèce. — La Mer morte. — Les Tribus du — Voyage de Jérusalem — Les Arabes — Voyage de Caire et le Pays — Les Pyramides — Sont. — Gaza — Le prophète Jonas — Damas. — Passage du Liban etc etc.

LA VIE DE PÉPAGNE, par *George Borrow*. 2 vol in-8 . . . 15 fr.

ELLEN MIDDLETON, par lady *Georgiana Fullerton*. 2 vol in-8. . . . 15 fr.

LES GENTILSHOMMES D'AUTREFOIS, par M. le marquis de *Foudras*. 2 vol in-8 15 fr.

FAMILLES HISTORIQUES DE FRANCE, par M. le comte *Horace de Viel-Castel* avec la généalogie et les armes de chaque famille reproduites d'or et d'argent.

1re série : Ancienne noblesse. 1 vol 7 fr. 50 c

2e série : Noblesse de Cour. 1 vol 7 fr. 50 c

MES LIBRES, par Mme la baronne de *Montlorun*. 2 vol in-8 . . . 15 fr.

LE READ DE LA SIBÉRIE, par l'amiral *Wrangell* traduit du russe par le prince *Emmanuel Galitzin*. 2 vol in 8 Cartes et gravures . . . 15 fr.

LA HAVANE, par madame la comtesse *Merlin*. 2 vol. in-8 . . . 22 fr. 50

UN TOUR EN IRLANDE, par le comte *J d'Arbèze*. 1 vol in-8 . . . 7 fr. 50.

UNE ANNÉE DE RUSSIE, Lettres à M. S. M Giraudin, par *Henri Mérimée*. 1 vol in-18 jésus . . . 3 fr. 50

LA RUSSIE EN 1859, par M. le marquis de *Custine*. 3e édition, revue et considérablement augmentée. 4 vol format anglais. . . . 14 fr.

LES POÈTES RUSSES, traduits en vers français par le prince *L. Mirskiski*, auteur du *Roman Noirs*. 2 vol in-8 . . . 15 fr.

DES ALLEMANDS, par un Français 1 vol in-8 . . . 4 fr.

LA GUERRE DES PAYSANS, par *A Weill*. 1 vol in 18 jésus . . . 3 fr. 50

ANNUAIRE HISTORIQUE DE LA NOBLESSE DE FRANCE, rédigé par un comité et publié par *H de Mirleville*. 1 vol royal in-8, orné d'écussons, châteaux vignettes sur bois 15 f

IMPRIMERIE DE CHARLOT, RUE DE MARIGNAN 9.